HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE 1870

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR.

Du Progrès dans les armées. États-majors. Brochure in-8, extraite du *Spectateur militaire,* février 1859.

Campagnes des Russes dans l'Asie centrale. Brochure in-8, extraite de la *Revue militaire française*, mai 1869.

Insurrection de la Dalmatie. Conférence du ministère de la guerre, publiée chez Dumaine, 1870.

Le Régime constitutionnel et l'Armée, parue dans la *Revue militaire française*, juin 1870.

PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DE 1870

PAR

V. D***

Officier d'état-major

« Malheur aux hommes de guerre et aux nations pour qui la science est un fardeau, et qui ne veulent pas reconnaître l'influence de l'art, pour ne pas être forcés de l'apprendre. »

(JOMINI, *Traité des grandes opérations*, vol. III, ch. XV.)

AVEC PLANCHES

PARIS

A LA LIBRAIRIE MILITAIRE
DE J. DUMAINE
LIBRAIRE-ÉDITEUR
Rue et Passage Dauphine, 30

A LA DIRECTION
DU SPECTATEUR MILITAIRE
Rue Christine, 3

1871

GUERRE DE 1870.

« Malheur aux hommes de guerre et aux nations pour qui la science est un fardeau, et qui ne veulent pas reconnaître l'influence de l'art, pour ne pas être forcés de l'apprendre. »

(JOMINI, *Traité des grandes opérations*, vol. III, ch. XV.)

INTRODUCTION.

Depuis quatre-vingts ans qu'elle est en révolution, la France vit dans un état de contradiction flagrante avec le bon sens et la raison. Ces contradictions l'ont tiraillée en tous sens, divisée et affaiblie. Dans les classes qui se rattachent à l'ancienne noblesse on s'est bercé de l'espoir d'un retour aux traditions passées, entremêlé d'aspirations libérales ; on a rêvé un mélange de monarchie absolue, d'influences cléricales et de régime plus ou moins constitutionnel ; trois con-

tradictions, trois antipathies. La bourgeoisie a eu des goûts constitutionnels et le culte du fonctionnarisme; des aspirations d'homme libre et des habitudes d'esclave. Les classes ouvrières, égarées par des ambitieux vulgaires, perverties par de mauvais exemples, par l'augmentation des salaires, par des droits politiques qui leur étaient concédés sans l'instruction qui en justifie la jouissance, ont perdu les sentiments qui faisaient leur force, le goût du travail, la foi et le respect; corrompues par des gains faciles et exagérés, des théories subversives, des appétits désordonnés, elles sont devenues envieuses de ce qui leur manque, et se sont laissé envahir par des instincts pervers. Et leurs vices ont été si loin, qu'elles portent pour toujours, désormais, le stigmate honteux et criminel des ruines et des incendies de Paris. Les partis se sont disputés pour des noms, sacrifiant le fond à la forme. Les républicains, en particulier, ont toujours lutté pour un mot, négligeant la réalité, et sont parvenus, en faisant preuve de bonnes intentiòns, à charger leur conscience de toutes les insurrections, et à démontrer une

absence absolue d'esprit politique et de pénétration. Chacun a rêvé sa constitution. Les uns ont voulu la France monarchique, les autres constitutionnelle; ceux-ci l'ont trouvée cléricale; ceux-là, républicaine; personne n'a voulu convenir qu'elle n'avait qu'une opinion, qu'elle était conservatrice, et que cette opinion devait être la base de tout échafaudage politique. Et elle même, tout en aspirant à la liberté, forgeait chaque jour les anneaux de ses chaînes, en développant une centralisation sans limites, et en étouffant ainsi toutes les initiatives. Déchirée par ces tendances, elle a passé du despotisme militaire de Napoléon Ier aux théories légitimistes de Louis XVIII et de Charles X; des théories légitimistes qui lui rappelaient un passé suranné sans satisfaire ses désirs, à la bourgeoisie constitutionnelle; celle-ci, n'osant compter sur sa force, limitait la liberté au lieu de l'étendre sous la protection de lois rigoureuses; puis la nation affolée se laissait un instant dominer par une démocratie prétentieuse, incapable, jusqu'au jour où les abus nouveaux la rejetaient dans les bras d'un Napoléon socialiste, sous lequel la

corruption des mœurs, le culte des jouissances, la faiblesse de la direction politique et l'affaiblissement général des intelligences et des volontés hâtaient la décadence, achevaient de ruiner les forces vives du pays et le conduisaient à des hontes sans pareilles. Traditions, croyances, principes, honneur, dignité, tout s'est effondré dans l'abîme creusé par nos dissensions. Et aujourd'hui il ne reste plus qu'un monceau de décombres imbibé de sang, une ruine immense et une société affolée.

Jamais la France n'a été plongée dans un cataclysme pareil. Ce n'est pas une défaite; ce n'est pas un malheur; c'est une décomposition violente. L'histoire ne nous montre de situations analogues que dans les empires qui s'effondrent : l'empire de Darius, après l'invasion d'Alexandre; celui d'Orient, après la prise de Constantinople ; celui d'Occident, après l'invasion des Barbares ; celui du Mexique, après la conquête de Cortès. Il semble qu'un gigantesque obus subitement tombé au sein de notre pays ait brutalement éclaté, et que ses terribles débris, renversant sur leur passage

les êtres vivants, les édifices et même ces individualités morales qu'on nomme le Devoir, le Droit et la Loi, aient dispersé les hommes et les choses. Entassant fautes sur fautes, malheurs sur malheurs, la France ne paraît encore ni éclairée, ni satisfaite, et ses fils insensés, au lieu de panser ses blessures, semblent disposés à les ouvrir encore, comme si une rage folle suscitant leur fureur ne leur laissait d'autre instinct que celui de déchirer ses flancs ensanglantés. L'imagination, qui d'ordinaire empiète sur la réalité, est ici débordée par elle. Et au milieu de l'orage déchaîné, les individus, comme d'infimes atomes que l'ouragan entraîne, ont leur volonté annulée, et roulent les uns sur les autres, heurtés aux ruines qui sont leur ouvrage, et qu'une Providence irritée, mais juste, accumule sous leurs pas.

Les principes, guides habituels des peuples et des hommes, la foi qui soutient, la conscience qui dirige, le respect des grandes choses, l'amour du vrai, du beau et du bien, le bon sens, cette intelligence suprême, tout cela paraît obscurci. Les constitutions politiques sont déchirées

et méprisées; un homme, qu'il soit roi, empereur ou président, n'a plus de prestige. Cette nation, qui fut si éclairée et si grande, a ses rouages brisés et ses membres épars. Sur son cadavre qui râle, s'est dressé un fantôme ivre et sanglant dont les hideux ricanements sont ceux d'une folie furieuse : l'anarchie. La patrie se débat dans les convulsions de l'agonie; elle est aux portes du tombeau et n'apparaît plus par moments que semblable à un être qui a vécu.

Pourtant, sur cet amas de débris incohérents, un être immuable, inflexible, éternel, reste encore debout, la Loi. D'une main, il nous montre la force qui discipline et réprime; de l'autre, l'espérance qui ranime. A cette heure suprême, elle est à la fois le gouvernement, la conscience, la régénération ; mais elle a besoin d'un appui : la Vérité.

Tout espoir n'est donc pas perdu; et devant un si douloureux spectacle, il faut que les illusions tombent. D'ailleurs, une nation virile ne doit perdre l'espérance qu'avec la vie. Tant qu'il lui reste un souffle, une goutte de sang dans les veines,

une pensée au cerveau, elle doit réagir contre l'infortune, chasser le découragement et puiser dans le malheur même l'énergie de sa rénovation. Plus l'abîme ouvert sous ses pieds est béant, plus une force surhumaine l'y pousse et l'écrase, plus elle doit roidir sa volonté, et, contractant ses forces dans une énergie invincible, ne céder qu'en succombant.

L'heure est donc venue pour les trente-six millions de Français qui survivent, de se lever pour chercher le devoir et se mettre au travail. Les ambitions doivent faire place au dévouement; les découragements, à l'espérance; les vanités, aux abnégations, et les illusions, à la réalité. Mais pour que le travail produise des fruits, nous devons commencer par chercher la cause de nos maux et le remède qui les guérira. C'est dans le récit de nos fautes, dans un récit sincère, s'adressant aux systèmes plutôt qu'aux personnalités, que nous trouverons la vérité sur le passé, sur le présent et la confiance dans l'avenir. Du courage donc, et encore une fois au travail! Si cette énergie nous manque, il n'y a qu'à creuser nos tombes. Car

cette fois, et ce sera la dernière, malgré la vitalité dont on fait preuve pour l'emprunt, il n'y aura plus qu'un cri : la France a vécu; la France est morte.

S'il est au monde une douleur cruelle, sans cesse renouvelée et toujours plus vive, c'est celle qu'éprouve un homme de cœur à retracer les malheurs de sa patrie. Cependant, pour celui qui en sent la force, il y a un devoir à affronter cette douleur. Nous venons de le dire, il faut la vérité à notre infortuné pays; il la lui faut tout entière, sans réticence, sans exagération, et si dure qu'elle soit à entendre, il nous faut l'écouter sans colère, si nous voulons redevenir dignes et puissants. Si la nation ne connaît pas dans toute leur étendue ses erreurs et ses fautes, elle en commettra de nouvelles et se perdra sans retour. Tombée au rang des peuples de second ordre, assimilée aux bas-empires déchus, elle n'aura plus qu'à méditer dans le remords ces paroles d'un de ses écrivains : « Presque toujours, les nations qui ont dans leur » histoire un fait exceptionnel (la Révolution » française, par exemple) expient ce fait par de

» longues souffrances, et souvent le payent de
» leur existence nationale (1). »

Il y a donc dans ces récits une utilité. Le désastre a été assez grand pour qu'ils soient même une nécessité. Tel est le but à tenter. Il n'y aura ici ni récrimination, ni plainte, ni accusation. Il y aura une étude, rien de plus.

Si chacun aujourd'hui a le devoir de signaler les fautes générales, il n'en résulte pas que tout le monde ait le droit de flétrir celles du régime impérial. Ceux qui l'ont soutenu, et le nombre en est grand, ont plus ou moins contribué à notre ruine. Ceux-là n'ont guère qu'à mûrir leurs regrets, et à méditer sur leur propre erreur. Mais les hommes qui l'ont blâmé et combattu par leurs votes ou leur désapprobation, qui l'ont averti à l'occasion et dans la limite des faibles moyens qui leur étaient laissés, de l'abîme vers lequel il marchait, ont bien le droit maintenant de juger le passé. C'est à ce titre que nous entreprenons cette étude. Si parfois le lecteur la trouve passionnée, qu'il nous excuse,

(1) *La monarchie constitutionnelle* de Renan. Paris, 1869.

car notre âme est oppressée de douleur, et il faudrait être insensible pour exprimer avec calme des souffrances sans égales. Mais devant nos concitoyens, devant notre conscience, devant l'image sanglante de la patrie désolée, il sera sûr de trouver au moins ici la sincérité.

Paris, juin 1871.

V. D...,
Officier d'état-major.

CHAPITRE PREMIER.

ÉTAT SOCIAL DE LA FRANCE DEPUIS LE MEXIQUE.

I. — Le régime impérial et la société.

Depuis l'expédition du Mexique, les esprits clairvoyants avaient prévu la chute de l'Empire; car dès ce moment, une question insoluble était posée. La France voudrait à l'avenir se gouverner elle-même, et l'Empire, rivé à ses traditions personnelles, soutenu par les seuls hommes qui avaient intérêt à son régime, ne pourrait y consentir. Sa chute était donc une question de temps. Comment s'effectuerait-elle? Se produirait-elle sans révolution, un jour où les masses, suffisamment éclairées, enverraient à la Chambre une majorité assez forte pour le modifier ou le déposer? Quelques esprits généreux l'espéraient; d'autres, plus sages, en doutaient attristés; et un homme politique, que ses conseils avaient fait tomber en disgrâce, n'hésitait pas à dire tout haut : *L'Empire périra par l'armée*. Depuis l'avénement de Napoléon III, en effet, les mœurs s'étaient transformées. D'une part, une

sorte de gangrène morale avait envahi toutes les classes; de l'autre, l'esprit public avait appris à ne pas se manifester; la France ne brillait plus que par sa légèreté, son insouciance, l'effrayant égoïsme développé par les appétits de luxe et d'intérêt, et la dépravation qu'inculquent le mauvais exemple, un gouvernement sans morale et la peur des révolutions.

Après le Mexique, la majorité des esprits tenait encore à l'Empire. C'était pour eux le symbole de la sécurité et la garantie de l'ordre. Mais tout en désirant sa conservation, on comprenait qu'il fallait que le pays s'administrât lui-même. Le principe du *self-government* faisait chaque jour des progrès. Les conservateurs et même les fidèles du gouvernement devenaient peu à peu partisans d'une monarchie constitutionnelle. Il était facile d'apercevoir ces transformations quand on se transportait de la capitale en province, et chaque fois que les députés s'y rendaient, ils constataient un pas de plus fait par les idées nouvelles aux dépens du régime personnel.

Comment expliquer, après cela, que les élections de 1863 n'aient pas porté à la Chambre une majorité opposante et constitutionnelle, modérée, sage, mais résolue à revendiquer un système de politique intérieure d'accord avec les aspirations du pays? Ce fait paraît étrange. Il s'explique par le degré de démoralisation où l'Empire avait déjà plongé notre patrie. L'esprit de servilisme était trop répandu pour qu'on osât secouer le joug des candidatures officielles, et exprimer hautement une opinion à laquelle on pensait

tout bas. En 1848, un jour que la France avait eu peur, elle avait saisi la première occasion pour se jeter dans les bras d'un homme. Cette faute, elle l'avait déjà commise ; mais la peur ne raisonne pas ; elle n'a qu'un effet chez les nations comme chez les hommes : elle leur ôte leur valeur morale. La France en était déjà là, en 1848 ; elle ajoutait à ce défaut celui d'être éprise des noms glorieux ; elle n'avait pas encore compris que la renommée d'un Solon ou d'un Washington éclipse celle des conquérants. Aussi, n'ayant pas de soldat victorieux pour calmer ses frayeurs, elle adopta celui dont le nom rappelait les triomphes passés, et malheureusement aussi un despotisme absolu. Elle se livra à un descendant des Napoléon. Son choix était une nouvelle preuve de sa décadence. Elle savait que son futur maître avait conspiré contre elle les armes à la main, et causé la mort d'honnêtes gens. Elle n'ignorait pas que sa vie privée n'inspirait qu'une confiance médiocre. Mais elle n'en était plus à y regarder de si près ; il était l'héritier d'un nom puissant et redouté ; c'était assez, elle se donna à lui corps et âme.

A cette époque, l'Europe ou plutôt ses gouvernements ne soupçonnaient pas encore notre décadence. L'avénement d'un Napoléon leur parut un indice de trouble, et ils songèrent à s'y opposer. Mais le vœu d'une nation entière, la modération des premiers actes, la connaissance qu'ils avaient du caractère du nouveau chef de la France, la crainte de complications dissipèrent cette idée, et la France fut satisfaite. La

classe sociale qui renfermait le plus de forces vives, celle qui, par sa situation, était appelée à gérer les affaires publiques, à conserver libres et intactes son activité, son instruction, son honnêteté, son intelligence, la bourgeoisie éclairée, abdiqua entre les mains avides d'un personnage imbu des traditions impériales et nourri des rêves utopiques des docteurs allemands. Cette classe, alors la plus puissante en France, avouait ainsi ses frayeurs, sa propre faiblesse, et se plaçait volontairement dans un degré d'infériorité vis-à-vis des classes ouvrières dont les forces allaient augmenter chaque jour, grâce au principe d'association coopérative, et à la forme que le nouveau régime allait donner au suffrage universel.

Ce malheur accompli, on sait ce que devint l'Empire. Dénaturer la représentation nationale à son profit au moyen des circonscriptions électorales et des candidatures officielles, flatter les masses, les surveiller ou les agiter à son gré au moyen d'une nombreuse police, jouer sans cesse du spectre rouge pour terrifier les classes qui raisonnent ou discutent, ériger l'intrigue et la faveur en système, avilir et énerver les consciences en développant les jouissances matérielles, tels furent dans leur ensemble les procédés du nouveau gouvernement. Depuis 1852, la bourgeoisie, avec la France entière, s'habitua à vivre dans la terreur du socialisme dont le pouvoir la menaçait à la moindre occasion, et dans le culte de ce même pouvoir qui lui promettait la sécurité après avoir suscité ses craintes. Cette existence enleva au pays sa vigueur; et quand



l'erreur ou la faute de l'expédition mexicaine lui inspira la pensée de secouer les candidatures officielles et de revendiquer ses droits, il ne trouva plus l'énergie suffisante. C'est à peine s'il se manifesta un léger mouvement dans l'opinion, et si les rangs de l'opposition se grossirent de quelques membres. Le Mexique fini, et fini comme on sait, la France se replongea dans sa quiétude.

Pour peindre notre société à cette époque, pour la montrer sous ses moindres aspects, il faudrait un volume. Une légère esquisse suffira à en donner une idée.

Les anciennes familles, abandonnant leurs traditions de castes sous la pression des théories modernes, s'étaient peu à peu ralliées, et l'Empire leur avait tendu les bras en leur prodiguant ses faveurs. Pendant que cette évolution s'accomplissait, le déplacement des fortunes, le développement des richesses industrielles et le goût des spéculations les dissolvaient lentement et infiltraient dans leurs rangs des appétits désordonnés, des principes faux et des goûts corrompus. La bourgeoisie avait pour elle les lumières, le nombre, la richesse; mais elle était restée sans guide, flottant au gré des circonstances sans esprit politique et sans autre ambition que son bien-être. Quand la fortune lui souriait, un sot orgueil la poussait vers l'ancienne noblesse pour lui acheter un titre et l'accès dans ses rangs. Quand il en était autrement on la voyait se retourner vers les classes ouvrières pour capter leur popularité au moyen de théories philan-

thropiques et d'utopies dangereuses. Elle oubliait qu'elle était encore le tiers-état, c'est-à-dire, selon la célèbre définition de Siéyès, un corps qui, n'étant rien, était devenu et devait être tout. Elle ne voyait pas que sa suprématie industrielle, commerciale, agricole, scientifique, jointe à sa masse, attirait à la fois les vieilles familles désireuses de suivre les progrès du temps, et les fractions du peuple qui avaient conservé un sens droit du travail, des lois sociales et de la propriété; enfin que les classes rurales, source la plus sûre et la plus dévouée de la prospérité publique, se rattachant à son influence, étaient encore son plus ferme appui. Elle n'avait pas vu que dans la société actuelle c'est à elle que revenait la direction du principe conservateur, et elle avait abandonné ce soin au pouvoir. L'indifférence pour les affaires se généralisait en même temps que le culte des jouissances. Partout la France s'était embellie au prix de somptueuses dépenses; sa royauté de la mode et du plaisir s'était encore accrue et semblait devenue son unique aspiration. Sous ces influences les mœurs s'étaient perverties, le luxe avait acquis des proportions effrayantes et la décadence morale apparaissait partout. La vertu et le vice s'étaient rapprochés au point de se confondre. Dans les sphères officielles, la centralisation administrative avait pris des proportions inconnues jusqu'alors. Auprès de la personnalité du souverain, les courtisans et les dignitaires gravitaient comme de majestueux satellites autour desquels rayonnait à son tour la foule des solliciteurs. Il fallait renoncer à toute ambition généreuse, ou

étouffer sa dignité sous la pression de ce singulier système. A force de centraliser, les hommes au pouvoir ne suffisaient plus à leurs travaux, et au-dessous d'eux les insouciants se prélassaient dans une paresseuse indifférence. Les ressources de la nation disparaissaient et s'affaiblissaient dans cette existence factice où le luxe était la loi, le plaisir un bonheur, et l'argent qui les procurait, le bien suprême. La société tout entière subissait une dégénérescence rapide; en haut, la corruption; au milieu, l'amour du bien-être, et en bas, l'envie; tels étaient dans leur ensemble les passions qui la dominaient. Tout ce qui restait de bon et de généreux dans le cœur humain était tourné en dérision; les traditions de famille n'étaient plus qu'un motif de ridicule. La littérature cherchait son succès dans le scandale; le théâtre, dans l'immoralité; le vulgaire, dans l'intrigue; le pouvoir, dans la corruption des consciences. Telle était alors la France; et à la vue de ses splendeurs dorées dont l'étranger venait jouir à ses heures, elle se croyait grande, quand elle n'était qu'affaiblie et parfois méprisée.

II. — Politique de la France. — Théorie des nationalités. — Ambition de la Prusse.

L'expédition du Mexique touchait à sa fin. La Prusse jugea l'instant propice à ses vues ambitieuses et déclara la guerre à l'Autriche. Le drame de Sadowa commençait. Aux yeux de tous les observateurs, les événements nouveaux firent surgir jusqu'à l'évi-



surtout de son voisin. Il peut, quand il s'appuie sur sa puissance, guidé par le sentiment du bien, donner l'exemple des grandes vertus, travailler pour l'amélioration générale et marcher sans cesse dans la voie du progrès. Mais il ne doit jamais croire ni à la vertu ni à la gratitude des autres. Tant qu'il a à ses côtés un peuple armé, il doit l'être à son tour, et cette vigilance est la condition même de son existence. Son premier devoir est d'empêcher l'agrandissement du voisin, car il y va de sa vie, et jamais il ne doit aider un peuple faible à devenir puissant. S'il est grand et noble, il lui faut, même pour ses propres intérêts, protéger les faibles contre les menaces des forts, mais ne permettre à aucun de devenir un danger. Telle est la politique extérieure qu'inspire la logique, et que le France a oubliée pendant vingt ans. Elle ne la condamne ni à la cruauté ni à l'égoïsme, et lui permet encore ce rôle généreux, loyal, honnête, qui semble être dans ses traditions, et qui fera de nouveau sa grandeur, si elle veut le remplir sans négliger les mesures nécessaires à sa sécurité.

Le principe des nationalités qu'elle a proclamé sans le raisonner, parce qu'un chef à l'esprit rêveur et absolu lui en faisait une loi, n'a jamais été en somme nettement défini. La Prusse, l'exploitant à son profit, en a fait d'abord un moyen de légitimer son ambition, jusqu'au jour où, sûre de son pouvoir, elle pourrait froisser l'Europe entière, et adopter à sa place cet argument des barbares : *La force prime le droit.* L'idée de nationalité a surgi des besoins du siècle. Le

Contrat social et la Convention lui ont donné naissance, lorsque les droits des peuples furent reconnus à côté des droits de l'homme. Plus tard l'idée se précisa; l'exprimer devint une nécessité, et à côté du mot *nation*, celui de *nationalité* prit sa place. Mais sa définition, aujourd'hui encore, est restée incomplète. Il est certain que par nationalité on n'a jamais pu entendre une réunion d'hommes parlant la même langue, car il n'y aurait pas alors de raison pour que l'empereur Guillaume ne revendiquât des droits sur les districts des États-Unis où se parle l'allemand. Par nationalité on a voulu entendre une société composée d'éléments divers, unis par des souvenirs de race, circonscrits par des frontières naturelles, reliés par leurs sympathies, leur communauté d'intérêts, et surtout leur consentement réciproque.

Le principe des nationalités, envisagé ainsi, constitue par conséquent un progrès dans la vie des peuples; car il condamne les guerres de conquête et consacre le droit des nations à disposer de leurs destinées. Il fallait la naïveté allemande pour voir des peuples soi-disant libres s'incliner sous le sabre prussien, sous prétexte de nationalité, et devenir, comme au moyen-âge, les vassaux d'un suzerain qui n'avait d'autre argument que le nombre et la portée de ses canons. Ces théories, désormais admises et reconnues, passeront un jour à l'état d'axiome. Et si la force d'un Hohenzollern a pu à certains moments effacer leur influence, il n'en est pas moins certain qu'elles reprendront leur prestige, par cette loi des choses qui tôt ou tard rend

leur suprématie naturelle à tous les progrès de l'ordre moral.

Tandis que la France s'abusait à l'extérieur sur l'application d'un principe qui devait amener sa ruine, elle n'agissait pas moins follement au dedans. Le suffrage universel devenait la base de son ordre social. C'était le fruit des dernières révolutions; il fallait se garder d'y toucher, et l'Empire le maintint dans la plénitude de son extension. Par lui on pouvait croire, à certaines heures, que la vie républicaine du Forum antique avait reparu avec ses luttes viriles et ses ardentes manifestations. Mais de tout cela il n'existait qu'une pâle image. Le suffrage universel, ou l'élection du gouvernement et de la représentation nationale par tous les citoyens, suppose les connaissances nécessaires à la pratique de ce droit. Or, chez nous, l'immense majorité des électeurs vivait et vit encore dans une ignorance absolue de tout ce qui dépasse la limite des besoins matériels. Comment demander à cette foule un choix éclairé du chef de l'État, de la constitution et des représentants ? Il y avait là confusion et contradiction. Le suffrage universel, tout en existant de fait, avait besoin de restriction, jusqu'au jour où tous les électeurs seraient aptes à en jouir. Mais, dans sa forme absolue, l'Empire vit un moyen de régner à sa guise, et de dénaturer le principe en influençant les élections à son profit. Il fut donc maintenu dans son intégrité, et ce peuple qu'on autorisait ainsi à faire entendre sa voix, permit par ignorance qu'on abusât de sa volonté et de ses aspirations.

Les résultats de ce système combinés avec celui des incompatibilités et le culte du fonctionnarisme furent parfois étranges : on vit des hommes éminents dans l'administration, dans la science, dans les diverses branches des services publics exclus de la représentation nationale. Cet état de choses était à lui seul un danger, et l'inertie qui le maintenait, une calamité.

Par suite de ces vices d'organisation, après la faute du Mexique, la guerre de 1866 put s'accomplir sans encombre ; la Prusse conquit tout à son aise la Saxe, le Hanovre, la Hesse, le Brunswick, le Mecklembourg, les villes libres, s'accrut de plusieurs millions d'âmes et étendit son protectorat jusqu'aux Alpes. Et lorsque notre gouvernement, désormais isolé, après avoir caché sa faiblesse sous un silence trompeur, voulut faire entendre sa voix, l'hypocrisie allemande lui offrit un district sur la Sarre ou la conquête de la Belgique. L'ironie fut telle qu'il crut devoir se taire et conseiller au pays de subir les faits accomplis. Un avocat à gages, ministre de la parole, fut chargé de démontrer à une majorité docile que tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes, l'agrandissement de la Prusse et l'affaiblissement de la France.

Le pays se résigna, mais il comprit que l'ambition de la Prusse et l'extension de sa puissance nous conduiraient à la guerre dans un délai prochain. Notre suprématie militaire était menacée ; le gouvernement impérial avait été joué par un homme d'une habileté d'autant plus consommée qu'elle était sans scrupule, sans foi ni loi, sans bornes dans son audace. Cet homme,

c'était le comte de Bismarck. La jalousie contre la Prusse devint un sentiment populaire; on pressentait que Napoléon III, humilié, voudrait se venger, mais on comptait sur la force d'une armée dont les aigles avaient récemment conquis de nouveaux lauriers, et l'on continua à s'en reposer avec confiance sur le pouvoir qui procurait, à défaut de grandeur, une sécurité si douce. Néanmoins, l'appréhension d'une guerre à venir produisit un malaise général, les affaires se ralentirent et le commerce vit son activité suspendue.

III. — Nécessité de réorganisation militaire. — Exposition universelle de 1867. — Loi organique du 1er février 1868. — L'esprit public en France.

Napoléon III, joué par son ennemi, songeait, il est vrai, à une réorganisation militaire. Il faut lui rendre cette justice, que sa lettre au maréchal Randon, datée du mois de septembre 1866, et généralement peu connue, contenait un projet logique et sensé, qui nous aurait donné une armée active de 750 000 hommes, une réserve de 450 000 et une mobilisation plus rapide. Son adoption eût peut-être annulé les défectuosités qui entravèrent, à leur début, les opérations de 1870, sans remédier toutefois à notre infériorité au point de vue de l'artillerie et de l'instruction militaire. Le chef de l'État, si absolu d'ordinaire dans ses volontés, ne sut pas cette fois exiger leur exécution et se laissa arrêter par l'intérêt dynastique. Ses favoris et ses ministres lui persuadèrent que sa loi militaire désaffectionnerait les populations des campagnes,

c'est-à-dire la majorité des électeurs. L'opposition se grossirait ainsi de nombreux mécontents et la dynastie pourrait être compromise. Cependant il fallait une modification, car l'ancienne armée ne répondait plus aux nécessités nouvelles. On forma une commission composée des généraux les plus éminents pour étudier la réforme à entreprendre. Quand elle fut réunie, un seul homme se leva pour signaler l'affaiblissement de notre organisation militaire, ses défectuosités, et les améliorations nécessaires; ce fut le général Trochu. En fait de systèmes de recrutement, il fit observer avec raison qu'il n'y en avait que deux possibles : le système du service restreint, avec sept années sous les drapeaux et un effectif d'armée active, réserves comprises, de 800 000 hommes; ou bien le système du service obligatoire. Le premier était un retour pur et simple à la loi de 1832; il avait pour résultat une mobilisation de guerre trop lente, et n'aurait pas été en mesure, en 1870, d'empêcher l'invasion. Le second, réclamé avec instance depuis un an par la presse militaire, était seul en état de fournir un passage rapide sur le pied de guerre, et d'assurer à la France de gros bataillons. Nul ne le comprit parce qu'on attendait l'expression des désirs du Souverain. Quant au général Trochu, il se fit à cette occasion l'interprète de l'armée, et sa voix émue trouva des accents éloquents pour exprimer ses convictions. Mais il parlait à des esprits prévenus, et la commission dont quelques membres devaient, trois ans plus tard, conduire nos soldats sous les fourches caudines, n'eut pour

l'homme sincère qui leur parlait sans détours, qu'un sourire de pitié. Et quand plus tard il résuma ses idées dans un livre qui fit désormais partie du bagage de l'officier : *L'armée française en* 1867, les complaisants de l'Empire le qualifièrent : *une mauvaise action*. Voici en effet ce qui s'était passé. L'Empereur, cédant aux représentations de ses ministres, avait renoncé à son propre projet en maintenant le principe des gros effectifs, et le maréchal Niel, récemment nommé ministre, s'était chargé de l'élaboration d'une loi qui satisfît à la fois le Souverain et les électeurs. Au Corps législatif, toujours ignorant des questions militaires, on craignait de donner prise à une opposition qui, sans raisonner, prêchait la paix universelle, et combattait systématiquement tout développement de l'armée. Il était dangereux de lui avouer le fond des choses, puisqu'on ne cessait de lui répéter que l'agrandissement de la Prusse était un fait aussi heureux pour la France que pour l'Europe. La commission des généraux, selon l'habitude des corps constitués, attendait son mot d'ordre du pouvoir et se disposait à approuver les yeux fermés les propositions du maréchal Niel. Le livre du général Trochu, venant, au milieu de ces complications, divulguer nos faiblesses, ne pouvait manquer de froisser tous ces calculs, et leurs auteurs s'empressèrent de le blâmer. Heureusement pour le régime impérial, on lisait et on lit encore fort peu en France, même sur les bancs législatifs, et l'œuvre du général, après avoir fait grand bruit, fut délaissée. L'apathie générale reprit le dessus, et bientôt l'Exposition vint

jeter un voile séduisant sur ces apprêts guerriers. Imaginée en partie pour secouer la torpeur du commerce, en partie pour abuser l'Europe, lui faire croire à la grandeur de la France et à ses aspirations pacifiques, elle fit oublier un instant les questions militaires et permit au ministre d'achever sans encombre la préparation de son projet.

Elle eut des résultats plus brillants que sérieux. Ce fut une longue et enivrante fête ; et, quand les lumières qui en rehaussaient la splendeur furent éteintes, quand ces fruits dorés de la paix, après avoir un instant chassé du Champ de Mars les emblèmes des combats, leur cédèrent de nouveau la place, la situation du pays se retrouva la même : langueur dans les affaires, plaintes dans l'industrie et inquiétude dans tous les esprits. Malgré la fastueuse hospitalité largement octroyée à ses hôtes d'un jour, la France, avec un peu d'observation, aurait vu sans peine qu'elle avait accueilli dans son sein plus d'un ennemi. Ses richesses avaient suscité plus de jalousies que d'admirations, et la haine féroce des Allemands, se ravivant à leur vue, s'affermissait dans la résolution de répondre par l'incendie et le meurtre à nos générosités. Un incident peu connu donna alors la mesure de leurs procédés.

La plupart des souverains, en débarquant à Paris, s'empressaient de courir à la pièce en vogue ; c'était leur première visite. La seconde était pour l'Exposition. Celle du roi de Prusse fut une reconnaissance militaire. Le lendemain de son arrivée, au point du jour, il se rendit sur les buttes Chaumont avec son

état-major, pour lui montrer son bivouac de 1814, peut-être aussi pour lui indiquer le plan de la prochaine attaque et l'emplacement qu'il réservait à sa garde vers Blanoménil et Baubigny. C'était répondre à la cordialité française par une insulte : c'étaient bien là ces Allemands sans égards, sans procédés, sans délicatesse. On se garda d'en parler à l'Empereur; le pouvoir personnel exigeait le silence, et les courtisans redoutaient de troubler la joie du Souverain.

Cependant, l'Exposition passée, il fallut revenir à la question dominante. L'imminence d'une guerre avec l'Allemagne était sentie, non-seulement parmi nous, mais encore à l'étranger. Le fusil à tir multiplié, l'application des chemins de fer et de la télégraphie à l'art militaire, l'organisation de l'armée allemande, son formidable effectif, sa rapidité de mobilisation, avaient porté les esprits vers les choses de la guerre. Les armements se transformaient et les soldats s'exerçaient. Sous l'influence de ces nécessités, les forces vives des nations furent si profondément atteintes qu'elles voulurent leur part de discussion dans les nouveaux changements. En Autriche, en Italie, en Belgique, en Suisse, dans le sud de l'Allemagne et même en Russie, les modifications militaires devinrent l'objet de discussions animées. En France, où l'on dédaigne les rapports internationaux, où un sot orgueil nous a fait admettre qu'on peut se passer des autres, où une vanité immense nous avait persuadé que nos voisins étaient trop heureux de s'occuper de nous, on négligea ces préoccupations. La nouvelle loi militaire

était prête; un ministre instruit, capable, aux discours séduisants, la présenta à une Chambre qui, depuis longtemps, n'entendait parler de l'armée que pour la laisser attaquer par quelques députés mécontents ou par des journalistes envieux. On avait laissé faire le projet par habitude; on le discuta pour la forme, et il fut adopté sans difficulté. Il y avait, dans ce fait, une preuve affligeante de l'apathie, de l'ignorance et de la confusion des esprits.

La loi organique du 1er février 1868 n'était qu'une demi-mesure. Elle avait la prétention d'habituer les populations au service obligatoire, en les forçant à figurer soit dans l'armée active, soit dans la garde mobile. Mais, par crainte des mécontentements, elle diminuait la durée du passage sous les drapeaux; puis, en commençant son application, qui devait rester inachevée, on s'empressa de renvoyer de nombreuses classes dans leurs foyers, et l'on promit de n'organiser la garde mobile que peu à peu. Dans certaines contrées, aux aspirations belliqueuses, il y eut alors un léger mouvement national; l'idée des milices armées se développa; des compagnies de francs-tireurs se formèrent. C'était peut-être le meilleur moyen de créer une seconde armée pleine d'élan individuel et d'ardeur patriotique. Le pouvoir n'y vit qu'un sujet de crainte, des groupes en armes qui pourraient, à certaines heures, augmenter les forces de l'opposition; on les flatta d'abord pour les étouffer ensuite, comme on étouffait toute initiative. La garde mobile offrait des dangers analogues : il ne fallait pas lui laisser ses

armes. On résolut alors d'obliger les hommes qui en faisaient partie à des déplacements onéreux pour se rendre au chef-lieu de canton où les armes étaient déposées.

Quant au pays, il ne comprit qu'une chose : le trouble porté à sa quiétude. Le service dans la mobile était une atteinte à ses plus chères habitudes. Et, cette fois, il s'agita sérieusement. Le fait est qu'ayant perdu le goût de discuter ses propres affaires, confiant dans un pouvoir qui lui assurait l'ordre et auquel il ne demandait rien de plus, parfaitement convaincu, sur la parole de M. Rouher, que l'agrandissement de la Prusse et la formation de l'Allemagne en trois tronçons étaient un fait des plus avantageux, il ne pouvait comprendre qu'on lui demandât un concours plus actif au service militaire. Ses récriminations, dont les députés de l'opposition se servirent contre le projet ministériel, émurent la dynastie. Dès lors, la loi ne reçut qu'un commencement d'exécution. La France resta donc avec un système militaire qui n'était plus en vigueur, une loi nouvelle insuffisante, un pouvoir qui n'osait exiger, une opposition ennemie de l'armée, et une population qui préférait au maniement du fusil les plaisirs énervants des villes ou le repos tranquille des champs. Ainsi, d'une part, signes de décadence : le métier des armes tombe en discrédit, les mensonges officiels s'acceptent avec joie : on n'aspire qu'aux douceurs de la vie et à ses jouissances. De l'autre, signes de confusion et d'ignorance : la dynastie, qui ne songe qu'à elle, fait un projet de défense nationale; et l'op-

position, qui lutte pour le bien public, combat ce projet et contribue à affaiblir l'armée dont la réorganisation était déjà le besoin le plus urgent.

Cependant le livre du général Trochu, les propos publics de cet esprit clairvoyant et sincère, bravant les disgrâces de l'Empire pour renseigner ses concitoyens sur les dangers de leur situation, les études et les publications de quelques officiers, notamment de l'état-major et de l'artillerie, les travaux du dépôt de la guerre, les demandes de transformations militaires, les nombreux exposés de l'organisation de l'armée allemande, tout cela vit le jour de 1867 à 1870. Mais les oreilles étaient sourdes à ces cris d'un patriotisme alarmé. La majorité du pays n'aspirait qu'à la tranquillité, et l'opposition, dépourvue de ce sens politique que donne l'étude approfondie de l'histoire et des événements contemporains, se confinait dans un rôle assurément noble et généreux, la revendication des libertés publiques, s'obstinant à ne voir dans l'armée qu'un instrument de despotisme, et ne comprenant pas que le moment était venu d'en faire une institution forte et nationale. Certes la liberté est le premier des biens, mais pour en jouir il faut vivre, et, dès 1866, notre existence était menacée. La Prusse, en effet, ne perdait pas son temps et ne prenait même plus la peine de cacher son jeu. Elle nous avait jugés. Tandis qu'elle refusait de remplir l'article 5 du traité de Prague, relatif au Schleswig-Holstein, elle franchissait sa nouvelle frontière du Mein, et incorporait dans son armée les sujets hessois placés au sud de ce

fleuve. Pour déguiser un fait qui eût peut-être soulevé l'Europe s'il eût été hautement affiché, la conquête de l'Allemagne, elle employait les grands mots et les idées creuses d'unions fédérales et d'unité allemande ; les cerveaux germaniques, partisans du particularisme et des autonomies locales, sous la menace de la France armée, accueillaient ces mots trompeurs avec une faveur enthousiaste. Il semblait alors que M. de Bismarck avait emprunté à Napoléon III l'habitude des paroles sonores pour masquer ses projets. Ceux qui savent combien l'Allemand est imitateur et avec quelle application il perfectionne à son profit les inventions des autres, comprendront que Napoléon ait pu donner à nos voisins un exemple d'autant plus pernicieux que le choix des moyens n'a jamais, chez eux, soulevé de scrupules.

Ce que le roi de Prusse demandait à ses nouveaux vassaux, c'étaient des soldats. Leur organisation était toute prête ; et, dès 1867, l'armée prussienne, provisoirement nommée armée fédérale, comptait sur le pied de guerre 948 000 hommes, 25 000 officiers, 200 000 chevaux et 1 500 canons. Elle envoyait des instructeurs dans le grand-duché de Bade, et autorisait les soldats et officiers badois à accomplir leur service militaire dans ses rangs ; enfin, elle contraignait la Bavière et le Wurtemberg à adopter son organisation et son armement, et, de la sorte, en 1868, le roi de Prusse, généralissime allemand, pouvait mettre sur pied, en troupes de campagne, de remplacement et d'occupation, 1 200 000 hommes. Tout ce

monde travaillait sans cesse, s'exerçait, se formait à une discipline sévère, pendant que les chefs étudiaient sans relâche les ressources de l'armée française, la topographie de notre territoire et les plans d'une future campagne qui devait les conduire au cœur même de notre patrie. Le roi Guillaume, après Frédéric II, le plus grand amateur de soldats que la terre ait porté, amassait lentement son trésor de la guerre, allait tous les matins voir ses régiments à l'exercice, ne les formait que pour le combat, et dans ses grandes manœuvres d'automne, qui avaient lieu tantôt sur le territoire d'un corps d'armée, tantôt d'un autre, exigeait un genre d'opérations qui se rapprochait aussi exactement que possible des événements habituels de la guerre.

Tout cela n'était-il pas une menace pour notre existence? mais la France détournait la tête avec indifférence.

Dans cette funèbre année 1870, des officiers de tous grades se plaignirent amèrement qu'on ne leur eût rien appris de ces incidents et de ces détails. Or, depuis deux ans, chaque régiment recevait des publications où cette organisation, avec son armement, ses chefs instruits et choisis, sa rapidité de mobilisation, était l'objet d'études approfondies. Dès la fin de 1867, des traductions des campagnes de 1864 et 1866 et l'exposé de l'armée de la Confédération du nord de l'Allemagne se trouvaient dans toutes les librairies; les journaux retraçaient à l'envi tous les actes abusifs de la politique prussienne. Mais le goût de l'étude avait à peu près dis-

paru. A Metz, un maréchal s'exprima un jour en termes assez vifs sur les défauts de cet état-major français qui l'avaient laissé dans l'ignorance des forces allemandes. Un officier de ce corps, auteur d'une brochure estimée sur la question, lui répondit : « Mon Dieu, monsieur » le maréchal, j'ai eu l'honneur de vous adresser, il y » a deux ans, un travail complet sur ce sujet, et vous » avez eu la bonté de me répondre qu'il vous avait » paru fort intéressant. » Voilà où en était notre malheureux pays.

Du reste, les Allemands ne remuaient pas un bouton d'uniforme, ne faisaient pas une conférence, un exercice, une manœuvre, ne déplaçaient pas un soldat, sans le publier à son de trompe ; et leurs petites, mais curieuses brochures, pouvaient s'acheter à Paris, le lendemain de leur apparition. Mais nul n'avait l'habitude en France de se tenir au courant des perfectionnements de l'étranger. A notre connaissance, il n'y avait dans ce cas qu'un petit nombre d'officiers du dépôt de la guerre. Ils appartenaient à ce corps d'état-major, si faiblement recruté dans les dernières années et si décrié pendant la guerre, parce que ceux qui l'avaient à leur disposition ne devaient ni s'en servir, ni même l'occuper. Et quand ces mêmes officiers, pénétrés de l'utilité de leurs connaissances, cherchaient à les répandre, on leur opposait les défenses légales. Quelques-uns se rendirent en Allemagne pour y étudier sur place la langue, les usages, la topographie stratégique du pays, les manœuvres. En 1870, leurs rapports, qui ne leur avaient attiré que des déboires,

furent laissés à Paris. Une excellente étude sur les manœuvres de Stargart et de Francfort en 1869, présentée à l'appréciation d'une sommité de l'armée, n'obtint d'autre jugement que celui-ci : « Ces officiers » sont trop inférieurs pour juger sainement. » Les rapports de l'attaché militaire à Berlin, alors lieutenant-colonel d'artillerie, dont le dévouement à l'Empire avait au moins le mérite d'être sincère et éclairé, signalèrent sans ménagement nos causes d'infériorité, la perfection de l'artillerie et de l'état-major de nos voisins. En marge de ses travaux, le ministre ou ses comités écrivaient parfois le mot : *exagération*, et les envoyaient ensuite aux oubliettes.

Dans l'armée, le sentiment intime d'une prochaine guerre avec la Prusse avait un peu réveillé le goût des études militaires. Ce mouvement était d'autant plus remarquable, que depuis longtemps l'armée souffrait profondément. Les avancements de faveur avaient pris une vaste extension ; ceux qui suivaient le tour du choix ou de l'ancienneté marchaient avec une telle lenteur, que le zèle et l'émulation étaient éteints. Il fallait que les officiers subalternes fussent bien convaincus des périls de l'avenir et de la responsabilité de leur mission, pour se remettre aux travaux intellectuels. Mais l'autorité fut la première à étouffer cette ardeur, tout en s'imaginant qu'elle visait à son entretien. On obligea les régiments à payer les documents qu'on leur adressait de Paris, tels que revues techniques et autres, scrupuleusement choisis par l'administration supérieure. Il en résulta que des colonels empilaient

ces publications dans un coin sans même les ouvrir. D'autres proclamaient, devant leurs subalternes, qu'ils ne comprenaient pas l'officier laborieux ; que le véritable officier était celui qui aimait le plaisir et qui savait au jour du combat crier avec entrain : en avant. Le chef de corps qui prononça un jour ces paroles, au camp de Châlons, avait eu un avancement des plus rapides par la grâce de son beau-père, personnage influent de l'Empire. Ce moyen d'arriver était très-goûté, et avait fait ajouter aux tours du choix et de l'ancienneté un tour nouveau assez généralisé pour que l'armée l'appelât *le tour du gendre*.

Voilà comment les choses se passaient avant la guerre, et la France se montrait satisfaite, et les hommes qui la menaient ainsi à sa perte, jouissaient d'appointements fabuleux, de l'estime publique, de la confiance générale, et, chose plus triste encore, de la platitude universelle qui courbait devant eux les fronts et les caractères.

C'est au milieu de cette situation que se produisirent les élections de 1869.

IV. — Mouvement libéral de 1869. — Élections. — Nouveau régime intérieur. — Le plébiscite de 1870 et ses conséquences.]

Si l'immense majorité de la France était restée aveuglée, le mouvement libéral commencé pendant l'expédition du Mexique n'en avait pas moins suivi son cours. Les abus, sans être bien connus, avaient frappé quelques esprits. La transformation des idées sur la politique intérieure s'opérait lentement, mais d'une

façon assez manifeste pour que l'Empire crût devoir lui accorder quelques compensations apparentes. Ce mouvement était tardif, mais il était vrai ; l'esprit public se réveillait, et les rapports hebdomadaires des grands centres de police, qui avaient reproduit pendant plus de quinze ans la même phrase stéréotypée, « *L'esprit public continue à ne pas se manifester* », s'émurent quand il fallut la modifier. Ces tendances se montrèrent ouvertement aux élections de 1869. L'Empire eut beau mettre en campagne ses agents les plus actifs, ses dignitaires les plus marquants, présenter au choix des électeurs des hommes nouveaux qu'il avait pris un peu partout et qu'il se disposait à élever au rang de ministres, il n'en fut pas moins avéré que les populations commençaient à secouer les candidatures officielles. Dans la chambre nouvellement élue, il eut à compter avec le parti constitutionnel. Il voulut alors paraître céder au vœu de l'opinion, et promit des réformes. Mais, en attendant, il commença par gagner du temps, en prorogeant l'assemblée, au moment même où elle allait exprimer ses désirs.

Cet acte seul aurait dû mettre en garde contre la sincérité des concessions impériales. Mais lorsque au mois de janvier, à la reprise des séances, on vit se constituer le ministère Olivier, ce cabinet que les événements ont condamné, que l'opinion a flétri, et qui sera marqué dans l'histoire par une tache de sang et de honte, le pays eut la naïveté de croire à une rénovation. Chacun se persuada que la France allait enfin se gouverner elle-même et que le pouvoir personnel

abdiquait entre les mains d'un ministère responsable. Il était aisé cependant de voir que tout cela n'était qu'une fiction, et après avoir été tant de fois trompée, la foule qui pense, juge et raisonne n'aurait pas dû se laisser abuser, lorsqu'elle vit arriver à la direction des affaires publiques un premier ministre parjure à ses convictions et à ses serments.

C'est cependant ce qui eut lieu. On n'avait pas marchandé au souverain sa conduite avant son avénement; on ne lui marchanda jamais ni l'argent, ni le choix de ses créatures; on s'était habitué à des ministres ou à des administrateurs de réputation douteuse; on ne s'étonna plus quand on vit un avocat ambitieux vendre sa foi politique pour un portefeuille, des gens tarés acheter à prix d'or un mandat de député, ou des journalistes stipendiés, jadis ennemis du pouvoir, aujourd'hui ses esclaves à gages, s'asseoir à la Chambre à côté d'hommes honorables ou illustres. L'opposition elle-même accepta le concours de collègues nouveaux, dont quelques-uns n'avaient pas toujours mérité son estime.

Le pays eut la faiblesse de croire à une assemblée où entraient de pareils éléments, et à la sincérité d'un gouvernement qui patronait ces tristes procédés. Peu de nations ont donné de semblables spectacles, et il faut remonter jusqu'aux Césars dégénérés de Rome ou de Byzance pour en retrouver une image. La France, dans les révolutions périodiques qui viennent, à certaines heures, bouleverser son ordre social et épuiser la vitalité de son sang, a souvent montré qu'elle se dé-

jugeait du soir au lendemain, avec une folle insouciance. On l'avait vue, après son grandiose réveil de 89, se jeter aux pieds d'un soldat de génie et verser dans ses mains ses richesses, le sang de ses enfants et ses libertés si péniblement conquises. On l'avait vue, depuis, retourner à ses anciens maîtres, essayer du régime constitutionnel, revenir à la forme républicaine, se livrer de nouveau corps et âme, affolée de terreur, à l'héritier d'un grand nom. Mais jamais encore on ne l'avait vue aussi avilie, réunir à tant de malhonnêteté une ineptie aussi complète. Pauvre et infortunée patrie, Niobé des temps modernes, toi dont les blessures laissent encore échapper un sang qui nous inonde, et pour laquelle nos cœurs ne cesseront de battre d'un amour et d'un dévouement sans bornes, permets qu'un de tes fils, à la vue des drames sanglants qui ont déchiré ton sein, te rappelle ici sans pitié tes erreurs, tes faiblesses et tes fautes !

Aux élections de 1869, il suffisait d'ouvrir les yeux, de réfléchir et de vouloir, pour renverser les candidatures officielles et entrer sérieusement dans une voie nouvelle. Au commencement de 1870, il ne fallait qu'un peu de clairvoyance pour comprendre que les promesses récentes n'étaient qu'une illusion, et tout au moins pour n'accorder qu'une confiance modérée aux actes d'un pouvoir usé ou d'hommes nouveaux que leur conduite antérieure recommandait si peu.

Il n'en fut point ainsi. Le pays avait fait un léger effort aux élections; on lui promettait ce régime constitutionnel auquel il semblait aspirer. Il n'en fallut

pas davantage pour qu'il se replongeât dans sa quiétude habituelle. Était-il fatigué du faible mouvement qui l'avait agité? Avait-il vraiment confiance dans un meilleur avenir? Toujours est-il qu'au lieu de faire acte d'intelligence et de volonté, il ne fit preuve que de naïveté et d'affaissement moral.

L'empire cependant ne s'y trompa point. Dans le mouvement d'aspiration constitutionnelle qui s'était manifesté, près de trois millions et demi d'électeurs s'étaient prononcés dans le sens d'une réforme. C'était une brèche à cette majorité qui l'avait soutenu depuis dix-sept ans, une atteinte à ce pouvoir personnel dont l'usage lui était si facile et si doux. Napoléon III résolut de l'étouffer et de reconquérir d'un coup toute la popularité perdue. Il fit appel à deux auxiliaires qui avaient toujours été la base de sa politique intérieure : les coups d'État et la peur. La peur, ce grand dissolvant des nations et des individus, ce venin subtil qui abat toute énergie morale, et avilit les êtres les plus nobles en dissipant leur courage!

Après avoir exposé son projet de réforme, conforme d'après lui aux aspirations générales, le souverain déclara qu'une modification de la constitution exigeait une sanction populaire. Il invoqua le suffrage universel et, exposant aux masses la constitution nouvelle sous une forme perfide, il lança son plébiscite. La question fut posée dans des termes ambigus; le vote *oui* signifiait l'ordre avec l'empire; le vote *non* exprimait l'anarchie avec les ennemis de l'empire. Ce coup d'État ainsi préparé, on exploita les frayeurs des

classes conservatrices, en faisant apparaître encore une fois le spectre du socialisme, escorté des complots contre la sécurité individuelle, la propriété privée, la vie du souverain qui avait déjà procuré à la France une ère bienheureuse de douceur et de paix. Spectacle étrange! on vit alors un peuple qui avait nommé une assemblée pour modifier ses lois accepter, sans le comprendre, qu'on mît à l'écart le pouvoir de cette assemblée, pour le consulter lui-même, au moment où il venait déjà de se prononcer. Certes, si jamais un plébiscite fut inutile, c'était dans cette occasion, et le moyen le plus simple de l'exprimer était de n'y pas répondre. Sur dix millions de votants, 1500 personnes seulement en jugèrent ainsi et s'abstinrent. Plus de sept millions d'adhérents se prononcèrent pour l'ordre avec l'empire, et celui-ci, triomphant, proclama aux quatre coins du monde qu'il avait reçu une nouvelle sanction et qu'il était plus puissant que jamais. Certes nos concitoyens ont amèrement déploré ce plébiscite et ses conséquences. Il ne signifiait d'ailleurs qu'une chose, c'est que l'immense majorité des Français, en fait de politique, voulait un gouvernement conservateur. A ce point de vue, le vote était sage, mais il n'était ni logique, ni pratique; il y avait donc là une faute, et il ne suffit pas de la regretter pour ne plus la commettre, il faut surtout en connaître toute la portée. Sans parler des événements désastreux qu'elle entraîna, le résultat du plébiscite était, disons le mot, une honte. Car il est honteux pour un pays comme pour un homme d'avoir

peur ; il était honteux pour sept millions et demi de Français d'éprouver ce sentiment ; enfin, il était honteux de l'avouer, surtout quand on devait, quatre mois plus tard, se déjuger soi-même en condamnant le pouvoir qu'on venait d'acclamer. Cette honte, la France entière l'a voulue, et quelque douloureux qu'aient été ses malheurs, elle les justifie. Quand on examine les événements humains, il semble que Dieu, dans sa justice, laisse aux peuples comme aux individus la pleine disposition de leur libre arbitre. Lorsque surviennent les bonheurs ou les catastrophes, nos esprits toujours faibles, toujours faciles à frapper, sont disposés à les attribuer à une puissance supérieure, à la Providence. Le plus souvent, hélas ! ils ne dépendent que de notre sagesse ou de nos folies. La Providence plane dans une sphère sereine au-dessus de nos actes, veillant aux lois générales qui régissent les mondes, et laissant aux humains le soin de se guider au gré de leur raison, vers la prospérité ou la ruine. Aussi la France ne saurait verser des larmes trop amères sur son vote plébiscitaire de 1870.

L'Empire ne se fit pas d'illusion ; il comprit que sans les terreurs qu'il avait inspirées, sans la duplicité des questions soumises au suffrage populaire, il aurait obtenu tout au plus une majorité si faible, que son pouvoir en aurait été ébranlé. Il devenait urgent de le rétablir. L'armée elle-même, qu'il considérait comme son plus ferme appui, était loin d'avoir formulé une opinion rassurante. Pour toutes ces raisons il fallait relever le prestige du gouvernement ; on avait pour

cela un moyen tout trouvé : les gloires militaires. Depuis quatre ans la Prusse froissait le sentiment national par ses ambitions et ses vues conquérantes, et elle attendait, pour les satisfaire, l'occasion de nous accabler ; mais, pour y réussir, elle cherchait à avoir de son côté les apparences du droit. Déjà, en 1869, elle avait mis en avant la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne, prétendant ainsi, comme Napoléon Ier, étendre son arbitrage jusqu'aux confins de l'Europe, et entourer la France d'influences ennemies. Notre attitude lui montra alors que cette candidature serait un excellent prétexte de guerre ; qu'en la renouvelant au moment opportun elle soulèverait parmi nous assez de colères pour nous pousser à une provocation, et qu'en surexcitant l'amour-propre allemand, en lui montrant le Vaterland menacé, elle aurait d'abord la facilité d'englober l'Allemagne jusqu'aux Alpes, ensuite une force morale et matérielle qui lui donnerait sur nous une supériorité immense. Ce calcul, aussi immoral que perfide, enfanté par le cerveau astucieux du roi Guillaume et de son chancelier, devait trouver un puissant appui dans la crédulité du peuple allemand et l'incapacité du gouvernement français. Les résultats du plébiscite ravirent de joie M. de Bismarck ; c'était l'occasion attendue depuis quatre ans ; elle était d'autant plus favorable que la faiblesse de nos effectifs et la pénurie de nos approvisionnements, parfaitement connues de l'autre côté du Rhin, allaient procurer à l'armée allemande des avantages considérables ; aussi

les intrigues pour la candidature au trône d'Espagne furent-elles renouées sur-le-champ.

L'empereur Napoléon et son ministre de la guerre y virent à leur tour l'instant propice pour le raffermissement de la dynastie, et furent dès lors résolus à entamer la lutte si l'Allemagne poussait ses menées jusqu'à menacer la sécurité de la France. Le pouvoir vivait depuis longtemps dans une sphère d'admirations mutuelles qui empêchait la vérité de pénétrer jusqu'à lui. Napoléon III et le maréchal Lebœuf ne pouvaient, par conséquent, apprécier la force de l'armée que par les succès passés et les flatteries dont ils s'entouraient.

Ce serait ici le cas de faire ressortir l'aveuglement et l'inconséquence du ministre de la guerre. Mais les faits eux-mêmes ont appelé sur lui la sévérité de ses concitoyens, et accumulé sur sa tête la responsabilité la plus sanglante, peut-être, qu'un homme ait jamais portée. Aussi est-il inutile de s'étendre sur une cause jugée. Il faut savoir cependant que les tableaux statistiques établissant l'impossibilité de mobiliser, en un mois ou deux, plus de 300 000 hommes, étaient entre ses mains. Le livre du budget portait, il est vrai, une armée active de 400 000 soldats et une réserve de 200 000. Mais autre chose est un chapitre de budget qui ne s'occupe que de chiffres, et une mobilisation qui doit tenir compte des effectifs présents, des absents, de leur éloignement, de leur dispersion, des distances à parcourir pour une concentration, etc. Le fait est que l'effectif mobilisable de 300 000 hommes

au maximum était parfaitement connu au bureau du recrutement du ministère de la guerre. Quant au ministre, sa grande occupation était la Chambre et la réunion des documents nécessaires pour répondre aux attaques de l'opposition, attaques bien inoffensives d'ailleurs. Il avait si peu le temps de songer au reste que toutes les affaires, au dire même des directeurs, en souffraient. Il faut savoir encore que tous les détails de l'organisation de l'armée allemande ou des autres États du globe étaient rassemblés et tenus au courant au dépôt de la guerre, et que l'attaché militaire français à Berlin ne cessait d'envoyer ces rapports dont le public a admiré la compétence et la sincérité. Enfin, si le ministre n'avait pas le loisir de lire et d'apprendre, il avait été du moins prévenu verbalement. Le jour de son élévation à la dignité de maréchal, un général qui s'est acquis depuis des titres à la reconnaissance du pays, vint le complimenter, et, en causant de la situation, lui peignit sans détours l'état de l'armée, ses imperfections, les dangers qui pouvaient en résulter pour la France et pour la dynastie dont le ministre, à l'encontre du général, était l'ami. Il le quitta en lui lançant ces paroles prophétiques : « Songez-y bien, si l'Empire se refuse à ouvrir « les yeux, c'est par l'armée qu'il périra. » Cette prédiction ne devait se réaliser que trop tôt, et par malheur entraîner aussi la ruine de la France.

L'armée française était en effet dans un état de force apparente qui cachait une profonde faiblesse ; et, comme elle va bientôt jouer le principal rôle dans les

événements qui suivent, il est indispensable de jeter sur elle un rapide coup d'œil.

V. — L'armée française en 1870. — Effectifs. — Armement. — Matériel. — Personnel. — Armes et corps spéciaux.

La puissance d'une armée dépend de deux éléments : 1° sa valeur matérielle, dont tous les gouvernements ont plus ou moins souci, comprenant ses effectifs, son armement, son personnel, son matériel de campagne ; 2° sa valeur morale, qu'on a toujours beaucoup trop négligée, même dans les périodes de conquête, où le talent des chefs et le succès suffisent à créer de bons soldats.

Effectifs. — En 1870, l'armée française au grand complet ne comptait pas plus de 300 000 hommes sous les armes, et ce chiffre, par suite de l'impéritie du début de la guerre, ne devait être jamais atteint. L'effectif total au 6 août, jour des premiers combats, était de 268 066 hommes. Les hommes des dépôts, de la réserve et de la 2e portion du contingent, qui furent rappelés dès le 14 juillet, n'ont guère fourni plus de 100 000 soldats, qui furent rassemblés péniblement et répartis dans l'armée de Mac-Mahon, dans celles de Paris et de la Loire. Telle était la réalité. Mais au ministère on avait une manière de compter bien différente. La loi du 1er février 1868, cette loi fatale qui fut discutée sans compétence et établie sans réflexion, appréciée au point de vue des contingents annuels,

donnait, pour les neuf années de service, une armée active, réserve comprise, de 642 000 hommes. La garde mobile devait en fournir 500 000 de plus. Total 1 142 000 hommes. A force de répéter ce chiffre, et de le faire répéter par ses agents, le gouvernement avait fini par y ajouter foi. Or, en réalité, la garde mobile n'était constituée que sur le papier et seulement dans les 1er, 2e et 3e corps d'armée, c'est-à-dire à Paris et dans les départements du Nord et de l'Est. C'était donc une force fictive ; il fallait la défalquer.

Il restait donc		642 000 h.
Desquels il fallait encore retrancher les soldats du contingent de 1869, qui ne devaient être incorporés que le 1er août 1870		75 000
		567 000
Dont sous les drapeaux	393 500 h.	
— dans la réserve	61 000	
— dans la 2e portion du contingent	112 500	
	567 000 h.	

Cet effectif comprenait :

Non-valeurs (Compagnies de discipline, de remonte, soldats hors rangs, etc.)	50 500 h.	231 000 h.
Gendarmerie	24 000	
Dépôts	28 000	
Garnisons des places de l'intérieur	78 500	
Algérie	50 000	
Total des forces mobilisables		336 000 h.

Pour peu qu'une éventualité exigeât le maintien de troupes à Rome ou sur la frontière d'Espagne, ce

chiffre s'abaisserait aisément à 300 000 hommes. Voilà comment s'explique cette faiblesse d'effectifs dont le pays s'indigna si vivement au début de la guerre, demandant à grands cris où était cette armée pour laquelle il payait tant. En réalité, ses dépenses ne se bornaient pas à l'entretien des hommes. La transformation de l'armement avait coûté des sommes d'autant plus énormes que plusieurs entrepreneurs d'armes passaient pour s'être rapidement enrichis. Le vulgaire l'ignorait parce qu'il n'avait pas l'habitude de s'occuper de ses affaires, parce que ses représentants n'étaient pas au courant des choses militaires, parce que les seuls hommes enfin qui connaissaient le fond des choses et qui auraient pu l'éclairer, les officiers, avaient leur voix étouffée par le sentiment de la discipline et par un pouvoir qui ne leur permettait pas de parler, alors même que le sentiment du bien public les poussait à le faire. Autrement dit, il en était ainsi parce que la France le voulait bien et qu'elle le trouvait bon. Il n'en est pas moins certain que tout militaire sensé s'affligeait de cet état de choses. En temps de paix, un régiment d'infanterie n'avait guère plus de 1300 à 1500 hommes, une compagnie, 60 à peine. Par suite, les officiers avaient perdu le goût d'un commandement qui n'était qu'une illusion, et les soldats, ayant un vague instinct de ce découragement, perdaient à leur tour le sentiment de l'obéissance. L'effectif de ceux-ci, en s'abaissant, avait laissé celui des officiers beaucoup trop élevé. De là ce déplorable effet, qu'on

retrouve chez les peuples aux époques de décadence, d'une multitude de grades et d'emplois ne correspondant plus aux fonctions réelles, et contribuant par cela même à diminuer le zèle, l'émulation, l'ardeur à tout travail utile. En résumé, au point de vue des effectifs, l'armée était dans un état de faiblesse évidente. Quelques-uns le savaient, l'avaient dit et écrit; mais nul ne les avait écoutés.

Tandis qu'il en était ainsi en France, tout le monde, excepté ceux qui refusaient de le croire, savait que les forces de la Confédération du Nord s'élevaient à 560 000 hommes de troupes de campagne, 190000 de troupes de remplacement, 285 000 de troupes de garnison, ce qui faisait un total de 1 035 000 combattants; qu'avec les contingents du Sud elles atteignaient un effectif de 1 136 000 hommes et de 2 200 pièces de canon; qu'enfin, dans cette masse de soldats, 670 000 environ étaient immédiatement mobilisables et prêts à entrer en campagne vingt à vingt-deux jours après une déclaration de guerre.

Armement. — Quant à l'armement, le Chassepot était un excellent fusil, capable de rivaliser avec les meilleurs systèmes à chargement par la culasse, supérieur au fusil Dreyse des Prussiens, qu'ils n'osaient modifier par orgueil d'abord, par respect ensuite pour le prodigieux prestige qu'ils en avaient retiré dans la campagne de 1866. — L'outillage seul du Chassepot laissait à désirer. L'infanterie s'était plaint maintes fois

des cartouches et du sac à musette qui les renfermait. Il était avéré que le contenant et le contenu se détérioraient à la pluie, et l'opinion avait vainement réclamé des cartouches métalliques et une giberne imperméable. La campagne d'automne et d'hiver qui suivit fit vivement regretter ces imperfections.

L'artillerie avait une bonne arme, rayée, légère et d'une portée suffisante : le canon-obusier de 6 et celui de 12 pour les batteries de réserve. Elle avait contribué à nos succès en 1859 ; à cette époque elle constituait un progrès, presque une innovation ; on se fiait à sa réputation passée, comme les Prussiens à celle de leur fusil. Un petit nombre d'officiers savaient que le canon de campagne prussien était supérieur en portée, justesse, calibre, facilité de chargement par la culasse, et que cette arme atteignait une grande puissance d'effet. Quelques études allemandes sur cette question avaient été publiées. On n'ignorait même pas que les canons prussiens en acier présentaient certains défauts ; que cinq d'entre eux avaient éclaté en 1866, et que, en conservant le principe du chargement par la culasse, le gouvernement allemand se préoccupait de revenir au canon de bronze. On connaissait aussi la répartition de cette artillerie; on savait qu'elle entrait dans la composition de l'armée pour une proportion de 3 pièces par 1000 hommes; on ignorait quelle serait la répartition d'artillerie adoptée pour nos armées en campagne ; mais on n'aurait jamais supposé qu'elle serait inférieure de moitié à celle de l'ennemi. Ce chiffre paraîtra surprenant à ceux qui ont su plus tard

qu'un corps d'armée prussien de 30 à 38 000 hommes comptait 90 à 96 pièces, et qu'un corps d'armée français en avait de 90 à 120. Les chiffres ont en effet une physionomie qui frappe au premier abord et qui nous empêche souvent d'en examiner le fond. Dans les questions de statistique il faut pourtant le faire ; ainsi, en 1870, notre division d'infanterie avait trois batteries, dont une de mitrailleuses. Total des canons à boulet : 12. La division prussienne, au contraire, était accompagnée d'une division d'artillerie, comprenant : 4 batteries de 6 pièces de 4 ; 2 de 4, dites légères, et 2 de 6, dites lourdes. Total : 24 pièces de campagne (1). La différence n'était pas aussi sensible pour le corps d'armée, mais elle avait encore son importance. Les corps français à 3 divisions d'infanterie comptaient 90 pièces ; ceux à 4 divisions, 120 pièces. Mais le nombre des canons à boulet était en réalité de 72 pour les premiers, de 96 pour les seconds. De sorte que chaque division d'infanterie allemande avait une artillerie double de la nôtre, et cinq de nos corps sur huit comptaient 18 à 24 pièces de moins que les corps allemands. Au total, l'armée du Rhin devait avoir en ligne 768 pièces, et les trois armées allemandes d'invasion, 1410. Cette faute s'explique d'abord par l'ignorance où l'on était resté de l'organisation allemande, ensuite par cet engouement peu raisonné qui nous avait porté à faire de la mitrailleuse un instrument de succès assuré. Cet engin, conçu et fabriqué dans le mystère, n'existait, au

(1) Les pièces de 4 sont du calibre de 8 centimètres de diamètre ; celles de 6, de 9 centimètres.

moment de notre funeste lutte, qu'à l'état de machine invisible. Napoléon III, confiant dans le succès de surprise obtenu en Italie par ses canons rayés, pensait qu'un canon à balles, à chargement par la culasse, à tir multiplié, fabriqué loin des regards indiscrets, apparaissant tout à coup sur les champs de bataille, produirait un effet redoutable, capable d'annuler les avantages du nombre et le tir de l'infanterie. Les sommes consacrées à cette fabrication, la prédilection du souverain pour cette arme, vinrent s'ajouter au culte de la routine et des vieux errements, à l'ignorance des perfectionnements de l'étranger pour empêcher les améliorations et les études de notre artillerie. Il est regrettable qu'on ait donné tant d'importance à la mitrailleuse. Ce canon tire en moyenne 120 balles à la minute, avec une portée de 1200 à 1500 mètres. Or, les fantassins, avec leurs chassepots, tirant 8 balles à la minute à la distance de 1200 mètres, il en résultait que 15 hommes produisaient autant d'effet qu'une mitrailleuse. Comme résultat meurtrier, elle avait donc la valeur d'une escouade. Une division de quatre régiments et d'un bataillon de chasseurs à pied en possédait six, soit une pour chaque corps et une en réserve. Ainsi, au combat, on pouvait adjoindre une mitrailleuse tirant 120 coups par minute à un régiment de 3000 hommes qui, déployé, en tirait 20 000 à 24 000 dans le même temps. L'utilité de cette arme était par conséquent très-faible.

La mitrailleuse devait être excellente pour empêcher une troupe de déboucher d'un bois, d'un ravin, d'un défilé, pour défendre une brèche, un passage étroit.

Mais en ligne, à côté d'un régiment et pour compléter son tir, elle devait produire un effet plus moral que réel. Il était donc surprenant qu'on adjoignît cette arme à l'artillerie d'une division; sa place était marquée à la réserve d'artillerie des corps d'armée, et son emploi limité à des cas particuliers. Mais l'aveuglement était à son comble, et pendant plusieurs années la fabrication des mitrailleuses put être poursuivie sans contrôle, sans discussion, favorisée par ce goût de la mode, qui est un des entraînements habituels de notre esprit et un des signes les plus frappants de la légèreté de notre caractère. Au point de vue de l'armement, l'armée avait donc un excellent fusil, un canon insuffisant, des mitrailleuses d'un emploi défectueux.

Matériel. — Le matériel militaire est généralement peu connu, parce qu'on ne le voit pas assez et qu'on le laisse enfoui dans les magasins, grâce à une confiance parfois exagérée dans les administrateurs qui commandent et les agents qui exécutent. En 1867, on avait fait grand bruit, en France, des docks du campement : le maréchal Niel voulait montrer que l'activité du ministère de la guerre ne chômait pas plus que sa sollicitude.

Quand on eut promulgué la loi de 1868, qui donnait sur le papier 600 000 hommes d'armée active, il voulut que le matériel nécessaire à cet effectif fût rassemblé dans nos grands centres d'approvisionnement. On y travailla avec ardeur, et on augmenta sensiblement le nombre des effets d'habillement, de campement,

d'ambulances et de transport. Mais, d'une part, les magasins avaient été vidés par la guerre du Mexique ; de l'autre, les fonds affectés à ces travaux n'étaient pas très considérables, la transformation de l'armement ayant absorbé tous les crédits votés. Puis, on ne sut pas réfléchir assez à ce fait, que les perfectionnements apportés dans les armes, dans les modes de locomotion, l'usage de la télégraphie militaire devaient nécessiter de grandes modifications. On ne songea pas assez non plus que les mobilisations devenant plus rapides par la création des voies ferrées, l'emplacement des magasins généraux devait être changé si l'on voulait, au moment d'une guerre, éviter la confusion qui résulte des transports à grande distance, partis de divers points du pays et se croisant à chaque instant avec des convois d'hommes, de vivres, de munitions.

Ainsi, par exemple, il ne vint à l'esprit de personne que le fusil d'infanterie tirant maintenant sept ou huit coups par minute au lieu de trois, la consommation des munitions au combat serait deux ou trois fois plus considérable, et que les caissons de munitions devaient être plus nombreux et d'une contenance plus grande. Au lieu de caissons d'infanterie à 28 000 cartouches, il en aurait fallu à 60 000 au moins. Les armées devant avoir de plus gros effectifs, il importait, pour leur conserver leur mobilité, de diminuer le nombre des voitures de transport. Un moyen simple pour cela était de les mettre toutes à quatre roues. Mais on persistait à préférer les voitures à deux roues parce qu'elles étaient plus légères.

De là un nombre considérable de voitures, des convois indéfinis, et, par suite, une lenteur proportionnelle dans les opérations.

Quant au campement, on avait l'habitude contractée en Afrique ou dans les pays chauds, habitude excellente du reste au point de vue de l'hygiène du soldat, de mettre l'armée entière sous la tente. Le goût de cette habitation avait développé celui des accessoires, lit, table, cantine, etc. De là, un luxe de bagages pour les administrations d'abord, pour les officiers ensuite, qui dépassait toute idée. Ce luxe, en 1870, était devenu une nécessité, et la sollicitude des grades élevés en particulier pour ce genre d'impedimenta était devenue un abus. Pour s'en rendre compte, il faut connaître l'anecdote suivante, anecdote difficile à croire et pourtant véridique. Dans cette malheureuse armée de Metz, un général jeune, très-bien en cour sous l'Empire, avait amené, pour lui composer la cuisine recherchée qu'il aimait, une cuisinière, cordon bleu breveté, du nom de Catherine. Le jour où il apprit les conditions de la douloureuse capitulation du 27 octobre, il s'écria : « Comment ! on nous laisse » nos bagages et nos gens, mais c'est magnifique, je » pourrai donc emmener Catherine; voilà des condi- » tions superbes. » Un autre général débarqua en Allemagne dans le lieu de sa captivité avec *deux mille* kilogrammes de bagages. Voilà ce qu'étaient notre campement et nos bagages de guerre. On comprend sans peine quels impedimenta nous suivaient et combien

ces déplorables habitudes devaient gêner, devant l'ennemi, la marche d'une armée.

Le matériel d'habillement laissait aussi à désirer. Depuis quelques années, dans nos uniformes, on avait sacrifié l'utile à l'agréable. La tenue devait, avant tout, être jolie. On y parvenait aux dépens de la commodité. La mode avait rogné successivement tous les vêtements à jupes; ceux-ci étaient devenus étriqués, tandis que le métier exige avant tout de l'aisance. Et lorsque la guerre, rendue plus meurtrière, proscrivait les couleurs voyantes afin de diminuer les chances de pertes, on semblait s'être attaché à les rendre plus vives encore. Le principe qui veut que les couleurs servent de préférence à distinguer les espèces de troupes, les catégories d'armes, les classifications de corps d'armée, était tombé en désuétude. De là un bariolage, une variété sans fin, une confusion continuelle. Telle arme avait en temps de paix un uniforme si incommode, qu'elle le laissait dans ses magasins la veille de l'entrée en campagne, ou le modifiait à son gré.

Et pourtant les uniformes étaient tellement en faveur, que du 14 au 26 juillet 1870, plus de dix lettres furent écrites dans les grands états-majors pour savoir si les généraux emporteraient ou non le chapeau à claque. Il fut décidé qu'ils l'auraient avec eux, mais qu'on tolérerait le képi. Quand on y songe, ce détail seul était un signe des temps. Selon l'expression pittoresque du général Trochu, qui avait inutilement signalé tous les

vices de nos habillements, notre armée n'était plus qu'*une armée à plumets*.

Ainsi, au point de vue du matériel, encombrement et insuffisance, deux mots qui semblent exprimer une contradiction et qui ne faisaient en réalité qu'augmenter la confusion. Tel était le lot de l'armée.

Ces imperfections n'étaient rien encore à côté de celles que présentait le personnel. C'est ici surtout qu'un examen attentif est nécessaire ; c'est sur lui que les réformes à venir seront sans doute plus radicales.

Personnel. — Le soldat était toujours ce type spécial que l'histoire a popularisé, plein d'initiative, de spontanéité, d'imagination, propre aux entraînements héroïques comme aux défaillances subites. Et pourtant, il n'avait plus sa valeur des guerres de Crimée ou d'Italie. La loi de la dotation avait rendu les remplacements si fréquents qu'une grande partie de l'armée se composait de mercenaires. Le contingent de 1869, sur 75 000 appelés, avait fourni 42 000 remplaçants. Or, le soldat qui entre au service pour de l'argent songe à son pécule ou aux jouissances qu'il lui rapporte. Le service est pour lui un expédient pécuniaire; il l'accomplira moins bien que s'il obéissait simplement à la Loi. En outre, par suite de la quantité d'hommes renvoyés dans leurs foyers, soit pour être inscrits sur les contrôles de la réserve, soit pour y rester en congé, l'armée devait, au moment de la guerre, voir ses rangs envahis par une foule de soldats ayant perdu leur énergie dans leurs villages. L'Empire, par des motifs

de popularité, souvent de popularité électorale, avait rendu ces mesures fréquentes. Il n'avait développé chez le paysan, en fait de patriotisme, que l'esprit de conservation le plus égoïste. Quand le soldat de la réserve était rappelé, il s'en trouvait imbu, et ses qualités en étaient amoindries. Enfin, quoi qu'on en ait dit, l'esprit militaire et la discipline, ces deux bases d'une bonne organisation militaire, tendaient chaque jour à se dissoudre sous l'influence de principes de liberté faux, d'une opposition maladroite et d'une presse malveillante.

La valeur morale de l'armée s'en trouvait atteinte. Bref, le soldat, encore excellent, n'était plus le soldat d'autrefois. De plus, il allait être mal dirigé, et malgré tout cela, il sut encore mériter les hommages d'un ennemi le plus souvent sans égards.

La classe des sous officiers passait depuis quelques années par des phases analogues. D'une part, l'avancement était ralenti au point que dans certains régiments des sous-lieutenants, comptant onze ans de grade et onze campagnes, attendaient leur tour sans l'entrevoir encore. De l'autre, les avantages qui retenaient autrefois dans le rang des hommes d'une solidité à toute épreuve, parce qu'un galon de sergent leur donnait un commandement réel, une importance, de la considération, et une perspective d'avenir modeste, mais assuré; ces avantages, enfin, qui faisaient du grade de sous-officier une carrière, avaient disparu. Par suite, les bons sous-officiers, jeunes gens d'avenir, ou instructeurs émérites, destinés à encadrer le conscrit

et à lui montrer le chemin de l'honneur, s'étaient à peu près retirés. Cet élément si important dans une armée commençait à nous faire défaut.

Parmi les officiers, on distinguait des catégories variées. D'abord, le jeune homme récemment promu. Celui-ci depuis quelques années s'était modifié. Subissant l'influence du temps et le mauvais exemple de la jeunesse civile, ayant des fonctions peu occupées par suite de l'abaissement des effectifs, il manifestait peu de goût pour son métier. L'espèce d'hommes qu'on a désignée sous le nom de petits crevés était son idéal, et le mélange de ces travers avec les habitudes militaires produisait parfois les plus singuliers résultats.

Un jour, dans un fort de Paris, un sous-lieutenant auquel le commandant de place avait infligé des arrêts, pour une inconvenance grave commise hors du service, lui adressa le lendemain une lettre froide, polie, blessante, dans laquelle il apprenait à son chef que dans les habitudes nouvelles de l'armée, les officiers, en dehors du service, étaient des hommes du monde, et que le commandant avait manqué à tous les usages en le punissant. Ce fait, quoique isolé, avait sa signification. Cette catégorie d'officiers était encore assez nombreuse.

Au-dessus d'eux s'en trouvait une autre, celle des hommes de trente à quarante-cinq ans, presque tous lieutenants, anciens capitaines ou chefs de bataillons, officiers rompus aux détails du métier, ayant pour la plupart acquis en Afrique ou dans d'autres guerres une expérience sérieuse, d'une valeur à toute épreuve

et d'un caractère honorable, mais découragés par le favoritisme qui s'adressait le plus souvent à des fils de famille d'une réputation compromise, dégoûtés de leur service par les diminutions d'effectifs, par la perspective d'un avenir borné, enfin par les détails d'un métier souvent mal compris et qui semblait chaque jour devenir plus fastidieux. Malgré ces déboires, c'est dans cette classe d'hommes que s'était produit, dès 1868, un sensible mouvement intellectuel. Comprenant l'imminence et le danger d'une guerre avec la Prusse, pénétrés de l'importance des progrès modernes, sentant que leur instruction passée les laissait incomplets en présence d'innovations de tout genre, bon nombre d'entre eux s'étaient remis au travail, à un âge où un retour aux anciennes études est devenu difficile, souvent même sans espoir de récompense, quelques-uns avec la certitude d'en retirer plus d'ennuis que de profit. Quel encouragement pour ces hommes qui allaient avoir besoin, un an plus tard, de réunir au courage le plus éprouvé une instruction étendue et la science de la guerre ! Cependant cette catégorie d'officiers, dans toutes les armes, était encore la meilleure, celle qui connaissait le mieux les dangers de la situation, les vices de notre organisation, les réformes à opérer. Plusieurs, avant la guerre de 1870, savaient que nous serions vaincus; ils gardèrent cette conviction cachée au fond du cœur, et trouvèrent encore assez de force d'âme pour accomplir des actes d'héroïsme. Ce sont ces officiers qui ont le plus payé de leurs personnes, pendant

toute la durée de la guerre, et souvent dans une proportion énorme, comparée au chiffre des soldats. A Metz, elle a été de 10 pour 100 pour les officiers blessés.

Voilà ce qu'étaient nos officiers au moment de la guerre, des hommes solides, connaissant leur métier, braves, disciplinés, et qui ont, en tous lieux, fait largement leur devoir, entraînant leurs soldats quand il le fallait et réparant parfois des fautes venues de plus haut.

C'était le meilleur élément de l'armée, peut-être un élément de succès, si l'organisation, le nombre et la direction n'eussent pas fait défaut.

Au-dessus d'eux, les colonels et généraux pouvaient être divisés en deux catégories : les jeunes, en fort petit nombre, dont la plupart devaient leur avancement à la faveur combinée avec leurs services, quelques-uns à leurs services seuls ; — puis les hommes âgés qui n'aspiraient qu'à jouir en paix d'une retraite considérée.

Leur nombre était assez considérable. La valeur de cet élément, un des plus importants pour les opérations de guerre, était faible. La cause en était due surtout au mode d'avancement en usage depuis plus de trente ans.

L'instruction, la science de la guerre, l'art militaire proprement dit, n'avaient jamais été des conditions exigées pour l'obtention d'un grade élevé. Elles étaient cependant devenues indispensables ; mais les quelques esprits qui s'en doutaient n'étaient pas écoutés ; et le

seul moyen d'avancer était la protection ou le nombre d'années de campagne. Toute la carrière d'un homme dépendait d'un grade, celui de commandant. Il suffisait de l'obtenir avant trente-cinq ans pour être sûr d'être un jour général de division. Dans l'intervalle, il y avait pourtant une formalité à remplir. Une fois chef de corps, il était de toute nécessité d'aller assister au moins une fois, et plutôt deux fois qu'une, à une messe des Tuileries. C'était une manière de se montrer au souverain et à sa famille, de faire hommage de dévouement, et de demander en même temps la faveur à laquelle on aspirait. Les colonels pouvaient bien quelquefois parvenir aux étoiles sans se soumettre à cette démarche; mais il fallait alors des services de guerre exceptionnels. Enfin, il était passé dans les mœurs de bien des gens d'aller demander eux-mêmes aux maréchaux, au moment de leur réunion en comité, l'avancement auquel ils croyaient avoir droit.

La faveur était un mode tellement accrédité, que des officiers de mérite, rentrant en France après de longues et périlleuses campagnes, et manifestant auprès des chefs de l'armée de Paris ou de la garde le désir d'obtenir un emploi dans ces troupes, s'étaient vu demander brutalement : par qui êtes-vous recommandés? Le patronage existait à l'état de rouage social et officiel. Les alliances étaient très en vogue, comme mode d'avancement, au point que dans les rangs subalternes, indépendamment du tour du choix et de l'ancienneté, on avait inventé le *tour du gendre.* Ce-

lui-ci passait toujours avant les autres. Même devant l'ennemi en 1870, les premières promotions furent accordées au tour du gendre.

On devine aisément quel esprit de servilisme régnait dans les grades élevés, quel goût du bien-être, quelle insouciance pour les subordonnés, quel manque d'ardeur pour un métier qui exige le développement actif de toutes les qualités viriles, enfin quel souci de la dignité personnelle, et quelle faiblesse de commandement. Comme en résumé, d'*après la loi,* l'avancement dans les hauts grades n'était concédé qu'au mérite, tout homme qui obtenait un avancement rapide se persuadait sans peine qu'il avait toute la science représentée par le nombre de ses galons ou la grosseur de ses épaulettes. Il s'ensuivait que chaque grade se croyait plus instruit, plus capable que le grade inférieur ; et chaque degré de la hiérarchie exigeant légalement une plus grande dose de connaissances, le général de division ou le maréchal devait se considérer comme un homme supérieur. Les subalternes ne pouvaient même pas espérer d'être écoutés, s'ils signalaient une imperfection. Mais en France, le subalterne, du plus petit au plus grand, juge et apprécie. L'insuffisance de ses chefs lui était connue. Quelle confiance allait-il leur accorder dans une guerre aussi grave, aussi sérieuse que celle qui se préparait ? A mesure qu'on avançait vers les sommités de la hiérarchie militaire, ces défectuosités s'accentuaient. Il y avait encore un certain nombre de bons colonels, mais les généraux de mérite étaient rares, et l'Empire d'ail-

leurs, qui n'aimait pas les capacités parce qu'il en redoutait l'indépendance et les réflexions, les avait le plus souvent laissées dans des fonctions effacées.

On ne semble pas se douter en France que, pour la guerre comme pour toutes les carrières, les hommes de valeur doivent exercer entre trente et quarante-cinq ans la fonction qui répond à leur mérite. Or, chez nous, l'immense majorité des hommes de cet âge n'avaient depuis longtemps devant eux qu'un avenir sans espoir. Un fait encore auquel le pays n'avait pas assez songé : Bien des gens prévoyaient qu'au premier échec militaire, l'Empire tomberait. Mais on ne se rendait pas compte de l'affaissement moral que cette chute produirait chez tous les personnages, militaires ou autres, qui ne vivaient que de son appui. Cet affaissement, tombant au milieu d'une guerre terrible et des malheurs de l'invasion, devait amener des catastrophes. Si on y eût sérieusement pensé, on eût peut-être évité par une paix pénible, mais sage, après Gravelotte par exemple, quelques-uns de nos désastres.

Armes et corps spéciaux. — Le personnel d'une armée ne doit pas s'apprécier seulement par les grades; il faut aussi examiner les diverses espèces d'armes. A ce point de vue le nôtre n'était pas moins curieux. En général, l'exposé qui vient d'en être fait s'appliquait assez exactement à la composition de l'infanterie. Dans cette arme, le nombre des généraux et des maréchaux qui inspiraient confiance à leurs officiers et à leurs

troupes était restreint, et la plupart en revanche ne jouissaient guère des faveurs du gouvernement.

Cavalerie. — La cavalerie, depuis l'introduction des armes à tir multiplié, cherchait sa voie et ne la trouvait pas. Elle était brave, mais non entreprenante ; elle restait rivée aux vieux errements ; la charge était son idéal, alors que son influence comme arme de choc était déjà détruite. Quant à la reconnaissance à grande distance, elle ne s'en doutait pas, et son personnel d'officiers, très-brillant en garnison ou dans les campagnes d'Afrique et du Mexique, ne possédait ni l'instruction ni le jugement nécessaires aux futures guerres européennes.

Artillerie, *Génie*. — Dans les armes spéciales il existait un personnel de choix; mais l'Empire s'en méfiait et n'avait attiré à lui que les hommes d'orgueil, de vanité, d'ambition. Ces procédés avaient déjà, avant la guerre, produit les plus tristes résultats. Ainsi c'était dans l'artillerie et dans l'état-major qu'on avait le plus vivement signalé les imperfections de l'armée et de son organisation. L'attaché militaire à Berlin, à qui ses relations, son avancement rapide, donnaient le droit de parler, avait exprimé, sans ménagement, son opinion sur la supériorité prussienne et sur notre infériorité. Ce furent des ministres sortis de l'artillerie et du génie qui refusèrent d'en tenir compte. Au Dépôt de la guerre, avis analogues de la part d'officiers d'état-major, étouffement de leurs voix par les personnages du même

corps qui approchaient le Souverain. En résumé, le personnel de l'artillerie, officiers et soldats, était remarquable d'instruction, de bravoure, de solidité, et nous dirons aussi de patriotisme. Il l'a prouvé depuis en mainte occasion ; malheureusement les sommités de cette arme, pénétrées de leur importance, vivaient dans le culte des vieilles routines, dans la quiétude des beaux emplois, et il n'était pas possible de les en tirer pour étudier les progrès de l'étranger ou les améliorations récentes. Il en était de même du génie, corps composé d'ingénieurs remarquables, travailleurs modestes, sachant toujours déployer une bravoure calme et résolue, des convictions solides, une ténacité à toute épreuve, un sentiment ferme, profond, élevé, de l'honneur national. Quant aux troupes du génie, elles étaient regardées avec raison comme les meilleures de l'armée. Ces qualités étaient d'autant plus frappantes que l'avancement dans cette arme était le plus ingrat, et qu'elle était depuis longtemps décriée en raison de l'esprit de caste de ses chefs, et de la parcimonie qu'ils étaient contraints d'apporter dans les travaux dont on les chargeait.

Etat-major. — L'état-major possédait d'excellents officiers, mais ses fonctions si importantes, surtout dans les guerres actuelles, avaient été dénaturées peu à peu. Ce corps n'avait plus guère que deux sortes d'emplois : celui de passementeries dorées dans les cortéges des généraux, celui de secrétaires dans les bureaux. Le rôle si sérieux de la préparation et de la conduite de la guerre qui est sa spécialité, avait été délaissé, parce que les

personnages chargés du commandement suprême n'admettaient pas que d'autres qu'eux pussent être capables de mener à bien ou même de préparer une opération militaire. Ils ne se doutaient pas qu'il y avait désormais, dans ce genre de travail, des occupations multiples auxquelles ils ne pouvaient suffire, une nécessité d'études, de renseignements à recueillir, d'initiative à exercer, qu'ils devaient encourager eux-mêmes pour se trouver à hauteur de leur mission. Après la guerre de 1866, il s'était produit dans ce corps des manifestations dans ce sens, tellement marquées qu'on essaya de constituer au Dépôt de la guerre un centre de renseignements et de travaux. Mais cette tentative se fit timidement, sans en saisir la portée, et, il faut le dire, sans projet assez arrêté pour en tirer parti. On redoutait les tendances à une réorganisation qui se montraient parmi les officiers, et craignant sans doute de leur donner trop d'importance, ignorant aussi le moyen d'utiliser les ressources qu'on avait dans la main, on laissa cet essai à peu près étouffé. Le patronage avait pris, du reste, dans ce corps, de profondes racines, et le seul moyen de parvenir était de se vouer corps et âme, en qualité d'aide de camp, à un personnage militaire. L'état-major était déjà, avant 1870, une arme à modifier entièrement. Pendant la guerre on ne devait, en aucun cas, savoir l'utiliser, et il en est résulté contre elle des plaintes plus superficielles que raisonnées. On a remarqué, cependant, que tous les généraux sortis de ce corps ont su se distinguer chaque fois qu'ils ont été chargés d'une fonction, si minime qu'elle fût.

Intendance. — Le personnel de l'intendance, parfaitement recruté, composé d'hommes instruits, actifs, intelligents, avait la réputation d'être au-dessous de sa mission. Cela tenait à son organisation illogique qui lui concédait à la fois la dépense et le contrôle, sans la responsabilité; à ses traditions d'approvisionnements par voie de concentration de denrées venues de l'intérieur, au lieu de réquisitions sur place. Ces imperfections, jointes à des échecs foudroyants, devaient, dans une guerre d'invasion, ressortir d'une façon plus désastreuse encore.

Tel était, en 1870, le personnel de l'armée, défectueux dans presque toutes ses parties et renfermant cependant des éléments remarquables. Si l'on veut être sincère aujourd'hui, on reconnaîtra que c'étaient encore les sphères élevées qui contenaient le plus d'imperfections, dont la plus saillante était le défaut d'instruction militaire supérieure; c'était aussi, malheureusement, la condition la plus indispensable au succès.

On sait maintenant, à n'en plus douter, que la mobilisation de cette armée, malgré les avis fréquents donnés par des officiers d'état-major, était incompatible avec la rapidité des opérations modernes; on sait que cela tenait surtout à la dispersion des dépôts de recrutement et de matériel sur tous les points du territoire. On sait de même que l'esprit militaire et la discipline s'étaient relâchés sous l'influence dissolvante des institutions impériales, par la tendance au principe des armées prétoriennes, les théories humanitaires, les idées de démagogie, tous les abus enfin qui ont envahi

la société. Mais on ne sait peut-être pas assez encore que le manque d'instruction chez le soldat est un défaut capital, qui nuit au succès et vient en aide à la démoralisation dans les revers; que si les hommes ont besoin partout et en tout temps de justice, ils ont aussi besoin d'une sévérité rigoureuse; qu'une discipline de fer est, encore plus que le patriotisme, le moyen de conduire des hommes à la mort et de les maintenir immobiles sous ses coups; qu'enfin un mode de recrutement où toutes les classes de la société ne concourent pas dans la même proportion est vicieux, et que la décadence est commencée chez les nations le jour où ceux qui possèdent s'affranchissent, moyennant finances, des charges militaires.

Ces réflexions permettent de juger la valeur morale de l'armée. Les partis libéraux doivent s'accuser autant que l'Empire de l'avoir affaiblie et d'avoir diminué la considération qu'il faut attacher au noble métier des armes. Amis et ennemis concouraient donc à un résultat nuisible. Il y avait là un cercle vicieux dont la cause première se trouvait dans nos dissensions politiques et nos fautes intérieures. Bref, l'instruction, un patriotisme ardent, une discipline rigoureuse, une vie sans cesse occupée, le contact fréquent des chefs, la confiance dans leurs talents, qui doublent la force d'une troupe, tous ces éléments de succès étaient en souffrance, aggravant encore les défauts d'organisation. Et malgré ces imperfections, grâce à leurs qualités de race, aux guerres passées et à la tradition, nos soldats ont été vaillants et, sur plusieurs champs de bataille,

accablés par le nombre, ont encore accompli des actions glorieuses. Que sera-ce le jour où l'on voudra s'occuper d'une réforme sérieuse?

C'est au milieu de cette situation politique et militaire qu'éclata la guerre de 1870.

CHAPITRE II.

PRÉLIMINAIRES DES HOSTILITÉS.

I. — Déclaration de guerre.

Si l'Empire depuis le plébiscite, poussé par un aveuglement sans exemple, était résolu à la guerre, la Prusse l'était encore plus. On a cherché de divers côtés à savoir au juste à qui incombait cette responsabilité. Des deux côtés, on la voulait; des deux côtés, il y a eu au dernier moment une courte hésitation; des deux côtés, de puissants partis, excités par leurs passions personnelles, en ont brusqué la déclaration. Funeste exemple des nations mal gouvernées, où la véritable liberté de discussion est exclue, et où les pouvoirs, s'exerçant sans contrôle, n'ont vis-à-vis des masses d'autre responsabilité que celle de leur caprice.

Depuis quatre ans, la France était humiliée et amoindrie par la position que la Prusse lui avait faite. Grâce à la mauvaise politique de l'Empire, son ambition avait pu, en 1866, rompre l'équilibre européen à son profit, sans qu'une récrimination s'élevât. Depuis lors, ses actions ne tendaient qu'à un but, la violation

ouverte ou cachée des derniers traités. Les théories gouvernementales de Frédéric II, la brutalité appuyée sur la force, le mensonge, l'espionnage en permanence sur une vaste échelle, la perfidie, la calomnie, l'absence de ménagements ou de pitié pour les faibles, le mépris des droits, tels étaient les procédés de la Confédération du Nord et en particulier du chancelier du roi de Prusse.

L'attitude silencieuse et réservée de la France pouvait être pour quelques-uns un indice de force et de dédain. Le roi Guillaume et sa famille croyaient encore à notre puissance et semblaient modérer plutôt qu'exciter l'ardeur annexionniste qui les entourait. Mais son chancelier, qui réunissait à l'absence complète de sens moral ou de principes, de grands talents, une pénétration rare, une connaissance profonde des hommes et des choses, appuyé sur le parti des hobereaux et sur le parti militaire, savait que notre conduite cachait la faiblesse ou l'incapacité. Il sentait que le moment de la lutte était venu, et il avait assez joué du spectre de la France armée aux yeux des naïfs Allemands, pour être sûr que des Alpes à la Baltique, il remuerait à son gré les peuples et les rois.

Fidèle à ses habitudes de spéculer sur les passions des hommes pour les conduire à ses fins, il poussa d'abord l'Italie à nous redemander Nice et la Savoie. Il mit en mouvement les partisans de Garibaldi et les Piémontais, les rancunes des uns et les regrets des autres. Il promit l'appui de la Confédération du Nord et de l'Allemagne entière. Mais la finesse italienne déjoua ses

calculs, et couvrant sa sagesse d'un voile de gratitude envers ses alliés de 1859, gratitude sur laquelle la France doit être bien fixée aujourd'hui, la maison de Savoie résista aux instances du perfide chancelier.

Cette intrigue n'ayant pas réussi, M. de Bismarck se tourna d'un autre côté. Mieux que personne, il savait combien un esprit audacieux et retors, appuyé sur la force, peut profiter des troubles sociaux.

Les agitations et les dissensions intestines n'ont jamais manqué dans cette vieille et malheureuse Europe, qui renouvelle, depuis une centaine d'années, le triste spectacle des petites républiques de l'antique Grèce, se déchirant entre elles, alors que le colosse romain étendait déjà sur elles ses griffes redoutables.

L'Espagne en particulier se trouvait depuis plus d'un an sujette à des troubles permanents et dans une situation où l'incertitude et le provisoire étaient ses seuls guides. A la suite d'une révolution accomplie au nom de la liberté, les chefs du parti victorieux, incapables de contenir plus longtemps les passions qu'ils avaient soulevées, s'en allaient de porte en porte, mendiant un roi qu'ils ne pouvaient trouver.

Après avoir conquis l'Allemagne, placer sur le trône d'Espagne un infant de Prusse, rétablir ainsi la monarchie de Charles-Quint au profit des Hohenzollern, parut au chancelier une œuvre digne de ses conceptions.

C'était en outre un moyen de voir jusqu'où allait la mansuétude de la France. Si elle laissait ce projet s'accomplir, elle était annulée par le fait lui-même ; si elle

s'y opposait, on avait l'occasion d'une guerre longtemps désirée, dont les chances étaient connues d'avance; c'était enfin l'annexion définitive de cette Allemagne du Sud, qu'on n'osait conquérir ouvertement sous les regards de l'Europe inquiète.

Un aventurier, brave, intrigant et ambitieux, Prim, gouvernait l'Espagne. On s'adressa à lui. On savait que plus d'une fois les prétentions de l'impératrice Eugénie et le langage ambigu de Napoléon III avaient contrarié ses desseins. On lui offrit pour la couronne d'Espagne un prince Léopold de Hohenzollern, frère du prince Charles, qu'on avait déjà lancé en enfant perdu sur la Roumanie, en pleine vallée du Danube. Prim envoya un de ses agents pour achever la négociation, le sieur Castro, et un beau jour, la candidature du seigneur allemand fut annoncée officiellement à notre ministre des affaires étrangères.

Celui-ci, qu'on avait rappelé de son ambassade de Vienne parce qu'on connaissait son ardeur contre la Prusse, et qu'on comptait sur sa décision de caractère, saisit aussitôt l'occasion. Tout allait pour le mieux ; les circonstances favorisaient également la rancune mal calculée de Napoléon III, et les vues savamment combinées de M. de Bismarck. L'enjeu dans ces passions était la ruine de la France ou de l'Allemagne. Mais qu'importait à ces hommes ? Les peuples sont, suivant les cas, des loups affamés ou des moutons ; qu'importe aux puissants auxquels ils se fient, que les uns se dévorent, que les autres soient tondus ou égorgés, pourvu que leurs intérêts y trouvent leur profit ?

Bref, le 6 juillet 1870, le ministre des affaires

étrangères annonça au Corps législatif la candidature du prince Léopold de Hohenzollern au trône d'Espagne. Comme il fallait surexciter l'honneur national, déjà si impressionnable, on prit dans cette déclaration un air solennel, et on prononça les mots de *menace* et d'*injure*, en ajoutant qu'on saurait sauvegarder l'honneur du pays avec toute l'énergie nécessaire. Il est à croire qu'un ministre responsable, parlant à une Chambre librement élue, renseigné sur la situation de nos forces militaires, ignorant encore l'issue qu'auraient les négociations, aurait communiqué cette nouvelle avec plus de mesure, et cette dignité sérieuse qui convient aux circonstances graves et à un peuple soucieux de son intégrité, mais calme et résolu.

Présentée de la sorte à une Chambre trop docile aux volontés du souverain, à une population animée depuis quatre ans du profond sentiment de son humiliation, la déclaration du ministre produisit dans le pays un mouvement d'indignation. Cette agitation a été contestée depuis; il faut cependant l'avouer; car elle exista réellement, et de plus, elle était légitime.

Avec un gouvernement sage, bien au fait du caractère allemand, qui cède toujours quand on lui montre les dents et qu'il n'est pas sûr d'être le plus fort, la commotion nationale produite par l'incident Hohenzollern devait suffire à éviter la guerre. Ce qui le prouve en effet, c'est qu'aux premières réclamations de notre gouvernement, le roi Guillaume répondit que la candidature en question était rejetée. Si l'on s'en était tenu là, tout était arrangé. La guerre la plus sanglante que le monde ait encore vue était évitée. La question

allemande, dans l'état où nous étions, et après les fautes que nous avions commises, ne devait nous laisser qu'une ligne de conduite, la temporisation.

C'était désormais un de ces problèmes que l'effort de la politique ne devait pas chercher à résoudre; il fallait attendre qu'il s'usât. « La vie des nations, comme » celle des individus, est un compromis entre des con» tradictions. De combien de choses il faut dire qu'on » ne peut vivre ni avec elles, ni sans elles, et pourtant » on vit toujours (1). »

A Paris, il n'y eut qu'un seul homme pour comprendre la chose ainsi, M. Thiers. Le parti de l'opposition eut l'honneur de se déclarer pour la paix, non par un sentiment vrai du fond des choses, dont un homme seul, M. Thiers, se montra pénétré, mais par son aversion pour ces entreprises funestes qui détruisent le bonheur et l'union des peuples. Sa voix était trop faible pour être écoutée. Le souverain hésita, dit-on, un instant à adresser au roi Guillaume la demande qu'il méditait et qui devait amener la guerre; mais le parti militaire qui formait son entourage voulait la lutte par ambition personnelle, et l'on se décida à réclamer au roi de Prusse un engagement contre le retour de pareilles intrigues. De plus, on le fit directement, et sans les égards nécessaires, au lieu de traiter la question par voie diplomatique. C'était combler les désirs du roi Guillaume; il se déclara offensé, rejeta la demande, et refusa de recevoir notre ambassadeur auquel il fit à son tour une injure publique. C'était la guerre.

(1) Renan, *Monarchie constitutionnelle*. Paris, 1869.

On s'est beaucoup récrié en France et en Allemagne contre la prétention blessante qu'exprimait cette dernière demande. Il est certain, cependant, qu'en présence d'un voisin qui se livre en secret à des intrigues dangereuses, capables de détruire votre propre sécurité, et qui n'ont d'autre but que de satisfaire à vos dépens une ambition effrénée, on a le droit de lui demander un engagement sérieux, une garantie pour l'avenir. L'important était de le faire avec mesure, et en politique, avant toutes choses, il est élémentaire de ne jamais élever une réclamation si l'on n'est en état de la soutenir. Chez nous, le sentiment national avait parlé ; une satisfaction suffisante lui avait été donnée ; nous n'étions pas en mesure d'aller plus loin ; du moment où le chef de l'État était de cet avis, c'était au ministère d'abord, aux chambres ensuite, à exiger qu'on s'arrêtât. Tous les hommes qui appartenaient à ces groupes ont, devant l'histoire, devant Dieu et devant les hommes, une lourde part de responsabilité dans nos ruines, dans nos désastres, dans le sang de nos frères inutilement versé pour notre sainte cause. La nation qui a soutenu vingt années durant une organisation politique qui la conduit à un pareil abîme, est la première coupable, et l'on peut affirmer que Dieu l'a abandonnée, qu'elle est perdue sans retour, si, après d'aussi grandes fautes, elle ne sait pas se régénérer dans l'union des partis, dans la liberté, l'ordre, et ces vertus viriles qui donnent une forte organisation militaire et des lois d'une rigueur implacable.

Du 6 au 14 juillet 1870, les jours s'écoulèrent dans

une anxiété indicible. Les dépêches volaient de Paris à Ems où se trouvait le gouvernement prussien. L'insulte faite à notre ambassadeur rompit les négociations. Dès le 14, un décret impérial appela à l'activité la deuxième portion du contingent des classes de 1865, 1866, 1867 et 1868, ainsi que tous les militaires liés au service. Il en fut de même de la garde mobile des départements compris dans les 1er, 2e et 3e corps d'armée. Le même jour, un autre décret donnait à l'infanterie une nouvelle formation : les régiments étaient constitués à quatre bataillons, au lieu de trois, plus le dépôt. Ainsi le premier acte de la mobilisation était un aveu des erreurs passées et une faute. Car, réorganiser le jour de la déclaration de guerre, c'était susciter d'avance des retards et la confusion.

Le lendemain, 15 juillet, le ministre des affaires étrangères fit connaître officiellement aux Chambres la fin des négociations, la déclaration de guerre et la nécessité d'appeler les réserves. Il ne restait plus qu'à charger les armes. L'Allemagne envoya le même jour ses ordres de mobilisation.

Quoiqu'on l'ait nié, la déclaration de guerre fut accueillie en France non pas avec l'enthousiasme que les préfets de l'Empire et nos ennemis ont signalé, mais avec satisfaction.

La lutte qui s'annonçait était nationale, et à ce titre le pays était disposé à l'entreprendre. Il ne doit s'en prendre qu'à lui-même et au gouvernement, s'il n'était pas prêt, et s'il l'ignorait. Mais il ne suffit pas, pour juger des dispositions d'un peuple, de s'en rappor-

ter, comme les Prussiens ont voulu le faire, aux rapports des préfets, qui répétaient en l'exagérant le mot d'ordre émané de Paris ; il ne faut pas non plus apprécier l'attitude d'une nation d'après les clameurs de quelques jeunes gens, plus ou moins ivres ou exaltés, qui parcourent les rues par groupes de trois ou quatre, à la lueur des réverbères; il faut voir l'ensemble des choses, recueillir les avis des classes éclairées et des hommes d'expérience. En France, à ce moment, on devint sérieux, on comprenait la gravité de la lutte ; on se mit à questionner les militaires dont les réponses, dictées par la foi des succès passés et l'ardeur des combats, étaient encourageantes et basées sur un bon espoir, mais rien de plus. Dans la masse des conservateurs, bien des gens âgés éprouvèrent des appréhensions tardives. Le parti de l'opposition déplora la conduite du pouvoir et lui témoigna ses blâmes les plus amers. Dans l'armée, les esprits clairvoyants, les hommes au courant de la force militaire des Allemands, se firent peu d'illusions, et quelques-uns, prévoyant nos malheurs, résolurent de faire leur devoir la mort dans l'âme.

Le général Trochu fut de ce nombre, et ne se gêna nullement pour le dire : chose surprenante, dans la maison même de Napoléon III, un ou deux hommes, fermes dans leur conviction, ne se firent pas faute de prédire nos désastres. Leur voix s'éteignit au milieu des bruyants apprêts de la guerre. Quant à l'armée en général, elle se mit en mouvement avec joie, mais avec un sérieux qu'elle n'avait jamais eu.

Et la promenade à Berlin ?

En Allemagne, l'effet produit par la grande nouvelle eut un caractère sombre et résolu. L'événement était annoncé par la Prusse comme une insulte au généralissime allemand, une agression brutale, une conquête sans déguisement, enfin une menace de pillage, d'incendie et de mort pour tous les êtres vivants. C'est ainsi que la mobilisation des turcos et des zouaves fut présentée à la population. Ah ! si l'on peut invoquer tous les châtiments de Dieu et des hommes sur les souverains qui lancent un peuple dans une pareille guerre sans réflexion ni préparation, on a bien aussi le droit de s'écrier : Malheur à ceux qui, à l'heure des combats, excitent les mauvaises passions, les appétits sanguinaires et le génie de la destruction ! Si les premiers sont des fous, les seconds sont des monstres, et leur expiation sera tôt ou tard plus terrible et plus cruelle encore.

En France, on a fait tomber une lourde part de responsabilité sur le ministre des affaires étrangères, M. de Gramont. Cependant, si nos armées suffisamment fortes eussent été victorieuses, on n'aurait pas manqué d'exalter son énergie et son patriotisme ; on en eût fait un grand ministre et un grand homme. Nous ne croyons pas qu'il faille le juger aussi sévèrement qu'on l'a fait. Du moment où son collègue de la guerre lui garantissait notre supériorité militaire, il est tout naturel qu'il ait parlé haut et ferme. Il est certain que son animosité contre la Prusse et son sentiment de l'honneur national étaient bien compris. Sa faute

est d'avoir mal jugé l'Empire, d'avoir eu confiance dans un collègue qu'il aurait dû connaître, dans une situation dont les moindres détails devaient lui être familiers, enfin d'avoir apporté dans cet acte une vivacité et une légèreté de langage indignes d'un vrai diplomate. Les conséquences en ont été si terribles, que les regrets de sa vie entière ne pourront même pas atténuer les reproches qu'il a encourus.

Le jour même de sa déclaration aux Chambres, la composition de l'armée du Rhin, arrêtée les jours précédents, fut connue au ministère. En Prusse, quoique la déclaration de guerre n'ait été communiquée que le 19 juillet et que les puissances du Sud ne nous aient annoncé leur état d'hostilité que plus tard, la composition des armées allemandes fut publiée le 18 juillet par un ordre royal (1).

II. — Mobilisation.

Nos premiers ordres de mouvement s'expédièrent le 15, à deux heures de l'après-midi. Les lois de crédit pour l'armée et la marine, ainsi que la loi pour les engagements volontaires, furent votées d'urgence dans la séance du 16. L'immense majorité de la Chambre, confiante dans la force du gouvernement et toujours docile à ses inspirations, s'empressait de seconder ses desseins. Les engagements volontaires pour la durée

(1) Voy. tableaux 1 et 2, la composition des armées.

de la guerre commencèrent; et le pouvoir, dans le but d'exalter l'esprit public, en exagéra le nombre, qui ne dépassa jamais 20 000 ou 30 000. Des sociétés de secours aux blessés, la plupart patronées par le gouvernement, se formèrent de différents côtés, et les souscriptions s'organisèrent. Un descendant de nos grandes races, le duc de Mortemart, un vieux soldat du premier Empire, qui se servait encore des éperons qu'il portait à Iéna, offrit spontanément 100 000 francs et son reste de vigueur pour la lutte prochaine. Ah! certes, il ne faut pas l'oublier, malgré notre décadence, malgré nos fautes ultérieures, malgré les signes d'avilissement que nous avons donnés, il y avait encore de grandes ressources parmi nous. On vit alors la France tressaillir de la tête aux pieds, et ses fils les plus énervés surent retrouver un instant l'antique ardeur de leurs pères. Bien organisés et bien conduits, ils eussent été dignes d'eux. Il a fallu des catastrophes sans exemple, une fatalité implacable, des incapacités notoires pour anéantir tout cela.

La mobilisation de l'armée française commence le 16, à six heures du soir. Les troupes du camp de Châlons, des armées de Paris, de Lyon et d'Algérie s'embarquent. Les Prussiens, surpris par notre activité, ne nous devancent pas. L'appel de leurs réserves et la mise en route de leurs soldats s'effectuent à peu près aux mêmes dates. Seulement, leur organisation tenait leurs troupes toujours prêtes pour la guerre, surtout pour l'offensive, quoiqu'ils affirmassent depuis longtemps le contraire, et la mobilisation s'effectuait chez

eux avec une régularité que nous ne pouvions imiter. Des deux côtés, pendant quinze jours, troupes, munitions et matériels ne cessent d'affluer sur la frontière.

Il serait inutile de s'appesantir sur les difficultés qui nous assaillirent au début. Les dépêches saisies à Saint-Cloud et publiées plus tard, ont suffisamment montré le désordre, l'incurie, la confusion qui surgirent dès les premiers jours dans nos concentrations et nos approvisionnements. La pénurie de ces derniers tenait à l'insuffisance de nos préparatifs. Mais les difficultés de la concentration venaient surtout de la dispersion des dépôts et de la dissémination de nos corps d'armée à Belfort, Strasbourg, Bitche, Saint-Avold, Thionville, Metz, Nancy et Châlons. Ces quartiers généraux furent dès le 24 juillet modifiés comme il suit : 7e corps (général Douay) à Belfort, 1er (Mac-Mahon) à Strasbourg, 5e (de Failly) à Sarreguemines, 2e (Frossard) à Saint-Avold, 3e (Bazaine) à Boulay, 4e (de Ladmirault) à Thionville, la garde à Metz, et le 6e corps à Châlons. Ce furent les véritables points de concentration. Cette dissémination de nos forces était une faute analogue à celle commise par les Autrichiens, sur leur frontière de Bohême, en 1866. Il fallait l'ignorance la plus absolue des choses de la guerre, des événements passés et de la stratégie prussienne, pour la renouveler. Le soldat, avec son instinct habituel, la comprit aussitôt. « On nous place comme des douaniers sur la frontière », dit-il en exécutant les ordres. Ces emplacements avaient été pourtant discutés; l'intendance, pour faciliter les approvisionne-

ments, demandait deux points principaux de concentration, prétendant qu'il lui serait plus aisé d'y accumuler des amas de vivres et de matériel, pour répandre de là l'abondance sur les divers groupes. Ce fut le commandement qui tint à sa dissémination. Il aurait été peut-être embarrassé d'en donner la raison. On croit généralement qu'il fut guidé par la conviction que cette dissémination était favorable aux approvisionnements. Cette faute ne fut pas la seule ; la composition de l'armée, qui paraissait au premier abord très-logique et très-étudiée, était mal comprise. Il suffisait d'un instant de réflexion pour s'en apercevoir. Dans nos guerres modernes, où la rapidité des transports et des mouvements est devenue très-grande, où l'effet meurtrier des actions de guerre est considérable, les armées, pour être à la hauteur de ces deux transformations, doivent posséder au plus haut degré deux qualités : la légèreté et la cohésion. L'unité de combat, c'est-à-dire le groupe d'hommes qui peut par sa composition et son effectif livrer seul un combat vraiment utile, est le corps d'armée. Les guerres du premier Empire avaient déjà établi ce principe. L'unité de marche, c'est-à-dire le corps le plus nombreux et d'une valeur défensive suffisante, qu'on puisse prolonger sur une direction déterminée, en ayant soin de le soutenir toujours, est la division. L'expérience a démontré que l'effectif du corps d'armée ne doit pas dépasser 30 000 à 40 000 hommes, et qu'il atteint plus de mobilité et de cohésion avec deux divisions qu'avec trois. La division doit compter par conséquent de

15 000 à 20000 hommes. Pour que ces mêmes qualités soient réparties sur l'armée entière, et pour que celle-ci réponde aux facultés ordinaires d'un bon commandant en chef, il est admis que son effectif maximum ne doit pas dépasser 150000 à 200000 hommes, et qu'elle doit être composée de corps homogènes. De là des armées de quatre, cinq ou six corps, chacun à deux divisions. La proportion d'artillerie, qui s'est accrue avec le perfectionnement du tir et les effectifs, doit être au début de la campagne de 3 pièces par 1000 hommes. La division étant le premier groupe constitué qui peut être appelé à livrer un combat, le plus souvent défensif, c'est à son effectif que doit s'appliquer tout d'abord cette proportion. Les mitrailleuses, n'ayant qu'un tir de mousqueterie, sont destinées à produire un effet complémentaire de celui de l'infanterie, et ne doivent pas être comptées dans l'artillerie proprement dite. Il résulte de ce qui précède qu'une division d'infanterie de 15000 hommes doit avoir 45 canons à boulets, sans compter ceux de réserve placés d'ordinaire entre les mains du commandant du corps d'armée. Il est évident que dans ces supputations, pour éviter les non-valeurs et les illusions qui en résultent, on entend par hommes des combattants réels. Enfin, la cavalerie entre aussi dans les armées dans une proportion déterminée. Chaque corps en marche, devant être éclairé à une distance d'une ou deux journées pour éviter les surprises et avoir de bons renseignements, et la division étant ordinairement composée de 2 brigades à 2 régi-

ments et d'un bataillon d'infanterie légère ou de chasseurs à pied, il en résulte qu'il faut ou moins à la division un régiment de cavalerie à 5 escadrons de guerre, sans compter ceux qui doivent être entre les mains du commandant du corps d'armée pour produire à certains moments soit une action à distance, soit un choc dans le combat, devenu cependant presque impossible par suite de l'effet meurtrier du tir. Enfin, pour que le commandement ait une action efficace et obtienne l'obéissance nécessaire, on a depuis longtemps reconnu indispensable d'avoir un grade distinct pour le commandant en chef de l'armée, du corps d'armée, de la division et de la brigade, c'est-à-dire quatre grades de généraux. Tels sont dans leur ensemble et sans s'occuper des services accessoires, génie, train, intendance, ambulance, non-valeurs, les principes élémentaires qui président à la composition d'une armée moderne. La nôtre les négligeait presque tous.

Au lieu de deux armées de 150 000 hommes, on en faisait une de 300000, masse toujours peu maniable, même pour un grand homme de guerre. Au lieu de corps d'armée homogènes et divisés en deux groupes principaux, on constituait 3 corps d'armée à 4 divisions d'infanterie, 4 à 3 divisions, et 1, la garde, à 2 divisions seulement. Comme notre mobilisation était lente, et l'arrivée des réserves, variable suivant les facilités de transport, l'effectif des régiments, et par suite des autres fractions de l'armée, ne pouvait rien avoir de fixe. La force des corps à 4 divisions pouvait s'élever à

40 000 ou 50 000 hommes, chiffre toujours trop considérable au point de vue de la mobilité ; les corps à 3 divisions pouvaient varier de 30 000 à 36 000 hommes ; la garde, de 20 000 à 25 000. Quant à l'artillerie, comme on l'a déjà vu, la division ne comptait que 12 canons à boulet. Elle n'avait pas de cavalerie ; celle-ci était rassemblée en divisions de 2 ou 3 brigades, sous les ordres spéciaux du chef du corps d'armée. Et tandis que le rôle de cette arme, limité désormais à une seule fonction, la reconnaissance à grande distance et l'action rapide sur un point donné, nécessitait uniquement de la cavalerie légère escortée d'une artillerie également très-mobile, nous avions trois sortes de cavalerie, la grosse, la légère, celle de ligne. Il est inutile d'ajouter que dans son instruction cette arme n'avait jamais appris qu'à se conserver intacte pour le choc ; que la topographie, l'audace individuelle et les courses lointaines avaient été totalement négligées. Enfin le commandement des corps d'armée et des divisions était exercé par des généraux de même grade, sauf trois maréchaux, qui, par leur expérience de la guerre, se considéraient avec raison comme plus capables que leur commandant en chef. Quelques-uns des généraux chefs des corps d'armée, par suite de fonctions spéciales dans l'État, tels que le gouverneur du prince impérial, le commandant de la garde ou les aides-de-camp de l'Empereur, se regardaient comme aussi puissants que les maréchaux, tandis que leurs divisionnaires à leur tour ne voyaient en eux que des égaux.

Malgré ces fautes et les difficultés qu'elles faisaient naître, nos corps s'étaient formés, l'armée était rassemblée, et le 28 juillet l'Empereur se rendait à Metz. Voici quelle était, à la date du 29, la situation de nos forces et de celles de l'ennemi :

	Hommes.
1er corps, de Strasbourg à Reichshoffen...	37 000
2e corps, à Saint-Avold et Forbach......	23 430
3e corps, à Boulay et Boucheporn.......	35 800
4e corps, à Thionville et Kedange.......	26 000
5e corps, à Sarreguemines et Bitche.....	23 000
6e corps, à Châlons, Soissons et Paris....	29 900
7e corps n'ayant encore réunis à Belfort que.	9900
Garde, à Metz........................	20 500
Réserve de cavalerie, à Lunéville........	4100
Réserve du génie.....................	450
Total......................	210 000 (1)

Si l'on avait voulu agir avec audace et vigueur, on aurait donc pu, dès cette époque, commencer les hostilités.

Depuis la déclaration de guerre, les Allemands avaient mobilisé toutes leurs troupes et formé trois armées : la première, sous le commandement du général d'infanterie von Steinmetz, se composait du 7e corps (Westphalie) et du 8e (provinces rhénanes); elle devait se concentrer sur la Sarre, entre Trèves et Neunkirchen. La deuxième, sous les ordres du général de cavalerie prince Frédéric-Charles, comprenait la garde, le 3e corps (Brandebourg), le 4e corps (provinces de Saxe et d'Anhalt), le 9e corps (Schleswig-Holstein, villes hanséatiques et Mecklembourg), le 10e corps (Hanovre, Oldenbourg et Bruns-

(1) Ces chiffres sont officiels.

wick), le 12e corps (royaume de Saxe), et devait se concentrer sur la ligne Kreuznach-Worms, de la Nahe au Rhin; la troisième armée, sous les ordres du prince royal, général d'infanterie, comprenait le 5e corps (Posen et Liegnitz), le 11e (Hesse, Nassau, Saxe-Weimar et Cobourg-Gotha), le 1er et le 2e corps bavarois, le corps badois-wurtembergeois. Elle avait pour lieu de rassemblement Landau. Le 1er corps (Prusse orientale), le 2e (Bromberg et Posen), le 6e (Silésie) et une division du 9e, devaient rester dans l'intérieur du pays, pour défendre les côtes et surveiller la frontière autrichienne. Cette répartition fut promptement modifiée, quand la Prusse sut qu'elle nous trouverait seuls devant elle; les troupes laissées en arrière gagnèrent rapidement la France, et furent réparties dans les trois armées. Les corps d'armée allemands furent uniformément composés de 2 divisions à 2 brigades, avec 1 bataillon de chasseurs à pied, 1 bataillon du train, 1 bataillon de pionniers, 1 régiment d'artillerie de campagne et 2 régiments de cavalerie à 4 escadrons, soit :

État-major	560
24 bataillons d'infanterie	24000
1 bataillon, chasseurs	1000
1 bataillon, pionniers	800
1 bataillon du train	1450
1 régiment, artillerie de campagne	3000
2 régiments, cavalerie	1200
Total	32010

Quelques corps, la garde, le 9e, où entrait la division hessoise, le 12e (saxon), et ceux du sud, s'écartèrent

de cet effectif, le plus souvent en le dépassant. De telle sorte qu'au 6 août, l'Allemagne eut en ligne 465 000 hommes ; dès le 11 août, 570 000 hommes ; et le 18, 600 000 hommes (1). A la date du 28 juillet, l'envoi des troupes sur la frontière avait marché moins rapidement qu'en France, mais la mobilisation suivait néanmoins une marche plus régulière et plus sûre. On signalait sur la Sarre une masse de 40 000 à 60 000 hommes; de grands rassemblements à Manheim, Landau et Rastadt. L'ennemi était donc en voie d'organisation. En réalité, le transport de ses troupes vers la frontière n'avait commencé que le 23 juillet, et à la date du 25 il n'avait encore dans les provinces rhénanes et le Palatinat que 17 bataillons d'infanterie, dont 7 sur la Sarre, et 11 escadrons de cavalerie. Le 31 juillet, deux corps, les 7e et 8e, se trouvaient en marche de Trèves sur Saint-Wendel; autour d'Alzey, à l'ouest de Mayence, il y avait 3 à 4 corps, et près de Landau le même nombre. Entre la Sarre et le Rhin, le territoire allemand n'était occupé que par 60 000 à 70 000 hommes. Malgré le retard apporté dans l'envoi de nos approvisionnements, nous étions donc en état de prendre l'offensive, de remporter dès le début un succès important et d'occuper le pays ennemi. L'arrivée de l'Empereur fit croire à un mouvement en avant. Il n'en fut rien, et cette inaction inspira aussitôt des doutes sur l'efficacité du plan de campagne. Ce plan, quel était-il en effet et quel pouvait-il être?

(1) Voy. tableau 2.

autrefois une place forte ou une grande ville, mais bien un embranchement de lignes ferrées. Aussi nos deux premiers points objectifs en 1870 devaient-ils être Neunkirchen dans les provinces rhénanes, et Neustadt dans le Palatinat bavarois. Si, grâce à d'habiles combinaisons tactiques, nos armées avaient triomphé sur ces points et réussi à franchir le Rhin, les objectifs à atteindre par un deuxième effort eussent été Darmstadt, Francfort, Giessen, et sur la droite, en dehors de la direction générale, Würtzbourg; en troisième ligne, Eisenach, Nordhausen, Kreiensen; en quatrième, Leipzig, Halle et Köthen, pour essayer ensuite dans une dernière combinaison de passer l'Elbe et d'avoir la voie libre jusqu'à Berlin; mais pour réaliser un pareil plan, il fallait, on le voit, deux ou trois armées, un commandement suprême sûr de ses volontés, des généraux aussi instruits que braves, audacieux, habiles. Ces éléments n'existaient pas. Cependant avec 250 000 à 300 000 hommes, de bons soldats, une tête, on pouvait encore bien des choses.

Une attitude défensive sur les lignes de défense successives qu'on rencontre entre le Rhin et Paris, les Vosges, la Moselle, l'Argonne, la Meuse, l'Aisne et la Marne, était peut-être ce qui convenait le mieux à notre infériorité numérique. Mais avant de se résoudre à la cruelle nécessité de subir l'invasion, il y avait certes un meilleur parti à prendre.

La configuration géographique de notre frontière entre Lauterbourg et Thionville présente au centre un massif montagneux formé par les ramifications des

Vosges, d'un accès difficile pour de grandes masses de troupes; à ses extrémités se trouvent deux vallées, la Lauter et la Sarre, qui sont coupées par de nombreuses routes, deux voies ferrées importantes, et dont les versants, parsemés de grands bois, permettent de masquer des concentrations militaires et des préparatifs d'attaque. Ces dispositions naturelles, jointes aux usages tactiques des Allemands de tenter toujours un effort sur les ailes de l'adversaire, devaient nous faire supposer que l'attaque principale serait dirigée sur la Lauter ou sur la Sarre.

Pour nous, le champ d'opérations naturellement indiqué était la rive gauche du Rhin, provinces rhénanes et Palatinat bavarois. On ne pouvait songer à aller au delà dès qu'on s'était aperçu de la supériorité de l'organisation allemande. Il fallait donc y chercher un succès sérieux, assez décisif pour en permettre l'occupation, et s'arrêter ensuite en offrant la paix et en laissant aux populations le droit de se déclarer par un vote pour la France ou l'Allemagne. On aurait eu ainsi tout le prestige de la modération. Pour atteindre ce but, grâce à la rapidité de nos chemins de fer, qui ont pendant les onze premiers jours de la mobilisation fait partir un train militaire de demi-heure en demi-heure, il fallait concentrer toute l'armée entre Bitche et Forbach, occupant ainsi le centre de la ligne d'invasion, avec un chemin de fer qui courait sur ses derrières et deux voies ferrées qui, aboutissant à chacune de ses ailes, offraient un moyen rapide de ravitaillement. Tout d'abord il fallait se renseigner exactement sur la

position et l'effectif de l'ennemi. Du 28 juillet au 2 août, il n'y avait pas plus de 60 000 hommes sur la Sarre, et 250 000 environ entre Landau et Kreuznach. Un premier mouvement offensif sur la ligne Sarrebrück-Mayence, avec une conversion à gauche, pour couper les 7e et 8e corps de leur retraite sur Mayence, permettait d'espérer leur destruction, et l'occupation de Neunkirchen. L'armée pouvait faire un changement de front, et marcher rapidement sur la ligne Neunkirchen-Manheim (1). Elle avait la chance de couper les noyaux des 2e et 3e armées, de surprendre quatre ou cinq corps ennemis en voie de concentration, par suite des probabilités de succès, après lesquels elle restait sans doute maîtresse des points de Kaiserslautern, Kreuznach et des provinces rhénanes; un nouvel effort pouvait amener une lutte avantageuse contre les masses réunies autour de Landau. Un esprit sage eût alors négocié, et, en cas de refus, franchi le Rhin entre Mayence et Manheim, afin de couper en deux les rassemblements effectués sur la rive droite du fleuve. La rapidité de ces opérations pouvait seule donner des gages de victoire, et permettre de désorganiser, dès le début, 200 000 à 300 000 Allemands.

Les plus simples notions de l'art militaire suffisaient pour déterminer l'autorité supérieure à agir ainsi, car si les progrès modernes ont profondément modifié la stratégie et la tactique, les grands principes qui en

(1) Voy. pl. I.

sont les bases n'ont jamais varié, et parmi ceux dont l'application en 1870 était évidente, même pour un homme étranger au métier, il fallait au moins se souvenir de ceux-ci :

« Les petites armées doivent toujours agir en masse. »

« Un général qui, par la rapidité de ses mouvements » ou l'habileté de ses manœuvres, peut mettre en ac- » tion au même instant, et au point principal de l'at- » taque, un plus grand nombre d'hommes que l'en- » nemi, les troupes étant égales en valeur, doit né- » cessairement remporter la victoire. »

« Le secret de la guerre est dans le secret des com- » munications, et jamais, quoi qu'on en dise, il ne sera » dans les jambes. Il est tout entier dans la tête qui les » fait mouvoir; une armée peut faire des marches » forcées pendant toute la campagne; elle n'en sera » pas moins perdue, si la direction de ses marches » est fautive. »

« Il importe que les premières bases d'un plan de » campagne soient bien combinées et que les principes » de l'art y président; c'est même de ces premières » bases que dépendent les grandes chances, les grands » résultats. »

« Les lignes d'opération ont leur clef comme les » champs de bataille; dans les premières, les grands » points stratégiques sont décisifs, comme les points » qui dominent la partie faible le sont dans une posi- » tion de combat (1). »

(1) Jomini, *Traité des grandes opérations*, t. I et III, chap. VII et XV.

Malheureusement ces principes, ceux qui en découlent, leur application, et par suite la science qui en résulte, semblaient ignorés en France, tandis qu'en Allemagne, les généraux, les officiers subalternes, les gens du peuple même en sont pénétrés et savent apporter dans la lutte la précision, la régularité, l'ardeur que ces connaissances entraînent. Cependant, comme on le verra plus tard, et malgré l'exagération de leurs admirateurs, les Allemands ont commis des fautes dont l'armée française aurait pu profiter, si les siennes ne s'étaient multipliées jusqu'à favoriser leurs desseins.

CHAPITRE III.

PREMIÈRES HOSTILITÉS.

I. — **Affaire de Sarrebrück (2 août). — Combat de Wissembourg (4 août). — Bataille de Wœrth-Reichshoffen (6 août). — Retraite des 1er et 5e corps.**

Dans les derniers jours de juillet eurent lieu sur la Sarre et sur la Lauter quelques rencontres de cavalerie qui furent jugées insignifiantes. Elles prouvaient cependant, ou bien que l'ennemi était en force de l'autre côté de la frontière, ou bien que ses démonstrations cherchaient à masquer sa faiblesse momentanée. Il eût été utile d'éclaircir le fait; mais les reconnaissances de cavalerie n'osèrent s'aventurer assez loin pour se renseigner sûrement. On a vu ce qui en était à la date du 25 juillet.

Le 29, l'ordre fut donné de se préparer à franchir

la Sarre le 31, entre Sarrebrück et Sarreguemines. Les 2e, 3e et 5e corps furent placés à cet effet sous le commandement du maréchal Bazaine; l'Empereur gardait à sa disposition le 4e corps qui devait faire une manifestation vers Sarrelouis, et la Garde qui était à Metz. En même temps, les 1er et 7e corps recevaient l'ordre de se porter de Belfort et Strasbourg sur Haguenau. La dernière partie seule fut exécutée. Le maréchal Bazaine et les commandants de corps firent des représentations sur l'imperfection de leurs approvisionnements, notamment des effets de campement, cette partie du bien-être à laquelle on s'était trop habitué. On possédait cependant des hommes et des munitions; il fallait marcher. L'Empereur, qui n'avait pas en lui-même cette confiance que doit posséder tout chef d'armée, fut ébranlé. On se contenta de fatiguer les troupes dans des allées et venues sans but défini, et de demander partout à grand renfort de télégrammes les effets réclamés. Le trouble, l'indécision, l'incohérence de ces débuts furent inexprimables. Le public en a eu depuis longtemps connaissance. Il est superflu d'y revenir.

Combat de Sarrebrück, 2 *août*. — Cependant, on était impatient, défaut toujours fatal à la guerre. Pour calmer les esprits, et aussi pour paraître exécuter le mouvement projeté le 31, on résolut d'occuper, dans la journée du 2 août, les hauteurs de la rive gauche de la Sarre qui dominent la ville de Sarrebrück.

A cet effet, dès le 1er août, le 2e corps porta ses

deux premières divisions (Vergé et Bataille) à Forbach; sa 3e (Laveaucoupet) à Œting. Le 3e corps avait transféré son quartier général à Saint-Avold; le 4e, à Boulay; le 5e restait à Sarreguemines

Le 2, à dix heures du matin, la division Bataille, soutenue en seconde ligne par la division Laveaucoupet à droite et la division Vergé à gauche, s'avance vers Sarrebrück qui était occupé par un bataillon, le 2e du 40e régiment prussien, avec trois escadrons et deux pièces de canon. La 2e brigade occupe Saint-Arnual qui n'était défendu que par une compagnie d'infanterie. Puis, secondée par la 1re brigade, elle se porte sur les hauteurs qui dominent le champ de manœuvres. L'ennemi, après avoir riposté, n'ayant qu'un millier d'hommes à opposer à un corps d'armée de 25000, évacua la ville et se replia avec ses deux canons sur la route de Neunkirchen, sans être inquiété. Sur ces entrefaites l'Empereur et le prince impérial étaient arrivés sur le lieu de l'action; « *Louis avait reçu le baptême du feu.* » L'affaire étant terminée, les troupes campèrent sur les hauteurs en face de Sarrebrück, et le major général annonça à Metz ce ridicule début d'hostilités par ces mots : *Jolie affaire, presque sans pertes.* Les pertes, de notre côté, étaient de 73, tués et blessés, celles de l'ennemi de 75. Appeler *jolie affaire* un engagement où nous étions 25 000 contre 1000! C'est ainsi que commença cette campagne contre l'ennemi le plus sérieux, le plus fort et le plus haineux que la France ait jamais eu. On ne peut expliquer cette sorte de parade que par la nécessité de

donner satisfaction à l'opinion publique, en simulant une ouverture d'hostilités, et de voiler ainsi les défectuosités de l'organisation. Dans les rangs de l'armée, elle produisit un triste effet; on commença à douter de la direction suprême.

Pendant ce temps les forces de l'ennemi s'étaient rapidement accrues. Ses troupes affluaient depuis le 23 sur les points de concentration, et chaque jour avait apporté aux effectifs de nouveaux contingents.

Déjà nous avions perdu, à la date du 2 août, la supériorité du nombre, et l'attaque était imminente. Dans l'armée on ne paraissait pas s'en douter, malgré l'avis de quelques officiers. A la date du 3 août, nous avions laissé passer l'instant favorable; les renseignements recueillis au quartier général ne permettaient plus de doute à cet égard. A ce moment, en effet, les forces ennemies entièrement mobilisées se groupaient comme il suit :

1re *armée.* — 7e corps, à Losheim; 8e corps, à Lebach, ses divisions de cavalerie sur la Sarre.

2e *armée.* — 5e division de cavalerie à Sarrebrück; 6e devant Sarreguemines; 3e corps à Baumholder; 4e corps à Kaiserslautern; la garde royale, les 9e, 10e et 12e corps en arrière, entre Flonheim et Worms.

La 3e armée était rassemblée tout entière autour de Landau (1).

(1) Voy. pl. II.

Il était encore possible, ou bien d'assaillir en force la droite ennemie, ou bien de se masser sur une position défensive et d'empêcher par une résistance énergique l'invasion du territoire.

Au lieu d'agir ainsi, on resta divisé et réparti sur la longue ligne de Strasbourg à Thionville, et le maréchal Mac-Mahon lui-même dispersa ses troupes de Strasbourg à Wissembourg. L'Empereur ou plutôt le major général lui avait signalé dès le 1er août les grands rassemblements ennemis dans le Palatinat, lui prescrivant de se replier s'il était attaqué par des forces supérieures, et lui indiquant comme lignes de retraite les quatre routes qui du Bas-Rhin convergent vers Bitche. Cette mesure était sage, mais le maréchal ne se rendit pas un compte exact de la situation et des forces allemandes, et prit d'autres dispositions. Il envoya d'abord la division Douay se poster seule, en extrême grand'garde, à Wissembourg, de telle façon qu'il était impossible de la secourir, si elle était attaquée. Le 2 août au soir, cette division, partie de Haguenau, et appuyée par la brigade de cavalerie de Septeuil, prit position sur le Geissberg, hauteur au sud-est de Wissembourg, d'où l'on domine la ville et ses abords. Elle avait devant elle la Lauter et la grande route de Wissembourg à Landau, sur la gauche, au-delà de la rivière, les bois de Bergzabern, et sur sa droite, à environ 6 kilomètres, le Bien-wald, forêt qui s'étend jusqu'au Rhin. Au même moment le général Ducrot, avec la 1re division, se trouvait à Wœrth. Les généraux Raoul et Lartigue, avec les 3e et 4e divisions, étaient en

arrière. La cavalerie était répartie entre Soultz, Seltz et Haguenau (1).

Depuis le 2, l'armée du prince royal était assez complétement organisée pour se mettre en mouvement. Elle comptait 183 000 hommes, répartis comme il suit :

5e corps	32 000
11e corps	32 000
1er corps bavarois	38 000
2e corps bavarois	32 000
Corps badois, wurtembergeois	42 000
2 divisions de cavalerie	7 200
Total	183 200

Elle occupait, le 3, les positions suivantes : le 5e corps à Billighem ; le 11e à Rohrbach ; le 1er corps bavarois à Rülzheim ; le 2e, une division à Bergzabern, formant avant-garde de l'armée, une autre à Landau, les Badois-Wurtembergeois à Rheinzabern, la cavalerie à Mörlheim. L'ordre de mouvement fut donné ce jour même pour le lendemain.

Combat de Wissembourg, 4 août. — Le 4 août, au point du jour, les troupes allemandes se mirent en marche ; le 5e corps se dirigea droit sur Wissembourg pour attaquer le Geissberg de front ; une partie de la division bavaroise (von Bothmer), qui était à Bergzabern, devait attaquer la ville ; l'autre, tourner le Geissberg par Weiler, en masquant son mouvement par le bois du même nom ; le 11e corps devait gagner le Bien-wald, puis, caché par ce rideau, déboucher sur la route de Lauterbourg-Wissembourg et tourner la

(1) Voy. pl. III.

position française par sa droite. Les Badois-Wurtembergeois devaient s'emparer de Lauterbourg, la cavalerie s'avancer jusqu'à Ober-Otterbach, et le 1[er] corps bavarois former réserve générale à Langen-Kandel (1). Cette marche s'accomplit sans difficulté; et vers neuf heures du matin, au moment où les soldats de la division Douay allaient en corvée dans la ville et faisaient tranquillement leur soupe, ils furent surpris par l'ennemi. Dans une guerre aussi grave, en présence d'un ennemi redoutable, lorsqu'on savait d'ailleurs qu'on n'était pas protégé au loin par des reconnaissances de cavalerie, on n'organisa même pas un service de grand'garde suffisant pour avoir le temps de prendre les armes en cas d'attaque! Sans doute le soldat se fiait à la vigilance du chef, celui-ci à celle du soldat, et chacun se disait que, suivant le cas, on *se débrouillerait*. Funeste conséquence de nos habitudes d'Afrique, de notre vanité militaire, des négligences de notre instruction pratique! Ainsi, le 4 août, nos soldats furent surpris en plein bivouac, et pendant toute la campagne il en sera ainsi. On n'eut pas le temps de plier les tentes; on courut aux faisceaux, et le combat commença, pendant que l'ennemi bombardait Wissembourg des hauteurs de Schweigen. La division Douay avait l'avantage de la position; son chef était vaillant; elle lutta vigoureusement contre les troupes huit fois plus nombreuses qui l'attaquaient. Mais bientôt le général Douay fut tué, Wissembourg pris; le 11e corps apparaissait sur la droite; d'autres colonnes débouchaient de

(1) Voy. pl. III.

Veiler ; après une résistance opiniâtre autour du château de Geissberg, il fallut battre en retraite sous peine d'avoir ses communications coupées ; elle s'opéra en bon ordre par la route de Soultz, protégée par l'artillerie, qui laissa un canon aux mains de l'ennemi. Celui-ci n'activa pas la poursuite ; il campa sur le terrain conquis, pendant que la gauche de son armée, composée des Badois et Wurtembergeois, franchissant la Lauter, campait aussi sur ses rives. L'invasion était commencée ! Le 4 août 1870, date funèbre pour tous les hommes témoins de nos désastres, souvenir douloureux qui restera gravé dans nos cœurs et qui commence la longue liste de malheurs inscrite dans cette triste page de notre histoire !

Le combat de Wissembourg avait été sanglant. La division Douay comptait 1200 hommes hors de combat ; elle avait perdu son chef, un millier de prisonniers, un canon et tous ses bagages ; l'ennemi ne comptait que 700 tués ou blessés.

Nous avions eu en ligne :

1 division d'infanterie.	8000 h.
1 brigade de cavalerie.	1000
Total.	9000 h.

L'ennemi avait engagé :

Le 5e corps.	32000
Le 11e corps.	32000
La division bavaroise (von Bothmer).	16000
Total.	80000 h.

Le général Douay s'était donc battu 1 contre 8. En

comptant plus rigoureusement et en négligeant les troupes chargées des mouvements tournants, il avait eu contre lui :

Le 5ᵉ corps	32 000 h.
Une brigade bavaroise	8 000
Total	40 000 h.

Soit près de 1 contre 5.

Si l'on peut reprocher au brave et infortuné général qui succomba glorieusement de n'avoir pas su se garder, il faut reconnaître aussi que cette malheureuse affaire fut le résultat d'autres inconséquences. On avait commis une faute grave en isolant une division devant un ennemi supérieur en nombre. Elle ne pouvait être placée ainsi que pour remplir le rôle d'avant-garde d'une armée prête à entreprendre un mouvement offensif. Dans ce cas, elle aurait dû être accompagnée, en proportion suffisante, de troupes de toutes armes. Mais, vu les forces de l'ennemi et leur degré de concentration, renseignement qu'il fallait connaître avant de faire un pas en avant, la division Douay ne pouvait avoir à Wissembourg qu'un rôle de grand'-garde ; par conséquent, elle devait éviter le combat et se replier vers le corps principal ; et, dans ce cas encore, il fallait que sa brigade de cavalerie surveillât la frontière, prête à couvrir sa retraite. Enfin, lorsque le général Douay prévint son chef direct, le 3 au soir, de l'approche des Prussiens en masses compactes, on eut le tort de lui prescrire formellement le combat. Telles furent les causes de notre premier échec.

On devine aisément la triste impression qu'il fit sur l'armée et sur le pays. Après les fautes stratégiques du début, venaient les fautes tactiques. On pouvait déjà prévoir le sombre avenir qui nous attendait. L'organisation, les effectifs, la science militaire, l'instruction pratique, les vivres mêmes et les munitions manquaient. On n'avait le temps de réparer aucune de ces défectuosités. La victoire était assurée à l'ennemi pour tout le reste de la campagne. Quelques esprits ne s'y trompèrent pas; et, après avoir pressenti nos désastres avant la déclaration de guerre, ils en furent désormais convaincus.

Le maréchal Mac-Mahon essaya cependant de réparer ce revers; mais des renseignements divers font supposer que lui-même, à partir de ce moment, se fit peu d'illusion. Dans la journée du 4, il avait porté son quartier général à Haguenau; la 1re division (Ducrot) s'était établie à Lembach, occupant la position placée un peu au sud de Nothweiler; la 3e division (Raoul) était à Reichshoffen; la 4e division (Lartigue), moins un régiment, le 87e qui avait été laissé à Strasbourg, était à Haguenau; la cavalerie à Seltz, Haguenau et Brumath. L'Empereur venait de mettre à la disposition du maréchal le 5e corps (de Failly); le 7e et la 2e division de cavalerie de réserve y étaient déjà. Si ces trois corps eussent été au complet, ils auraient pu, réunis, former une masse de 100 000 hommes; il y avait dans le premier les troupes les plus solides de l'armée; leur chef inspirait une grande confiance, il possédait de l'expérience, une bravoure incontestée,

une énergie rare, du coup d'œil et cette ténacité si précieuse sur les champs de bataille. La 3ᵉ armée allemande pouvait donc être arrêtée; mais les défauts de notre organisation, de nos approvisionnements, un commandement en chef mal établi annihilèrent ces faibles chances. Le maréchal Mac-Mahon appela à lui immédiatement une division du 7ᵉ corps, celle du général Conseil-Dumesnil ; la 2ᵉ allait occuper Mulhouse, et la 3ᵉ était encore en formation à Lyon. En même temps, le 4 dans l'après-midi, le 5ᵉ corps reçut de l'Empereur l'ordre de porter ses deux divisions à l'appui de celle qui était à Bitche. Quant au maréchal, averti de cette disposition, il adressa, le 5, au général de Failly la dépêche suivante, qui ne semblait pas pressentir la bataille du lendemain : « *Faites-moi connaître quel jour et par où vous me rallierez; il est indispensable que nous réglions nos opérations* (1). » Le commandant du 5ᵉ corps, ne jugeant sans doute pas plus que son chef qu'il y avait urgence, répondit que sa division de Lespart partirait de Bitche le 6 au matin, et que les autres suivraient. Malheureusement, il les avait échelonnées l'une derrière l'autre sur l'unique route de Sarreguemines à Wœrth par Bitche, laissant à Sarreguemines la brigade Lapasset. Le général de Failly ne pouvait du reste deviner la nécessité de diriger ses troupes à marche forcée et par tous les chemins possibles sur Wœrth, puisque le billet du maréchal, reçu le 6 à deux heures de l'après-midi, ne portait encore que

(1) *Opérations et marches du 5ᵉ corps*, par le général de Failly.

ces mots : « *Envoyez le plus tôt possible une division à Philipsbourg et tenez les autres prêtes à marcher.* »

Le malheur dans ces dispositions venait donc de ce que le maréchal, au matin même du 6 août, ne se doutait pas encore de la lutte qu'il allait avoir à soutenir. Cette ignorance, causée par une insuffisance de renseignements sur le nombre et la position de l'ennemi, avait porté le commandant du 1er corps à concentrer ses divisions sur le Sauerbach, afin d'exécuter, de concert avec le 5e corps, le 7 août, un mouvement en avant sur le flanc droit des Prussiens. Étrange combinaison qui l'amenait à manœuvrer sans tenir compte des ressources et des projets de son adversaire. Aussi l'attaque imprévue de celui-ci allait-elle faire échouer son plan.

Bataille de Wœrth-Reichshoffen. 6 *août.* — Aux environs de Frœschwiller, sur la rive droite de la Sauer, se trouve une bonne position défensive comprise entre Langensulzbach au nord et Morsbronn au sud, dominant la vallée de la Sauer et couvrant en arrière les routes de Wœrth et de Haguenau à Bitche. En face, sur la rive gauche, se trouve le Gunstett, plateau assez élevé et assez large pour servir de point d'appui à une attaque contre la position de Frœschwiller, ou pour concourir avec elle à intercepter la route de Wœrth à Haguenau. Le maréchal rassembla sur ces emplacements, le 5, une partie des troupes dont il disposait : la 1re division, à Klimbach; la 2e, qui avait rallié le reste du 1er corps, à Malstall; la 3e, à Wœrth;

la 4e, à Gunstett; les réserves et la cavalerie, au sud de Frœschwiller ; la 2e division de cavalerie de réserve, à Brumath. Le même jour, la 1re division du 5e corps atteignait la ferme de Freidenberg, et la 2e, Rhorbach.

Le lendemain, 6 août, ne jugeant pas que ses forces lui permettaient d'adopter un front aussi étendu, et en raison de la proximité de l'ennemi, le maréchal rectifia sa position. La 1re division (Ducrot) plaça sa droite en avant de Frœschwiller, la gauche obliquant vers Reichshoffen, ayant des postes à Neehwiller et Jœgerthal ; la 3e (Raoul) occupa les abords de Frœschwiller et d'Elsashausen; la 4e (Lartigue) quitta le Gunstett et s'établit en face de ce plateau, la droite face à Morsbronn. La 1re division (Conseil-Dumesnil) du 7e corps, arrivée de grand matin, fut placée en seconde ligne derrière la 4e division, ayant à sa gauche la 2e, qui avait combattu à Wissembourg. En arrière de cette ligne se trouvaient les brigades de cavalerie de Septeuil et Michel, ainsi que la division de cavalerie de réserve du général Bonnemains (1).

Après avoir campé, le 4 au soir, sur la rive droite de la Lauter, l'armée du prince royal s'était mise aussitôt en mouvement. Le 5e corps prit sa direction sur Wœrth, par le sud-est du Hoch-Wald, vers Roth et Preuschdorf, suivi par le 1er corps bavarois; le 2e s'avança de Wissembourg sur Lembach et Frœschwiller; le 11e corps, suivi de la division wurtembergeoise, marchait vers Soultz, et de là sur Wœrth ; la division badoise, partie de Lauterbourg, devait gagner

(1) Voy. pl. IV.

Seltz et se diriger ensuite sur Wœrth ; la cavalerie de réserve appuyait le mouvement.

Le 6 au matin, toute l'armée allemande, forte de 10 divisions d'infanterie, allait heurter nos 5 divisions, dont une, la 2ᵉ, était déjà fortement éprouvée, et tandis que ces 10 divisions se déployaient pour nous envelopper, elles allaient nous trouver sur un front rétréci de 3 divisions seulement. L'armée de Mac-Mahon comptait :

1ᵉʳ corps diminué du 87ᵉ et des pertes du 4	37 500 h.
Cavalerie de réserve	2 600
1ʳᵉ division du 7ᵉ corps, encore très-faible, environ	6 000
Total	46 100 h.

L'armée du prince royal devait en avoir 160 000 sur le champ de bataille. La France allait combattre dans la proportion d'un contre quatre environ. D'après la direction suivie par les Allemands, le premier choc devait avoir lieu sur notre gauche. C'est ce qui arriva en effet.

La division von Bothmer du 2ᵉ corps bavarois déboucha la première par Langensulzbach, et suivant les principes de la tactique allemande d'attaquer l'ennemi partout où on le rencontre, elle engagea aussitôt l'action contre la division Ducrot. A peu près au même moment, le 5ᵉ corps, débouchant par Gœrsdorf, marchait droit sur Wœrth, et prononçait son attaque sur la division Raoul, qui formait notre centre. Dès le matin, le maréchal Mac-Mahon, informé de ce qui se passait à sa gauche, s'y porta rapidement pour juger la situation. Il crut à une reconnaissance offen-

sive, manœuvre que les Prussiens pratiquent rarement, parce que leurs éclaireurs et leurs espions les renseignent toujours suffisamment sur la force et la position de leurs adversaires. Le maréchal ne tarda pas du reste à être détrompé. Vers huit heures, l'action était devenue générale sur le front des 1re et 3e divisions; la canonnade et la fusillade avaient pris une intensité violente. L'ennemi essayait évidemment de tourner notre gauche, pendant qu'une attaque vigoureuse se dessinait sur le centre. Au moyen d'un changement de front, le général Ducrot parvint à contenir ses efforts; il en fut de même au centre, et vers midi, la lutte se soutenait assez énergiquement pour qu'il fût encore possible de conserver quelque espoir; mais à ce moment le 11e corps et la division wurtembergeoise apparurent en masses profondes sur le Gunstett, et se lancèrent avec entrain contre notre droite et le village d'Esasbausen qui lui servait de point d'appui. La division badoise marchait aussi au canon, mais, trop éloignée, elle ne devait pas arriver à temps sur le champ de bataille.

L'artillerie ennemie qui, dès le début, avait surpris nos troupes par la précision, la portée de son tir, et cette grêle de projectiles qu'elle devait à sa supériorité numérique, forma en face de notre droite une batterie de 60 pièces qui l'accabla d'obus. Le maréchal, en voyant une attaque aussi redoutable, comprit qu'il allait être débordé, et redoubla d'énergie. Le combat devint acharné et sanglant; nos réserves furent engagées; la division Conseil-Dumesnil fit plusieurs retours

offensifs ; notre artillerie déploya tous ses moyens ; la cavalerie et particulièrement les cuirassiers du général Bonnemains se lancèrent à corps perdu sur l'ennemi. Tous ces efforts furent vains ; nos adversaires, grâce à leur nombre, allaient triompher d'une résistance opiniâtre qui durait, malgré des pertes énormes, depuis huit heures. Bientôt notre droite fut tournée, notre ligne de retraite menacée, et nos troupes prises en flanc, accablées par les projectiles, n'obéissant plus à cette voix du chef qui, dans de pareils moments, doit en imposer au trépas lui-même, fuyaient débandées dans tous les sens. Il est quatre heures. Le spectacle est navrant : nos masses affolées se dirigent sur Reichshoffen, et sans s'apercevoir que leur agglomération est une nouvelle chance de mort, s'entassent à l'entrée du village. « Tous les corps confondus forment une » cohue sans nom ; l'ennemi a gagné du terrain, et ses » projectiles, sifflant un grondement sinistre au milieu » de cette foule, y creusent des sillons sanglants ; le » terrain que nous traversons est couvert de mourants » et de blessés. Ceux-ci, les plus malheureux, nous » supplient de ne pas les abandonner et de les emporter. Que faire ? Le cœur déchiré, on détourne les » yeux, on cherche à éviter un pareil spectacle ; il se » reproduit à chaque pas (1). »

Le maréchal apparaît au milieu de ce sombre tableau et désigne Saverne comme point de ralliement.

(1) Extrait du carnet du commandant David du 45e, tué le 31 août, près de Sedan.

On avait encore huit lieues à parcourir. La nuit s'étendait déjà sur le champ de bataille. Vers cinq heures du soir, la division Guyot de Lespart était arrivée sur le lieu du combat : la déroute avait commencé, et on ne pouvait songer à l'arrêter. Elle prit position sur les hauteurs entre Reischshoffen et Niederbronn ; cette circonstance favorisa la retraite, et l'ennemi, n'appréciant peut-être pas encore toute l'étendue de son succès, contenu par la vigueur de la résistance, ne voulant pas non plus s'avancer dans l'intérieur du pays sans rester lié sur sa droite avec la 2e armée, n'accentua pas la poursuite.

La bataille de Wœrth était complétement perdue. Nous avions environ 4000 hommes hors de combat, un général tué, le général Colson, chef d'état-major du maréchal, et le général Raoul mortellement blessé. Les Allemands en comptaient près de 8000, dont le général von Bose, chef du 11e corps ; ils nous firent, en outre, d'après leurs assertions, près de 6000 prisonniers, dont 100 officiers, et s'emparèrent de 35 canons, 6 mitrailleuses, 2 drapeaux, de presque tous les bagages du parc de réserve du 1er corps, de la réserve d'artillerie de la division Conseil-Dumesnil, et de 2 convois d'approvisionnements laissés dans la gare de Haguenau.

Pendant que ce désastre s'accomplissait, le général de Failly du 5e corps, qui était arrivé à Bitche, redoutant une attaque du côté de Deux-Ponts, avait envoyé à ses divisions Goze et l'Abadie l'ordre de suspendre leur marche. La dépêche du maréchal, reçue à deux heures

de l'après-midi, ne lui demandait que l'envoi d'une division à Philipsbourg; il laissa en conséquence la division de Lespart continuer son mouvement, et par suite, au lieu de s'arrêter à Philipsbourg, elle put pousser jusqu'au-delà de Niederbronn. Dans cette journée, le 5e corps, dont le chef a été faussement accusé par une opinion aveugle de refus d'obéissance, s'était trouvé dans une position critique, sans ordres précis, engagé sur ses deux ailes à Niederbronn et à Sarreguemines, et menacé sur son front. Le soir, à cinq heures, une dépêche lui apprit à la fois la perte de la bataille de Wœrth et l'interception sur ses derrières de la voie ferrée, entre Sarreguemines et Bitche. Sa situation était devenue plus périlleuse encore. Le général de Failly, qui n'avait plus sous la main que trois brigades, assembla un conseil de guerre qui décida la retraite immédiate par la seule route restée libre, celle de la Petite-Pierre.

Avant de suivre dans leur retraite précipitée les troupes de ces différents corps, il est indispensable d'arrêter son attention sur les événements de cette journée. Il est à remarquer que le commandant du 5e corps, malgré les accusations dont il a été l'objet, avait exécuté les ordres qui lui étaient transmis, et fait, par conséquent, son devoir. Les causes de la défaite se trouvent dans les ordres eux-mêmes, dans l'absence de renseignements précis sur les mouvements de l'ennemi, et enfin dans sa supériorité numérique, qui lui permit de menacer en force, au même instant, les abords de la Sarre, les environs de Bitche, et la position de Wœrth. On ne savait pas assez dans l'armée

française que les troupes allemandes sont celles qui offrent le plus de facilité en campagne pour recueillir des indications précises sur leur nombre, puisque la couleur de la patte d'épaule d'un prisonnier suffit à indiquer un corps d'armée tout entier. Malgré le rideau de cavalerie dont elles se couvrent, il était donc aisé au 1er corps français d'évaluer les effectifs que lui opposait la 3e armée prussienne. Lui tenir tête, dans une position à découvert, avec 40 000 hommes était impossible ; en y ajoutant les 26 000 du général de Failly, il n'y avait guère plus de chances. Il fallait donc se replier sur des forces supérieures, ou sur une position favorable à la défensive où des renforts suffisants eussent pu nous rejoindre. D'autre part, en Alsace, quand le Rhin ou la Lauter sont franchis, il n'y a plus qu'une ligne de défense, celle des Vosges, ligne excellente, difficile à traverser, et que la tradition nationale, aussi bien que les lois de la stratégie, font un devoir de défendre à outrance. C'était par conséquent sur les Vosges et autour de leurs passages que le 1er corps français devait se placer, ralliant les 5e et 7e corps, et se bornant à empêcher l'ennemi de franchir cette barrière.

Il est probable que si le commandement avait connu la vérité sur la situation, il eût agi ainsi. Quant au 5e corps, on peut lui reprocher de n'avoir pas su marcher au canon ; mais l'eût-il fait, il n'aurait modifié les conséquences du combat de Wœrth que pour les aggraver.

Quant à la possibilité de défendre les Vosges, la su-

périorité numérique constitue dans les combats un avantage tellement considérable, qu'à moins d'une bataille gagnée dans une position fortifiée, et avec 100 000 hommes au moins sous la main, le maréchal Mac-Mahon n'aurait peut-être pas réussi dans cette entreprise. L'ennemi, grâce à ses effectifs et à son habileté pratique, serait parvenu tôt ou tard à tourner cette ligne de défense avec un ou deux de ses corps, pendant que les autres auraient fait une démonstration vigoureuse de front, sur un point déterminé de cette même ligne.

Malgré ce danger, du moment où l'on avait laissé passer le moment de prendre l'offensive, il n'y avait pas d'autre parti à adopter pour les 1er, 5e et 7e corps. Avec l'appui de l'armée de Metz et une activité analogue à celle de Bonaparte en 1796, le succès était encore possible.

Au lieu de cela, notre désastre était complet. Le 7, au matin, 20 000 hommes environ du 1er corps encombraient Saverne, 2000 avaient gagné Strasbourg, 3000 à 4000 étaient rentrés à Bitche, puis repartis avec le 5e corps pour la Petite-Pierre. Ce qui restait encore errait épuisé et débandé, essayant de retrouver des forces pour gagner les groupes principaux. Et ces troupes auxquelles on n'osait demander pour marcher au combat que des étapes de 10 à 15 kilomètres, avaient parcouru, du matin du 6 à celui du 7, plus de 12 lieues, en tenant compte des mouvements de la bataille. Elles allaient désormais marcher sans s'arrêter jusqu'à la fin du mois. Ce qui montre une fois de

plus qu'en stratégie, un des grands avantages de l'offensive, c'est d'imposer son plan de campagne à la défensive, et de lui ôter sa liberté d'action. Depuis Frédéric II, ce principe est devenu une loi pour les Prussiens. S'ils n'ont pu l'appliquer en 1806, par suite de leur manque d'unité dans le commandement et de la promptitude de Napoléon Ier, ils l'avaient déjà remis en vigueur dès 1813. En 1864 et 1866, ils en ont donné des exemples frappants, et leur organisation militaire a eu principalement pour but de pouvoir l'appliquer en tout temps et le plus vite possible.

La défaite du maréchal Mac-Mahon à Wœrth entraîna l'abandon de l'Alsace et des Vosges, et cette évacuation se fit en désordre. L'esprit des chefs semblait frappé comme celui des soldats. La fermeté dans la défaite est certainement une qualité qui manque souvent au caractère français; la prévoyance dans l'hypothèse d'un semblable événement, lui fait aussi défaut. Et cependant, il peut et il doit les acquérir. L'histoire abonde en leçons de ce genre, et pour en profiter, il suffit de le vouloir, car l'ordre dans les retraites n'est, après tout, qu'une question de sang-froid dans le commandement, et de discipline dans la troupe.

Le 7 août, le 1er et le 5e corps étaient déjà en pleine marche rétrograde. Le 7e, auquel il ne restait qu'une division, la 2e (général Liébert), l'avait dirigée la veille sur Mulhouse par suite d'un avis qui signalait une concentration ennemie à Lorrach. Il n'y avait là, en réalité, que de faibles détachements wurtembergeois chargés de faire des démonstrations dans la

Forêt-Noire, pour nous inquiéter. Le général Douay (Félix) qui commandait le corps, frère du général tué à Wissembourg, reçut le 7, de bonne heure, l'avis de la défaite de Wœrth, et l'ordre de l'Empereur de jeter une de ses divisions dans Strasbourg et de couvrir Belfort avec les deux autres. Quoique cet ordre soit resté sans effet, il est difficile à expliquer ; car les situations et les rapports reçus le 6 au soir au grand quartier général indiquaient que la division Conseil-Dumesnil avait combattu à Wœrth, et que la 3e division (Dumont) du 7e corps était encore en formation à Lyon. En vertu de ces indications, la 2e division partit de Mulhouse avec une précipitation qui commença à ébranler le moral du soldat, et regagna Belfort, où la 3e la rejoignit le 13. Ces troupes furent activement employées à mettre en état de défense les forts extérieurs, qui n'étaient qu'ébauchés.

La marche des 1er et 5e corps, de Bitche et Saverne jusqu'à Châlons, s'effectua hâtivement et en désordre, sur les directions suivantes :

DATES.	1er CORPS.	5e CORPS.	OBSERVATIONS.
7 août..	Saverne.	La Petite-Pierre.	
8 — ..	Sarrebourg.	Lixheim.	
9 — ..	Blamont.	Sarrebourg.	
10 — ..	Lunéville.	Avricourt.	
11 — ..	Bayon.	Lunéville.	
12 — ..	Haroué.	Bayon.	
13 — ..	Vicherey.	Charmes.	
14 — ..	Neufchâteau.	Mirecourt.	Le 1er corps s'embarque en chemin de fer.
15 — ..	»	Neufchâteau.	
16 — ..	Châlons.	Rimaucourt.	
17 — ..	....	Chaumont.	Le 5e corps s'embarque en chemin de fer.
20 — ..	....	Châlons.	

On est en droit de considérer la retraite de ces deux corps sur Châlons comme une nouvelle faute stratégique. Certes, quand une armée a subi une défaite comme celle de Wœrth, perdant ses bagages et ses munitions, il lui faut, pour se réorganiser, un point d'appui solide et à l'abri des coups de l'ennemi. Mais était-ce une raison pour reculer pendant 70 lieues, laisser l'ennemi pénétrer au cœur du pays, et gagner un point sans abri ni moyen de défense, après un long circuit excentrique vers le sud, en abandonnant à la 3e armée allemande la ligne directe de Nancy à Châlons?

Il ne pouvait y avoir à cette marche sur Châlons qu'un motif plausible, celui d'entraîner à sa suite l'armée ennemie, peut-être une partie de la 2e armée qui aurait cherché à se trouver en relation constante avec elle, et permettre ainsi à la masse principale de troupes françaises rassemblée sous Metz de battre près de cette ville la partie des masses ennemies laissées en arrière.

Cette combinaison pouvait peut-être réussir; mais pour cela il fallait compter sur l'imprudence des chefs prussiens et s'inspirer d'une audace désespérée, deux sentiments qui n'existaient pas.

Deux partis plus raisonnables s'offraient au maréchal Mac-Mahon : la retraite sur Metz, soit par Bitche, soit par la rive gauche de la Moselle, ou bien la retraite sur Belfort. Tous les deux avaient l'avantage de retarder les progrès de l'invasion. Le premier n'aurait certes pas empêché l'ennemi de nous couper de l'intérieur de la France et de tenter de bloquer nos troupes autour de Metz; mais il apportait

au maréchal Bazaine un renfort de 45000 hommes qu'on pouvait refaire en quelques jours; il obligeait l'armée du Rhin à agir en masse, conformément aux règles de l'art; il permettait à cette armée réunie tout entière, soit de manœuvrer autour de Metz pour y livrer deux ou trois grandes batailles, soit de se poster sur la longue ligne de la Moselle, de Thionville à Nancy, et de s'y maintenir en usant les efforts de l'ennemi.

Le second parti, la retraite sur Belfort et la concentration sur ce point de trois de nos corps, avait l'avantage d'obliger l'adversaire dès le début à diviser ses masses, et d'arrêter sa marche vers l'intérieur du pays.

Il lui était impossible en effet de pénétrer plus avant, en laissant deux armées importantes appuyées sur des places fortes, menacer ses lignes de communication.

A Belfort, le maréchal Mac-Mahon aurait pu rallier ses troupes, remonter leur moral, recevoir les renforts du midi, organiser peut-être un nouveau corps, et, établi sur une ligne rapidement fortifiée, disputer le terrain à la 3e armée. Le moindre succès à Metz ou à Belfort aurait entraîné la jonction de nos deux masses, la reprise de la ligne des Vosges et la délivrance de Strasbourg.

Toutes ces considérations méritaient que l'esprit s'y arrêtât, pour en peser la valeur et se fixer à la meilleure. Malheureusement, ni nos chefs, ni nos soldats n'avaient su se familiariser d'avance avec l'idée de la défaite et avec les mesures de prévoyance qu'elle en-

traîne. Vaincus, nous n'avons su que reculer sans plan raisonné, sans résolution énergique, sans ordre. Puisse au moins cette leçon, comme les autres, nous profiter dans l'avenir! Toutefois, il importe de ne pas imputer la faute de la retraite sur Châlons au maréchal Mac-Mahon. Elle retombe tout entière sur l'Empereur, qui prescrivit Nancy et plus tard Châlons comme point de ralliement des 1er, 5e et 7e corps. Il ne se douta pas que les deux premiers, atteignant la Moselle le 12, pouvaient gagner Metz par la rive gauche le 14, puisque ce fut ce jour-là seulement que les avant-gardes allemandes arrivèrent sur cette rivière.

Avant de revenir aux opérations accomplies à la même époque par l'armée de Metz, il est curieux d'étudier la marche de l'armée du Prince royal après la bataille de Wœrth. Le succès des Allemands sur notre droite était si complet, les prises faites et la vue même de notre retraite montraient un tel désarroi, qu'on devait s'attendre à voir le vainqueur appliquer immédiatement ce principe de l'art militaire : se disperser pour la poursuite, après s'être rassemblé pour le combat. Bien au contraire, l'armée du Prince royal ne s'occupa nullement de poursuivre Mac-Mahon, pas même de le suivre.

Le 7, en effet, les deux corps bavarois et le 11e sont rassemblés autour de Niederbronn ; le 5e est revenu à Soultz, les Badois-Wurtembergeois sont à Reichshoffen et Haguenau. Le lendemain 8, le 5e et le 11e sont réunis à Haguenau, avec la division wurtembergeoise, le 1er bavarois à Ingweiler où il fait séjour le 9 ; et le 2e ba-

varois arrive à Bitche, où il reste également le 9; les Badois sont à Brumath.

Enfin le 10 et le 11, pendant que nos 1er et 5e corps arrivent à Lunéville, l'armée royale occupe les positions suivantes : 5e et 11e corps, à Saverne le 10, à Sarrebourg le 11 ; le 1er bavarois, à la Petite-Pierre et à Diemeringen ; le 2e, à Lichtemberg et à Sarrunion; c'est-à-dire sur des directions opposées à la ligne de retraite des 1er et 5e corps français. Les Badois arrivent devant Strasbourg le 10. — Le 6e corps (Silésie), laissé au début de la guerre sur la frontière autrichienne, rejoignit la 3e armée le 11 et occupa ce jour-là Niederbronn. Un fait qui montre plus clairement encore quels étaient les projets de la 3e armée, c'est sa position autour de Lunéville et de Nancy le 16, jour où Mac-Mahon arrivait à Châlons et où Bazaine livrait la bataille de Rezonville (Mars-la-Tour pour les Allemands).

Enfin le 18, jour de la bataille d'Amanvilliers, appelée Gravelotte par les Allemands, le 5e corps seul a poussé jusqu'à Ligny; le 6e est arrêté à Nancy depuis la veille ; le 11e, le 1er et le 2e bavarois sont remontés vers le Nord, les deux premiers atteignant Vigneulles, le dernier, Thiaucourt.

Il est donc évident qu'au lieu de chercher à poursuivre les vaincus de Wœrth, la 3e armée n'a eu qu'une pensée, rester liée avec la 2e et la 1re, en leur servant de réserve. On a beaucoup vanté les conceptions stratégiques des Allemands, et eux-mêmes, avec cet orgueil inouï qui n'est comparable qu'à leurs fureurs sanguinaires et à leur rapacité, n'hésitent pas à

porter aux nues le génie de leurs chefs. Il est temps aujourd'hui de constater les défauts et les qualités de chacun, de reconnaître le talent de nos adversaires, mais aussi de l'apprécier à sa juste valeur.

La pensée qui a empêché la 3e armée de se livrer à la poursuite rapide de nos débris pour se maintenir liée à la 2e, est peut-être une mesure de prudence, mais à coup sûr de prudence excessive qui équivaut à une faute. Les vainqueurs de Wœrth ont pu croire jusqu'au 7 que Mac-Mahon et de Failly s'étaient repliés sur Bitche et Metz ; mais dès ce jour, leur cavalerie a pu les renseigner sur notre direction et sur l'état de nos troupes. Il est certain que les trente-cinq régiments de cavalerie dont ils disposaient, accompagnés de leur artillerie légère, et suivis de près seulement par deux corps d'armée, pouvaient et devaient anéantir les débris de Mac-Mahon et de Failly, avant que ceux-ci aient pu atteindre la Marne. Ils n'ont donc pas su profiter de la victoire, et ce qui les en a empêchés, c'est la crainte de ne pas être assez nombreux, et de se séparer en deux masses, qui seraient cependant restées bien supérieures aux forces françaises placées devant elles. Leur stratégie a donc pour premier principe de rester le plus nombreux possible devant un adversaire le plus faible possible. Qu'eussent-ils fait si nous avions eu comme eux en ligne, à ce moment, seize corps d'armée complets, soit 580 000 à 600 000 hommes?

Il est douteux qu'ils aient réussi à concentrer sur le point décisif des forces supérieures. Certes le talent d'un général en chef réside bien dans l'application de cette

loi; on ne peut nier que les Allemands ne lui soient restés fidèles avec une rapidité de mouvements et une habileté de manœuvres très-grandes ; mais ce qui est certain aussi, c'est qu'étant donnée leur supériorité numérique du double ou du triple, ils devaient arriver au succès beaucoup plus tôt. Après Wœrth, si leurs vaincus leur ont échappé et ont pu reconstituer la malheureuse armée qui est tombée à Sedan, ce fut leur faute. Ayant déjà en face des cinq corps de Bazaine les dix corps de Frédéric-Charles et de Steinmetz, il est surprenant qu'ils n'aient pas osé lancer les cinq corps disponibles de la 3ᵉ armée, ou tout au moins deux d'entre eux contre deux corps français en déroute. Agir ainsi, c'est se fier uniquement à la force numérique ; on peut de la sorte mener à bien des opérations de guerre, obtenir même des résultats immenses; mais incontestablement la gloire est moindre, et le génie se réduit aux proportions d'un talent sérieux, froid, attentif, persévérant, mais ordinaire.

II. — Armée de Metz. — Combat de Spicheren (6 août).

Après le 2 août, les cinq corps d'armée placés sous les ordres de Napoléon III restent dans une inaction que ne peuvent justifier ni l'indécision du commandement, ni la pénurie des approvisionnements.

Des mouvements s'exécutent, il est vrai, de Metz à Sarrebrück et de Thionville à Sarreguemines ; mais ils sont dictés par l'émotion produite au grand quartier général par des renseignements plus ou moins vagues

transmis de différents côtés. Ils n'ont d'autre résultat que de harasser les troupes et de leur inspirer une médiocre idée des conceptions dirigeantes. Les ordres et les contre-ordres se suivent.

Un corps se met en route, fait quelques lieues, rétrograde, fait demi-tour, se reporte en avant et se trouve tout à coup arrêté, souvent dans une position défectueuse. Le 4 au soir, arrive la pénible nouvelle du combat de Wissembourg.

Elle cause une impression des plus tristes ; cependant le moral n'est pas ébranlé. Ce n'est là qu'un incident des grandes guerres ; une brigade écrasée, un général tué, un canon pris ; c'est une surprise, il est vrai ; mais c'est aussi une leçon ; on peut en profiter, et le malheur est réparable. On pense même que cet échec sera peut-être un remède à notre légèreté et à notre aveuglement ordinaires, et on se décide à compter encore sur l'avenir.

C'est le lendemain que l'Empereur, après avoir placé les 1er, 5e et 7e corps sous les ordres du maréchal Mac-Mahon, donne au maréchal Bazaine le commandement provisoire des 2e, 3e et 4e ; il conserve encore la direction générale et le commandement direct de la garde.

Il semble que le souverain trouve déjà trop lourde la charge qu'il a voulu porter, et qu'il en répartit le poids sur deux de ses lieutenants, au moment même où il entrevoit la possibilité de la défaite. Cependant la division du commandement qu'il vient de prescrire est mauvaise au point de vue militaire. L'armée du Rhin était, dès le 4, divisée de fait en deux groupes ; il im-

portait de confier chacun d'eux à un chef suprême, libre de ses actions, ou, ce qui eût mieux valu, de les concentrer dans une seule main énergique et résolue. Il était inutile en effet de constituer deux masses principales, plus une troisième, avec la Garde, surtout quand on en avait une quatrième en arrière, le 6e corps à Châlons.

Tandis que l'adoption de ces mesures dénonçait les faiblesses du commandement en chef, l'aspect même des troupes et du grand quartier général ne faisaient qu'augmenter les appréhensions. Dans les camps, la pénurie, le désordre résultant des marches et des contre-marches, la fatigue, le manque de vigilance, frappaient tous les regards. Au grand quartier général, on était envahi par les curieux, les journalistes, les espions et les femmes. A côté même de ses bureaux, un des chefs de l'armée avait installé sa femme, sa fille et sa nourrice avec un enfant. Quelques officiers avaient aussi amené leurs femmes. Tout ce monde circulant au milieu des estafettes et des plantons, courant aux nouvelles, arrêtant l'un, causant avec l'autre, encombrait l'hôtel de l'Europe où l'on avait réuni l'état-major général. Les journalistes, avides de prouver leur talent de reporters, s'étaient logés dans la même maison et à côté. Le pêle-mêle était indescriptible et produisit des indiscrétions regrettables. Ainsi la composition et les emplacements de l'armée furent publiés par un journal anglais avant même que la plupart des officiers français en aient eu connaissance.

L'état-major général, composé d'officiers d'état-major instruits et dévoués, était le premier à souffrir de cet état de choses. Du reste, suivant les mauvaises traditions de notre armée, malgré son zèle, il était réduit à l'état de machine inintelligente et presque inactive. Ainsi, à la date du 2 août, il avait déjà signalé dans ses bulletins de renseignements la concentration de 40 000 à 60 000 Allemands près d'Ottweiler, et celle de la 3ᵉ armée dans le Palatinat. Ces rapports étaient restés inutiles. Pour lui-même, il y avait là une énigme et une souffrance. En un mot, dans les hautes sphères régnait la confusion, et dès ce moment l'armée de Metz avait mérité ce surnom d'*armée de Darius* qu'on lui donna plus tard, en voyant ses interminables files de bagages et d'encombrements.

C'est dans cette situation qu'elle vit se lever le 6 août, ce premier jour des grands revers.

La veille, le 2ᵉ corps, sur un ordre de l'Empereur, avait reporté son quartier général de Sarrebrück à Forbach, mouvement qui n'avait d'autre résultat que de faciliter à l'ennemi le passage de la Sarre. Le 3ᵉ corps était à Saint-Avold et avait poussé une division dans la direction de Sarreguemines, pour renforcer ce point où le 5ᵉ corps n'avait laissé qu'une brigade. Le 4ᵉ corps était à Boulay; la Garde, partie de Metz la veille, se trouvait à Courcelles-Chaussy.

L'ennemi avait résolu d'attaquer à peu près à la même époque chacune de nos ailes. Le mouvement général sur la Sarre était fixé au 7 août. Le général von Steinmetz était avec deux de ses corps, le 7ᵉ (gé-

néral de Zastrow) et le 8e (général de Goeben), aux environs de Lebach et de Holz, derrière la Sarre, à quatre petites lieues de Sarrebrück, masqué, suivant les traditions prussiennes, par de grands bois qui les séparaient de la rivière. A sa gauche, près de Neunkirchen, sur la route Sarrebrück-Saint-Wendel, était placé le 3e corps (von Alvensleben II), dont la 5e division, formant avant-garde, avait atteint Sulzbach. Le 4e corps (von Alvensleben I), constituant la gauche de la première ligne, était près de Deux-Ponts. La 5e division de cavalerie (von Rheinbaben) avait poussé ses régiments jusqu'auprès de Sarrebrück, et la 6e (duc Guillaume de Mecklembourg) en face de Sarreguemines. En seconde ligne, et à deux journées de marche en arrière, venaient le 10e corps à Saint-Wendel, le 12e et la Garde à Kaiserslautern, et le 9e à Winnweiler. Le quartier général de la seconde armée était à Hombourg.

Dès le matin du 6, des masses de cavalerie ennemie dépassèrent Sarrebrück et se montrèrent sur les hauteurs de la rive gauche, où elles furent arrêtées par le 2e corps. Celui-ci occupait la forte position de Spicheren; sa 3e division (Laveaucoupet) était placée en avant du village de ce nom, sur des crêtes qu'un ravin profond à pentes raides séparait de la Sarre; la 1re division (Vergé), couvrant le chemin de fer près de l'usine de Stiring, s'étendait à gauche de la route jusqu'à Forbach; la 2e (Bataille) était placée en arrière, sur le plateau d'Œting, formant réserve ainsi que la cavalerie (1). La division Laveaucoupet apercevant

(1) Voy. planche V.

les cavaliers ennemis les fit canonner; ils dégagèrent alors le terrain en avant du champ de manœuvres, où s'établirent aussitôt des batteries et des tirailleurs de la division de Kamecke (14e) du 7e corps. Les troupes du général Frossard étaient loin de s'attendre au combat, et malgré les démonstrations qui avaient eu lieu dans la matinée, elles durent prendre les armes si précipitamment, qu'elles laissèrent dans le camp leurs sacs, leurs effets et les tentes dressées. Les Allemands, d'après leurs rapports, n'avaient pas l'intention d'attaquer ce jour-là. Ils devaient simplement pousser jusqu'à la Sarre et prendre l'offensive le lendemain 7. Mais en voyant la rive gauche de la rivière, aux abords de Sarrebrück, évacuée par nos troupes, et croyant, d'après les renseignements de la cavalerie, à une retraite de notre part, la division de Kamecke, venue de Rockershausen, attaqua aussitôt les hauteurs de Spicheren et les abords de Stiring. Les 1re et 3e divisions de notre 2e corps, la 3e surtout, eurent à supporter ses efforts et les continrent avec énergie. Dans cette première phase du combat, Saint-Arnual, Spicheren et Stiring restèrent en notre pouvoir; la position de nos troupes n'avait pas été ébranlée (1). Vers deux heures, le feu des Prussiens se ralentit, et pendant près d'une heure nos soldats crurent à un succès. C'était peut-être le moment de prendre à notre tour une vigoureuse offensive; mais aucun ordre ne

(1) Les Prussiens ont écrit que la division von Kamecke gagna alors du terrain, ce qui est faux.

fut donné à cet égard. L'instant était décisif; l'ennemi faisait hâter sur sa droite la marche de sa 13e division et attendait des renforts avec impatience. Déjà des batteries du 8e corps avaient pris part au combat. Le général de Goeben qui le commandait arrivait sur ces entrefaites avec son corps d'armée. La 16e division (général de Barnekow) fut aussitôt engagée et lancée, avec des troupes du 7e corps reformées, contre notre droite et notre centre où la division Laveaucoupet avait déjà fait bonne contenance. D'autre part, le 3e corps prussien avançait rapidement pour se mêler à la lutte; ses batteries se plaçaient en position, et bientôt sa 5e division put assaillir notre droite. Le combat reprit avec une nouvelle ardeur; la division Bataille, formant réserve, dut envoyer une brigade au secours de la division Laveaucoupet; mais nos troupes commençaient à être épuisées par la lutte; l'artillerie ennemie, très-nombreuse, leur faisait éprouver des pertes sensibles; la journée s'avançait; les colonnes de la 13e division, parties de Wœlklingen, apparaissant sur notre gauche, débouchèrent du Frischwald et menacèrent de nous tourner. Nos soldats cédèrent alors du terrain; l'ennemi redoubla d'ardeur et parvint à s'emparer de Stiring et des hauteurs de Spicheren. La nuit était venue, le désordre se mettait dans nos rangs; le commandant du 2e corps prescrivit alors la retraite sur Sarreguemines. Elle s'effectua au milieu de la plus grande confusion, après avoir perdu tous les effets de campement et les bagages, et sans poursuite de la part de l'ennemi.

Du côté des Allemands, avaient pris part au combat, le 7e corps, la 16e division du 8e, la 5e du 3e, et au moins la 5e division de cavalerie (général de Rheinbaben) du 2e corps. Total, environ 67 000 hommes. Notre 2e corps n'avait encore à cette date qu'un effectif de 28 585 hommes, y compris sa cavalerie, ce qui donne une proportion de 1 contre 2. Les Allemands prétendent pourtant avoir combattu contre des forces très-supérieures, notamment la 14e division. Or, pendant la première période de la lutte, la division de Kamecke, forte de 16 000 hommes, attaqua nos deux divisions Vergé et Laveaucoupet qui comptaient à elles deux un effectif analogue. On combattait donc à égalité de forces, et toutes les tentatives de l'ennemi furent victorieusement repoussées. Les rapports allemands ne tiennent compte dans leur appréciation des effectifs que des troupes engagées en première ligne, c'est-à-dire :

La 14e division	16 000 h.
Le 40e régiment de la 16e division	3000
6 bataillons du 3e corps	6 000
L'avant-garde de la 13e division	3 000
4 batteries environ des 8e et 3e corps	600
2 régiments de cavalerie de la 5e division	1200
Total	29 800 h.

Si nous comptons de même, nous trouverons :

Les divisions Laveaucoupet et Vergé	16 000 h.
Une brigade de la division Bataille	4 000
Total	20 000 h.

c'est-à-dire une infériorité sérieuse de notre côté.

Il est nécessaire de citer ces chiffres pour rétablir la vérité altérée par les rapports de nos ennemis et leur montrer que si nous avons eu des illusions, ils aiment à avoir les leurs ; mais la question n'est pas là. Le fait important, c'est que le combat de Spicheren était perdu pour nous et par notre faute. C'était en effet un de ceux où il nous était le plus facile de vaincre. Pour cela, il fallait d'abord ne pas être surpris; mais la cavalerie fut mal employée, et celle de l'ennemi put s'avancer jusqu'à nos grand'-gardes, sans que le chef de corps en fût averti. Ce n'est pas tout : après avoir, quelques jours auparavant, commis la faute de ne pas franchir la Sarre, on en avait commis une seconde en ne prenant pas, sur la rive gauche, une position capable d'en défendre le passage. Celle du 2e corps était forte, mais elle n'exerçait aucune action sur le passage même de la rivière. Néanmoins les troupes du général Frossard s'y maintinrent sans peine pendant la moitié du combat; il ne fallait, pour couronner cet avantage, qu'un renfort important. Cet appui leur fit défaut, quoique le 3e corps eût trois de ses divisions à 10, 15 et 20 kilomètres du champ de bataille; prévenu comme il le fut dès le matin, le maréchal Bazaine aurait pu les faire arriver en ligne avant trois heures de l'après-midi. Le 4e corps était en mesure d'envoyer une division et sa cavalerie qui étaient à Boulay, pour concourir à ce mouvement. Si ces dispositions avaient été prises, si seulement les troupes qui ont entendu le canon ce jour-là avaient marché au combat, conformément

au devoir le plus élémentaire, on peut assurer que le succès eût été pour nous. Le lendemain peut-être, il eût fallu recommencer la lutte; mais alors l'ennemi aurait été sous le coup d'un échec et de pertes nombreuses; de plus, la division Montaudon du 3e corps, dirigée sur Sarreguemines, et les deux divisions restantes du 4e corps, la valeur d'un nouveau corps, seraient entrées en ligne; enfin la Garde, qui, après plusieurs instructions contradictoires, avait reçu la veille, à quatre heures et demie du soir, l'ordre de se porter en avant, aurait pu, vers trois ou quatre heures de l'après-midi, avoir parcouru les 30 kilomètres qui séparent Courcelles-Chaussy de Forbach, et arriver sur le champ de bataille pour décider la victoire. On avait oublié dans cette circonstance ce principe de Napoléon Ier : « *Les jours de combat, rassemblez toutes vos* » *forces; un bataillon assure quelquefois le succès.* » Si l'on avait pu ainsi, après deux combats victorieux, détruire trois corps ennemis, l'échec de Mac-Mahon était réparé. La suite de la campagne ne nous eût probablement pas été plus favorable, car les Prussiens avaient encore treize corps frais. Mais un ou deux succès consécutifs, annulant une bataille perdue, ralentissaient au moins l'invasion, relevaient le moral, et, si l'on eût été bien inspiré, nous permettaient de traiter avec honneur. Pourquoi n'en fut-il pas ainsi, quand cela était si facile? Personne n'a pu encore le dire. Le général Frossard s'est plaint de la mauvaise volonté du maréchal Bazaine; celui-ci a rejeté la faute sur l'orgueil du gouverneur du prince qui voulait combattre

seul, se suffire à lui-même, et qui ne parut sur le lieu du combat qu'au moment où il était perdu. Bref, les récriminations ne firent pas naître la lumière; mais il fut permis aux soldats de penser qu'il y avait rivalité entre les deux chefs, et à tout le monde de se voir sous le coup d'un malheur irréparable. Les Prussiens de leur côté commirent une faute : celle d'engager le combat sans en avoir l'intention arrêtée. Notre immobilité, leur ardeur, leur nombre, leur expérience des choses de la guerre leur permirent, il est vrai, de réparer promptement ce désavantage, et nous devons avouer que nous n'avons pas su en profiter. Un autre fait dont il importe de se souvenir, c'est le mauvais renseignement fourni par leur cavalerie, renseignement qui amena le combat malgré les projets de leurs chefs. Nous croyant en retraite, une division ennemie en a attaqué deux françaises; les gros effectifs prussiens égalisaient bien les chances. Mais ce qu'il faut établir, c'est que cette action a été l'effet du hasard; que bien dirigée par nous, elle devait conduire l'ennemi à engager successivement, et après les avoir fait décimer, des fractions partielles de trois de ses corps; qu'il y avait là un imprévu en notre faveur; qu'enfin le peu d'expérience et de coup d'œil des chefs français a ajouté aux chances de revers. Il est avéré aujourd'hui, par exemple, que la 14e et la 13e divisions prussiennes furent prises par eux pour deux corps d'armée, comme cela fut écrit dans le rapport officiel.

Le combat de Spicheren fut aussi sanglant que celui de Wœrth; peut-être plus, si l'on ne tient compte que

du chiffre des combattants. Le 2e corps avait 205 officiers et 3873 hommes tués ou blessés; en tout 4078. La division Laveaucoupet, dont le chef, de l'aveu de tous, avait fait preuve d'une énergie remarquable, entrait dans ces pertes pour une proportion énorme. Elle eut à elle seule 1800 hommes et 163 officiers hors de combat.

Les pertes de l'ennemi furent de 4000 tués ou blessés environ. Il nous avait pris en outre 2000 hommes et presque tout le campement des divisions Laveaucoupet et Vergé.

Ces deux défaites, survenues le même jour, plongèrent la France dans la désolation. A Metz et dans les hautes sphères militaires, ce fut un anéantissement mêlé d'effroi. Pendant quelques heures le désarroi fut complet, et rien n'était aussi pénible, pour ceux-là surtout qui avaient présent à leurs yeux le sort de la patrie, que de constater l'abattement de tous ces personnages, naguère encore si dédaigneux et si inaccessibles. Les esprits sérieux s'arrêtèrent peu aux preuves de faiblesse que donnèrent alors publiquement le souverain et son haut entourage. Leurs pensées étaient ailleurs. Dès ce moment, la cause de nos revers leur parut trop profonde pour qu'on eût le temps d'y remédier. Réorganiser l'armée, son instruction, son avancement, sa discipline, son recrutement, changer tout enfin, depuis le régime politique qui exposait la France à ces malheurs, jusqu'au soldat de la réserve, qui avait perdu dans ses foyers une partie de ses qualités: telle était la réforme à entreprendre. Pour y son-

ger, il était trop tard. Il ne restait plus qu'une chance, celle des fautes de l'ennemi ; chance peu probable de la part d'un adversaire essentiellement calculateur, méthodique, instruit et prudent. Il y avait aussi un parti à adopter : on pouvait faire appel aux moyens révolutionnaires, à l'élan nétional, à l'énergie du peuple si elle existait encore, à la tenacité sans limites pour une lutte sans relâche. Le gouvernement impérial, qui avait habitué les populations à attendre tout de lui, se trouvait seul peut-être en état de soulever les masses et de réveiller ce patriotisme que sa pression centralisatrice et démoralisante avait étouffé. Mais s'il voulait maintenir ces ressources sous sa réglementation compressive; si même elles n'existaient que sous la forme d'un rêve généreux, il valait mieux avouer ses erreurs, traiter sans faux amour-propre, éviter de nouvelles douleurs, des ruines, des désastres, devenir sérieux et se remettre au travail. Malheureusement on attendait encore tout de l'Empereur; le salut de la dynastie passait aux yeux de bien des gens avant le salut de la France, et les esprits perspicaces commencèrent à pressentir la série de nos calamités. Cependant il y avait au nord de Metz une armée française imposante. En l'utilisant bien, il était possible de venger l'honneur des armes; cela fait, en écoutant la voix de la raison, un arrangement était possible. C'était peut-être la dernière chance de salut; il fallait s'y cramponner à tout prix.

Désormais, l'invasion était là, menaçante, terrible, avec ses flots de sang, ses incendies, ses horreurs. L'in-

vasion ! Fléau sans pitié, dont les ravages, sous la main dévastatrice de l'homme, dépassent ceux des grandes commotions de la nature. L'invasion ! Mot terrible sous lequel une nation devrait tressaillir de la tête aux pieds, et se lever tout d'une pièce pour lutter avec son désespoir ! Pour la troisième fois depuis le commencement du siècle, les masses germaniques, traînant après elles des populations affamées, juifs, bohémiens, marchands de toute sorte, des femmes, des enfants, se jetaient sur nos campagnes, et semblables à une nuée d'animaux dévorants, après l'œuvre du canon, allaient commencer l'œuvre du pillage ! Quelle angoisse sans nom étreint nos cœurs, au souvenir de cet affreux moment ! Aujourd'hui, malgré les douleurs nouvelles qui l'ont suivi, et qui nous ont plongés, sept mois durant, dans un cauchemar sanglant, nos âmes tressaillent encore de douleur et de honte, et quand on retrouve au fond de leurs replis cette vigueur virile que le malheur a trempée, il semble que ce soit pour se lever fièrement et pour jeter à ses concitoyens un cri de rage et de fureur, un cri devant lequel tout s'efface, un seul mot : Vengeance.

Auprès de l'auteur de nos maux, autour de l'Empereur, l'abattement se traduisit par une résolution qui navra tout le monde, l'ordre de se replier sur Châlons. C'était abandonner à l'ennemi le quart de la France, et cela, pour deux combats malheureux, mais honorables. L'esprit public dans l'armée fut loin d'adhérer à ce projet, et les critiques, qui n'étaient plus retenues par une autorité en dissolution, s'exprimèrent tout

haut. Cependant les têtes du grand quartier général conservaient la même attitude désespérée. Dans les bas grades, au contraire, le moral et l'espérance se soutenaient. On eut bientôt un premier écho de l'émotion produite dans le pays par ces tristes événements. La cause de l'Empereur et de sa dynastie parut perdue. C'était chose depuis longtemps prédite. Mais alors il devint évident qu'il avait voulu la guerre dans un intérêt dynastique et qu'il l'avait faite à la première occasion sans réfléchir, sans connaissance de ses ressources ou de l'état de l'armée, sur le simple avis de ses conseillers qui lui répétaient sans cesse que tout était prêt, que les approvisionnements en matériel, vivres, munitions, dépassaient tous les besoins, qui lui affirmaient enfin que nos effectifs s'élevaient à 1 100 000 hommes !

Funestes effets d'une monarchie personnelle, de la dispersion des faveurs sur les complaisants qui l'entourent, de la création forcée autour du souverain d'une zone de courtisans intéressés à lui présenter toute chose sous un jour favorable et à éloigner de lui la vérité ! En réalité, le 5 août, l'armée du Rhin sur toute sa ligne d'opération atteignait le chiffre officiel de 263 366 rationnaires, qu'elle ne devait plus dépasser (1). Sur ce chiffre, il fallait compter 225 000 combattants au plus, parmi lesquels 15 000 à 18 000 étaient déjà hors de combat et 40 000 des 1er et 5e corps à

(1) Il est tenu compte dans ces chiffres des pertes de Wissembourg et du 87e laissé à Strasbourg, ce qui porte à 268 066 hommes l'effectif complet au 5 août.

peu près débandés. Quelle légèreté, quelle médiocrité de vues, de moyens, chez tous ceux qui ont jeté notre pauvre France dans cette folle et triste aventure ! Que de fautes commises, quelle responsabilité prise à la légère, et aussi, quels comptes à rendre aux contemporains et à la postérité !

CHAPITRE IV.

BATAILLES AUTOUR DE METZ.

I. — Retraite et combat de Borny-Pange (14 août).

Dans la journée du 7, on commença à comprendre que la victoire devenait une nécessité. En France, on fut ému, mais on ne vit pas tous les périls de la situation, et on attendit du centre, de la capitale, l'impulsion dont on avait l'habitude. A Paris, le gouvernement s'attacha à contenir l'émotion populaire assez forte déjà pour songer au renversement du pouvoir. Le ministère fut changé, et il n'emporta aucun regret. Dans ces heures suprêmes, on cherche des militaires ; on s'adressa au général Montauban pour lui confier le portefeuille de la guerre ; et cédant au vœu de l'opinion publique, on se rapprocha d'un homme que l'Empire avait constamment rejeté, froissé, éloigné, sans doute parce qu'il lui disait la vérité et lui prédisait sa chute, un homme de cœur, dont l'âme dut cruellement souffrir de se voir forcé dans un pareil moment

d'accepter une part dans les affaires, le général Trochu.

Il y consentit sans doute, comme à un devoir de conscience, mais sans grande espérance. A ses yeux la France devait être perdue, et si ses efforts pouvaient lui être utiles, c'était uniquement pour diminuer l'étendue des désastres prochains. En tout cas, l'armée qui avait confiance en lui, la population qui devinait un homme intègre et dévoué accueillirent cette nouvelle avec faveur.

Les mesures immédiatement adoptées répondirent, il faut en convenir, à l'urgence de la situation. Si elles eussent été activement appliquées et si le pouvoir qui s'écroulait n'avait pas voulu les réglementer par ses lenteurs administratives, quoiqu'il fût bien tard, elles eussent peut-être sauvé le pays.

On décréta l'appel dans la garde nationale sédentaire de tous les hommes valides de trente à quarante ans, le rassemblement des volontaires, la formation de toutes les gardes nationales mobiles, la mobilisation des hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans, non mariés, ayant servi, et leur versement immédiat dans les quatrièmes bataillons des dépôts.

Ces dispositions étaient excellentes, il fallait seulement savoir en exiger l'exécution avec cette activité, cette énergie que donnent la vue du péril et l'amour exclusif de la patrie. Malheureusement, une préoccupation, celle de la famille impériale, dominait toujours le pouvoir, et les événements allaient bientôt se presser tellement, que le temps lui-même ferait défaut.

Après le combat de Spicheren, le corps Frossard marcha pendant la nuit, en désordre, sur Sarreguemines, sans être poursuivi. Il atteignit cette ville avant le jour, y laissa quelques blessés, ne songea point à évacuer les approvisionnements, rallia la brigade Lapasset du 5e corps, et se remit immédiatement en route pour gagner Metz, par Puttelange, Gros-Tonquin et Mercy-lès-Metz. Le mouvement de retraite des autres corps commença aussitôt. Le 4e corps regagna Boulay ; la Garde revint à Courcelles-Chaussy ; le 3e corps se concentra autour de Saint-Avold. Le lendemain 8, nos premières troupes atteignaient la rive gauche de la Nied. La direction de Sarreguemines prise par le 2e corps comme ligne de retraite, était défectueuse. Une troupe doit toujours se replier sur une troupe intacte, ou gagner une place forte, quand elle n'a pas d'armée derrière elle.

La ligne de Forbach et de Saint-Avold, où se trouvait le 3e corps, puis Metz, étaient les points de retraite naturels du 2e corps. En marchant sur Sarreguemines, il pouvait être coupé et pris, ainsi que la brigade Lapasset. L'ennemi, malgré ses éclaireurs, ne sut pas profiter de cette faute. Sa grande préoccupation, celle qui l'a dominé pendant toute la guerre, était de rester compact et en force.

Dans l'intervalle, l'opinion de l'armée et de ses chefs commençait à s'en prendre à l'Empereur de ses revers; on devinait sa faiblesse, on blâmait le projet de reculer jusqu'à Châlons, on exprimait ouvertement le vœu qu'il choisît un autre commandant en chef, et qu'il

quittât Metz, débarrassant ainsi les troupes de ses indécisions et de l'encombrement de sa cour. Moralement, il avait déjà perdu le droit de gouverner la France et de commander ses soldats.

Il le comprit peut-être, car, à la date du 9, le commandement des 2e, 3e et 4e corps fut confirmé au maréchal Bazaine d'une façon définitive, et, à sa place, à la tête du 3e, on appela le général Decaen, choix excellent que justifiait l'affection des troupes. En même temps on renonça à l'idée de se retirer sur Châlons et on décida d'occuper sur la Nied française une forte position qui s'étendait de Pange aux Étangs, couvrant ainsi le chemin de fer de Sarrebrück à Metz et les routes de Sarrebrück et de Sarreloüis. Ces bonnes dispositions firent renaître un peu d'espoir. Dans cette même journée, l'armée se compléta par l'arrivée de la réserve générale d'artillerie et de la 3e division de cavalerie de réserve. Pour des raisons qui nous échappent, le chef de l'armée ne persista pas dans le projet d'attendre les forces ennemies sur la Nied; on craignit sans doute que la position ne fût pas assez forte, et toutes les troupes furent repliées sous les murs de Metz, où elles s'installèrent dès le 11, couvrant la rive droite de la Moselle, sous la protection des forts. Cependant l'influence de nos premiers revers et leur effet sur le pays allaient toujours croissant. L'Empereur, cédant à l'opinion publique et trop heureux peut-être de dégager sa responsabilité, donna, à la date du 12, le commandement en chef de l'armée du Rhin au maréchal Bazaine. Le major général, maréchal Lebœuf, discrédité par

la légèreté et l'inconséquence avec lesquelles il avait engagé la France dans la guerre, dut résilier ses fonctions, ainsi que le premier aide-major général, général Lebrun, qui avait eu lui aussi sa part des présomptions du début. On désigna le général Jarras pour les remplacer.

Ces changements furent bien vus. Il est certain qu'entre deux maux le moindre est toujours préférable, et quand un peuple, après vingt ans de patience et d'aveuglement, se voit précipité dans l'abîme par ceux-là mêmes qui étaient chargés de le conduire, il est naturel qu'il se cramponne de toute son énergie à la première branche de salut. De tous les chefs de l'armée du Rhin, le maréchal Bazaine en effet, par son expérience, son sang-froid, sa bravoure, paraissait désigné comme le seul capable d'inspirer confiance. Cependant, si l'on avait songé au rôle qu'il venait de jouer au Mexique, à la triste réputation qu'il en avait retirée, à son inaction le jour du combat de Spicheren, on eût compris que dans une pareille crise, il n'offrait pas comme homme des garanties suffisantes. Quant à son nouveau chef d'état-major général, c'était, il est vrai, un homme laborieux et rigide, mais un esprit étroit, d'une rigueur blessante, incapable de combiner un plan d'opérations, et qui avait passé sa vie, même en campagne, à harceler ses secrétaires et à délayer les ordres des généraux dans un style aussi diffus que verbeux. De plus, il était imposé au nouveau commandant en chef, qui avait ses capacités en très-médiocre estime. Ce n'était pas sur de tels chefs

u'il fallait compter. L'heure était venue de confier la seule armée de la France à un homme de talent et de dévouement, en lui laissant choisir ses nouveaux chefs de corps et son chef d'état-major. Il y en avait, et le cadre des divisionnaires en aurait certainement fourni. C'eût été, il est vrai, demander à l'Empire le sacrifice de ses rancunes, l'abaissement de ses créatures, pour ainsi dire l'aveu de son impuissance. Le pays avait bien le devoir de l'exiger, mais il n'osait faire entendre encore qu'un murmure de mécontentement, et sa voix tristement émue était étouffée par les convulsions d'un pouvoir à l'agonie. Dès ce jour, l'Empereur, qui ne régnait déjà plus, ayant abdiqué le commandement à l'heure des revers, n'était plus rien, rien qu'un embarras. Ses volumineux fourgons encombraient les routes, et ses inutiles courtisans, les abords du quartier général. On n'eut plus qu'un souci : les voir partir. Lui-même en avait hâte. On eût dit qu'il ne se sentait plus en sûreté si près d'un ennemi qui l'avait déjà vaincu. Aussi, après avoir abandonné la ligne des Vosges, prit-il le parti de renoncer aussi à celle de la Moselle et de gagner l'intérieur, où l'armée devait le suivre. La pensée de la retraite sur Châlons revint dans son esprit égaré. La marche sur Verdun fut résolue. Était-ce pour occuper l'Argonne et y renouveler les efforts de nos pères, pendant que Mac-Mahon, reformé à Châlons, apporterait à Bazaine le concours de ses soldats et des troupes que le ministère aurait pu lui envoyer? Ce n'est guère probable. L'Empereur ne songeait qu'à sa dynastie et à sa

personne. Il fallait dégager l'une et l'autre de l'atteinte des Prussiens et des conséquences d'un nouvel échec. Cet enfant qu'il avait si inconsidérément amené et si ridiculement baptisé dans la triste pompe de l'affaire de Sarrebrück, n'était plus qu'un souci. Le père, le fils inconscient et les directeurs brodés de cette cour aux abois, malgré les colères qu'ils soulevaient, inspiraient aussi la pitié. On les vit partir avec joie, et l'ordre de retraite sur Verdun, par ce motif même, ne fit pas l'impression pénible qu'on pouvait redouter. Il parut étrange de reculer sans avoir livré bataille; mais on crut à quelque combinaison dont les chefs sans doute connaissaient seuls la portée.

Le 13 août, des ponts furent jetés sur la Moselle, en aval de Metz, et les corps reçurent les prescriptions nécessaires pour passer la rivière le lendemain, vers une heure. A cette date, l'armée de Metz (nous l'appellerons ainsi désormais) avait reçu tous ses renforts. Le 6e corps avait rejoint avec ses 1re, 3e et 4e divisions; la 2e n'avait pu envoyer qu'un régiment et son chef, un vaillant soldat, le général Bisson. Le reste, ainsi que la cavalerie, n'avaient pu franchir Nancy, déjà intercepté par les coureurs ennemis. La 1re division de réserve de cavalerie, à l'exception d'un régiment, était aussi arrivée. Le maréchal Bazaine pouvait disposer d'une force de 176 000 hommes, qui se décomposait comme il suit:

2e corps	22507 h.
Brigade Lapasset	3470
3e corps	48361
4e corps	35063
6e corps	38089
Garde	21422
Cavalerie	4574
Artillerie et génie	2709
Total	176195 h. (1).

Quant aux forces allemandes, elles avaient dès le 7 commencé leur mouvement général en avant. Le plan de leurs chefs, qui ne fut connu que plus tard, et qu'il fut possible de discerner dès le 12 ou le 13, consistait à forcer d'abord la ligne des Vosges et à porter ensuite sur la Moselle par un vaste mouvement de conversion à droite, et d'oblique vers la gauche. La 1re armée devait former le pivot, la 2e le centre et l'aile

(1) Ces chiffres répondront à un de nos adversaires, un général prussien, qui évalue la force de l'armée de Metz, à la même date, à plus de 220000 hommes, sans compter la garnison de Metz qu'il porte à 20000 hommes, ce qui aurait fait un total de plus de 240000 hommes. Sans pouvoir garantir nos renseignements à un homme près, nous affirmons que l'effectif total des huit corps de l'armée du Rhin, le 5 août, était de 263366 hommes. Il manquait à Metz les 1er et 7e corps au complet ; le 5e, moins la brigade Lapasset ; 3 régiments, la cavalerie et tout le personnel du génie du 6e, la 2e division de réserve de cavalerie du général Bonnemains, et un régiment de la 1re qui n'avait pu rejoindre ; à la date du 13, il fallait encore déduire les pertes éprouvées par le 2e corps à Spicheren, soit 6078 hommes qui avaient été remplacés par la brigade Lapasset. On arrive ainsi à une réduction de 103500 hommes, ce qui fixe l'effectif de l'armée de Metz à 168500 hommes, non-valeurs comprises. En y joignant 7695 hommes de détachements divers arrivés à Metz du 5 au 13, on retrouve le chiffre total de 176195 hommes, dont l'authenticité est officielle.

marchante, la 3ᵉ restait un peu en arrière. Metz, Pont-à-Mousson, Nancy étaient leurs objectifs. Ces points leur permettaient de couper Mac-Mahon de Bazaine. Elles devaient ensuite forcer le passage de la Moselle, ou, s'il était libre, se porter sur la ligne de retraite de l'armée de Metz. La défaite de Mac-Mahon avait déjà réalisé à l'extrême gauche l'ouverture du plan de campagne ; le combat de Spicheren avait permis au centre et à la droite d'en entreprendre la seconde partie sans coup férir.

Dès le 12, le roi de Prusse installait son quartier général à Saint-Avold et adressait au peuple français une proclamation qu'il se disposait à renier plus tard. Il y déclarait ne pas faire la guerre à la France, mais bien à l'Empereur, et abolissait la conscription dans les pays occupés. Cette pièce appartient à l'histoire, et il pourra être utile de la consulter pour apprendre comment un général en chef, un souverain, sait au besoin utiliser la perfidie pour déguiser ses haines et ternir ses victoires. Le 13, le général Steinmetz avait son 7ᵉ corps à Pange, son 8ᵉ aux Étangs ; le 1ᵉʳ, qui avait atteint Sarrebruck le 8, était le 13 à Flanville, un peu en arrière des deux autres. Ses deux divisions de cavalerie suivaient le mouvement. Cette armée comptant 102 000 hommes, dont il faut déduire les 4000 mis hors de combat à Spickeren, restait à 98 000 hommes.

Elle se reliait par ses éclaireurs à la 2ᵉ, dont les 3ᵉ et 10ᵉ corps étaient entre Nomény et Pont-à-Mousson, le 9ᵉ à Buchy, le 12ᵉ à Solgne, la garde à Dieulouard, et le 2ᵉ, plus en arrière, à Han-sur-Nied. Sur

ces six corps, le 9e, qui couvrait à droite la conversion de la 2e armée autour de Metz et vers la Moselle, était seul en état de prêter un concours utile au général Steinmetz, s'il avait été attaqué par le maréchal Bazaine avec toutes ses forces. Encore se trouvait-il à 14 kilomètres de Pange. Mais on était loin de songer à cette offensive : la cavalerie n'avait donné aucun renseignement sur les positions et les forces de l'ennemi ; on ne pensait qu'au départ de l'armée pour Verdun, à celui de la cour, et le commandant en chef, négligeant les mesures les plus élémentaires, oubliait, au moment d'évacuer la ligne de la Moselle, d'en faire couper les ponts, ou d'en disputer le passage à l'ennemi. Il n'avait même pas établi sur le Saint-Quentin, position élevée qui domine la vallée, un observatoire d'où on pût lui signaler les mouvements des Prussiens, et qui plus tard lui fut très-utile. L'ordre de départ donné le 13 aux troupes portait : « La 1re et la » 3e division de la réserve de cavalerie quitteront leurs » campements à une heure de l'après-midi pour se » diriger sur Verdun, la 1re division par la route qui » de Gravelotte passe par Doncourt-lès-Conflans et » Conflans ; la 3e division, par celle de Gravelotte à » Mars-la-Tour. Le but de leur marche est d'atteindre » Gravelotte, et, suivant les ressources en eau qu'offre » cette localité, elles doivent s'y établir pour la nuit, » ou bien la 3e division se portera à Rezonville.

» Les 2e et 6e corps suivront la route assignée à la » 3e division de la réserve de cavalerie ; les 3e et 4e, la

» route assignée à la 1re ; la garde impériale suivra le » 3e corps. »

On négligeait ainsi la route de Briey par Sainte-Marie-aux-Chênes, quoique cette partie du pays fût entièrement libre; et, en prescrivant le départ pour une heure de l'après-midi, on perdait un temps précieux; peut-être n'avait-on d'autre but que de faire bivouaquer les troupes, le 14, sur la rive gauche de la Moselle. Étant donnée la résolution de se retirer sur Verdun, en présence de l'ennemi, c'était agir avec une lenteur regrettable. Nos corps, avant ce mouvement, occupaient les emplacements suivants : Le 2e corps à Mercy-lès-Metz, couvrant la route de Strasbourg, laissait une division, la 3e, à Metz, pour former la garnison. Le 3e corps à Borny, sa 1re division (Montaudon) à Grigy; sa 2e (Castagny) à Montoy; sa 3e (Metmann) près de Colombey; sa 4e (Aymard) à Nouilly; sa cavalerie en arrière. Le 4e corps à la ferme de Grimont, sa 1re division (de Cissey) à Mey; sa 2e (Grenier) sur la route de Bouzonville, en arrière de Mey ; sa 3e (de Lorencez) entre la route de Bouzonville et celle de Kédange. Le 6e corps occupait les forts de Metz, l'espace entre la Moselle et la Seille, et les abords de Woippy, sur la rive gauche. La Garde était derrière le 3e corps.

A midi, le mouvement général de l'armée commença. De son côté, le quartier impérial terminait ses apprêts, et ce fut dans un morne silence qu'on vit, vers les deux heures de l'après-midi, ce cortége,

naguère si brillant, aujourd'hui si abattu, quitter l'hôtel de la préfecture. En tête marchait un jeune officier, l'ancien chef du cabinet de l'empereur Maximilien. Sa présence, à la tête de ce défilé, frappa les assistants, comme un sinistre présage. Il semblait l'ombre du fusillé de Queretaro, qui venait à l'heure dite ressaisir le coupable pour lui faire subir sa peine et le conduire à son tour à un trépas pire que la mort, à la honte.

Vers quatre heures de l'après-midi, le 2ᵉ et le 6ᵉ corps avaient déjà gagné la rive gauche de la Moselle; les 1ʳᵉ et 3ᵉ divisions du 4ᵉ corps traversaient l'île Chambière, quand un feu de tirailleurs assez nourri éclata sur l'emplacement qu'elles venaient de quitter et sur le front du 3ᵉ corps, aux abords de Mey, sur la gauche, entre la Grange-aux-Bois et Colombey sur la droite (1). La division Grenier et le 3ᵉ corps du général Decaen ripostent vivement, l'action devient plus vive; le canon gronde; nos troupes prennent leurs positions de combat. Le 3ᵉ corps se place sur deux lignes; la division Grenier s'engage tout entière. L'ennemi, nous voyant passer la Moselle, avait lancé son 7ᵉ corps sur notre 3ᵉ, et son 1ᵉʳ corps sur le village de Mey, contre la division française qui l'occupait. Le 8ᵉ corps prussien restait en réserve; deux divisions de cavalerie appuyaient ce mouvement.

Les chefs des armées prussiennes ont le soin de donner d'avance à leurs commandants de corps d'armée

(1) Voy. pl. VI.

des instructions générales qui prévoient l'ensemble des dispositions à prendre pendant deux ou trois jours, quelquefois davantage. Le but principal de l'opération est, suivant le cas, expliqué ou réservé. Mais les instructions ont pour bases deux hypothèses : le mouvement en avant, le mouvement en arrière. Sage prévoyance dont nous avions depuis longtemps perdu l'habitude; car nos chefs s'étaient accoutumés à ne prévoir que le succès et à compter sur le hasard, divinité aveugle que la raison humaine condamne et que dans les combats l'instinct et la bravoure du soldat avaient longtemps déjouée. Ici, l'opération capitale pour les Allemands était leur concentration sur la Moselle, en amont de Metz, ou pour mieux dire la possession de nos communications. Pour donner à ce projet le temps de s'accomplir, il fallait ralentir nos mouvements de retraite et nous attaquer toutes les fois qu'on nous trouverait en train de les exécuter. Les instructions générales le prescrivirent sans doute. C'est ainsi que s'expliquent à Spicheren l'offensive du 7e corps prussien, qui nous croit en retraite sur Forbach; à Borny, celle du 7e et du 1er, nous voyant évacuer les abords de Metz; à Rezonville, celle du 3e, nous atteignant en marche sur Verdun.

Le 14, à quatre heures et demie de l'après-midi, entre Borny et Mey, le combat avait bientôt pris un caractère d'une violence extrême. C'était à notre droite la 13e division prussienne (général de Glumer) qui attaquait nos 2e et 3e divisions du 3e corps (généraux Castagny et Metmann) ; à notre gauche, la 2e division du 1er corps

qui prenait l'offensive contre le général Grenier. Le général de Ladmirault, au bruit du canon, arrête ses 1re et 3e divisions, leur fait faire demi-tour et les ramène au secours de la division Grenier. Le petit bois de Mey est immédiatement repris, nos troupes se déploient. Le maréchal Bazaine, qui vient d'arriver, place lui-même ses soldats, et, s'exposant peut-être plus que ne l'exigeait son commandement, fait preuve d'un sang-froid, d'un calme, d'une bravoure qu'on ne peut qu'admirer. En peu d'instants, le combat a pris une intensité des plus vives. Nos troupes tiennent avec énergie ; l'attaque prussienne sur les deux ailes semble fléchir ; mais sa vigueur est relevée par la 14e division (général de Kamecke) et la 1re division (de Bentheim) du 1er corps. Ces troupes s'engagent avec ardeur et font des retours offensifs qui restent impuissants, surtout à notre gauche, où deux tentatives de l'ennemi sont repoussées par une charge à la baïonnette. La nuit nous gagnait ; il était huit heures ; le feu des Prussiens se ralentit et s'éloigna pendant que le nôtre durait encore. Bientôt, l'ennemi s'étant retiré, la lutte cessa. Nos troupes avaient ordre de le contenir et non de le poursuivre. Le commandant en chef leur prescrivit de bivouaquer sur leurs emplacements et de reprendre dans la nuit le passage de la Moselle. Puis il regagna son quartier général au village de Moulins, sur la rive gauche, où l'Empereur était resté pendant l'engagement, triste poste pour un souverain, quand ses soldats se battent.

Nos pertes, dans cette journée, étaient de 3608 tués ou blessés, dont 200 officiers. (2848 pour le 3e corps, 760

pour le 4e.) Celles des Prussiens doivent s'élever à 5000 hommes environ. Nous avions en outre 3 officiers généraux hors de combat, notamment le général Decaen, chef du 3e corps, qui avait reçu une blessure mortelle (1).

Le combat de Borny, appelé combat de Pange par les Allemands, est pour nos armes un succès défensif, rien de plus. La victoire n'est pas toujours chose facile à constater. Il y a telle victoire tactique qui n'en est pas moins une défaite stratégique. A Borny, le succès tactique ne fait pas de doute ; l'attaque ennemie a été repoussée. Quant au succès stratégique, il appartient aux Allemands, et il faut l'avouer, c'était le véritable but du combat. Ayant atteint l'armée française le 16,

(1) Nous ne cherchons nullement à convaincre nos adversaires de fausseté; leurs erreurs ou leurs défauts seront désormais pour nous une joie, peut-être une espérance, et, après les excès qui ont souillé leurs triomphes, leur opinion nous importe peu. La victoire a justifié le fond de leurs exagérations, et nous savons qu'à l'avenir la crédulité de leurs compatriotes acceptera les bulletins les plus pompeux. Mais il y a une opinion générale qui prime celle du peuple allemand: c'est l'opinion de l'histoire, et celle-là, comme le bon sens public, tendra toujours vers la vérité. Elle seule mérite nos égards, et par respect pour elle, nous nous permettrons ici une courte digression.

Les Allemands ont écrit : « *Vers huit heures et demie du soir, les positions conquises restèrent en notre pouvoir, et les Français furent repoussés de tous côtés vers Metz.* » Voici les faits : Les deux corps français qui avaient combattu, campèrent jusqu'à deux heures de la nuit sur les emplacements qu'ils occupaient le 14 au matin ; un capitaine et un colonel d'état-major, chargés de surveiller le départ des troupes, après avoir passé toute la nuit sur le champ de bataille, purent encore s'y promener librement, au lever du jour, le 15. Nous laissons à d'autres le soin d'apprécier.

dans sa marche sur Verdun, à 15 kilomètres seulement de Metz, ils ont le droit de dire qu'ils doivent ce résultat au combat de Borny. L'intention du général Steinmetz, dans la journée du 14, ne pouvait être, en effet, que de retarder notre retraite et de donner le temps à la 2e armée de couper la ligne de Verdun. Sans le combat de Borny, les 3e et 4e corps français ne se fussent pas arrêtés le 15 comme ils l'ont fait, seraient arrivés en ligne plus rapidement le 16, et deux de leurs divisions, comme on le verra plus loin, ne seraient pas restées en arrière et hors d'état de prendre part à la lutte. L'histoire saura cependant que d'autres causes ont aussi contribué à la lenteur du mouvement : la présence de l'Empereur qui gênait les troupes ; les impedimenta qui ne permirent pas au 2e et au 6e corps de dépasser les pentes du Saint-Quentin ; enfin, la pensée, peut-être mal définie encore, du maréchal Bazaine, qui ne songeait guère qu'à l'éloignement du souverain. Ce désir dominait tous les esprits, et, uni chez le maréchal à une certaine apathie, il devait nuire à cette activité indispensable aux actions de guerre. Certes, quand des embarras politiques, peut-être les calculs personnels d'un commandant en chef, même sans le vouloir, viennent favoriser les plans de l'ennemi, il a beau jeu d'entonner ses chants de victoire. Mais en laissant à la Prusse ce qui lui revient, il est permis dans cette triste guerre de rendre aux Français ce qui leur appartient. Il importe du reste qu'ils s'en rendent compte froidement, sans illusions ; il y va de l'avenir.

A Borny, nos soldats se battirent bien ; une retraite

était commencée ; les Allemands voulurent s'y opposer, on les repoussa ; le mouvement fut continué ; mais leur but était atteint. Nos troupes cependant étaient satisfaites : elles connaissaient maintenant la mesure de l'effort qu'il leur faudrait pour vaincre, si la direction ne leur faisait pas défaut. Quant au nombre des combattants, il peut être considéré comme égal de part et d'autre. Ainsi, dans la première période du combat, les Prussiens avaient en première ligne deux divisions, la 13e et la 2e, soit 32 000 hommes ; les Français en avaient trois, les divisions Castagny, Metmann et Grenier, soit 30 000 hommes ; dans la 2e période, il existe de notre côté un léger avantage numérique ; l'ennemi avait deux corps entiers ; il n'y a pas lieu, comme l'a écrit un général prussien, de tenir compte du 36e régiment d'infanterie du 9e corps qui concourut avec la 1re division de cavalerie allemande à une démonstration sur Mercy-le-Haut. Les Prussiens engagèrent donc une masse de 60 000 hommes ; les 3e et 4e corps français, en ligne en ce moment, et dont la moitié était en réserve, s'élevaient à 83 000 hommes. Enfin, si, suivant l'usage, on évalue les forces qui se trouvaient sur le terrain en lutte, ou prêtes à s'y mêler, on a du côté de l'ennemi trois corps, dont un en réserve, les 7e, 1er et 8e, plus deux divisions de cavalerie, soit 98 000 hommes ; du côté des Français, les 3e, 4e et la Garde, soit 104 000.

Il resterait à apprécier cette affaire à un point de vue général. Mais les mouvements exécutés le 14, le combat de Borny, les marches, les luttes des jours

suivants jusqu'au 19, concourent à une seule et même opération : l'isolement et l'investissement de l'armée et de la ville de Metz. Les batailles des 14, 16 et 18 ne sont en réalité qu'une seule et même bataille ; on l'a appelée en France la *bataille des trois jours*, terme pompeux qu'il faut laisser de côté. Les pompes guerrières sont d'un autre temps ; que nos ennemis s'en abreuvent si cela leur plaît. Tant mieux. Pour nous, plus d'illusions ; plus d'exagération ; la vérité, une, froide, mais réfléchie. En résumé, il convient de réserver les appréciations d'ensemble jusqu'à la fin de cette opération.

II. — Bataille de Rezonville (16 août).

Le 15, au matin, l'armée française continua son mouvement sur Verdun. Le roi de Prusse se rendit sur le champ de bataille de Borny pour s'assurer lui-même de sa retraite. Il donna ensuite les ordres suivants : le 1er corps devait rester devant Metz pour observer la garnison, protéger les communications sur la ligne Courcelles-Sarrebrück et les études de la voie ferrée Rémilly-Pont-à-Mousson ; les 7e et 8e, avec les deux divisions de cavalerie, furent dirigés immédiatement sur Corny afin d'y franchir la Moselle. Dans la 2e armée, le 3e corps en marche sur Pont-à-Mousson fut poussé jusqu'à Novéant, afin de gagner le lendemain les hauteurs de la rive gauche par le défilé de Gorze ; le 9e dut suivre le 3e ; ses têtes de colonnes atteignirent Vandières le soir ; le 10e dut marcher sur la route

de Pont-à-Mousson à Verdun, jusqu'à Thiaucourt ; la Garde dut se rendre de Dieulouard à Pont-à-Mousson et y franchir la rivière en amont de la ville ; le 12ᵉ corps fut dirigé sur Pont-à-Mousson ainsi que le 2ᵉ ; enfin, le 4ᵉ, déjà en marche de Frouard sur Toul, eut ordre de rétrograder et de se tenir sur la Moselle. Une division de cavalerie de la 1ʳᵉ armée fut chargée de couvrir la droite de ces différentes masses du côté de Metz ; les 5ᵉ et 6ᵉ de la 2ᵉ armée, de les éclairer en avant sur la rive gauche. Toutes ces troupes n'atteignirent que le soir assez tard les points qui leur avaient été désignés. Mais les ordres donnés furent, suivant l'habitude, rigoureusement exécutés ; dès le 16 au matin, l'interception de la route de Metz à Verdun, qui avait été désignée dans les instructions générales comme but à atteindre, put être poursuivie avec une nouvelle ardeur, sans incident ni négligence.

L'armée française avait devant elle, pour opérer sa retraite, trois routes. La première, la plus directe, passe par Moulins-lès-Metz, contourne les pentes du Saint-Quentin et gagne Verdun par Gravelotte, Rezonville, Vionville, Mars-la-Tour, etc. La seconde part de Gravelotte, atteint Conflans, Étain et les défilés de l'Argonne. Elle est aussi bonne et aussi directe que la précédente, et traverse l'Orne, affluent de gauche de la Moselle, un peu à l'ouest de Conflans. La troisième, plus allongée vers le nord, franchit l'Orne près de Briey, envoie une ramification sur Thionville, et passe par Briey, Rouvres, Étain.

Le commandant en chef avait prescrit à la 1ʳᵉ di-

vision de la réserve de cavalerie, d'éclairer la marche vers Jarny, sur la deuxième de ces routes ; à la 3e, de remplir le même rôle, vers Mars-la-Tour, sur la route de gauche. Gravelotte était désigné pour le quartier général ; le 2e corps devait atteindre Rezonville et Vionville ; le 6e, s'établir derrière le 2e ; le 4e, à Doncourt, et le 3e entre Verneville et Saint-Marcel.

Ces ordres étaient défectueux, puisqu'ils négligeaient la route de Briey, celle qui nous éloignait le plus de l'ennemi et nous permettait, avec de l'activité, de le gagner de vitesse sur Verdun et l'Argonne. Mais, pour comble de malheur, ils furent mal exécutés. Les chefs de corps n'ayant pas fait reconnaître par des officiers d'état-major ou par la cavalerie les débouchés secondaires, les troupes se trouvèrent encombrées par les bagages. Puis, les commandants des 3e et 4e corps, estimant que leurs soldats avaient besoin de repos, modifièrent les prescriptions reçues. Il en résulta des retards fâcheux, incident qui ne devrait jamais se produire dans une armée, surtout en retraite et à deux pas d'un ennemi vigilant.

C'était le 15 août, cet anniversaire si brillamment fêté jusqu'alors. Cette fois, personne n'y songea, et le cortége de Napoléon III quitta Moulins comme il avait quitté Metz, sans bruit, sans acclamation. Vers huit heures, une batterie ennemie, qui s'était avancée jusqu'à la ferme de Frescaty, envoya quelques obus aux nombreuses troupes qui se pressaient sur la route de Longeville à Moulins. Le fort Saint-Quentin l'obligea à s'éloigner ; mais cette tentative audacieuse décida l'Em-

pereur à se jeter sur la droite. Il gagna le village de Lessy et y fut salué par les vivats des enfants rangés sur le seuil de l'école. C'était peut-être la dernière fois qu'un cri de : vive l'Empereur ! devait frapper son oreille. Pendant ce temps, les troupes gravissaient péniblement les hauteurs de la rive gauche. La 3e division de cavalerie de réserve, parvenue à Mars-la-Tour à neuf heures et demie du matin, y rencontre l'ennemi. C'étaient des détachements de la 5e division de Rheinbaben qui avait poussé jusque-là, à 15 kilomètres en avant des corps qu'elle éclairait. Elle était soutenue par de l'infanterie et de l'artillerie. Une courte canonnade s'engagea, à la suite de laquelle les Prussiens se replièrent sur Puxieux. Après être restée jusqu'à une heure de l'après-midi à Mars-la-Tour, la division de Forton se replia à son tour sur Vionville, où elle trouva la cavalerie du 2e corps. La division du Barail avait de son côté atteint Jarny, et s'y était installée sans encombre. Le soir, nos troupes occupaient les positions suivantes : le 2e corps et le 6e à Rezonville ; la garde, à Gravelotte où elle était arrivée à la fin du jour. Le 4e, qui aurait dû se porter à Doncourt, était resté sur la rive de la Moselle aux abords de Devant-les-Ponts et de Woippy ; sa 3e division seule campait à Lessy ; le 3e corps, contrairement aux ordres reçus, se trouvait en avant du 4e ; sa 1re division atteignit Saint-Marcel; ses 2e et 4e rejoignirent dans la nuit, et sa 3e resta près de la Moselle, à la maison de Planche.

N'est-il pas étrange de voir une grande armée, la veille d'une bataille générale, s'en douter si peu et

montrer tant de négligence ! Et pourtant toutes ces fautes s'expliquent. Pour qu'une armée manœuvre avec précision, pour que toutes ses parties concourent avec énergie à un but commun, il est essentiel que le commandement soit ferme, résolu, actif; il lui faut une tête éclairée, des chefs instruits et dévoués, de bons soldats, des bagages réduits au strict nécessaire; sans compter une foule de qualités trop longues à énumérer et qu'on pourrait qualifier de secondaires, si, à la guerre, les moindres détails n'avaient pas leur importance. Parmi ces conditions, il n'y en avait qu'une de remplie : les soldats et les officiers des grades inférieurs ne demandaient qu'à obéir, à faire bravement leur devoir et à donner la plus grande somme d'efforts; mais le reste en général faisait défaut. Le 15 au matin, des officiers du grand quartier général furent chargés de parcourir toutes les routes au nord de celle de Gravelotte et de presser l'arrivée des colonnes. Du ravin de la Mance aux forts de Plappeville et de Saint-Quentin, de six heures à neuf heures du matin, ils ne rencontrèrent pas un soldat. Autour des forts, deux divisions étaient arrêtées, avaient dressé leurs tentes et faisaient le café, sans une grand'-garde, sans une vedette, et par la seule raison que leurs soldats, fatigués, avaient besoin de repos. Les observations des officiers du grand quartier général restèrent sans écho. Au delà, vers Metz, les chemins étaient encore libres jusqu'à 1500 mètres de la ville, et il était dix heures du matin. Un général occupait la route avec sa brigade et refusait d'avancer, sous prétexte que son artillerie ne suivait

pas ses troupes et qu'il ne marchait pas sans elle. Il fallut un ordre direct du maréchal Bazaine, qui était à ce moment aux portes de la ville, au milieu des fourgons, des voitures de réquisition, des embarras de toute sorte, pour décider le général à se mettre en route. C'est ainsi que les choses se passaient de la tête à la queue; il n'y avait d'exception que pour les troupes défilant sur la grande route. Vers la droite de l'armée, où l'on paraissait redouter une marche du général Steinmetz, pas un peloton de cavalerie; seulement deux officiers d'état-major escortés de quatre cavaliers chargés de pousser jusqu'à la route de Briey. Vers la gauche, où l'on savait que le contact de l'ennemi était imminent, et où chaque débouché, chaque bois, chaque coin eût dû être fouillé par des éclaireurs de cavalerie escortés d'artillerie, et, suivant le cas, d'infanterie, même insouciance. Ces négligences, qui font juger un des défauts les plus saillants du commandement, offraient un triste spectacle. Que pouvait être l'avenir pour ceux qui connaissaient l'armée allemande, et quelles sombres appréhensions vous étreignaient à la vue de tant de fautes! Et pourtant nos généraux avaient l'expérience de la guerre! Mais, déjà, la démoralisation les avait gagnés. Ils étaient résolus à se battre et à bien remplir leur devoir de soldat, mais la plupart avaient contracté en Afrique, au Mexique, des goûts de commodité personnelle, des habitudes de laisser-aller individuel qui portaient aujourd'hui leurs fruits. Nos premiers échecs avaient d'autant plus ébranlé leur confiance, qu'avant la guerre ils refusaient

d'ajouter foi à la puissance de l'armée prussienne; quelques-uns exprimaient tout haut leur découragement. Enfin, le pouvoir, qui avait été jusqu'alors la garantie de leurs honneurs, expirait sous leurs yeux, et l'homme dont, quinze jours plus tôt, ils guettaient avec avidité un bienveillant sourire, n'était plus qu'un pâle fantôme de leurs illusions perdues. Le commandant en chef n'avait vis-à-vis d'eux ni le respect qu'inspire l'estime, ni la force que donne le caractère. Plusieurs, âgés, sur la limite de leur carrière, ne songeaient qu'à la fin de la lutte pour goûter dans une bonne installation le repos et le bien-être auxquels ils aspiraient. Où était, dans tout cela, cette grande image de la Patrie qui fait les beaux dévouements, relève les cœurs abattus et conduit à l'héroïsme!

C'est ainsi que l'armée arriva au 16 août. Le maréchal semblait dominé par une préoccupation fixe, le départ de l'Empereur. Un incident survenu à cette date fit même croire que la marche sur Verdun n'était pas arrêtée dans son esprit et qu'elle n'avait peut-être lieu que pour aider à l'éloignement du souverain. Le 15 au soir, en effet, l'ordre fut donné à tous les corps de se mettre en route le lendemain au point du jour et d'activer la retraite. A cinq heures du matin, l'Empereur quitta l'armée, escorté par une brigade de cavalerie de la garde jusqu'à Doncourt, où elle fut remplacée par celle du général Margueritte. Dès lors, le maréchal changea ses dispositions. Il prescrivit d'attendre la rentrée des reconnaissances et de dresser les tentes,

dès qu'on saurait que l'ennemi n'était pas à proximité. D'autre part, prévoyant la possibilité d'une lutte, il fit hâter l'arrivée du 4e corps et du 3e, qu'on avait eu le tort de confier, depuis la blessure du général Decaen, au maréchal Lebœuf, à celui que l'armée et la nation accusaient de nos revers. Après tout le mal qu'il avait fait, lorsqu'il avait perdu toute considération militaire, on allait encore laisser à sa disposition la vie de 40 000 hommes.

Les deux routes suivies par l'armée forment, par leur bifurcation au village de Gravelotte, le sommet d'un triangle, dont la base est dessinée, entre Mars-la-Tour et Jarny, par le ravin d'un affluent de l'Orne ; sur la rive gauche de ce ruisseau, court un chemin vicinal qui relie les deux routes. La surface de ce triangle est couverte d'ondulations dont la hauteur varie entre 225 et 300 mètres et dont le point culminant se trouve près du sommet du triangle, à la Malmaison. Il en résulte que ces terrains et la route de Mars-la-Tour s'inclinent graduellement vers l'ouest, à partir de Gravelotte. Quelques bois sont parsemés sur ces collines, qu'une ancienne voie romaine et de nombreux sentiers sillonnent en tous sens, reliant ainsi les différents villages qui les couvrent. Deux affluents de la Moselle, les ruisseaux de Châtel et de la Mance, dont les abords sont défendus par les bois de Genivaux, de Châtel, de Vaux, des Ognons, traversent la route de Gravelotte à Metz. Leur lit profondément encaissé, le commandement de la rive gauche sur la rive opposée, la protection du fort Saint-Quentin qui les domine, constituaient

des obstacles sérieux à une marche de l'ennemi sur les plateaux et favorisaient notre défense.

Tel était le théâtre de la lutte qui s'apprêtait (1).

Vers neuf heures du matin, la 5e division de cavalerie (de Rheinbaben), accompagnée d'artillerie et d'une brigade d'infanterie du 10e corps, atteignait Tronville et apercevait, à Vionville, les deux divisions de cavalerie de Forton et Valabrègue du 2e corps, qui s'occupaient, dans leurs bivouacs, du repas du matin, sans même songer à se garder ou à s'éclairer au loin. Les obus de l'ennemi tombant tout à coup au milieu des tentes, des chevaux, à côté même de la table du général de Forton leur apprirent sa présence. Encore une fois, nous étions surpris! Ce n'était heureusement qu'une avant-garde. Un véritable désarroi s'ensuivit; les cavaliers n'eurent que le temps de sauter en selle et de suivre leurs chefs, au galop, vers Rezonville, abandonnant tentes et bagages.

Cette fuite, la marche de l'ennemi et ses obus firent prendre les armes au 2e corps (Frossard) renforcé depuis le 7 par la brigade Lapasset, et au 6e corps. En même temps, le 3e corps prussien (Alvensleben II) atteignait le plateau entre le bois de Vionville et Flavigny, plaçait son artillerie et engageait l'action. Le 2e corps (Frossard) se forma sur deux lignes, marcha au pas sous les projectiles ennemis, dépassa Rezonville et s'établit sur les mamelons qui dominent Flavigny, la

(1) Voyez *La guerre de 1870, Notes au jour le jour*, par un neutre. Genève, 1871.

droite à la route de Mars-la-Tour, la gauche formant crochet face au bois de Saint-Arnould, surveillant le débouché de Gorze. Le 6ᵉ corps (Canrobert) prolongea, vers Saint-Marcel, la ligne de bataille du 2ᵉ, la gauche à la route. Le maréchal Bazaine était monté à cheval aux premiers coups de canon. Il parcourait déjà le champ de bataille avec un calme, un sangfroid parfait, plaçant la garde en réserve aux abords du ravin de la Jurée, d'où descend le ruisseau de Gorze, mais dans une position où elle paraissait plus destinée à protéger une retraite vers Metz qu'à porter secours en avant. La division de voltigeurs fut établie près de la Malmaison, celle de grenadiers près du bois des Ognons, toutes deux couvrant Gravelotte. Il installa ensuite l'artillerie de réserve en arrière de Rezonville, fit accélérer de nouveau la marche des 3ᵉ et 4ᵉ corps et se porta vers la gauche pour surveiller le combat.

L'attitude des corps Canrobert et Frossard avait arrêté l'ennemi ; la lutte se soutenait vigoureusement, malgré quelques défaillances qui s'étaient produites parmi les troupes du 2ᵉ corps. Le maréchal s'était occupé lui-même de les dissiper ; ce ne fut qu'un léger incident. Le feu des Prussiens commençait à s'étendre sur leur gauche jusqu'à la route et au village de Vionville. Des troupes du 10ᵉ corps, ainsi que la 6ᵉ division de cavalerie, venaient d'arriver, et près de vingt batteries (120 pièces) tiraient sans interruption sur la ligne française. Celle-ci ripostait sans relâche, et au moment où, vers midi, les coups de l'ennemi redoublaient d'intensité, une partie de la réserve d'artillerie vint appuyer

ses efforts. Quelque temps après, le général Bataille, qui tenait la droite du 2ᵉ corps, fut blessé ; il fallut l'emporter ; sa division commence alors à plier et entraîne une partie de la division Vergé. A l'extrême gauche cependant, la brigade Lapasset conserve ses positions. Il fallait masquer ce vide. Les cuirassiers de la garde et le 3ᵉ lanciers s'élancent sur les lignes prussiennes, mais ils sont arrêtés par des troupes d'infanterie postées à Flavigny et regagnent Rezonville. La cavalerie ennemie les poursuit à son tour; dans leur élan, les hussards prussiens arrivent tout à coup au milieu de nos batteries, et entourent le maréchal Bazaine avec les officiers qui le suivent. Ceux-ci mettent le sabre à la main, une bagarre s'ensuit, le désordre est complet ; on voit déjà le maréchal pris ou tué; on se multiplie pour le dégager. Son escorte se précipite sur les hussards, les sabre avec vigueur et les oblige à regagner leurs lignes. Pendant ce temps, les grenadiers de la garde avaient remplacé le 2ᵉ corps, qui se reformait en arrière, où il resta pendant toute la journée. De son côté, le 10ᵉ corps prussien (général de Voigts-Rhetz) achevait de se déployer en face du maréchal Canrobert et dessinait contre lui une attaque qui fut repoussée. Cet incident permit au 6ᵉ corps de gagner du terrain. Il était deux heures.

L'artillerie prussienne ralentissait son feu; les colonnes du 3ᵉ corps (maréchal Lebœuf) et du 4ᵉ corps (général Ladmirault) apparaissaient sur notre droite. L'ennemi faiblissait visiblement. Sa cavalerie soutint alors la lutte pendant près d'une heure, fournissant

des charges réitérées que nos cuirassiers et nos dragons repoussèrent en infligeant aux assaillants des pertes sérieuses. Le moment était venu pour notre infanterie de prendre l'offensive, mais l'ordre n'en fut point donné. On attendait impatiemment le 3ᵉ et le 4ᵉ corps, qui se déployèrent vers trois heures, au moment où l'ennemi se voyait renforcé par le reste du 10ᵉ corps et une division du 9ᵉ, qui vint s'établir entre lui et le 3ᵉ (d'Alvensleben II). Notre droite, marchant résolument devant elle, après avoir décrit une sorte de conversion à gauche, fait reculer l'ennemi et s'avance vers la route de Mars-la-Tour. La division de Cissey rejette la gauche du 10ᵉ corps sur Tronville et prend un drapeau. Notre ligne de bataille forme à ce moment un angle rentrant dont le sommet est en avant de Rezonville, et dont la gauche est toujours l'objet des sollicitudes du maréchal, qui craint d'être coupé de Metz. Vers cinq heures et demie, les têtes du 8ᵉ et du 7ᵉ corps de la 1ʳᵉ armée, parvenues péniblement jusqu'au débouché du ravin d'Ars et à la lisière nord du bois des Ognons, essayent d'en sortir et de se déployer. Mais le feu de notre infanterie et de nos mitrailleuses les empêche de réussir et leur fait éprouver de grandes pertes. Les efforts prussiens devenaient inutiles, et la journée tirait à sa fin. Le prince Frédéric-Charles, sans doute pour protéger un mouvement de retraite, ou plutôt, comme le dit un rapport allemand, *pour dégager sur sa gauche son infanterie*, *vivement pressée*, prescrivit une attaque générale de cavalerie sur notre droite. En même temps son

artillerie redoubla ses feux. Cette attaque eut pour effet d'arrêter nos progrès vers Mars-la-Tour ; la lutte reprit un instant, acharnée, du côté du général Ladmirault ; ses troupes repoussèrent vigoureusement les cavaliers qui les chargeaient et voulurent à leur suite gagner la route de Vionville, achevant ainsi le mouvement tournant qu'elles avaient dessiné. Mais la nuit était arrivée, le canon ennemi ralentissait ses coups et s'éloignait ; la bataille était terminée. Il était huit heures. Bientôt le feu cessa ; notre droite s'arrêta sur le terrain d'où elle avait refoulé l'ennemi ; notre gauche sur ses positions du matin. Les troupes allemandes reculèrent, et une partie de leur cavalerie, ainsi que le 9ᵉ corps, établirent leur bivouac à Gorze ; le 7ᵉ resta autour d'Ars, ayant le 8ᵉ à sa gauche et ses postes avancés dans les bois de Vaux et des Ognons. L'armée française reçut l'ordre de camper sur ses positions, et ce ne fut que vers une heure du matin qu'elle dut, sur des instructions aussi nouvelles qu'inattendues, rétrograder vers Metz.

La bataille de Rezonville, appelée Mars-la-Tour par les Allemands, nous coûtait 837 officiers et 16 117 hommes tués ou blessés : en tout 16 954. Le 4ᵉ corps seul eut 200 officiers hors de combat pour 2258 hommes. Le 2ᵉ et le 6ᵉ corps avaient le plus souffert : le 2ᵉ comptait 5286 tués ou blessés ; le 6ᵉ, 5658. La 2ᵉ armée prussienne n'était pas moins éprouvée ; le rapport officiel de son chef avoue 17 000 tués ou blessés, dont le 3ᵉ corps avait la plus forte part.

En résumé, dans la soirée du 16, 34 000 officiers et

soldats des deux nations gisaient étendus dans les ambulances et sur le champ de bataille (1).

(1) Avant d'envisager le résultat de la journée, il faut, dans l'intérêt de la vérité si souvent altérée par les bulletins allemands, examiner les effectifs des combattants. Nos adversaires se sont plu à répéter que, dans la première période du combat, le 3e corps prussien soutint seul l'effort de *toute l'armée française*. Voici les faits :

Il fut précédé par une avant-garde composée de :

La 5e division de cavalerie (de Rheinbaben)............	3600 h.
1 brigade d'infanterie............................	6000
2 batteries (au moins) d'artillerie....................	300
Le 3e corps, soit....	32000
A onze heures et demie (*), la 6e division de cavalerie et une nouvelle brigade d'infanterie du 10e corps arrivent à leur tour, soit................................	11000
Total pour les troupes prussiennes engagées avant l'arrivée complète du 10e corps.............	52900 h.

Il se peut que, dans cette supputation, il y ait une erreur en trop d'une brigade d'infanterie du 10e corps, soit 6000 hommes. Ce qui réduirait les forces prussiennes en ligne, dans la première période du combat, à 46 900 hommes.

Du côté des Français, il y avait :

2e corps.	Les divisions Bataille et Vergé............	16000 h.
	La brigade Lapasset.........	3470
6e corps.	2 divisions et le régiment qui formait la division Bisson (la division Tixier ayant été laissée à Saint-Marcel pour relier le 6e corps au 3e, en attendant son arrivée).........	22000
1 division de cavalerie de réserve et celle du 2e corps.		3500
	Total.....................	44970 h.

Ainsi, dans cette période de la bataille, les combattants sont égaux de part et d'autre, et s'il y a infériorité, c'est de notre côté.

Mais il importe surtout d'apprécier l'ensemble des forces qui don-

(*) Voyez *Le militair Wochenblatt*, du 9 octobre. *Rapport sur la part prise par la cavalerie de la 19e division d'infanterie (10e corps) à la bataille du 16 août.*

Quant au résultat de la lutte, le soir du 16, tout le monde dans l'armée de Metz avait le sentiment du succès. On comprenait qu'il n'était pas décisif, mais les troupes étaient sûres de leurs moyens, elles avaient repoussé victorieusement toutes les attaques, et vu la

nèrent dans cette journée. Le rapport officiel prussien n'avoue, sur la ligne de Mars-la-Tour au bois de Vionville, que les 3e et 10e corps et 2 divisions de cavalerie ; et dans l'après-midi, sur la droite de sa ligne, la 16e division du 8e corps et la 25e du 9e. Un général prussien, qui semble avoir fait partie de la deuxième armée et qui a écrit un opuscule très-goûté en Allemagne (*Krieg um Metz*), dit que le 9e corps remplaça le 3e dans la seconde période de la bataille, qu'il se déploya à la droite du 10e, du bois de Vionville à Flavigny, et que dans l'après-midi le 7e corps et une partie du 8e apparurent sur la droite prussienne. On sait que le 9e corps avait reçu, le 15 au soir, l'ordre de suivre le 3e; il est donc probable qu'il l'exécuta et que ce ne sont pas ses colonnes, mais celles du 7e et du 8e, venues de Corny, qui se montrèrent le soir au débouché du ravin d'Ars.

Enfin, à défaut d'autres documents, les listes de pertes des Prussiens indiquent les corps qui ont donné ; d'après elles, il faut admettre que nos ennemis ont eu en ligne dans cette journée :

Le 3e corps	32 000 h.
Le 10e corps	32 000
Le 9e corps (*)	32 000
Le 7e corps, qui ne devait plus compter que	30 000
La 16e division du 8e corps (il y eut pourtant des blessés de la 15e division)	15 000
Les 5e et 6e divisions de cavalerie	8 400
La 3e brigade de la cavalerie de la garde	1 800
Total	151 200 h.

Même en réduisant le 9e et le 7e de moitié, et en n'admettant en

(*) Nous avons vu nous-même, pendant notre captivité, des soldats de la 18e division (9e corps) qui furent blessés à Rezonville.

situation des corps prussiens, entre les plateaux et la Moselle, dans un terrain difficile dont les crêtes nous appartenaient, avec une rivière à dos, elles entrevoyaient la possibilité de les refouler avec de grandes pertes. Examinée de sang-froid, la bataille de Rezonville avait le caractère d'une bataille défensive que nous avions gagnée. Les Allemands ont soutenu le contraire, cela se comprend, puisque la retraite du lendemain justifie leurs bulletins de victoire. Avant de l'expliquer, il est bon de leur rappeler qu'à Lutzen, de concert avec les alliés, ils continrent les attaques de Napoléon Ier, ce qui ne les empêcha pas d'opérer leur retraite, et même une retraite bien différente de celle du 17 août 1870. Lutzen a été inscrit dans nos fastes; les Prussiens ont fait de même, et, sous un autre nom, ont gardé son souvenir comme celui d'un succès.

ligne qu'une division de chacun de ces corps, il resterait aux Prussiens un effectif de 120 000 hommes.

Du côté des Français, il y eut :

Les corps déjà désignés	44 970 h.
Le 3e corps, diminué de ses pertes du 14, et de la division Metmann qui ne rejoignit pas	35 500
Le 4e corps, moins la division Lorencez qui ne rejoignit pas non plus	24 000
Une division de la garde	9 000
La division Tixier du 6e corps	10 000
Réserves d'artillerie	2 700
Total	126 170 h.

L'armée française n'avait donc pas la supériorité numérique; c'est tout le contraire qui aurait eu lieu, ou bien les forces étaient à peu près égales.

Le fait est donc dans leurs habitudes. La France n'a pas à les imiter. Elle n'inscrira pas Rezonville dans la liste de ses gloires, parce qu'il ne doit y avoir pour elle qu'un fait dans cette guerre, son abaissement. Elle ne l'inscrira pas, parce que ses gloires comme ses vanités sont mortes. Que lui importe, après tant de hontes et de désastres, un succès de plus ou de moins. La seule chose qui lui tienne à cœur, c'est la régénération pour le présent, la vengeance dans l'avenir. Et quant à la vérité, l'histoire jugera. Elle dira peut-être que Rezonville fut une bataille indécise. Au point de vue du résultat prussien, oui : pour nous, elle ne l'était pas, si le général en chef l'eût voulu. Ce que l'histoire dira aussi, c'est que, d'après le rapport officiel du prince Frédéric-Charles, la 2e armée reçut de nouveau, le 17 au soir, l'ordre de *tâcher de rejeter les Français de leur ligne de retraite Metz-Verdun;* que ce fut le 18 au matin, seulement, que les reconnaissances prussiennes apprirent que *Gravelotte n'était plus occupé par les Français et que ceux-ci n'étaient pas en marche par Conflans avec la majeure partie de leurs forces.* Les chefs allemands trouvaient donc que, le 16, ils n'avaient pas réussi à rejeter leur adversaire de la route Metz-Verdun, et qu'après sa lutte celui-ci avait rendu cette direction libre (1).

(1) Le général russe Fadejeff a écrit que notre prétention d'avoir gagné la bataille est un *pur mensonge, puisque l'ennemi nous fit reculer l'espace d'un demi-mille* (3700 mètres). Nous supposons que cet auteur, connu et estimé, ignorait les détails ci-dessus.

Malgré les assertions prussiennes, il restera avéré que, le soir du 16, la victoire était bien à la France au double point de vue tactique et stratégique. Au point de vue tactique, l'armée avait arrêté l'ennemi au centre et à gauche; à droite, elle l'avait refoulé par un mouvement de conversion qui menaçait d'envelopper une de ses ailes. Au point de vue stratégique, la route la plus méridionale de Metz à Verdun était dégagée; celles du nord par Jarny et Briey restaient libres. De toute façon, le succès avait été décidé en faveur de nos armes. Mais il était difficile d'en profiter pour continuer la marche sur Verdun, l'ennemi étant trop près et trop en force sur notre flanc gauche. Le mouvement qui semblait indiqué, et dont chacun s'inspirait déjà vers cinq heures du soir, lorsque le gain de la bataille parut assuré, c'était un refoulement des forces allemandes vers la Moselle, ou, pour mieux dire, l'achèvement de la conversion générale de droite à gauche dessinée par les 3e et 4e corps (Lebœuf et Ladmirault) dans la journée. Il fut conseillé à cette heure, par un colonel d'état-major (1), au maréchal Bazaine, qui ne fut pas de cet avis. Le commandant en chef a dit plus tard que les vivres et les munitions manquaient et qu'il avait dû rappeler son armée sous Metz pour en prendre. Il y avait pourtant assez de munitions pour toute la journée du 18, et quant aux vivres, on verra bientôt ce qu'il en restait. Si l'on avait

(1) Le colonel Loysel, depuis général.

évacué les blessés, fait venir immédiatement des vivres et des munitions, excité les soldats par un ordre du jour expliquant la victoire et la nécessité d'une nouvelle lutte, si l'on avait, au besoin, parcouru leurs bivouacs pour leur montrer la confiance et l'espoir qu'on était en droit d'exprimer, s'ils avaient ensuite été lancés en avant, le 17, au point du jour, avec une nouvelle ardeur, ils rencontraient les corps ennemis en marche isolément, la plupart en colonnes allongées dans de sinueux ravins, assez éloignés les uns des autres pour se faire battre en détail, et après ce succès, ou bien la retraite était libre, ou bien il restait encore l'avantage qu'offrait la place de Metz pour se concentrer rapidement sur la rive droite de la Moselle et frapper un nouveau coup. Après l'humiliante capitulation du 28 octobre, la première parole du prince Frédéric-Charles à un colonel français fut de lui demander l'explication de cette inaction le 17, et pourquoi au lieu de se retirer, l'armée n'avait pas accompli ce mouvement offensif. La réponse paraît aisée aujourd'hui : ou bien le maréchal n'a pas osé, ou bien il songeait déjà, par circonspection ou pour d'autres motifs, à rentrer sous Metz.

III. — Bataille de Gravelotte (Amanvillers. — Saint-Privat). (18 août.)

L'ordre communiqué dans la nuit de se retirer sur le plateau d'Amanvillers causa une surprise pénible. Ni l'officier, ni le soldat, ne pouvaient comprendre

qu'après avoir repoussé l'ennemi, il fallût reculer, et, devant une semblable manœuvre, les Allemands ne devaient pas manquer de s'attribuer la victoire; leur but était atteint : la retraite sur Verdun était arrêtée et l'armée rejetée sous Metz. Quelle ardeur pouvait-il rester au soldat français, à cette humble victime dont on exige la vie, et qui, sans savoir toujours lire et écrire comme son adversaire, n'en possède pas moins un admirable instinct pour apprécier et deviner ses chefs? Quelle confiance, au contraire, et quel entraînement pour le soldat allemand, qui voyait ainsi son dévouement couronné par le succès, alors même qu'il éprouvait un échec! Quel encouragement surtout pour les chefs orgueilleux, instruits, ardents, tenaces, qui le guidaient et qui apercevaient, malgré l'énergie de la résistance, malgré les pertes subies, le triomphe au bout de leurs efforts! Fatalité étrange qui faisait concourir les efforts des deux belligérants au même résultat : la perte de notre armée!

Le 17, à trois heures du matin, nos corps quittèrent leurs bivouacs; des voitures de vivres qui avaient suivi l'armée sur la rive gauche encombraient les routes. Il fallait les dégager; des amas de riz, de farine, de biscuit, d'effets divers, furent jetés en tas près du ravin situé à l'est de Gravelotte, et un immense bûcher consuma en quelques instants ces riches provisions! Comment expliquer ce fait, lorsqu'on songe à la rareté des vivres, et quelle pensée dut agiter le commandant en chef quand, après avoir donné cet ordre, apercevant sur les bords de la route, près de l'auberge du

Point-du-Jour, des amas de biscuits qu'on avait négligé de brûler, il prescrivit de les faire enlever ! Les soldats d'un bataillon d'infanterie qui arrivait furent chargés de ce soin, et, en un clin d'œil, les biscuits disparurent dans leurs sacs.

La retraite fut couverte par la division Metmann du 3e corps, qui n'avait pas combattu la veille, et malgré l'encombrement des charrois et le désordre qui en résulta, elle put s'effectuer sans accident. Vers dix heures seulement, quelques escadrons prussiens, escortés d'artillerie, se montrèrent au loin et envoyèrent à l'arrière-garde des obus qui ne causèrent aucun dommage. Dans l'après-midi, nos corps, conformément aux instructions du maréchal Bazaine, s'établirent sur la forte position qu'offrent les plateaux de la rive gauche de la Moselle, de Saint-Privat-la-Montagne à Rozérieulles. Là, le dos à Metz, la gauche appuyée à un ravin aux pentes peu accessibles et sous la protection du Saint-Quentin, la droite adossée aux villages de Saint-Privat et de Roncourt, sur leur front, le ravin de la Mance, dont le versant gauche offrait un champ de tir favorable, abritées par des tranchées-abris qu'on construisit à la hâte, dans quelques corps, nos troupes pouvaient attendre l'ennemi de pied ferme. Cette position, il est vrai, avait deux points faibles, et pour une résistance acharnée, il n'en fallait aucun. Sur la droite, au delà de Saint-Privat, s'étendaient des plateaux entourés de bois et parsemés de villages qui permettaient de tourner cette aile. Nos faibles effectifs n'autorisant pas une plus grande extension de la ligne de

bataille (1), il eût été indispensable de fortifier les abords de Saint-Privat au moyen de deux ou trois redoutes croisant leurs feux et défendant l'approche de l'aile droite. Sur nos derrières, courait un vallon profond aux flancs boisés qui gênait le déploiement des réserves et de la cavalerie. Il n'y avait pas à détruire cet obstacle ; il fallait se contenter de choisir sur le plateau de Plappeville à Amanvillers, un bon emplacement susceptible d'offrir à ces troupes un terrain facile pour se porter en ligne, mais les événements qui suivirent permettent de douter que le maréchal s'attendît à une grande bataille ; ou bien il pensait que sa forte position sous le canon des forts en imposerait aux Prussiens, ou bien il ne songeait qu'à s'enfermer entre Metz et les forts ; peut-être aussi son calme habituel cachait-il une apathie qui, jointe à ses projets intimes, diminuait son activité et sa perspicacité.

Quoi qu'il en soit, le soir du 17, les corps de l'armée française occupaient les positions suivantes : le grand quartier général au village de Plappeville ; le 2e corps entre le Point-du-Jour et Rozérieulles ; la 3e division de cavalerie de réserve en arrière, dans la vallée de Châtel-Saint-Germain, près de Longueau ; le 3e corps, du Point-du-Jour aux fermes de Moscou et de Leipzig. Pourquoi ces deux noms venaient-ils ainsi reprendre une place dans nos luttes et nous rappeler, comme un sinistre présage, deux de nos plus grands désastres ? Simple dérision du sort à laquelle nul ne s'arrêta, mais

(1) Il est à remarquer qu'elle avait déjà près de 10 kilomètres pour une force de 124 000 hommes.

qui semble parfois narguer les plus généreux efforts par une fatalité implacable! Le 4[e] corps s'étendit vers Montigny-la-Grange, et Amanvillers; le 6[e], d'abord à Verneville, se trouvant trop en flèche, s'établit à Saint-Privat-la-Montagne et Amanvillers, laissant à Verneville la 1[re] division de réserve de cavalerie; la Garde resta en réserve sur les pentes des forts Saint-Quentin et Plappeville.

L'effectif de l'armée, à la date du 17, était déjà bien réduit, et il est utile d'en donner les chiffres, à la veille d'une bataille qui allait désormais décider de son sort.

2[e] corps avec la brigade Lapasset et moins la division Laveaucoupet	16000 h.
3[e] corps	44700
4[e] corps	31800
6[e] corps	32400
Garde	18800
Cavalerie de réserve diminuée de la brigade Margueritte et de ses pertes du 16	4400
Réserves d'artillerie, génie, etc.	2500
Total	150600 h.

C'était peu en face des armées ennemies; mais, dans une bonne position, avec un commandement énergique et la volonté de ne pas céder, malgré la retraite qu'on lui imposait, les pertes déjà faites, et grâce à la solidité acquise dans les derniers combats, cette armée pouvait encore de grandes choses. La Providence en décida autrement. D'après les rapports et les récits des Allemands, on voit que la journée du 16 n'avait eu, à leurs yeux, d'autre résultat que de ralentir notre retraite. C'était un complément de l'effort tenté à Borny, mais un complément inachevé, La vigueur de

notre lutte, le 16, quoique bien inférieure à ce qu'on pouvait obtenir, leur fit supposer d'abord que l'armée française prendrait l'offensive à son tour le lendemain, peut-être aussi qu'elle continuerait sa marche sur Verdun par Briey, ou qu'elle se retirerait vers le nord, derrière l'Orne. Il était urgent de s'en assurer. La cavalerie des 5e et 6e divisions fut éparpillée dans la direction de Conflans. Il est probable que, malgré notre retraite et le rapport des escadrons qui aperçurent notre arrière-garde, le quartier général allemand ne put ajouter une foi complète à notre retour vers Metz. Aussi donna-t-il, pour le 18 au matin, les ordres suivants : Le 12e corps (saxon), qui s'était avancé la veille de Pont-à-Mousson jusqu'à Chambley, dut se diriger vers Jarny ; la garde, qui s'était également avancée dans la journée du 17, jusque sur les hauteurs de la rive gauche de la Moselle, vers Doncourt ; le 9e corps, de Gorze vers Saint-Marcel ; le 8e, qui s'était étendu vers Gorze, devait appuyer le 9e sur sa droite et être à son tour soutenu par le 7e à l'extrême droite ; le 10e, le 3e et les 5e et 6e divisions de cavalerie devaient former une seconde ligne et suivre le mouvement ; le 10e corps et la 5e division de cavalerie derrière le 12e ; le 3e et la 6e division de cavalerie entre la garde et le 9e (1). Le 2e corps qui avait déjà franchi la Moselle à Pont-à-Mousson, le 17, reçut l'ordre de hâter sa marche vers Mars-la-Tour et Rezonville. Le 4e corps fut laissé à Nancy. La position qui lui était assignée laisse supposer que les Allemands n'étant pas très-sûrs de la route suivie par les 1er, 5e et 7e corps français, vou-

(1) Voyez planche VIII.

laient surtout empêcher leur jonction avec les troupes de Metz. La direction donnée aux différents corps prussiens sur la rive gauche indique que l'ennemi nous croyait en pleine retraite vers le nord ou le nord-ouest, mais que, prévoyant une rencontre, il marchait prudemment en ordre de bataille, prêt à s'engager. Le roi de Prusse, qui s'était transporté sur la rive gauche, avait donc sous la main sept corps d'armée, huit avec le 2e, et deux divisions de cavalerie, sans compter la division de cavalerie de la garde, celle du 12e corps et une division de cavalerie de la 1re armée. Par suite des fautes commises de notre côté, il ne devait pas avoir en face de lui plus de quatre corps.

Le 18, à huit heures du matin, l'armée prussienne avait déjà atteint la route de Gravelotte-Conflans, lorsque son commandant en chef apprit par les rapports des reconnaissances que nos troupes étaient établies sur le plateau de Saint-Privat-Rozérieulles et semblaient disposées à s'y maintenir (1). Une halte générale fut aussitôt ordonnée. Le 12e corps et la garde s'arrêtèrent aux abords de Doncourt, le 9e corps à la ferme de Cautre, le 8e entre Rezonville et Gravelotte, le 7e à la lisière du bois de Vaux, le 10e à Bruville, le 3e n'avait pas encore bougé. De notre côté, on signala au maréchal Bazaine l'apparition de l'ennemi, en colonnes profondes, entre les routes de Mars-la-Tour et de Doncourt. Le maréchal ne prit aucune dispositton et ne quitta point Plappeville, au grand étonnement des officiers qui connaissaient la situation. Le com-

(1) Rapport officiel prussien.

mandant du 6e corps, pressentant la lutte, rallia la cavalerie qui était restée à Verneville et lui assigna un emplacement derrière ses lignes. C'était la 1re division de cavalerie de réserve (du Barail) qu'on venait de renforcer d'une brigade empruntée au 3e corps, pour remplacer la brigade Margueritte et constituer une division de cavalerie au 6e corps.

Le quartier-général allemand prescrivait, pendant ce temps, à tous ses corps, de se rabattre sur l'armée française par un mouvement général de conversion à droite. Le 12e était dirigé sur Sainte-Marie-aux-Chênes et Roncourt, avec ordre de faire descendre sa cavalerie dans la vallée de la Moselle pour couper la route de Thionville. La garde marchait sur Sainte-Ail; le 9e corps sur Amanvillers par Verneville, avec ordre d'attendre, pour s'engager, que la garde arrivât à sa hauteur; le 8e devait appuyer le 9e et attaquer les fermes en face du bois des Genivaux; le 7e recevait l'ordre de former la droite de la ligne de bataille en occupant le bois de Vaux et le village du même nom; ses efforts avaient pour objectif le Point-du-Jour et la route de Rozérieulles à Metz; les 3e et 10e corps, qui avaient été éprouvés le 16, formaient réserve en seconde ligne, derrière la gauche de l'armée prussienne; enfin, le 2e corps, dont on attendait l'arrivée, était destiné à constituer une dernière réserve derrière la droite allemande (1).

Ces divers mouvements, exécutés sous les yeux de notre armée, occupèrent toute la matinée. Vers onze heures et demie, le 9e corps prussien (de Manstein)

(1) Voyez planche VIII.

atteignit Anoux-la-Grange. Il fut aussitôt arrêté par des décharges d'artillerie des 6e et 4e corps français (Canrobert et Ladmirault), partant de Sainte-Marie-aux-Chênes, de Saint-Privat-la-Montagne et d'Amanvillers. Son infanterie profita immédiatement des bois de la Cusse et Doseuillons pour masquer ses bataillons, pendant que cinq batteries se portaient sur Habonville, les autres sur les hauteurs qui séparent Verneville des bois de la Cusse et des Genivaux. En même temps, notre 3e corps (maréchal Lebœuf) apercevait les colonnes de la 15e division du 8e corps qui s'avançait de Rezonville sur Gravelotte. Son artillerie ouvrit son feu au même instant. Le général de Zastrow, qui commandait le 7e corps (1), fit placer sur les hauteurs entre Gravelotte et le bois des Ognons, la 1re division à pied de son régiment d'artillerie, soit quatre batteries, sur lesquelles le maréchal Lebœuf dirigea aussitôt le feu de ses canons. Elles furent plus tard renforcées par cinq autres batteries, ce qui fit converger vers le Point-du-Jour et la ferme de Moscou le tir de 54 pièces.

A ce moment, entre midi et deux heures, c'est sur le front du 4e corps (Ladmirault) que la bataille s'engageait le plus vivement et prenait un caractère d'une violence extrême. L'intensité de la canonnade et de la mousqueterie dépassait toute idée. Nos troupes, sans tranchées-abris sur ce point, quoi qu'en aient écrit les Allemands, encouragées par leur chef, le général Ladmirault qui les guidait au feu et payait de sa personne comme un simple soldat, repoussaient les

(1) Rapport du général d'infanterie de Zastrow, sur la part prise par le 7e corps, à la bataille de Gravelotte (Amanvillers), 18 août 1870.

attaques du 9ᵉ corps prussien, et, vigoureusement appuyées par le 6ᵉ corps, empêchaient les Hessois de la 25ᵉ division de déboucher des bois. De son côté, l'artillerie de la 16ᵉ division prussienne faisait les efforts les plus tenaces pour se maintenir entre Verneville et la ferme Champenois, où elle s'avançait jusqu'à 600 mètres de nos fantassins.

La lutte des deux armées, dans cette première période de la bataille, était concentrée à notre droite, sur le bois de la Cusse ; au centre, sur la sortie du défilé, entre les bois de Vaux et des Génivaux. Le quartier général prussien ne songeait du reste, à cette heure, qu'à faire une démonstration énergique sur notre front, démonstration qui fut cependant marquée par des mouvements offensifs que l'attitude de nos troupes repoussa constamment. La manœuvre principale, qui ne se dessinait pas encore, et que les généraux prussiens jugeaient avec raison devoir être décisive, était un mouvement tournant exécuté sur notre droite par la garde et le 12ᵉ corps (saxon), comptant à eux deux près de 80 000 hommes, appuyés par leurs deux divisions de cavalerie, 186 pièces de canon, et soutenus en arrière par les 10ᵉ et 3ᵉ corps, dont l'effectif devait s'élever à environ 56 000 hommes et 180 canons. C'était, pour ainsi dire, une nouvelle armée de 135 000 hommes qui allait assaillir nos 6ᵉ et 4ᵉ corps, surtout le 6ᵉ, déjà engagé dans la lutte depuis onze heures du matin. Voyant que l'action des 7ᵉ, 8ᵉ et 9ᵉ corps était impuissante contre nos lignes, et voulant d'ailleurs attendre l'effet produit par le mouvement de la garde et du 12ᵉ corps, le roi de Prusse prescrivit, vers deux heures,

à ses troupes de se borner à un combat d'artillerie et de ne reprendre l'offensive qu'au moment de l'apparition sur la gauche des colonnes de la garde. La bataille continua ainsi jusqu'à quatre heures de l'après-midi, acharnée de part et d'autre, sous un feu continu sans trêve, ni relâche.

Cependant vers le bois de la Cusse, la 25e division (Hessois), essaya, à plusieurs reprises, de déboucher du taillis et de s'avancer au delà de la levée du chemin de fer de Metz à Verdun, alors en construction. Les troupes du 4e corps (Ladmirault) l'obligèrent chaque fois à se replier, prirent à leur tour l'offensive pour la faire rentrer dans le bois, et regagnèrent ensuite leurs positions.

Sur notre gauche, le Point-du-Jour fut, vers trois heures et demie, l'objet d'une attaque vigoureuse exécutée par le 7e corps tout entier (von Zastrow). Le feu de nos soldats, redoublant alors de vivacité, arrêta l'effort de l'ennemi à hauteur de l'auberge Saint-Hubert, qu'il ne put dépasser, mais où il se maintint, malgré les pertes que lui faisait éprouver la convergence de notre tir.

Pendant que ces épisodes ensanglantaient les abords du plateau d'Amanvillers, le quartier général prussien, installé à Rezonville, suivait avec impatience les progrès du mouvement de conversion de la garde et du 12e corps et attendait avec anxiété l'arrivée du 2e, parti le matin de Pont-à-Mousson.

Dans notre armée, les choses se passaient autrement. Le maréchal Bazaine était resté tranquillement dans la

demeure qu'il occupait au village de Plappeville, d'où l'on n'entendait même pas le bruit du canon. Cette inaction stupéfiait ceux qui en étaient témoins.

Ce ne fut que dans l'après-midi, vers les trois heures, que le commandant en chef monta à cheval, et au lieu de se rendre sur le champ de bataille, gagna le fort Saint-Quentin, point culminant des environs de Metz, à 8 kilomètres d'Amanvillers, qui était à cette heure le principal théâtre de la lutte.

Des bastions du fort on apercevait la crête du plateau occupé par nos troupes, mais on ne pouvait discerner les mouvements des Prussiens, surtout vers Saint-Privat et Roncourt. En revanche, on distinguait parfaitement la gauche de nos lignes, et l'on pouvait surveiller la route de Moulins à Metz qui était notre direction de retraite. Le maréchal ne devait plus quitter ce poste d'observation que pour s'avancer un instants sur le plateau de Plappeville, vers sept heures du soir et rentrer ensuite à son quartier général. Le 18 comme le 16, il semble que sa préoccupation constante ait été sa liaison avec la place de Metz et sa retraite sur cette ville.

Ce fait est par lui-même assez significatif et les événements ultérieurs furent assez concluants pour que l'histoire soit entraînée à porter un jugement sévère sur sa conduite pendant cette journée. Ses soldats ne virent qu'une chose : leur commandant en chef ne parut pas sur le champ de bataille!

Cependant, il était quatre heures de l'après-midi ; nous tenions sur toutes nos positions ; partout, même à

a ferme Champenois, occupée seulement par un avant-poste, l'attaque des Prussiens avait été repoussée. Leurs 7e, 8e et 9e corps avaient été refoulés dans les bois dont ils avaient voulu sortir. Leur formidable artillerie, énergiquement combattue par la nôtre, avait été éprouvée, et l'intensité de ses feux commençait à diminuer, quand sur notre droite nous vîmes se déployer de nouvelles batteries. C'était l'artillerie de la garde prussienne qui arrivait en ligne et se plaçait sur la gauche du 9e corps, suivie de près par une forte avant-garde.

La vaste conversion à droite exécutée par l'aile gauche ennemie s'achevait enfin et lui permettait de se développer sur le prolongement de la ligne de bataille. La canonnade reprit sur ce point avec une nouvelle fureur.

Un peu plus tard, vers quatre heures et demie, des masses considérables apparurent sur les derrières et à gauche de ces batteries; c'était le gros de la garde qui s'avançait. Plus loin, dans la direction de Batilly et de Coinville, se mouvaient de profondes colonnes qui semblaient hâter leur marche et se diriger vers le corps Canrobert. C'étaient les 10e et 12e corps qui venaient, le premier appuyer le mouvement général, le second en compléter l'effet par une manœuvre enveloppante du côté de Montois et de Roncourt. Nul doute que le commandant en chef, s'il s'était porté à cette heure sur le théâtre de la lutte, n'eût appelé sa division de cavalerie de réserve, fait avancer la garde impériale, et attiré sur le plateau d'Amanvillers la réserve

générale d'artillerie. Celle-ci pouvait former sur le flanc droit une imposante batterie de 96 pièces, qui aurait compensé dans une certaine mesure l'infériorité et la faiblesse de notre aile droite. Malheureusement il n'en fut rien, et la réserve générale d'artillerie resta dans Metz, inactive et sans ordre.

A l'arrivée de ses renforts, l'ennemi se disposa aussitôt à reprendre l'offensive. Le signal en fut donné par le déploiement de 14 batteries (84 pièces) en arrière d'Habonville, et par la grêle d'obus qu'elles firent aussitôt pleuvoir sur Sainte-Marie-aux-Chênes, où l'un de nos régiments, le 94ᵉ, tenait depuis le matin. Après avoir criblé ce malheureux village, la garde prussienne, voyant déboucher sur ses derrières les têtes de colonne du 12ᵉ corps, lança sur ce régiment sa première division. Nos soldats, déjà réduits à 1500 hommes environ, ne purent tenir contre des forces décuples. Sainte-Marie-aux-Chênes fut enlevé et nos troupes durent se replier sur Saint-Privat. Au même instant, l'artillerie de la garde prussienne achevait de se déployer ; des batteries du 9ᵉ et du 12ᵉ se joignirent à elles, et plus de 200 pièces de canon firent converger leurs feux sur le corps Canrobert. A l'est de Verneville arrivaient aussi des batteries du 10ᵉ, qui venaient renforcer celles du 9ᵉ et redoublaient d'efforts pour accabler les corps Ladmirault et Lebœuf. « Il est alors » cinq heures, dit le rapport du prince Frédéric-» Charles, le silence de l'ennemi, l'heure avancée » engagent à presser le mouvement pour décider du » sort de la bataille avant la chute du jour ; l'ordre est

» donné au commandant de la garde prussienne, » prince de Wurtemberg, d'attaquer et d'enlever le » village de Saint-Privat. » En même temps, il est prescrit au 9e corps, renforcé par une brigade de la garde, de se porter sur Amanvillers et de s'en rendre maître. Cette offensive fut vigoureusement menée et entraîna la droite prussienne à tenter à son tour un nouvel effort. « La garde, dit le rapport prussien, se » précipita avec une bravoure qu'on ne saurait dé- » passer, contre des hauteurs occupées et battues par » un feu rasant de mousqueterie ; mais les pertes con- » sidérables qu'éprouvèrent nos bataillons forcèrent le » prince de Wurtemberg à interrompre son attaque » et à attendre la coopération des Saxons sur le flanc » de l'ennemi. » Il en coûte à l'orgueil prussien d'avouer même un échec momentané. En réalité, l'attaque dirigée sur Saint-Privat échoua complétement devant l'attitude de notre infanterie, que le maréchal Canrobert animait de sa présence, et dont le tir meurtrier fit éprouver aux Prussiens des pertes considérables. L'attaque dirigée sur Amanvillers n'avait pas eu plus de succès, malgré l'énergie avec laquelle elle fut conduite. Le général de Ladmirault venait d'appeler en ligne la division Lorencez, jusque-là tenue en réserve. Ses troupes, ainsi renforcées et soutenues par une artillerie que n'avaient pu ébranler ni la supériorité de l'artillerie ennemie, ni la précision de ses coups, repoussa l'offensive dont elle était l'objet. Le 9e corps ne put dépasser la levée du chemin de fer. Les batteries qui appuyaient sa droite, ayant essayé de suivre le

mouvement général en se portant en avant, eurent en un instant plus de 15 pièces démontées. Nos troupes s'élancèrent alors pour s'en emparer, et sept canons tombèrent en leur pouvoir. Mais faute d'attelages, elles ne purent en conserver que deux, qui furent emmenés par le 13[e] de ligne et le 2[e] chasseurs à pied de la division Lorencez.

A notre gauche, le nouvel effort de la première armée prussienne était aussi impuissant; les troupes des 7[e] et 8[e] corps avaient été tellement décimées qu'elles durent se retirer précipitamment et qu'un commencement de déroute s'ensuivit. L'ordre fut même un instant donné à Ars et à Corny de dégager les abords des ponts sur la Moselle pour une éventualité de retraite sur la rive droite (1).

Le quartier général allemand, qui comptait toujours sur le mouvement tournant de sa gauche et qui disposait encore de nombreuses réserves, excité d'ailleurs dans sa ténacité habituelle par notre attitude de défensive, répara promptement cet insuccès. Des troupes du

(1) Un hussard du 8[e] régiment, fait prisonnier, nous apprit plus tard qu'il avait été chargé de porter cet ordre. Les Allemands avouent eux-mêmes qu'une partie de leur 8[e] corps fut rejetée en arrière (voy. n° 161 du *Militair Wóchenblatt*, traduction d'un article de *l'Invalide russe*). Seulement il est faux que nos troupes se soient avancées sur la chaussée de Gravelotte, ou qu'elles furent repoussées par le 2[e] corps. Celui-ci combla la trouée faite dans la ligne allemande par la retraite du 8[e], mais nos troupes ne quittèrent pas leurs positions, qu'elles occupèrent encore pendant la nuit. Il est peut-être regrettable qu'elles n'aient pas exécuté cette attaque; malheureusement le commandant en chef n'était pas là.

3e corps vinrent renforcer le 9e, et les têtes de colonne du 2e, qui arrivaient à cet instant, furent conduites par le général de Moltke lui-même à l'appui des 7e et 8e prussiens ébranlés par la solidité de nos 2e et 3e corps.

Mais, hélas ! après tant d'efforts le sort de la journée allait se décider contre nous. Il était six heures et demie du soir. Le corps saxon achevait son mouvement et atteignait Roncourt, où il ne rencontra que la division Lafont de Villiers, déjà épuisée par un combat de sept heures. Le village est enlevé, notre droite perd un de ses points d'appui principaux et nos troupes sont rejetées sur Saint-Privat, où l'ennemi les suit. Au même instant, la garde prussienne, reformée et soutenue par des renforts du 10e corps, s'avance sur Saint-Privat. Le feu de l'artillerie ennemie redouble; de tous les côtés du plateau, des colonnes débouchent contre le 6e corps qu'une pluie de projectiles accable dans Saint-Privat. Le village est en feu et devient intenable. Le maréchal Canrobert s'obstine à y rester, malgré la retraite de ses soldats, qui se voient forcés de venir le dégager. « Le 6e corps, dit le rapport du » maréchal Bazaine, est épuisé par cette longue lutte ; » ses dernières cartouches ont été dépensées ; les cais- » sons des pièces sont vides ; la résistance devient à peu » près impossible devant les masses qui se renouvellent » sans cesse. » Le moment de faire donner les réserves était arrivé depuis plus d'une heure, et les commandants des 6e et 4e corps venaient d'envoyer officiers sur officiers pour demander du secours. La garde était

trop loin du champ de bataille, et ce ne fut qu'à sept heures et demie du soir que son chef, averti de ce qui se passait, reçut l'ordre de se porter sur le plateau. Mais déjà les soldats du 6ᵉ corps, sans munitions, débordés de toutes parts, se repliaient en désordre par les routes de Saulny et de Woippy. Leurs officiers ne peuvent les arrêter, et en quelques instants le 4ᵉ corps a sa droite découverte. Il est alors accablé par l'artillerie prussienne des 9ᵉ, 12ᵉ corps et de la garde, qui le prennent à la fois de front, à revers et de flanc. Le général de Ladmirault, espérant toujours voir arriver la garde et la réserve générale d'artillerie, fait des efforts surhumains pour maintenir ses divisions. Il y réussit quelque temps, mais bientôt ses troupes épuisées, à bout de cartouches, se débandent et suivent le mouvement du 6ᵉ. Toute la droite de la ligne de bataille est battue et en déroute. Heureusement la nuit survient et dérobe aux regards de l'ennemi le trouble produit dans nos rangs. C'est le moment où la garde impériale cherche à atteindre le plateau d'Amanvillers. Mais elle est engagée dans l'étroit chemin de Saulny, où les masses débandées du 4ᵉ corps arrêtent sa marche. Son artillerie parvient enfin sur le plateau où l'artillerie de réserve du 4ᵉ corps consomme ses dernières munitions. En outre, un bataillon d'infanterie a été oublié par le 4ᵉ corps dans la ferme de Montigny-la-Grange, et son commandant, dont le nom est malheureusement oublié, ne se laisse ébranler ni par la retraite qui vient d'avoir lieu, ni par les progrès de l'ennemi qui l'entoure à une faible dis-

tance et garde sa position. La division de grenadiers de la garde peut enfin, à la nuit close, se déployer sur le plateau et arrêter avec son artillerie toute nouvelle tentative de la part des Prussiens, qui n'osent dépasser les premières maisons de Saint-Privat.

Le 3[e] corps (Lebœuf) et le 2[e] avaient pendant ce temps résisté aux attaques de l'ennemi, et s'étaient maintenus sur leurs positions. La défaite de notre droite, l'attitude énergique du centre et de la gauche, l'heure avancée et l'obscurité de la nuit mirent fin au combat. Vers huit heures et demie le feu cessa sur toute la ligne.

Dans le dernier mouvement offensif des Allemands, le 12[e] corps s'était emparé de Roncourt et de Saint-Privat, de concert avec la garde prussienne ; le 9[e] corps avait pris la ferme Champenois. Là se bornait le succès de l'ennemi. Nous occupions encore Montigny-la-Grange, La Folie, Leipsick, Moscou, le Point-du-Jour et le plateau de Rozérieulles où nos troupes passèrent la nuit. Ces positions ne furent évacuées sur l'ordre du commandant en chef que le 19 au matin.

La bataille d'Amanvillers (appelée Gravelotte par les Allemands) était perdue pour nous, malgré la vigueur de notre défensive. Dans son malheur, l'armée avait encore eu une chance heureuse. La cavalerie du 12[e] corps saxon n'avait pu descendre dans la plaine de la Moselle et gagner Woippy. Si ce mouvement se fût exécuté, les cavaliers ennemis surprenaient les 6[e] et 4[e] corps dans un désarroi complet, faisaient plusieurs milliers de prisonniers et plaçaient le reste des troupes

dans une situation désespérée. Il n'en fut rien par bonheur, et la droite, après avoir été battue, eut le temps de se reformer et de se réorganiser dans ses nouvelles positions de Saulny et de Woippy. Le lendemain 19, au point du jour, toute l'armée reçut de son commandant en chef l'ordre de se concentrer entre la place de Metz et les forts.

La bataille d'Amanvillers devait être pour les Allemands la plus sanglante de la guerre. Pour nous, grâce aux tranchées-abris et à la force défensive de la position, les pertes furent moindres que dans la journée du 16. Elles s'élevaient à 11 678 hommes et 595 officiers, tués, blessés et disparus. En tout, 12 273 hommes hors de combat. Dans ce chiffre, furent comptés 2000 à 3000 hommes des 6e et 4e corps que la déroute de la soirée entraîna jusqu'à Metz, où ils restèrent trois ou quatre jours sans qu'on pût les retrouver. Peu à peu, ces hommes rejoignirent leurs drapeaux et recomptèrent à l'effectif, de sorte qu'on doit évaluer à 10 500 environ le chiffre de nos pertes, le 18. L'ennemi accusa 13 520 officiers et soldats hors de combat pour la garde, les 12e, 10e, 9e et 3e corps. En y ajoutant les pertes des 7e, 8e et 2e corps, il est permis d'élever ce chiffre à 18000 ou 20 000 hommes.

Les forces engagées des deux côtés peuvent s'évaluer à 270 000 Allemands contre 125 000 Français, et furent réparties de la façon suivante : centre et gauche français : 2e et 3e corps, environ 60 000 hommes, contre les 7e, 8e et 2e corps allemands, soit 96 000 combattants; droite française : 4e et 6e corps, environ

63 000 hommes contre les 3e, 10e, 9e, 12e corps et la arde, sans compter les divisions de cavalerie, soit 168 000 hommes. Dans cette supputation, il faut compter, du côté des Allemands, le 2e corps qui arriva tard, mais encore assez tôt pour prendre une part active au combat. Il conviendrait peut-être de faire entrer en ligne de compte de notre côté la division de grenadiers et l'artillerie de la garde, quoiqu'elles n'aient pas été engagées et qu'elles n'aient fait qu'acte d'apparition à huit heures et demie du soir sur le plateau d'Amanvillers. Ce genre d'énumération, qui manque d'exactitude, renforcerait la droite française de 10 000 hommes et la porterait à 73 000 hommes contre 168 000 ennemis. L'infériorité numérique était donc très-sensible de notre côté et ne sera contestée par personne. Ces détails ont d'ailleurs peu d'intérêt; leur importance s'efface devant le résultat de la bataille : l'armée coupée de l'intérieur de la France et rejetée sous les murs de Metz; situation grave, mais non désespérée; malheureusement par suite de la décomposition morale que les revers et l'effondrement d'un régime politique produisirent dans les consciences, de cette funeste journée devait dater son annulation, et plus tard sa perte définitive.

Et cependant le maréchal Bazaine en rendit compte en ces termes, d'une indifférence ou d'une apathie inexplicables :

Camp du fort de Plappeville, le 18 août 1870,
8 heures 20 minutes du soir.

« J'ignore l'importance de l'approvisionnement de

» Verdun; je crois qu'il est nécessaire de *n'y laisser* » *que ce dont a besoin la place* (1).

» J'arrive du plateau; l'attaque a été très-vive. Dans » ce moment, 7 heures (2), le feu cesse. Nos troupes, » constamment restées sur leurs positions. Un régi- » ment, le 60e, a beaucoup souffert en défendant la » ferme Saint-Hubert.

» Maréchal BAZAINE. »

CHAPITRE V.

CONSIDÉRATIONS SUR LES MANŒUVRES DES DEUX ARMÉES DU 6 AU 18 AOUT 1870.

I.— Causes des premiers succès des Allemands.— Premier mouvement. — Passage de la frontière.

En France, on ne s'est guère habitué jusqu'à cette heure à envisager les derniers événements sous leur véritable jour. Nos esprits, encore sous le coup de nos désastres, n'ont pas retrouvé le calme qui inspire les réflexions utiles. Il importe cependant de se recueillir au plus tôt et de réagir contre l'infortune, afin de combler l'abîme creusé par nos fautes.

Sous le premier Empire, au milieu de ces hécatombes d'hommes et de peuples, il y eut une terrible

(1) Ce conseil semble indiquer nettement l'abandon de la marche sur Verdun.

(2) Il y a contradiction entre ce moment, sept heures, et la date de la dépêche. Elle est pourtant authentique.

bataille qui fut considérée par nos pères comme une lutte de géants et que nos ennemis appelèrent la bataille des nations (*Wölkerschlacht*). Dans notre histoire, Leipsick a donné son nom à ce conflit sanglant, où près de 100 000 hommes jonchèrent le sol. Pendant trois jours, 140 000 Français, en y comprenant le corps de Ney, guidés par un génie jusqu'alors victorieux, tinrent tête à plus de 300 000 Autrichiens, Russes et Prussiens. La défection vint en aide aux masses ennemies, et les Saxons, après avoir déserté les drapeaux sous lesquels ils avaient juré de combattre, portent depuis ce temps le stigmate honteux que la postérité imprime au front des traîtres.

En 1870, pendant les sanglantes journées des 14, 16 et 18 août, 150 000 Français, mal commandés, ont résisté sans se laisser entamer, à plus de 300 000 Allemands, déduction faite de la 3e armée et des corps qui furent absents du combat. Ils pouvaient encore après leur défaite, entreprendre de grandes actions dont le résultat, sans nul doute, eût modifié l'avenir. 30 000 Français et 47 000 Allemands, près de 80 000 hommes, rougirent de leur sang le champ du combat. Il y a dans ces faits plus d'un enseignement, et, malgré les différences qui existent entre nos faiblesses et l'énergie de nos pères, il est permis, comme l'ont fait nos adversaires, de comparer les journées des 16 et 18 octobre 1813 à celles des 14, 16 et 18 août 1870.

Mais si, dans ce rapprochement de faits et de dates, nous bornons nos regards aux actions de guerre accom-

plies par nos armées, nous restons en présence d'une comparaison pénible, toute à notre désavantage, et qui doit faire cruellement saigner nos cœurs, s'ils possèdent encore quelques fibres généreuses. Car la défaite de l'armée de Metz, aggravée plus tard par la négociation politique de son chef, a coûté à notre infortunée patrie plus de ruines que tous les revers de Napoléon.

Ne l'oublions jamais; que ceux qui nous suivront vivent pour ce souvenir néfaste, et que nos sombres pensées, plongeant dans les abîmes du malheur pour y retrouver notre énergie perdue, y puisent une force inconnue, un calme inébranlable, la vertu qui nous manquait, la virilité des hommes libres, enfin la résolution de la vengeance ou de la mort.

Mais laissons un instant de côté les funestes résultats de la journée du 18, et examinons au point de vue de la stratégie et de la tactique l'ensemble des opérations depuis le 6 août.

L'art de diriger les masses et de les faire concourir à des actions décisives, a été regardé de tout temps comme une science merveilleuse dont les grands capitaines ont seuls possédé le secret. C'est par elle que Gustave-Adolphe, Frédéric II, Napoléon Ier, ont affirmé leur génie. Or, en 1870, malgré le mépris et la haine que les atrocités des Allemands ont versés dans nos âmes, il faut reconnaître qu'ils l'ont appliquée sur la plus vaste échelle que le monde ait jamais vue, et avec une précision, une sûreté de moyens qui dénotent chez leurs chefs de véritables talents militaires. Nous

sommes forcés de leur rendre cette justice, mais personnellement, nous n'apercevons en aucun d'eux la flamme du génie. Nous estimons que plus d'une fois, ils ont commis des fautes qui auraient compromis leurs victoires, si notre ineptie et nos faiblesses ne s'étaient empressées de les réparer. Cette considération, en nous empêchant de relever leurs succès plus qu'il ne convient, doit nous faire mieux comprendre le degré d'abaissement où nous sommes tombés, et nous laisser entrevoir aussi la possibilité de remédier à nos maux, si nous savons appeler à notre aide l'union qui fait la force, et la volonté qui la guide.

Nous croyons que deux faits généraux, dont le mérite revient surtout au roi Guillaume, ont puissamment contribué aux heureux résultats de leurs opérations : 1° une organisation remarquable, basée sur une discipline de fer, un travail constant, une méthode et une prévoyance incessantes; 2° l'habileté de leurs chefs de corps d'armée.

L'examen des faits le montrera mieux encore.

Dès le début, les Allemands prirent sur nous un grand avantage, celui de l'offensive. Ils le durent à leurs principes de tactique, qui font de l'offensive une règle; à leur nombre, qui leur en facilitait les moyens; mais surtout à l'inaction du chef de notre armée, qui ne sut pas utiliser à temps la supériorité numérique que nous avions sur la Sarre, du 20 juillet au 3 août.

Du 6 au 18 août, la stratégie allemande comprend trois mouvements : 1° l'invasion, avec la défaite d'une de nos ailes et la possession des Vosges; 2° l'occupa-

tion de la ligne de la Moselle ; 3° l'interceptiou de notre ligne de retraite, Metz-Verdun,

Pour exécuter ce plan, dont les deux premières parties au moins étaient concertées d'avance, nos ennemis forment, du 2 au 6 août, une grande ligne de bataille de la Sarre à la Lauter. Son développement égale notre front. Mais, il ne faut pas s'y tromper, cette étendue sur laquelle nos corps sont échelonnés, comme des brigades de douaniers, n'était occupée par eux que sur trois points principaux, où se concentraient leurs trois grandes masses, et dont la situation géographique, si nous avions eu de bons renseignements, devait suffire à nous indiquer les lignes d'invasion. C'étaient Baumholder, sur la direction Sarrebrück-Pont-à-Mousson ; Kaiserslautern, puis Hombourg, sur la ligne Kaiserslautern-Sarreguemines-Nancy ; et Landau, sur la route Landau-Wissembourg-Saverne.

Ces premières dispositions sont remarquables par la netteté du plan qu'elles dénoncent. Car un succès décisif sur l'une des trois directions, notamment sur les deux premières, avait pour conséquence de tourner notre ligne des Vosges et d'amener peut-être son évacuation immédiate. Y avait-il un seul de nos chefs qui eût pesé ces chances avant la guerre et qui s'en fût inquiété ? Les préparatifs de son exécution s'effectuèrent sans feinte, et les troupes allemandes, déjà groupées en corps d'armée dans l'intérieur du pays, purent se constituer en armées de 100 à 200 000 hommes, à quelques journées de marche, sur la droite à 30 kilomètres environ, sans qu'une seule patrouille de cava-

lerie parvînt à s'en douter. Ce fait est à peine croyable, et pourtant il est rigoureusement vrai. On souhaiterait difficilement une insouciance plus complète chez l'ennemi que l'on se dispose à combattre. D'autres auraient peut-être fait quelques démonstrations sur un point particulier de la frontière pour détourner l'attention d'un mouvement décisif préparé sur l'un ou l'autre flanc. C'eût été plus habile. Les Allemands ne s'en donnèrent pas la peine (1). On serait tenté de croire que cette indifférence pour une ruse élémentaire doit être attribuée à la connaissance de notre infériorité; ce n'est guère probable. Ils nous supposaient capables de mobiliser au moins 500 000 hommes, et, au mois de juillet 1870, ils furent convaincus que ces masses, secrètement rassemblées à l'avance, étaient déjà prêtes à faire irruption sur leur territoire. Jamais ils n'ont soupçonné, jamais peut-être ils ne voudront reconnaître l'étendue de notre faiblesse, car elle diminuerait, dans leur immense orgueil, la grandeur de leurs triomphes. Bref, la préparation de leur première offensive fut bien conduite, parce qu'elle était mûrie et préparée d'avance, fermement résolue, commandée et exécutée. Assurément elle fut favorisée par notre inertie; c'est pour nous une raison de plus d'étudier cette rapidité de mobilisation qui leur permit, du 16 juillet au 5 août, en vingt jours révolus, d'accumuler sur notre frontière plus de 500 000 hommes. Pareille promptitude ne saurait être trop remarquée par nous, puisque pendant

(1) Ils ne cherchèrent qu'à masquer leur infériorité au début par de nombreuses patrouilles de cavalerie.

quatre ans, de 1866 à 1870, bon nombre d'officiers l'avaient inutilement signalée à l'attention de nos généraux et de nos gouvernants.

Des préparatifs passons à l'action. L'attaque de notre aile droite, ses défaites à Wissembourg et à Wœrth, sa déroute, l'abandon des Vosges, ont été examinés. Nous n'y reviendrons que pour envisager l'ensemble de l'opération. Ce fut un mouvement bien combiné et bien mené. Il est dû au chef suprême de l'armée allemande et à son chef d'état-major général, mais aussi à deux hommes que la France trouvera peut-être encore devant elle, au prince héritier Frédéric et à son chef d'état-major, le général de Blumenthal, un des brillants élèves formés par le général de Moltke. Nos ennemis pourront peut-être s'enivrer à la coupe de gloire ; leur orgueil, désormais sans limite, pourra les conduire à des fautes, mais il ne faut pas nous bercer de trop d'illusions. Leur ivresse ne les plongera pas, comme nous, dans l'insouciance et la stupéfaction. L'armée allemande a le culte des traditions, et dans le nombre elle a la tradition du travail. Elle ne verra pas, comme nous, les héros du premier empire disparaître sans laisser d'autres successeurs que des fils dégénérés, et de leur vivant déjà, nos vainqueurs ont préparé les dignes continuateurs de leur science. Ces hommes, si nous voulons un jour les vaincre, nous les trouverons, dressés par leurs maîtres, instruits par le passé et perfectionnés par l'étude. Puisque nous avons tout perdu, la tradition ancienne et la valeur de nos pères, il nous faut nous bien pénétrer de ce fait, apprendre à con-

naître nos ennemis et nous élever à leur hauteur avant d'aller leur demander compte des excès qu'ils ont commis.

Le succès de l'aile gauche allemande sur notre aile droite est dû sans nul doute à son écrasante supériorité. Mais cette supériorité dont nous aimons à excuser notre défaite est un des côtés de l'art de la guerre. Chez eux, elle fut amenée par une organisation de paix qui était d'avance un gage de réussite. Quant à notre infériorité, surtout celle que nous eûmes aux combats de Wissembourg et de Wœrth, il ne faut nous en prendre qu'à nous-mêmes. Le 4 et le 6 août, l'avantage du nombre ne fut pas seulement, chez les Allemands, l'effet du hasard ou la conséquence de leur organisation; ce fut le résultat de la combinaison tactique, et notre ignorance seule, nous empêchant de parer au danger, nous jeta dans la mêlée avec un aveuglement plein de bravoure, il est vrai, mais irréfléchi et presque insensé. Il nous faut savoir désormais qu'avec ce genre de bravoure on compromet sa patrie, on livre à l'ennemi ses plus riches provinces.

Malgré l'habileté du premier acte offensif des Allemands, un peu de prudence de notre part l'aurait empêché d'avoir en Alsace des résultats aussi décisifs. On a déjà vu qu'en effet si le maréchal de Mac-Mahon, se rendant un compte exact de sa situation, se fût borné à défendre les passages des Vosges, appelant à lui les corps de Failly et Douay, les progrès de la droite ennemie eussent été plus lents. Et, alors même que la gauche et le centre de notre ligne eussent été forcés

d'abandonner la Sarre pour se replier sur Metz, nous aurions pu, appuyant un flanc à cette place, l'autre aux Vosges, nous maintenir quelque temps dans une attitude défensive derrière la Nied. Toutefois, cette combinaison n'eût produit qu'un temps d'arrêt dans l'invasion, par suite de l'énorme différence qui existait entre les effectifs des deux adversaires.

Le seul parti qui nous restait à prendre, après avoir laissé passer le moment de l'offensive, c'est-à-dire du 25 juillet au 3 août, consistait à masser toutes nos forces sur une position centrale propre à la défense, et à nous conformer ainsi au principe stratégique qui veut que *les petites armées agissent toujours en masse.* L'application de ce principe nous eût conduit à faire replier vers Bitche les forces du maréchal Mac-Mahon et à attirer vers Metz celles du 7ᵉ corps. Dans ce cas, il restait à l'ennemi à exécuter une manœuvre peut-être très-utile, mais aussi très-dangereuse : déborder notre droite et la tourner en occupant les Vosges. Il aurait eu alors une ligne d'opération double, sur les Vosges et sur la Sarre, et il se serait produit nécessairement un point faible au centre, entre la 2ᵉ et la 3ᵉ armée; si nos troupes, sans se décontenancer, commandées par un militaire instruit, à l'esprit ferme et au coup-d'œil assuré, eussent marché vigoureusement sur ce point, les forces allemandes auraient pu être coupées en deux par une armée de plus de 200 000 hommes, situation toujours critique et que la circonspection prussienne eût probablement évitée. Par suite, l'effort principal, un choc gigantesque de plus de

500 000 hommes contre 250 000, aurait sans doute eu lieu entre Bitche et Sarreguemines, et avec de la ténacité nous étions en mesure de l'attendre, quoiqu'aucun de nos chefs ne fût apte à manier une si grande masse.

Enfin, dans le cas de la retraite de Mac-Mahon sur Bitche et d'une manœuvre enveloppante dessinée sur notre droite par l'armée du prince royal, si nous n'avions pas osé percer le centre ennemi avec nos 7 ou 8 corps, ce qui est pourtant une loi en stratégie et ce qui nous eût offert une heureuse occasion de reprendre l'offensive, il nous restait à nous replier sur Metz, étroitement unis et prêts à supporter aux environs de cette place une lutte que nos adversaires eux-mêmes eussent jugée inévitable.

Après ces explications, il n'y aura guère plus de doute sur les causes des premiers succès des Allemands. Si leur supériorité numérique et leur talent militaire doivent en revendiquer l'honneur, la plus grande part en revient encore à l'insuffisance d'instruction stratégique de nos chefs, à nos défectuosités d'organisation, à l'imperfection de notre mobilisation, au délabrement de toutes nos places frontières, à des défauts enfin qui furent incompréhensibles, mais qu'il est possible de corriger. Certes, sous un régime personnel on a raison d'attribuer ces fautes au gouvernement; mais ici la nation entière a été coupable, car c'est elle qui a soutenu ce régime, élu des députés qui n'entendaient rien aux questions de l'armée, et dont quelques-uns, animés de sentiments libéraux, n'en ont

pas moins été un obstacle à tout développement militaire. A coup sûr, il est beau d'être un peuple libre, mais pour jouir de la liberté il faut vivre, et pour vivre dans ce monde il faut être fort prévoyant, et surtout pratique.

II. — Deuxième mouvement. — Invasion. — Deuxième combinaison de Jomini.

Après avoir forcé les Vosges et la Sarre, mis en déroute Mac-Mahon et de Failly, les Allemands ont exécuté un nouveau mouvement stratégique, qui avait pour but d'atteindre notre deuxième ligne de défense, la Moselle. Cette opération, sans être parfaite, est avec celle qui a amené Sedan, la plus remarquable de la guerre.

Autrefois, la ligne de la Moselle s'appuyait à trois points principaux, qui étaient pour une armée envahissante des objectifs naturels et décisifs; Thionville, Metz et Nancy. Dans ces dernières années la France a porté ses soins, consacré ses dépenses à l'amélioration de Metz, la plus forte de ces places, sans se douter que la nouvelle portée des armes avait modifié les tracés de fortifications, et que depuis l'établissement des chemins de fer, les conditions stratégiques de cette ligne de défense étaient changées, et changées à notre avantage, si nous avions su en profiter. Une petite ville, située à 10 kilomètres au nord de Nancy, sur la Moselle, Frouard, était devenue le point de concentration des voies ferrées partant de Vesoul, Schélestaldt, Strasbourg, Haguenau, Neus-

tadt dans le Palatinat, Luxembourg, Mézières et enfin Paris. Dans une invasion, il était sûr qu'elle serait pour l'ennemi un objectif obligé. Ce changement avait pour nous l'avantage de limiter la défense de la Moselle à l'espace compris entre Metz et Frouard, tandis qu'auparavant cette ligne, s'allongeant de Thionville à Nancy, présentait une étendue de plus 20 lieues. Il est toujours difficile à une armée d'organiser, sur une direction aussi longue, une défense dont tous les points soient également fortifiés. Quelques rares officiers du génie et d'état-major avaient signalé l'importance de Frouard, mais timidement et avec toute la réserve que l'Empire imposait à l'expression d'une idée. Ils avaient cherché à démontrer la nécessité d'un camp retranché pour 100 000 hommes à Frouard ; à défaut de fortifications permanentes, de petits forts bastionnés en terre, reliés par des redoutes suivant les exigences du terrain, leur semblaient indispensables à la sécurité de ce point et à la défense de la Moselle. Leur voix, trop obscure pour être écoutée, se perdit dans l'indifférence que le pays témoignait à ces questions. Frouard resta, ce qu'il était, un embranchement ferré ouvert à tout venant, et ce lien principal de toutes nos communications entre Paris, Lyon, l'Est et le Nord fut abandonné aux entreprises du premier adversaire venu, sans que l'idée de le protéger pénétrât un instant dans le cerveau de nos chefs militaires ou de notre comité du génie. L'esprit sensé et instruit des Allemands ne devait pas commettre une semblable erreur. Leur état-major général a toujours témoigné ses préférences pour cette partie

de l'art de la guerre qui consiste à « s'emparer des » communications de l'ennemi et à marcher ensuite » au combat (1) ». Principe du reste éminemment pratique, dont les plus grands hommes de guerre ont souvent cherché l'application, et qui a toujours conduit à des résultats décisifs. Aussi, le lendemain même de ses succès du 4 et du 6 août, le roi de Prusse donna-t-il à tous ses corps des directions convergentes sur Frouard et ses environs. C'était appliquer résolument et sans hésitation l'une des trois grandes combinaisons, qui, selon Jomini, forment les bases de l'art militaire et le principe fondamental de la stratégie.

« La science de la guerre, a dit cet auteur célèbre, » se compose de trois combinaisons différentes et indé- » pendantes dans leur exécution. Les opérations par- » faites sont celles qui présentent leur application » complète.

» La première est l'art d'embrasser les lignes » d'opération de la manière la plus avantageuse. »

C'est le plan de campagne.

« La deuxième est l'art de porter ses masses le plus » rapidement possible sur le point décisif de la ligne » d'opération primitive ou de la ligne accidentelle. »

C'est la stratégie.

« La troisième est l'art de combiner l'emploi si- » multané de sa plus grande masse sur le point le plus » important d'un champ de bataille (2). »

C'est la tactique.

(1) Jomini, 4e vol., ch. XXVII.
(2) Jomini, 3e vol., ch. XXVI.

Un général fait quelquefois preuve d'un grand talent dans l'une de ces combinaisons, sans être aussi remarquable dans les deux autres. Jusqu'à Frédéric II, on n'avait guère connu que la troisième. Ce souverain, soumis aux influences de la tradition, et plus grand politique peut-être que grand homme de guerre, dépassa ses prédécesseurs et ses contemporains dans l'art de la tactique, perfectionna la stratégie sans appliquer entièrement le principe qui en est la base, et ne sut pas toujours embrasser les lignes d'opération de la manière la plus avantageuse.

Napoléon se montra consommé dans les trois; c'est ce qui en fit un si grand capitaine. Mais, au point de vue militaire, ses plus grands revers viennent des erreurs commises dans l'application de la première. Il se trompa lorsque, ses passions l'emportant au delà des calculs de la science, il voulut en méconnaître les règles pour les plier à la puissance de ses idées. Il se trompa, lorsqu'en 1812, poussé par l'ambition, et voulant partager l'Europe en deux puissances, que l'Elbe eût séparées, rêvant peut-être de la soumettre tout entière à ses lois, il étendit sa base d'opérations du Rhin à Moscou, laissant sur ses flancs, au nord et au midi, des peuples vaincus, mais altérés de vengeance. Une déroute, devenue légendaire, expia cette erreur. Il se trompa lorsqu'en 1813, ne pouvant se résoudre à abandonner Berlin, il allongea sa ligne d'opérations de la Sprée jusqu'en Bohême. Pour son armée, inférieure en nombre, l'Elbe, de Dresde à Wittenberg, était une ligne suffisante. S'il s'en fût contenté, le

recul de son aile gauche n'eût peut-être pas annulé sa victoire de Bautzen, déterminé sa retraite sur Leipsick et amené, au mois d'octobre, sa défaite et la perte de la campagne.

L'année 1859 nous présente, en Italie, une application heureuse, par l'armée française, des deux dernières combinaisons de Jomini, unie à de grandes imperfections dans le choix des lignes d'opérations et de leurs points décisifs. Il semble que les souvenirs de 1796 et une sorte d'instinct guerrier aient le plus souvent suppléé dans cette campagne aux défectuosités d'exécution.

Dans celle de 1866, il y eut, au début, une erreur du même genre, puisque les Prussiens se portèrent sur la frontière de Bohême, par des lignes divergentes qui permettaient à leurs adversaires, s'ils avaient su agir en masse et avec promptitude, de séparer et d'isoler leurs armées, par une invasion rapide dans la Haute-Lusace. Mais cette faute fut annulée, d'abord, par celle de leurs ennemis, qui prirent une ligne d'opérations plus étendue encore, puis, par le changement de direction adopté par les masses envahissantes dès qu'elles eurent franchi la frontière. Ces directions convergèrent alors sur le point décisif de la ligne d'opérations principale, et, à partir de ce moment, l'application par les Prussiens des lois de la stratégie et de la tactique fut irréprochable. L'homme qui les guidait, le général de Moltke, avec son instruction profonde, son esprit froid et méditatif, avait bien vu que nos combinaisons de 1859 ne dénotaient chez

aucun de nos chefs une science militaire suffisante pour lutter contre lui avec avantage. L'année 1870, en nous offrant sur l'art de la guerre les exemples les plus instructifs, justifie pleinement les prévisions secrètes dont, à coup sûr, cet homme éminent était pénétré.

Du 6 au 15 août, la marche des Prussiens, de la frontière sur la Moselle, est une application remarquable de la deuxième combinaison de Jomini. Et pourtant, malgré le succès qui la couronna, l'exécution ne doit pas être exempte de critique. Dans ce mouvement, les trois armées prussiennes, conformément à la théorie fondamentale qui a toujours dominé leurs chefs, s'avancèrent étroitement unies.

La deuxième armée avait pour objectif Pont-à-Mousson et Nancy; la première Metz, avec mission de masquer cette place. Ces dispositions laissent percer l'intention d'être toujours assez en nombre pour nous écraser. Telle a été, du reste, pendant cette guerre, la préoccupation habituelle de nos ennemis. C'est une tactique prudente qu'on ne saurait blâmer. Mais, lorsqu'on possède déjà deux ou trois fois plus de combattants que son adversaire, préférer les combinaisons qui ne les font avancer que coude à coude, démontre chez leurs auteurs un talent sans élévation. Certes, la marche en bloc des armées allemandes vers la Moselle a été une disposition habile au point de vue de la supériorité numérique; elle a voulu donner au hasard le moins de prise possible; enfin, elle a été remarquablement exécutée par des corps d'armée bien

dirigés, sachant se relier entre eux, et fournissant des marches d'une rapidité rare. Mais cette prudence était excessive devant un ennemi déjà vaincu, en retraite, et dont l'effectif n'atteignait pas la moitié des effectifs allemands. Elle était dictée par une pensée terre à terre, et tellement absolue, qu'elle fit négliger à l'armée prussienne un des principes les plus sages de la stratégie, celui qui proscrit les marches de flanc devant une armée ennemie encore intacte et concentrée. Or, les Allemands, tout en exécutant une sorte de marche en bataille, compliquée d'un vaste mouvement de conversion à droite, le pivot à Metz, l'aile marchante allant de Wissembourg à Nancy, durent échelonner leurs corps les uns derrière les autres. La ligne Sarreguemines-Pont-à-Mousson représente assez exactement la direction suivie par les troupes du prince Frédéric-Charles. Elles offraient donc leur flanc droit à nos coups. C'est pour parer à ce danger qu'il fut ordonné à la première armée de masquer Metz et les forces qui la couvraient. Or, l'ennemi, en agissant ainsi, suivait des lignes extérieures, décrivant une demi-circonférence dont nous occupions le centre. Avant l'occupation de Frouard, nous possédions, par conséquent, la clef de la ligne d'opérations; il suffisait d'un choc, presque certain d'ailleurs, entre nos forces et la première armée, pour isoler celle-ci de la deuxième, et nous permettre de l'accabler avant qu'on lui eût porté secours. A ce moment, elle ne comptait guère plus de 100 000 hommes, tandis que nous pouvions disposer de 160 000; et, si cet événement

avait eu lieu, nous interceptions la ligne de communications Courcelles-Sarrebruck. Ces faits, qui avaient quelque probabilité par suite des dispositions des Allemands, reçurent, en effet, par la force même des choses, un commencement d'exécution.

Le 14 août, la première armée heurta nos 3e et 4e corps; le gros des forces du prince Frédéric-Charles atteignait en même temps les rives de la Moselle et se trouvait ainsi à 30 ou 40 kilomètres des troupes engagées.

Au lieu de continuer son mouvement de retraite, si l'armée française se fût immédiatement développée sur la rive droite de la Moselle, en étendant son aile droite vers Pange et Courcelles, elle était en mesure d'écraser, le 14 ou le 15, les trois corps du général Steinmetz avant qu'ils ne fussent secourus (1). C'était un avantage considérable qui compromettait les récents progrès de nos ennemis. S'il n'en fut pas ainsi, c'est que nous n'avons pas su nous éclairer et nous renseigner, au moyen de la cavalerie, sur la marche des Allemands; c'est aussi que nos chefs ne songeaient qu'à conduire le chef de la dynastie sur la route de Châlons, hors de l'atteinte des Prussiens, et peut-être qu'ils n'étaient pas de force à combiner cette attaque.

Il reste à une armée bien peu de chances de victoire

(1) Cette opinion a déjà été émise par un homme compétent, le général prussien auteur de *Krieg um Metz.* « Le 14 août, dit-il, le maréchal Bazaine devait refuser le combat, ou l'engager avec toutes ses forces. Les Allemands se seraient difficilement concentrés. »

quand les considérations politiques se joignent à l'ignorance, pour guider ses mouvements.

De ce qui précède, il est permis de conclure qu'il y avait pour les Allemands une combinaison meilleure. Ils pouvaient, d'une part, pousser directement sur Metz la 2e armée; diriger la 1re sur le confluent de l'Orne pour y franchir la Moselle en aval; et enfin, lancer la 3e sur Pont-à-Mousson et Novéant, pour y passer la rivière en amont. Du 10 au 12, ces mouvements auraient été terminés sans que l'armée de Metz, contenue par celle du prince Frédéric-Charles, renforcée au besoin d'un ou deux corps, ait pu l'empêcher. Deux jours après, le 14 au plus tard, toutes ses communications ou lignes de retraite étaient coupées. Le 15, l'investissement et l'attaque des troupes françaises par plus de 500 000 hommes se seraient effectués, et deux ou trois jours de combats meurtriers auraient assuré leur destruction totale. Il est vrai que les forts de la place paraissaient un obstacle au succès de cette combinaison. Mais les Allemands connaissaient aussi bien que nous leur situation matérielle, leur armement, et savaient qu'à cette époque ils n'étaient pas en état de résister à une attaque vigoureuse. Quels résultats pour eux, si une semblable opération avait réussi! l'armée de Metz anéantie avant le 20 août, la France sans défense jusqu'à Châlons, et n'ayant plus qu'un noyau de 80 000 soldats déjà battus pour repousser l'invasion ! Qui sait même si des succès aussi prompts n'eussent pas procuré aux Allemands, un mois et demi après leur entrée en campagne, une paix aussi

avantageuse que celle que nous devions signer par force sept mois plus tard? Il est vrai qu'ils n'auraien pas de la sorte pillé, volé, saccagé la France, ce qui ne pouvait en aucun cas faire leur compte!

En résumé, si nos ennemis n'ont pas entrepris le mouvement que nous venons d'exposer, c'est qu'ils n'ont pas osé ou bien que leur talent militaire, très-perspicace pour saisir l'objectif principal, n'a pas su dépasser les limites d'une marche en masse, favorisée par un ordre parfait dans les prescriptions d'ensemble ou de détail et une prévoyance d'organisation qui assurait dans les plus petites choses l'exécution de tous les services. Les faits accomplis par eux à la date du 15 août sont, il est vrai, considérables; cette invasion régulière, méthodique, précise de plus de 500 000 hommes pénétrant en neuf jours de la frontière à la Moselle, est une opération militaire remarquable et sur laquelle nous ne saurions trop méditer. Mais elle nous paraît inférieure à une combinaison double par la haute et la basse Moselle, faisant converger autour de nous, dans le même laps de temps, toutes les forces allemandes, nous coupant toute retraite et nous ôtant même, par une manœuvre enveloppante, toute chance de salut.

Il était utile de développer cette opinion pour démontrer que le culte du succès ne doit pas plus nous aveugler que la haine renfermée dans nos cœurs, et pour nous convaincre que si les Allemands ont exécuté de grandes choses, nous pourrons certainement les égaler, peut-être les dépasser, le jour où nos chefs, à l'imitation des leurs, auront acquis les profondes conn a

sances qui leur manquent, où nos soldats seront aussi nombreux et notre organisation aussi compacte et aussi pratique. Arrivons à leur troisième mouvement, l'interception de la ligne Metz-Verdun.

III. — Troisième mouvement. — Interception de nos lignes de retraite.

Une fois parvenus sur la Haute-Moselle, le 14 août, les Allemands avaient réalisé la première partie du plan préparé avant la guerre : le passage des Vosges et l'occupation de Frouard. Le succès avait justifié leurs espérances au delà de leurs prévisions, et l'armée de Metz, loin de songer à y mettre obstacle, avait fait tout ce qu'il fallait pour le faciliter. A partir de ce moment, l'imprévu, ce puissant élément des combats, allait apporter quelques modifications dans leurs projets, et, grâce à l'insuffisance ou aux calculs du commandement, en favoriser plutôt qu'en retarder l'exécution.

Jusqu'au 14, ils supposaient que l'armée française se retirait vers Metz pour y prendre position. Ce jour-là, leur aile gauche nous trouve en retraite ; notre marche sur Verdun se dessine ; il faut l'arrêter ; l'ordre d'attaque est aussitôt donné à l'aile droite, tandis que tous les autres corps hâtent leur passage de la Moselle en amont de Metz pour se porter au nord sur les routes de Mars-la-Tour et de Briey. Quelque apparence de logique et d'habileté qu'il y ait dans ces combinaisons, on ne peut y voir que la conséquence de la marche en masse sur la Haute-Moselle, d'un mouvement tournant déjà commencé, et si l'on veut y réfléchir, une double

faute stratégique et tactique. Par ces dispositions, en effet, Metz devenant le point décisif de leur ligne d'opérations, il fallait n'y présenter au combat que des forces très-supérieures en nombre, c'est-à-dire n'engager l'affaire de Borny qu'avec 4 corps au moins et en avoir d'autres en réserve pour le cas où nous aurions donné avec toutes nos troupes; enfin n'atteindre la route de Gravelotte qu'avec 6 ou 7 corps arrivant *simultanément*, pour être en mesure d'obtenir dès la première bataille les résultats acquis le 18.

Au lieu de cela, la 1re armée attaque seule à Borny, puis les corps de la 2e sont dirigés sur la ligne Metz-Verdun, de façon à n'y aboutir que successivement et à travers des chemins montueux, ravinés, formant défilés, où un ennemi résolu pouvait annuler l'avantage du nombre et empêcher tout déploiement. On a vu plus haut que si nous avions repassé la Moselle en masse dans la nuit du 14 au 15, nous aurions eu des chances sérieuses de vaincre Steinmetz, le 15. Si, d'autre part, résolus à gagner Verdun et l'Argonne, nos troupes avaient reculé sous la protection des forts Saint-Julien et Queuleu, activé leur passage sur la rive gauche et la retraite sur Verdun, elles auraient pu, le 15, arriver aux environs d'Étain et se trouver le 16 à Verdun, gagnant de vitesse sur l'Argonne les masses prussiennes. Ceci démontre déjà l'imperfection des projets ennemis; mais ce qui la rend plus frappante, c'est que le 14 et le 16, leurs attaques furent repoussées, précisément parce que le chiffre de leurs troupes, du moment où il n'était qu'égal au nôtre, se

trouvait insuffisant pour nous battre. Enfin, si déployant plus d'activité, nos corps eussent tous atteint Gravelotte le 15 au soir, comme il leur avait été prescrit, ils auraient pu, à eux cinq, dans la matinée du 16, repousser le 3ᵉ corps qui nous avait attaqués avec une audace rare, mais imprudente. Ils auraient ensuite heurté le 10ᵉ avant son déploiement, et avec quelque chance de le rejeter en dehors sur les abords de Gorze et de Chambley. De pareils succès obtenus le 16 en auraient probablement amené de semblables le 17, sur les 7ᵉ, 8ᵉ et 9ᵉ corps. Que ne pouvait-on espérer après? Ce fut peut-être la seule fois qu'il y eut entre les masses prussiennes un peu d'isolement, et que la destinée nous offrit une chance d'en profiter, unis et concentrés.

Il sera donc bien avéré que ce n'est pas l'habileté seule des combinaisons des Allemands qui les a fait réussir les 14, 16 et 18 août. La principale cause de nos revers réside dans l'intention qu'avait le maréchal Bazaine d'activer le départ de l'Empereur et de rester ensuite concentré autour de Metz, soit que sa confiance fût ébranlée en face des masses prussiennes, soit que la pénurie des munitions ne lui permît pas de s'écarter de la place, ce qui ne devait pourtant pas l'empêcher de manœuvrer autour d'elle. C'est pour cela que notre retraite n'a commencé que le 14, tandis qu'elle aurait dû être abandonnée ou entreprise plus tôt; au point de vue le plus impartial, c'est dans ce retard que réside, stratégiquement parlant, la faute capitale de l'armée française, celle qui

a assuré à l'ennemi le succès complet de ses opérations des 14, 16 et 18 ; c'est pour la même raison que notre mouvement n'a été exécuté le 14 qu'à une heure au lieu du point du jour ; que nos commandants des 3e et 4e corps, n'étant pas avisés des dispositions à prendre en cas d'attaque, ont combattu jusqu'au soir au lieu de se replier ; que l'armée, au lieu de repasser sur la rive droite, a continué son mouvement sur la rive gauche, et qu'au lieu de l'accélérer elle l'a ralenti ; c'est pour la même raison que le 16 au matin, après l'éloignement de l'Empereur, les ordres de départ furent modifiés et changés en ordres d'expectative ; que le 17 enfin, l'armée recula vers Metz, brûlant des provisions précieuses, tandis qu'un courrier, parti à dix heures du soir, la veille, de Gravelotte, put gagner Verdun dans la nuit, sans être inquiété. C'est pour cela enfin que, le 18, nos 4 corps en ligne furent livrés à eux-mêmes et que le maréchal, absent du combat, resta constamment les yeux fixés sur son extrême gauche et sur la route de Metz. Or, ce point était par lui-même assez fort pour braver toute attaque, et s'il est vrai que le général Steinmetz fut disgracié peu de temps après pour n'avoir pas réussi à forcer notre aile gauche, ce fut sans doute par suite d'une erreur du prince Frédéric-Charles. Au point de vue tactique, on nous a reproché de n'avoir pas su percer le centre ennemi à hauteur de Verneville, au moment où la première attaque de la garde prussienne sur notre droite ayant échoué, notre gauche repoussait à son tour les efforts dont elle était l'objet. Certes, sous

l'impulsion d'un chef éminent, nos réserves paraissant alors sur le champ de bataille, nos troupes, enlevées par un vigoureux élan, auraient peut-être pu enfoncer le centre ennemi qui s'était affaibli et couper en deux les masses allemandes. Il y avait là une combinaison tactique de premier ordre, qu'un grand homme de guerre pouvait seul tenter. Mais, livrés à nous-mêmes et de sang-froid, nous croyons qu'elle aurait compromis le salut de l'armée; la disproportion des forces était trop considérable pour espérer sa réussite. La véritable faute de notre côté réside dans l'absence de forts ouvrages défensifs sur notre aile droite, et dans la négligence qui a laissé loin du champ de bataille la garde, les réserves générales, et enfin le commandant en chef.

Il faut donc reconnaître chez nos ennemis une science stratégique réelle, une instruction profonde, une préparation admirable, mais aussi une circonspection excessive, unie parfois à une audace aventureuse; et l'on est en droit de leur refuser ce génie des grands hommes dont ils se parent eux-mêmes en vainqueurs enivrés. Les qualités qu'ils possèdent se sont développées chez eux par l'étude, la ténacité, la discipline, plus encore que par l'initiative et l'inspiration; ces qualités, nous pourrons les acquérir à notre tour, et pour cela il ne faut qu'une chose, la volonté. L'avenir nous dira si la France a été assez corrigée par ses malheurs pour qu'on puisse aujourd'hui se bercer d'un semblable espoir.

Passons à la tactique.

IV. — Tactique. — Unités nouvelles. — Leur emploi. — Manœuvres et formations. — Emploi de la cavalerie. — Emploi de l'artillerie.

Dans les règlements prussiens, l'unité tactique d'infanterie est, comme en France, le bataillon. Désormais cette définition deviendra purement théorique, et aussi inexacte que celle qui fait de la brigade l'unité des formations en masse ou stratégique. Les faits eux-mêmes viennent d'apporter de profondes modifications dans les habitudes du passé. Le bataillon pourra rester l'unité de manœuvres, comme la compagnie restera l'unité administrative du régiment. Mais dans ces armées formidables de 150 000 à 250 000 hommes, comme on en verra désormais, le bataillon n'est plus qu'une unité de mesure pour les gros effectifs; comme l'unité arithmétique dans le calcul, elle servira à la supputation des nombres élevés. Déjà, dans l'organisation allemande, un corps d'armée normal compte 24 bataillons et un bataillon de chasseurs à pied. Si on lui adjoint, comme cette année, des régiments de cavalerie divisionnaire, on pourra dire *à priori* que 24 bataillons indiquent pour le corps d'armée une force moyenne de 32 000 hommes. 27, 28, 29 bataillons correspondent à peu près à des corps de 35 000, 36 000, 37 000 hommes. Dans les grandes masses, le bataillon n'est donc plus qu'une unité numérique. Et, malgré l'ancienne théorie, la véritable unité tactique, celle qui s'emploiera le plus dans les batailles, sera la division. Ce fait a été vérifié en 1870, dans les deux

armées, et l'on comprend sans peine que sur des lignes de bataille formées par 4 ou 5 corps, quelquefois 7 et 8, comme à Amanvillers, toute force inférieure à une division est impuissante à produire un effet. Cet emploi de la division comme unité tactique fut très-fréquent du 4 au 18 août, et fit valoir de grandes différences entre les usages prussiens et les nôtres. En ce moment, il suffit de constater le changement survenu dans la tactique, changement qui s'étend d'une manière aussi sensible à la stratégie. L'unité stratégique française était jusqu'à ce jour la division; les Allemands avaient la brigade. Il semble à première vue que ces fixations aient été déterminées par les effectifs, car ils sont à peu près semblables dans ces deux groupes; la brigade allemande compte 6000 à 9000 hommes, et la division française 6000, 8000 et 10000 hommes, rarement plus. En résumé, l'unité stratégique était définie jusqu'à présent par le groupe assez fortement constitué pour obtenir seul un effet utile dans les combinaisons d'ensemble. Sous le premier Empire, la division y suffisait encore. Mais aujourd'hui il n'en est plus ainsi, et dans ces derniers temps la seule masse capable d'exercer une influence sur un champ d'opérations a été le corps d'armée. Ainsi, à Wissembourg, le maréchal Mac-Mahon essaie d'arriver à un résultat stratégique avec une seule division; elle est aussitôt écrasée. Un corps d'armée eût pu résister et donner le temps aux masses situées en arrière, s'il y en avait eu, de se porter à son secours. A Spicheren, l'action tactique est engagée par la 13e division allemande qui

reste impuissante au début; elle est ensuite soutenue par la 16e, puis par d'autres groupes qui donnent aux assaillants la force *d'un corps* d'armée et obtiennent dès lors le résultat stratégique cherché, le passage de la Sarre de vive force et la possession de sa rive gauche. Les Français, au contraire, sont battus parce qu'ils manœuvrent par division, au lieu de faire agir 2 ou 3 corps d'armée. Le 14, nous sommes attaqués par 2 corps ennemis soutenus en arrière par un 3e; au début, notre résistance effectuée par 3 *divisions*, dont une au moins isolée en première ligne, reste sans effet; mais lorsque nous eûmes en ligne la valeur de *deux corps*, la lutte tourne à notre avantage et les Prussiens sont repoussés. A Rezonville, le 3e corps prussien peut lutter pendant deux heures contre nos 2e et 6e corps, et commencer l'interception de notre ligne de retraite, mais péniblement et avec des chances de revers. Des détachements isolés du 10e corps ne modifient en rien sa situation. Le déploiement du 10e corps entier, l'apparition de deux divisions des 7e et 8e, permettent aux Allemands de continuer la lutte. Seulement, l'arrivée de nos 3e et 4e corps nous assure l'avantage, et nos progrès eussent été poussés plus loin, si 2 *divisions* n'avaient pas été en retard. Ainsi, au début, action stratégique d'un corps allemand; développement de l'action par l'arrivée successive de divisions nouvelles, et obstacle apporté à un résultat tactique décisif par l'absence de 2 divisions. Le 18, le succès stratégique est assuré aux Allemands par 2 corps, le 12e et la

garde; il est perdu de notre côté, parce que le seul *corps* qui soit en réserve, la garde, nous fait défaut.

Nous croyons, d'après ce qui précède, que l'adoption de ces nouvelles unités est consacrée par la pratique, même chez nos vainqueurs. Nous espérons, par conséquent, qu'elles seront chez nous, dans l'avenir, l'objet de réformes sérieuses tendant à augmenter leur mobilité et leur puissance d'action.

Leur maniement sur le terrain n'est pas moins intéressant.

Chez les Allemands, il est à remarquer que les prescriptions relatives à l'emploi de la brigade, de la division ou du corps d'armée, ne renferment que des généralités. C'est une façon de décentraliser le commandement, en raison directe de la force agissante, mesure d'autant plus sage qu'elle augmente l'initiative du chef selon l'importance de la troupe qu'il commande, et lui permet de concourir à une action générale, sans perdre du temps à des transmissions d'ordres. Chez nous, il n'en était pas de même; les chefs d'armée croyaient devoir garder le secret sur le but des opérations, et étendre leurs prescriptions jusqu'aux plus petits détails. De là, ignorance chez les chefs de corps du résultat à atteindre, diminution de zèle dans leur concours, absence d'initiative et perte de temps continuelle dans les demandes d'ordres ou de mouvements. Sans compter que les chefs suprêmes chargés de veiller à tout ne pouvaient suffire à une tâche qui dépasse les facultés humaines. Ce défaut est

dû, chez nous, à cette routine qui nous a fait croupir dans les vieux errements alors que tout progressait; mais il faut l'attribuer aussi aux faiblesses de notre caractère, à cette vanité dont nous aimions à nous bercer, nous répétant sans cesse que nous n'avions rien à apprendre des autres, que tout était pour le mieux chez nous, et que les rares avis qu'on nous donnait, venaient de mécontents incompris. Il faut l'attribuer à cet immense désir de faire du bruit, de paraître, d'acquérir de l'importance, désir qui a poussé tous nos chefs à centraliser dans leurs mains plus de pouvoirs qu'ils n'en pouvaient exercer, et à écraser chez leurs subalternes toute initiative, pour permettre à leur talent de briller d'un plus vif éclat. Dans l'armée allemande, si une large initiative est laissée aux commandants des grandes masses, leur maniement en revanche est déterminé par certains règlements d'après des usages sanctionnés par la pratique. A la guerre, dans les petites fractions de troupes, dans les avant-gardes, dans les reconnaissances, dans les arrière-gardes, la formation préférée est la *colonne de compagnies* (1). Elle correspond à un déploiement sur trois lignes, avec un centre et deux ailes, la troisième ligne pouvant former réserve, corps de soutiens, d'éclaireurs ou de flanqueurs. La colonne de bataillon y correspond dans les mouvements de masses.

Pour la brigade ou la division, il existe deux forma-

(1) Voyez la brochure intitulée : *Armée de la Confédération du Nord*, par un officier d'état-major (le commandant Samuel).

tions générales qui ne sont qu'un développement de la précédente : la formation de *rendez-vous* ou formation de masse, précédant la position de combat, et celle de marche, comprenant toujours une forte avant-garde de toutes armes, le *gros de la troupe*, une réserve et l'arrière-garde. Dans la guerre actuelle, cette disposition n'a guère été adoptée que pour la division ; et ordinairement avec suppression de l'arrière-garde, quelquefois de la réserve ; de sorte qu'un corps d'armée formait le plus souvent deux colonnes, tandis qu'il en eût formé quatre, si l'on avait appliqué cette formation à la brigade. Ceci montre plus vivement comment, dans les combats, la division devenait déjà l'unité de manœuvre aux dépens de la brigade, élément trop faible pour concourir au succès d'une façon décisive. Il y a lieu de remarquer combien ces dispositions viennent en aide au maniement des masses. Le développement d'une ligne de bataille peut, en effet, rarement dépasser le front de quatre ou cinq corps. Le terrain ne présente pas souvent des champs de bataille plus étendus, et les facultés d'un général en chef embrassent difficilement un horizon plus vaste. On peut, cependant, avec des mobilisations de 600 000 à un million d'hommes, amener, comme à Amanvillers ou à Sedan, sept ou huit corps, peut-être plus, sur le point décisif d'une ligne d'opérations. D'autre part, les intensités du tir actuel de l'infanterie ou de l'artillerie ne permettent pas à une troupe de rester de longues heures sous le feu ; il faut pouvoir la relever fréquemment. Les formations de marche ou de combat des Allemands se

prêtent avantageusement à ces nécessités. On peut, grâce à elles, occuper un front quelconque et conserver de nombreuses réserves qui viennent tour à tour au moment opportun ranimer la lutte, relever les premières lignes, et leur offrir, sur les derrières, des emplacements pour se reformer. Nos ennemis les ont employées avec une habilité et une entente que nous n'avions pas. A Wissembourg, à Wœrth, leurs divisions se sont portées au combat en formation de marche; elles étaient ainsi prêtes à engager l'action et à produire ces mouvements successifs qui marquaient dans la lutte des temps d'arrêt, courts instants d'espoir pour nos soldats, bientôt suivis d'un redoublement d'ardeur que nos chefs appelaient des retours offensifs. A Spicheren, à Borny, des divisions du 7e corps, en formation et en exécution de marche, nous heurtent presque sans s'y attendre ; les avant-gardes commencent aussitôt l'action ; elle se développe bientôt par l'arrivée du gros, et les combats se livrent sans retard ni hésitation. Les réserves, les colonnes qui arrivent successivement raniment toujours l'engagement au moment où nous le croyons terminé, et quand nous ne sommes pas battus, notre résistance n'aboutit qu'à repousser une attaque. C'est surtout dans la matinée du 18, que les qualités tactiques de l'armée allemande sont le plus frappantes. La veille, leurs corps ont pour ainsi dire marché en échelons successifs, s'élevant, par les directions obliques les plus courtes, de la Moselle sur les plateaux de la rive gauche. Ces échelons sont assez éloignés les uns des autres et séparés par des accidents

de terrain assez difficiles pour nous permettre de les repousser en désordre l'un après l'autre. Mais loin d'y songer, nous rétrogradions sur Metz. Le 18, nos ennemis ont atteint le plateau, et dès le point du jour leur mouvement se dessine vers le nord, chaque corps formant deux colonnes, chacune d'elles comprenant une division groupée en formation de marche. Vers neuf heures, les reconnaissances rendent compte de notre attitude sur leur flanc droit. La bataille est aussitôt décidée, ainsi que le changement de front et la manœuvre tournante qui assurera la victoire. Mais pour cela chaque corps doit changer de direction à droite, et l'armée entière exécuter en marche une conversion vers Metz. A neuf heures, un ordre du commandant en chef arrête ces corps sur place; les soldats font la soupe; une demi-heure plus tard la conversion commence sans changer la formation des colonnes; à onze heures, trois corps prennent sans coup férir leurs formations de rendez-vous en face de nos lignes, se déploient et engagent l'action. Il y avait là sept corps, 240 000 hommes, manœuvrant entre la route de Mars-la-Tour et celle de Briey, exécutant devant une armée ennemie de 150 000 hommes une marche en avant, en ordre de bataille général et en formation de marche individuelle. Ils commencèrent leur mouvement, l'arrêtèrent, changèrent de front et vinrent livrer bataille sur une ligne perpendiculaire à la direction primitive, sans un à-coup, sans une de ces erreurs d'exécution qui ruinent parfois les plus belles combinaisons. Il y a dans cette manœuvre, une

grandeur, une précision qu'on dépasserait difficilement et qui permettent de la comparer au magnifique déploiement de l'armée française à Wagram après son passage du Danube. Si l'avant-veille, nos corps avaient manœuvré aussi correctement, la journée du 18, malgré notre infériorité, aurait peut-être vu notre succès complet. Et cependant, nous en sommes convaincus, si la volonté du chef ne s'était pas trouvée d'accord avec nos négligences, nous aurions encore pu fixer l'inconstance de la fortune, qui, le 14 et le 16, nous avait offert des chances favorables.

Les formations tactiques de l'armée allemande étaient donc avantageuses, pratiques. Les nôtres présentaient de notables différences. D'abord l'unité stratégique française, comme nous l'avons déjà fait voir, manquait d'uniformité, ce qui lui ôtait tantôt de sa mobilité, tantôt de sa cohésion. Ainsi, les corps d'armée à quatre divisions d'infanterie et une division de cavalerie, avec un effectif variable de 40 à 50 000 hommes, avaient assez de puissance pour produire seuls une action stratégique; mais ils étaient difficiles à manier au combat comme en marche, en raison même de leur masse et parce qu'on les faisait le plus souvent mouvoir sur une seule route. Quand on leur faisait suivre plusieurs directions parallèles, comme la division formait déjà un groupe constitué de toutes armes, on était tenté de composer chaque colonne d'une division; on avait ainsi quatre ou cinq colonnes, et la manœuvre du corps d'armée entier se trouvait compliquée, sans compter que chacune d'elles n'avait plus

assez de force pour résister à une vigoureuse attaque. D'autre part, les corps français à deux divisions d'infanterie et une de cavalerie, avaient des effectifs trop faibles (20 à 25 000 hommes) pour une action stratégique isolée. Il y avait donc pour nous, de ce côté encore, infériorité dans la composition des masses.

Quant à leur maniement sur le terrain, chez nous comme chez nos ennemis, la division a été généralement employée comme élément tactique. Mais la division française n'était pas assez forte pour fournir une première ligne et une réserve. De sorte qu'on la déployait ordinairement tout entière, laissant une autre division en réserve. L'ordre émanait alors du commandant du corps, ce qui rendait toujours l'exécution plus lente. Ainsi un corps à trois divisions d'infanterie en mettait deux en ligne, une en réserve; un corps à quatre divisions, deux en ligne, deux en réserve. Ce manque d'uniformité diminue toujours l'homogénéité des masses, et nuit à l'ensemble de leur concours. Souvent, pour compléter l'action sur un point du champ de bataille, nos commandants en chef tiraient une division d'un corps où elle était en réserve, pour la porter en ligne. Sa faiblesse la rendait insuffisante, tandis que l'effet d'un corps entier eût été décisif. On pourrait citer comme exemples l'appel par le maréchal Mac-Mahon de la 1re division du 7e corps, à Wœrth; l'emploi de la division Montaudon par le maréchal Bazaine sur notre gauche à Rezonville. Il est vrai que, dans les deux cas, notre infériorité numérique n'autorisait pas le déplacement de plus grandes masses. On

voit par ce qui précède que la composition des groupes, leurs formations de marche en colonnes trop allongées, leurs formations de combat, leur maniement sur le terrain, tout cela parmi nous laissait à désirer et assurait à nos ennemis la supériorité d'action.

En fait de manœuvres, l'armée française, le 16 août, a montré des qualités réelles, de la solidité, de la vigueur, une souplesse inhérente à la nature même du soldat. Mais avec les nouvelles armes, ce sont là des avantages presque toujours passifs, et soit manque d'initiative, d'instruction ou de confiance chez nos chefs, soit sentiment de notre infériorité, il est certain que l'audace a manqué, qu'on a laissé passer le moment de l'attaque sans l'utiliser, qu'enfin les manœuvres tactiques n'ont eu de précision que sur des points isolés. On a déjà vu le temps d'arrêt produit parmi nos corps de droite le 15 au matin, et le déploiement assez irrégulier des troupes du 3e corps dans la journée du 16. D'autre part, on peut remarquer la rapide évolution des 2e et 6e corps sous le feu de l'ennemi, dans la matinée du 16, et la vigueur déployée le même jour par le 4e dans sa conversion à gauche et dans son attaque. Malheureusement, dans les batailles actuelles et dans le choc des masses modernes, aujourd'hui encore plus qu'autrefois, il est certain que la régularité des manœuvres et la cohésion donneront toujours de grands avantages à l'armée qui les possédera.

Emploi de la cavalerie. — Ces observations ne sont pas les seules que doivent faire naître les premiers

événements de la guerre. On a vu les Allemands adopter définitivement le principe d'un régiment de cavalerie divisionnaire et s'en servir avec avantage. Cette idée, presque admise chez nous du temps du maréchal Niel, qui en avait démontré l'utilité, avait été abandonnée au moment de la guerre, sans qu'il soit possible d'en pénétrer le motif. C'était un malheur, et il a pesé d'un grand poids sur nos échecs ou tout au moins sur notre impuissance. Nous nous sommes accoutumés dans cette guerre à considérer la cavalerie allemande comme innombrable, parce qu'on la voyait partout et toujours. De même que dans l'opinion populaire, le uhlan est devenu le synonyme de Cosaque et a laissé l'idée d'un cavalier léger, recruté parmi les paysans les plus sauvages de la Prusse orientale. Il y a là plus d'une erreur.

La cavalerie allemande, quoique de beaucoup supérieure à la nôtre, a été employée au début de la guerre, dans une proportion à peine un peu plus élevée que la cavalerie française. Ses effectifs, par rapport à ceux des autres troupes, atteignaient dans la 1re et la 2e armée le rapport de 1 à 10. Dans l'armée du Rhin, il y avait 52 régiments pour un effectif qui devait attèindre 300 000 hommes, c'était une proportion de 1 à 11. La différence essentielle n'a donc pas résidé dans la disproportion numérique, mais dans la tactique des deux armes. Chez nous, les commandants de corps n'ont jamais su disposer de la masse de cavalerie qu'ils avaient sous la main. Ils auraient dû, pour l'utiliser, la répartir par fractions, qui auraient été

affectées aux divisions et dispersées en avant des colonnes. C'eût été une innovation contraire à nos vieilles habitudes de ménager la cavalerie pour les effets de masse et de choc; c'était en outre une sorte de modification apportée à la composition générale de l'armée, et l'Empire n'avait pas habitué nos généraux à ce genre d'initiative. La cavalerie resta donc inerte, déployant toutefois, quand on la faisait charger sur le champ de bataille, cette bravoure hardie, entraînante, qui est dans ses traditions. Si l'on eût adopté l'idée des régiments divisionnaires, on eût obtenu peut-être d'autres résultats. Le commandant d'une division, poussé par la nécessité, n'aurait pas hésité à disposer de ses 5 escadrons pour s'éclairer au loin. Nos officiers de cavalerie, quoique très-inférieurs aux officiers allemands en topographie, géographie et connaissance des langues modernes, sont braves et entreprenants; ils n'auraient pas manqué de s'enhardir dans leurs courses, et, le besoin de renseignements aidant, nous aurions pu, comme l'ennemi, être couverts en avant et sur les flancs, par des multitudes de petites patrouilles, dont les rapports eussent peut-être modifié nos mouvements. C'est ainsi qu'ont agi les Allemands, sans se priver pour cela du concours des grandes divisions de cavalerie de réserve. Tel a été l'emploi tactique de la cavalerie dans les marches. Sur les champs de bataille, les charges ont été utilisées comme autrefois; mais elles n'ont amené que des sacrifices aussi sanglants qu'inutiles. Des deux côtés, c'est le régiment qui a servi d'unité tactique; mais nulle part, on n'a vu l'infanterie se donner la peine

de former le carré pour le repousser. Les feux d'une ligne déployée suffisaient à rompre la cohésion des assaillants, et le simple ploiement d'un rang de tirailleurs, en une ligne brisée, entourait la charge et parvenait à l'anéantir. A Wœrth, les cuirassiers du général Bonnemains se sont fait ainsi détruire sans ralentir les progrès de l'assaillant. A Rezonville, les 5e et 6e divisions de cavalerie prussienne ont pu masquer pendant une heure l'épuisement de leur 3e corps par des charges réitérées. Mais ce n'est pas leur action qui a empêché nos mouvements offensifs. Ceux-ci n'ont pas eu lieu, parce que nos chefs n'y ont pas songé, que l'artillerie ennemie nous maintenait, et que nos propres pertes nous faisaient attendre avec impatience l'arrivée des renforts. Quant à nos charges, elles ont à peine servi à repousser celles de l'ennemi. L'élan de nos cavaliers fut arrêté de même, chaque fois qu'il se heurta à une troupe d'infanterie en position. Enfin, à Amanvillers, la cavalerie resta sans emploi.

De ce qui précède, il est permis de conclure que l'instruction et l'emploi de la cavalerie dans la stratégie et la tactique se sont modifiés, et comme on vient de le voir, ces changements apparaissent nettement dans les opérations du 4 au 18 août. L'escadron cesse d'être l'élément tactique; il reste comme le bataillon une unité d'administration, de manœuvres d'instruction, de supputation numérique pour les grandes masses. Il est remplacé par le régiment qui devient l'unité tactique, plus utile dans les marches qu'au combat. La division de cavalerie reste l'unité

stratégique, nécessitant l'appui d'une artillerie légère et souvent de l'infanterie. Enfin l'emploi général de cette arme se limite désormais dans le service d'éclaireurs à grande distance (que les Allemands ont pratiqué sur une si grande échelle à l'imitation de ce qu'ils avaient vu faire aux Russes au commencement du siècle), dans les reconnaissances, les surprises de villes ouvertes, de ponts, de gares, d'embranchements de chemins de fer, dans leur destruction et leur rétablissement.

Quant aux erreurs répandues sur le compte des uhlans, elles ont peu d'importance. Le uhlan ou lancier n'était pas un cavalier léger avant 1870; en Prusse, où il n'y avait déjà plus que la grosse cavalerie et la cavalerie légère, tandis que nous en avions toujours trois espèces, le uhlan comptait dans la grosse cavalerie. Son récent emploi fera peut-être modifier son genre de remonte. Le uhlan n'est pas non plus un sauvage comme le cosaque; il se recrute au contraire parmi les cavaliers les plus instruits, et ses officiers dans les meilleures familles. Le fait est d'autant plus saisissant qu'il rend ses excès plus odieux. Le uhlan était avant la guerre un homme civilisé; il ne sera plus désormais qu'un voleur et un brigand, dans le sens le plus absolu du mot, qui comprend dans ses moyens le pillage, le viol et l'assassinat. Que les Allemands s'en pénètrent et tâchent de s'en souvenir; car, nous autres, Français, corrompus ou régénérés, jeunes ou vieux, nous ne l'oublierons jamais.

Emploi de l'artillerie. — L'artillerie est peut-être

de toutes les armes, celle qui a subi, dès le début de la guerre, dans son emploi tactique ou stratégique, la modification la plus complète. Les Allemands ont compris qu'elle était destinée, par le perfectionnement de son tir et par l'allongement de ses portées, à affaiblir l'action meurtrière de l'infanterie. En France, avant la guerre, bon nombre d'officiers d'artillerie avaient préconisé ce principe, en patronnant le chargement par la culasse. On les appelait la *jeune école* par dérision, et leurs avis furent dédaignés. Il y avait dans cet aveuglement tout un avenir de calamités. L'effet moral produit sur nos soldats, sur nos officiers, sur nos généraux eux-mêmes, par l'artillerie ennemie, a eu sur nos désastres une grande influence. Ces grêles d'obus, lancées par des batteries de 100 et 200 pièces, dirigées avec une précision telle que le troisième coup portait presque toujours, cette puissance destructive qui inaugurait tous les combats et que nos moyens ne pouvaient contre-balancer, ont souvent abattu dès le début l'ardeur et la confiance qui régnaient dans nos rangs. Quel courage ne faut-il pas à un homme pour lutter quand il se sent accablé !

L'artillerie, chez les Allemands, a donc servi à engager l'action. Dans les grands mouvements, elle a presque toujours été employée par masses d'une centaine de pièces, et dans les manœuvres tactiques par groupes de 24 pièces qui composaient une division à pied. On a déjà vu quelle était dans notre armée l'infériorité numérique de notre artillerie. Pour cette raison, peut-être aussi par habitude, l'unité tactique

la plus employée, avant comme après le 18 août, fut toujours la batterie; elle fut souvent assaillie par une masse d'artillerie quadruple. Il était pourtant possible de la faire manœuvrer en grandes masses, car nos corps à 4 divisions comptaient 96 canons à boulets, et dans nos grandes batailles de Rezonville ou d'Amanvillers, le commandant en chef pouvait disposer d'environ 500 pièces, sans compter les mitrailleuses que nous continuons à regarder comme une arme complémentaire de l'infanterie. Mais, la routine aidant, on négligea ces agglomérations, et l'emploi le plus étendu dont nous ayons été témoins est celui de Rezonville, où une batterie de 54 pièces fut un moment massée par le maréchal Bazaine en avant du village.

Les changements imposés à l'artillerie par les premiers actes de la guerre devaient aussi exercer une influence sur le transport des munitions. Il sautait aux yeux qu'avec un tir d'infanterie multiplié, les caissons de munitions devaient être agrandis, et avec un accroissement de pièces le nombre des voitures augmenté. Si ces modifications avaient été négligées avant la guerre, il eût été au moins possible de les adopter dès le mois d'août, seul moyen d'atténuer les fautes passées avant que leurs conséquences devinssent irréparables.

Il faut ajouter à ces aperçus sur la tactique une observation qui n'est pas sans valeur. On a pu voir dans ce qui précède que les unités tactiques dans notre armée avaient des effectifs plus faibles que les unités correspondantes dans l'armée allemande. Il en résul-

tait pour nous un double désavantage : l'infériorité numérique dans les éléments isolés comme dans les masses, et une plus grande difficulté pour supporter les pertes du champ de bataille. Nous en concluons qu'il y a avantage pour les armées à posséder la supériorité non-seulement dans l'effectif des masses, mais encore dans celui des diverses unités.

Il nous paraît enfin utile de terminer ce chapitre par quelques considérations sur la manœuvre habituelle des Allemands, le débordement d'une aile, et sur les causes de l'expérience acquise par leurs officiers et par leurs chefs. Il est à remarquer que l'habileté manœuvrière de nos ennemis s'est constamment bornée à une seule combinaison, la manœuvre tournante sur une aile. Il n'y a encore là ni les illuminations du génie, ni même la variété du talent. On y voit simplement le perfectionnement pratique d'une action utile, quelquefois décisive. C'est l'application du principe mis en lumière par Frédéric II et Jomini, *qu'une aile, étant toujours une partie faible, doit être de préférence l'objectif des attaques principales*. On doit ajouter que partout où elle n'a pas été secondée par la supériorité des effectifs, cause dominante des succès des Prussiens, cette manœuvre a échoué. A Borny, ils essayent de déborder notre aile gauche et ne peuvent y réussir parce que le chiffre des combattants est égal de part et d'autre. A Rezonville, où la même circonstance se produit, non-seulement ils ne peuvent déborder notre droite, mais c'est le contraire qui a lieu, et notre 4e corps parvient à gagner du terrain en avant. Il est donc

Citons enfin une dernière remarque qui semble avoir échappé à bien des gens. C'est après la bataille de Gravelotte-Amanvillers, que la fortune a offert à la France l'occasion la plus opportune pour faire la paix. L'honneur des armes était sauf; l'ennemi ne pouvait guère exiger que des rectifications de frontières sur la Sarre et sur la Lauter; enfin le gouvernement était bien convaincu qu'il n'était pas en état de faire la guerre, et que le temps lui manquait pour se préparer aux luttes à venir. Il fallait donc mettre l'orgueil de côté et traiter. Malheureusement la France n'y aurait jamais consenti. Cette résolution eût peut-être auvé le pays de se sruines.

En résumé, du 6 au 18 août, la principale cause des succès de nos ennemis, vient de la perfection de leur machine de guerre et des rouages qui la composaient. Il en sera de même pour toute la campagne. Après avoir négligé les avis qu'ils avaient reçus à cet égard, nos chefs n'avaient certes plus le temps d'en créer une semblable. Mais celle dont ils disposaient avait encore sa valeur; il fallait l'utiliser et l'améliorer. Par malheur, la chute de l'Empire, et avec lui, la ruine des espérances, le manque de sanction du nouveau gouvernement, tous ces faits unis à une décadence réelle, devaient dissoudre les consciences, désorganiser les ressources et ajouter encore aux chances de succès des Allemands.

CHAPITRE VI.

CAMPAGNE DE SEDAN.

I. — Formation de l'armée de Châlons. — Plan de campagne. — Premières opérations. — Engagement de Buzancy (28 août). — Combat de Nouart (29 août). — Combat de Beaumont (30 août).

Pour suivre sans s'égarer le fil des événements qui se déroulent sous nos yeux, il faut abandonner un instant l'armée de Metz et revenir à celle du maréchal de Mac-Mahon, qu'on a laissée à Châlons, où elle était arrivée les 16 et 20 août.

L'état dans lequel se trouvaient les troupes des 1er et 5e corps (Mac-Mahon et de Failly) était digne de pitié. La marche sans repos qu'elles avaient exécutée depuis Wœrth, n'était pas une retraite, mais une manœuvre précipitée, dans laquelle les diverses armes, les corps de troupes, les hommes de chaque régiment, souvent confondus, suivaient pêle-mêle l'indication qui leur était transmise tant bien que mal pour le gîte du soir (1). Une direction générale se faisait encore sentir parmi nos malheureux soldats du 1er corps; mais leur aspect était lamentable. Il faut consulter les infortunés qui en sont revenus, pour s'en faire une idée. « Notre » corps d'armée est entièrement désorganisé, écrit, à la » date du 10, le chef de bataillon David, et il est ur- » gent de lui donner quelques jours de repos pour le

(1) Voyez le carnet du commandant David, du 45e de ligne (*Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, Bruxelles, 1871), tué le 31 août près de Sedan.

» refaire. » L'aspect du 5e (général de Failly) était peut-être plus triste encore. A la vue de ses soldats, entraînés par ceux du 1er, son chef, que l'opinion, sans se rendre un compte exact des faits, accusait d'une lenteur coupable le 6 août, ne dissimulait à personne ni son mécontentement ni son dépit. Déjà, il avait fait connaître au commandant en chef de l'armée du Rhin sa répugnance à exécuter les ordres du maréchal Mac-Mahon, qui étaient en effet la cause première de ses mouvements du 6 et de la réprobation qui commençait à l'accabler; celui-ci, de son côté, se montrait peu disposé à lui en donner. Aussi le général de Failly mit-il, dans la direction qu'il suivit, autant de soin à éviter le 1er corps que les Prussiens. Dans ces tristes conjonctures, le peu d'empressement que ceux-ci montrèrent dans la poursuite, fut un bonheur pour nos armes. L'inclémence de la température vint en aide à la mauvaise fortune et rendit plus critique la situation de nos soldats. « Toutes les cartouches por-
» tées dans les étuis-musettes sont hors de service,
» écrit le chef de bataillon que nous avons cité plus
» haut. La pluie a réduit toutes les boîtes en bouillie,
» et l'on se demande comment on pourrait lutter si
» les Prussiens paraissaient. »

Telle fut cette retraite. Dans les derniers jours, un peu d'ordre fut remis dans les corps de troupes, et à partir de Chaumont le mouvement se termina en chemin de fer.

Quant au 7e corps, son organisation, encore incomplète à la date du 6 août, avait rencontré dès le début

des difficultés particulières. Pendant huit jours, il était resté sans commandant en chef et sans intendant ; le premier s'était attardé à Paris, le second se trouvait à Oran. Quand la 1re division (Conseil-Dumesnil) fut appelée auprès du maréchal Mac-Mahon, le corps fut représenté à Belfort par sa 2e division (Liébert). La 3e (Dumont) était à Lyon avec la division de cavalerie. Après les échecs du 6 août il fut prescrit au 7e corps de se porter sur Belfort, et le 16 de se rendre à Châlons, *par Paris*. Ses éléments furent alors ralliés à la hâte, sauf la 1re division ; ils exécutèrent une retraite précipitée, et, embarqués en chemin de fer, ils furent transportés à Châlons, où ils arrivèrent le 20.

Là ces trois corps en trouvèrent un quatrième composé de troupes d'infanterie de marine, de régiments de marche organisés à la hâte, et des dernières troupes que la France avait pu retirer de Rome ou du Midi.

Il était indispensable de les reconstituer et de leur donner la cohésion qui leur manquait. Mais le temps faisait défaut, car les Allemands devaient être bientôt sur nos talons, et il fallait se hâter. Enfin, et c'était encore la chose la plus essentielle, il était indispensable de savoir ce qu'on ferait de cette armée. On commença par placer à sa tête le maréchal de Mac-Mahon. Quelque hésitation aurait pu se produire dans ce choix, si l'on avait songé que les défaites de Wissembourg, de Wœrth, le désordre de la retraite depuis Saverne, laissaient peser sur le maréchal une lourde part de responsabilité. Mais sa belle réputation passée, sa bra-

voure, sa loyauté, exerçaient encore un prestige aux yeux des soldats. Puis, à cette heure suprême, où l'Empire aux abois cherchait un sauveur parmi tous ces favoris, dont il avait fait ses appuis, il ne trouvait plus un homme. Triste conséquence d'un système qui pendant vingt ans avait étouffé toute initiative, tout élan généreux, pour ne laisser de place qu'à ses créatures et aux vices qu'il patronnait. Dans un pareil milieu, dans cette situation critique, où l'Empereur lui-même, par crainte de la responsabilité ou par sentiment de son insuffisance, n'osait prendre en main le commandement, le maréchal Mac-Mahon était le seul de ses généraux capable de lui inspirer quelque confiance; on le nomma commandant en chef; le général Ducrot lui succéda dans le premier corps, et le général Lebrun, son ancien ami, naguère encore premier aide-major général, fonction dans laquelle l'opinion lui imputait bien des erreurs, prit le commandement du 12e.

Ces répartitions une fois faites, on n'eut plus qu'un souci, l'obtention des récompenses qu'on n'avait pu distribuer après les combats du 4 et du 6. On vit alors un assaut de sollicitations de rubans et de grades, qui aurait suffi pour donner la mesure de notre abaissement militaire. On savait le souverain d'autant plus faible à cet égard, qu'il se sentait perdu. L'intrigue et l'ambition en profitèrent dans une large mesure, et dans ce moment critique, où l'image de la France envahie aurait dû remplir tous les cœurs, les appétits insatiables des intérêts personnels se développèrent au grand jour. Triste et navrant spectacle, bien fait pour

décourager ceux qui en furent témoins, si dans les sphères inférieures on n'avait vu surgir encore ces sentiments généreux, dévoués, qui faisaient jadis la force de notre patrie. «Nous sommes bien malheureux, » écrit à Châlons le commandant David, encore capi- » taine, et cependant l'idée seule que nous allons ces- » ser de reculer, pour marcher au-devant de l'ennemi, » nous console de toutes nos misères. » Ces misères étaient grandes, en effet. Comme toujours, les approvisionnements faisaient défaut, les vivres n'arrivaient pas, le soldat mécontent maugréait à haute voix, et tandis qu'on distribuait au sommet des galons et des croix, au bas de l'échelle, dans les compagnies d'infanterie, le pain manquait et les cadres restaient souvent vides. « Ce qu'il y a de plus extraordinaire, dit le » même officier, à la date du 21, c'est qu'il y a des » compagnies et même des régiments presque dépour- » vus d'officiers, et que l'on ne paraît pas songer à rem- » plir les cadres. Le premier élément de réorganisation » est cependant là. »

L'autorité supérieure ne s'en préoccupait guère, et ses pensées étaient tout autres. L'Empereur comprenait qu'après les récents échecs, après avoir quitté l'armée du maréchal Bazaine, sans avoir su ni commander, ni combattre, il ne pouvait guère rentrer à Paris. De son côté, le maréchal Mac-Mahon ne voyait d'autre parti à prendre que de se retirer sous les murs de la capitale pour en couvrir les approches, y refaire son armée, la grossir de quelques levées, attendre le choc de l'ennemi et empêcher, si c'était possible, l'in-

vestissement de la grande ville. Le temps se passait, les heures s'écoulaient dans un trouble d'idées que les dépêches du ministère ne faisaient qu'augmenter. Elles se résumaient toutes par ces mots : impuissance, affolement, désordre. La France se trouvait dans une situation étrange. Le souverain qui nous avait poussés à la guerre, l'homme qui naguère encore n'admettait pas pour ses ordres la pensée d'une discussion, ne voulait plus ni diriger ses armées, ni gouverner ce peuple qui lui avait livré ses destinées. A 40 lieues de sa capitale, il déclinait à l'heure du danger toute responsabilité et la rejetait sur une femme, dont les œuvres charitables n'avaient pu déguiser ni l'incapacité politique, ni la frivolité d'esprit. Napoléon III couvrait sa prudente conduite d'un prétexte inacceptable : il ne pouvait s'occuper du gouvernement parce qu'il était absorbé par le commandement des armées ; à l'armée, il abdiquait le pouvoir militaire pour ne pas gêner les opérations; et ceux qui l'entouraient, saisis de pitié pour ce prince, déjà déchu, sans asile, sans refuge, ne songeaient qu'à profiter de sa présence pour en obtenir des honneurs nouveaux. Le maréchal Bazaine, qui exerçait le commandement en chef, était coupé du reste de la France, et ne pouvait plus transmettre que de rares billets, écrits à la hâte, raccourcis par nécessité et contenant à peine quelques indications au lieu d'ordres précis. En résumé, la France était sans chef. Le ministère commandait à Paris, Mac-Mahon à Châlons, Bazaine à Metz, les préfets dans leurs départements, et les deux autorités ayant seules

le droit, à ce moment suprême, de prendre en main les rênes de l'État, la Chambre et l'Empereur, s'étaient effacées, l'une devant des ministres dont elle était accoutumée à recevoir des ordres, l'autre devant le général placé à ses côtés, qu'il s'appelât Bazaine, Mac-Mahon ou Wimpffen. Tel est le fruit des régimes personnels, sans initiative ni liberté.

La faute que commit Napoléon III, en abdiquant tacitement dans ces jours de crise, fut des plus graves, et si elle a disparu à cette heure devant les désastres qui ont suivi, la France ne doit pas moins s'en souvenir, si elle veut se relever et éviter plus tard de nouvelles catastrophes.

Il eût suffi pourtant d'une volonté énergique, sinon pour réparer le mal, au moins pour en conjurer les effets. L'Empereur, le Ministère, les Chambres n'auraient pas demandé mieux, et dans leur agitation incohérente, dans leurs terreurs sans décision, tous ces gouvernants de la veille auraient été trop heureux de voir surgir un chef qui leur eût imposé ses résolutions et son sang-froid. Deux hommes à ce moment avaient le pouvoir et le devoir de le faire. Ces deux hommes étaient Bazaine et Mac-Mahon. Le premier était bloqué; c'était donc au second qu'appartenait cette mission. Mais pour la remplir, il aurait fallu en prendre l'initiative virilement, sans atteinte à la hiérarchie, et pourtant avec la supériorité que réclamaient les circonstances (1), le maréchal de Mac-Mahon ne pouvait

(1) Le maréchal de Mac-Mahon est de tous les généraux actuels celui dont la bravoure, la loyauté, l'abnégation et les beaux services

y songer; il savait obéir en soldat, et commander en général, mais le souverain avait encore à ses yeux le prestige du pouvoir suprême; il ne vit pas le degré de faiblesse où l'Empire était tombé, et le danger que courait le pays en l'absence d'une volonté intelligente et énergique. Il réussit cependant à faire adopter son plan de retraite sous les murs de Paris.

C'était beaucoup. Ce plan était sage et conforme aux principes d'une bonne défense, mais ce n'était ni le seul, ni peut-être le meilleur.

Il y a un fait auquel peu de personnes semblent avoir songé : c'est qu'en aucun temps, à moins d'y être contraint, une place forte attaquée ou simplement menacée, ne doit rester le siége d'un gouvernement. La Belgique a fait cependant de la négation de ce principe la base de sa défense nationale. En cas d'invasion, Anvers devient pour elle le refuge des autorités, des divers services et de l'armée. Mais la Belgique est dans des conditions spéciales. Comme la Suisse, comme le Danemark, son organisation militaire ne peut être que défensive, et avec son pays plat, le faible effectif de son armée, et l'admirable situation d'Anvers, son plan de défense est non-seulement une œuvre de sagesse, mais encore une nécessité. En France, il n'en est pas de même. Le pays est assez vaste pour offrir de nombreuses lignes d'opération, et le gouvernement

commandent le plus le respect et l'estime. Malgré ces sentiments que nous professons hautement, nous demandons à notre chef militaire la permission d'exprimer ici toute notre pensée; car il importe au pays de connaître la vérité et les diverses opinions qui peuvent se faire jour.

est toujours sûr, en cas d'invasion, de conserver, s'il le veut, un asile et sa liberté d'action. Du jour où la Moselle était franchie, Metz et Strasbourg investis, Paris couvert seulement par une armée faiblement organisée, la première mesure à prendre était de transporter le gouvernement au delà de la Loire, de faire sortir de la capitale toutes les bouches inutiles et d'en confier le commandement à un général résolu, capable surtout de réprimer les passions populaires, ou de les employer au profit de la résistance. Ceci fait, Paris n'avait plus besoin d'être protégé par une armée (1). Cette place de guerre, avec les jeunes soldats qu'on avait le temps d'y rassembler, devait se suffire à elle-même ; elle devenait un boulevard de défense, un point stratégique de premier ordre, qui arrêterait assez longtemps les progrès de l'ennemi, pour permettre au reste du pays de s'organiser et de former des soldats qui eussent au moins trois mois d'exercice, peut-être six, avant d'aller au feu. Cette combinaison adoptée, la défense nationale rentrait dans des conditions normales. La chute de Paris ne devait plus entraîner celle de la France. Toutes les ressources de la nation restaient disponibles en vue d'un grand effort, et les projets à venir pouvaient s'établir sur ce principe général éminemment pratique quand on n'a pas l'avantage : *user l'attaque par la durée de la défense*. Pour cela il fallait gagner du temps,

(1) Le plan du général Trochu, qui voulait concentrer autour de Paris les armées de Metz et de Sedan, a aussi une grande valeur stratégique. On ne saurait dire ici, surtout *à priori*, quel était le meilleur des deux. Il est rare que les problèmes de cet ordre n'aient pas plusieurs solutions. L'important, c'est que le pays sache bien, qu'en fait de projets, celui qu'on adopta était fatalement mauvais.

diviser les forces de l'envahisseur, tâcher de l'éloigner de Paris et du centre de la France. Il y avait en même temps à prévoir la possibilité d'une jonction avec l'armée de Bazaine.

Après l'abandon successif des Vosges, de la Moselle, de l'Argonne et de la Meuse, la ligne de défense naturelle de la France était la Marne. A ce point de vue cette rivière joue dans notre histoire un rôle important qu'on ne saurait oublier. Or, depuis le développement des voies ferrées, deux places tiennent les communications de cette vallée avec le reste du territoire: ce sont Reims et Chaumont. La première était désignée depuis plusieurs années par des officiers du génie et d'état-major pour l'établissement d'un camp retranché. Si l'on avait écouté leurs avis, et si les agitations politiques n'étaient pas venues prévaloir dans les mouvements de l'armée, nul doute que le maréchal de Mac-Mahon n'y eût tout d'abord porté ses troupes pour les reconstituer. Chaumont joue un rôle analogue sur la Haute-Marne. Quoique fortifiée jadis, cette ville était hors d'état d'offrir un abri à une armée désorganisée. Langres était dans le même cas, quoique sa position élevée lui permît au besoin de repousser plus aisément une attaque. Il fallait donc, dans cette direction, aller jusqu'à Belfort pour trouver une place en état de résister et d'abriter une armée. Ce qui nous ramène à l'idée déjà émise, que Belfort aurait dû être dès le début l'objectif de la retraite du maréchal de Mac-Mahon. En admettant qu'on n'y ait pas songé en temps opportun, on avait encore à Châlons, du 16 au 24 août, la possibilité de

le faire, surtout en utilisant les voies ferrées, On pouvait alors exécuter une démonstration sur la ligne Reims-Rethel, prescrire au maréchal Bazaine une sortie vers le sud, par la rive droite de la Moselle, et prendre aussitôt la direction de Belfort. On avait ainsi le tort de découvrir Paris; mais il est douteux que les Allemands, avec leur circonspection habituelle, se fussent engagés vers l'ouest en laissant sur leurs derrières deux masses ennemies considérables, même bloquées. C'eût été, en effet, une grave imprudence. Leurs forces se seraient sans doute divisées en deux groupes imposants qu'on aurait pu retenir deux ou trois mois dans l'est. Mac-Mahon eût été bloqué à Belfort; mais Bazaine aurait eu le temps et les moyens d'atteindre les Vosges, peut-être de dégager Strasbourg, en tout cas de gagner du terrain vers le sud, à travers un pays difficile, il est vrai, mais qui offrait encore plus d'obstacles à l'ennemi qu'à nous-mêmes.

Un pareil déplacement des lignes d'opération eût peut-être paru étrange, mais il aurait singulièrement modifié les projets des Allemands et aurait placé leurs armées dans la condition désavantageuse d'avoir, sur leurs derrières ou sur leurs flancs, deux masses puissantes, dont une en communication avec le centre et le midi de la France. Il est probable qu'ils se seraient vus obligés de compter avec cette situation, et que leur marche sur Paris aurait été arrêtée tout aussi bien, si l'armée de Mac-Mahon s'était transportée à Belfort plutôt que sur la Meuse.

Si l'on quitte le domaine du raisonnement pour se

renfermer dans la réalité, il est incontestable que, ne voulant pas occuper la ligne de la Marne, le maréchal Mac-Mahon n'avait qu'un plan à suivre : se replier sur Paris par la voie la plus courte. Cette direction fut bien adoptée, mais par la ligne de Reims, qui était excentrique. Ce fut une hésitation, chose toujours fâcheuse, qui décida de ce choix ; le quartier général ne savait pas encore s'il marcherait sur Paris ou sur Soissons.

Pendant ce temps, les Allemands ne perdaient pas une minute et déployaient dans leurs décisions comme dans leurs mouvements une promptitude remarquable. Dès le 19 au matin, au lendemain de la bataille d'Amanvillers, une quatrième armée était formée avec la garde prussienne (prince de Wurtemberg), le 12e corps (Saxons) et le 4e (von Alvensleben Ier), qui recevait l'ordre de se diriger de la Moselle vers les plateaux de Gravelotte. Les 5e et 6e divisions de cavalerie (de Rheinbaben et général-major duc de Meklembourg-Schwerin) furent adjointes à cette armée, qui devait s'élever, déduction faite des pertes du 18, à un effectif de 110,000 à 115,000 hommes, et qui prit le nom d'armée de la Meuse. Elle fut placée sous le commandement en chef du prince royal de Saxe, moyen habile de gagner les sympathies des Saxons et d'effacer les souvenirs qu'avait pu laisser parmi eux la conquête déguisée de 1866. Elle eut ordre de marcher immédiatement sur la Meuse, la droite dans la direction de Verdun, et se mit en route le jour même. La 5e division de cavalerie

chargée de l'éclairer, quitta son bivouac de Saint-Ail pour aller camper le 19 auprès de Briey.

De son côté, le prince royal de Prusse, qui avait porté son quartier général à Nancy, et attendait dans cette ville l'issue de la lutte engagée autour de Metz, reçut l'ordre de se diriger aussitôt sur Châlons; son armée comptait environ 190 000 hommes. Les corps se mirent en mouvement sur-le-champ. Ces deux armées devaient atteindre la Marne vers le 26 août aux environs de Châlons. D'après ces prescriptions les Prussiens prévoyaient que le maréchal Mac-Mahon, poursuivi par des forces supérieures, ne pourrait songer à les attendre à Châlons, et qu'il se retirerait sur Paris. Ils paraissaient résolus à l'y suivre sans perte de temps. La capitale était d'ailleurs, et avec raison, leur principal objectif. Sa possession devait satisfaire leur haine, leur orgueil, leur soif de venger les lointains souvenirs de 1806; enfin ils savaient, mieux que nous ne le comprenions nous-mêmes, que Paris était alors pour la France entière le centre des principales fabrications, la tête d'où partait l'impulsion, le cœur qui centralisait tous les organes, la source de toutes les forces vives et de l'existence même du pays.

Deux routes principales s'offraient à eux pour accomplir ce dessein : l'une au nord, par Verdun, Sainte-Menehould, Châlons, Épernay; l'autre au sud, par Toul, Commercy, Bar-le-Duc, Vitry et Sézanne. Ce furent les directions générales données à la 4ᵉ armée

et à la 3e ; une route intermédiaire les reliait de Pont-à-Mousson à Saint-Mihiel ; d'autres aussi utiles, mais divergentes sur une partie de leur tracé, au nord, par Varennes, Montois et Reims ; au sud, par Vaucouleurs, Joinville, Doulevent, ainsi que par Ligny et Saint-Dizier, leur permettaient de s'avancer sur un front étendu sans se priver du soutien que les diverses colonnes devaient se prêter entre elles. Du reste, le quartier général allemand savait que de la Moselle à la Marne le terrain était entièrement libre.

Le 20 août, la 5e division de cavalerie atteignait Fléville, et le 12e corps la suivait à une journée de marche sur la route de Verdun par Étain ; le 21, elle arrivait près d'Étain à Morgemoulin et poussait sur la Meuse des patrouilles qui s'emparaient du pont de Consenvoye. Le 22, pour la première fois depuis le 4 août, cette division faisait un séjour (1) pour attendre les colonnes du 12e corps avec lequel une offensive sur Verdun devait être combinée. Le 23, elle gagne Consenvoye, mais ne dépasse pas la Meuse. Le 24, cette rivière est franchie, le 12e corps se présente devant Verdun et l'attaque inutilement, pendant que la 5e division de cavalerie prend position à Esnes, interceptant la route de Verdun à Varennes. Dans la soirée, elle bivouaque à Jouy, sur la route de Clermont en Argonne.

(1) Nous citons ce fait afin de le comparer à l'habitude prise parmi nos troupes de faire un séjour tous les quatre ou cinq jours, habitude que les soldats ont fini par considérer comme un droit. Voici une division ennemie qui a combattu le 6, le 14, le 16 août, assisté à la bataille du 18, qui se remet en mouvement le 19, et qui n'a droit à vingt-quatre heures de repos qu'après dix-huit jours de marche.

De son côté, les 2ᵉ et 4ᵉ divisions de cavalerie (Stolberg-Wernigerode et prince Albert père) poussaient rapidement leurs coureurs au-devant de la 3ᵉ armée et sur son flanc gauche. Du 19 au 24 août, leurs patrouilles se montrent successivement à Saint-Remy, Saint-Dizier, Vassy, Doulevent, Brienne; elles vont même jusqu'à Chaumont; et, sur les directions qui mènent directement de Nancy à Châlons, elles sont signalées sur les rives de la Marne à Vitry-le-Français dès le 24. La veille, le quartier général du roi de Prusse s'était porté de Pont-à-Mousson à Bar-le-Duc, ne songeant nullement à l'éventualité d'une marche de Mac-Mahon sur Réthel et Sedan. Le champ des opérations actives se transportait par une vaste marche en bataille de l'est à l'ouest, de la Moselle sur la Marne et la Seine.

Dès le 24, les chefs des armées allemandes furent avisés de l'évacuation de Châlons. Après bien des tergiversations, notre armée, prévenue de l'apparition des avant-gardes ennemies, s'était décidée subitement à s'éloigner du camp, et l'on s'était rangé à l'avis du commandant en chef, qui voulait se replier sur Paris, en se dirigeant vers Reims. Dans la nuit du 20 au 21, les ordres de départ furent donnés avec une précipitation qui trahissait l'indécision. Dès cinq heures du matin, le lendemain, nos troupes se mirent en route, et l'abandon du camp offrit alors un triste spectacle. De nombreux approvisionnements qui auraient été si utiles plus tard à Paris, des fourrages, des amas de chaussures, furent brûlés sans hésitation. Des fourgons

de l'Empereur, qui avaient déjà encombré les routes de Metz, se trouvèrent en retard; on s'empressa de les combler avec tout ce qui traînait des effets de la maison, et l'on vit alors de malheureux traînards piller les débris impériaux qui leur tombaient sous la main.

Avant ce départ, l'Empereur, pour donner sans doute une satisfaction à l'opinion publique, avait nommé le général Trochu commandant supérieur de Paris. C'était compliquer la situation au lieu de l'améliorer, car la régence et le ministère devaient voir cette élévation d'un mauvais œil, et le public, au contraire, sachant combien ce général avait combattu les fautes de l'Empire, ne pouvait qu'en être heureux. Du reste, il était tard pour écouter les conseils de cet homme de bien. Après toutes ses fautes, après avoir imprudemment jeté la France dans cette guerre, l'Empire, du jour où il avait un échec, était perdu. Les derniers instants ne devaient plus être employés qu'à lutter contre le courant populaire, à lui accorder comme toujours des demi-concessions, et si c'était possible, à préserver la dynastie d'une chute imminente. Guidés par cette unique pensée, ses conseillers devaient influencer la marche des armées d'une façon déplorable. L'image de la patrie s'effaçait devant leurs intérêts, et cependant l'histoire était là pour leur apprendre qu'en tout temps, une nation envahie, en proie aux horreurs de la guerre, tombe dans un abîme, quand les passions des partis, loin de se calmer, divisent les forces au lieu de les unir. Mais, pour eux, dans ces jours d'infortune, comme au temps de leur puissance,

l'union n'avait qu'une forme, leur personnalité. Depuis Wissembourg, la France, qui les avait jugés incapables, devait songer à les renverser ; et cependant elle comprima ses révoltes intimes, obéit aux ordres plus ou moins éclairés qu'on lui dicta, envoya ses fils au combat, et resta soumise à un gouvernement qu'elle n'estimait plus. Elle devait attendre jusqu'à Sedan ; mais après cette honte, lui demander encore l'abnégation et le respect, était impossible. Ce qu'il y a de plus triste, c'est que, dans ces moments difficiles, les déchirements intérieurs sont un malheur de plus et n'amènent jamais que des catastrophes. La France sait aujourd'hui qu'en aucun cas, une nation divisée et en voie d'accomplir une réforme intérieure ne doit s'engager dans une guerre, et qu'agir ainsi, c'est courir à la ruine.

L'armée française réunie à Châlons se composait de quatre corps : le 1er qui pouvait encore, grâce à des renforts, compter 40 000 hommes ; le 5e, environ 25 000 ; le 7e, 30 000 ; enfin le 12e qui comprenait : 1re *division :* quatre régiments d'infanterie pris parmi les neuf régiments que la formation de l'armée du Rhin avait laissés disponibles en Algérie, à Civita-Vecchia et dans le Midi ; 2e *division :* formée de trois régiments d'infanterie coupés du 6e corps et de deux régiments de marche nouvellement créés ; 3e *division :* quatre régiments d'infanterie de marine, chacun à l'effectif de 3000 h., c'était : dans son ensemble, un corps de 40 000 hommes environ. Ainsi cette armée, d'après les calculs les plus avantageux, comptait un effectif de 135 000 hommes, auxquels il fallait ajouter deux divi-

sions de cavalerie de réserve sous les ordres des généraux Bonnemains et Marguerite; total 140 000 hommes (1). Les deux armées contre lesquelles elle allait avoir à lutter formaient une masse qui dépassait 300 000 (2).

Le 21, nos troupes allèrent camper aux environs de Reims. Dès que la régence connut l'intention du commandant en chef de rétrograder sur Paris, elle fut terrifiée par la crainte d'une révolution ; les ministres, le conseil privé et les présidents des deux Chambres, réunis en assemblée, et ne voyant que le danger de l'émeute, se résolurent à demander, à prescrire même à l'armée de Mac-Mahon, une marche dans la direction de Metz. Les partisans de l'Empire ont rejeté sur l'opinion publique la faute de la campagne de Sedan. Il est certain que c'est une calamité dans ces heures de péril, de voir les passions populaires imprimer une direction aux affaires militaires. Mais les hommes qui les avaient comprimées pendant vingt ans savaient bien qu'elles ne pouvaient dans ce moment suprême agir qu'en aveugles. Et, s'ils les ont écoutées, c'est qu'ils tremblaient pour leur puissance. En résumé, le navire de l'État était déjà sans gouvernail. L'Empereur, à quelques heures de sa capitale, obéissait aux injonctions de ses ministres, et le chef de la seule armée française qui restât libre, sachant parfaitement que l'ordre qu'il recevait était sa perte, finissait par s'y

(1) Voy. tableau III.
(2) Voy. tableau II.

conformer. Tous les hommes en France avaient alors perdu le véritable sentiment de la responsabilité. La responsabilité, cette charge pesante qui accable les faibles et encourage les forts, nous avait été rendue de fait, depuis le funeste ministère du 2 janvier, et en réalité, à la fin du mois d'août, les événements ne la concédaient que trop à tous les hommes chargés d'une direction ou d'un commandement. Ce sentiment, cause d'épouvante pour les uns, de puissance pour d'autres, comporte avec lui l'amour éclairé du vrai et du bien, une volonté énergique pour suivre sa voie quand on la croit bonne, ou pour résilier sa fonction, plutôt que de se prêter à des actes que l'on juge nuisibles. En France où ce sentiment s'est volontairement effacé, on en est venu à croire que l'exercice du pouvoir entraîne seul la responsabilité. L'exécution des ordres a pourtant aussi la sienne, et il existe des emplois élevés où le doute à cet égard ne saurait être permis.

Le maréchal Lebœuf, avant la guerre de 1870, s'était trouvé en présence d'une situation de ce genre; il s'était soumis à la volonté de son souverain, sans se douter du péril qui le menaçait. Une réprobation terrible l'en a cruellement, mais justement puni. Le 21 août, les dépêches de la régence et du général Montauban, nouveau ministre de la guerre, plaçaient le maréchal Mac-Mahon dans une circonstance analogue. Le moment était d'autant plus critique, que l'honneur, l'existence, l'intégrité de la France étaient en jeu. D'un côté la dynastie effrayée par l'émeute, de l'autre la France menacée par l'ennemi. Pour un

général en chef, il n'y avait pas à hésiter. L'heure était suprême; il valait mieux se retirer que d'obéir à une pression désastreuse. Le maréchal Mac-Mahon, avec ses habitudes d'obéissance, se résigna à contre-cœur à exécuter le plan insolite, téméraire, qui lui était tracé. Du reste, les avis du maréchal Bazaine tendaient aussi à lui faire prendre un mauvais parti. Il se résolut à exécuter une marche excentrique avec une armée ébranlée et inférieure en nombre, sur le flanc d'un ennemi victorieux, plus de deux fois plus fort et maître des lignes intérieures du champ d'opérations. C'était non-seulement violer les lois de la stratégie, mais encore celles de la prudence. En 1712, alors que la France, accablée sous le poids de ses revers, redoutait une ruine prochaine, Louis XIV confia sa dernière armée au seul homme qui passait pour devoir être le sauveur du pays, au maréchal de Villars. Le roi absolu voulut accompagner son général et triompher ou périr avec lui. « Sire, lui dit Villars, ma place est à l'armée, et la vôtre à la cour; à moi, à sauver votre couronne; à vous, à me défendre contre mes ennemis. Si vous marchez, je reste; si vous restez, je marche! » Et le roi absolu, s'inclinant devant cet homme d'énergie et de bon sens, renonça à son projet. Villars montra ainsi ce que peuvent à l'occasion le caractère et la noblesse de cœur quand ils sont réunis dans le même homme. Quelque temps après, il gagnait à la France et au roi la bataille de Denain. Si, en 1870, ce noble exemple eût été suivi, la triste journée de Sedan ne serait pas inscrite dans nos annales.

Dès le 22, l'armée de Châlons prit la direction de Metz et gagna la Suippe, où elle présentait l'ordre de marche suivant :

Le 7e corps (Douay) à droite, à Saint-Martin et Dontrien.

Le 1er (Ducrot) à Saint-Hilaire-le-Petit et Bétigniville.

Le 5e (de Failly) à Pont-Faverget et Selles.

Le 12e (Lebrun) à gauche, à Saint-Masme et Heutrégiville.

La division Bonnemains à Aubérive sur la Suippe, couvrant la droite; celle du général Margueritte, en avant-garde à Montbois, observant les débouchés de l'Argonne.

Les embarras et les obstacles apparurent aussitôt; les nouvelles qu'on recevait sur les coureurs allemands et la difficulté des approvisionnements engagèrent le commandant en chef à se jeter sur sa gauche et à prendre Réthel pour objectif. Dès le second jour, on allait s'éloigner de la route de Metz, alors que des marches forcées et une résolution inébranlable pouvaient seules laisser quelque chance à la réalisation du plan défectueux auquel on s'était soumis. Le 24, le 5e et le 12e corps furent portés à Réthel; le 1er à Juniville; le 7e à Contreuve; la division Bonnemains rappelée sur le flanc gauche de l'armée, quand sa mission utile était sur la droite; et la division Margueritte laissée à Montbois. L'armée venait d'accompli une marche de 28 kilomètres après en avoir fait une

de 30 kilomètres la veille. C'était un beau résultat; mais ces positions, trop éloignées les unes des autres, rompaient déjà sa cohésion. Les fautes tactiques se renouvelaient.

Le 25, les 5e et 12e corps perdirent un jour à Réthel; le 1er gagna Attigny; le 7e, Vouziers, sur l'Aisne; la division Margueritte fut portée au Chêne, et ce mouvement découvrit ainsi toute la droite, compromettant la sécurité du 7e corps, le plus directement menacé par l'ennemi.

Ce même jour, les Allemands apprirent le mouvement du maréchal Mac-Mahon; sa direction dut les surprendre et modifier leurs projets; mais elle les ravit de joie; car ils allaient avoir leurs 2e, 3e et 4e armées concentrées entre nos deux masses, dont l'une était immobile, et en manœuvrant adroitement, ils étaient presque sûrs de couper notre retraite sur Paris, d'empêcher notre marche sur Metz, et de nous acculer contre les petites places du nord, dans cette étroite bande de terre entre la Meuse et la frontière, où la proximité de la Belgique nous ôtait toute liberté d'action. L'ordre général fut immédiatement changé avec une promptitude qui démontre que cette éventualité était prévue, ou que les chefs des armées prussiennes savaient apporter dans leurs plans une décision rare. Déjà les avant-gardes de la 3e armée avaient atteint Châlons, et leurs patrouilles de cavalerie avaient dépassé la Marne. Le même jour elles furent arrêtées et repliées sur la rive droite; il fut prescrit aux têtes de colonnes de changer de direction à droite, de se rabattre sur la

4e armée et de s'étendre vers le nord sur les derrières de Mac-Mahon en dissimulant leur présence. La 4e armée exécuta un mouvement analogue, fit face vers le nord et se concentra sur la Meuse et les Ardennes. La 5e division de cavalerie qui était à Sainte-Menehould fit partir, le 25, un régiment, qui devait pousser jusqu'à Montmédy, et couper la communication ferrée à l'ouest de cette ville, entre Montmédy et Sedan. Il est évident, d'après ces prescriptions, que le quartier général allemand venait d'être instruit du projet du maréchal Mac-Mahon, ou l'avait deviné dans tous ses détails. Du reste, la manœuvre exécutée par les 3e et 4e armées du 19 au 31 août est une des plus remarquables qu'offrent les annales militaires. Si quelques autres peuvent être discutées et laisser une prise à la critique, il faut, malgré la haine qui nous anime, avouer que celle-ci dénote chez le général en chef qui l'a ordonnée un talent supérieur. C'est une de celles qu'il nous faut le plus étudier, sans oublier cependant qu'elle fut singulièrement favorisée par une supériorité numérique de plus de 150 000 hommes, qui garantissait sûrement le succès. Ce changement de front, dans un pays difficile, s'exécuta avec ordre et célérité. Il devait amener la 4e armée à être la première en contact avec les corps du maréchal Mac-Mahon.

Dès le 26, en effet, le 4e hussards du 7e corps (Douay), qui avait été envoyé à Grand-Pré, aperçut les vedettes de l'ennemi. C'étaient les patrouilles de la 5e division de cavalerie (von Reinbaben), partie le matin de Sainte-Menehould. Le général Douay sentant sa droite dégar-

nie, avait eu soin de se garder avec la cavalerie dont il disposait, et l'ennemi le trouvant en position rétrograda jusqu'à Aultri-sur-l'Aisne. Le même jour, le quartier général allemand se transporta de Bar-le-Duc à Clermont-en-Argonne, au croisement des routes de Châlons à Vouziers, et de Bar-le-Duc à Sedan, à moins de 40 kilomètres de nos positions. Celui de l'Empereur et du maréchal Mac-Mahon atteignit Tourteron, et le commandant en chef, prévoyant les dangers prochains, obtint qu'on fît partir sans plus tarder le prince impérial pour Mézières. Le 5e corps gagna Neuville ; le 1er se rendit à Voncq ; le 12e à Tourteron, et le 7e resta à Vouziers. Le lendemain 27, le 7e fit séjour ; le 12e atteignit le Chêne-Populeux ; le 1er, mis en route sur Terron, reçut contre-ordre et revint à Voncq. Enfin le 5e, dirigé d'abord sur Buzancy, dut, par suite d'un avis ultérieur du maréchal, rétrograder sur Châtillon et Bieulles. L'armée française et celle du prince royal de Saxe se rapprochaient visiblement, toutes deux marchant vers la Meuse, tandis que la 3e armée, appuyant directement au nord, faisait occuper Grand-Pré par sa cavalerie aussitôt après le départ de nos troupes, et commençait à intercepter notre ligne de retraite sur Châlons et Reims. Dès ce moment, les escarmouches commencèrent.

Dans l'après-midi du 27, le 5e corps (de Failly), avant de reprendre la direction de Châtillon, fit pousser par sa division de cavalerie une reconnaissance sur Buzancy, pour tâcher d'y faire quelques prisonniers et de culbuter des escadrons allemands signalés le matin.

Le 1 ° chasseurs qui marchait en tête s'y heurta contre le 3ᵉ régiment de la cavalerie saxonne, un escadron du 18ᵉ hulans, et une batterie montée qui éclairaient l'avant-garde du 12ᵉ corps (Saxons). Un engagement eut lieu, malgré la supériorité numérique des Allemands. Mais l'artillerie ennemie se démasquant tout à coup sur le mont Sivry, balaya la route de Buzancy; d'un autre côté, des régiments d'infanterie apparaissaient massés sur le flanc opposé de la montagne. Le 12ᵉ chasseurs dut se replier, ainsi que la cavalerie du 5ᵉ corps, qui prit alors la direction de Bieulles et Châtillon (1).

A cette date, la droite de l'armée française avait dépassé la ligne Vouziers-Réthel, et son quartier général se portait au Chêne-Populeux. Quant à la 3ᵉ armée prussienne, elle avait terminé son mouvement de conversion à droite, et ses corps couvraient la gauche de la 4ᵉ; le 1ᵉʳ corps bavarois atteignait la route de Vouziers, suivi de près par le 2ᵉ; le 5ᵉ prussien marchait sur Brigenay et Authe; la division wurtembergeoise sur Poult-aux-Bois; le 11ᵉ à sa gauche; le 6ᵉ, sur les traces du 11ᵉ.

Ainsi, à la date du 28, l'armée de Châlons s'étendait de Buzancy au Chêne, tandis que les 4ᵉ et 3ᵉ armées prussiennes, la débordant sur sa droite et sur ses derrières, occupaient le pays, des abords de Nouart à Vouziers, décrivant une courbe dont le sommet était

(1) *Opérations et marches du* 5ᵉ *corps, en* 1870, par le général de Failly. Bruxelles, 1871.

vers Grand-Pré. Le commandant en chef sembla alors s'apercevoir qu'il était séparé de Metz par des masses imposantes et qu'il allait être bientôt coupé des directions de Reims et de Soissons. Devant son front s'étendait, à quelques lieues, le territoire neutre de la Belgique ; la seule voie qui restait donc libre était sur sa gauche, vers les villes fortes du nord. Déjà de sombres pressentiments y avaient fait expédier le Prince impérial; on voulut marcher de nouveau vers l'ouest. Le doute, en effet, n'était plus permis; l'armée courait à sa perte. Mais un nouvel avis de la régence vint annuler cette bonne intention. « Au nom du con-
» seil des ministres et du conseil privé, écrit le ministre
» de la guerre au maréchal Mac-Mahon, à la date du
» 28, je vous demande de porter secours à Bazaine,
» *profitant des trente heures d'avance que vous avez sur*
» *le prince royal.* Je fais partir le corps Vinoy (le 13e)
» pour Reims. »

Cette dépêche se traduisait avantageusement par ces mots : « *la dynastie est perdue et nous avec, si vous*
» *n'écoutez pas le vœu de la population de Paris.* »
Telle était la stratégie qui dictait le plan de campagne d'une armée française, dernier espoir de la nation ! Et fallait-il qu'on fût précieusement renseigné, pour annoncer au commandant en chef qu'il avait trente heures d'avance sur l'ennemi, quand celui-ci l'avait déjà coupé de sa base d'opérations ! En présence de tant d'aveuglement, s'il pouvait encore exister un plus douloureux spectacle, ce serait de voir la patrie confier de nouveau son salut à ces mêmes hommes

qui, à la fin du mois d'août, conduisaient ainsi ses destinées à la ruine, et envoyaient ses soldats à la boucherie.

Du reste, à la date du 28, il n'était plus temps pour l'armée de Châlons d'éviter le choc des Prussiens. Ses avant-postes tiraillaient sur la droite avec les leurs, et, lors même qu'elle eût regagné Réthel, un engagement général et prochain était inévitable. La défaite devenait à peu près certaine; mais, en prenant une dernière résolution, en résistant aux influences de Paris, on pouvait du moins se soustraire à cette honte qu'on nomme une *capitulation*.

Quant aux armées ennemies, leurs chefs, pressentant aussi l'imminence d'une lutte suprême, prirent, dès le 28, les dispositions suivantes :

Dans la 4e armée, le 12e corps devait longer la rive gauche de la Meuse et s'avancer vers Mouzon, par Létange ; le 4e, suivi de près par la garde royale, devait marcher sur Beaumont, masquant ses mouvements par les bois de Dieulet et de Béval. Dans la 3e, le 1er corps bavarois, suivi par le 2e, avait ordre de se rabattre de Vouziers, par Sommauthe sur Beaumont ; le 5e corps prussien marchait sur Pierremont et Oches; à sa gauche, la division wurtembergeoise avait le Chêne pour objectif, ainsi que le 11e corps; ce dernier devait passer par Vouziers et Quatre-Champs ; le 6e corps suivre le 11e et étendre ses cantonnements vers l'ouest; la 5e division de cavalerie prendre la même direction, par le Chêne et Tourteron; la 6e devait pousser par Semuy jusqu'aux environs de Mézières; la 4e suivait le 11e corps, et la 2e accompagnait les Bavarois vers Buzancy;

enfin la 5e devait aller prendre position sur la route de Réthel au Chêne. On voit que ces manœuvres avaient pour but d'envelopper Mac-Mahon. Les Allemands ne bornèrent pas là leurs précautions. Redoutant une attaque de l'armée française contre le prince royal de Saxe, et ne voulant pas, dans le cas où la 4e armée prussienne aurait à combattre sans l'appui de la 3e, s'exposer à une lutte à force égale, ils firent partir des environs de Metz deux corps de la ligne d'investissement, les 2e et 3e, qui se dirigèrent vers Dun et Stenay (1).

Le plan de nos ennemis se dessine déjà ; il était simple et inspiré par nos fautes autant que par la supériorité de leurs effectifs. Il consistait à nous fermer à la fois la route de Montmédy, celle de Réthel, et, s'il était possible, celle de Mézières. De la sorte, nous nous trouverions incessamment acculés sur la Meuse. Le quartier général, qui s'était porté, le 28, à Stonne, s'aperçut que la Meuse elle-même devenait un danger s'il était obligé de l'avoir à dos pour livrer bataille. Mais au lieu de se rabattre vers le nord-ouest, pendant qu'il en était temps encore, il ordonna aux quatre corps de hâter leur marche pour la mettre au plus tôt entre eux et les Allemands. Son intention, s'il faut en croire l'auteur *des causes de la capitulation de Sedan*, était d'arriver à Stenay et à Montmédy. Et pourtant le choc de l'ennemi sur son flanc droit et sur ses têtes de colonnes à Buzancy, indiquait que les routes de l'est n'étaient plus libres. Cette résolution, la seule en appa-

(1) Ce déplacement fut ignoré du maréchal Bazaine.

rence que conseillait une situation désespérée, fut peut-être la faute la plus grave de la campagne, car elle assurait, au delà de leurs espérances, le succès de nos ennemis. L'armée, coupée du sud et de l'est, allait s'enfermer dans l'espace compris entre la Belgique et la Meuse. Alors même qu'après avoir traversé cette rivière, elle eût voulu plus tard se mettre en retraite sur Mézières, elle devait rencontrer dans ce cours d'eau un obstacle d'autant plus difficile à franchir qu'elle abandonnait ainsi aux Prussiens toute la rive gauche. A la date du 28, on ne pouvait plus se faire d'illusion sur la possibilité de dégager le maréchal Bazaine. Les routes de Mézières, sur la rive gauche, étaient encore libres; c'était l'unique ressource, une chance de salut bien faible, mais la seule, la dernière qu'offrît la fortune. En se jetant brusquement sur cette direction, au moyen d'une marche de nuit, avec un redoublement d'activité et le sacrifice d'une partie du matériel et des traînards, on pouvait, ou bien gagner l'Oise, ou bien choisir une position défensive qui permît d'arrêter l'ennemi et de se dégager ensuite (1). Ces considérations échappèrent sans doute au quartier général. La marche en avant avait presque l'air d'une retraite. Les troupes, fatiguées, mal nourries, mal équipées, exposées quelquefois à des mauvais temps continus, perdaient chaque jour le peu de cohésion qui leur restait; les traînards augmentaient; on

(1) *Opérations et marche du 5e corps*, par le général de Faill... Bruxelles, 1871.

sentait que la confiance avait disparu; les masses allemandes commençaient à se presser sur nos talons. Pour aggraver cet état de choses, les ordres et les contre-ordres se succédaient, contribuant à l'épuisement général. Après avoir prescrit une première fois au 5e corps (de Failly) de marcher sur Buzancy, l'avoir fait ensuite rétrograder sur Châtillon, le quartier général le dirigea de nouveau, par Buzancy, sur Nouart (1). Or, à ce moment, l'ennemi occupait déjà Bar, Buzancy et les hauteurs élevées qui commandent la route de Buzancy à Nouart. Le 5e prit néanmoins cette direction; à hauteur d'Haricourt, il reçut de nouvelles instructions qui lui prescrivaient de marcher sur Stenay; le 7e, qui suivait à peu près ses traces, devait, suivant le cas, lui être adjoint; mais le général Douay, qui le commandait, trouvant ses troupes trop fatiguées pour atteindre les étapes qui lui étaient indiquées, prévint le général de Failly qu'il ne fallait pas compter sur lui. Le 5e corps, se conformant au dernier ordre reçu, gagna, le 28 au soir, le campement de Bois-des-Dames, sur la direction de Beaufort. Déjà, depuis trois jours, ses colonnes étaient sans cesse côtoyées et dépassées par celles de la 4e armée allemande, notamment du 12e corps (saxon), qui interceptait les routes de l'est.

Le 29, quoique les hauteurs de Nouart fussent occupées par les Saxons, dont le défilé s'apercevait distinctement, le 5e corps se mit en route sur deux colonnes,

(1) *Opérations et marches du 5e corps*, par le général de Failly, Bruxelles, 1871.

celle du général Guyot de Lespart, marchant de Bois-des-Dames sur Beauclair, celle du général Goze, de Belval sur Beaufort. La première ne tarda pas à être attaquée par le 12ᵉ corps allemand. « Des batteries » placées sur les hauteurs de Nonart, à plus de 3000 » mètres, dit le rapport du général de Failly, assaillirent » notre infanterie par une vive canonnade, tandis » qu'une portion d'infanterie ennemie, sortant des » bois, débouchait dans la vallée. La cavalerie dut se » replier, et les dispositions furent prises pour repous- » ser l'attaque de l'infanterie, ce qu'on fit avec succès, » en la rejetant sur ses lignes.

» Cette première attaque repoussée, la marche des » colonnes fut arrêtée, et l'ennemi, continuant à rester » en position, le 5ᵉ corps s'établit sur le plateau de » Bois-des-Dames. L'ennemi, nous voyant avantageu- » sement placés, cessa son attaque de front, mais » continua sa canonnade et envoya des troupes sur » nos flancs, dans l'intention évidente de chercher à » les tourner (1). »

Un nouvel ordre parvint à ce moment au 5ᵉ corps; il fallait quitter la direction de Beauclair et prendre celle de Beaumont. Cette indication arrivait trop tard; un jour plus tôt elle eût empêché une marche inutile sur Stenay, évité avec l'ennemi une rencontre qui devait maintenir désormais le flanc droit de l'armée à portée de ses canons, permis aux troupes de gagner Beaumont le 29, et, après un court repos, d'atteindre

(1) Rapport du général de Failly. *Opérations et marches du 5ᵉ corps.*

la Meuse sans accident. En réalité, elles ne purent s'ébranler que dans la nuit, et les dernières n'arrivèrent à Beaumont qu'à cinq heures du matin. L'état des chemins fortement détrempés, la forme accidentée du terrain, et enfin le manque de distributions rendirent ce mouvement plus pénible encore. Le 30 au matin, le maréchal passa lui-même à Beaumont et indiqua au 5e corps le village de Mouzon, sur la rive droite de la Meuse, comme l'objectif à atteindre ; il prescrivit au 7e, parvenu la veille à Oches, d'arriver à Villers, et au 1er, de gagner Remilly. Le 12e était déjà à Mouzon avec la division Margueritte. La division Bonnemain devait suivre le 1er corps, et le quartier général s'installer à Carignan. A ce moment, l'armée tout entière s'avançait vers le nord-est, ayant en tête les 1er et 12e corps, et sur sa droite, les 5e et 7e, échelonnés l'un derrière l'autre, et pressés sur le flanc droit et en queue par les 4e et 3e armées prussiennes (1). Les prescriptions du commandant en chef font supposer que, depuis le 29, il avait renoncé à ses projets sur Stenay et sur Metz. Mais il restera difficile de pénétrer les motifs qui ont fait pousser l'armée vers le nord, sous les murailles d'une petite place sans forts détachés, au lieu de la mettre immédiatement en retraite sur Mézières et sur l'Oise, par la rive gauche de la Meuse, qui aurait ainsi couvert un de ses flancs.

A cette date, les Allemands formaient un vaste arc de cercle, la droite à la Meuse et la gauche sur la route de Réthel au Chêne. Leurs manœuvres indiquent

(1) Voy. planche IX.

qu'à partir de ce moment, leurs chefs, exactement renseignés par les nombreux rapports de leur cavalerie, savaient parfaitement quelles étaient les ressources et les intentions du maréchal de Mac-Mahon. La situation de l'armée française était assez précaire pour rendre superflus les deux corps de soutien qu'on avait tirés de l'armée d'investissement de Metz. Les dépêches du prince Frédéric-Charles, qui devait être averti des intentions de sortie manifestées par le maréchal Bazaine, tendaient sans doute aussi à modifier leurs mouvements. Le roi de Prusse, estimant qu'ils étaient désormais inutiles, puisque ses 3e et 4e armées étaient réunies, leur fit donner contre-ordre. En conséquence, les 2e et 3e corps prussiens regagnèrent les bords de la Moselle, où ils parvinrent le 31 août. D'autre part, tout porte à croire que, dès le 29, le quartier général allemand avait formé le projet de nous forcer à livrer bataille, le dos à la Meuse, ou plutôt de nous rejeter sous les murs de Sedan, et de nous cerner entre la rivière et la frontière. Les instructions françaises concouraient malheureusement au même but.

Avec l'immense supériorité numérique des Allemands, il était présumable qu'à partir du moment où leurs corps se seraient trouvés en contact immédiat avec la droite de l'armée française, ils ne la quitteraient plus jusqu'au jour d'une bataille générale. Il devenait plus urgent que jamais de s'éclairer sur cette direction et de la couvrir aussi loin que possible avec une nombreuse cavalerie. Malheureusement ces précautions n'étaient plus dans nos habitudes, et la crainte de voir enlever un peloton ou une compagnie, empêchant d'établir les

grand'gardes à plus de 5 ou 600 mètres des camps, compromettait ainsi des divisions entières. Quant à la cavalerie, 2, 3, 4 kilomètres au plus lui semblaient encore la limite maximum des reconnaissances. De la sorte, les indications sur la position de l'ennemi faisaient toujours défaut, et l'on se croyait en sûreté quand on était parfois à portée de ses bouches à feu.

C'est ce qui arriva, le 30, au 5e corps (de Failly). Les Saxons de la 4e armée l'avaient suivi pas à pas depuis l'engagement de la veille à Nouart, avaient ensuite appuyé à droite pour s'étendre vers la Meuse, et cédé leur place au 4e corps prussien, auquel les Bavarois, marchant maintenant vers l'est, donnaient la main. La garde prussienne s'avançait parallèlement à ces troupes et leur servait de soutien. Le général de Failly, au moment même où l'ennemi le coudoyait, ne parvenait pas à avoir le moindre renseignement sur sa présence. Puis, ses troupes, fatiguées à l'excès par les attaques et les marches des deux derniers jours, réclamaient quelques instants de repos. Se fiant à une fausse sécurité, il passa toute la matinée à Beaumont. On installa le bivouac, on dressa les tentes, et le départ pour Mouzon fut fixé à midi. Au moment où les têtes de colonnes s'ébranlaient, le 12e corps (saxon) atteignait Létange; le 1er (bavarois) apparaissait sur la route de Sommanthe, et le 4e corps, débouchant tout à coup du bois du Petit-Dieulet où son avant-garde était embusquée depuis neuf heures du matin, surprenait les troupes du général de Failly.

L'artillerie ennemie ouvrit aussitôt son feu, et les obus tombant à l'improviste dans le camp du 5e corps, y produisirent un trouble complet, triste conséquence d'un service mal commandé, mal exécuté et d'une imprévoyance désormais sans excuse. Chacun se précipita sur ses armes; mais les Prussiens s'étaient élancés à la vue du désordre, et, sans laisser le temps de le réparer, mirent les premiers rassemblements en fuite. Des batteries ne purent même atteler leurs pièces; il fallut abandonner des canons, des tentes, des bagages, et se retirer vers le plateau, au nord du village, où des régiments qui y étaient campés avaient pris position à la hâte, appuyant leur gauche à la route de Mouzon. La résistance ainsi improvisée arrêta un instant l'attaque de front. Mais les colonnes du 1er bavarois, qui s'avançaient du côté de Sommanthe, menaçaient le flanc droit, tandis que la 7e division (v. Schwarzoff), laissant la 8e (v. Schœler) directement aux prises avec nos troupes, à Beaumont, gagnaient du terrain vers notre flanc gauche. Ces manœuvres déterminèrent la retraite. Elle dut s'effectuer dans un désarroi sensible. La poursuite fut vigoureusement menée par l'ennemi que le succès encourageait. Un bois impraticable, situé entre Yoncq et la Sartelle, obligea le 5e corps à se diviser; au delà du bois, ses colonnes furent assaillies par la 7e division prussienne qui les avaient devancées; des détachements saxons vinrent se mêler au combat; il fallut fuir de nouveau et en désordre. Dans l'après-midi, le maréchal Mac-Mahon qui, mal renseigné, ne soupçonnait pas un combat aussi sérieux à Beaumont,

avait prescrit au 12e corps français de diriger sur le théâtre de l'action une brigade d'infanterie et un régiment de cavalerie ; ces troupes heurtèrent les masses en retraite et furent entraînées par elles. Ce n'était plus un combat, mais une déroute. Il fut cependant possible de rallier des régiments dans la plaine, en avant de Mouzon, et de ralentir les progrès des Allemands. L'énergie de quelques officiers permit même de se maintenir toute la nuit dans une ferme de la rive gauche. Ces efforts aidèrent la retraite ; les masses purent s'écouler vers Mouzon. Pendant ce temps, la journée s'était avancée, et bientôt quelques pièces, mises en batterie sur la rive droite, arrêtèrent définitivement les Prussiens. Le passage de la Meuse put s'achever sous cette protection. Nos pertes dans cette malheureuse affaire étaient considérables. Le matériel de campement, presque tous les bagages, 23 canons et 3 à 4000 prisonniers étaient tombés aux mains de l'ennemi. Le 5e corps comptait en outre près de 1800 tués ou blessés. Enfin, ce qui était plus grave, la rive gauche de la Meuse, la seule qui aurait pu permettre à l'armée de se dérober, n'était plus en notre possession.

Les corps qui s'y trouvaient, s'ils ne voulaient être coupés et réduits à mettre bas les armes, devaient sans perdre un instant, ou se diriger sur Mézières, ou gagner les abords de Sedan.

Sur les derrières de l'armée, les imprudences et les échecs, sans être aussi complets, n'en contribuaient pas moins à augmenter la confiance et le succès de nos adversaires.

Le corps du général Douay perdit du temps dans sa marche sur Stonne et la Besace, par suite des encombrements que produisirent les convois dans le fond d'Oches, et des inquiétudes que faisait naître la présence des vedettes ennemies. Son chef, loin d'activer le mouvement, et prenant sur lui d'enfreindre l'ordre qu'il avait reçu, résolut, le 29, de s'arrêter aux abords de ce village, au lieu de gagner du terrain vers la Meuse, comme on le lui avait prescrit. Déjà le 7ᵉ corps se trouvait en retard sur ceux qui le précédaient, et cette mesure était d'autant plus dangereuse que, le lendemain, il allait se trouver seul de toute l'armée sur la rive gauche. Le 30, en effet, vers midi, pendant que l'action s'engageait à Beaumont d'une façon si désastreuse, la tête du 7ᵉ corps arrivait à Stonne, après avoir laissé Oches sur sa droite. Il était suivi depuis le matin par les colonnes ennemies, qui côtoyaient sa droite, lui envoyant de temps à autre des coups de canon auxquels on ripostait assez pour les contenir. C'était le 5ᵉ corps allemand, qui avait quitté Buzancy le matin et marchait sur nos traces. Le général Douay donna aussitôt l'ordre d'accélérer le pas et fit établir en position, près de Stonne, une brigade d'infanterie appuyée d'artillerie, et chargée de protéger la marche vers la Meuse. La 1ʳᵉ division (Conseil-Dumesnil), qui avait été imprudemment dirigée sur Mouzon avec les bagages, fut alors attaquée vigoureusement par le 1ᵉʳ corps bavarois, qui avait débordé le flanc du corps de Failly. Ses troupes essayèrent à peine de résister, se rejetèrent en désordre vers le

7e corps et y produisirent un trouble funeste. Le général Douay avait atteint Raucourt; mais, à la vue de ces fuyards, il crut avec raison ne pouvoir continuer sa marche sur Villers et se rejeta à gauche, dans la direction de Remilly. Le 1er bavarois et le 5e corps harcelaient en effet ses colonnes, fâcheux résultat de l'arrêt effectué la veille autour du village d'Oches. Si le prince royal de Prusse eût connu à cette heure notre véritable position, s'il avait su que, parmi les deux corps français restant sur la rive gauche, l'un d'eux venait d'être surpris à Beaumont, l'autre se trouvait isolé et en l'air, il est probable qu'il eût engagé une action plus vigoureuse. Mais il est faux, comme les Allemands l'ont écrit, que le 7e corps fut battu et repoussé à Oches. Il se trouvait en marche quand l'ennemi se montra; il contint ses efforts et continua son mouvement. Le soir, à sept heures, il était à Remilly et ses convois avaient en partie gagné Villers. Les ponts de la Meuse étaient encombrés par la division de cavalerie Bonnemains, et toute la nuit fut employée à les franchir. Une division, la cavalerie et l'artillerie furent dirigées vers la gauche, pour diminuer les difficultés du passage à Remilly, et arrivèrent à Sedan à cinq heures du matin, par le pont du chemin de fer. Le désarroi produit par cette journée équivalait pour ce corps d'armée à une défaite.

II. — Combat de Bazeilles (31 août). — Bataille de Sedan (1er septembre). — Capitulation.

Le soir du 30, le quartier général de l'Empereur s'installa à Carignan, où se trouvait aussi le 1er corps

(Ducrot). Le 12e français (Lebrun) était entre Mouzon et Carignan, avec le 5e (de Failly) et le 7e (Douay) aux abords de Remilly. Le prince de Prusse avait son quartier général à Rourmont, le prince royal de Saxe à Beaumont. Quant aux corps d'armée allemands ils occupèrent dans la soirée du 30 les emplacements suivants :

Le 12e corps (saxon) avait franchi la Meuse à la suite de nos troupes du 5e ; le 4e et la garde campaient sur la rive gauche, entre Mouzon et Remilly; les corps de la 3e armée étaient : le 5e à Chémery, le 11e à Saint-Aignan, les deux corps bavarois près de Remilly, les Wurtembergeois à Vendresse; le 6e, en réserve vers le Chêne. « Cette manœuvre convergente vers » Sedan, dit le rapport prussien, avait pour but de » cerner l'ennemi dans cette position et de le forcer à » se rendre ou à se réfugier sur le territoire belge. » Comme cette dernière éventualité n'était pas tenue » pour impossible, l'ordre du jour du 30 prescrivait » expressément que les troupes allemandes suivraient » sans relâche les corps français, au cas où, arrivés » en Belgique, ils n'y seraient pas immédiatement » désarmés. »

Les combats du 30 avaient une gravité exceptionnelle qu'il est encore aujourd'hui douloureux de constater. Ils avaient fortement déprimé le moral de l'armée, chez les chefs comme chez les soldats. Enfin, ils ne pouvaient plus laisser d'espoir, car dès ce jour, la rive gauche de la Meuse nous étant fermée, il ne restait qu'à se frayer un chemin les armes à la main à travers les

rangs d'un ennemi trois fois plus nombreux, ou à se réfugier sur le territoire belge. On se demande si, à cette heure, le quartier général a pu conserver un instant d'illusion, et comment il n'a pas immédiatement cherché une position naturellement fortifiée, fait couper tous les ponts de la Meuse, et pris la résolution désespérée de conserver à tout prix une voie ouverte sur Mézières ou sur la Belgique. C'était, il est vrai, une faible chance de salut, mais comme en dehors d'elle on ne pouvait apercevoir d'autre perspective que celle de mettre bas les armes, l'hésitation, ce semble, ne pouvait exister. Le sort qui nous attendait frappait déjà tous les yeux ; l'humiliation ou la mort. L'heure d'un effort suprême allait sonner, et plus que jamais il fallait de la décision, de l'ordre, de l'énergie. Au lieu de cela, le découragement se peignait sur tous les visages; les généraux eux-mêmes ne cachaient plus leur abattement, et, loin de relever le moral par des mesures décisives, continuaient à se débattre dans une confusion que chaque minute augmentait. Le général de Failly cependant fut privé de son commandement et remplacé par le général de Wimpffen, récemment arrivé, un brave soldat sans doute, mais depuis longtemps sans considération. Une préoccupation grave semblait dominer dans l'esprit des chefs l'intérêt de l'armée, c'était la présence de l'Empereur. Depuis Reims on lui avait encore enlevé quelques nominations; mais, à l'heure actuelle, sa personne n'était qu'une responsabilité et un embarras de plus. Il fallait l'éloigner; on l'en pria instamment, et ces démarches absorbèrent encore un

temps précieux qu'on eût utilement employé à des soins d'une importance plus générale. Il consentit à se rendre à Sedan le 31, mais refusa d'aller plus loin. Il devait chercher un jour à se faire un mérite de cette détermination. Le fait est qu'abandonner l'armée, après avoir quitté le gouvernement, c'était prononcer lui-même sa déchéance, et il redoutait d'ajouter cette maladresse à la somme de ses fautes. Depuis un mois, son aspect morne, abattu, celui de ses flatteurs plus affaissé encore, n'inspiraient que la pitié, à quelques-uns le plus profond mépris, et nos pauvres soldats, sans vivres, sans chaussures, sans abris, sans repos, suivant à pas traînants l'officier qui partageait leurs misères, cherchaient en vain dans cet amas de grandeurs déchues leurs idoles de la veille et l'espoir du lendemain! Mais tandis que ces tristes pensées les absorbaient, la sinistre voix du canon, grondant tout à coup, les réveillait de leur torpeur, et, chassant le découragement, rendait à ces braves gens, avec le souvenir de la patrie, la force de lutter et de combattre.

La soirée du 30 et la journée du 31 furent employées de part et d'autre aux préparatifs d'une grande bataille. Au lieu de la livrer derrière la Meuse ou la Chiers, le quartier général, oubliant le danger que court une armée à se grouper autour d'une place sans forts détachés, résolut de concentrer ses quatre corps sous les murs de Sedan. Le 5e corps et le 1er commencèrent leur mouvement dans la nuit, par Carignan et la rive droite de la Chiers. Le 7e s'y rendit par Remilly, et le 12e, soutenant la retraite, marcha vers Douzy. Ce

corps fut dans ces malheureuses journées le plus solide de l'armée; il devait à la fin y conquérir une belle réputation de courage et d'énergie, et son chef, le général Lebrun, effacer en partie le souvenir de ses fonctions du début de la campagne. Il était évident que cette concentration ne s'effectuerait pas sans engagement; car les Prussiens devaient suivre nos colonnes en essayant de nous déborder sur les routes de Stenay, de Réthel et de Mézières. Le 12ᵉ corps (saxon) et le 4ᵉ (prussien) s'avancèrent de Mouzon sur Carignan et Douzy, et se heurtèrent à notre 12ᵉ corps, qui lutta en bon ordre, sans se laisser entamer et en suivant la direction qui lui était tracée. Il arriva à Bazeilles vers les onze heures du matin, le 31; les trois autres corps s'y trouvaient déjà, mais sans cohésion et hors d'état de résister à une attaque. Le général Lebrun, voyant l'ennemi posté sur les hauteurs voisines, fit prendre les dispositions de combat nécessaires.

Les colonnes du prince royal de Saxe purent ainsi, favorisées par notre retraite, atteindre la rive droite de la Chiers et nous fermer définitivement les routes de Stenay et de Montmédy.

Pendant ce temps, l'armée du prince de Prusse se développait sur la rive gauche de la Meuse et occupait la route de Sedan au Chêne, tandis que nos 1ᵉʳ, 5ᵉ et 7ᵉ corps atteignaient le ruisseau de Givonne. Quant aux troupes du 12ᵉ, elles mettaient le village de Bazeilles en état de défense pour s'opposer à un passage de la Meuse de ce côté. Les manœuvres des corps de la troisième armée prussienne devaient être protégées

par les 1er et 2e corps bavarois, qui s'étaient rapidement avancés sur Villers et Remilly. A peine arrivés, ils établirent leur artillerie sur les hauteurs de la rive gauche et ouvrirent immédiatement le feu contre nos positions, notamment contre le village de Bazeilles. Ce malheureux village, qui servait de cible au tir convergent de leurs batteries, vit commencer sa destruction dès le 31 ; plusieurs maisons furent incendiées. Les habitants, qui n'avaient pas eu la précaution ou le temps de s'enfuir, eurent parmi eux des blessés et des tués. A la vue de leurs foyers attaqués, les hommes qui possédaient des armes se joignirent aux soldats pour résister à l'ennemi. Cette détermination devait leur attirer plus tard de terribles représailles et des atrocités sans nom. Malgré l'artillerie bavaroise, Bazeilles resta occupé par nos troupes, et lorsque dans l'après-midi deux compagnies de chasseurs bavarois voulurent franchir le pont du chemin de fer et se déployer sur la rive droite, le feu de notre infanterie les obligea à se replier. Les Bavarois avaient cependant réussi à établir sur la Meuse deux ponts qui échappaient aux vues de nos batteries. Tandis que cette action se passait près de Bazeilles, les corps de la 3e armée achevaient notre investissement vers l'ouest. Les 5e et 11e corps prussiens s'étaient rapprochés de la rivière et avaient pris des dispositions pour jeter leurs ponts, le 11e en aval de Donchery, le 5e à Dom-le-Mesnil. Les Wurtembergeois de leur côté avaient poussé jusqu'à Boutancourt. — Quant à la 4e armée, elle se concentra dans la soirée sur la rive droite vers Mairy. La nuit mit fin

aux engagements à l'est et au sud de Sedan ; nos quatre corps étaient rassemblés près de cette place ; l'ennemi, de son côté, en gagnant du terrain sur nos traces, nous avait entourés de deux côtés et menaçait sur nos derrières la direction de Mézières; celle de la Belgique restait ouverte. C'est dans cette situation et au milieu des apprêts du lendemain que s'écoula la nuit du 31 août.

Nous voici arrivés à l'un de ces drames sinistres qui laissent dans notre histoire une page de sang et une tache de honte. L'âme du soldat frémira longtemps de douleur et d'indignation au souvenir de ce jour néfaste, et cependant il faut se résoudre à en retracer les lugubres épisodes. Le voile de l'oubli n'est pas assez épais pour cacher ces horreurs, et il faut, à ceux-là mêmes qui les ont contemplées d'un œil vaillant en face de la mort, le courage de les revoir de sang-froid, pour nous souvenir désormais qu'il vaut mieux périr que capituler, pour apprendre à nos fils à se sacrifier quand le devoir l'ordonne, pour que la France enfin se réveille dans sa torpeur et sache mieux choisir désormais les arbitres de ses destinées et de ses combats.

La forteresse de Sedan est à cheval sur la Meuse, à peu près à l'endroit où cette rivière décrit, dans la direction du nord, un long circuit en forme de fer à cheval. Au delà de la presqu'île formée par la rivière et dans une position symétrique à celle de Sedan, se trouvent le bourg et le pont de Donchery, que commandent de la rive gauche les hauteurs de Torcy. Toute

la vallée de la Meuse, au sud-est de Sedan jusqu'à Mouzon, est une plaine facilement inondable, le long de laquelle surgissent, adossés aux collines, les villages de Balan, de Bazeilles et de Douzy.

A Bazeilles, débouche un étroit vallon perpendiculaire au cours de la Meuse, et arrosé par le ruisseau de Givonne. Sur la rive gauche, formée de collines peu élevées, se trouvent les hameaux de Monville, la Moncelle, la Rapaille et Daigny; sur la rive droite, le village de Givonne. Arrivé à ce point, le ravin se bifurque ; une des branches se dirige vers la Chapelle et le bois du Dos-du-Loup, l'autre contourne les hauteurs d'Illy et de Fleigneux. La partie supérieure de la contrée est couverte d'épaisses forêts au delà desquelles, à quelques kilomètres seulement de la Chapelle, court la frontière de Belgique. Deux sentiers, partant de Givonne et d'Illy, conduisent, à travers les bois et le plateau de la Garenne, au village de Floing, où ils rejoignent la route qui vient de Vrigne-aux-Bois et de Donchery. Entre les plateaux de la Garenne et de Balan se trouve le fond de Givonne.

Quant à la place de Sedan, c'est une petite forteresse, dont les fortifications, déjà anciennes, se composent d'une enceinte bastionnée, qui a été renforcée du côté de la frontière par quelques ouvrages et une citadelle. Toutes ses défenses sont commandées par les hauteurs environnantes, et à très-courte portée par les collines de la rive gauche, du haut desquelles le bombardement peut être effectué sans difficulté. Cette circonstance, rendue plus fâcheuse encore par le perfec-

tionnement de l'artillerie moderne, enlevait à cette place toute sa valeur défensive.

Telle est, décrite à grands traits, la topographie du champ de bataille du 1er septembre 1870 (1).

Dès le début de la journée, les corps d'armée, n'ayant pas reçu d'ordres du quartier général, disposèrent leurs troupes de la façon suivante (2) :

Le 12e corps (Lebrun), formant l'aile droite, s'étendait de la Meuse aux abords de la Moncelle, sur le plateau de Balan, observant le débouché de Bazeilles et la route de Montmédy, sur laquelle il avait établi de forts avant-postes. Il avait à sa gauche le 1er corps (Ducrot), qui occupait le reste du plateau, surveillant les approches de la Moncelle, Daigny et Givonne; le 5e (de Wimpffen) se prolongeait à sa gauche sur le plateau de la Garenne jusqu'au Calvaire d'Illy, avec une division en réserve. Enfin le 7e (Douay), achevant de couvrir ce plateau, s'étendait d'Illy à Floing, face au nord.

Notre ligne de bataille décrivait ainsi une courbe autour de la ville et se développait sur une étendue de 5 kilomètres à une distance moyenne de 4 kilomètres des murs de la place. Les hauteurs qui formaient ces positions avaient une altitude moyenne de 330 mètres, tandis que les collines avoisinantes du côté de l'est et du sud ne dépassaient pas 280 à 300

(1) *La campagne de* 1870, *notes au jour le jour*, par un neutre. Genève, 1871.

(2) Voyez *la Campagne de* 1870, *jusqu'au 1er septembre*, par un officier de l'armée du Rhin. Bruxelles, 1870.

mètres. Du côté du nord, au contraire, elles étaient sensiblement dominées. Il en résultait que sur les fronts où devait se développer la première phase du combat, notre artillerie pouvait exercer un commandement avantageux. Mais cette chance favorable devait être entièrement annulée par la supériorité numérique des pièces ennemies.

Les pertes des jours précédents s'élevaient, au dire même des Allemands, à près de 10 000 hommes, dont 5000 prisonniers environ. Le maréchal Mac-Mahon n'avait pu faire venir de Mézières le 13e corps que le général Vinoy lui avait amené de Paris et dont une partie seulement était arrivée dans cette ville, de sorte que son armée affaiblie n'avait pas comblé ses vides; son effectif s'élevait à 130 000 hommes environ, et, par suite des fatigues des jours précédents, de la démoralisation produite par les combats du 30 dans les rangs du 5e corps, de l'affaissement général, elle ne pouvait guère compter que sur un noyau de 80 000 combattants. Les 3e et 4e armées allemandes formaient, comme on l'a vu, une masse de 300 000 soldats avec près de 800 pièces de canons, tandis que l'artillerie française, en supposant les pertes réparées de Wissembourg et de Wœrth, ne possédait pas, d'après sa composition, plus de 390 pièces, dont 70 mitrailleuses. Le nombre des canons à boulet était donc de 320, inférieur de plus de moitié à celui des Allemands (1). A ces désavantages s'en ajoutait un autre, nouvel exemple de

(1) Les Prussiens, dans leur dépêche officielle, ont cité 400 canons, dont 70 mitrailleuses.

l'imprévoyance de l'Empire et des chefs de l'armée; Sedan n'était approvisionné ni en vivres, ni en munitions, et notre quartier général, oublieux des précautions les plus simples, n'avait même pas fait tirer des magasins, pour en armer les remparts, le peu de canons que la place possédait. Du reste, ces pièces étaient à âme lisse et d'une portée inférieure.

Les Allemands avaient pris leurs mesures pour une lutte décisive. Le roi de Prusse s'était avancé sur les hauteurs de la rive gauche, en face de Sedan, afin de juger de l'ensemble de l'action et d'en prendre le commandement direct. L'armée du prince de Saxe devait se déployer sur les plateaux de la rive gauche du ruisseau de Givonne; le 12e corps (Saxons), en face la Moncelle et Daigny; à sa droite, face à Givonne, devait s'étendre la garde qui était un peu en arrière des 4e et 12e. Le 4e corps devait occuper la gauche de la ligne de bataille de la 4e armée et donner la main au 1er corps bavarois pour l'attaque de notre droite. Les Bavarois occupaient la rive gauche de la Meuse en face Bazeilles; le 1er corps à droite, le 2e à gauche. Les 5e et 11e prussiens étaient dirigés sur Donchery avec la division wurtembergeoise, pour y franchir la Meuse et marcher de là vers Saint-Menges, interceptant ainsi la route de Mézières, que nous avions déjà laissé couper en aval par la cavalerie ennemie. Le 6e corps prussien était resté en réserve et en observation sur la route du Chêne-Populeux.

Les Allemands allaient donc avoir en ligne huit corps d'armée, la division wurtembergeoise et quatre divi-

sions de cavalerie. D'après leurs dispositions, leur plan de bataille devait consister dans une action vigoureuse sur notre front et notre flanc droit, pendant qu'une masse de deux corps au moins s'efforcerait d'atteindre la rive droite de la Meuse sur nos derrières, et de tourner notre flanc gauche. Si elle réussissait à gagner Floing et Saint-Menges, elle occuperait la partie nord du plateau de la Garenne, et, s'étendant vers Illy, serait en état de donner la main à la 4e armée qui aurait franchi le fond de Givonne. De la sorte, nous ne serions pas tournés, mais bien cernés, et somme toute, réduits à une impuissance absolue.

L'attaque commença sur notre droite, le 1er septembre au point du jour. Le 1er corps bavarois, qui avait quitté Rémilly la veille au soir pour s'avancer le long de la Meuse jusqu'au pont du chemin de fer, avait seulement poussé des avant-postes jusqu'à ce débouché. A quatre heures et demie, il reçut l'ordre de l'occuper. A la même heure, les avant-postes du 12e corps (français) étaient assaillis à Douzy par le 4e prussien, et se repliaient sur les troupes de soutien, à l'est de Bazeilles. De là ils s'opposèrent avec succès aux progrès de l'ennemi; mais s'apercevant bientôt qu'ils allaient être débordés par les Bavarois d'un côté, et par le 12e corps saxon de l'autre, ils regagnèrent la position dont Bazeilles formait la droite. C'est à ce moment que le 1er corps bavarois, passant la Meuse sur le pont du chemin de fer et sur ceux qui avaient été jetés en amont, occupa la station du chemin de fer. Puis, soutenu par le 4e corps prussien qui achevait de se déployer

et par la puissante artillerie établie sur la rive gauche de la Meuse, il attaqua vigoureusement notre 12e corps. Les régiments d'infanterie de marine repoussèrent cet effort sans se laisser ébrauler. Il était sept heures du matin ; la lutte devint bientôt générale et l'action s'étendit sur les hauteurs du ruisseau de Givonne. Les feux d'artillerie et d'infanterie prenaient une intensité formidable. Le maréchal Mac-Mahon, qui s'exposait avec sa bravoure accoutumée, mais aussi avec une témérité qui pouvait devenir un danger pour son armée, fut atteint par un éclat d'obus à la hanche aux environs de Bazeilles, au moment où il se portait sur le front de la ligne.

Il fallut l'emporter ; il confia alors son commandement au général Ducrot, sans réfléchir que le général de Wimpffen, étant plus ancien, pouvait revendiquer cet honneur, et détruire ainsi dans un moment décisif cette force qui réside dans l'unité de la direction suprême. Cette nouvelle calamité ne devait pas nous manquer en effet. Le général Ducrot avait le projet de replier toute l'armée sur les hauteurs d'Illy et de s'y maintenir dans une position naturellement très-forte, qu'il considérait comme la clef des environs de Sedan. Si ce fut là son intention, il est certain qu'elle était préférable à l'ordre de combat adopté. Il était peut-être un peu tard pour la mettre à profit au milieu de l'action et en présence d'un ennemi très-supérieur en nombre ; mais selon toutes les probabilités, cette manœuvre aurait conservé à l'armée la ressource du territoire belge, et empêché son investissement. Elle

l'aurait donc sauvée de la capitulation. Il ne s'agissait, en somme, que d'une retraite en combattant et d'un changement de front en arrière.

Le général Ducrot en fit commencer l'exécution et se porta vers la gauche pour examiner les abords du plateau de la Garenne.

Le général de Wimpffen, qui n'était pas assez éclairé pour comprendre qu'à cette heure suprême tout conflit d'autorité pouvait compromettre la situation, fit valoir ses droits et alla réclamer auprès de l'Empereur les fonctions qui lui revenaient. Le souverain, dont la volonté s'était si complétement effacée depuis quelque temps, ne sut pas mieux voir le péril que cette demande faisait naître. Il nomma le général de Wimpffen commandant en chef. Il fallut alors que celui-ci informât le général Ducrot de cette décision. Toutes ces démarches, quoique rapidement faites, prirent un temps précieux, et l'armée, qui déployait tous ses efforts contre ceux de l'ennemi, se vit pendant quelques instants abandonnée à ses propres inspirations. Elle eut enfin son troisième général en chef nommé depuis le matin. Les ordres et les contre-ordres qui s'entrecroisèrent par suite de ces substitutions amenèrent des à-coup regrettables. Le premier acte du général de Wimpffen fut de rétablir la ligne de bataille primitive. Pendant ce temps, la lutte s'était continuée avec vigueur, surtout à notre droite. Malgré leurs attaques renouvelées et leur bravoure, les Bavarois n'avaient pu dépasser la station du chemin de fer, et chaque tentative de leur part était arrêtée par le feu de nos soldats

de marine et des mitrailleuses qui les soutenaient. L'arrivée de renforts entre neuf et dix heures leur permit cependant d'atteindre jusqu'au village. Deux fois ils s'en emparèrent; deux fois ils en furent repoussés par nos retours offensifs. Les habitants rivalisaient de courage avec nos soldats. Une troisième attaque fut plus heureuse, mais ne put réussir que pas à pas et maison par maison. Les ennemis, exaspérés par la résistance, mirent cette fois le feu aux habitations, et oubliant les derniers sentiments d'humanité, massacrèrent sans pitié tout être vivant qui s'offrit à leurs coups (1). Malgré ces cruautés, la lutte se maintenait acharnée et meurtrière de part et d'autre. Un moment même, vers dix heures du matin, nous pûmes croire à une chance de succès; les Bavarois paraissaient faiblir. Mais l'arrivée en ligne de troupes de soutien envoyées par le 4e corps prussien, vint donner une nouvelle énergie à l'attaque, et permettre aux assaillants de conserver leurs avantages,

(1) Femmes, vieillards, enfants, tout ce qui sortait des caves ou se montrait quelque part, était fusillé ou lardé à coup de baïonnettes. Chez tous les peuples, ces actes barbares cessent au moins après la lutte. Ici, la fureur sanguinaire du vainqueur ne fit que redoubler, et les Bavarois du général Von der Tann eurent à cœur, dans la soirée et le lendemain, de parfaire leur féroce ouvrage. Toutes les maisons furent détruites; des enfants en bas âge, qu'on trouva errants après le combat, eurent la tête broyée contre les pans de muraille; une jeune fille fut indignement violée et massacrée ensuite; les hommes et les femmes survivants au milieu de ces ruines, quel que fût leur âge, furent froidement conduits au supplice et fusillés sans la moindre pitié. Du village de Bazeilles, il ne reste plus que des ruines et le souvenir; mais ce qui restera encore, ce sera la flétrissure imprimée sur les

sans toutefois faire de nouveaux progrès. Vers midi, le 5e corps français et la gauche du 1er aperçurent des masses ennemies qui s'avançaient en colonnes profondes sur les hauteurs à l'est de Givonne et semblaient vouloir les déborder vers le nord. L'action redoubla alors de vivacité sur notre front, et des batteries établies sur la lisière du bois de la Garenne ouvrirent contre ces masses un feu violent. Malgré nos efforts, grâce à leur éloignement et à leur nombre, ces colonnes purent dépasser le fond de Givonne et s'avancer vers la position d'Illy. Notre situation devenait critique. L'artillerie du bois de la Garenne fut renforcée ; ce qui restait de troupes de réserve du 5e corps fut amené en ligne ; notre ardeur redoubla, et de ce côté encore l'attaque de l'ennemi fut un instant arrêtée. Ses tirailleurs parvinrent cependant jusque sur la colline de la Garenne, mais furent promptement délogés et obligés de se replier. Les Prussiens firent à leur tour avancer leurs réserves. Une seconde tentative de leur part échoua

mains des bourreaux. Les Huns d'Attila n'avaient pas atteint tant de barbarie; et la tache de sang qui souillera désormais l'uniforme bleu des soldats bavarois, suffira à ternir la victoire des Allemands. Sedan peut valoir Iéna; nous avons eu nos revers, comme nous avions eu nos triomphes; mais nous n'avons pas un Bazeilles dans notre histoire! Quand un peuple a une pareille infamie dans ses annales, il semble que l'opinion publique doive au moins en réprouver les auteurs! Mais les Allemands sont trop civilisés pour penser et agir ainsi; afin de mettre le comble à tant d'horreurs, un historien allemand a écrit : « *Les cruautés des Bavarois à Bazeilles sont parfaitement justifiées par la conduite des habitants du village. Toute autre troupe aurait agi de même.* » Avis à leurs futurs ennemis. Et maintenant à la postérité de juger !

comme la précédente; mais à la troisième, nos troupes, que leurs pertes et le feu meurtrier de l'artillerie allemande commençaient à ébranler, ne purent réussir à refouler les colonnes qui s'avançaient; notre cavalerie se mit alors en mouvement, et nos cuirassiers, déployant la même impétuosité qu'à Wœrth, se précipitèrent sur les lignes prussiennes. Là, comme le 6 août, comme dans les batailles autour de Metz, leur élan n'aboutit qu'à un sacrifice inutile. L'ennemi ne forma même pas le carré et se contenta d'opposer à leur charge le feu de son infanterie déployée. Les cuirassiers furent repoussés en désordre ; les Prussiens gagnèrent alors du terrain, puis furent de nouveau arrêtés par un retour offensif de notre infanterie et une nouvelle charge exécutée par nos chasseurs à cheval. Mais à ce moment, l'artillerie allemande, masquée par les troupes qui étaient en ligne, réussit à gravir les pentes du plateau de la Garenne, et à s'établir non loin du village d'Illy, découvrant à l'improviste le feu de ses pièces et frappant nos troupes de coups redoublés qui les prenaient, les unes de front, les autres en écharpe. Il fallut reculer et prendre une position plus en arrière. Notre cavalerie essaya encore, mais sans succès, une charge contre les batteries prussiennes. Vains efforts! Le plateau de la Garenne était enfin gravi par les Allemands, et notre position débordée vers le nord.

Il était environ une heure. Déjà depuis midi le canon se faisait entendre sur nos derrières, et ses grondements, dont la direction répandait l'inquiétude dans nos rangs, semblaient s'étendre vers Saint-

Menges. Notre 7e corps, qui jusque-là avait prêté un appui efficace aux efforts du 5e, se vit contraint de reporter son attention de ce côté. Là, en effet, s'accomplissait la manœuvre décisive de cette fatale journée. L'ennemi, qui avait déjà assez de troupes pour déborder nos deux ailes sur la rive gauche de la Meuse, et au nord de la Garenne, sans cesser de déployer sur notre front, vers Givonne, des masses supérieures aux nôtres, avait encore pu disposer de près de 80 000 hommes pour exécuter sur nos derrières un mouvement destiné à nous envelopper.

Les 5e et 11e corps prussiens, en marche comme le reste de l'armée depuis le point du jour, s'étaient dirigés sur Donchéry par la rive gauche de la Meuse, avaient occupé ce point que la faiblesse de nos effectifs nous empêchait de défendre, et y avaient franchi la rivière. La division wurtembergeoise fut laissée en observation à Donchéry, et les deux corps ennemis, marchant directement sur la route de Mézières, par Briancourt et Vrigne-aux-Bois, passèrent d'abord la voie ferrée, puis se dirigèrent sur les hauteurs de Saint-Menges, afin de s'étendre ensuite, d'une part, sur Floing, de l'autre, sur Illy. Leur mouvement, que nous pouvions aisément prévoir, fut en partie masqué par la colline d'Iges, dans la presqu'île formée par le coude de la Meuse, au nord-ouest de Sedan. Pendant qu'il s'effectuait, l'artillerie bavaroise, achevant de déployer ses batteries sur la partie de la rive gauche qui avoisine Sedan, canonnait la ville, le débouché de la route de Mézières, et commençait à

prendre à revers les troupes de notre 12° corps. Dès que les colonnes prussiennes apparurent sur les pentes de Saint-Menges, le 7ᵉ corps (Douay) se vit contraint de changer sa ligne de bataille et de faire face à la fois au nord et à l'ouest. Il essaya aussitôt, par ses feux entremêlés de charges de cavalerie, d'empêcher les progrès de l'ennemi. Mais seul, et dans sa position dominée par les hauteurs voisines, il était impuissant et ne put réussir. Cette nouvelle attaque venait de placer son chef dans la nécessité de refuser des renforts au 1ᵉʳ et au 5ᵉ corps, qu'une artillerie formidable, déployée sur les hauteurs de Givonne, criblait en ce moment de projectiles. Au même instant, des bois de Fleigneux, de Sedan et des coteaux qui dominent Floing, s'ouvrit une canonnade violente, soutenue par un feu nourri d'infanterie. Notre 7ᵉ corps riposta et essaya de se maintenir. Mais il fut promptement accablé. L'ennemi avait atteint Saint-Menges, s'était étendu vers Illy, donnait la main à la garde prussienne, et, déployant alors sur toute la circonférence qui nous englobait, le feu accablant de près de 600 pièces de canon, nous enceignit dans un cercle de fer.

Notre situation était perdue. L'heure était venue de choisir le point le plus faible des lignes ennemies et d'y lancer nos troupes en colonnes d'assaut, au risque de pertes épouvantables, pour y faire une trouée et sauver au moins du désastre ce bien suprême du soldat, l'honneur. Mais déjà nos chefs éperdus étaient impuissants à maintenir leurs troupes. L'artillerie ennemie balayait nos positions, et faisait dans nos rangs

d'affreux ravages. Trois batteries, envoyées sur le plateau de la Garenne pour essayer de la contre-battre, furent démontées en un instant. De deux à trois heures, nos malheureux soldats, qui soutenaient vaillamment depuis le matin une lutte inégale d'un contre trois, au prix de pertes cruelles, se virent écrasés par un ouragan de balles, de mitraille et d'obus. La déroute commença ; les troupes reculèrent sous cette pluie de fer, et bientôt la confusion la plus affreuse se mit dans tous les rangs. Les masses se pressaient en désordre vers le fond de Givonne et les murs de Sedan, entraînant leurs officiers dont les efforts ne réussissaient plus à les contenir. Des groupes compactes se serrèrent sur les glacis de la citadelle; et l'affolement se mêlant à l'instinct de la conservation, on vit se former des agglomérations confuses d'hommes, de voitures, de chevaux, au milieu desquelles les obus allemands faisaient, à chaque instant, de sanglantes trouées.

Pendant ce temps, la cause première de cette boucherie, l'Empereur était à Sedan (1). Le matin, il avait paru un instant du côté de Balan, mais depuis, on ne l'avait pas revu. Il comprit sans doute, à cette heure, que sa place n'était pas derrière des murailles, et après avoir, dit-on, conféré avec le maréchal Mac-Mahon, il essaya de sortir de la ville. Mais il était trop tard. Les rues, les places, les portes étaient obstruées par les blessés, les fuyards, les chariots, des débris de toute

(1) On assure même que des officiers encombrèrent dès le matin la ville de Sedan, prenant tranquillement leurs repas dans les établissements publics.

sorte entassés pêle-mêle, et dans cet amas sans nom, horrible tableau des ruines de la France et de son armée, les projectiles ennemis faisaient encore des victimes. Une batterie allemande avait réussi à enfiler la principale avenue de Sedan, et dirigeait ses coups sur la foule qui la remplissait. Ses obus arrivaient jusque sur la place qui est au centre de la ville, et renvoyaient, sur la statue de l'immortel Turenne, les débris palpitants qu'ils enlevaient sur leur passage. L'Empereur ne put dépasser le pont de la Meuse, et force lui fut de rester en ville, comme si la Providence, dans ses desseins implacables, lui refusait même l'honneur de se rendre sur ce champ de bataille que son orgueil et son ineptie avaient transformé en un champ de feu, de sang et de honte.

Le général de Wimpffen se résolut enfin à tenter un dernier effort; effort tardif, il est vrai, mais, en choisissant bien le point d'attaque, et si l'armée tout entière eût été dans la main de son chef, cette entreprise pouvait réussir. Il envoya deux officiers proposer à l'Empereur de se mettre à la tête de ses soldats, ou tout au moins au milieu d'une colonne qui essayerait de se faire jour. Cette proposition était contenue dans le billet suivant :

« Sire, je donne l'ordre au général Lebrun de ten-
» ter une trouée dans la direction de Carignan, et je
» le fais suivre par toutes les troupes disponibles. Je
» prescris au général Ducrot d'appuyer ce mouve-
» ment, et au général Douay de couvrir la retraite.

» Que Votre Majesté vienne se mettre au milieu de
» ses troupes, elles tiendront à honneur de lui ouvrir
» un passage.

» Signé : DE WIMPFFEN. »

Théodoros, à Magdala, acculé par les Anglais dans sa dernière forteresse, n'avait pas hésité à mourir en soldat.

Napoléon III, à Sedan, n'eut pas ce courage. Dans cette situation désespérée, on s'attendait à le voir tirer tout d'un coup de son fourreau son épée engourdie, parcourir d'un temps de galop le front de ses lignes, s'inspirer d'un de ces éclairs qui jadis, en 1815, illuminèrent Napoléon Ier, et, oubliant tout, pouvoir, couronne, grandeurs et dynastie, retrouvant l'héroïque énergie de son aïeul, entraîner ses soldats dans un élan sublime à la victoire ou à la mort! A la vue de ce fantôme animé, bravant les obus et les balles, pour ne se souvenir que de sa patrie et de son honneur, quel est celui qui n'eût pas senti se réveiller son énergie perdue et retrouvé dans son âme la rage du dernier désespoir? Songe-t-on au trépas dans ces heures d'ivresse guerrière; quand on entend son chef s'écrier d'une voix inspirée : Soldats! il faut mourir! et je meurs avec vous!

Tristes regrets, hélas! Cette idée ne vint pas à cet homme!

Déjà, sans doute, il avait formé le projet de sauver sa vie en rendant son armée; il préférait se constituer prisonnier, abandonner sa patrie dans les convulsions

d'une lutte à peu près sans espoir, et attendre, comme il l'a fait, le retour de la paix, pour chercher par de nouvelles intrigues à ressaisir ce pouvoir, dont il avait si tristement abusé. Couvrant sa conduite d'une commisération hypocrite, il refusa l'offre du général Wimpffen, « ne voulant pas, disait-il, sacrifier la vie d'un grand nombre de soldats. » S'il avait su mourir à cette heure, la France, dans sa générosité, lui eût peut-être encore pardonné, mais, devant son infamie, l'oubli n'est pas plus permis que la pitié, et la France serait infâme à son tour, indigne de ses propres enfants, si jamais elle osait même *songer* à se livrer encore à l'homme qui l'a si profondément avilie.

Malgré son refus, le commandant en chef voulut exécuter son projet. Il rassembla péniblement une poignée d'hommes, et, en formant une faible colonne, se lança à leur tête vers la route de Montmédy, comme s'il n'avait pas été suffisamment démontré que cette direction était mauvaise et ne pouvait amener que notre ruine. Il réussit un instant à refouler les Bavarois du village de Balan, et à les rejeter sur Bazeilles. Mais les troupes du 2e bavarois étaient venues renforcer le premier, et là, sa tentative fut définitivement arrêtée. Il dut rétrograder, et ses soldats, repoussés encore une fois, allèrent grossir, sous les murs de la place, les groupes affolés de leurs malheureux compagnons.

Pendant ce temps, la cavalerie de réserve et notamment les chasseurs d'Afrique, sous le commandement de leur intrépide chef, le général Margueritte, entraînés par lui, se lancèrent bride abattue sur les

lignes ennemies et les traversèrent, sabrant avec rage tout ce qui s'offrait à leurs coups. L'ennemi fit pleuvoir sur eux une grêle de projectiles qui les décimèrent sans les arrêter. Mais leurs rangs valeureux s'éclaircirent; le héros qui les guidait, le brave général Margueritte, venait de rencontrer enfin le trépas qu'il cherchait pour échapper à l'humiliation, et tombait pour ne plus se relever. Ceux de ses chasseurs d'Afrique qui purent échapper aux balles allemandes, se dispersèrent; les uns gagnèrent la Belgique, les autres, l'intérieur de la France; quelques-uns furent rejetés sur Sedan, et y partagèrent le sort de leurs compagnons.

Tandis que ces nobles et impuissants efforts étaient tentés par ses soldats, Napoléon III invitait le général en chef à demander un armistice; puis, ne recevant pas de réponse, il sut, devant l'horrible spectacle de la mort qui broyait sous ses yeux la vie de ses sujets, retrouver assez d'énergie pour sauver la sienne. Il reprit en main, pour cette œuvre de honte, l'autorité suprême et fit arborer le drapeau blanc sur les murs de la citadelle. Cette initiative appartenait au général de Wimpffen, et comme ce dernier l'a écrit, son exécution « vint » nuire à l'énergie des mouvements offensifs entrepris » au même instant. » Napoléon III envoya ensuite un officier de sa maison en parlementaire au roi de Prusse. Celui-ci avait agi de même, et un de ses officiers se présentait devant Sedan, demandant à parler au général en chef. Il fut conduit à l'Empereur, et lui offrit la capitulation au nom de son souverain. L'Empereur,

qui venait d'agir en chef de l'armée pour faire cesser les feux meurtriers de l'ennemi, entrevoyant de nouveau toute la gravité des circonstances, en référa au général de Wimpffen, qui, s'inspirant de sentiments analogues, refusa de s'occuper de la capitulation et envoya sa démission. Elle fut refusée.

Quelle pensée guidait donc ces hommes dans cette dénégation de la responsabilité, si ce n'est le sentiment intime d'un acte coupable? Et comment juger à la fois la folie qui les avait conduits à cette catastrophe, et celle qui leur fit préférer quelques heures plus tard l'humiliation au trépas?

L'Empereur cependant était contraint d'agir en chef véritable. Il se souvint alors que le roi Guillaume avait annoncé dans sa proclamation, quelques semaines avant, *qu'il faisait la guerre*, *non pas à la France*, *mais à son souverain*. Il eut un instant l'espoir « que le sacrifice de sa liberté amènerait le vainqueur » à être moins exigeant pour la France et pour l'ar- » mée (1). » Il devait pourtant savoir qu'il était prisonnier du moment où il n'avait pas su mourir, que ses ennemis n'étaient pas de ceux dont les promesses ont une valeur, et que les théories politiques dont ils se sont inspirés depuis Frédéric II ne permettent pas de se fier à leurs déclarations quand elles ne sont plus d'accord avec leurs intérêts. Il adressa au roi de Prusse le billet

(1) *Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan,* par un officier attaché à l'état-major général. Bruxelles, 1870. (Brochure attribuée à Napoléon III.)

suivant, qu'il est impossible de lire sans songer à la réponse qu'il venait de faire à la proposition du général de Wimpffen, quand ce dernier lui demandait de se mettre au milieu de ses soldats :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

» N'ayant pu mourir au milieu de mes troupes, il
» ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains
» de Votre Majesté.
» Je suis de Votre Majesté,

» *le bon frère* (1),
» NAPOLÉON. »

Le Roi répondit :

« MONSIEUR MON FRÈRE,

» En regrettant les circonstances dans lesquelles
» nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Ma-
» jesté, et je la prie de bien vouloir nommer un de vos
» officiers, muni de vos pleins pouvoirs, pour traiter
» de la capitulation de l'armée qui s'est si bravement
» battue sous vos ordres. De mon côté, j'ai désigné le
» général de Moltke à cet effet.
» Je suis de Votre Majesté,

» *le bon frère*,
» GUILLAUME. »

Devant Sedan, le 1er septembre 1870.

(1) Au XIXe siècle, par quelle étrange manie les souverains se croient-ils encore obligés de se traiter de *bons frères*, quand ils cherchent à s'entre-tuer ?

Il y eut alors de fiévreux pourparlers échangés entre Napoléon III et son général en chef; puis celui-ci se rendit au quartier général prussien, pour y discuter avec M. de Moltke les conditions de la capitulation. Dans cette entrevue, qui dura jusqu'à une heure du matin, le général de Wimpffen essaya vainement d'obtenir un traitement favorable. Le chef d'état-major du roi de Prusse connaissait notre situation jusque dans ses plus petits détails; il s'en expliqua sans détours et resta implacable; tout ce qu'il nous accordait était de mettre bas les armes, et il annonça que le bombardement recommencerait le 2 septembre, à neuf heures du matin, si, d'ici-là, la capitulation n'était pas conclue.

Le général de Wimpffen revint à Sedan et assembla aussitôt un conseil de guerre où tous les généraux de division furent convoqués. Trente-deux s'y rendirent; à l'unanimité moins deux voix, on convint que toute lutte nouvelle entraînerait inutilement la ruine de milliers d'hommes, et la capitulation fut signée. Les deux généraux qui refusèrent de s'associer à cet avis furent les généraux Pellé et Carrey de Bellemare.

Ceux qui consentirent la capitulation ne songeaient pas qu'un acte de ce genre amène toujours la mort de milliers d'hommes; qu'une nouvelle tentative pour se faire jour aurait coûté 15000 à 20000 tués ou blessés; que la misère, la faim, le désespoir, conséquence inévitable de pareils désastres, les peines morales, les privations physiques de la captivité, détruisent plus d'hommes encore; que le combat est donc toujours

préférable à une capitulation; que l'homme le plus abattu retrouve encore des forces quand l'énergie du désespoir anime son chef, et qu'enfin la capitulation, en rase campagne surtout, est plus qu'une ruine, plus qu'un désastre, pire que la mort, une honte ineffaçable. Trente de nos généraux avaient oublié tout cela! Puissent leurs subalternes s'en souvenir à tout jamais, et retremper leurs cœurs dans ces souvenirs néfastes! Puissent-ils se raffermir ainsi dans les principes de devoir et d'honneur que nos pères nous avaient légués! Puisse notre patrie surtout se relever de ses défaillances, et, tout en accordant aux faiblesses humaines l'indulgence qu'il convient, apprécier à leur juste valeur des actes aussi funestes et ceux qui les ont commis (1)!

Les conditions de la capitulation signée par nos trente généraux furent stipulées dans le texte de la convention suivante, qui fut conclue le 2 septembre au matin, entre les deux plénipotentiaires français et allemands.

« Entre les soussignés, le chef d'état-major du roi
» Guillaume, commandant en chef des armées alle-
» mandes, et le général commandant de l'armée fran-
» çaise, tous deux munis de pleins pouvoirs de LL. MM.

(1) Il semble que la France ne sache plus se guider dans le malheur et retrouver le sens vrai des choses pratiques; car la plupart des signataires de la capitulation de Sedan, comme ceux des autres capitulations, la plupart des auteurs de nos maux, ont retrouvé après la guerre leurs prérogatives et leurs honneurs, quelques-uns même de l'avancement et des récompenses.

» le roi Guillaume et l'empereur Napoléon, la conven-
» tion suivante a été conclue :

» ART. 1er. L'armée française placée sous les ordres
» du général de Wimpffen, se trouvant actuellement
» cernée par des troupes supérieures autour de Sedan,
» est prisonnière de guerre.

» ART. 2. Vu la défense valeureuse de cette armée
» française, exemption pour tous les généraux et offi-
» ciers, ainsi que pour les employés supérieurs ayant
» rang d'officiers, qui engagent leur parole, par écrit,
» de ne pas porter leurs armes contre l'Allemagne, et
» de n'agir d'aucune manière contre ses intérêts jus-
» qu'à la fin de la guerre actuelle. Les officiers et
» les employés qui accepteront ces conditions conser-
» veront leurs armes et les effets qui leur appartien-
» nent personnellement.

» ART. 3. Toutes les armes ainsi que le matériel de
» l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mu-
» nitions, etc., seront livrés à Sedan à une commission
» militaire instituée par le général en chef, pour être
» remis immédiatement aux commissaires allemands.

» ART. 4. La place de Sedan sera livrée dans son
» état actuel et, au plus tard, dans la soirée du 2, à
» la disposition de Sa Majesté le roi Guillaume.

» ART. 5. Les officiers qui n'auront pas pris l'enga-
» gement mentionné à l'art. 2, ainsi que les troupes
» désarmées, seront conduits, rangés d'après leur régi-
» ment ou corps, en ordre militaire.

» Cette mesure commencera le 2 septembre et sera
» terminée le 3. Ces détachements seront conduits sur

» le terrain bordé par la Meuse, près Iges, pour être
» remis aux commissaires allemands par leurs officiers,
» qui cèderont alors leurs commandements à leurs
» sous-officiers. Les médecins-majors, sans exception,
» resteront en arrière pour soigner les blessés.

» A Frénois, le 2 septembre 1870.

» Signé : DE MOLTKE, WIMPFFEN. »

Cette honteuse capitulation, que nous reproduisons en entier, parce qu'elle vaut la peine d'être étudiée et qu'elle servit plus tard de modèle à la trop nombreuse série d'actes du même genre qui signalèrent notre défense nationale, ne fut pas la fin de ce drame sanglant.

Dans la matinée du 2, l'Empereur se rendit à Donchery pour y obtenir une entrevue du roi Guillaume. Celui-ci sans doute ne s'en souciait guère; il dépêcha le chancelier de la Confédération du Nord au-devant de son prisonnier. Les deux personnages eurent ensemble une entrevue d'une heure, dont le premier a rendu compte dans un rapport publié quelque temps après. M. de Bismarck demanda à Napoléon III s'il était disposé à des négociations de paix. Celui-ci, au lieu de saisir cette occasion d'épargner à la France de nouveaux malheurs, ne songea qu'à éviter encore une fois la responsabilité d'un traité désavantageux, et se retranchant derrière sa position de prisonnier, déclinanttoute compétence, répondit au chancelier que la régente avait seule qualité pour cela. M. de Bismarck insista et déclara nettement que « la situation, à cette

» heure comme la veille, n'offrait un point pratique » que sur le terrain militaire. » C'était reconnaître à l'Empereur, malgré sa situation, les pouvoirs nécessaires pour conclure la paix. Mais l'orgueil froissé d'une part, la crainte d'une responsabilité grave de l'autre, firent persister le souverain dans son refus. Et, fidèle à cette duplicité qui avait longtemps parmi nous aveuglé tant d'honnêtes gens, il eut soin de terminer l'entretien en rejetant tous les malheurs de la guerre sur le peuple français, dont l'opinion, disait-il, *en exerçant sur lui une pression fâcheuse*, *avait forcé ses volontés* (1).

C'était la digne fin d'un pareil règne.

Le roi Guillaume refusa de recevoir son prisonnier avant que la capitulation fût acceptée et signée. L'entrevue du vainqueur et du vaincu eut lieu ensuite au château de Bellevue; elle dura un quart-d'heure et ne fut signalée que par des condoléances sans portée et l'embarras des deux adversaires. Wilhelmshohöhe, ancien château du roi Jérôme, dans le grand-duché de Hesse, fut assigné à Napoléon pour sa résidence.

Les trophées de nos ennemis, d'après les rapports

(1) Ce fut peut-être la seule fois que la France eut une occasion sérieuse d'en finir avec cette guerre. Notre amour-propre eût certes été profondément froissé, et la nation eût peut-être refusé de déposer les armes. C'eût été une faute; en politique, il faut être pratique; c'est le meilleur moyen d'être orgueilleux, si l'on en a le désir. Mais, à coup sûr, à cette époque, la France eût été moins humiliée, moins froissée encore qu'aujourd'hui, et l'on doit toujours reprocher au souverain captif d'avoir dédaigné les intérêts de sa patrie, au moment où il pouvait encore sinon réparer, au moins atténuer le mal qu'il avait fait.

officiels, consistèrent en 83 000 prisonniers, 350 bouches à feu de campagne, 70 mitrailleuses, 185 pièces de siége, plus de 12 000 chevaux et un matériel énorme.

D'après un témoin oculaire, 15 000 hommes et 3000 chevaux gagnèrent la Belgique; 21 000 furent faits prisonniers pendant l'action; 10 000 restèrent sur le champ de bataille; 15 000 blessés furent transportés dans les ambulances; enfin, 2300 officiers et 67 700 soldats furent faits prisonniers par capitulation (1). Les pertes de l'armée allemande peuvent être évaluées à 10 000 ou 12 000 hommes. Ce qu'il y a de malheureusement plus certain, c'était l'immense désastre de la France. Son armée, ses canons, ses officiers, ses soldats, et par-dessus tout son antique honneur militaire, engloutis dans une catastrophe sans exemple, telle était la conséquence de nos erreurs et de nos illusions! Voilà où nous avait conduits notre confiance dans un souverain sans loyauté, dans un régime sans liberté, dans des généraux insuffisants, dans des ministres sans conscience! Et ce n'était, hélas! que le premier pas dans cet abîme incommensurable où devaient nous enfoncer chaque jour nos fautes et nos dissensions.

(1) Voyez *la Campagne de 1870, jusqu'au 1er septembre*, par un officier de l'armée du Rhin. Bruxelles, 1870.

CHAPITRE VII.

I. — OBSERVATIONS SUR LA CAMPAGNE DE SEDAN.

Quand un peuple a dans son histoire un événement comme celui de Sedan, il ne saurait trop en étudier les causes et les conséquences. Après de tels malheurs, les plaintes sont inutiles, quelquefois méprisables; elles ne font naître que la pitié, et une race fière doit dédaigner d'éveiller ce sentiment. Inspirer l'envie, oui; la pitié, jamais. La virilité des caractères doit permettre d'envisager l'infortune d'un œil sec, calme et sans émotion. C'est ainsi qu'il nous faut examiner notre défaite de Sedan, sans colère pour ceux qui l'ont amenée, mais aussi sans fausse indulgence; car ses premiers auteurs ne sont pas tels ou tels hommes, c'est nous Français, nous tous qui avons soutenu le régime dont le désastre du 1er septembre 1870, et non les libertés publiques, devait être le couronnement.

Cet événement ne fut pas uniquement dû, comme on pourrait le croire, à la supériorité numérique de nos ennemis. Nous aimons d'habitude à excuser nos défauts; mais aujourd'hui l'heure de ces faiblesses est passée; le gouffre où nos vanités et nos erreurs nous ont plongés est là devant nos yeux, béant, insondable; nous sommes au fond, et il nous faut remonter à la surface, revoir la lumière, retrouver nos forces abattues, et pour cela il n'y a qu'un moyen, la sincérité dans nos paroles, le désintéressement dans nos actes,

la liberté sans la licence, et par-dessus tout l'union dans nos efforts.

Les causes de notre défaite de Sedan sont multiples; les unes politiques, les autres militaires. Les premières ont déjà été exposées; elles le seront encore dans le cours de cet ouvrage: car leur influence s'exerce à chaque instant et pèse d'un poids accablant sur l'ensemble de nos malheurs. Parmi les secondes, dont quelques-unes nous échapperont sans doute, les plus frappantes sont :

1° Le défaut d'instruction stratégique parmi nos chefs;

2° Leurs fautes tactiques;

3° La supériorité des effectifs allemands, qui est une des causes directes de la capitulation;

4° L'habileté des dispositions de nos ennemis.

1° *Fautes stratégiques.* — Il est certain qu'à Châlons le quartier général français avait entrevu le danger d'une marche vers le nord, sur des lignes excentriques, avec un ennemi supérieur et victorieux sur son flanc droit. Mais il n'a jamais songé à la possibilité de se rabattre sur sa droite vers le sud, combinaison qui a déjà été examinée, et sur laquelle nous ne reviendrons que pour citer à l'appui de notre opinion celle d'un écrivain militaire connu et estimé (1).

« En opérant par cette dernière direction, le maré-
» chal de Mac-Mahon, au lieu d'être débordé par l'en-

(1) *La guerre de* 1870, par L. Vandevelde, lieutenant-colonel belge en retraite, auteur de *la tactique appliquée*, 3e livraison. Bruxelles, 1871.

» nemi, l'aurait débordé sur son extrême gauche, tout
» en conservant ses lignes de communication avec le
» midi de la France, toujours libre.

» Un demi-succès, obtenu sur l'extrémité de la
» gauche du front de l'armée d'invasion, aurait pu
» produire les plus heureux résultats; il y a plus en-
» core : un échec subi, et même une bataille perdue
» dans cette direction, auraient toujours permis à Mac-
» Mahon de ramener son armée dans l'intérieur de
» la France, pour regagner ensuite Paris.

» En prenant la direction du sud, l'armée française
» avait de l'espace sur sa droite, sur sa gauche et der-
» rière elle. En cas de revers, elle pouvait s'échapper
» par une direction quelconque, sans être gênée dans
» ses mouvements et sans courir le risque d'être accu-
» lée à un obstacle qui pouvait causer sa perte. »

A la date du 21 août, le général en chef d'une armée française devait non-seulement déterminer avec précision son plan de campagne, mais encore, après l'avoir arrêté, y tenir résolûment et l'exécuter de même. La décision du plan de campagne appartient de droit au général en chef, à celui qui exerce le pouvoir effectif et qui se trouve sur le théâtre même des opérations. Il y a péril à agir autrement, et il est impossible à ceux qui sont éloignés de juger sainement les intérêts d'une armée. Le pouvoir central peut quelquefois rejeter un plan d'opérations, mais, dans ce cas, et surtout dans les moments de crise, un général en chef ne doit l'accepter que s'il l'approuve. Le plus sage est de lui lais-

ser son initiative quand il inspire confiance, et de le seconder au lieu de l'entraver. Lorsqu'en 1800, Napoléon 1er désapprouva le plan de campagne du général Moreau, qu'il jalousait, celui-ci lui envoya son chef d'état-major pour le convaincre ou offrir sa démission. Le général Dessoles, chargé de cette mission, réussit à persuader, et l'envie cédant le pas au mérite, le premier consul revint sur sa décision et approuva les combinaisons du général Moreau, qui donnèrent à la France une magnifique campagne et la victoire de Hohenlinden.

En 1870, la régence, comme on l'a vu, ne sut pas agir de même, et l'insistance du général Montauban, faisant demander par trois fois au commandant en chef : « *de passer entre les armées allemandes et la* » *frontière belge, en se couvrant de la ligne de forteresses* » *du nord* », jointe à l'acceptation de ce plan par le quartier général, devait amener un désastre.

Les circonstances dans lesquelles nous nous trouvions au mois d'août dernier avaient une gravité exceptionnelle. L'intérêt de la dynastie résidait à Paris; mais celui de la France était à l'armée. La question militaire, seule prédominante en ce moment, était entre les mains du quartier général. Il avait le droit de maintenir énergiquement son projet en faisant entendre à l'Empereur le langage de la fermeté, en imposant, enfin, au risque de sa disgrâce, un projet d'opérations qui lui paraissait le seul pratique. La résolution de se retirer sous les murs de Paris ne paraît

pas avoir été non plus bien nette dans son esprit. Sa marche le 21 août sur Reims au lieu d'Épernay, sur une direction excentrique au lieu de la route directe, autorise cette supposition. Du reste, à l'étranger comme chez nos ennemis, sa conduite fut appréciée ainsi.

A Reims, le maréchal avait encore le choix entre deux opérations : il pouvait, ou se replier sur Paris, ou tenter un retour vers Metz, pour dégager Bazaine. Ces deux alternatives, dit le rapport prussien, se présentèrent sans cesse à l'esprit des chefs des armées allemandes, et dans leur quartier général on devait nécessairement envisager la situation de Mac-Mahon au point de vue que voici : « Si le maréchal avait été » bien décidé à se replier sur Paris, ce qui eût été sage » de sa part, il n'eût certes pas bénévolement aban- » donné la vallée de la Marne, la ligne de retraite la » plus courte et la plus directe vers Paris, pour aller » rejoindre cette capitale en faisant un grand détour » par Reims, détour qui l'exposerait à se faire prévenir » sur sa ligne de retraite par notre 3e armée. Si, au » contraire, comme tout le fait présumer, le maréchal » a pris le parti d'aller au secours de Bazaine, et si, » pour éviter la rencontre de nos deux armées en » marche sur Châlons, il s'est fourvoyé le long de la » frontière belge, pour nous, Allemands, la solution » du problème se résume non pas à savoir comment » nous le battrons, ce dont nous avons la presque » certitude par suite de notre grande supériorité

» numérique, mais comment il convient d'opérer pour » le couper complétement de sa base de Paris (1). »

Ce fut donc là une première faute. La combinaison indiquée par le général Montauban était, en effet, si téméraire, qu'il suffisait d'y réfléchir un instant pour la repousser à tout prix.

« En prenant la direction du nord, l'armée avait sur » sa gauche un État neutre très-dangereux pour elle; » sur sa droite, à Vitry-le-Français, l'armée du prince » de Prusse qui la débordait déjà, et elle ne pouvait » pas ignorer qu'elle serait contenue de front par une » fraction des armées du prince Frédéric-Charles et de » Steinmetz, restées autour de Metz. »

« Ce calcul stratégique, dont on connaissait toutes » les données avant la désastreuse journée de Sedan, » pouvait se faire alors comme aujourd'hui, etc. (2). »

Il ressort de ce qui précède, que dans les premiers jours de cette malheureuse campagne, comme à Wœrth et à Wissembourg, les résolutions du quartier général ont été fatales au pays. Il devait malheureusement en être de même à la fin dans les dispositions tactiques adoptées à Sedan (3). Il ne faudrait pourtant

(1) *La guerre de* 1870, par L. Vandevelde, lieutenant-colonel en retraite. Rapport officiel du quartier général prussien.

(2) Même ouvrage.

(3) Nous professons pour la loyauté, l'intégrité, la bravoure personnelle, les états de service, les qualités privées de M. le maréchal de Mac-Mahon, une profonde estime, et un respect que tous nos concitoyens lui doivent. Nous avons combattu sous ses ordres quand il était général de division et maréchal; il obtiendrait toujours de nous cette obéissance passive, cette subordination absolue qu'impose la

pas oublier les injonctions de la régence qui exerçait un pouvoir nominal au-dessus du commandant en chef, celles du ministre de la guerre, l'inertie du souverain dont la volonté semblait s'effacer à dessein, et enfin les indications du maréchal Bazaine, annonçant, le 19, qu'il s'avancerait vers Montmédy, et dont les projets se reportaient aussi vers les places du nord, comme si leur proximité pouvait seule offrir une protection à la retraite de son armée. Singulières combinaisons qui dénotaient plutôt un vague instinct de la stratégie défensive, qu'une connaissance exacte de ses lois et de ses préceptes. Quoi qu'il en soit de l'incapacité et de l'affolement des pouvoirs dirigeants, la France regrettera toujours que le commandement n'ait pas cru devoir résister aux injonctions de Paris et séparer les intérêts du pays de celui de la dynastie. Ces observations s'appliquent encore au moment où notre armée se rabattit vers Réthel, le 28, par suite des escarmouches qui avaient eu lieu sur notre flanc droit ; il y aurait enfin lieu de les renouveler deux jours après, lorsque le quartier général s'aperçut définitivement que la direction de Metz était au pouvoir de l'ennemi et qu'il pressa la

discipline. Mais nous croyons qu'au-dessus d'un homme, il y a la patrie, et que tous ceux qui se sentent le courage de dire la vérité à leur pays, la vérité telle qu'ils la voient, au risque de se tromper, ont aujourd'hui le devoir de le faire. Il s'agit ici du général en chef, et non de l'homme privé, d'un rôle qui appartient à l'histoire et d'un acte de conscience pour tout citoyen éclairé. Nous prions donc respectueusement le brave maréchal d'accepter dans toute sa sincérité l'opinion d'un subalterne. La France est assez bas, pour que les considérations personnelles s'effacent devant ses douleurs.

marche de ses corps sur la rive droite de la Meuse. A la date du 29, l'erreur principale était commise; l'armée avait suivi la direction divergente et dangereuse qu'on lui avait indiquée; sa défaite était assurée; il importait au moins de ne pas la conduire à une perte complète. Du moment où les routes de Metz étaient fermées, la seule ligne stratégique à suivre était celle de l'ouest, et il était certain qu'une nombreuse armée, loin de trouver un appui sous les murs d'une petite place sans forts détachés, et dans une langue de terre resserrée entre deux obstacles sérieux, une frontière d'une part, une rivière de l'autre, n'y rencontrerait qu'un immense danger. A défaut de l'évidence, l'histoire militaire était là pour le démontrer. Ni le général en chef, ni ses commandants de corps qui avaient pourtant voix consultative près de lui, ne semblent avoir discerné cette situation. Quant au ministère et à l'Empereur, leurs influences sont ici annulées.

« L'escarmouche de Nouart, le 29, aurait dû faire » ouvrir les yeux à l'Empereur et au duc de Magenta, » écrit *le lieutenant-colonel Vandevelde*, et leur faire » comprendre que le mouvement sur Metz, imposé » par le conseil aulique de Paris, et accepté à regret, » devait les perdre, s'ils persistaient à vouloir l'exécu- » ter. Au lieu de passer sur la rive droite de la Meuse » et de marcher, dans la direction du Nord-Est, vers » Carignan, comme ils le firent ce jour-là, ils au- » raient dû, au contraire, se rabattre dans une direc- » tion diamétralement opposée, c'est-à-dire vers » l'Ouest, afin de se soustraire à la manœuvre enve-

» loppante que le prince-royal de Prusse dirigeait » contre leur droite, et chercher ainsi à regagner » Paris, en se couvrant par l'Aisne ou par l'Oise, » seules directions qui leur restassent encore ouvertes » pour opérer leur retraite sur cette capitale (1).

» . . . .

» Pour les Français, la surprise de Beaumont était » le prélude de plus grands désastres, faciles à prévoir. » Battus et refoulés sur leur front, débordés sur leur » droite et adossés à la frontière d'un État neutre, » gardée par une armée respectable et résolue à faire » son devoir, il ne leur restait d'autre planche de salut » que d'abandonner tout ce qui pouvait retarder leur » marche, de filer précipitamment le long de la rive » droite de la Meuse pour la repasser à Mézières, et » chercher ainsi à regagner Paris par la rive droite de » l'Oise; ou bien d'accepter la bataille dans une position » défensive enveloppée (la pire de toutes les positions), » avec un ennemi habitué à vaincre, disposant de » forces doubles des leurs, et, par conséquent, avec la » certitude de subir une défaite, d'être obligés de » mettre bas les armes ou de se réfugier en Bel- » gique. »

(1) *La guerre de* 1870, par Vandevelde. Nous tenons à ne pas être taxés de partialité dans nos appréciations, surtout quand nous émettons une idée qui rencontrera bien des détracteurs, tant les habitudes d'admiration et d'engouements populaires sont invétérées parmi nous. C'est pour cela que nous citons le jugement d'étrangers qui ne sont agités ni par les passions des partis, ni par les douleurs de la défaite.

Tel est le jugement porté par les étrangers sur la marche de l'armée de Châlons, du 27 au 30 août. Et quant au mouvement de concentration sur Sedan, leurs appréciations sont plus sévères encore.

« Croire qu'une armée en campagne puisse se cou-
» vrir par une ligne de forteresses ordinaires ou
» qu'elle puisse trouver autour de quelques-unes de
» ces forteresses d'excellents points d'appui, est une
» grave erreur ; l'histoire de chaque campagne le dé-
» montre à l'évidence.

» Il suffira de fixer pendant quelques instants notre
» attention sur ce sujet, pour comprendre que, de
» quelque manière qu'on range une armée autour
» d'une forteresse *privée d'un camp retranché*, telle
» que le sont Sedan, Mézières, Lille, etc., cette armée
» se trouvera dans des conditions désavantageuses, et
» que la forteresse lui sera plus nuisible qu'utile. Et,
» en effet, que l'on place l'armée comme Mac-Mahon l'a
» fait à Sedan, en enveloppant la forteresse en arc de
» cercle sur l'une des rives du fleuve qui la traverse;
» ou qu'on la range, comme Benedeck à Kœniggratz,
» entre deux forteresses, ses ailes couvertes par cha-
» cune d'elles; ou qu'on la place dans la forteresse
» même, comme Mack le fit à Ulm; ou enfin qu'on
» appuie l'une de ses ailes à la forteresse, comme le
» prince Charles de Lorraine, à Prague ; dans aucun
» cas, l'armée ne tirera aucun avantage d'une forte-
» resse ou même d'une ligne de forteresses telles
» qu'elles sont disposées sur les frontières des États,
» et elle sera obligée d'y accepter la bataille dans une

» position purement défensive, la pire de toutes celles
» qu'on puisse lui assigner.

» Par exemple, si, comme on le fit à Sedan, on
» range l'armée en arc de cercle autour de la place,
» on paralyse le feu de l'artillerie de ses remparts, on
» ne tire aucun avantage de la forteresse, et, en ac-
» ceptant une bataille exclusivement défensive, on
» cède à son adversaire l'avantage de la mobilité,
» l'initiative des opérations et le choix du point d'at-
» taque.

» Si l'on range l'armée entre deux forteresses,
» comme on le fit à Kœniggratz, ces forteresses sont
» ordinairement trop éloignées l'une de l'autre pour
» que leur intervalle, occupé par une armée, offre un
» front solide. L'adversaire ayant toujours de son côté
» l'avantage de la mobilité, l'initiative des opérations
» et le choix d'attaquer ce front où il le juge conve-
» nable, en jetant ses masses sur un point faible de ce
» front trop étendu, le perce facilement et accable
» les défenseurs, sans que la forteresse leur ait été
» d'aucune utilité.

» Si l'armée se renferme dans la place, comme
» Mack le fit à Ulm, à l'aide de quelques batteries bra-
» quées sur les débouchés de la forteresse on parvient
» aisément à y contenir l'armée qui s'y est réfugiée et
» à lui faire déposer les armes.

» Si l'armée s'appuie par l'une de ses ailes à la for-
» teresse, comme le prince Charles de Lorraine le fit
» à Prague, on accable facilement l'aile opposée, on la

» culbute sur les autres parties du front de bataille et
» on refoule ensuite le tout dans la forteresse.

» L'histoire, comme le raisonnement, démontre
» également que rien n'est dangereux pour une armée,
» comme de chercher un appui dans une forteresse
» ordinaire ou de livrer bataille sous le canon de ses
» remparts. Or, il est à présumer que si Mac-Mahon
» avait possédé quelques notions de la grande tactique
» des batailles, le 30, alors que son avant-garde était
» refoulée de Beaumont sur son corps de bataille, et
» qu'il se voyait débordé du côté opposé à l'État neutre
» par une formidable armée, il est à présumer, disons-
» nous, qu'il se serait bien gardé d'acculer son armée
» à la place de Sedan ; il aurait, au contraire, hâté la
» retraite dans la direction de l'ouest (1). »

L'erreur stratégique, dans ces funestes journées, est donc démontrée; et il est aisé d'en attribuer à chacun la part qui lui revient.

2° *Fautes tactiques*. Ce genre de fautes a sur les événements militaires une influence plus décisive qu'on n'est porté à le croire. On a pu s'en rendre compte dans les combats livrés du 6 au 18 août, et dans la campagne de Sedan, sans être prépondérante, elle est encore très-sensible.

Un fait qui frappe au premier abord, c'est que dans leur marche vers le nord, nos quatre corps d'armée ne furent pas constamment groupés de façon à se

(1) *La querre de* 1870, par Vandevelde. Bruxelles, 1871.

prêter un mutuel appui, disposition essentielle en tout temps, et surtout en présence d'un ennemi redoutable. C'était négliger encore une fois ce principe, *que les petites armées doivent toujours agir en masse*. L'ordre général du mouvement semble à la fin placer deux corps en avant et deux en arrière, éloignés parfois d'une journée de marche. Ainsi le 30 août, les 1er et 12e ont franchi la Meuse, tandis que les 5e et 7e sont l'un à Beaumont, l'autre à Oches, hors d'état de concourir à une défensive commune, et susceptibles d'être coupés si l'ennemi en avait eu le dessein. Il eût donc été préférable de s'avancer en bataille sur un front unique, à une faible distance les uns des autres, chaque corps formant une ou deux colonnes, et leurs têtes à la même hauteur, comme cela eut lieu au départ de Reims. Cet ordre de marche, n'eût-il pas été indiqué par la théorie et par le danger qui menaçait, devait l'être au moins par l'expérience acquise depuis le début de la guerre. Mais il eût fallu utiliser la cavalerie pour masquer le mouvement de l'armée et recueillir des renseignements indispensables, c'est-à-dire la disperser en patrouilles et en corps de soutien sur les côtés menacés, le flanc droit et les derrières de l'armée.

L'oubli de ces dispositions tactiques eut surtout pour effet de diminuer la cohésion déjà si faible de l'armée.

Le peu d'organisation de nos corps a eu aussi sa part dans nos revers. Ils n'avaient ni uniformité, ni solidité ; il était indispensable de reconstituer ces éléments de lutte, avant de s'exposer à une marche téméraire et aux chances des combats. Sous la protection

d'un camp rertanché, avec de l'activité et une volonté sûre d'elle-même, la chose était possible en huit jours au plus ; et, en utilisant les chemins de fer pour se transporter devant Paris ou devant Belfort, on les aurait trouvés. Ces défauts, du reste, ont été signalés et avoués par ceux-là mêmes qui avaient le devoir d'y remédier.

« Vivement impressionnées par la défaite et les effets » foudroyants de l'artillerie prussienne, les troupes du » 1er corps avaient rapporté du champ de bataille de » Frœschwiller des dispositions fâcheuses que leur » retraite jusqu'à Châlons, des privations matérielles » avaient encore aggravées. Le maréchal de Mac-» Mahon ne se le dissimulait pas et comprenait qu'a-» vant de les ramener au feu, il eût été sage de leur » donner le repos et le temps capables de les raffer-» mir. C'étaient nos plus vieilles troupes ; entourées de » la renommée qui s'attache à bon droit aux soldats » d'Afrique, elles l'avaient amplement justifiée. Le » spectacle de leur découragement donné au reste de » l'armée était donc doublement à craindre.

» Déjà le 5e corps en avait particulièrement ressenti » l'effet. Épuisé, lui aussi, par des marches précipitées » qui l'avaient porté de Bitche à travers les Vosges par » Neufchâteau et la Haute-Marne jusqu'au camp de » Châlons, *ayant perdu sans combattre une partie de son* » *matériel et presque tous ses bagages*, le 5e corps offrait » un aspect de lassitude et de désorganisation de nature » à inspirer de *vives inquiétudes*.

» Le 7e corps, dont l'organisation tardive était à

» peine terminée, n'avait sans doute pas traversé les
» mêmes épreuves que les deux précédents ; mais par
» suite de la longue marche en arrière qui l'avait ra-
» mené de Belfort à travers Paris au camp de Châ-
» lons, il ne présentait pas la solidité qu'on aurait
» désirée.

» Quant au 12e corps, de création toute récente, il
» comprenait des éléments de valeur bien diverse. La
» 1re division se composait de régiments neufs sur les-
» quels on avait raison de compter ; la 2e, de quatre
» régiments de marche formés de quatrièmes batail-
» lons avec des cadres incomplets et des soldats qui
» n'avaient jamais tiré un coup de fusil ; la 3e division,
» enfin, de quatre régiments d'infanterie de marine
» qui se sont bravement comportés à Sedan, mais qui,
» peu habitués aux longues marches, allaient semer
» les routes de traînards (1). »

Après l'aveu de ces imperfections par ceux qui en ont encouru la responsabilité, comment ne pas s'écrier : à qui la faute ?

Ce n'est pas tout. Dans la journée du 29, le chef du 7e corps prit sur lui de ne pas exécuter l'ordre du général en chef, et s'arrêta à Oches, quand il devait pousser jusqu'à la Besace. Cette infraction, contraire aux règlements et aux traditions, pouvait compromettre ses troupes et par suite la sécurité de l'armée. Il en résulta que le 7e corps fut attaqué le lendemain, que les

(1) *Des causes qui ont amené la capitulation de Sedan*, par un officier attaché à l'état-major général. Bruxelles, 1870. (Brochure attribuée à Napoléon III.)

1[er] et 12[e] étaient trop loin pour lui venir en aide, et qu'il dut faire, le 30, une marche des plus fatigantes pour essayer de se dégager.

Quant à la surprise du 5[e] corps à Beaumont, il ne faut pas se dissimuler que si la responsabilité en retombe directement sur son chef, une part doit aussi en être attribuée aux commandants des régiments de l'arrière-garde, que les leçons du passé avaient déjà avertis. Enfin les imperfections administratives, la rareté des distributions, le défaut d'approvisionnements et la misère qui en résultait pour le soldat, sont venus s'ajouter aux fautes générales et contribuer à la ruine de l'armée dans une mesure malheureusement trop large.

Il reste à examiner les erreurs tactiques commises le jour de la bataille. La disposition des troupes autour de la place, le 1[er] septembre, formait une ligne brisée dont Illy était l'angle, et derrière laquelle Sedan s'élevait comme l'unique réduit de l'armée, en cas de revers. Cet ordre de combat n'était pas conforme aux règles de l'art militaire, car la première loi de la détermination d'un champ de bataille est de couvrir la ligne de retraite. Ici la seule ligne de retraite possible, la route de Mézières, était abandonnée aux entreprises de l'ennemi (1). Enfin, étant donné le champ d'opérations défectueux qu'on avait choisi entre la frontière et la Meuse, il était naturel d'utiliser au moins les chances favorables qu'il pouvait offrir. Or, en s'établissant face

(1) Voy. la *Campagne de 187 jusqu'au 1[er] septembre*, p. 257, note 2.

à Sedan, des hauteurs de Saint-Menges à celles d'Illy, ou bien face à l'est, sur les plateaux de Saint-Menges, la gauche à la frontière et la droite à la Meuse, le canon de la place pouvait servir à diviser les masses ennemies et les tenir à distance ; la proximité de la frontière les empêchait de déborder le flanc qui s'y appuyait, et l'armée conservait comme ressource extrême la possibilité de passer sur un territoire neutre. C'était une situation précaire, mais ne valait-elle pas mieux qu'une capitulation ? Le général Ducrot, qui l'avait compris, ne put malheureusement faire prévaloir son avis.

Les Allemands n'ont eu qu'un mot pour apprécier les dispositions tactiques du quartier général français : *Il a placé ses troupes au fond d'une marmite*, disent-ils.

Le jugement du colonel Vandevelde, quoique plus explicite, est tout aussi sévère.

« L'ordre de bataille du maréchal avait la forme » d'un V renversé, dont l'ouverture était fermée par » la Meuse. Cette formation, ayant un fleuve à dos, » dont les Allemands occupent tous les passages, » n'offre à l'armée française d'autre lieu de retraite que » la petite forteresse de Sedan, dominée et enveloppée » par de formidables batteries ennemies, déjà élevées » dans la nuit du 31, sur la berge de la rive gauche de » la Meuse.

» Cet ordre de combat offrait, en outre, l'inconvé- » nient de paralyser le feu des remparts de la forte- » resse sur toute la rive occupée par les Français, de » les obliger à accepter la bataille *sur place,* et de se » laisser envelopper tactiquement, c'est-à-dire de

» manière à donner au feu convergent de l'armée en-
» veloppante une supériorité incommensurable sur le
» feu divergent de l'armée enveloppée (1). »

Les fautes tactiques commises dans cette journée furent donc très-graves ; et alors même que l'opération stratégique n'eût pas été défectueuse, elles devaient suffire à assurer notre défaite. Ainsi, en admettant que l'armée ennemie eût été plus faible, que son effectif ne se fût élevé qu'à 150 000 hommes, et se fût ainsi rapproché de celui de l'armée française, il est probable que celle-ci aurait été battue. Son front de bataille, face au ruisseau de Givonne, était en effet défendu par trois corps d'armée, environ 90 000 hommes. En développant devant lui une force égale, l'ennemi avait encore la faculté de faire déborder chacune de nos ailes par une quinzaine de mille hommes, et il pouvait, en établissant des batteries de 40 à 50 pièces sur chacun de ces points, donner à tous ses coups une direction concentrique assez meurtrière pour que la position, battue de face et d'écharpe, n'eût pas été tenable. Une fois défaits, les soldats, ayant une forteresse en arrière, se seraient instinctivement réfugiés sous ses murs, au lieu de s'écouler par la route de Mézières. Le 7e corps, dans ce cas, n'aurait pu agir que comme réserve; seul, et avec le sentiment d'impuissance qui circulait déjà dans les rangs, il n'aurait pu rétablir nos affaires, et aurait suivi le mouvement des autres troupes. Le demi-cercle de l'ennemi se serait alors

(1) *La guerre de* 1870, par Vandevelde. Bruxelles, 1871.

assez rapproché pour former un circuit complet, et la capitulation eût peut-être été signée de la même façon.

3° *Supériorité numérique des Allemands.* Cet élément de succès, qui fut considérable, n'a cependant exercé aucune influence sur la direction d'ensemble imprimée aux opérations par le général en chef de l'armée française. Il a permis à l'ennemi de commencer, dès le 28, à la couper de l'ouest, et a rendu plus rapide la manœuvre destinée à l'envelopper. Puis, par le nombre écrasant de ses pièces, il a puissamment aidé à briser sa résistance; enfin, il n'a pas été sans agir moralement sur l'esprit des généraux et des soldats, quand il a fallu faire une trouée ou capituler. En résumé, c'était pour les Allemands un gage assuré de la victoire et un moyen de nous réduire à mettre bas les armes; mais sans nos fautes de stratégie et de tactique, il n'aurait peut-être obtenu aucun des résultats que l'histoire a malheureusement enregistrés. L'armée française aurait pu être battue, mais sans désorganisation et surtout sans l'humiliation qui a précédé son anéantissement.

4° *Habileté des dispositions des Allemands.* Dans toute la guerre de 1870, ce sont les combinaisons de nos ennemis qui nous offrent le sujet d'études le plus utile pour le présent, le plus profitable pour l'avenir. Mais en s'y livrant, il importe de résister à la séduction du succès. En Allemagne, on porte aux nues les manœuvres des 3e et 4e armées du 19 août au 1er septembre; on les place bien au-dessus des campagnes de Frédéric II et de Napoléon Ier. Ces appréciations se

ressentent de l'enivrement de la victoire, de cette ivresse du triomphe qui doit nous causer une satisfaction intime, parce qu'elle contient peut-être notre plus précieuse espérance. L'orgueil allemand, en effet, sera sans doute un jour le gage le plus sûr de notre vengeance.

Dans leur mouvement concentrique de la Moselle à la Marne, dans leur changement de front de la Marne à la Meuse, comme dans les opérations destinées à intercepter les directions de Montmédy, de Reims et de Mézières, les 3ᵉ et 4ᵉ armées ont déployé, en effet, une rare précision. Une masse de 300000 hommes manœuvrant sur un échiquier restreint, et côtoyant une armée ennemie qu'elle évite de heurter jusqu'au moment où elle l'aura tournée ; huit corps d'armée se mouvant dans un pays difficile ; leurs colonnes arrivant à jour fixe à la position indiquée ; les communications restant libres, les approvisionnements assurés, tout cet ensemble constitue une opération remarquable et un problème des plus difficiles. Nos ennemis l'ont résolu pratiquement et sans à-coup. Quant à la promptitude de leur marche, elle n'a, malgré les assertions d'outre-Rhin, rien qui ne puisse être égalé et même dépassé. Ainsi, la distance de 90 kilomètres qui sépare Châlons de Sedan a été parcourue par la 3ᵉ armée du 26 au 31, c'est-à-dire en six jours, et avec une vitesse moyenne de 15 kilomètres par jour. Cette allure soutenue par 5 corps d'armée pendant six jours et terminée par une grande bataille, est assurément un beau résultat ; mais toute armée européenne bien organisée

et bien commandée doit pouvoir l'atteindre. Les Allemands ont fait, dans le cours de cette guerre, des marches plus rapides et tout aussi précises. Ce qui est plus rare, c'est de voir dans une armée, du sommet au bas de la hiérarchie, des agents de toute sorte assez exercés pour exécuter de semblables mouvements sans accidents ni retards.

Le fait est pourtant possible, et ce qui diminue le mérite des Prussiens, c'est qu'ils agissaient sur un champ d'opérations dont le centre était entièrement dépourvu d'ennemis.

Avant d'expédier un ordre, ils ont apporté dans leurs décisions un discernement dont nos chefs avaient perdu l'habitude. Ils savaient que la condition essentielle pour arrêter un plan de campagne, c'est d'être bien renseigné sur l'effectif et la marche des armées opposées. Ils ont su en déduire leurs intentions probables, et ont été secondés par les terreurs de nos campagnes, le désordre intérieur, fruit de l'invasion, les indiscrétions nationales, les rapports de leurs espions et surtout ceux de leurs éclaireurs. Mais tous ces moyens sont élémentaires, et si l'armée française en a négligé l'emploi, c'est qu'elle l'a bien voulu.

Toutes les dispositions des Prussiens ne sont pourtant pas à l'abri de la critique. Quand ils ont appris la marche de Mac-Mahon vers le Nord, rien ne les obligeait à diriger contre lui une masse de 300 000 hommes. Ils ont voulu, disent-ils, *opérer de façon à le couper complétement de sa base, de Paris*. Mais il n'était pas besoin pour cela d'une supériorité numérique aussi

considérable, et s'ils y ont tenu, c'est par suite de cette prudence excessive que l'on a déjà vu prédominer, chez eux, au début de la campagne, et qui dirigera leurs actes pendant le reste de la guerre. Cette prudence est le fond de leur stratégie comme la manœuvre sur les ailes est le fond de leur tactique. Elle a déjà été résumée par ces mots : *être à tout instant le plus nombreux possible contre un ennemi le plus faible possible.* Par ce procédé, l'écrasement est toujours facile, et celui de Sedan était prévu d'avance. Leurs chefs, en agissant ainsi, s'inspiraient d'une circonspection qui diminue la portée de leurs talents ; ils en finissaient moins vite, mais plus sûrement ; et leurs dispositions répondent bien à leurs désirs secrets, non de terminer la guerre au plus tôt, mais de ruiner la France le plus possible, sous prétexte de retarder l'heure de la revanche. Singulière raison qui couvre d'un voile hypocrite la haine profonde que la noble aristocratie prussienne entretenait pieusement depuis soixante-quatre ans, après l'avoir assouvie une première fois en 1815 ! Les chefs des armées allemandes pouvaient cependant terminer la guerre à la fin du mois d'août, s'ils avaient eu pour eux l'audace et le génie, s'ils avaient laissé 200 000 hommes manœuvrer contre Mac-Mahon, tandis que 100 000 autres auraient marché de Châlons sur Paris. Le maréchal eût été tout aussi battu, peut-être tout aussi bien cerné, et la capitale, alors hors d'état de les arrêter, aurait été prise sans coup férir. Cette combinaison eût démontré chez eux une capacité plus vaste. Ils ont su écraser leur ennemi, arrêter leurs

résolutions avec promptitude, les transmettre de même et les exécuter avec précision ; leur machine de guerre était montée avec des rouages d'excellente qualité, tout cela est vrai ; mais là se borne leur habileté, et tout peuple qui saura *vouloir*, pourra arriver aux mêmes résultats, sinon comme perfection d'organisation, au moins comme ensemble d'effectifs et talent militaire.

Quant aux conséquences du désastre, elles sont irréparables.

L'une d'elles pourtant était une consolation ; c'était la chute de l'Empire. Après les fautes, les échecs, l'impuissance du souverain, sa déchéance effective, et sa conduite à l'armée, l'effondrement du régime était imminent. Mais cet événement devait être pour la France d'une gravité extrême, car un bouleversement politique au milieu de l'invasion, après la destruction d'une armée et plusieurs défaites, devait donner à la situation le caractère d'une crise désespérée. De là sortirait sans doute le salut ou la ruine. Le salut était peut-être possible, mais à coup sûr bien difficile. La ruine restait donc comme la perspective la plus menaçante.

A ce renversement d'un gouvernement coupable s'ajoutaient des résultats militaires d'une importance de premier ordre. La route de Paris était désormais ouverte à l'invasion, et pas un soldat ne pouvait se lever entre la frontière et la capitale pour essayer de l'arrêter. Cette situation, si périlleuse pour nous, offrait, il est vrai, aux Allemands, l'occasion d'une faute. Ils devaient être tentés de laisser sur leurs derrières l'arm

du prince Frédéric-Charles abandonnée à elle-même devant 150 000 hommes aguerris et une forteresse redoutable, pour se précipiter en foule vers cette proie tant désirée, ce Paris, objet de leurs convoitises, dont la prise était à la fois le rêve de leur orgueil et l'assouvissement de leurs vengeances. Ils n'y manquèrent pas, en effet. Ce projet leur parut d'autant plus praticable que la sortie manquée du maréchal Bazaine à Metz, les 31 août et 1er septembre, leur fit croire au découragement de notre dernière armée. Aussi les 3e et 4e armées s'avancèrent sur notre capitale sans s'inquiéter davantage de leurs derrières.

C'était une faute, et si les pensées intimes qui agitaient l'âme du maréchal Bazaine n'étaient pas venues justifier leurs résolutions, ils auraient pu la payer chèrement. Il était en effet possible à l'armée de Metz de profiter de sa position centrale dans un camp retranché presque inaccessible, pour combattre avec succès une armée d'investissement séparée en deux par un large cours d'eau. Les événements qui vont suivre le démontreront sans peine, quoique la solution dernière donne raison à nos ennemis.

Une conséquence du désastre de Sedan qui paraîtra étrange et qui est pourtant vraie, c'est que cette honteuse capitulation fut pour la France un mauvais exemple. De même que la convention militaire du 1er septembre fut pour le vainqueur le type des conventions du même genre, de même l'acte en lui-même devint plus tard, pour le vaincu, sinon un modèle, au moins une excuse. Cette fière tradition qui nous faisait

autrefois préférer la mort à la capitulation, et que nos pères nous avaient léguée comme une loi d'honneur, ayant été délaissée par le souverain et par le chef de l'armée, on crut plus tard pouvoir les imiter dans des circonstances plus ou moins semblables. Sedan fut un précédent, et le principe, qu'il est inhumain, quand on est entouré, de sacrifier inutilement la vie des soldats, fut désormais admis. Le souvenir du 1er septembre 1870 fut la cause de défaillances si nombreuses, qu'on ne sut plus les compter. On devait même s'y habituer et décerner des récompenses à quelques-uns des signataires de la capitulation de Sedan ! Hélas ! tout en voilant notre visage rougi par la honte, hâtons-nous, si nous ne voulons pas périr, de retrouver les lois sacrées de l'honneur, les principes qui en sont la base, et à l'occasion, l'énergie du dernier sacrifice ; revenons à ces théories du désespoir qui inspirent les grands dévouements et les devoirs sublimes ! n'oublions pas surtout que le mal est contagieux et que ce motif est suffisant pour ne pas en charger sa conscience. Souvenons-nous enfin des préceptes de nos pères et étudions-les.

Il est curieux, en le faisant, de voir Napoléon III jugé par son oncle, et de rappeler en 1871 l'opinion d'un homme de guerre, qui a encore parmi nous force de loi.

« Les lois de la guerre, a dit Napoléon Ier, les prin-
» cipes de la guerre autorisent-ils un général à ordon-
» ner à ses soldats de poser leurs armes, de les rendre
» à leurs ennemis et à constituer tout un corps pri-

» sonnier de guerre? Cette question ne fait pas un doute
» pour la garnison d'une place de guerre... Il n'y a
» jamais eu de discussion là-dessus que sur le plus ou
» moins de défense que fait un gouverneur avant de
» capituler. Il est vrai qu'il est des généraux, et Villars
» est du nombre, qui pensent qu'un gouverneur ne doit
» jamais se rendre, mais à la dernière extrémité faire
» sauter les fortifications et se faire jour de nuit au tra-
» vers de l'armée assiégeante....

» De ce que les lois et la pratique de toutes les nations
» ont autorisé spécialement les commandants des places
» fortes à rendre leurs armes en stipulant leur intérêt,
» et qu'elles n'ont jamais autorisé aucun général à
» faire poser les armes à ses soldats dans aucun autre
» cas, on peut avancer qu'aucun prince, aucune répu-
» blique, aucune loi militaire ne les y a autorisés......
» Un général a reçu des ordres et des instructions pour
» employer ses troupes à la défense de la patrie, *il n'a*
» *pas d'autorité pour ordonner à ses soldats de livrer*
leurs armes et de recevoir des chaînes......

» Les capitulations faites par des corps cernés, soit
» pendant une bataille, soit pendant une campagne
» active, sont un contrat dont toutes les clauses avan-
» tageuses sont en faveur des individus qui contractent,
» et dont toutes les clauses onéreuses sont pour le gou-
» vernement et pour les autres soldats de l'armée. Se
» soustraire au péril, en rendant ainsi la position de ses
» camarades plus dangereuse, *est évidemment une*
» *lâcheté.* Que fait autre chose le général de division, le
» chef de bataillon ou le capitaine qui dit : Laissez-moi

» m'en aller chez moi ou recevez-moi chez vous, et » je vous donne mes armes. Il n'est qu'une manière » honorable d'être fait prisonnier de guerre, c'est d'être » pris isolément les armes à la main, lorsqu'on ne peut » plus s'en servir. C'est ainsi que furent pris François Ier, » le roi Jean et tant de braves de toutes les nations.

» .... Les dangers d'autoriser les officiers et les » généraux à poser les armes, en vertu d'une capitu- » lation particulière, dans une autre position que celle » d'une place forte, *sont incontestables*. C'est détruire » l'esprit militaire d'une nation, en affaiblir l'honneur, » que d'ouvrir cette porte aux lâches, aux hommes » timides, ou même aux braves égarés.

» Si les lois militaires prononçaient des peines afflic- » tives et infamantes contre les généraux, officiers et » soldats qui posent leurs armes en vertu d'une capi- » tulation, cet expédient ne se présenterait jamais à » l'esprit des militaires pour sortir d'un pas fâcheux ; il » ne leur resterait de ressource que dans la valeur ou » l'obstination, et de que choses ne leur a-t-on pas » vu faire ?

» ...... Que doit donc faire un général cerné par des » forces supérieures ? *Dans une situation extraordi- » naire, il faut une résolution extraordinaire ;* plus la » résistance sera opiniâtre, plus on aura de chances » d'être secouru ou de percer. Que de choses qui parais- » sent impossibles ont été faites par des hommes réso- » lus, n'ayant plus d'autre ressource que *la mort !* Cette » question ne nous paraît pas susceptible d'une autre

» solution, sans perdre l'esprit militaire d'une nation » et s'exposer aux plus grands malheurs.

» ...... Il n'est pas douteux qu'un général cerné et » battu, qui disloquerait son armée la nuit, en confiant » à chaque individu son propre salut, et en indiquant » un point de ralliement éloigné, sauverait les trois » quarts de son monde, *et ce qui est plus précieux* » *que les hommes, il se sauverait du déshonneur* (1). »

Ces considérations seraient incomplètes si on oubliait de relever un fait qui est à la fois à la charge de nos ennemis et de nos propres inconséquences. La convention conclue le 1er septembre renferme une preuve de duplicité qu'on ne saurait passer sous silence, parce qu'elle montre le genre de pitié que le vaincu peut attendre à l'occasion du peuple allemand. L'article 2 de la convention porte que pour honorer la défense valeureuse de l'armée française, le vainqueur *exempte* de la captivité ceux qui s'engageront, par écrit, à ne plus défendre leur patrie pendant la durée de la guerre. Autrement dit, pour honorer la bravoure de son adversaire, on l'autorise à se déshonorer. Les Allemands, qui nous connaissent à fond, savaient que nos règlements prescrivent à tous les officiers de partager le sort de leurs soldats dans les cas de capitulation. Pour nous rendre hommage ils nous offraient une violation de la loi militaire, et pour comble de malheur bon nombre

(1) Napoléon Ier, *Mémoires écrits à Sainte-Hélène sous sa dictée*, vol. VII.

d'officiers ne se doutèrent ni de la fourberie de l'ennemi, ni de leur propre devoir.

Jusqu'à ce jour, dans les actes de ce genre, si rares jusqu'alors, la manière de témoigner son estime au vaincu consistait à lui laisser ses armes ou à les lui rendre après la guerre. Les Allemands ne connaissent pas de pareils égards ; ils tiennent pourtant à s'en donner les apparences et s'entendent à déguiser leur absence de ménagements sous une forme trompeuse et blessante. A Sedan, cette nuance, qui n'était pas sans valeur, échappa aux rédacteurs de la convention militaire. Elle nous permet d'établir aujourd'hui que nos ennemis ne savent pas honorer le courage malheureux.

Ce souvenir ne doit pas plus s'effacer dans nos cœurs qu'il ne doit y laisser d'illusions sur ces affreux malheurs et sur le jugement que l'étranger en a porté.

« L'histoire moderne, dit le colonel Vandevelde, n'offre rien de comparable au désastre de Sedan ; une armée tout entière, 140 000 braves qui, *par l'incapacité notoire de leurs chefs*, sont refoulés en désordre dans des bas-fonds, acculés à une forteresse, où, dans l'impossibilité de se défendre ou de se faire jour à travers l'ennemi, ils sont obligés de déposer les armes ! !

» C'est inouï (1) ! »

(1) *La guerre de* 1870, Vandevelde, 1871.

II. — RÉVOLUTION DU 4 SEPTEMBRE,

Les défaites de Wissembourg, de Wœrth, de Forbach, et les combats livrés autour de Metz avaient douloureusement ému tous les cœurs français. Mais à la nouvelle de Sedan, ce fut une commotion dans la plupart des villes, une torpeur dans les campagnes. La première manifestation de ces secousses fut une explosion de colère contre le régime auteur de tous nos maux, et après l'avoir acclamé au mois de mai par 7 millions et demi de voix, notre malheureuse patrie, se déjugeant elle-même du soir au lendemain, allait jeter sur lui un anathème sans rémission. A Paris, dès que les détails de la catastrophe furent connus, l'agitation qui grondait sourdement depuis un mois éclata tout d'un coup. Le Corps législatif et le Sénat ouvrirent leur séance, le 4 septembre, dans un état de trouble indescriptible, causé par l'imminence d'une révolution, le sentiment de leur impuissance et de leur participation aux fautes de l'empire. Les sénateurs s'exhortèrent réciproquement à se montrer à la hauteur des circonstances, et protestèrent une dernière fois de leur fidélité à la dynastie. Les membres présents, au lieu de songer à un déploiement d'initiative ou d'énergie, n'avaient qu'une pensée, la chute prochaine du gouvernement. Les bruits de la rue, s'élevant jusqu'à eux, leur montraient l'orage grossissant autour des fonctionnaires impériaux, du Corps législatif et de tous les hommes qui, de près ou de loin, avaient contribué à notre

ruine. Ils se séparèrent sans rien résoudre ; et le soir, il était trop tard pour la réunion projetée. Ce fut leur dernière séance. L'Empire s'évanouissait ainsi dans la Chambre haute, et ses débris n'eurent plus qu'à s'éloigner, comprenant que le régime était perdu sans retour.

Au Corps législatif, le président avait officiellement communiqué pendant la nuit la nouvelle du désastre. Au milieu de l'agitation qui en résultait, l'opposition avait réclamé la déchéance de l'Empereur, et la proposition acceptée par les anciens amis du souverain, prêts aujourd'hui à le renier, fut livrée à l'examen des bureaux dans la séance de jour, en même temps qu'un projet, plus pratique et plus sage, présenté par M. Thiers. Mais déjà une population indignée se pressait autour de l'Assemblée, menaçant d'enfoncer les grilles et de pénétrer dans l'enceinte. Les députés les plus aimés de la foule sortirent pour l'exhorter à la patience et la contenir quelque temps encore. Hélas ! dans ces moments de fièvre, que peuvent les conseils pour calmer les passions ! Les députés de la droite sentaient, comme les sénateurs, que l'heure de leur puissance était passée. La séance, un instant suspendue, pour laisser à la commission le temps de se décider, se continuait en groupes agités dans les couloirs. A ce moment, les bureaux venaient, dit-on, d'émettre en majorité un avis favorable à la demande de M. Thiers, et un nouveau gouvernement allait être voté, lorsque le peuple de Paris, forçant les grilles, violant la consigne imposée aux gardiens, envahit les couloirs et bientôt la Cham-

bre elle-même. Le tumulte qui s'ensuivit fut bientôt à son comble; les discussions devinrent impossibles. Le président déclara la séance levée, et les députés, évacuant la salle, durent céder la place à une population qui outrageait ainsi et ses propres représentants et leur liberté. L'opposition seule resta, car les colères de la foule s'associaient à ses convictions. Ses membres essayèrent vainement de faire entendre des paroles de calme, leur voix se perdit dans le bruit, les cris de déchéance dominaient le vacarme; le régime impérial était déchu de fait; il ne restait plus qu'à lui nommer un successeur. Selon le triste usage dont les Parisiens ont fait tant de fois abus, les députés qui exprimaient l'opinion du moment furent poussés, entraînés à l'Hôtel de ville, et là, sans respect pour le suffrage universel et la souveraineté de la nation, ils proclamèrent la République, et composèrent un gouvernement provisoire qui eut encore le bon sens de s'intituler : *Gouvernement de la défense nationale.*

A la même heure, l'impératrice régente et ses ministres s'enfuyaient, abandonnant leurs effets et leurs papiers, et ne songeant qu'à sauver leur existence.

Ainsi tomba le deuxième empire, s'affaissant sous le poids de ses fautes, sans lutte, sans résistance, et comme convaincu de son indignité.

La Révolution du 4 septembre 1870, la quinzième accomplie en France dans un espace de quatre-vingts ans, était faite, et faite comme les précédentes, par un entraînement de fureur populaire, au mépris de la

légalité, de la sanction du pays, mais par bonheur, sans effusion de sang.

Le nouveau gouvernement était composé comme il suit :

Le général TROCHU..	*Président.*
Jules FAVRE........	*Vice-Président, ministre des aff. étrangères.*
Jules FERRY........	*Secrétaire.*
GAMBETTA.........	*Ministre de l'intérieur.*
CRÉMIEUX..........	*Ministre de la justice.*
E. PICARD.........	*Ministre des finances.*
J. SIMON...........	*Ministre de l'instruction publique.*
E. ARAGO..........	*Membres.*
GARNIER-PAGÈS.....	
GLAIS-BIZOIN.......	
PELLETAN..........	
ROCHEFORT.........	

Le ministère était complété par :

Général LE FLÔ.....	*Ministre de la guerre.*
V.-amir. FOURRICHON.	*Ministre de la marine.*
DORIAN............	*Ministre des travaux publics.*
MAGNIN...........	*Ministre de l'agriculture et du commerce.*

C'était un événement d'une immense portée, et s'il apportait à la France une satisfaction, il n'en causait pas moins une anxiété cruelle au milieu des malheurs déchaînés sur le pays. Son origine elle-même portait le cachet des inconséquences humaines.

Certes l'Empire était bien déchu, et après avoir abusé de la France pour la précipiter dans un abîme, il avait perdu à tout jamais le droit de la diriger. Une assemblée véritablement libre, guidée par un sens politique éclairé, lui eût peut-être retiré les rênes du pouvoir, après les défaites du 4 et du 6 août, qui

avaient suffi à démontrer son incapacité et ses vices. Mais nous ne devrions jamais oublier, en France, qu'au-dessus des gouvernements, des assemblées, des hommes et des nations, réside une puissance abstraite en apparence, active en réalité, qui a sans cesse droit à tous les respects et dont l'influence s'impose par le seul fait de la logique et de la raison, la légalité. Elle seule peut sanctionner une autorité qui succède à une autre. Elle seule peut donner à un pouvoir nouveau l'appui dont il a besoin pour marcher dans la voie que lui ouvre la destinée.

Le 4 septembre, dans un pays où le peuple dispose de sa volonté, la sanction de ce peuple était indispensable. Le temps manquait pour le consulter; mais ses représentants légaux, plus ou moins bien élus, étaient rassemblés; c'était à eux qu'appartenait cette initiative; beaucoup avaient quitté leurs siéges; mais ils l'avaient fait sous le coup d'une menace, d'une profanation de la loi, d'une violation de la liberté délibérative. C'était aux chefs naturels du nouveau mouvement à prévoir tout cela, et à montrer dans ces circonstances cette énergie et cette grandeur d'âme que notre histoire nous a appris à admirer. Leurs intentions étaient pures, un patriotisme ardent remplissait leurs cœurs, et leur dévouement à la chose publique dans les tristes jours qui ont succédé à cette crise, quoique peu éclairé, leur a conquis bien des sympathies. Mais le sens politique leur a fait défaut. Et lorsqu'ils avaient passé vingt longues années à reprocher à l'Empire de s'être violemment emparé du pou-

voir, par un de ces actes que la conscience réprouve, comment pouvaient-ils retomber à leur tour dans la même erreur?

Le premier devoir de l'opposition était d'empêcher l'envahissement de l'assemblée. Certes, il faudrait aussi que la nation et le peuple de Paris en particulier soient bien pénétrés de cette vérité, que toute révolution est un malheur, toute illégalité une faute, et toute agitation qui dépasse les limites sacrées que lui trace la loi, un crime. Il faudrait se persuader que dans un pays libre, le droit de manifestation ou d'adresse est la forme extrême qu'il soit possible, en dehors du vote, de concéder aux intentions d'un parti. Malheureusement, il semble que les plus affreux désastres soient impuissants à nous donner ces convictions; et en réalité, pour une république comme pour une monarchie, le seul moyen d'apaiser les agitations de la rue, quand elles enfreignent la loi, c'est la Force.

Le 4 septembre, il fallait donc maintenir la liberté de la Chambre par la force, et avant l'heure d'une dernière séance, déployer autour de l'édifice, des bataillons de gardes nationaux assez nombreux et assez convaincus pour faire respecter le siége de la représentation nationale, dernier asile de la légalité devant l'écroulement du passé.

Il fallait, au lieu de congédier les députés, les rappeler au sentiment de leurs devoirs; et, alors même que la Chambre était envahie, exiger son évacuation par le peuple au nom du droit et de la liberté, se constituer en permanence, et refuser de délibérer avant

d'avoir recouvré l'indépendance nécessaire dans ces graves moments; il fallait ensuite obtenir de la Chambre, dans une assemblée solennelle, et en attendant la sanction du pays, la déchéance de l'Empire et la nomination d'un nouveau gouvernement, auquel la province aurait fourni des éléments assez nombreux pour la représenter, seul moyen pratique de lui donner à la fois une autorité légale et un appui dans le reste de la France.

Un pareil gouvernement aurait pu traiter avec l'ennemi sans s'exposer à la réponse injurieuse adressée plus tard par M. de Bismarck à M. Jules Favre. Et si les Allemands, poussés par l'orgueil et la haine, stimulés par l'ardent désir de venger la prise de Berlin en 1806, par la conquête de Paris en 1870, avaient refusé les propositions du nouveau pouvoir, ils auraient du moins mis le droit contre eux, soulevé la réprobation, et surexcité notre défense en redoublant sa vigueur. Pour agir ainsi, il eût fallu des hommes assez calmes pour dominer les passions soulevées; c'était une difficulté, peut-être une impossibilité. Quoi qu'il en soit, il y eut là des fautes qui nous furent fatales, et que la suite des événements fera mieux ressortir.

Pendant que cette révolution s'accomplissait à Paris, le grand quartier général du roi de Prusse, prenait ses dispositions pour lancer sur notre capitale les armées victorieuses à Sedan. Mais avant d'en faire le récit, il importe de suivre dans son développement un drame d'un nouveau genre qui se déroulait devant Metz, et et dont le dernier acte devait causer à notre infortunée patrie une blessure encore plus cruelle.

CHAPITRE VIII.

SIÉGE DE METZ.

I. — Investissement et dispositions de l'armée de Metz. — Conseil de guerre du 26 août.

La place de Metz, la plus importante de nos forteresses après Paris, s'élève sur la rive droite de la Moselle, dans une situation des plus pittoresques. La riche vallée qu'arrose la rivière est peuplée de villages, de vastes usines et d'habitations de plaisance ; elle forme au sud-ouest de la ville sur la rive droite, et au nord sur la rive gauche, deux plaines fertiles dont la largeur varie de 200 à 400 mètres. Celle du sud se termine à Ars-sur-Moselle où la vallée se resserre entre deux chaînes de collines élevées, aux flancs boisés et peu accessibles; celle du nord va en s'élargissant jusqu'à Thionville. A l'ouest, l'horizon est borné par une série de hauteurs, formant entre elles des vallons encaissés, couverts de bois, et dont la principale, le mont Saint-Quentin, couronnée par un fort, domine tous les environs à une altitude de 360 mètres. Elles projettent, au nord du village de Fèves, un contrefort proéminent, le Horimont, qui s'aperçoit de loin, et qui semble comme le Saint-Quentin, un poste d'observation naturel d'où le regard s'étend sur le cours de la Moselle et les plaines de Woippy, de Maizières, jusqu'au confluent de l'Orne.

La rive droite est formée de plateaux ondulés, fertiles, parsemés de bois épais, couverts de nombreux

villages, entrecoupés de ravins peu profonds, et dont les points culminants sont Sainte-Barbe au nord-est, le le château de Mercy-lès-Metz au sud-est, et enfin le sommet élevé du mont Saint-Blaise au sud, vers Jouy-aux-Arches.

Les fortifications, quoique incomplètes, et quelques-unes établies sur des positions trop rapprochées de la ville, constituent un ensemble d'une grande valeur défensive. L'enceinte bastionnée, qui s'étend sur l'île Chambière, le long du bras gauche de la rivière, est renforcée à l'est par le fort Bellecroix, dont le tracé se développe aux portes de la ville, entre les routes de Sarrebrück et de Bouzonville. A l'ouest, le fort Moselle, contigu à la rivière, couvre les débouchés des ponts; enfin au sud, un petit front bastionné entre la route de Nancy et l'île Saint-Symphorien, commande le faubourg de Montigny-lès-Metz et la plaine marécageuse qui s'étend à ses pieds. La place de Metz forme ainsi une double tête de pont, solidement fortifiée, qui interdit le passage de la Moselle sur la grande route de Mayence à Paris par Verdun et Châlons.

Des forts détachés, de construction récente, encore inachevés au début de la guerre, complètent ces défenses, et établissent autour de la place un camp retranché d'une largeur de 6 à 7 kilomètres, susceptible d'offrir un abri à une grande armée. Les principaux sont ceux de Queuleu et de Plappeville. Le premier, qui commande les routes de Strasbourg et de Nomény, fut promptement terminé par l'armée de Metz. A partir de ce moment, ce fut un ouvrage d'une puissance

redoutable. Il a pourtant deux défauts saillants. Il n'est situé qu'à 2 kilomètres environ du mur d'enceinte, distance désormais insuffisante avec les portées des pièces de siége. Il ne saurait donc empêcher le bombardement de la ville. Il est en outre commandé de 5 à 6 mètres par une colline qui s'élève au sud-est de Magny-sur-Seille, à 2500 mètres du fort.

L'ouvrage de Plappeville défend les approches de la route et du plateau d'Amanvillers, ainsi que la route de Saulny à Woippy. C'est un fort très-complet, mais dont les abords sont commandés à bonne portée par les plateaux qu'il est chargé de contrebattre. Le fort Saint-Quentin, de petite dimension, mais dans une position des plus inaccessibles, croise ses feux avec le précédent sur la plaine qui descend d'Amanvillers, et interdit d'une façon absolue, le passage sur les routes d'Ars et de Rozérieulles. Tous deux ont le défaut, moins saillant qu'à Queuleu, d'être trop près de la ville, et par suite de la configuration du sol sur la rive gauche, constituent pour la place de Metz, des défenses insuffisantes dans la direction de l'ouest.

Au nord, les débouchés des routes de Bouzonville et de Sarrelouis sont commandés par le fort Saint-Julien, qui est assez près de la rivière pour battre la plaine de Woippy.

Enfin, sur un plateau étroit qui sépare la Seille de la Moselle, le comité du génie avait résolu en 1869, malgré les avis des officiers de cette arme résidant à Metz, d'élever un fortin à Saint-Privat, à 3 kilomètres de l'enceinte, pour commander les débouchés d'Ars et

d'Augny. Ce fortin, dont les talus, sans rampes ni parapets, émergeaient à peine du sol en 1870, est commandé par tous les monticules avoisinants.

La défense de cette place offre donc, malgré son importance, plusieurs côtés faibles. A l'ouest, les forts peuvent être avantageusement battus par l'assiégeant; les débouchés de Thionville sur la rive gauche, des routes de Sarrelouis, de Strasbourg et de Nancy sur la rive droite sont imparfaitement défendus; enfin, la ville n'est pas efficacement protégée contre une tentative de bombardement.

Tel est le terrain sur lequel allaient se dérouler les principaux événements de la guerre, du 19 août à la fin d'octobre.

Le lendemain de la bataille de Gravelotte, l'armée de Metz commença à se rendre compte de sa défaite de la veille. Grâce aux forts détachés qui entourent la ville, à l'insuccès de la cavalerie du 12e corps saxon dans son entreprise sur les abords de Woippy, et surtout à la bonne contenance de nos 2e et 3e corps sur le plateau d'Amanvillers, l'échec du 18 n'était pas irréparable. La déroute des 4e et 6e corps (Ladmirault et Canrobert) avait été arrêtée entre les forts et les remparts, et en se réorganisant, l'armée pouvait être prochainement en état de continuer la lutte.

Le commandant en chef donna l'ordre à tous les corps de se rapprocher du canon de Metz et d'occuper, sur la rive gauche, les emplacements suivants: le 2e corps à Longeville-lès-Metz; le 3e, à Plappeville; le 4e, à Tignaumont et au Sansonnet; le 6e, dans la plaine

de Woippy ; la garde au pied des pentes est du Saint-Quentin, formant pour ainsi dire réserve en arrière d'une ligne de bataille couverte par les forts, face à l'ouest. La division de cavalerie de réserve, la 3e, la seule qui reste à l'armée depuis la formation de la cavalerie du 6e corps, s'installe à l'île Chambière, et le quartier général, au Ban Saint-Martin. Ces dispositions semblaient prévoir, sur la rive gauche de la Moselle, une attaque qui n'était pourtant pas possible et que deux corps d'armée, avec l'appui des forts, auraient suffi à repousser. On aurait donc pu, dès le 19, installer le 2e et le 3e corps sur la rive droite. Cette mesure, d'ailleurs, avait par elle-même peu d'importance ; ce qui était grave et laissait dans tous les esprits une impression pénible, c'était le retour dans Metz et sur les positions occupées le 14 août. Peu de gens le comprenaient, en voyant la masse de soldats valides qui remplissaient les rangs et en songeant aux combats du 14 et du 16. Les plus éclairés ne purent chasser de leur esprit un triste pressentiment, et quelques-uns exprimèrent l'impression qu'ils ressentaient en comparant la situation de l'armée à celle du général Mack à Ulm, en 1805. Pourtant, après la bataille de Gravelotte, l'armée, et particulièrement les 4e et 6e corps, avaient besoin de se refaire. Quelques jours de repos leur étaient indispensables, et il n'y avait rien de mieux à cette heure que de se concentrer sous les murs de la place, pour y réunir les éléments nécessaires à de nouveaux combats.

De leur côté, nos ennemis ne perdaient pas de temps.

Après avoir, le même jour, constitué leur 4ᵉ armée et mis en marche la 3ᵉ, ils avaient décidé que les 1ʳᵉ et 2ᵉ, placées sous le commandement du prince Frédéric-Charles, investiraient les troupes du maréchal Bazaine et la place de Metz. En conséquence, les 1ᵉʳ, 7ᵉ, 8ᵉ, 2ᵉ, 3ᵉ, 9ᵉ, 10ᵉ corps, les 1ʳᵉ et 3ᵉ divisions de cavalerie, environ 228000 hommes, furent laissés sur la Moselle, où était arrivée, depuis le 18, la 3ᵉ division de réserve ou corps mixte du général von Kummer, composée de la 3ᵉ division de landwehr (général von Senden), d'une brigade d'infanterie tirée de la garnison de Mayence, de 4 régiments de cavalerie de landwehr et 6 batteries, soit 18 bataillons, 16 escadrons et 36 pièces, environ 22000 hommes, ce qui portait à 250000 l'armée d'investissement. Réduite en ce moment par les pertes des journées précédentes, elle ne dépassait peut-être pas l'effectif de 230000 hommes; mais elle devait incessamment recevoir des détachements de *troupes de remplacement* destinés à combler les vides et à rétablir les effectifs du début de la guerre. La 1ʳᵉ armée eut ordre d'enceindre Metz sur la rive droite; la 2ᵉ, sur la rive gauche. Les emplacements suivants leur furent désignés : sur la rive droite, la 3ᵉ division de réserve dut occuper Malroy; le 1ᵉʳ corps, Courcelles-sur-Nied et Sainte-Barbe; le 7ᵉ, Ars et les villages avoisinant la Seille; le 2ᵉ, Montigny-la-Grange et les hauteurs de la rive gauche; le 10ᵉ, Maizières-lès-Metz et la plaine de la rive gauche, au nord de Woippy. Puis, prévoyant sans doute le cas où Mac-Mahon chercherait à rejoindre Bazaine et, déployant un grand effort, vien-

drait à assaillir l'armée de la Meuse avant que celle du prince de Prusse ne pût lui porter secours, on laissa sur les plateaux de la rive gauche trois corps d'armée prêts à courir, suivant le cas, vers Metz ou vers la Meuse. Le 8e fut placé à Gravelotte, le 9e à Roncourt, le 3e à Briey. Le quartier général de la 2e armée s'installa à Malancourt, à portée des nouvelles qu'on pourrait recevoir du nord ou de l'ouest, et celui de la 1re armée à Ars. Dès le 21, jour où les derniers corps des 3e et 4e armées s'étaient éloignés, ces mouvements achevèrent de s'exécuter.

Ils furent connus au quartier général du maréchal Bazaine, et montrèrent que les préoccupations de l'ennemi n'étaient pas à Metz, mais à Châlons; que l'investissement n'était encore qu'apparent ; qu'il en serait ainsi tant que la question n'aurait pas été vidée entre les armées allemandes et Mac-Mahon, et que, pendant toute la durée de cette période, il serait aisé à l'armée de Metz de se dégager et de reprendre sa liberté d'action.

A la date du 19, sa situation avait complétement changé; le plan de campagne, ou plutôt de retraite sur Verdun et Châlons, avait définitivement échoué; il était urgent d'en établir un nouveau. Il s'en présentait deux à l'esprit : accepter le blocus ou sortir. Dans tous les cas, il était évident que l'ennemi ne pourrait manœuvrer dans l'intérieur de la France, sans laisser devant Metz une force considérable destinée sinon à l'investir, du moins à la masquer. La première disposition à prendre était donc de rassembler dans la place tous

les approvisionnements en blé, fourrages, viande sur pied, etc., que les environs contenaient en abondance. Cette mesure était d'autant plus indispensable que le gouvernement impérial avait complétement négligé ce soin; dès son arrivée, dans les derniers jours de juillet, l'armée avait trouvé les magasins aussi dégarnis de provisions que les remparts de canons. Jusqu'au 14, jour où les communications avec le sud s'étaient trouvées coupées, Metz, par une imprévoyance étrange, avait tiré son pain de Nancy, comme le constate une dépêche officielle du 13. Au terme des règlements, la ville ayant été mise en état de siége depuis le 11, le commandant militaire supérieur aurait dû prescrire la rentrée de toutes les ressources avoisinantes. Enfin, du 19 au 21, on pouvait croire que l'autorité aurait au moins activé l'exécution de ces mesures, dans les limites que permettait encore un investissement à peine commencé. Il n'en fut rien.

Il était admissible que le plan du maréchal Bazaine consisterait dans une sortie prochaine et une reprise des hostilités. Il écrivit en effet le 20 au maréchal Mac-Mahon, pour l'avertir qu'après avoir donné du repos à ses troupes, « il le rejoindrait *probablement* » *par les places du nord*, et le préviendrait de sa mar- » che, s'il *pouvait toutefois* l'entreprendre *sans com-* » *promettre* son armée (1). »

Cet avis, sans netteté, ne prouvait pas une volonté bien ferme, et, en tout cas, il était fâcheux qu'on songeât pour sortir à la direction du nord. L'opinion géné-

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, lieutenant-colonel Fay,

rale la désapprouvait, et l'état-major général en particulier n'aurait eu qu'une voix, si on l'avait consulté, pour en démontrer les défectuosités. Mais il n'était lui-même qu'un rouage de simple correspondance, et son chef n'avait ni l'initiative ni le talent nécessaires pour exercer une influence sur cette partie si importante des opérations qu'on appelle le plan de campagne.

Quant aux mesures de détail, elles se bornèrent à rendre le plus tôt possible aux troupes une partie de leur cohésion ébranlée dans la journée du 18, et à se réapprovisionner en munitions. Le service de l'artillerie sut déployer à cet égard une activité louable; quatre millions de cartouches furent découverts dans la gare du chemin de fer, où personne, par suite de notre incurie, n'en soupçonnait l'existence; et, à la date du 22, le commandant de l'artillerie put écrire au général en chef la lettre suivante, curieuse à bien des titres, si on la compare à l'inaction ultérieure de l'armée :

« *Je suis heureux* de porter à la connaissance de » Votre Excellence les faits suivants :

» 1° Toutes les batteries de combat sont complétement réapprovisionnées;

» 2° Tous les parcs, moins celui du 6e corps, qui n'a » jamais rejoint l'armée, sont complets;

» 3° Les batteries (divisionnaires ou de réserve) ont » réparé leurs pertes en hommes et en chevaux, et » sont *prêtes à marcher*.

» En ce qui concerne l'infanterie :

» 4° Elle doit posséder, *d'après les rapports fournis*, » les 90 cartouches de sac ;

» 5° Les réserves divisionnaires et les parcs de corps » d'armée portent 50 cartouches par homme ;

» 6° Un parc, formé à la suite de la réserve générale, » contient à l'heure qu'il est 1 300 000 cartouches.

» Après ce dernier et suprême effort, l'arsenal de » Metz est complétement épuisé. »

. . . .

En ce qui concerne la défense de Metz, la place possède, aujourd'hui 22 :

Bouches à feu..	Canons de 24 (place et siége)...	103
	Canons de 12 (place et siége)...	145
	Canons de calibres inférieurs...	103
	Mortiers...	189
	Total...	540
Approvisionnements.	Projectiles (approvisionnement plus que suffisant).	
	Poudre...	400 000kil.
Fusils...	Modèle 1866 (chassepots)...	20 000
	Modèle 1867 (transformés)...	3 256
	Modèle à percussion...	37 889
Cartouches...	Modèle 1866...	2 218 000
	Modèle 1867...	1 018 340
	Modèle fusils à percussion...	3 759 000.

D'un autre côté, les corps s'étaient refaits; des vivres leur avaient été distribués, et déjà on avait pu constater leur rareté (1).

La plupart des hommes des 4e et 6e corps disparus à la suite de la bataille de Gravelotte étaient rentrés.

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, pages 113 et 117.

C'étaient des fuyards débandés, dont le moral, un instant ébranlé, les avait rejetés jusque dans Metz, mais qui, ranimés par le sentiment du devoir, n'avaient pas tardé à rejoindre leur drapeau.

En résumé, à la date du 22, et cela sans grand effort de la part du commandement, l'armée était suffisamment réorganisée, et parfaitement en état, dès le 23 ou le 24, de prendre l'offensive. Ses effectifs, déduction faite des pertes du 18 et de la division laissée dans la place, s'élevaient encore à 138 000 hommes, qui se décomposaient comme il suit :

2e corps avec brig. Lapasset	16 000
3e corps	41 484
4e corps	29 687
6e corps	28 200
Garde	18 650
Réserve, cavalerie	2 204
Réserve, artillerie et génie	1 987
Total	138 212

Malgré le commandant supérieur de Metz, qui se plaignait du mauvais état des forts, redoutait l'éloignement de l'armée et réclamait 20 000 hommes de garnison, on pouvait lui laisser sa division d'infanterie qui se serait grossie plus tard des blessés rétablis. La garde mobile et la garde nationale qui s'organisaient d'elles-mêmes, sans impulsion sérieuse de la part de l'autorité, auraient fourni des défenseurs énergiques sur le patriotisme desquels on pouvait compter. De la sorte, l'armée était en mesure, dès le 23, de se porter sur une nouvelle ligne d'opéra-

tions avec une force de 138 000 hommes, aguerris et résolus.

Depuis le 19, la dernière ligne de communication par Thionville avait été interceptée ; tout portait à croire cependant que l'émissaire chargé de la dépêche adressée par le maréchal Bazaine, à la date du 20, au maréchal Mac-Mahon, avait pu passer. D'après son contenu, il fallait donc s'attendre à une tentative de sortie vers le nord. Le 22, le 3e corps fut porté sur la rive droite, qu'il couvrit dans toute son étendue sur la ligne des forts Saint-Julien, Queuleu, et du front bastionné, à peine commencé, de Saint-Privat. Le 25, après avoir donné pour la réduction des bagages des prescriptions qui furent mal exécutées, parce qu'elles étaient commandées sans rigueur, après avoir réuni la division de cavalerie de la garde à la 3e division de réserve, pour en former un corps d'armée de cavalerie, sous le commandement du général Desvaux, le général en chef communiqua à ses troupes un ordre de mouvement pour le lendemain. Les opérations actives allaient donc commencer, et, sans en connaître la portée, on était en droit de présumer que l'armée se dégagerait de l'investissement qui la cernait.

D'après cet ordre de mouvement transmis dans la nuit du 25 au 26, l'armée tout entière devait se porter au point du jour sur la rive droite, afin, est-il dit dans les rapports officiels, de rouvrir les communications entre Metz et Thionville. Des ponts de bateaux avaient été jetés, à cet effet, sur les deux bras de la Moselle, mais nul n'avait songé à ouvrir sur leurs

abords des routes permettant à chaque colonne de passer d'une rive sur l'autre, sans arrêter le mouvement des colonnes voisines. Néanmoins on crut à un effort sérieux ; on était surpris de s'engager sur la direction du nord, mais on se sentait en état de marcher ; on regrettait deux ou trois jours d'inaction qu'on considérait comme perdus, et l'on était décidé à agir vigoureusement. Le 26, de grand matin, quand le mouvement commença, la joie était dans tous les cœurs, la résolution sur tous les visages.

Conformément aux prescriptions du général en chef, le 3e corps, concentrant ses troupes, établit sa droite à Grigy, son centre en arrière de Noisseville, et sa gauche sur la hauteur entre Mey et Nouilly; sa cavalerie, sur la droite entre la 2e division qui occupait Grigy, et la 1re, près de la route de Sarrelouis.

Le 4e corps prend position du village de Mey, aux terrains situés entre Villers-l'Orme et la ferme de Grimont. Le 6e corps se déploie à la gauche du 4e, à cheval sur la route de Bouzonville.

Le 2e corps forme une seconde ligne en arrière du 3e, la droite à la ferme Bellecroix, la gauche sur la rive droite du ravin de Vantoux. La garde et le corps de réserve de cavalerie, entre le fort Saint-Julien et le bois de Grimont; le quartier général, au village de Saint-Julien.

Ces mouvements, qui s'accomplirent de jour, de telle façon que l'ennemi put les voir, avaient en outre l'inconvénient de définir parfaitement le point d'attaque entre les routes de Bouzonville et de Sarrebruck,

où était massé le gros de nos forces. On laissa quelques troupes à la garde des bivouacs, ce qui aurait pu faire supposer l'intention préconçue de les reprendre. Du reste, quelques incidents vinrent dès le matin corroborer cette opinion : le commandant en chef, en montant à cheval, prescrivit de laisser ses bagages dans son installation du Ban Saint-Martin, et l'ordre fut donné, à huit heures, aux troupes déjà arrivées en position, de s'y installer, d'y faire le café et d'envoyer des hommes en corvée pour toucher deux journées de vivres.

La marche s'effectua avec lenteur ; deux ponts sur trois se trouvèrent hors d'état de supporter les voitures ; les colonnes s'allongèrent, et il en résulta des retards d'autant plus grands, que le temps était devenu affreux et les chemins presque impraticables. Vers midi, cependant, le passage était à peu près terminé. Le commandant en chef, hésitant alors devant la difficulté de faire manœuvrer son artillerie sur des terrains défoncés, n'osant pas non plus prendre la responsabilité d'un retour au bivouac, assembla au château de Grimont un conseil de guerre, composé des chefs de corps d'armée, du commandant de la place de Metz et du commandant de l'artillerie. Dans cette réunion, qui ne dura guère plus d'une heure, on émit à l'unanimité l'avis qu'il fallait renoncer à l'entreprise projetée. Mais, chose étrange, et qui s'éclaircira peut-être un jour, le conseil, loin de se renfermer dans les circonstances spéciales qui avaient amené sa convocation, sembla vouloir engager l'avenir, en décidant que :

» *l'armée devait rester sous Metz,* parce que sa présence
» maintenait devant elle 200 000 ennemis, qu'elle
» donnait à la France le temps d'organiser la résis-
» tance, aux armées en formation celui de se consti-
» tuer, et qu'en cas de retraite de l'ennemi, elle le
» harcèlerait, si elle ne pouvait lui infliger une défaite
» décisive. Quant à la ville de Metz, elle avait besoin
» de la présence de l'armée pour terminer les forts,
» leur armement, les défenses extérieures du corps de
» place, et *il fut reconnu* qu'elle ne pourrait tenir plus
» de quinze jours, sans la protection de l'armée (1). »

Comment faire concorder ces résolutions avec la dépêche envoyée le 20 au maréchal Mac-Mahon, et le rapport du commandant de l'artillerie quatre jours avant? Comment ne pas y voir le découragement qui avait déjà envahi les chefs de cette armée, et cette pensée secrète, que c'était au reste de la France à battre désormais les Allemands et à les refouler vers la frontière ; que, dans ce cas seulement, l'armée pourrait agir offensivement? L'opinion qui venait d'être émise contenait en germe tout le triste avenir réservé aux troupes de Metz, et pourtant cette armée n'était qu'au 26 août ; elle disposait encore de plus de combattants qu'elle n'en avait eu à Rezonville et à Gravelotte ; la diminution prochaine des vivres, la pénurie des approvisionnements, la répartition assez faible des ennemis sur la rive droite, leurs préoccupations et leurs ras-

(1) *Rapport sommaire sur les opérations de l'armée du Rhin,* par le maréchal Bazaine.

semblements dans la direction de l'ouest, tout indiquait que le moment d'agir était venu, et qu'en le laissant passer, on pourrait bientôt ne plus le retrouver. Était-ce ainsi qu'une masse de 138 000 soldats aguerris devait combattre l'invasion?

Le résultat de ce conseil de guerre ne se fit pas attendre; l'ordre fut sur-le-champ communiqué aux troupes d'avoir à reprendre leurs anciennes positions, sauf le 2e corps, qui devait occuper la rive droite, de la Seille à la Moselle, le long de la levée du chemin de fer. Le retour s'effectua plus lentement encore que le mouvement du matin. Les troupes étaient mécontentes; officiers et soldats se sentaient attristés. Quel sentiment auraient-ils éprouvé s'ils avaient connu les décisions du conseil? Heureusement, il n'en fut rien; on se garda bien de publier ce document, que des indiscrétions ne tardèrent pas cependant à faire soupçonner. Le matin du 27, chacun avait regagné son bivouac de la veille, et l'armée, après une démonstration inutile, nuisible peut-être, se retrouva sur les points qu'elle occupait depuis près de huit jours.

L'apathie et le découragement commencèrent, à partir de ce moment, à se manifester dans les hautes sphères. Le conseil du 26, en prenant la singulière décision rapportée plus haut, ne s'était pas dissimulé l'influence qu'un pareil plan de conduite ne manquerait pas d'avoir sur le moral des troupes; aussi avait-il été convenu qu'il fallait *le soutenir* et exécuter, pour cela, autour de la place de petites expéditions destinées, en outre, à inquiéter l'ennemi et à recueillir

les dernières ressources des environs. A défaut de la grande guerre, on revenait aux habitudes des razzias africaines! Il était évident que de tels moyens ne donneraient pas la victoire sur l'ennemi qui nous entourait; mais la chose importait peu; il était admis tacitement parmi les hommes les plus autorisés, portant les noms les plus célèbres de l'armée, que la lutte était une prétention inutile, qu'on en avait assez fait pour la France, et que c'était à elle à se tirer d'affaire. Quand on songe que ceux qui raisonnaient ainsi étaient en campagne depuis un mois à peine, qu'ils commandaient à 140 000 soldats, pourvus de vivres et de munitions, ne demandant qu'à combattre, réclamant, il est vrai, de temps à autre la vue de ces chefs chargés de les conduire au feu, quelques paroles entraînantes, ce contact de l'autorité, ces exemples de dévouement et d'ardeur qui sont pour le soldat français de si fiers stimulants; quand on songe que le sol de la patrie était foulé aux pieds par un ennemi sans pitié, que le devoir de l'homme de guerre, en pareil cas, est si simple, qu'il se résume en un seul mot : *combattre*, on se demande, le cœur navré, le front honteux, quelle aberration aveuglait tous ces hommes, et étouffait dans leur cœur la grande voix de la conscience?

Le fait pourtant peut s'expliquer. Il est dans la nature de l'homme, et du Français en particulier, de s'affaisser sous le coup des grands malheurs et devant le sentiment de l'impuissance. Nos généraux, qui refusaient, avant la guerre, d'ajouter foi à la force de l'organisation prussienne, étaient d'autant plus découragés

aujourd'hui, que leurs vanités avaient été plus hautaines. Tous avaient maintenant compris que, pour avoir des chances de victoire, il fallait le temps de réorganiser complétement notre état militaire. Sous leurs ordres, se trouvaient des subalternes qui, après avoir étudié sur place les ressources de l'Allemagne, leur avaient inutilement demandé, depuis quatre ans, de s'intéresser à ces réformes radicales, nécessaires. Ceux-ci, qui avaient travaillé par devoir, certains d'avance de ne recueillir que des refus et quelquefois des blâmes, auraient encore pu les aider de leurs conseils, dans ces circonstances critiques. Mais l'orgueil humain ne s'abaisse pas ainsi ; il préfère se tromper encore et commettre, sans trop s'en rendre compte, des actes que l'avenir changera en fautes irréparables, plutôt que de courber la tête et de demander un avis là où il n'a que des ordres impératifs à donner. Et puis, quand les grands de la terre voient s'effondrer tout à coup un régime qui, pendant vingt ans, a flatté leur ambition et créé de nouvelles dignités pour trouver des soutiens, l'horizon disparaît à leurs yeux ; le devoir, la patrie, les sentiments élevés qui ennoblissent l'homme et élèvent sa valeur morale, disparaissent dans un nuage confus, où les débris de l'intérêt personnel attirent seuls les regards de l'égoïsme déçu. En 1870 comme en 1814, les dignitaires de l'Empire, voyant s'écrouler leurs espérances, songeaient moins à la France envahie qu'au moyen de retrouver leurs honneurs, et souvent ne s'en doutaient pas eux-mêmes. Mais leurs propos, leurs conversations,

qu'on se répétait, leurs illusions qu'ils exprimaient tout haut, et que l'inférieur écoutait en silence, le désespoir dans l'âme, ne laissaient aucun doute sur leurs pensées intimes. La guerre devait être de courte durée, témoin 1866; un coup décisif allait sans doute être frappé dans les plaines de Châlons ou sous les murs de Paris; l'Empereur livrerait une grande bataille au roi de Prusse; après quoi l'on traiterait, et les chefs de l'armée de Metz qui s'était vaillamment battue sans se laisser entamer, auraient encore tout l'honneur de la campagne, puisque partout ailleurs on avait été vaincu. De plus, ils ramèneraient à la France une solide armée, qu'ils auraient su conserver intacte, malgré l'immense supériorité de l'ennemi.

Telles étaient les idées qui avaient cours dans les hautes régions des troupes de Metz. Des indiscrétions les propageaient dans les rangs inférieurs de la hiérarchie où elles étaient écoutées avec stupeur, mais sans mot dire, car le subalterne, même en pareil cas, n'avait qu'un droit, celui de se taire.

Il fallait donc, à la fin du mois d'août, selon l'expression des commandants en chef composant le conseil de guerre du 26, *soutenir le moral des troupes* en face de l'inaction forcée où on les retenait. Des ordres furent donnés par le général en chef pour tenter quelques coups de main. Prescrits sans énergie, ils furent exécutés de même et parfois négligés. On écrivit au général Frossard, chef du 2e corps, de s'entendre avec le maréchal Lebeuf, commandant le 3e, et d'enlever un dépôt d'approvisionnements que l'ennemi

formait à Peltre. « Il ne vous échappera pas du reste, » ajoutait-on, *qu'il ne s'agit dans ma pensée* que d'un » coup de main auquel il *n'y a pas lieu de donner de* » *trop grandes dimensions*. — Dans le même ordre » d'idées, *je désire* que votre cavalerie inquiète et dé- » poste, *au besoin*, des escadrons de cavalerie prus- » sienne *qu'on m'assure* être établis à la ferme de » Saint-Thiébault. . . . .
» *N'y aurait-il pas lieu* de faire occuper le village de » Magny par vos avant-postes? etc., etc. »

Les ménagements ne manquaient pas, et certes le commandant du 2e corps n'avait pas à se plaindre du ton impératif du général en chef. Aussi, l'expédition ne fut pas exécutée.

Des avis du même genre, mais moins importants, furent transmis à divers corps ; ils conseillaient l'enlèvement de *trois meules* de foin, de provisions de fourrages dans des villages des environs ; on eut beaucoup de peine à se faire obéir.

Tels étaient les détails auxquels le commandement se croyait obligé de descendre pour secouer l'apathie qui envahissait les chefs de corps, et tels étaient aussi les moyens qu'il croyait devoir mettre en œuvre pour rendre à ses troupes la confiance qui commençait à les quitter. Afin de faciliter ces petites entreprises et pour se renfermer dans l'esprit des décisions du 26, on décida la formation de troupes d'éclaireurs ou de partisans.

II. — Bataille de Noisseville (31 août et 1er septembre). — Considérations. — Inaction de l'armée. — Envoi du colonel Boyer au quartier général allemand, le 16 septembre.

Tandis que l'armée employait ainsi les loisirs qu'on lui laissait, les Prussiens modifiaient leurs premières mesures d'investissement. Le 2e corps (von Fransecky) quittait Montigny-la-Grange, pour se porter, avec le 3e (von Alvensleben II), sur les directions de Dun et de Stenay ; le 7e (von Zastrow) passait sur la rive gauche, à l'exception d'une brigade, et étendait son investissement d'Ars à Gravelotte ; le 8e (von Gœben) prolongeait sa ligne, de Gravelotte aux coteaux de Saulny, pour donner la main au 10e corps (von Voigts-Rhetz) établi dans la plaine de Maizières. Ces mouvements, nécessités, comme on l'a vu, par l'éventualité d'un secours à donner à l'armée de la Meuse, furent exécutés le 27, et contremandés deux jours après. De sorte que, le 30, l'armée d'investissement était de nouveau reformée, mais, en prévision de la lutte qui s'apprêtait vers le nord, trois corps d'armée et le quartier général furent maintenus sur la rive gauche, au nord-ouest de Metz. Ces dispositions, en affaiblissant le cercle de l'assiégeant, laissaient à l'assiégé de grandes facilités pour se dégager, et font supposer que le quartier général allemand était informé de la situation morale de nos chefs. Elles n'en étaient pas moins une faute, dont ceux-ci auraient pu d'autant mieux profiter, qu'elles furent communiquées avec précision, dans la

journée du 30, au maréchal Bazaine, par un agent de confiance arrivé de Verdun. Il annonçait, en outre, que le maréchal de Mac-Mahon était passé, à la même époque, à l'ouest de cette ville, marchant avec son armée vers Stenay. Ces nouvelles avaient leur importance; elles montraient au général en chef que sa dépêche du 20, indiquant l'intention de *suivre la ligne des places du Nord*, pour opérer sa jonction avec son collègue, avait déterminé ce dernier à s'avancer sur cette direction. Un billet daté du 22, et parvenu à Metz le 30, par l'intermédiaire du commandant supérieur de Sedan, confirmait ces renseignements. Il devenait nécessaire de justifier l'indication donnée au maréchal Mac-Mahon, et cependant un mouvement vers les places du Nord allait se trouver en complet désaccord avec l'avis émis par le conseil de guerre du 26. La situation dut être embarrassante pour le maréchal Bazaine. Il sut toutefois fixer son plan de conduite, et prévint ses commandants de corps qu'ils eussent à se tenir prêts à exécuter un mouvement vers midi. Cet ordre, transmis sans mystère, fut connu en un instant de la ville et des faubourgs. Il est probable que les Prussiens, qui ont eu, pendant tout le siége, des intelligences continuelles dans la place, en furent instruits. Dans la matinée, on contremanda le mouvement; puis, dans la soirée, les prescriptions de la fausse sortie du 26 furent renouvelées, et l'opération ordonnée définitivement pour le 31 au matin.

Quoique la direction choisie ne ralliât que peu de partisans, on comprenait la possibilité de rassembler

en quelques heures, et pendant la nuit, les deux corps installés sur la rive droite. Le 6e, posté sur les bords de la rivière, pouvait au même instant franchir les ponts et arriver en ligne sur les hauteurs de Saint-Julien, en même temps que les deux premiers. A eux trois ils formaient une masse de 90 000 hommes, qui, dans l'espace de deux à trois heures, se serait concentrée sur le point de la ligne d'investissement qu'on voudrait forcer. Avec de la prudence et de la promptitude, l'ennemi pouvait être attaqué au petit jour, avant de soupçonner l'importance de cette manœuvre. Il avait sur la rive droite 60 000 hommes au plus, répartis sur une demi-circonférence de 30 kilomètres; cette ligne était donc faible partout, même avec les travaux de campagne commencés les jours précédents, et le succès n'était pas seulement possible, mais encore probable. En utilisant les ponts de la place, le 4e corps était en mesure d'atteindre la rive droite peu de temps après le 6e, et la garde, ainsi que la réserve de cavalerie, auraient suivi sans retard. Les dispositions adoptées eurent au contraire pour effet de ralentir le mouvement au lieu de le hâter, de permettre à l'ennemi de l'examiner à son aise, et de lui donner tout le temps nécessaire pour organiser la résistance. Au lieu d'utiliser en première ligne les deux corps de la rive droite, on plaça le 2e en seconde ligne, derrière le 3e, comme le 26; au lieu de concentrer le 3e tout entier, on lui fit laisser à Queuleu sa 3e division (Castagny), destinée, d'après l'ordre, à renforcer dans Metz la 3e division du 2e corps. Cette mesure avait sans doute pour but

de confier au général Coffinières, commandant de la place, les 20000 hommes qu'il réclamait. Mais, en pareil cas, avec la nécessité évidente de porter en ligne sur-le-champ le plus de troupes possible, c'était au dernier corps passant de la rive gauche sur la rive droite, à fournir à la place la garnison nécessaire, c'est-à-dire une division d'infanterie. De la sorte, en moins d'une heure, 7 divisions auraient été prêtes à entrer en ligne. Au lieu de faire franchir d'abord la Moselle au 6e corps, qui en était le plus rapproché, on ordonna au 4e, qui en était le plus éloigné, de passer le premier. Au lieu de se servir des ponts fixes et des artères de la ville pour la marche d'une ou deux colonnes, on décida que les trois corps établis sur la rive gauche convergeraient vers l'espace de 200 mètres occupé par les ponts de bateaux; ces ponts, formant ainsi un étroit défilé, débouchaient sur la route de Metz à Saint-Julien, entre la ville et le pont du ravin de Vantoux, en sorte que le défilé, qui avait trois voies sur la Moselle, n'en avait plus qu'une à sa sortie, et se rétrécissait au lieu de s'élargir. Cet inconvénient aurait pu être évité, en faisant ouvrir par le génie, dans les dix jours écoulés, une ou deux routes, de la sortie des ponts aux hauteurs de la rive droite; mais on n'y avait pas songé. Le 26, pour en compenser les fâcheux effets, on avait prescrit au 4e corps de prendre sur sa droite, après avoir franchi la rivière, un chemin qui longeait la gorge du fort Bellecroix et rejoignait la route de Sarrebrück. Le 31, au contraire, ce corps d'armée eut ordre de tourner à gauche et de

suivre, comme le 6e, la garde et les réserves générales, l'unique route qui monte à Saint-Julien, sauf à s'engager sur un chemin impraticable aux voitures, au delà du ravin de Vantoux. L'allongement et le retard qui devaient en résulter furent signalés la veille au quartier général par des officiers d'état-major chargés de reconnaître l'état des ponts et des chemins. Leurs avis ne furent pas écoutés. Enfin, au lieu de prescrire le mouvement pendant la nuit, on l'ordonna pour la matinée du 31, en plein jour. Il s'exécuta en effet avec une lenteur qu'il était aisé de prévoir et qui dépassait celle du 26. Le 4e corps, en raison de son éloignement, ne put commencer son passage des ponts avant six heures et demie du matin ; il laissa couper ses colonnes par le 6e, qui, rassemblé depuis le réveil sur les bords de la rivière, était impatient de se mouvoir, et dont le chef, refusant d'écouter les prescriptions du maréchal Bazaine, transmises par des officiers d'état-major, n'en fit qu'à sa tête. Le 6e corps, coupé à son tour, ne put terminer son défilé qu'à onze heures et demie du matin, la garde à une heure ; puis toutes ces troupes arrivant dans l'île Chambière, et trouvant le débouché des ponts encombré, furent obligées de s'y masser et d'attendre pendant de longues heures leur tour de se remettre en marche.

Vers deux heures, le commandant du 3e corps, en position depuis le matin, s'apercevant que sa réserve d'artillerie était restée entre le ravin de Vantoux, la route de Saint-Julien et la Moselle, la fit demander. Pour obéir, elle coupa pendant une demi-heure les

colonnes accumulées sur la route, et occasionna de nouveaux retards.

C'est à travers tous ces encombrements que les troupes de la rive gauche arrivèrent peu à peu sur les positions assignées, et s'y déployèrent. A une heure de l'après-midi, le général en chef, qui s'était porté en avant du fort Saint-Julien, avait dans la main en première ligne trois divisions du 3ᵉ corps et deux du 4ᵉ; il aurait pu en avoir neuf, en y joignant les divisions Castagny, Laveaucoupet et le 2ᵉ corps; mais les forces dont il disposait étaient plus que suffisantes pour engager la lutte, et les soldats, immobiles depuis le matin, étaient impatients d'agir. On vit alors le maréchal s'avancer au pas sur la route de Sainte-Barbe, examiner le magnifique champ de bataille qui se déroulait devant lui, et les emplacements de l'ennemi, qui était aussi en position, attendant le choc. Il rétrograda ensuite, revint encore sur ses pas et finit par prescrire d'élever sur la gauche de la route un épaulement destiné à canonner les batteries de Servigny, au moyen de pièces de 12 de réserve et de 24 court de place. Il fallut aller chercher ces canons au fort Saint-Julien. La construction et l'armement de cette batterie prit environ deux heures, et ce ne fut enfin qu'à quatre heures de l'après-midi (1) que le maréchal se décida à commencer l'action par un combat d'artillerie.

(1) Cette indication de quatre heures de l'après-midi a été contredite par les Allemands, qui tiennent à donner à cette journée et à celle du 1ᵉʳ septembre l'importance d'une bataille. C'est encore un moyen de rehausser leur gloire. Tous les témoins oculaires affir-

L'ennemi avait distingué nos mouvements dès sept heures du matin; il en avait été du reste averti à l'avance par ses espions. Le général von Manteuffel, commandant le 1er corps et éventuellement la division Kummer, en rendit compte au général Steinmetz et au prince Frédéric-Charles par le télégraphe qui reliait déjà les quartiers généraux. De sept heures du matin à quatre heures du soir, les Allemands eurent donc tout le temps de s'organiser pour l'attaque dont les préparatifs s'effectuaient sous leurs yeux. Le matin du 31, les troupes allemandes de la rive droite étaient réparties comme il suit (1) :

1° La division Kummer occupait, avec sa brigade d'infanterie, la ligne Malroy-Charly, sa division de landwehr en réserve, un détachement à Rupigny, le quartier général à Olgy.

2° La 1re division (von Bentheim) du 1er corps avait sa 1re brigade entre Failly et Servigny, 1 bataillon à Noisseville, 2 compagnies de chasseurs à Vrémy, sa 2e brigade en réserve, son artillerie à Sainte-Barbe, son quartier général à Vrémy.

3° La 2e division (von Pritzelwitz) tenait, avec sa 4e brigade, Ars-Laquenexy; ses avant-postes sur la ligne Mercy-le-Haut, Aubigny, Colombey; sa 3e brigade à Courcelles-sur-Nied, avec le quartier général.

4° Les régiments de cavalerie divisionnaire du

ment nettement que le combat commença de notre côté à quatre heures.

(1) Voyez planche XI pour les combats autour de Metz.

1e corps, 1er et 10e dragons, éclairaient l'espace libre entre Noisseville et Colombey.

5° La 3e division de cavalerie (von Grœben), soutenue par la 28e brigade du 7e corps, couvrait tout le terrain entre Laquenexy et Ars, 12 à 15 kilomètres (1).

Tous ces détails montrent que les Prussiens avaient eu connaissance de l'idée communiquée par le maréchal Bazaine à Mac-Mahon de le rejoindre par la direction du Nord, ou bien qu'ils avaient conclu d'eux-mêmes à une tentative de jonction entre les deux généraux en chef. Pourtant elle ne s'appuyait sur aucune raison stratégique. D'autre part, on voit que rien n'était plus facile à l'armée de Metz que de se dégager, entre Courcelles-sur-Nied et la Moselle, puisque cet espace était gardé par 8 à 10 000 hommes au plus. Les positions de l'ennemi étaient connues; il suffisait de deux ou trois agents pour donner les renseignements de détail qui pouvaient manquer encore; ces agents existaient et ont servi avec intelligence jusqu'à la fin du siége. Si le maréchal Bazaine voulait sortir, il était donc naturel qu'il cherchât à le faire par le point le plus faible.

Que serait-il advenu si, au lendemain de la bataille de Gravelotte, appréciant sainement la situation et les forces des Prussiens, usant de son commandement en chef sur tous les corps de l'armée du Rhin, il eût prescrit à Mac-Mahon de ne pas venir à son aide, de se

(1) *Rapport officiel du général von Manteuffel.*

concentrer sous Paris, ou de se dérober pour aller se reconstituer à Langres ou à Belfort, ou bien encore de ne faire vers la Meuse qu'une démonstration, afin d'attirer les armées allemandes de ce côté et de regagner ensuite Paris par la vallée de l'Oise ? Puis, reformant son armée, la passant en revue, changeant la répartition de sa cavalerie, décentralisant le commandement, qui en avait besoin, diminuant le nombre des officiers employés, augmentant les effectifs des diverses unités, prenant avec lui un équipage de ponts et huit jours de vivres, faisant le 24 ou le 25 sa manifestation de sortie vers le Nord, secouant son armée sous l'impulsion d'une activité et d'une énergie inconnues jusque-là, préparant en silence et pendant une nuit choisie sa concentration sur la rive droite, attaquant vers le 29 avec un déploiement simulé de grandes forces, la position Servigny-Sainte-Barbe, s'engageant enfin résolûment, deux ou trois heures après, avec 90000 ou 100000 hommes sur les routes de Nomény et des Vosges, il eût franchi l'investissement presque sans pertes, et serait sorti sans difficultés d'une position que la rareté des vivres allait bientôt rendre critique. Ce plan n'était pas le seul pratique ; mais le maréchal préféra préparer son attaque au grand jour, au risque de laisser à l'ennemi tout le temps nécessaire pour la repousser.

A sept heures et demie du matin, le 31, le général von Manteuffel, après avoir rendu compte de nos mouvements aux chefs des 1re et 2e armées, prescrivit à sa 2e division d'envoyer à Puche, et de là à Flanville sa

3ᵉ brigade d'infanterie avec 2 batteries; il fit déployer la 3ᵉ division de cavalerie aux environs de Retonfey, et appela à Sainte-Barbe un régiment de cavalerie et une batterie de la division Kummer. Le prince Frédéric-Charles l'avisa au même instant que le 9ᵉ corps (von Manstein) lui envoyait sa 25ᵉ division (prince Louis de Hesse), et le général Steinmetz, sa 28ᵉ brigade. Il était à peine neuf heures; après avoir ainsi pris ses dispositions, certain d'avoir dans la main au moins 75000 hommes, et voyant l'attitude d'expectative de l'armée française, le général von Manteuffel donna l'ordre à ses troupes de faire comme les nôtres, de prendre leur repas du matin. Vers deux heures de l'après-midi, apprenant l'arrivée de la 25ᵉ division, il fit encore diriger sur Sainte-Barbe la 3ᵉ division de landwher (von Senden).

A quatre heures, le maréchal Bazaine fit ouvrir le feu sur les positions de Servigny, par les batteries qu'on venait de construire en avant de la ferme de Grimont et sur la route de Bouzonville. Les Prussiens, qui avaient vu ces apprêts, avaient pu étudier la distance et pointer les pièces de sept batteries qu'ils avaient rassemblées autour de Servigny et de Poixe. Ils répondirent par un feu tellement précis, qu'en peu d'instants nos canons, les uns démontés, les autres ramenés en arrière, furent réduits au silence. La canonnade continua cependant sur tout notre front; l'ennemi ripostait avec vigueur, et pendant tout le reste de la journée le tir de l'artillerie fut des deux côtés d'une violence extrême.

D'après les instructions du maréchal, notre attaque devait d'abord se dessiner par la droite, et les coups de canon de la ferme de Grimont en donnaient le signal. C'était donc au 3ᵉ corps à agir le premier, et quand il aurait gagné assez de terrain, les 4ᵉ et 6ᵉ appuieraient le mouvement en avant de leur front.

Vers cinq heures, en effet, tandis qu'une démonstration sans importance était faite sur Colombey, une brigade de la 1ʳᵉ division du 3ᵉ corps (Lebœuf), soutenue en arrière par la 2ᵉ division (Fauvart-Bastoul) du 2ᵉ corps, enlevait Montoy et Flanville à la 3ᵉ brigade d'infanterie prussienne. A six heures et demie la seconde brigade de cette division s'emparait de Noisseville, vigoureusement défendu par un régiment qui fut forcé de se replier sur Servigny. Au même instant la 3ᵉ division du 3ᵉ corps pénétrait dans Nouilly. La nuit arrivait, et les 4ᵉ et 6ᵉ corps n'avaient pas encore agi. Le moment semblait venu d'engager la lutte au centre et à gauche; les troupes, depuis plus de deux heures, déployées et immobiles, sous le feu de l'artillerie ennemie, se mirent tout d'un coup en mouvement. Sur un ordre donné, dit-on, à la droite, par le général Changarnier, qui depuis le commencement de la guerre, malgré son grand âge, suivait la campagne en volontaire dans une situation fausse, il est vrai, mais excitant les soldats par son noble exemple, la charge fut spontanément battue sur toute la ligne. A ces accents entraînants, un frémissement guerrier courut dans tous les rangs, et pendant quelques secondes on marcha en bataille sur les positions ennemies,

avec cet entrain irrésistible qui met au fond du cœur du soldat le pressentiment de la victoire et cette conviction intime que la mort seule pourra l'arrêter. Cet instant fut de courte durée. Le maréchal Bazaine qui suivait le mouvement, fit cesser la charge et ordonna seulement quelques sonneries de la marche des régiments. Le silence se fit, les lignes continuèrent à avancer, mais l'émotion du premier moment était tombée, comme le jour qui venait de s'éteindre et qu'une nuit brumeuse commençait à remplacer (1).

Malgré cet incident, les 4e et 6e corps se portèrent vivement en avant ; le 4e occupa sans difficulté Villers-l'Orme et s'empara des tranchées faites par l'ennemi aux abords de Poixe. Sa 1re division (de Cissey) et la 4e division du 3e corps s'élancèrent ensuite sur Servigny, point central de la défense des Prussiens. Le 20e bataillon de chasseurs et les compagnies d'avant-garde du 3e corps pénétrèrent dans le village à la baïonnette et s'en emparèrent presque en entier. A leur gauche, les partisans du 6e corps avaient pris possession de Vany et de Chieulles, soutenus en arrière par deux divisions en première ligne, par une troisième en réserve. L'une d'elles se dirigea ensuite sur Failly occupé alors par des troupes de la 25e division (hessoise) du 9e corps ; mais la nuit arrêta son effort. L'obscurité était complète, l'artillerie avait partout cessé

(1) Ce fut la seule fois que nous entendîmes battre résolûment la charge pendant toute la durée de la campagne de Metz ; et nous restons convaincu, que si l'élan du soldat avait été entretenu et utilisé, même à cette heure avancée, le succès était probable.

son feu, et le général en chef, sans s'inquiéter de la fusillade très-nourrie qui crépitait encore dans Servigny, après avoir prescrit aux troupes de bivouaquer où elles se trouvaient, était revenu tranquillement au village de Saint-Julien pour y passer la nuit.

Au moment où il fallut s'arrêter sur place, l'ardeur était extrême; on croyait généralement à une marche de nuit et l'on était tout disposé à la presser vivement. L'ennemi avait été refoulé de ses positions avancées; on sentait qu'un nouvel effort sur Sainte-Barbe et sur la route de Sarrebrück allait dégager l'armée; aussi l'ordre d'établir le bivouac causa-t-il une surprise pénible. On s'y conforma; mais la confusion résultant du combat détermina les commandants des 4ᵉ et 6ᵉ corps à reporter leurs premières lignes en arrière. Servigny resta occupé par des avant-postes; ceux-ci négligèrent d'organiser la défense du village et de se prémunir contre un retour offensif qui ne se fit pas attendre. Un régiment prussien, promptement rallié, revint vers dix heures du soir, et entrant résolûment dans le village, musique en tête, le reprit sans coup férir. Sur ce point nos postes avancés et ceux de l'ennemi passèrent la nuit tellement rapprochés, que leurs conversations s'entendaient distinctement.

Ainsi se termina la journée du 31. Les Français avaient pris aux Prussiens Montoy, Flanville, Noisseville, qui menaçait d'une façon plus directe leurs lignes d'investissement, les tranchées en avant de Poixe, Vany et Chieulles, mais nos adversaires conservaient leurs positions principales, Charly, Failly, Sainte-Barbe,

Servigny et Retonfey. En résumé, l'action offensive de notre infanterie, qui aurait pu être entamée au point du jour, si on l'avait voulu, n'avait commencé qu'entre cinq et six heures du soir. Pendant la nuit, la 2e division du 3e corps resta sur ses positions du matin entre Queuleu et Colombey; la 3e division du 2e, sur la route de Sarrebrück, en arrière de Flanville; la 1re division du 3e, à Montoy et Noisseville; la 3e et la 4e, près de Servigny; le 4e corps, devant Servigny et Poixe; le 6e, sa droite en arrière de Failly, sa gauche à la Moselle; la garde, en réserve entre la ferme de Grimont et le 4e corps.

Malgré la lenteur de l'attaque, la manière dont elle avait été conduite, et la faible importance des résultats acquis par nos troupes, le général Manteuffel n'était pas rassuré sur la journée du lendemain. Il supposait que l'offensive serait reprise de notre côté avec une nouvelle énergie, et tout en manifestant au prince Frédéric-Charles l'espoir de se maintenir, il demanda du renfort. Le commandant en chef de la 2e armée s'était tenu une partie de la journée sur le Horimont, suivant du regard les mouvements effectués entre Saint-Julien et Sainte-Barbe, et ne voulant pas quitter la rive gauche afin d'être prêt à parer aux éventualités qui pourraient se produire dans la direction de Sedan. Au reçu de l'avis du général Manteuffel, il prescrivit au général von Manstein, du 9e corps, de partir de Malancourt avec la division qui lui restait, la 18e (von Wrangel), et de se porter, au moyen d'une marche de nuit, par Marange et Hauconcourt, au secours du

1[er] corps. Ce mouvement, accompli dans un terrain difficile, ne fut terminé qu'au jour, et permit de diriger la 25[e] division hessoise tout entière sur Sainte-Barbe, pendant que la 18[e] venait appuyer la gauche de la division Kummer.

Dès le matin du 1[er] septembre, les troupes françaises furent sur pied; leur ardeur était à peu près passée; cependant elles étaient encore résolues à tenter un violent effort s'il était ordonné. Mais le général en chef, en se portant sur le champ de bataille, se contenta d'envoyer aux chefs de corps l'avis suivant qui fut écrit au crayon sous ses yeux, et qu'il recommanda *de détruire* aux officiers supérieurs chargés de le porter. « Le village de Sainte-Barbe reste toujours l'objectif » de nos efforts; mais si l'ennemi a reçu des renforts » pendant la nuit, on se bornera à se maintenir sur les » points occupés hier, afin de venir reprendre sous le » canon de la place nos anciennes positions (1). » Pourquoi cet ordre fut-il transmis avec une discrétion extrême, et pourquoi cette recommandation d'en supprimer les traces? Tout le monde soupçonnait l'ennemi d'avoir reçu des renforts; il était évident, dès lors, que les chefs de corps et les généraux de division, s'en tenant seulement à la deuxième partie de l'avis reçu, se borneraient à une action défensive plus ou moins vigoureuse, et qu'à la moindre pression de l'ennemi, ils se mettraient en retraite, sans même attendre un

(1) Cet ordre, connu de peu de personnes, est authentique, et les Allemands feront bien de le méditer, en relisant leurs bulletins de victoire.

nouvel ordre qu'ils devaient juger inutile. Les choses se passèrent ainsi en effet.

Malgré un brouillard intense qui empêchait les deux armées de se voir, la canonnade commença avec le jour, sans que les troupes se décidassent à avancer de part et d'autre. Dès que la brume fut dissipée, l'ennemi, qui avait concentré à Sainte-Barbe, outre ses forces de la veille, la 25e division du 9e corps, la 25e brigade de cavalerie et l'artillerie du 9e corps, dirigea une vigoureuse attaque sur Noisseville, qu'occupaient trois de nos régiments. Deux fois ses efforts furent repoussés. Il se borna alors à une action d'artillerie principalement dirigée des hauteurs de Servigny et de Sainte-Barbe contre ce village, en même temps que sur la ligne Maizery-Retonfey de nouvelles batteries croisaient leurs feux sur les abords de Flanville et de la route de Sarrebrück. Les deux points, objets des efforts des Prussiens, menaçaient l'un le flanc gauche de leur ligne, l'autre leurs communications. Noisseville fut bientôt accablé par plus de 50 pièces, qui ne tardèrent pas y allumer plusieurs incendies.

Au centre, le 4e corps était resté sur ses positions devant Poixe et Servigny, ripostant à l'artillerie ennemie, et ne pensant pas devoir exécuter un mouvement en avant, tant que le 3e corps ne ferait pas de progrès. A notre gauche, la 1re division du 6e corps suivait aussi les dispositions du 4e, attendant pour agir sur Failly qu'il eût dessiné son offensive. L'ensemble de cette attitude s'explique sans peine par l'ordre qu'avait expédié le général en chef au point du jour.

Sur ces entrefaites, la division Fauvart-Bastoul, du 2e corps, ne croyant plus devoir tenir sous le feu d'artillerie dirigé contre-elle, se replia, découvrant ainsi la droite du 3e corps. Le maréchal Lebœuf, après l'avoir reportée en avant, la voyant exposée à un tir meurtrier, lui donna l'ordre de la retraite. Sa 1re division dut, par suite, évacuer Noisseville qui n'était plus tenable et où la brigade Clinchant était restée sans se laisser ébranler. Les Prussiens réoccupèrent sur-le-champ ce village, et leur commandant en chef recevait en même temps du prince Frédéric-Charles l'avis que le 10e corps (von Voigts-Rhetz) allait franchir la Moselle pour venir à son aide. Ce secours devait être inutile. Le 3e corps (Lebœuf), ayant découvert sa droite, replia ses lignes; ce mouvement de recul entraîna celui des 4e et 6e. Le maréchal Bazaine, qui, pendant l'action, s'était tenu immobile sur un épaulement élevé près de la route de Sainte-Barbe, en avant de la ferme de Grimont, prescrivit alors de battre en retraite et de regagner les bivouacs. Il était à peine onze heures du matin; la bataille était jugée terminée; chacun rentra dans ses positions de la veille, le soldat comme l'officier, mécontents de la façon dont ils étaient dirigés, quelques-uns profondément tristes, parce qu'ils croyaient pénétrer la cause des événements du jour, d'autres, et c'était le plus grand nombre, péniblement impressionnés, mais ne comprenant rien à ce qu'ils avaient vu.

Ainsi se passèrent les deux journées du 31 août et du

1er septembre, gratifiées par les Allemands du nom pompeux de : *Bataille de Noisseville* (1).

Elles coûtaient aux deux parties des pertes équivalentes. Les Prussiens comptaient 2549 officiers ou soldats tués ou blessés, plus 494 disparus ; les Français 2721 hommes hors de combat, officiers compris, et 737 disparus.

Ce fut certainement une des plus étranges luttes de la campagne. Elle est de celles qui peuvent faire croire

(1) Le maréchal Bazaine, dans son rapport officiel, rejette la responsabilité de sa retraite du 1er septembre à onze heures du matin, sur la division Fauvart-Bastoul. « Les conséquences de la retraite du géné- » ral Fauvart-Bastoul, dit-il, furent des plus graves ; le 3e corps dut » rétrograder, et l'opération que j'avais tentée *se trouvait* par suite » avoir *complétement* échoué. » Le général Fauvart-Bastoul se disculperait sans peine en s'appuyant sur l'ordre transmis le matin ; mais il faut se souvenir qu'après avoir reculé, il se porta de nouveau en avant, et ne rétrograda que sur la décision du commandant du 3e corps. Le rapport du maréchal Bazaine oublie d'ailleurs qu'au moment où l'ordre général de la retraite était donné, il y avait une division du 2e corps, deux divisions de la garde, le corps de réserve de cavalerie et la réserve d'artillerie qui n'avaient pas été engagés. Dans l'appréciation de faits de cet ordre, il ne peut exister que des convictions. Or, le groupe le mieux renseigné, l'état-major général, n'avait qu'une voix à ce sujet et était persuadé qu'on n'avait pas sérieusement voulu réussir. Cette opinion, du reste, trouvera son explication plus tard. Quant aux Allemands, ils attribuent leur succès à notre découragement, et en ont conclu, dès ce jour, à la prochaine reddition de Metz, même sans action de guerre. Cette opinion, sans être exacte, a un fond de vérité, qui laissera peser dans l'histoire de l'armée française un reproche des plus graves. La France ne saurait donc éclaircir trop tôt ce qu'il y a d'obscur dans ces combats, afin de dégager l'honneur des uns, et de laisser aux autres la responsabilité qui leur incombe.

aux Prussiens qu'à nombre égal ou même inférieur ils l'emporteront toujours sur nous. Si son unique résultat était de leur donner cette bonne opinion d'eux-mêmes, il y aurait lieu d'en être satisfait; malheureusement, ses conséquences avaient une autre portée. Les Allemands, dans la journée du 31, ne disposaient pas de plus de 76 000 hommes, dont 28 000 seulement sur les positions Sainte-Barbe, Foix, Servigny, objet de nos attaques les plus sérieuses. Le 1er septembre, la 18e division élève ce chiffre à 90 000 environ. Les Français ont eu en ligne ou en réserve, le 31, toute l'armée, moins les troupes laissées à la garde des bivouacs, soit 135 000 hommes environ. Et sur ce nombre se trouvaient réellement engagées, le 31 : à droite, les divisions Metman et Montaudon; au centre, deux autres divisions dont les bataillons de tête agissaient seuls; et à gauche, une division : soit environ 40 000 hommes, chiffre à peine égal à celui que les Prussiens avaient en première ligne. Le 1er septembre, tandis que l'ennemi s'est renforcé, l'armée française n'est sérieusement engagée que sur sa droite, et seulement avec la division Fauvart-Bastoul et la division Montaudon, soit 16 à 18 000 hommes.

En présence de ces faits, c'est à la France en particulier et à l'histoire en général qu'il appartient d'apprécier le rôle de la direction suprême. Quant au résultat pratique, l'armée, arrêtée le 31 au soir, s'était retirée dans ses lignes le 1er septembre à midi, et l'ennemi était en droit d'affirmer sa résistance le premier jour; sa victoire, le lendemain.

Il reste à étudier l'opération au point de vue militaire.

Depuis qu'elle avait été rejetée sous Metz, l'armée ne pouvait avoir qu'un but : se dégager. Or, il restera avéré, en étudiant l'histoire des anciennes guerres comme celle de la guerre actuelle, qu'une masse de plus de 138 000 hommes, composée de bons soldats, bien armée, bien approvisionnée, est en état de manœuvrer contre des masses supérieures, en conservant sa liberté de mouvement et sans crainte d'être tournée ou entourée, si elle sait ou veut agir. Les combats précédents, les campagnes exécutées en France après la fatale capitulation de Metz, les exemples des guerres antérieures, et en particulier la bataille du 18, où 126 000 Français purent tenir pendant sept heures contre 270 000 Allemands, sans même faire donner leurs réserves, le démontrent suffisamment. L'armée de Metz n'avait donc pas besoin d'armée de secours; le maréchal Mac-Mahon ne devait pas chercher à la rejoindre, et le maréchal Bazaine aurait dû refuser l'appui tout à fait théorique qu'on lui offrait.

A cette époque, il est vrai, une idée assez logique, mais peu raisonnée au point de vue pratique, dominait dans les sphères militaires. Il fallait, pensait-on, réunir le plus de combattants possible avant de se représenter à l'ennemi. En dehors de Metz, on estimait vaguement les forces allemandes à 200 ou 250 000 hommes; Bazaine et Mac-Mahon, en opérant leur jonction, pourraient en avoir autant; la partie serait donc égale; on livrerait une grande bataille; elle

serait décisive, et vainqueurs ou vaincus, on terminerait ensuite la guerre.

Il y avait assurément de bonnes choses dans cet ensemble d'hypothèses, et si la capitale eût été en état de résister à une armée ennemie, on devait tendre par tous les moyens, d'une part, à concentrer en une seule masse le plus de forces possible, de l'autre, à diviser celles de l'ennemi. Malgré les malheurs survenus, la situation de nos armées, après le 18 août, offrait certains avantages dont il fallait tirer parti. Nous avions été battus, et les Prussiens avaient réussi à couper notre armée en deux groupes; mais eux-mêmes s'étaient vus contraints de répartir leurs forces en deux masses. Dans cette répartition, ils avaient commis des fautes; ils avaient laissé devant Bazaine une armée dont la supériorité, quoique assez forte, n'aurait pu, si on l'avait voulu, empêcher sa sortie du camp retranché; ils avaient rassemblé presque tous les corps de cette armée sur la rive gauche de la Moselle, dégarnissant ainsi la rive droite et ses lignes de communication. A Châlons, Mac-Mahon disposait de tout le terrain situé sur ses derrières et sur ses flancs, des ressources de la France, des voies ferrées qui la sillonnent. A Metz, Bazaine avait l'avantage d'une position inattaquable et centrale, en présence de forces ennemies disséminées sur une circonférence de 45 kilomètres et coupées par un large cours d'eau. Le premier avait, au 21 août, 140 000 hommes qu'il pouvait porter à 200 000 s'il réussissait à gagner un camp retranché et à reculer de quinze jours une bataille générale. A la même date, le second en avait encore

140 000, plus une division d'infanterie dans Metz. Nos affaires étaient donc loin d'être désespérées ; elles présentaient même des aspects favorables; car si nous parvenions à rassembler sur une bonne position 350 000 hommes, les Prussiens en eussent-ils eu 500 000, avec un peu d'habileté, les chances pouvaient s'équilibrer.

S'il y avait un plan qui les annulait toutes, c'était assurément celui qui lançait Mac-Mahon avec 140 000 soldats ébranlés contre 280 000 à 300 000 Allemands victorieux, et immobilisait devant Metz l'armée qui s'y trouvait, en attendant que la France organisât de nouvelles forces. Pour qu'il en fût ainsi, il fallait, a-t-on dit, que la fatalité s'en mêlât. Dans le malheur, en effet, l'homme s'en prend à la Providence quand il ne devrait accuser que lui-même. Les chefs de l'armée de Châlons suivirent un plan aussi téméraire que défectueux, parce qu'ils ne virent clairement ni la situation, ni le parti qu'on pouvait en tirer. Et, s'ils comprirent l'une et l'autre, leur conduite devient difficile à excuser. Quant à ceux de l'armée de Metz, il n'y a pas d'hésitation: leur plan de campagne, résolu *à l'unanimité*, est nettement exposé dans les décisions du conseil de guerre du 26 août. Or, vu l'état des choses à cette date, le véritable rôle de cette armée était tout autre. Il fallait refuser le secours du maréchal Mac-Mahon et lui indiquer que si une des deux armées devait rejoindre l'autre, c'était à la plus forte, c'est-à-dire à celle de Metz, à le faire; que la mission de la plus faible consistait d'abord à attirer à elles le plus d'ennemis pos-

sible, sans se laisser entamer et sans perdre sa liberté d'action, à attendre ensuite la marche de la seconde, et même son contact immédiat, pour opérer sa jonction et combiner une offensive nouvelle. Langres, ou plutôt Belfort, comme on l'a vu, offrait au maréchal Mac-Mahon le moyen d'exécuter la première partie de ce plan, et pour aider à l'accomplissement de la deuxième par l'armée de Metz, une démonstration vers les places du Nord, mais une simple démonstration, qui n'aurait pas dépassé Réthel, eût été d'une grande utilité. Il restait au maréchal Bazaine à étudier pratiquement le rôle qui lui était réservé. Il se résumait en deux mots : sortir de Metz. Pour cela, deux projets se présentaient : percer le cercle d'investissement et gagner par des marches rapides une nouvelle ligne d'opérations ; ou bien, combattre l'armée d'investissement sur place et se diriger ensuite vers un nouveau théâtre d'action. Pour l'un comme pour l'autre, la position centrale de l'armée était bonne. Le premier semble avoir été adopté par le maréchal à la date du 31 ; on sait déjà les imperfections de détail qui signalèrent son exécution ; elles font douter d'autant plus du désir bien arrêté de sortir, qu'elles se trouvent en contradiction avec l'avis du conseil de guerre du 26. Mais ces imperfections n'étaient pas les seules.

Au point de vue stratégique, la direction du Nord, déjà contraire à l'opinion générale, était mal choisie. L'armée ne pouvait en effet s'y engager que sur la rive droite, parce que des forces considérables occupaient la rive opposée ; cette ligne était excen-

trique, elle nous obligeait plus tard à un passage de rivière sous les yeux d'une nombreuse armée, et n'avait d'autre débouché que l'espace resserré entre les petites forteresses du Nord et la frontière ; elle laissait à l'ennemi les lignes intérieures, la faculté de nous devancer au passage de la Moselle, le choix pour nous combattre du point stratégique décisif, et sa liberté de mouvement, en nous ôtant la nôtre. Si l'armée de Metz, le 31 août, avait gagné Thionville, le sort qui lui était réservé était celui des armées de Mac-Mahon ou de Bourbaki, à Sedan ou à Montbéliard, la capitulation en rase campagne, ou la fuite sur un territoire neutre. Le 1er septembre, cette destinée lui était d'autant plus assurée, qu'elle aurait rencontré, entre Thionville et Montmédy, les 3e et 4e armées prussiennes, pendant que les 1re et 2e, suivant ses traces, lui auraient coupé les routes de la Moselle. Il est donc très-heureux que la tentative plus ou moins sincère du 31 août et du 1er septembre n'ait abouti qu'à un retour sous le canon de Metz.

Envisagée sous le rapport tactique, cette série d'engagements que les Allemands ont appelés la bataille de Noisseville, ne laisse pas moins à désirer. Nos ennemis n'ont reproché au maréchal Bazaine que d'avoir engagé l'action trop tard ; le commandant en chef a cherché à se disculper en imputant aux commandants de corps, une violation de ses ordres, une lenteur sans motifs, et à l'un de ses généraux, une retraite presque coupable. En présence des désastres de la France, il est encore plus pénible de voir les généraux en chef

auxquels elle avait confié ses armées, rejeter ainsi les uns sur les autres les accusations et les fautes. On sait à peu près maintenant à qui elles incombaient. Mais, au point de vue de l'art militaire, elles n'ont pas toutes été exposées.

En admettant qu'il fallût percer vers le Nord, il était indispensable d'adopter d'autres préparatifs, de rendre le passage d'une rive sur l'autre plus facile, de profiter de la nuit pour dérober le mouvement de l'armée, enfin, de ne pas développer sous les yeux de l'ennemi plus de forces que celles dont il disposait. Pour la première fois, nous allions avoir la supériorité du nombre, et une supériorité considérable. C'était le cas ou jamais de se souvenir des règles de la science : « Une » armée supérieure en nombre, a écrit Jomini, ne doit » jamais déployer plus de monde que l'ennemi n'en a ; » elle devrait même en déployer moins ; le reste doit » toujours être disposé en colonnes prêtes à frapper » des coups de vigueur, ou à manœuvrer sur l'extré» mité de l'ennemi pour gagner des points décisifs.

» Les points qui dominent la partie faible sont » décisifs dans une position de combat.

» Un général qui, par la rapidité de ses mouvements » ou l'habileté de ses manœuvres, peut mettre en » action au même instant et au point principal de » l'attaque un plus grand nombre d'hommes que » l'ennemi, les troupes étant égales en valeur, doit » nécessairement remporter la victoire (1). »

(1) Jomini, *Traité des grandes opérations militaires*, Ier vol. ch. VII.

Tous ces préceptes, si connus, si élémentaires, allaient pouvoir s'appliquer. En présence des forces du général Manteuffel et des dispositions qu'il avait adoptées, il suffisait de déployer trois divisions en première ligne, deux en seconde, et de masser les 80 000 à 90 000 hommes qui restaient en réserve, derrière des mouvements de terrain qui les dissimulaient à l'ennemi. Celui-ci avait son flanc droit couvert par la Moselle, et effacé vers Malroy. On n'avait dès lors le choix qu'entre deux combinaisons tactiques : déborder sa gauche, ou percer son centre. Précisément, ses deux points faibles répondaient à ces deux combinaisons : le gros de ses forces s'était concentré, d'une part, autour de Sainte-Barbe, qu'il considérait comme la clef de sa position ; de l'autre, sur la ligne Malroy-Charly. Il était donc naturel de gagner du terrain sur la direction Failly-Saury-lez-Vigy, ou bien sur la route de Sarrebrück, pour se rabattre ensuite vers Retonfey et Chenby.

Il y eut bien une indication générale donnée aux chefs de corps d'attendre les progrès de la droite pour engager l'action sur le centre et la gauche. Mais cette indication était vague et défectueuse : vague, parce qu'elle ne signalait pas l'intention marquée de déborder la gauche ennemie ; défectueuse, parce qu'elle ne précisait pas le point que notre droite devait atteindre. Cette détermination d'ailleurs eût été difficile, puisque, dans son rapport, le général en chef de l'armée française présente la prise de Montoy et Flanville, le long de la route de Sarrebrück, comme un incident secon-

daire, devenu fortuitement indispensable pour assurer l'occupation de Noisseville.

Il y a dans le combat du 31 un autre fait à noter. Lorsqu'un ordre de bataille comporte deux attaques, l'une de front, l'autre de flanc, il est rare que celle-ci ne soit pas l'attaque principale et décisive. Il en était ainsi le 31 août, si l'on s'en rapporte à la relation officielle. Ce principe pourtant n'a rien d'absolu. En tout cas, il est élémentaire, pour donner le change à l'ennemi, que l'attaque secondaire se développe d'abord; et c'est lorsque celle-ci est sérieusement engagée, lorsque l'adversaire concentre sur elle son effort de résistance, que tous les tacticiens, les Allemands comme nos ancêtres, Napoléon I[er] comme Frédéric, entament l'action décisive avec les forces supérieures qu'ils ont habilement dissimulées jusque-là. A la bataille de Noisseville, pour lui laisser le nom que l'histoire, en vertu du droit du vainqueur, consacrera sans doute, l'armée française agit tout autrement. Après avoir laissé aux Prussiens la journée entière pour préparer leur défensive, elle dessine d'abord son attaque sur l'aile gauche ennemie, borne ses progrès à la prise de Flanville et de Noisseville, lance alors son centre, à la nuit presque close, sur Sainte-Barbe, le point le plus fort de la position, et n'aborde les approches de Failly que d'une façon indécise, lorsque le jour a tout à fait disparu. Il était difficile d'apporter dans toute cette affaire plus d'oubli des lois de la tactique.

Il était possible, surtout avec la supériorité de forces dont nous disposions, de porter les principaux efforts à

la fois sur les deux points faibles de l'adversaire. C'eût été une offensive double sur le centre et sur la gauche, avec des actions secondaires sur Sainte-Barbe et sur la ligne Malroy - Charly. Mais cette complication n'eût probablement produit qu'un insuccès. Chacune des attaques principales se fût trouvée affaiblie par cette dispersion de forces. Le mouvement le plus simple et le plus décisif consistait à lancer vigoureusement quatre divisions, dont une en réserve, sur la ligne Charly-Servigny, et à pousser, une heure après, toutes les troupes disponibles sur les points de Flanville, Retonfey, Château-de-Gras, Glattigny, interceptant ainsi la route de Sarrebrück, une des plus importantes communications des Allemands. Ils n'avaient là qu'une brigade, et il était aisé de savoir qu'ils ne pourraient en déployer plus de trois, les 4ᵉ, 3ᵉ et 28ᵉ. Une fois ces villages occupés, leur position était compromise; un mouvement général de conversion à gauche, les rejetant ensuite sur la Moselle, pouvait les placer dans une situation des plus critiques. Une action de ce genre, commencée au point du jour, aurait été très-avancée, sinon terminée, vers le milieu de la journée, et il était douteux que les renforts, demandés vers six ou sept heures du matin aux troupes de la rive gauche, fussent arrivés. La 25ᵉ division hessoise du 9ᵉ corps ne parvint en effet à Antilly que sur les deux heures de l'après-midi.

Les Prussiens avaient fait tout ce qu'il fallait pour s'attirer un échec ; il suffit de se reporter à leurs dispositions pour s'en convaincre. Les fautes de l'armée

française sautent donc aux yeux, et il est difficile de ne pas en rechercher la cause dans le conseil de guerre du 26, et dans les pensées qui agitaient l'âme de ses chefs. Maintenant que nos sacrifices sont consommés, elles auraient encore un bon côté, si elles apprenaient à nos ennemis à juger nos mérites par ces exemples, et à nous croire incapables de mieux faire.

Quant à la journée du 1er septembre, elle ne supporte guère l'examen. Il était probable que les Allemands avaient reçu des renforts, et du moment où le maréchal Bazaine donne, dès le matin, à ses troupes, l'indication de la retraite dans l'hypothèse de l'arrivée de ces renforts, la question tactique est jugée d'avance. L'armée s'attendait à rétrograder; elle devait donc rester sur la défensive plutôt que de gagner du terrain, et laisser agir l'artillerie jusqu'à ce que l'ennemi, prenant l'offensive à son tour, l'heure de regagner les bivouacs vînt à sonner. On a vu qu'en effet les choses se passèrent ainsi. Au point de vue militaire, s'il y a quelque fruit à tirer de cette opération, c'est le conseil de ne jamais l'imiter.

Comme on l'a déjà dit, si l'on adoptait le projet de franchir le cercle d'investissement pour s'éloigner, c'était par le sud que cette tentative devait être entreprise. Les moyens d'exécution ont été examinés, et quant au but ultérieur, il était facile à saisir. L'armée pouvait remonter la vallée de la Moselle et se diriger rapidement sur Belfort, sans rencontrer devant elle un seul corps en état de l'arrêter; il était encore admissible de gagner les Vosges, de débloquer Strasbourg, d'y

battre les Badois, et de se diriger ensuite de nouveau sur la ligne des Vosges pour l'intercepter, ou plutôt sur Belfort, objectif tout indiqué vers le sud de la France.

Les première et deuxième armées allemandes, avec leur circonspection habituelle et les préoccupations causées par les événements de la Meuse, ne se seraient sans doute pas décidées à nous suivre sur-le-champ. Il y eût eu de leur part un moment d'hésitation, surtout si Mac-Mahon, après une démonstration vers les places du Nord, s'était tout à coup dérobé. Lorsque enfin, elles auraient pris le parti de marcher sur nos traces, nous aurions eu probablement une ou deux journées d'avance, temps bien suffisant pour atteindre une nouvelle base d'opérations. Ce déplacement de l'action débloquait la place de Metz et lui permettait de rassembler les approvisionnements qui lui manquaient. Il n'y a pas à se le dissimuler : malgré leur science, leur habileté et leur nombre, les Allemands ont eu un instant d'anxiété du 18 au 31 août. Leurs contre-ordres et leurs précautions exagérées en sont la preuve. L'avenir de la campagne dépendait de cet instant ; il suffisait de déjouer leurs calculs pour leur susciter des embarras et diminuer leur confiance. Que fallait-il pour tout cela ? Se renseigner et vouloir.

Le plan qui consistait à sortir avait donc ses séductions. L'autre, qui engageait l'action sur place, méritait aussi d'être mûrement pesé. La position de l'armée française dans le camp retranché de Metz, si elle avait ses inconvénients, présentait aussi plus d'un avantage. La faculté de concentrer rapidement

une masse puissante sur un point quelconque des lignes ennemies, d'avoir par conséquent la supériorité numérique pendant une demi-journée de combat, était très-appréciable. Au moyen de deux ouvrages solidement établis, il était possible d'interdire aux Allemands le passage de la rivière à Ars et à Argancy, et de les obliger à établir leurs communications d'une rive sur l'autre à Hanconcourt, où elles étaient d'abord, et à Jouy. Cette circonstance allongeait leur investissement, et favorisait les actions générales qu'on aurait voulu entreprendre. Enfin, sans envisager les dispositions qu'on aurait pu adopter après le 1er septembre, pour leur livrer un ou plusieurs grands combats, on a vu qu'il était possible, à cette date, de leur détruire 60 000 hommes et de s'emparer de leurs communications sur la vallée de la Sarre. Ce premier succès obtenu, la partie s'égalisait, et en repassant avec l'appui des forts de Metz sur le plateau d'Amanvillers, l'armée française était en mesure de livrer une bataille qui, même indécise, annulait pour quelques jours au moins les forces ennemies, dès lors très-réduites.

En résumé, du 26 au 31 août, le parti le plus sage consistait à simuler une action de guerre sur la rive droite, et à se diriger ensuite vers le sud. Mais en principe, une fois l'investissement complété, il devenait préférable, avant de se dégager, d'essayer de battre l'ennemi sur place, en profitant habilement des avantages que donnait une position centrale, à cheval sur une rivière, et efficacement protégée par des forts inabordables.

De toute façon, dans les journées du 31 août et du

1er septembre, il est difficile d'admettre que l'armée française ait sérieusement tenté de mettre en pratique l'une ou l'autre de ces combinaisons. Son retour sous les murs de Metz ne laissa guère d'espoir aux esprits clairvoyants. Pour la plupart, il devenait évident qu'on ne chercherait plus efficacement à sortir du camp retranché. Le soldat le pressentait vaguement comme l'officier. Sous l'empire de cette idée, on ne comprenait guère comment on se tirerait d'affaire, et les plus sombres pressentiments envahirent dès ce jour les rangs de l'armée et les habitants de la ville. L'unique planche de salut qu'on entrevoyait, c'était la cessation de la guerre à la suite d'une grande bataille et d'un traité de paix. Cette faible espérance ne devait être qu'une illusion; le supplice allait bientôt commencer.

Après la bataille de Noisseville, vingt et un jours s'écoulèrent dans une inaction à peu près absolue. La monotonie du service journalier remplit seule l'existence de l'armée, nouveau signe, bien fatal cette fois, des pensées qui régnaient en haut lieu, et dont la contagion, comme celle de tous les maux, s'insinuait lentement dans les différents degrés de la hiérarchie. L'histoire militaire du siége de Metz, pendant cette période, se résume en impressions morales, qui ont pourtant leur valeur au point de vue du désastre final, en travaux d'investissement d'une part, de défense de l'autre, et en quelques faits isolés, insignifiants au premier abord, mais qui prirent plus tard une importance réelle.

Une fois rentrées dans leurs anciens bivouacs, les troupes se trouvèrent en présence d'une triste réalité ;

le sentiment de leur impuissance, et la rareté des vivres. Dès le 4, il fallut commencer la distribution de la viande de cheval, et diminuer celle des autres provisions, dont quelques-unes, le sel par exemple, allait bientôt manquer. Deux jours après, des mouvements remarqués dans le camp prussien, et les premiers bruits de la catastrophe de Sedan vinrent agiter l'armée. Comme toujours, l'esprit humain était porté à juger les événements selon ses désirs. Aussi niait-on généralement les faits relatifs à Mac-Mahon et à l'Empereur, tout en donnant aux agitations des soldats allemands les explications les plus variées. Il n'y a peut-être pas de milieux dans lesquels les inventions sans fondement s'accréditent mieux que dans les populations assiégées, militaires ou civiles. Les imaginations ardentes s'y livrent à des hypothèses, à des déductions où la fantaisie la plus vagabonde emprunte à l'espérance les formes d'une séduisante logique. Ce fait s'est produit dans tous les siéges, et il faut aux hommes ainsi isolés du monde entier, de leurs amitiés, de leurs affections, un moral bien ferme, pour envisager la situation sous son véritable aspect. A Metz, on avait installé, bien tardivement, il est vrai, deux observatoires, l'un sur la traverse la plus élevée du fort Saint-Quentin, l'autre dans le clocher de la cathédrale. De ces points dominants, on aperçut, dans la matinée du 6 septembre, de longues colonnes, qui semblaient s'éloigner de la place vers le sud et le sud-est. On en conclut dans quelques groupes à une retraite de l'ennemi. Divers indices des premiers jours du mois d'août,

se rattachant à cette idée, amenèrent à supposer une intervention des puissances européennes. Vaine et folle espérance, qui ne fut pas seulement entretenue sous les murs de Metz, où elle eut d'ailleurs peu de consistance, mais que la France entière n'a cessé de nourrir pendant la longue série de ses malheurs. En cela, les nations de l'Europe devaient agir comme tous les peuples, lorsqu'un cataclysme se déchaîne sur un voisin. L'histoire est là pour nous apprendre que, dans toutes les guerres, les alliances qui ne sont pas nouées avant leur déclaration, restent à l'état de lettre morte pour le vaincu. L'humanité est tellement imparfaite, qu'au milieu des civilisations les plus avancées, lorsqu'elle se trouve ramenée à ces époques de luttes sanguinaires qui rappellent les âges barbares, elle procède dans ses actes comme les peuplades les plus primitives. Elle attend que la force se déclare, et s'incline alors devant ses décisions. La politique sous ce rapport suit la marche de la philanthropie et retombe dans l'enfance. La morale perd ses droits, l'évidence des intérêts disparaît aux yeux les plus clairvoyants; le goût du sang, la soif du meurtre, la cruauté des bêtes fauves reprennent le dessus, et les populations affolées s'inclinent en tremblant devant cette sinistre voix du canon, que Richelieu dans son langage sans pitié, appelait : *lex summa regum*. Ainsi agissait l'Europe, quand Napoléon Ier promenait ses aigles triomphantes de capitale en capitale. Ainsi agit-elle en 1870, quand le roi Guillaume, profitant de nos imprudences et poussé par son ambition, étalant sous ses yeux stupéfaits la machine de

guerre la plus formidable que le monde ait encore vue, satisfaisait enfin la vengeance qu'il couvait depuis soixante-quatre ans, et non content de l'assouvir dans le sang, rêvait encore d'enlever aux Napoléons, cette race ennemie de la sienne, un titre et une couronne dont il devait parer sa pieuse ambition, sans même attendre la fin de la lutte.

La France avait d'autant plus tort de chercher ou d'espérer un appui étranger, qu'il y a plus de dignité à succomber seul dans la lutte qu'à implorer un secours dans la défaite. Un peuple sage et fier ne doit compter que sur lui-même, et quand on est vaincu, mieux vaut périr que de se plaindre. Puis, nos illusions étaient si grandes, que nous pensions encore trouver des sympathies hors de nos frontières. Il est vrai, qu'à défaut d'autre sentiment, le bon sens et l'intérêt auraient dû nous en donner, et nos espérances avaient bien le droit d'aller jusque-là. Mais ce que nous ne voulions pas voir, c'est que le nom seul de Napoléon nous avait aliéné l'Europe, et qu'il l'effrayait plus encore que celui de république. Ce que nous ne voulions pas voir, c'est que la Crimée nous avait créé des rancunes en Russie, Villafranca et Rome en Italie, Sadowa et le Mexique, en Autriche et aux États-Unis. Les faibles seuls comptaient sur nous, non par amitié, mais parce qu'ils nous croyaient forts; nos vanités, notre légèreté, notre esprit même, avaient suffi pour nous susciter des inimitiés implacables, et dans l'antipathie féroce de ce bon peuple allemand on pouvait, en cherchant bien, découvrir cette haine stupide de l'imbécile contre

l'homme d'esprit. Tous ces faits nous échappaient, parce que nous ne voulions ni les voir, ni écouter les avis sensés des hommes éclairés; aujourd'hui, qu'il nous suffise de jeter un regard sur nos ruines, pour y enfouir à jamais nos illusions, et des malheurs sans nom qui nous ont accablés, ne conserver qu'une chose : *le souvenir*.

Les bruits d'intercession qui eurent cours à Metz dans les premiers jours de septembre, et les mouvements de troupes qui les avaient fait naître furent promptement expliqués. Le 9, arrivèrent 700 prisonniers que l'ennemi échangeait contre ceux qu'on lui avait faits les jours précédents. C'étaient des soldats de Sedan. Malgré la joie qu'ils éprouvaient à retrouver des frères d'armes, ce fut avec un chagrin profond qu'ils leur apprirent les détails de la catastrophe. Les vainqueurs les avaient dirigés sur la Moselle, et les colonnes que l'armée avait vues défiler n'étaient autres que des troupes françaises conduites en captivité. Au premier bruit de ces mouvements, il eût été bien simple de pousser dans leur direction des reconnaissances offensives, qui auraient peut-être amené quelques délivrances et permis de grossir utilement nos effectifs pour des combats ultérieurs ; mais l'idée n'en vint à personne. Les nouvelles apportées de Sedan plongèrent l'armée dans un abattement qui pourtant fut de courte durée. On se sentait assez nombreux et assez fort pour agir et pour éviter un désastre du même genre. Dans la soirée, un léger incident vint pendant quelques instants faire diversion à ces douleurs. Vers sept heures

du soir, tandis que chacun se livrait à des considérations sans fin sur les récits du matin, une violente canonnade éclata subitement sur la rive gauche et devant le front du 2ᵉ corps. Les forts ripostèrent ; quelques obus pénétrèrent dans le camp sans y causer de dommage appréciable. Pendant un moment, les troupes furent sur pied, ne comprenant rien à ce qui se passait, les uns songeant à une alarme destinée à les tenir en éveil, les autres à quelque fausse alerte. Au bout d'une heure tout ce bruit s'éteignit. Les Allemands avaient voulu sans doute détourner l'attention des nombreux convois de prisonniers qu'ils faisaient circuler autour de la place, ou bien s'assurer, par une fausse attaque, de la façon dont s'exécutait notre service de garde. Ce feu d'artillerie ne se renouvela plus pendant tout le cours du siége.

Les jours suivants, l'armée, revenue aux impressions de la veille, s'occupait encore de commenter et d'expliquer le désastre de Mac-Mahon, la captivité de l'Empereur, la capitulation de 80 000 hommes, tous ces faits aussi extraordinaires que stupéfiants qui s'étaient déroulés à quelques marches d'elle, quand se répandit le bruit d'événements politiques d'une portée considérable. Un blessé français, évadé des mains ennemies, venait de rendre compte de la révolution du 4 septembre. Ce récit fut bientôt confirmé par un officier échangé et par des journaux, les uns allemands, les autres français, parvenus jusqu'à Metz. Dans la situation où se trouvait l'armée, la nouvelle avait une importance extrême. Elle avait commencé la guerre

sous le commandement et par les ordres de l'Empereur ; aujourd'hui l'Empire était tombé : un gouvernement nouveau, décidé à défendre la France, mais sans autre sanction que sa volonté propre et le vœu de la population parisienne, s'était installé. L'armée pouvait se demander à qui elle obéissait désormais en dehors de son commandant en chef. Celui-ci eut le bon esprit de faire à ses troupes, à la date du 16, une communication qui relatait les événements de Paris et leur indiquait la défense du territoire comme leur unique mission. Cet ordre général était sage et utile ; il avait peut-être le tort d'apprendre aux soldats qu'il leur appartenait aussi de protéger l'ordre social contre les mauvaises passions. Mais enfin, c'était la voix du chef, quand on avait justement besoin de l'entendre. De leur côté, les membres de la défense nationale, regrettant peut-être la sanction qui leur manquait, négligèrent d'envoyer à Metz une notification ou une instruction. Il en résulta une situation fausse qui ne pouvait qu'affaiblir le peu de cohésion qui restait. Au bas de la hiérarchie, on comprenait que quel que fût l'état politique du pays, on servait sa patrie en face de l'ennemi ; mais dans les sphères du commandement, où les dépositaires de l'autorité étaient tous des amis et des aides-de-camp de l'Empereur, on devait nécessairement hésiter à reconnaître le nouveau pouvoir, et songeant au passé, qui emportait toutes leurs prérogatives, les commandants en chef devaient se considérer encore comme les mandataires de l'empire ou de la régence, avant d'être ceux de la France. De là, dés-

union tacite entre les subalternes et les supérieurs. Ces dissidences, dont la discipline contenait l'expansion, devaient plus tard expliquer bien des choses. Mais, dès ce jour, il y avait à regretter que la Défense nationale n'eût pas, par un moyen ou par un autre, par un ballon voyageur, un agent audacieux, ou l'ennemi lui-même, notifié son installation à la tête des affaires, et changé même, au besoin, les dépositaires d'un commandement qui émanait de l'Empereur. Par suite de ce silence, après avoir, depuis le 18 août, compté sur la première grande bataille pour amener la paix et dégager l'armée, les chefs croyaient fermement, espéraient presque, que Paris tomberait devant les forces prussiennes. Avec Paris, la France succombait, et ce résultat, évident à leurs yeux, ne pouvait tarder. Désirs coupables ou faiblesses, ces pensées s'exprimèrent assez haut pour ébranler les cœurs les plus fermes, et leur causer de nouvelles tristesses.

Au milieu des impressions diverses produites par ces événements, les jours se passaient dans l'immobilité. Les travaux de terrassement, poursuivis sur le front des corps, occupaient seuls les loisirs, et empêchaient les funestes effets de l'oisiveté. Les forts étaient achevés et en état de résister maintenant à toute attaque; les points faibles des environs de Metz, la plaine de Woippy, le plateau de Saint-Privat, les abords des routes de Sarrebrück et de Strasbourg étaient garnis d'ouvrages solidement construits, parfaitement armés, et qui auraient assuré un brillant succès, si les Allemands avaient commis la faute, peu présumable d'ail-

leurs, de tenter une action offensive et d'enlever les positions françaises. Quant aux petites opérations destinées à harceler l'assiégeant et à soutenir le moral, au lieu de les ordonner avec cette rigueur qui est l'expression des volontés énergiques et qui entraîne les troupes, le commandement suprême avait simplement invité les chefs de corps à les mettre à l'étude. Les châteaux de Mercy-le-Haut et de Ladonchamps, le village de Courcelles-sur-Nied, où se trouvaient les principaux magasins de l'ennemi, avaient été désignés comme les objectifs probables des sorties. Ces indications étaient toujours suivies de la recommandation prudente d'éviter des actions générales. On comprend qu'il fut difficile de les regarder comme des ordres. On demandait des avis; on y répondit par des observations; on était tellement pénétré maintenant de la force des Prussiens, que, pour le moindre coup de main, on signalait la nécessité d'un grand développement de forces, deux ou trois corps d'armée par exemple. Il aurait fallu alors ordonner; on préféra y renoncer, du moins pour le moment.

Rien ne peint mieux, du reste, la situation de l'armée que la page suivante, écrite par un témoin oculaire des mieux renseignés: « 13 *septembre. Nos journées*. Depuis une semaine, rien de plus monotone que » nos journées; les travaux sur les lignes s'organisent » par corps d'armée, en vertu d'ordres donnés une » fois pour toutes; les grand'gardes se posent régulièrement chaque jour, et, chaque jour, mettent en » deuil, d'un côté ou de l'autre, plusieurs familles en

» tuant quelque pauvre diable placé en faction pour le » salut de tous. Nos chevaux continuent à dépérir » faute de nourriture ; notre cavalerie en est réduite à » envoyer ses chevaux à l'abattoir, ou à les voir mou- » rir de faim au bivouac. Toute la journée, nous devi- » sons sur les rares et incomplètes données qui nous » arrivent à travers le cordon ennemi ; mais toutes les » suppositions sont bien vite épuisées, le pour et le » contre pouvant, dans de pareilles circonstances, être » également vraisemblables.

» Et pendant que notre esprit s'épuise à creuser les » secrets de la situation, pendant que nous mourons » presque sur place par ennui de ne rien faire, au-delà » de la ligne des sentinelles à casques qui nous enserre » étroitement, tout s'agite, tout se transforme, tout » combat. — Des nuées de soldats germains se sont » abattues sur l'est de notre France ; nos paysans, » accablés sous leurs exigences, meurent de faim, ou » tout au moins se voient ruinés ; la Révolution se fait » à Paris, l'ennemi s'en approche à grands pas ; tout » ce que nous avons de plus cher est dans ce mouve- » ment ; l'Europe peut-être y participe elle-même ; le » monde est en armes, tout est en feu ! Seuls, comme » dans une île déserte, ou plutôt comme dans le remous » que forme l'eau courante au coude d'une rivière, » nous tournons sur nous-mêmes, enveloppés de forts, » de hautes collines, qui nous cachent même une par- » tie du ciel » (1).

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, par le lieutenant-colonel Fay.

Sans action de guerre pour la distraire de son isolement et chasser la démoralisation qui commençait à l'envahir, l'armée assiégée songeait, on le voit, à l'extérieur. Ses préoccupations, reflet inévitable de celles de ses chefs, franchissaient les lignes ennemies, se reportaient sur le reste de la France, et interrogeaient l'avenir avec anxiété. Ce besoin de nouvelles, le désir d'en donner, firent créer pour la première fois un moyen, sinon de correspondance, au moins de communication, qui devait prendre plus tard un grand développement : la poste aérostatique. La fabrication des ballons-poste, due à l'initiative d'un homme ingénieux, M. Jeannel, pharmacien militaire de la garde impériale, se heurta d'abord à l'inertie qu'on avait déjà remarquée près de l'autorité. De sa part, en effet, il n'y avait plus ni exercices, ni revues, ni ordres généraux destinés à mettre le chef en communication fréquente avec le soldat, ni inspection active des postes, des travaux, des emplacements. Signalait-on des espionnages, des intelligences de l'ennemi avec l'intérieur de la place, demandait-on des mesures pour y mettre ordre, l'inertie, symbole de torpeur, d'indifférence ou de découragement, étouffait aussitôt tous les zèles. Pourtant, il n'en fut pas ainsi au sujet des ballons. Et quand on vit le pharmacien Jeannel, mal installé dans une salle d'hôpital, aidé par des blessés convalescents, fabriquer à ses frais des ballons, qui, chaque jour, emportaient dans les airs des nouvelles destinées aux absents, l'autorité finit par s'émouvoir, et régularisant ce service, le confia au commandement de la place de

Metz. Qui sait si cette poste d'un nouveau genre, imaginée quinze jours plus tôt et transmettant au pouvoir central, reconnu ou non, des nouvelles de Metz, n'eussent pas amené des changements favorables ? Toujours est-il que le général en chef, soigneusement qualifié par les Prussiens de *commandant en chef des armées impériales*, n'essaya jamais d'utiliser le service des ballons pour se mettre en communication avec le gouvernement de la défense nationale. Il fit partir des agents, mais seulement à la date du 15 et du 25 septembre, alors que le passage d'un émissaire à travers les lignes prussiennes n'était guère plus qu'un rêve.

C'est ainsi que l'armée cherchait à tuer les longues journées de son investissement, établie sur des positions que la boue et le mauvais temps rendaient parfois inhabitables, et qui ne devaient plus varier jusqu'au jour de son anéantissement.

Le 2e et le 3e corps occupaient la rive droite; les autres, la rive gauche. Le grand quartier général avec les réserves était installé au Ban-Saint-Martin, faubourg de la ville au pied des remparts, dans une plaine humide et souvent inondée.

Le 2e corps avait son quartier général au faubourg de Montigny-lès-Metz, sa droite à la Moselle, sa gauche dans la direction du Sablon, le long de la levée du chemin de fer; ses avant-postes à la ferme Saint-Ladre et à la Grange-aux-Ormes.

Le 3e corps avait son quartier général au village de Saint-Julien, une division à Queuleu, sa droite à Bellétange, sa gauche à l'entrée du village de Saint-Julien,

ses postes avancés à Borny, à la ferme Bellecroix et au bois de Grimont.

Le 6e corps, dans la plaine de Woippy, avait son quartier général à la maison des Jésuites, sa droite à la Moselle, sa gauche vers Lorry, ses avant-postes à Thury, Saint-Éloi et Woippy.

Le 4e corps, dont le quartier général était installé au village de Plappeville, s'étendait de Lorry à Longeville, avec des postes avancés dans le bois de Lorry, au moulin Longueau, Sainte-Ruffine et Moulins.

La garde, placée en arrière des 4e et 6e corps, avait son quartier général au château de la Ronde, sa droite autour de ce hameau, sa gauche sur le plateau, en arrière de Plappeville.

Le corps de réserve de cavalerie occupait l'île Chambière.

Parmi les incidents dignes d'être signalés pendant les jours d'inaction du 1er au 22 septembre, il en est un qui, passé d'abord inaperçu, fut plus tard l'objet de mainte remarque. Ce fut l'envoi au quartier général prussien, le 16 au soir, du général d'état-major Boyer, alors colonel, aide-de-camp et confident du maréchal Bazaine. Cet officier supérieur était chargé de voir le prince Frédéric-Charles et de lui demander des renseignements sur les événements de l'intérieur de la France. Le prince n'apprit à l'envoyé du maréchal que ce qu'on savait déjà, mais en le dénaturant dans le sens du découragement. La République proclamée à Paris n'avait pas été reconnue, disait-il, par toutes les parties de la France. La duplicité peut

être adoptée dans les procédés militaires. C'est un droit des belligérants; mais la loyauté est d'un usage assez général parmi les nations civilisées, pour qu'on ait le droit de trouver la réponse du prince perfide. Le quartier général allemand savait parfaitement qu'à la date du 16 septembre, la France entière ne songeait qu'à l'invasion; n'avait qu'une pensée, la repousser ou terminer la guerre, et que nulle part on n'avait refusé de reconnaître le gouvernement de la défense nationale. Cette réponse manquait donc de sincérité; elle n'avait d'autre but que la démoralisation, triste moyen de gagner une victoire.

Il y a pourtant dans cette démarche quelque chose de plus triste et de plus surprenant encore. Certes, on comprend qu'un commandant d'armée ait à demander des éclaircissements au chef de l'armée ennemie; il est tout naturel de confier ces sortes de missions à un chef de cabinet ou à un aide-de-camp. Mais dans l'état de nos hostilités avec les Allemands, dans cette guerre où leur haine s'étalait sans dissimulation, se manifestait à la moindre occasion, où l'inimitié la plus acharnée était pour notre conduite le seul guide possible, où le général en chef, quelles que fussent les révolutions intérieures de son pays, n'avait qu'un devoir, aussi simple qu'évident, la lutte, la lutte infatigable, il est au moins étrange de le voir sortir d'une immobilité qui dure depuis plus de quinze jours pour demander à son ennemi des renseignements politiques. Il est au moins étrange, quand un pouvoir nouveau gouverne la France, qu'il agisse comme mandataire

mière ligne, chaque division d'infanterie détachait un régiment destiné à fournir à son tour trois cordons successifs, celui des grand'gardes, dont la force variait d'un bataillon à une compagnie, celui des petits postes, et enfin celui des sentinelles avancées. Ce dernier, le plus rapproché de l'ennemi, était formé d'une ligne continue de vedettes, posées deux par deux, espacées de 25 à 30 mètres, le plus souvent à découvert, et s'embusquant à l'occasion. Le régiment de cavalerie divisionnaire concourait à ce service, au moyen d'un nombre de cavaliers variable attaché aux grand'-gardes d'infanterie, selon la nature du terrain ou les besoins du service. Ils détachaient des vedettes avancées, destinées, avec les sentinelles d'infanterie, à compléter le *cordon d'investissement*.

La seconde ligne était celle des *soutiens*. C'était, en réalité, la véritable ligne de défense des Prussiens en cas d'attaque. Appuyée à des fortifications passagères, protégée par des tranchées-abris, renforcée d'épaulements et de redoutes sur tous les points qui exerçaient sur les environs un commandement avantageux, elle était placée entre les grand'gardes et les réserves, ordinairement plus rapprochée des premières que des secondes, et se composait des régiments formant brigade avec ceux de la première ligne. En cas d'attaque par des forces supérieures, c'est sur elle que se repliaient les grand'gardes, petits postes et vedettes; c'est sur elle que se dirigeaient aussi les réserves, si l'effort de l'ennemi l'exigeait.

La troisième ligne était celle des *réserves*. Elle était

formée par la seconde brigade de la division; son emplacement était quelquefois le quartier général de la division, qui se trouvait souvent plus en arrière encore. Les troupes qui la composaient étaient la plupart du temps installées dans des villages, et, suivant l'habitude allemande, habitude nécessitée par les gros effectifs, entassées dans les maisons. Il n'est pas prouvé qu'à Metz, cet entassement, destiné à reposer le soldat des fatigues de la vie en plein air, n'ait pas contribué, de concert avec une nourriture échauffante et des habitudes de malpropreté, plus encore que le froid et l'humidité, au développement des maladies qui sévirent sur cette armée. La troisième ligne a quelquefois fourni, en arrière des réserves et des quartiers généraux, principalement sur les routes, des cordons de sentinelles, destinées à surveiller les tentatives de communications qui pourraient venir de l'intérieur de la France.

Ces trois lignes avaient entre elles un roulement de service qui durait trois semaines. Chacune d'elles, en conséquence, était occupée par les troupes pendant huit jours; les vedettes avaient d'ordinaire une nuit de veille pour deux de repos; et les soldats employés en première ligne se reposaient ensuite pendant quinze jours, en corps de soutiens ou en réserve. En dehors de ces changements réguliers, il y eut à Metz des modifications de bivouac, qu'il n'a pas été facile de connaître jusqu'à présent.

L'investissement prussien se composait ainsi de cinq lignes : celles des vedettes, des petits postes, des grand'-gardes, des soutiens et des réserves. Les distances

variaient entre elles suivant les formes du terrain et les emplacements plus ou moins favorables. Les intervalles laissés libres entre les groupes de chaque ligne allaient en s'élargissant du centre à la circonférence, formant une sorte d'entrecroisement de pleins et de vides, ou de groupes en échelons, chaque corps se plaçant en face d'un intervalle et réciproquement. L'artillerie était presque toujours sur la ligne des soutiens, avec ses travaux de batteries ; les parcs, colonnes de munitions et corps de cavalerie, formaient, en arrière, des camps que l'assiégé observait à son aise du haut du Saint-Quentin.

Ce système, conforme au règlement prussien, est aussi prescrit tout au long dans l'ordonnance française sur le service en campagne; mais son observation était tombée en desuétude dans ces expéditions d'Afrique et du Mexique, où les troupes, parcourant de longues séries d'étapes sans voir l'ennemi, le refoulant sans peine quand il apparaissait, avaient fini par se départir, au profit de leur bien-être, d'une vigilance dont elles ne sentaient plus la nécessité. L'insouciance du soldat français et le relâchement de la discipline favorisaient cet oubli des prescriptions. A Metz, où le service d'avant-postes se faisait avec soin, mais avec des infractions fréquentes où l'expérience aurait dû suppléer au moins à l'oubli des principes, on vit des sentinelles, des petits postes se laisser surprendre, parce que le froid ou la pluie les invitaient à poser leurs fusils, à s'entortiller dans les couvertures et à s'accroupir le dos à l'ennemi, confiant dans un silence

trompeur ou dans la sécurité des jours précédents. Un beau matin, un bataillon entier se laissa attaquer à l'improviste à la ferme Bellecroix, et revint précipitamment au bivouac, racontant qu'il avait été assailli par des forces supérieures. On eut toutes les peines du monde à lui faire regagner son poste, qui n'était occupé que par une patrouille. Quant aux vedettes de cavalerie, le commandant en chef ne réussit qu'imparfaitement à les faire concourir au service avec les sentinelles d'infanterie.

La garde d'une armée en campagne constitue d'ailleurs une fonction difficile en ce qui concerne le commandement, l'exécution et la surveillance. Il est rare qu'un ennemi audacieux ne puisse un jour ou l'autre réussir dans quelques-unes de ses surprises, si elles sont combinées avec habileté et discrétion. Devant Metz, les Allemands subirent quelquefois, mais bien rarement, ce désagrément. Quand il se produit, les chefs sont disposés à s'en prendre aux hommes de garde qui en sont les premières victimes. Leur faute est, en effet, incontestable; mais la plus grande part incombe encore aux commandants des régiments et aux officiers d'état-major et autres, qui devraient être chargés du placement et de l'inspection des avant-postes.

D'après la façon dont ce service était organisé chez les Prussiens, qui ont remis en vigueur, à son endroit, les principes et les rigueurs inflexibles du grand Frédéric, on se rend compte de la possibilité plus ou moins grande que présente l'investissement d'une armée ou

celui d'une grande ville avec ses forts détachés. En y réfléchissant, on aurait compris que le blocus absolu de Paris, par exemple, n'était pas autant qu'on le croyait une question d'effectifs, mais plutôt une affaire de volonté et de vigilance. Ainsi, à Metz, le cordon d'investissement occupait une circonférence de 45 à 48 kilomètres. Pour établir deux sentinelles tous les 30 mètres sur 48 kilomètres, il faut 3200 vedettes de service par jour. Les petits postes chargés de les fournir, dans l'hypothèse d'une nuit de garde pour deux de repos, devront par conséquent représenter trois fois ce nombre, soit 9600. Les grand'-gardes, ayant en moyenne deux petits postes à établir, devront être d'une force égale au double des petits postes et aux vedettes, soit 22 400. Si l'on veut que ces troupes puissent fournir une semaine de service aux avant-postes et prendre ensuite deux semaines de repos, il faut avoir en arrière un effectif triple, soit 67 200 hommes. De sorte qu'à la grande rigueur, une armée de 89 600 hommes aurait suffi pour établir autour de Metz et de son armée un investissement infranchissable aux correspondances et aux approvisionnements. Pour investir Paris sur une circonférence de 25 lieues il suffisait, d'après le même calcul, d'une armée de 187 000 hommes. Ce n'est donc pas la difficulté pratique qui s'oppose à ces entreprises, mais bien la nécessité de gros effectifs, résultant de la force de l'assiégé, de la durée possible de sa défense et des pertes quelquefois considérables que l'assiégeant peut éprouver. Il est certain qu'avec des approvision-

nements suffisants, et un ennemi qui se fie plus à la famine qu'à l'assaut, des places comme Paris ou Metz devaient défier tous les efforts. Dans ces deux siéges, dans ces blocus plutôt, les Allemands n'ont pas l'honneur d'avoir triomphé par les armes. Le succès résidait pour eux dans les faiblesses matérielles et morales de l'assiégé. C'est une façon de vaincre assez peu usitée, d'un mérite médiocre et qui pourrait bien ne pas réussir deux fois.

Après avoir installé leurs troupes autour de Metz, les Prussiens entourèrent la ville d'une enceinte de fortifications, de batteries, de tranchées-abris, qui formèrent dans certains endroits trois lignes successives. Ce fut un nouveau camp retranché autour de l'ancien. Les premiers travaux de ce genre et les plus sérieux s'élevèrent sur la ligne des soutiens. Celles des grand'-gardes et des petits postes furent surtout garnies de tranchées-abris, de barricades sur les routes, d'abatis le long des bois. En outre, sur tous les points en état de commander un débouché, furent construits des épaulements de batteries ou des redoutes. Les villages placés sur la zone d'investissement furent mis, ainsi que les fermes et les bâtiments isolés, en état de défense. Les avant-postes furent poussés en avant de la ligne des soutiens aussi loin que possible, les grand'gardes et les petits postes s'arrêtant d'ordinaire à la limite de la portée des pièces françaises, les vedettes les dépassant et arrivant à portée du chassepot de nos sentinelles. Des observatoires furent placés à Sainte-Barbe, sur le Horimont et sur le Saint-Blaise.

Enfin, toute cette activité se compléta par une œuvre de longue haleine qui donnera une idée de la prévoyance et de la ténacité de nos ennemis, le chemin de fer de Remilly à Pont-à-Mousson.

Déjà, pendant la paix, grâce à nos inconséquences, et dans l'hypothèse du prochain plan de campagne, l'état-major général prussien avait recueilli sur place et rassemblé les renseignements généraux nécessaires à l'établissement de cette voie. La direction en était arrêtée, et dès nos premiers échecs, la construction en fut résolue. Sa longueur était de 30 à 35 kilomètres ; il avait à franchir la Seille, la Moselle et les collines qui les séparent (1). Dès le 6 août, la commission militaire des chemins de fer fit réunir les matériaux. Deux divisions des chemins de fer de campagne, quatre compagnies du génie de place, tirées des 3e et 4e corps, un escadron de cavalerie, un parc du train de 250 voitures, et plus tard les équipages de pont des 7e et 8e corps d'armée, ainsi que 3000 travailleurs, enrôlés de force parmi les paysans des environs de Sarrebrück, furent mis à sa disposition. Du 6 au 16 août, les progrès de l'armée allemande furent utilisés pour l'achèvement des levés. Le 17, les travaux furent commencés sous la protection du 1er corps d'armée, et, à partir de ce moment, poussés avec vigueur. Interrompus pendant cinq jours par des pluies torrentielles, ils furent terminés le 23 septembre. Le même jour une locomotive en parcourut le tracé, et le 26 le transport

(1) Voy. le n° 144 du *Militair Wochenblatt*, du 2 novembre 1870.

commença. Cette œuvre avait été terminée en trente-trois jours.

La voie ferrée de Remilly à Pont-à-Mousson est à coup sûr un exemple de l'activité d'une armée et de la perfection de ses rouages; mais sa préparation pendant la paix, son exécution aussitôt après les succès du début, sont une nouvelle preuve de la résolution bien arrêtée dans le parti militaire prussien, même au commencement du mois d'août, de conquérir la Lorraine. Car cette voie, tout en facilitant les communications de l'armée d'invasion, était loin de lui être indispensable, et il n'est pas probable qu'elle l'eût construite, si ses chefs n'avaient pas eu l'intention de la garder. C'est l'affirmation du droit de conquête incrustée en traits de fer sur le sol de la France, pendant que le feu des obus, les sauvageries du sabre, l'abus de la force et du nombre l'imprimaient en traces de sang au sein des populations. Nous avions déclaré la guerre ; nous n'avions qu'à en subir les conséquences ; mais peut-être, malgré notre abaissement, pourrons-nous un jour inscrire sur nos étendards, comme ces vainqueurs qui ont voulu nous détruire et non nous vaincre : *Le sort des combats est le jugement de Dieu.*

Tandis que les Allemands abusaient ainsi du droit de conquête dans cette infortunée Lorraine, si vaillante, si française, qu'ils devaient nous arracher, ils prenaient de nouvelles dispositions pour assurer leurs succès à venir, par le procédé qui leur avait si bien réussi jusqu'à ce jour, l'écrasement par le nombre. Au

départ de l'armée active, ce bon peuple germanique qui n'avait accepté, disait-il, l'obligation universelle du service militaire que pour défendre son territoire, quittait ses travaux, son commerce, son industrie, pour se précipiter sur les champs de manœuvres et refaire sa main au maniement du canon et du fusil à aiguille. Les landwehrs se levaient; les réserves du recrutement accouraient, et avec une ardeur surexcitée par les premières victoires, se livraient, à la voix de leurs instructeurs, à une frénésie d'exercice, qu'il faut avoir vue pour s'en faire une idée. Après Sedan, au lieu de se calmer et de rêver les douceurs de la paix, comme on se plaisait à l'imaginer en France, l'espoir de piller Paris, comme nos autres villes, enflamma tous les zèles. Ces jeunes soldats, qui depuis trois mois rivalisaient d'ardeur pour être jugés dignes de ruiner la France, furent reconnus aptes à venir aider leurs aînés et à combler, dans le rang, les vides que la mort y avait creusés. Dès la fin d'août, une nouvelle invasion vint renforcer l'ancienne. Des troupes de remplacement furent dirigées sur nos frontières, et de là sur leurs corps respectifs, afin de ramener les effectifs aux chiffres du 6 août. Le 13ᵉ corps était formé sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, un des vassaux du roi Guillaume dont les paysans vantent le plus le despotisme. Il était destiné à relier l'armée du roi à celle du prince Frédéric-Charles. On a vu ses têtes de colonne arriver devant Metz et y être utilisées dès le 1ᵉʳ septembre. Vers le milieu du même mois, ces renforts avaient

rejoint leurs régiments, au moins dans l'Est, et l'armée d'investissement de Metz fut reportée à 250000 hommes. Les dépôts s'occupèrent, sur-le-champ, d'instruire de nouvelles levées, et celles-ci déployèrent d'autant plus d'enthousiasme, qu'elles redoutaient de ne plus avoir le temps de participer au butin que leurs devanciers allaient recueillir. En même temps, les corps de réserve constitués étaient dirigés sur la France pour y tenir garnison dans les pays occupés. Deux armées de réserve s'étaient déjà formées en Allemagne, l'une à Berlin sous les ordres du général de Canstein, l'autre à Glogau, sous ceux du général de Lowenfeld.

Ce fut à cette époque, le 12 septembre, que le commandant en chef de la 1re armée, le général Steinmetz, ayant, depuis le 16 août, perdu la confiance du prince Frédéric-Charles et de son souverain, fut renvoyé en Prusse et nommé, par égard pour ses anciens services, gouverneur du duché de Posen. Ses troupes passèrent sous les ordres directs du prince, en conservant la dénomination de première armée.

Dans l'armée française, à mesure que les jours s'écoulaient, les vivres devenaient un objet de préoccupation constante; chaque instant les diminuait. Le taux des rations s'abaissait en proportion ; seule, la viande de cheval abondait, car le manque de fourrage augmentait la mortalité de ces animaux. Déjà le feuillage des arbres, quelquefois l'écorce elle-même, avaient été mis en coupe plus ou moins réglée, pour subvenir à leur subsistance. On en consommait 250 par jour ; mais bientôt le chiffre des bêtes tombant d'inanition

[illegible] besoins journaliers. Il fallut faire un [illegible] les régiments à deux escadrons, livrer [illegible] de la ville et à la boucherie. Dès [illegible] aux petites expéditions [illegible] et restées à l'état de [illegible] qu'un but : trouver [illegible] fourrages. Mesure tardive, et [illegible] était, retombe [illegible] qui n'avait [illegible] expéditions ne furent [illegible] les Allemands se [illegible] mouvements ne fut [illegible] lignes ennemies, [illegible]. On com- [illegible] quelques [illegible].

[illegible] reçut l'ordre [illegible] à Ladvallier, [illegible] commen- [illegible] le maréchal [illegible] l'après- [illegible] se dirige- [illegible] sur Neuilly, [illegible] qui de- [illegible] à empêcher [illegible] jadis au [illegible]. C'était un [illegible] on mettait en [illegible]. La valeur [illegible] d'action ou le

désir de simuler des combats qui faisait adopter, pour quelques gerbes de paille, des dispositions si imposantes? Le fait est que le fourrage s'accomplit sans encombre. Les postes ennemis de Nouilly et de Lauvallier furent surpris, dit le *Rapport officiel*, celui de la Grange-aux-Bois refoulé par nos tirailleurs. L'artillerie prussienne canonna la ferme de Bellecroix; des colonnes d'infanterie allemande, croyant sans doute à un combat sérieux, se montrèrent sur les routes de Sarrebruck et de Mécleuves à Peltre; les forts Saint-Julien et Queuleu mêlèrent la grosse voix de leurs pièces au bruit des tirailleurs et des canons de campagne, et, à cinq heures du soir, le feu cessa. Le 3e corps ramenait ses 25 quintaux et 35 hommes hors de combat, dont 4 officiers.

La vue de cette provision causa dans le camp français une véritable joie. Elle était pourtant bien mince et fut promptement dévorée.

Le lendemain, nouvelle entreprise du même genre sur les villages de Vany et de Chieulles, accompagnée d'une diversion sur Peltre et d'une manifestation du 6e corps (Canrobert) en avant de son front. Cette fois l'ennemi est sur ses gardes; il fait prendre les armes à la division Kummer et à des troupes du 1er et du 10e corps. De son côté le maréchal Lebœuf ne mit en mouvement, à trois heures de l'après-midi, qu'une division; mais les Prussiens ouvrent sur elle les feux d'une artillerie évaluée dans le *Rapport officiel* à onze batteries; elle est obligée de se replier sans avoir fait son fourrage, et rentre au bivouac avec 67 hommes

hors de combat. La brigade Lapasset du 2e corps, après avoir enlevé deux postes ennemis et occupé les premières maisons de Peltre, regagne de même ses campements, ainsi que le 6e corps.

Incident Régnier-Bourbaki. — Ici se place un incident qui joue dans l'histoire du siége un rôle important, incident aussi triste pour le quartier général allemand que pour le commandement de l'armée française. Depuis le 16, jour de la première visite du colonel Boyer au quartier général du prince Frédéric-Charles, l'autorité prussienne avait compris le parti qu'elle pouvait tirer de notre situation politique, pour la ruine des troupes et de la place de Metz. Il lui avait semblé que le maréchal Bazaine ne voulait ou ne pouvait accepter d'autre mandat que celui de représentant de l'Empire, et que cette pensée s'associait peut-être dans son esprit à la mission dont son armée était chargée. M. de Bismarck et M. de Moltke, se souvenant aussi de l'attitude équivoque gardée par le maréchal au Mexique, avaient entrevu la possibilité d'utiliser ces indices pour traîner en longueur l'inaction de l'armée jusqu'au jour où, réduite par la faim, ils détruiraient les illusions qu'ils faisaient naître et l'anéantiraient sans combat. Calcul d'une profondeur et d'une habileté rares, mais sans dignité ni honneur pour ceux qui le firent. Bref, depuis le 16, des parlementaires commencèrent à s'échanger; deux fois de suite, malgré les règlements militaires, il y en eut qui pénétrèrent jusqu'auprès du maréchal, et le jour même de la tenta-

tive manquée de Vany, un inconnu, déguisé en médecin de la Société internationale de Genève, autorisé par le roi Guillaume et par le prince Frédéric-Charles, se présenta chez le commandant en chef, refusa de dire son nom et eut avec lui un entretien secret. Il revint le lendemain, et sous prétexte de conduire aux avant-postes sept médecins luxembourgeois restés dans Metz, il emmena le commandant en chef de la garde impériale, le général Bourbaki, qui partit avec l'autorisation du général en chef et des Prussiens, abandonnant ainsi, sous un déguisement de médecin, son uniforme, son épée de commandement et les troupes d'élite qu'il commandait devant l'ennemi. L'autorisation qui lui fut donnée était ainsi conçue :

ARMÉE DU RHIN
3e CORPS
—
Cabinet du maréchal commandant en chef.
—

(Reims, le 24 septembre 1870.)

ORDRE.

Sa Majesté l'Impératrice régente ayant mandé auprès de sa personne M. le général de division Bourbaki, commandant la Garde impériale, cet officier général *est autorisé* à s'y rendre.

Le maréchal de France,
commandant en chef l'armée du Rhin.
Signé : Maréchal BAZAINE.

Metz, le 15 septembre 1870 (1).

(1) Les mots soulignés offrent matière à réflexion. Il est à remarquer, en effet, que cette autorisation, qualifiée *ordre*, est datée du 15, veille du jour où le colonel Boyer fut envoyé au prince Frédéric-Charles, et qu'elle parle de Sa Majesté l'Impératrice régente, quand on connaissait à Metz les détails de la révolution du 4 septembre.

Le 25, un ordre du maréchal annonça que le général Bourbaki était parti *en mission;* le général Desvaux le remplaçait à la tête de la garde.

Est-ce un roman ou bien de l'histoire qui se déroule devant nous? La France est envahie; l'ennemi qui l'écrase ne connaît ni les ménagements, ni la générosité; sa haine est sans pitié; son but n'est pas la victoire, mais la destruction; tous les moyens de ruine lui sont bons. Une des armées chargées de le combattre est en présence de ses soldats; chaque jour elle échange avec eux des obus et des balles; et en face du danger, un général, un commandant en chef, n'hésite pas à quitter ses compagnons d'armes, en secret, au milieu de la nuit, sous un costume bourgeois, et à s'éloigner du champ de bataille, avec une autorisation de son chef et le consentement de l'envahisseur! Quel est le soldat, quel est l'officier qui trouvera dans son âme, dans son cœur de Français, une excuse pour un pareil acte, un motif politique ou autre pour le légitimer? Qu'auraient dit nos pères en présence de ce fait? et que peuvent encore penser nos ennemis, ceux du moins qui préfèrent la loyauté des combats au grand jour, à la fourberie des intrigues ténébreuses? Le général Bourbaki était un vaillant soldat et un homme d'action. C'était une tête de colonne d'assaut, un général d'avant-garde, un chef populaire, le seul qui eût partagé avec le maréchal Bugeaud la faveur d'entraîner ses soldats au rhythme de sa chanson guerrière. C'était un homme susceptible d'inspirer de grands dévouements, mais une tête par-

fois sans réflexion, qu'une parole pouvait égarer, et qui ne se doutait pas qu'il y a des moments dans la vie où il faut bien sonder sa conscience avant de prendre une décision. Quel que soit le jugement de l'histoire, sa conduite trouvera peut-être une excuse dans le caractère même du général, dans les propositions qui lui furent faites, la façon dont on les exposa, et probablement aussi dans l'autorisation qu'il reçut de son chef.

L'inconnu qui s'était présenté au maréchal Bazaine a depuis raconté sa conduite dans un écrit embrouillé destiné à assumer sur lui la responsabilité. Il voulait, assure-t-il, par pur dévouement pour sa patrie, s'interposer entre le seul gouvernement qui lui paraissait capable de la sauver, la régence impériale, et l'autorité prussienne, pour obtenir la conclusion de la paix et l'emploi de l'armée de Metz au rétablissement de l'ordre. Même en admettant cette explication, les fautes de l'Empire avaient déjà trop compromis la France, et le gouvernement prussien était trop perfide, pour que ce ne fût pas une faute d'accorder à tous deux sa confiance. Cette négociation devait tellement servir nos ennemis, et les conséquences en furent si graves, que toutes les suppositions sont permises sur le compte du sieur Régnier, comme il lui a plu de s'appeler. Habitant l'Angleterre, connaissant parfaitement les noms et les personnes qui entouraient l'impératrice à Chislehurst, il s'en éloigna, muni d'un document mystérieux, sans valeur apparente, mais qui devait lui ouvrir avec une égale facilité le cabinet de M. de Bismarck, ce-

lui du maréchal Bazaine et les portes de Wilhelmshöhe. Il est douteux qu'en temps de guerre, un inconnu pénètre ainsi dans des camps ennemis sans passe-port spécial, sans caractère secret peut-être, mais accrédité. Il faudrait que des hommes comme le chancelier de Prusse, le maréchal Bazaine et Napoléon III, fussent bien inconséquents pour confier des négociations de premier ordre à un individu qu'ils n'avaient jamais vu, et qui se présentait à eux sans autre titre qu'une vue photographique d'Hastings, sur laquelle le jeune prince impérial avait écrit pour son père deux lignes d'une banalité complète. Ce personnage devait donc posséder d'autres recommandations. Les hommes mêlés à sa mission avaient trop d'intérêt à garder le silence pour confier leurs projets au papier; ils en ont trop encore pour les divulguer aujourd'hui. Quant aux Allemands, ils n'auraient pas demandé mieux, au dire de ce personnage, que de se prêter à un arrangement ayant pour but le rétablissement de la régence, avec l'appui de l'armée de Metz. Ils devaient cependant, en rompant ces négociations, déclarer au maréchal Bazaine, et cette fois par écrit, qu'une restauration impériale ne leur offrant aucune garantie sérieuse, ils croyaient utile de n'y plus songer. Par suite, l'assertion du sieur Régnier porte une atteinte sérieuse au caractère de M. de Bismarck; et puisque les Allemands ont laissé cette accusation sans réponse, c'est assurément qu'ils y ont intérêt, ou qu'ils savent à quoi s'en tenir sur la valeur morale de leur chancelier. Il est donc permis de croire que ce négociateur était un agent de M. de Bis-

marck, peut-être de l'ancienne cour impériale, qui seuls pouvaient fonder sur ses démarches des espérances sans loyauté. Ce messager occulte, pour se rendre de Ferrières au Ban-Saint-Martin, à travers l'armée d'investissement, dut avoir des sauf-conduits particuliers, l'autorisant à faire sortir de Metz des médecins de l'Internationale. Était-il annoncé au maréchal Bazaine, pour pénétrer auprès de lui sans passer par la filière des plantons de service, officiers d'ordonnance et aides de camp? Nul ne le sait. Toujours est-il qu'il dut faire luire à ses yeux la perspective de dégager son armée au moyen d'une convention politique, lui permettant de se retirer dans le midi et de concourir au rétablissement de la régence, sous la condition qu'elle ne servirait plus contre la Prusse. Il dut lui demander un homme marquant pour le conduire auprès de l'impératrice, et obtenir d'elle, avec son consentement, des pouvoirs qui n'existaient pas. Le maréchal y consentit sans doute, puisque le sieur Régnier, qui aurait dû légalement être arrêté comme inconnu, sans autres papiers que ceux qui attestaient ses relations avec l'ennemi, put s'en retourner, revenir le lendemain et emmener, avec ses Luxembourgeois, un des généraux en chef de l'armée. Quant au commandant de la garde impériale, à qui le rôle d'intermédiaire fut prescrit ou offert, il ne réfléchit pas sans doute que toute négociation loyale doit se traiter au grand jour, qu'il ne devait quitter l'armée qu'en vertu d'un ordre public et non privé du maréchal, sur une autorisation personnelle du quartier général allemand, et

non sur une permission tacite, sous son uniforme, et non sous un déguisement, sur une promesse écrite de pouvoir regagner son poste, et, enfin, après avoir consulté les généraux et officiers d'une armée dont on allait engager la volonté sans connaître ses aspirations. C'est ainsi que le général Bourbaki et le sieur Régnier s'éloignèrent du camp français le 24 au soir, à la tombée de la nuit.

A cette nouvelle, l'impression fut des plus tristes; les commentaires allaient leur train, et chacun répétait que les troupes de Metz, pas plus que d'autres, n'avaient le droit d'imposer un gouvernement à la patrie, surtout un gouvernement qui s'était enfui devant le danger, après avoir exposé son pays aux maux les plus épouvantables, et sans qu'une voix osât s'élever pour le défendre. Quant au devoir, nul n'en doutait, il était ailleurs, il était au combat, et l'on pressentait que désormais la pensée dirigeante, au lieu de songer aux actions de guerre, s'absorberait, jusqu'à la catastrophe finale, dans la combinaison politique qui l'avait séduite (1).

(1) Ce fut un moment pénible ; nous entendîmes des hommes sérieux, d'un grade élevé, la plupart anciens amis de l'Empire, approuver le départ du général Bourbaki et la combinaison qui l'éloignait. Au grand quartier général circulaient déjà, sur la situation intérieure de la France, des récits qui avaient pour but d'excuser les récentes démarches. Paris devait être mis au pillage par les socialistes, trois ou quatre gouvernements se disputaient le pouvoir, la terreur régnait à Lyon, etc., etc. Ces bruits devaient plus tard prendre la forme d'une communication officielle. L'esprit humain est si faible, que ceux-là mêmes qui les répétaient en approuvant la négociation Régnier, allaient

Cet état de choses commença à susciter des plaintes. Tout le monde entrevoyait maintenant la chute de Metz et de son armée. On sentait approcher le moment où, sans vivres pour résister, la ville serait forcée de se rendre; où l'armée, sans canons, sans chevaux pour les traîner, ne pourrait plus ni combattre, ni tenter une sortie. Dans la place, où le dévouement des habitants pour nos 16000 blessés, dont 2000 au moins dans des maisons particulières, dépassait tout éloge; où toutes les dames se succédaient au chevet des mourants, consolant les uns, sauvant les autres; où les magasins se vidaient au profit de l'armée; dans cette fière capitale de la Lorraine qui aura toujours des droits à notre reconnaissance, à nos sympathies et à nos revendications incessantes, l'émotion était extrême. Le départ du général Bourbaki et les projets de restauration impériale y furent bientôt connus. Ils soulevaient l'indignation et provoquaient la tristesse. Dans les groupes de la rue, au sein du conseil municipal, on demandait hautement la lutte, la sortie de l'armée et l'abandon de la cité à ses propres ressources. Le commandant de la place crut devoir en écrire lui-

s'indigner bientôt de la capitulation dont elle était cause. Quelques-uns, chose plus triste encore, après avoir soutenu l'Empire, accepté de lui des faveurs, accablé de leurs mépris les hommes de la défense nationale alors qu'ils n'étaient encore que l'opposition, patronné à Metz l'idée d'une restauration de la régence, devaient s'empresser d'offrir leurs services à la République et solliciter de ses mandataires qu'ils insultaient jadis, des honneurs nouveaux destinés à compléter ceux qu'ils tenaient de l'Empire. Funeste effet des révolution qui étouffent les consciences en abaissant les caractères!

même au général en chef, et insista pour qu'à défaut de départ définitif, on effectuât au moins des sorties vigoureuses, destinées à écraser quelque fraction de l'armée allemande. Or il était encore possible de combattre sur place et d'obtenir des succès. En enlevant les ponts de l'ennemi sur la Moselle, en déployant subitement ses corps tantôt sur une rive, tantôt sur l'autre, l'armée pouvait rassembler sur un point des forces supérieures, accabler un ou deux corps prussiens, rentrer dans ses lignes et recommencer le lendemain d'un autre côté. Les défenses de l'investissement étaient maintenant trop fortes pour tenter de se dégager d'un seul coup; une victoire était d'abord nécessaire. Mais le maréchal, décidé sans doute à attendre l'issue des démarches du général Bourbaki, n'était pas du parti de l'action, et désapprouvait les idées du commandant de la place. Il terminait sa lettre en disant qu'il ne voulait que des *opérations utiles*.

Le commandant supérieur de Metz n'était pourtant pas le seul à réclamer des combats.

Les troupes, lasses de leur inaction, fatiguées par l'immobilité, demandaient à agir. Le général Lapasset, dont la brigade avait été remarquée dans maintes circonstances, de même que la division du général de Cissey, du 4e corps, avait pris l'initiative d'une expédition sur Mercy et Peltre. Le 26 septembre, le commandant en chef, approuvant son coup de main, lui donna les ordres nécessaires.

Affaire de Peltre, 27 *septembre*. — Le but de l'en-

treprise était de détruire les ouvrages prussiens qui s'augmentaient chaque jour autour de Mercy-le-Haut, de s'emparer des approvisionnements rassemblés à Peltre, et, le cas échéant, de pousser sur Courcelles-sur-Nied, afin d'enlever des magasins. Le château de Mercy-le-Haut s'élevait sur un monticule, en face l'extrême droite du 3e corps (Lebœuf). De là, on exerçait sur tous les environs et jusqu'aux abords de la place un commandement avantageux ; c'était une des positions que l'armée assiégée n'aurait jamais dû abandonner, car elle interdisait les débouchés de Mécleuves et de Courcelles, et aurait été une menace constante pour les communications de l'armée allemande. Sa défense eût été facile, car elle était appuyée par le fort de Queuleu et les postes retranchés que nous avions conservés à la Basse-Bévoye et près de la Grange-aux-Bois. Sa possession aurait sensiblement reculé l'investissement et mis à la disposition de l'assiégé quelques ressources de plus. Il est probable que cette position, si nous l'avions conservée, aurait été de la part des Prussiens l'objet d'attaques réitérées, et l'entraînement de la lutte aidant, qui sait si un beau jour nos troupes n'eussent pas gagné du terrain de ce côté et compromis les lignes ennemies ? C'était pour l'assiégeant un point des plus vulnérables, et pour nous un des plus propices à une sortie. Mercy-lez-Metz, négligé par les Français, ne le fut pas par les Prussiens, et les ouvrages qu'ils y élevaient durent être détruits. En cas de réussite, une locomotive suivie d'un wagon blindé, conduite par un agent supérieur de la Compagnie

de l'Est, dont le caractère entreprenant et zélé avait rendu maintes fois des services à l'armée, devait pousser jusqu'à Courcelles, y saisir un train de vivres et le ramener dans la ville.

A neuf heures du matin, le 27 septembre, les troupes de la brigade Lapasset, composée de deux régiments et d'un bataillon de chasseurs à pied, 4000 à 5000 hommes massés à la gorge du fort Queuleu, se mirent en mouvement au signal donné par le canon du fort. C'était un singulier moyen de commencer une surprise, mais enfin il était dans les habitudes de l'armée. Elles devaient être soutenues en arrière par une division du 3e corps. Le 90e de ligne se lança, à gauche, sur le château de Mercy, repoussa les postes qui s'y trouvaient et détruisit les travaux, tandis qu'à droite le 14e bataillon de chasseurs, transporté en wagons, parcourait la voie ferrée. Aux abords de Peltre, le train qui le portait dut s'arrêter. Les Prussiens, prévenus par un espion qui, depuis trois semaines, vendait des boissons aux soldats du 2e corps, avaient enlevé des rails. Les chasseurs en prirent vite leur parti et, mettant aussitôt pied à terre, se jetèrent dans Peltre, pendant que le reste de la brigade l'attaquait de front. L'ennemi, déconcerté, abandonna le village et se retira en désordre, laissant entre nos mains, comme à Mercy, des prisonniers, du bétail, des approvisionnements et l'espion, reconnu par nos soldats sous l'uniforme allemand (1). Les Prussiens, rejetés sur leurs lignes, y

(1) Il fut plus tard jugé, condamné et fusillé.

donnèrent l'alarme, et le 7e corps prit aussitôt les armes ; les 13e, 15e, 53e, 55e, 74e et le 7e bataillon de chasseurs, environ 16000 hommes, furent bientôt rassemblés, et leurs colonnes commencèrent à se montrer. La brigade Lapasset, forcée de renoncer à ses projets sur Courcelles par suite de la coupure de la voie, ayant ramassé son butin, évacua, sur l'ordre qui lui en fut donné, Mercy et Peltre, et rentra au camp vers une heure, avec 152 prisonniers, dont 2 officiers, sans être inquiétée.

Pendant ce temps deux diversions s'opéraient. Une division du 3e corps allait faire un fourrage à Colombey, soutenant ainsi la gauche de la brigade Lapasset, tandis que le 6e corps, refoulant avec deux divisions les avant-postes du 10e corps prussien, fouillait le village des Maxes, la ferme de Franclochamps, celle de Sainte-Agathe, le bois de Woippy et le château de Ladonchamps, y prenait quelques approvisionnements et rentrait sans encombre dans ses bivouacs.

Les pertes s'élevaient à 364 tués ou blessés et 19 disparus. L'ennemi en comptait davantage.

Cette petite affaire, heureusement conduite, et dans laquelle les Allemands ne manquèrent pas de dire qu'ils avaient repoussé les Français *jusque sous les murs de la forteresse*, fut terminée vers midi. L'armée avait encore déployé, pour un si mince résultat, quatre divisions et une brigade d'infanterie, alors que cette dernière eût suffi. Il en résulta que l'ennemi, à son tour, avait mis en position les 1er, 10e, 7e corps et la division Kummer. Il y avait au moins à cela un bon

côté : celui de fatiguer l'assiégeant et de le tenir en alerte. Mais on eut le tort de ne pas se maintenir sur la position de Mercy, dont l'occupation n'était pas approuvée par le général en chef.

Le soir, pour se venger de cette surprise, les Prussiens incendièrent le château de Mercy, la petite Maxe, le poste appelé la Maison Rouge, et enfin le village de Peltre, dans lequel ils n'épargnèrent ni l'église, ni le couvent, où des sœurs de charité françaises qui y soignaient leurs blessés, perdirent tout leur mobilier. Ces procédés leur parurent assez barbares pour en décliner l'honneur ; aussi écrivirent-ils dans leurs journaux qu'ils étaient dus aux Français. Ils devaient, d'ailleurs, les renouveler souvent. Ces incendies n'étaient pas seulement une vengeance, mais encore une application froide et réfléchie d'un principe de Frédéric II, qui recommande dans ses mémoires de brûler après une action tous les bâtiments, fermes, châteaux ou villages susceptibles de servir à l'ennemi ou de devenir le but de ses entreprises. On voit que si l'humanité a marché depuis le milieu du XVIII[e] siècle, le peuple qui nous faisait la guerre savait utiliser, parmi les préceptes du passé, tous ceux qui étaient de nature à nier les progrès du présent (1).

(1) Le rapport officiel du général Kummer dit que la Maxe fut incendiée par suite du combat. Mais la vérité, conforme aux habitudes de guerre de nos ennemis, se trouve plus loin, quand il rend compte que les avant-postes du 10[e] corps furent reportés, après le combat du 27 septembre, sur la ligne Ladonchamps-Grandes-Tapes. Ce qui montrerait que, en résumé, ces petites expéditions avaient l'avantage de faire un peu reculer chaque fois les avant-postes enne

L'ardeur des troupes pour ces coups de main ne se démentait pas, malgré les mauvaises nouvelles qui se succédaient. C'est ainsi qu'on apprit, dans la seconde quinzaine de septembre, les capitulations de Toul et de Strasbourg, après de vaillantes défenses qui consolaient, mais faiblement, des défaillances constatées sur d'autres points. L'armée était arrivée au 1er octobre, mois funeste qui devait voir sa destruction, et laisser dans sa mémoire un souvenir de deuil. Les vivres continuaient à s'épuiser, la mortalité des chevaux à s'accroître, la situation générale à s'assombrir. Cependant, par suite de calculs approximatifs et un peu exagérés de l'intendance, par suite des provisions recueillies aux environs, on se trouvait avoir du pain pour quinze jours.

Malgré les réductions, les attelages de l'artillerie étaient en état de traîner un nombre respectable de pièces; la cavalerie, quoique diminuée de plus de moitié, pouvait rendre des services; il existait dans la place un nombre de chevaux assez considérable, 1500 à 2000, la plupart en bon état, qu'on aurait pu réquisitionner. Les munitions ne manquaient pas, malgré la dépense un peu exagérée des derniers jours. L'armée pouvait donc encore livrer bataille et essayer de rompre l'investissement. Mais il lui fallait se hâter, car dans la période du 1er au 15, les Allemands, renforcés

mis, et que dirigées plus vigoureusement dans le but de gagner du terrain et de dégager l'armée, elles auraient réussi sans doute à occuper des villages et des positions, d'où serait résultée tôt ou tard une véritable liberté de mouvements.

par les troupes de remplacement, avaient atteint de nouveau l'effectif de 250 000 hommes; ce chiffre tendait à s'abaisser, il est vrai, par suite des maladies que les rigueurs de la saison, les fatigues du service, l'absence d'abris, avaient développées. Mais, en revanche, leurs retranchements s'étaient complétés, leurs jeunes soldats s'aguerrissaient, se rompaient à la discipline et aux manœuvres par des exercices continuels, qui s'effectuaient sous les yeux de l'assiégé, avec la même régularité qu'en garnison. Si l'armée française voulait agir, elle devait donc se presser.

Il fut en effet question de sortie vers le 2 octobre; une réduction dans les voitures, dans les bagages, une distribution de vivres pour quatre jours, firent battre un instant tous les cœurs et croire à une lutte prochaine et décisive. C'était encore une illusion. Le général en chef ne voulait que de petites opérations, et donnait à ses chefs de corps des instructions dans ce sens. Ceux-ci, soit par inertie, soit par conviction de leur peu d'utilité, avaient de la peine à s'y résoudre. Pendant ce temps, des parlementaires continuaient à s'échanger, et ce service parut au maréchal prendre assez d'importance pour y affecter en permanence des officiers d'état-major qui se relevaient toutes les vingt-quatre heures, et étaient chargés de recevoir et de transmettre les communications, tandis qu'un commandant de francs-tireurs, ancien officier démissionnaire, qui était venu servir volontairement dans l'armée de Metz, était employé plus spécialement à conduire chez le maréchal et à ramener aux avant-postes les

personnes envoyées en mission. Le prince Frédéric-Charles, de son côté, avait jugé opportun de porter son attention sur ces échanges de correspondance, et, imposant ses volontés au commandant en chef, l'avait prévenu qu'il ne les autoriserait plus que sur la route de Moulins à Ars. Ces allées et venues, les dépêches qui passaient, des lettres particulières reçues et expédiées, ce service officiellement régularisé, tout cela parut singulier à bien des gens, qui ne comprenaient guère les relations avec l'ennemi.

Vers cette époque se produisit un incident sans signification réelle, mais de nature à donner une triste idée de la discipline et des préoccupations qui régnaient en haut lieu. Un des ballons-poste, expédiés par la place, emporta un jour deux pigeons voyageurs destinés à rapporter des nouvelles. L'aérostat tomba aux mains des Prussiens. Le quartier général allemand en informa le maréchal Bazaine sous une forme ironique, lui apprenant que les pigeons avaient approvisionné sa table, et qu'il lui renvoyait deux lettres recueillies parmi les billets destinés aux familles, l'une du général Coffinières, commandant la place; l'autre, en anglais, d'un employé à la fabrication des ballons. La première, adressée au préfet du département dans lequel tomberait le ballon, lui demandait des *instructions politiques*, et une réponse confiée aux pigeons. L'autre, dépassant le format exigé, racontait en détail les misères qu'on subissait à Metz, l'état de faiblesse de l'armée, et lançait contre le maréchal des appréciations malveillantes. Les mots intéressants de ces deux dé-

pêches avaient été soulignés par nos ennemis. Tout cela ne méritait peut-être pas grande attention, mais il était pénible de s'exposer ainsi, par manque de surveillance, aux railleries des Allemands.

Au milieu de ces péripéties, les coups de main, maintenant sérieusement exigés par le maréchal, suivaient leur cours. Le 1er octobre, un régiment de la 2e division du 4e corps (Ladmirault) poussait une reconnaissance en avant de ses lignes, occupait le chalet Billandel, où l'ennemi se livrait depuis quelques jours à des travaux inquiétants, s'emparait du village de Lessy et fouillait les bois de Châtel-Saint-Germain. Des tirailleurs s'y heurtaient à un poste allemand fortement retranché. Ils revinrent alors sur Lessy, dont l'occupation, quoique tardive, fut maintenue et reliée aussitôt aux positions en arrière. Le chalet Billandel fut également conservé et mis en état de défense. Cette courte expédition, qui reculait encore le cercle d'investissement, nous coûtait 75 tués et blessés et 3 disparus.

Affaire de Ladonchamps, 2 octobre. — Depuis longtemps le général en chef insistait pour que le 6e corps s'emparât du château de Ladonchamps, en avant de Woippy, dans la plaine de la rive gauche. Ce projet avait rencontré des obstacles. L'installation du 6e corps sur la ligne Woippy, Saint-Éloi, la Grange-aux-Dames, avait permis au 10e corps prussien de pousser ses avant-postes jusqu'à Ladonchamps et de construire sur sa ligne de défense une série de batteries, disposées

circulairement depuis Norroy et Fèves jusqu'aux abords d'Olgy. Le tir de leurs pièces était calculé de façon à protéger les postes avancés, et à diriger sur le débouché de la route de Thionville à Woippy des feux concentriques des plus meurtriers. En conséquence, du moment où l'armée française avait laissé s'établir ces ouvrages, la prise et l'occupation de Ladonchamps devaient être sans valeur et n'avoir d'autre résultat que de transformer ce poste, selon l'expression imagée du soldat, en un nid à boulets. Ladonchamps, comme la plaine qui l'entourait, n'était plus efficacement protégé par le canon de Saint-Julien et de Plappeville, tandis qu'il était dominé par les hauteurs des deux rives. Le maréchal Canrobert reculait devant cette entreprise dont personne n'entrevoyait l'utilité, tandis que le commandant en chef, sans expliquer ses motifs, semblait, par sa persistance, y attacher de l'importance. Était-ce une réminiscence de cette direction du nord, qui seule jusqu'ici avait eu ses préférences, tandis que l'armée la désapprouvait? Toujours est-il qu'il fallut se soumettre aux ordres donnés.

Le 2 octobre, un peu après minuit, la 4e division du 6e corps dirigea 2 bataillons, 1400 hommes, vers le bois de Woippy. Cette troupe se rabattit ensuite sur le château de Ladonchamps. La veille, la division de réserve von Kummer avait remplacé à Maizières le 10e corps qui avait passé sur la rive droite, laissant son bataillon de chasseurs sur son ancienne position pour prêter main-forte au nouvel occupant. Deux bataillons de landwehr, environ 2000 hommes, soutenus en

arrière, occupaient les avant-postes des Tapes, de Saint-Remy, Bellevue, Sainte-Agathe et Ladonchamps. Les gardiens de ce dernier poste furent surpris et mis en fuite. Le château fut occupé, et des travaux pour y installer une batterie commencèrent sur-le-champ. Le reste du détachement se portait sur Sainte-Agathe et en prenait aussi possession. Les landwehriens ralliés, puis soutenus à Saint-Remy par des compagnies du 10e chasseurs prussiens, revinrent à la charge et exécutèrent deux ou trois retours offensifs qui furent repoussés. Ce petit succès obtenu par le 28e de ligne de la brigade Chanaleilles, nous coûtait 96 hommes hors de combat. L'ennemi avouait 115 tués et blessés.

Cette occupation ne pouvait qu'assurer notre action sur les Maxes, Franclochamps, Saint-Remy, Bellevue et Sainte-Agathe, et nous permettre peut-être d'y recueillir quelques voitures de fourrages. Pour la division Kummer, elle avait le désagrément de reculer ses avant-postes, le lendemain même de sa nouvelle installation. Aussi, dès que le combat fut terminé, au point du jour, une batterie de douze établie au nord de Semécourt, deux batteries lourdes de réserve placées au sud de ce village, et une batterie légère qui vint prendre position aux Tapes, près de vingt-quatre pièces, ouvrirent un feu violent sur Ladonchamps et sur une batterie française provisoirement établie à Saint-Eloi. Cette canonnade ne réussissant pas à déloger nos troupes, et la batterie légère postée aux Tapes ayant été obligée de se retirer au bout d'une demi-heure, l'ennemi régularisa son tir, et se contenta

d'envoyer, nuit et jour, des batteries de Semécourt, un obus par minute. Ce feu resta inutile. Notre installation fut maintenue, les soldats furent mis à l'abri des projectiles, et un cheminement fut ouvert jusqu'à Woippy pour se relier au 6ᵉ corps (1).

L'affaire de Ladonchamps fut peut-être la seule que le maréchal Bazaine ordonna impérieusement, malgré l'avis contraire d'un maréchal expérimenté, plus ancien que lui, mais son subordonné. Ce fut aussi la moins profitable, puisqu'elle ne rapporta ni provisions ni fourrages, et la plus difficile, puisqu'elle devait aboutir à l'occupation d'un poste canonné de tous côtés. Ce fut pourtant celle qui réussit le mieux, le plus prom-

(1) Nous nous étendons sur les détails de cette petite affaire, afin de démasquer les mensonges des Allemands qui prétendent que nous avons seuls le privilége des faussetés. Le rapport officiel du général von Kummer dit « *qu'à sept heures du matin la 6ᵉ compagnie du bataillon Freystadt reprit Sainte-Agathe* ». C'est faux. Il suffit de regarder une carte pour s'en convaincre. Elle revint dans Bellevue, oui ; dans Sainte-Agathe, non. « *Vers le soir, Saint-Remy et Franclochamps brûlèrent* », c'est-à-dire que les Prussiens, les braves paysans de la landwehr, qui, du reste, se battaient parfaitement, ne pouvant plus occuper ces fermes, les incendièrent, selon leur habitude. « *La division de landwehr se battit contre des forces supérieures.* » Il y eut 2 bataillons français, contre 4 bataillons de landwehr et 3 compagnies de chasseurs prussiens, c'est-à-dire 1400 Français contre 4000 Prussiens environ. Plus loin, « *ce furent, selon toute apparence, des troupes de la garde impériale* (troupes d'élite) *qui menèrent l'action, et leur nombre était bien supérieur aux bataillons de landwehr* ». Enfin, « *les pertes des Français sont importantes* ». Les chiffres donnés ci-dessus de 96 Français pour 115 Prussiens hors de combat sont officiels. On voit que l'habitude de vaincre par le nombre a dû donner aux généraux allemands la conviction qu'ils ne pouvaient à leur tour être battus que par des forces supérieures.

ptement et avec les plus faibles moyens. La position de Ladonchamps était si inutile et si exposée, que l'autorité supérieure qui l'avait prescrite dut, quelques jours après, la faire évacuer. Les troupes qui l'enlevèrent étaient de celles qui furent mises en déroute le 18 août.

On est donc en droit de conclure que ce qui manquait pour une action vigoureuse, ce n'était ni le moral des soldats, ni l'ardeur des officiers, ni l'obéissance des commandants en chef, mais simplement la volonté. Et pourtant, si l'apathie était parfois un défaut du général en chef, son énergie était incontestable comme sa bravoure, quand il voulait la déployer.

Il eût été naturel de profiter de la prise de Ladonchamps pour ramasser, le jour même, tous les approvisionnements des fermes environnantes. On se contenta de vider Sainte-Agathe, et l'on perdit quatre jours avant de se décider à un nouveau fourrage. L'ennemi commençait à s'irriter de ces courts engagements qui découvraient ses lignes, tuaient du monde et refoulaient ses avant-postes. Le 6, il fit ouvrir sur Ladonchamps un feu violent qui dut cesser faute de résultats, et essaya de reprendre le village de Lessy après l'avoir canonné, ainsi que Chazelles, le chalet Billandel et le hameau de Scy. Sa tentative échoua.

Combat de Saint-Remy, 7 octobre. — Le lendemain, le 6e corps recevait l'ordre de s'emparer des approvisionnements signalés aux Petites et aux Grandes-Tapes et à Bellevue. Pour cette entreprise, la garde

était mise à sa disposition, le 3[e] corps devait l'appuyer à droite, le 4[e] à gauche.

Vers midi, la 1[re] division (général Deligny) des voltigeurs de la garde s'établit en position sur trois lignes, de la Moselle au bois de Woippy par les Maxes, Ladonchamps et Sainte-Agathe. La brigade Gibon, de la 4[e] division du 6[e] corps, se porta dans le bois de Woippy à sa gauche, prête à déboucher sur Sainte-Anne et Bellevue. Les réserves s'étaient massées en colonnes serrées aux abords de Maison-Rouge, près de Woippy. A une heure, le mouvement commença. La division Deligny se porta résolument en avant. Du premier élan, Franclochamps et Saint-Rémy, quoique vigoureusement défendus, furent enlevés. Le bataillon de chasseurs de la garde, débouchant de Sainte-Agathe, surprit les Prussiens à Bellevue et enleva le village sans laisser le temps de retirer six pièces de canon qui s'y trouvaient en batterie (1) et que le manque d'attelages, joint à l'entraînement de la lutte, ne permit ni d'enclouer, ni d'emmener. Enfin la brigade Gibon, traversant le bois de Woippy, attaqua Sainte-Anne et l'emporta malgré une vive résistance. La division von Kummer, qui avait pris les armes, ouvrit aussitôt le feu de ses batteries de position et de ses

(1) A défaut des pièces prises le 18 août, l'enlèvement de cette batterie peut montrer aux Allemands qu'ils mentent encore, en soutenant que dans cette guerre on ne put jamais leur prendre un canon (voy. *Der Deutsch-Französische Krieg*, 1870, von Borbstœdt, colonel, Berlin, 2[e] livraison).

pièces de campagne. Le 10ᵉ corps (von Voigts-Rhetz) fit concourir à cette canonnade, sur la ligne Argancy-Olgy-Malroy, son artillerie et celle de sa 20ᵉ division, qu'il mit à la disposition du général von Kummer, en dirigeant d'abord une brigade sur la rive gauche. Le 3ᵉ corps (von Alvensleben II), averti également, envoya sa 9ᵉ brigade d'infanterie et deux batteries à Norroy-le-Veneur. En quelques instants, près de 10 batteries, 60 pièces, couvrirent la plaine de projectiles. Les troupes françaises n'avaient mis en position que 3 batteries secondées par les pièces épaulées de Ladonchamps. Malgré la violence de la canonnade, la division Deligny enlève les Grandes et les Petites-Tapes, et établit sa première ligne en tirailleurs, le long du ruisseau des Tapes, de la Moselle au chemin de fer, où elle se maintint sous une pluie d'obus, de trois heures à cinq heures et demie. Le reste de la division était en arrière sur deux lignes, à 600 mètres de distance, les réserves massées plus loin, hors de la portée des coups de l'ennemi.

Pendant ce temps, sur la rive droite de la Moselle, le 3ᵉ corps (Lebœuf) faisait avancer une division sur Villers-l'Orme, Vany et Chieulles, une autre sur le versant nord du ravin de Vantoux. Le 4ᵉ corps, de son côté, poussait une brigade sur le bois de Vigneulles, observant le débouché de Saulny ; une autre à l'ouest du bois de Woippy, surveillant le chemin de Villers-les-Plesnois. Quand la division Deligny eut dessiné son mouvement, les voitures qui la suivaient voulurent dépasser Ladonchamps et effectuer leur fourrage. Mais

la précision et la vivacité de la canonnade les arrêta court ; il fallut renoncer à l'espoir de ramener des approvisionnements. Les voitures rétrogradèrent, et l'ordre de rentrer leur fut donné sur-le-champ. Le maréchal Bazaine s'était porté à Ladonchamps pour examiner le combat. Vers cinq heures et demie de l'après-midi, l'opération étant désormais sans but, le signal de la retraite fut envoyé au 6e corps et à la division Deligny. Elle s'opéra lentement et en bon ordre. Dès que le général von Kummer s'en aperçut, il forma sur deux lignes sa division de réserve et la 38e brigade d'infanterie du 10e corps, et prit l'offensive, réoccupant les postes avancés à mesure que les troupes françaises les évacuaient. Les 3e et 4e corps (Lebœuf et Ladmirault) se replièrent également ; à la nuit, toutes les troupes regagnaient leurs bivouacs, négligeant, par suite du manque de matériel et d'animaux, les canons pris à Bellevue, et ramenant 524 prisonniers. Dans ce mouvement rétrograde, les efforts offensifs des Prussiens furent rigoureusement contenus, malgré leur vigueur ; une dernière attaque sur Ladonchamps, à l'entrée de la nuit, fut aussi repoussée. Cette position ne cessa d'être canonnée pendant toute la nuit, et le hameau des Tapes, selon l'habitude, fut incendié par l'ennemi. Sur la rive droite, le 7e corps (von Zastrow) avait également pris les armes, et concouru avec le 1er corps (von Manteuffel) à diriger sur les deux divisions du 3e corps français le feu de 10 batteries. Nos pertes dans cette journée s'élevèrent à 1045 tués et blessés, dont 54 officiers et 122 disparus. Les Allemands

comptèrent 1730 hommes hors de combat, dont 65 officiers (1).

Le combat du 7 octobre, qui fut malheureusement le dernier, était, après l'affaire de Noisseville, la plus importante des expéditions dirigées autour de Metz. A ce point de vue, il mérite quelques réflexions.

(1) Le combat de Saint-Remy et Ladonchamps offre encore l'occasion de signaler la sincérité des bulletins allemands. Le *Militair Wochenblatt*, journal officiel, appelle cette tentative de fourrage *une sortie*. On voit ce qui en était. Le bulletin royal envoyé en Allemagne, lequel n'est autre que le compte rendu télégraphique expédié par le général-major de Stiehle, chef d'état-major du prince Frédéric-Charles, dit : « *violent* combat jusqu'à la nuit ; les Français *battus* et *repoussés* partout avec de *grandes pertes* et après un *combat de nuit* ». Peut-on appeler *battu et repoussé* un ennemi qui, n'ayant pas réussi à faire un fourrage, se retire en échelons successifs, sans avoir senti le contact de l'offensive ? Quant aux *grandes pertes*, les chiffres ci-dessus sont officiels. « *Les pertes allemandes sont de* 630 *hommes* », dit le télégramme du roi. Il est à remarquer que le rapport du général von Kummer avoue 1730 tués ou blessés, sans dire un mot des 524 prisonniers. « *Vers quatre heures*, dit le général von Kummer, *l'attaque pour la reprise de la ligne des avant-postes fut préparée.* » Elle fut préparée, en effet, mais nous affirmons que les lignes prussiennes ne se mirent en mouvement qu'après que la retraite de la division Deligny fut commencée. Le rapport dit que tous les postes furent repris par de vigoureuses attaques. C'est une fausseté; ils furent repris quand nos lignes en retraite les eurent dépassés, sans faire autre chose que de contenir les Prussiens à distance. «*L'attaque des* 81e *et* 19e *allemands sur Ladonchamps, à sept heures du soir, fut suspendue parce qu'on y avait reconnu d'importantes masses françaises.* » C'est faux ; cette attaque fut repoussée par le 25e de ligne français, seule roupe laissée à Ladonchamps. Enfin, « *les pertes des Français sont très-importantes* ». Nous avions perdu 700 hommes de moins que les Allemands sur un chiffre de 1730, et nous avions 122 disparus pour 524 que comptaient nos ennemis.

Observations. — Une manœuvre tactique que l'expérience, la portée des armes et les progrès de l'art militaire auraient dû mettre en vigueur dès les premiers engagements de la campagne, y fut adoptée pour la première fois. Le général Deligny, un de nos chefs les plus capables, et qui n'avait été engagé jusque-là que d'une façon secondaire, avait dans cette journée l'initiative de l'attaque. Ce fut sur ses prescriptions que sa division prit un ordre de bataille étendu, sur trois lignes à intervalles de 600 mètres, et avec des réserves plus fortes que les troupes en action. Cette disposition n'avait encore été adoptée que d'une façon incomplète. Le plus souvent, on déployait les tirailleurs à 30, à 50 mètres au plus de la première ligne; on plaçait la seconde à 100 mètres en arrière, et les réserves à 200 mètres au maximum. De sorte que celles-ci recevaient les obus ennemis, quelquefois plus directement que les lignes avancées qui n'étaient exposées qu'à la fusillade. Puis, comme elles étaient plus faibles que ces dernières, elles s'épuisaient vite, et au bout d'une heure ou deux de combat, il fallait les relever à leur tour. Les dispositions du général Deligny permirent à sa division de rester sous un feu meurtrier de une heure et demie à six heures et demie sans avoir besoin d'être remplacée, d'éprouver relativement peu de pertes, et de contenir sur son front deux lignes prussiennes, fortes d'au moins 25 000 hommes, tandis qu'elle ne comptait elle-même qu'un effectif de 8000 hommes, porté à 14 000 hommes avec la 4e division du 6e corps, dont la 1re brigade seule

appuyait sa gauche. Cet ordre de bataille avait, en effet, l'avantage d'être assez fort, grâce à ses feux, pour ne pouvoir être rompu; ses tirailleurs ouvrant leur tir à 800 mètres environ des tirailleurs allemands et à une distance de 1000 à 1200 mètres des batteries ennemies, la première ligne, déployée à 600 mètres en arrière, était à l'abri de la fusillade, et la seconde, à peu près hors de portée des obus tant que le tir ne s'allongeait pas à toute volée. Enfin, les réserves dissimulées autant que le terrain le permettait, étaient assez fortes pour doubler la durée de la lutte, ou permettre, si l'occasion s'en était présentée, une manœuvre décisive sur une aile.

En dehors de cet ordre de combat et de l'habileté de manœuvre qui en fut la conséquence, les dispositions d'ensemble offraient, au point de vue tactique, des imperfections saillantes, qui ressortaient au premier examen, et assuraient d'avance l'insuccès de l'entreprise. Le terrain sur lequel devait s'exécuter le fourrage, était en plaine et dominé sur les deux rives de la Moselle, par une série de hauteurs, d'où l'on pouvait croiser des feux plongeants d'autant plus précis, que des batteries de position étaient depuis longtemps établies sur la ligne Fèves-Semécourt-Amelange, Olgy-Malroy, Charly. Il fallait donc s'emparer de ces hauteurs ou du moins y dessiner une vigoureuse offensive, jusqu'à ce que l'on eût dépassé la ligne Bellevue-Saint-Remy les Tapes, où devait s'effectuer le fourrage. Cette nécessité entraînait naturellement un déploiement de forces assez considérable. En

admettant que l'état des approvisionnements de l'armée le rendît indispensable, il s'agissait d'une opération principale dans la plaine et de deux opérations secondaires, l'une sur les hauteurs Grimont-Vany-Rupigny, l'autre sur les collines Saulny-Villers-les-Plesnoy-Norroy. Par suite de la forme du terrain et en vertu du principe de tactique rappelé plus haut, il fallait d'abord entreprendre les opérations secondaires, les mener avec vigueur et assurer leur réussite, pour permettre à l'opération principale de s'accomplir sans encombre. Dans ce cas, la division Deligny n'aurait peut-être pas eu un coup de fusil, les avant-postes de la division Kummer se repliant au fur et à mesure qu'ils étaient débordés. Puis les voitures rassemblées sur le front du corps Canrobert, auraient sans doute enlevé sans difficulté tout ce que recélaient encore les fermes de Bellevue et de Saint-Remy.

On a vu qu'il n'en fut rien. Les troupes de soutien à droite et à gauche se contentèrent d'une simple démonstration, et laissèrent l'action se dérouler dans la plaine pendant qu'elles conservaient une attitude d'observation. Celles de la rive gauche, corps Ladmirault, ne dépassèrent pas la ligne Vigneulles-Bois de Woippy, effaçant leur gauche vers les hauteurs où elles ne se croyaient pas assez fortes pour avancer. Celles de droite s'étendirent jusqu'aux abords de Nouilly, n'aboutissant qu'à faire prendre les armes au 1er corps (von Manteuffel) et au 7e (von Zastrow).

La cause de ces défectuosités tactiques résidait en partie dans les ordres de l'autorité supérieure, mais

aussi dans l'influence morale exercée par les succès des Prussiens sur l'esprit des chefs de corps, qui ne voyaient plus le moyen d'engager une action offensive sans le concours de toutes leurs troupes et l'appui des deux corps d'armée voisins. En résumé, la division du 4ᵉ corps, poussée sur Vigneulles, n'avait devant elle qu'une brigade ennemie, la 9ᵉ, d'un effectif à peine supérieur au sien; le 3ᵉ corps (Lebœuf), par son déploiement de deux divisions et le développement de ses lignes, qui pouvait menacer à la fois la route de Sarrebruck, les positions de Servigny-Sainte-Barbe et les ponts d'Olgy, était arrivé à un résultat contraire, donnant l'éveil à toutes les troupes prussiennes de la rive droite. La conséquence de cette tentative infructueuse fut de compléter la liste des régiments français qui avaient reculé devant les Allemands. La garde seule avait évité jusqu'alors l'impression pénible que faisaient naître parmi les soldats ces défaites plus ou moins réelles. Désormais, elle allait, comme les autres corps, être convaincue de son impuissance. A cet effet moral, devait s'en ajouter un autre : tandis qu'elle marchait à l'ennemi, son commandant en chef, le général Bourbaki, était absent! Tristes combats, funestes conséquences! Quelle espérance pouvait encore ranimer le cœur de ces soldats mal dirigés, battus, mal nourris, inondés de nouvelles fausses et décourageantes? A dater de cette heure, le moral allait disparaître, et le rôle actif de l'armée fut effacé. Ses journées allaient être employées à compter ses dernières rations. Son histoire n'est plus, hélas! qu'une agonie,

et ne peut mieux se résumer que par la page suivante écrite par le lieutenant-colonel d'état-major Fay.

» Nous sommes vraiment ici comme des condamnés » à mort dont les jours sont comptés. Si encore notre » chute ne devait frapper que nous seuls! mais quelle » influence désastreuse n'aura-t-elle pas pour Paris, » pour l'intérieur qui se lève et doit avoir déjà quel- » ques ressources prêtes! Voilà tout à coup plus de » 150 000 ennemis auxquels notre anéantissement va » permettre de se porter sur la capitale ou sur d'autres » points du territoire, pour y étouffer toute résistance! » Que faire? on prétend que l'on a posé cette redou- » table question aux généraux de division, et qu'on » leur en demande la solution par écrit. S'il en est » ainsi, leur perplexité doit être grande. Beaucoup » d'entre nous pensent encore que pour éviter un nou- » veau Sedan, il faut absolument, coûte que coûte, se » faire jour, mais sans tarder davantage. Laissons à » Metz tous nos bagages, les canons que l'on ne pour- » ra pas traîner; formons un corps de cavalerie peu » nombreux, mais solide, avec les quelques hommes » qui nous restent et les montures d'officiers; attelons » le plus d'artillerie possible avec les chevaux des » fourgons, qui sont en bon état encore, et des chevaux » de réquisition ; ayons en outre des attelages haut le » pied, qui donnent des renforts et de la viande aux » premiers jours, et qu'avec l'infanterie valide, trois » jours de biscuit ou de pain dans le sac, les officiers » bissac au dos comme la troupe, on s'élance, d'ici à » deux ou trois jours, par ce temps de brume, dans la

» direction de Remilly. On y laissera du monde, mais
» 80 000 hommes passeront ; ils marcheront rapide-
» ment vers Nancy avant que le cercle des troupes
» prussiennes ne se réunisse en faisceau ; ils se disper-
» seront, s'il le faut, en corps d'armée, pour marcher
» plus rapidement, mais en se soutenant toujours ; et,
» fussent-ils anéantis, ils auront sauvé l'honneur
» des armes.

» Mais capituler comme nos malheureux compa-
» gnons d'armes, livrer la clef de la Lorraine, comme
» vient de se rendre, sous le canon du moins, celle de
» l'Alsace, voilà des faits qui seront difficilement com-
» pris par les historiens ! Voilà des douleurs qu'il faut
» avoir ressenties pour les comprendre !

» Ce que nous pouvons dire, nous, les auteurs pas-
» sifs de ce lamentable drame, c'est que tout s'est
» réuni pour nous créer une position inextricable. Il
» y a eu de la fatalité dans cette campagne, mais il y a
» eu surtout une coupable *imprévoyance dans la pré-*
» *paration*, de *l'impéritie dans l'exécution* au début, et
» il y a, dans la direction actuelle, des *indécisions*
» *funestes*, et un manque complet de fermeté (1) ».

Ainsi, au lendemain du combat de Saint-Rémy, l'idée de la capitulation s'imposa à tous les esprits, latente et inavouée d'abord, ouvertement déclarée plus tard.

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin.*

IV. — Derniers jours de l'armée de Metz. — Conseil de guerre du 10 octobre. — Mission du général Boyer à Versailles. — Son dernier départ.

Un phénomène moral qu'on aura peut-être souvent observé dans cette campagne, c'est qu'au milieu des découragements, dans les situations sans issue, une solution, quelque funeste qu'elle soit, dès qu'elle pénètre dans le cerveau, y germe comme une mauvaise plante, s'y développe et finit par se faire accepter. A Metz, il devait en être ainsi. La situation empirait; le sel avait disparu ; le fourrage était oublié ; l'avoine s'épuisait ; l'administration n'en distribuait plus qu'un kilogramme par jour. Et pourtant, on trouvait toujours des ressources, mais à des prix effrayants ; l'avoine, après avoir été payée 40 et 50 francs les 100 kilos, ne s'obtenait plus qu'à raison de 80 francs, et devait s'élever jusqu'à 120 francs. Le pain, réduit à 300 grammes par ration, ne devait pas tarder à se transformer en pain de boulange, puis à disparaître. Comme on regrettait alors, et les provisions brûlées près de la route de Gravelotte le 17 août, et le blé qu'on avait un instant donné aux chevaux pour améliorer leur nourriture ! A côté de ces diminutions, la ration de cheval atteignait 750 grammes. Triste alimentation quand le pain va manquer et que le sel fait défaut. Pour aggraver ces misères, la saison était devenue froide et pluvieuse ; les camps n'étaient plus que des cloaques ; le soldat sans travail, sans exercice, sans revue pour le remonter, sans chef pour le ranimer,

abandonné sans stimulant à son monotone service, commençait à errer dans les bivouacs, indifférent et attristé, grognant quelquefois, sans déférence pour ses officiers, le plus souvent mal tenu et semblable à une ombre de lui-même.

Les généraux, la plupart du moins, ne cachaient pas leur abattement, et ceux qui conservaient leur moral, après avoir, dès le début, entrevu le triste sort à venir, étaient bien rares.

Le commandant en chef commençait à être d'une inquiétude extrême. Ni le sieur Régnier, ni le général Bourbaki ne revenaient. Les partisans d'une négociation politique, après s'être imaginés qu'un ennemi, quel qu'il fût, consentirait à laisser dégager une armée qu'il avait battue et affamée, se rendaient compte enfin de la réalité. Puis, avec la faiblesse inhérente à l'esprit humain et au caractère français en particulier, n'osant pas sonder leur propre conscience pour s'adresser les reproches qu'ils méritaient, ayant besoin de s'en prendre à quelqu'un du malheur qui les menaçait, en venaient à murmurer contre le commandement suprême.

Le maréchal Bazaine, en découvrant ces indices, parfaitement renseigné sur le fond d'une situation qu'il avait contribué à créer, songea sans doute aussi à se dégager, autant qu'il était possible, des responsabilités de l'avenir. Dès le 7 au soir, d'après le *Rapport sommaire*, qu'il publia en captivité, il écrivit une lettre confidentielle aux commandants des corps d'armée et des armes spéciales, pour leur exposer les graves cir-

constances dans lesquelles on se trouvait, les invitant à réunir leurs généraux de division, à s'éclairer de leurs avis et à lui transmettre, *par écrit*, leur opinion personnelle, sur les mesures à adopter. Les officiers et la troupe ignorèrent cette lettre, ainsi que les résultats de l'entrevue.

Il est rare que les commandants en chef songent à consulter leurs lieutenants quand il s'agit d'établir ou d'exécuter un plan de campagne. L'orgueil humain compte alors sur lui-même ; mais, lorsque leurs projets ont échoué, lorsque la maladresse, l'incapacité ou d'autres causes ont rendu une situation désespérée, il est encore plus rare de les voir se passer des lumières qui les entourent et affronter seuls, avec une initiative entière, les catastrophes qu'ils ont préparées. Pour agir ainsi, il faut un calme de conscience et une énergie de caractère bien difficiles à rencontrer. D'habitude, on fait appel a tous ceux qui ont une part dans l'autorité suprême, et plus leur nombre est grand, et plus il semble au commandement que sa personnalité sera dégagée. Pauvre illusion, qui n'a d'autre effet que d'ajouter aux faiblesses du chef celles des subalternes et d'augmenter la part de chacun sans en diminuer aucune !

Le 8 octobre, les généraux de division furent convoqués par les commandants de corps d'armée. Lecture leur fut faite de la lettre du maréchal Bazaine; on y ajouta un tableau navrant de la situation; on leur apprit que l'armée n'avait que huit jours de vivres en réduisant la ration du tiers; la place dix jours, et qu'il

fallait prendre une résolution avant l'épuisement complet des ressources. Quant aux munitions, on n'en avait que pour une journée de combat. On demanda leur avis sur ce qu'on pouvait attendre et espérer des troupes et sur l'attitude exigée par les circonstances (1). Presque partout les généraux témoignèrent la pénible impression qu'ils ressentaient; ils n'étaient responsables ni de l'inaction de l'armée, ni des opérations. Quelques-uns durent cruellement souffrir. La plupart comptaient de beaux services, des carrières honorables et ne méritaient pas le sort qui les attendait. Bon nombre qui avaient soutenu et flatté l'Empire, durent amèrement s'en repentir à cette heure; mais il est douteux qu'ils aient tous compris la part qu'allait leur attribuer dans le futur désastre leur ignorance des progrès de l'art militaire, leurs goûts de bien-être et leur peu d'activité. Les uns, voués au culte du favoritisme, avaient perdu la trace des nobles traditions militaires; la capitulation, du moment où leurs chefs immédiats en faisaient une nécessité, leur parut acceptable en principe, et tout en la déplorant, ils admettaient qu'il n'y eût plus qu'à en discuter la forme. Insouciants d'une réprobation qui devait retomber sur le général en chef, ils entrevoyaient peut-être le moyen de reparaître après l'orage, et d'offrir leurs services à un nouveau gouvernement, qu'il fût républicain ou constitutionnel, sans se demander si leur passé leur

(1) Lettre du général de division Bisson, dans l'*Indépendance belge*, novembre 1870.

faisait une loi de s'effacer. Pour eux, la dignité personnelle n'existait pas sans doute, ou s'était étiolée au contact de l'Empire. Cette douleur, en effet, devait un jour être ajoutée aux maux de la patrie, et il était écrit qu'elle demanderait son salut à ces mêmes hommes qui discutaient à cette heure les moyens de livrer à l'ennemi sa plus belle armée humiliée et démoralisée. Un petit nombre, et c'étaient les plus dignes, les seuls qui eussent conservé hauts et fermes les sentiments de noblesse et d'honneur, les seuls qui devaient attendre plus tard dans une attitude de réserve qu'on fît appel à leur valeur, se révoltèrent à la honteuse idée qui semblait se faire jour. Ceux-ci pressentaient la catastrophe à laquelle on entraînait l'armée. Dans les derniers jours, d'étranges symptômes s'étaient manifestés. A Metz, l'autorité militaire empêchait les journaux d'entretenir des espérances sans fondement, de relater les faits susceptibles de surexciter les courages; l'*Indépendant de la Moselle*, qui luttait contre ces tendances et qui paraissait tous les jours avec des articles supprimés, avait été menacé de suspension. Un attaché au ministère des affaires étrangères qui avait été adjoint au grand quartier général au début de la guerre, pour transmettre aux journaux de Paris des bulletins officiels, voyant depuis le siége ses fonctions inutiles, avait tenté un jour de franchir les lignes d'investissement. Retenu aux avant-postes ennemis, il avait lu plusieurs journaux, avait été relâché, était revenu l'esprit frappé des mauvaises nouvelles recueillies en route, et les avait transmises au commandant en chef. Celui-ci en

avait fait l'objet d'une longue communication à ses chefs de corps. Elle peignait la situation de la France sous les couleurs les plus sombres, s'attachait à démontrer l'impuissance de l'armée et se terminait à peu près en ces termes : « En résumé, la France, déchirée par les partis, livrée au pillage, implorant sur quelques points l'appui de l'envahisseur, était délaissée par toutes les puissances, et l'armée de Metz, entourée par des forces écrasantes, oubliée par sa patrie, était abandonnée à elle-même. » Une autre fois, c'était une énumération, très-exacte, du reste, des corps d'investissement, qui était adressée par le quartier général aux corps d'armée. Les quelques généraux qui auraient encore possédé la vigueur d'agir, devant de pareils faits et en présence de leurs chefs de corps qui semblaient avoir perdu tout espoir, n'avaient plus qu'à courber la tête sous une fatalité terrible. Le 10 octobre, la majorité des avis fut pour une convention sauvegardant l'honneur militaire, et, en cas de refus pour une sortie désespérée. Au 6e corps, cette pensée s'exprima ainsi :

« Attendu que l'armée de Metz n'a plus de vivres, » elle consent à capituler sous la condition qu'elle » regagnera l'intérieur de la France avec ses drapeaux, » ses armes et ses bagages, et qu'elle se retirera dans » une ville du Midi, s'engageant à ne plus servir contre » la Prusse pendant le reste de la campagne. La place » de Metz sera libre de continuer sa défense.

» Si ces conditions sont refusées, résolution est prise » de se frayer un passage les armes à la main, et » de se faire tuer plutôt que de se rendre. »

Ce dernier parti était le seul vrai. Quant à la convention proposée, quel est l'ennemi qui pourrait l'accepter quand l'armée qu'il combat est assez épuisée pour la formuler? On est surpris que des hommes sérieux aient pu la croire un instant acceptable. Et quel rôle eût donc joué cette armée, si par hasard on eût consenti à la neutraliser au milieu de la patrie en armes pour sa défense?

Ces résolutions n'exprimaient qu'une chose : l'indignation et la douleur du premier moment. Quelques jours allaient s'écouler, et tous, sans exception, devaient se démentir, les uns le cœur brisé, les autres résignés, un petit nombre presque satisfaits.

La lettre du maréchal Bazaine, qui avait prescrit aux chefs de corps de consulter les généraux divisionnaires, se terminait par ces mots :

» Dès que j'aurai pris connaissance de votre appré-
» ciation motivée, document dont l'importance *ne vous*
» *échappera point*, je vous appellerai de nouveau dans
» un conseil suprême, d'où sortira la *solution définitive*
» de la situation de l'armée dont *Sa Majesté l'Empe-*
» *reur* m'a confié le commandement.

» Je vous prie, etc. »

Pour le général en chef, cette armée n'appartenait pas à la France; elle était à l'Empereur.

Conseil de guerre du 10 *octobre*. — Le 10 octobre, en effet, un conseil de guerre, composé des chefs de corps d'armée et des commandants des armes spéciales, fut convoqué chez le maréchal Bazaine.

Suivant l'extrait du procès-verbal de la séance (1), « Après avoir rappelé les principaux traits de la situa-» tion, le maréchal ajouta que, malgré toutes les ten-» tatives faites pour se mettre en communication avec » la capitale, il ne lui était jamais parvenu aucune » nouvelle officielle du gouvernement; qu'aucun indice » d'une armée française opérant pour faire une diver-» sion utile à l'armée du Rhin, ne lui avait été signalé. » De l'examen de nos ressources alimentaires de toutes » sortes, il résultait qu'en faisant tous les efforts ima-» ginables, en fusionnant les ressources de la ville » avec celles de la place et de l'armée, en réduisant » la ration journalière de pain à 300 grammes, en ra-» tionnant les habitants, en consommant les réserves » des forts et en réduisant le blutage des farines au » taux le plus bas, sans compromettre la santé des » hommes, il était possible de vivre jusqu'au 20 oc-» tobre inclus, y compris les deux jours de biscuit » existant dans le sac des hommes.

» La ration de viande de cheval devait être élevée à » 600 grammes d'abord, et poussée à 750 grammes, » tous les chevaux étant considérés comme sacrifiés, » vu l'impossibilité de les nourrir autrement que par » un pacage presque illusoire, et la mortalité fai-» sant chaque jour chez ces animaux des progrès » effrayants.

» Il fut déclaré ensuite que l'état sanitaire était gra-

(1) *Rapport sommaire sur les opérations de l'armée du Rhin*, par le maréchal Bazaine. Bruxelles, 1870.

» vement compromis dans la place, tant par l'accumu-
» lation de 19 000 blessés ou malades que par le défaut
» de médicaments, de moyens de couchage, de locaux
» et d'abris, et par l'insuffisance du nombre des mé-
» decins.

» Les rapports du médecin en chef constatent que le
» typhus, la variole, la dysenterie et le cortége des
» maladies épidémiques, commençaient à envahir les
» établissements hospitaliers et à se répandre dans la
» ville.

» L'affaiblissement causé par la mauvaise alimenta-
» tion à laquelle on était réduit, ne pouvait qu'aug-
» menter ces causes morbides. On constata que les
» hôpitaux et les ambulances étaient encombrés, que
» près de 2000 malades ou blessés étaient encore re-
» cueillis chez les habitants, et la conclusion fut que,
» si un nombre considérable de blessés devait de nou-
» veau être dirigé sur la place, il y aurait d'abord im-
» possibilité de les installer, mais surtout danger
» immédiat pour la santé publique.

» Cet exposé de la situation de nos ressources et de
» l'état sanitaire étant connu de tous les membres
» du Conseil de guerre, on passa à l'examen de la
» situation militaire (1). »

Certes, la situation était loin d'être belle; mais était-il besoin de l'exposer sous une forme aussi décourageante? On retrouve dans ce tableau le même esprit qui avait fait répandre les mauvaises nouvelles recueil-

(1) Rapport sommaire du maréchal Bazaine.

lies aux avant-postes, contenu les journaux de Metz dans leur ardeur patriotique, énuméré sans nécessité les forces de l'ennemi. S'il y avait exagération, elle était bien faible, il faut le reconnaître. Ainsi, au lieu de 19000 blessés ou malades, et 2000 blessés chez l'habitant, le chiffre officiel était, à la date du 10, de 14767. Toutefois, si le général en chef avait songé à un effort désespéré, à ranimer ses soldats, à leur montrer d'un côté la honte, de l'autre les chances du sacrifice, à relever à leurs yeux le devoir, à leur déclarer que leurs chefs étaient résolus à percer les lignes ennemies ou à succomber, il n'était pas probable que les faits eussent été présentés sous un jour aussi navrant. Il est encore curieux de constater, à la veille des capitulations, l'influence de la raison humanitaire, qui prend toujours le dessus, comme si les soldats faisaient la guerre pour ménager leur existence, ou si les conséquences d'une reddition n'étaient pas plus funestes pour eux qu'un combat meurtrier.

Cet exposé devait être suivi de la solution proposée.

« Après lecture faite au Conseil des rapports des » commandants des corps d'armée et de la place de » Metz, la situation militaire se résuma dans les ques- » tions suivantes :

» 1° L'armée doit-elle tenir sous les murs de Metz » jusqu'à l'entier épuisement de ses ressources alimen- » taires?

» 2° Doit-on continuer à faire des opérations au-

» tour de la place, pour essayer de se procurer des
» vivres et des fourrages?

» 3° Peut-on entrer en pourparlers avec l'ennemi
» pour traiter d'une convention militaire?

» 4° Doit-on tenter le sort des armes et chercher à
» percer les lignes ennemies? »

Les pensées qui avaient prévalu dans le Conseil de guerre du 26 août retrouvèrent aussitôt leur place et leur confirmation.

« La première question, dit le *Rapport sommaire*,
» est résolue affirmativement à l'unanimité, par cette
» raison que la présence de l'armée sous les murs de
» Metz, y retient, en les immobilisant, 200000 enne-
» mis, et que, dans les conditions où elle se trouve, le
» plus grand service que l'armée du Rhin puisse rendre
» au pays est de gagner du temps et de lui permettre
» d'organiser la résistance à l'intérieur.

» La deuxième question est résolue négativement à
» l'unanimité, en raison du peu de probabilités qu'il y
» a de trouver des ressources suffisantes pour vivre
» quelques jours de plus, et à cause des pertes que ces
» opérations occasionneraient, et de l'effet dissolvant
» que leur insuccès pourrait avoir sur le moral des
» troupes.

« La troisième question est résolue affirmativement
» *à l'unanimité*, à la condition toutefois d'entamer les
» ouvertures dans un délai qui ne dépassera pas qua-
» rante-huit heures, afin de ne pas permettre à
» l'ennemi de retarder le moment de la conclusion

» jusqu'au jour, et peut-être au delà du jour de l'é-
» puisement de nos ressources.

» Tous les membres du Conseil de guerre déclarent » énergiquement que les clauses de la convention de» vront être *honorables* pour nos armes et pour nous» mêmes.

» La quatrième question en amène une cinquième : » le général Coffinières demande s'il ne serait pas pré» férable de tenter le sort des armes, avant d'entamer » des négociations, le succès de cette tentative pou» vant rendre les pourparlers inutiles, ou bien le résul» tat de nos efforts pouvant peser dans la balance, à » cause des pertes que nous aurions fait subir à l'en» nemi.

» Cette question *est écartée par la majorité*, et il est » décidé, *à l'unanimité*, que si les conditions de l'en» nemi portent atteinte à l'honneur militaire, on es» sayera de se frayer un chemin par la force avant » d'être épuisé par la famine et tandis qu'il reste la » possibilité d'atteler encore quelques batteries.

» Il est donc convenu et arrêté :

« 1° Que l'on tiendra sous Metz le plus longtemps » possible ;

» 2° Que l'on ne fera pas d'opérations autour de la » place, le but à atteindre étant plus qu'improbable ;

» 3° Que les pourparlers seront engagés avec l'en» nemi dans un délai qui ne dépassera pas quarante» huit heures, afin de conclure une convention mili» taire *honorable et acceptable pour tous ;*

» 4° Que dans le cas où l'ennemi voudrait imposer

» des conditions incompatibles avec notre honneur et » le sentiment du devoir militaire, on tentera de se » frayer un passage les armes à la main.

» Suivent les signatures (1). »

Il était aisé de prévoir que la capitulation qu'offriraient les Prussiens, et que l'on aimait à appeler d'avance une convention militaire, tant il en coûtait de s'avouer non pas le fait lui-même, mais même le nom, serait absolument celle de Sedan. Dès lors, il était préférable de ne s'arrêter qu'à la quatrième question. Mais quoique cela n'eût pas eu lieu, les résolutions prises sauvegardaient au moins l'honneur. Comment expliquer que, quinze jours plus tard, les mêmes généraux allaient voter, à l'unanimité, l'acceptation des conditions les plus humiliantes?

Mission du général Boyer à Versailles. — Aussitôt après le Conseil du 10, le maréchal demanda au prince Frédéric-Charles l'autorisation d'envoyer son aide-de-camp, le colonel Boyer, nommé depuis peu général, au quartier général du roi, à Versailles, pour lui faire connaître les décisions des chefs de l'armée et traiter des clauses de la convention militaire. Le surlendemain, 12, cette autorisation, primitivement refusée, fut accordée par ordre du roi, et le général Boyer se mit en route sur-le-champ, accompagné par deux officiers de l'état-major du prince Frédéric-Charles.

Son départ, promptement connu, fut le sujet de

(1) Rapport sommaire du maréchal Bazaine.

mille commentaires. Ces échanges de communications avec l'ennemi paraissaient incompréhensibles à la masse des officiers et des habitants de Metz. Les soldats eux-mêmes, depuis longtemps surpris de leur inaction, s'en inquiétaient. Les décisions du Conseil du 10 n'avaient pas transpiré, mais on en devinait une partie, que les chefs eux-mêmes n'hésitaient pas à divulguer. On allait obtenir des Prussiens, disait-on, de se retirer avec armes et bagages dans le Midi, où l'armée serait neutralisée et concourrait au rétablissement de l'ordre et d'un gouvernement régulier. Mais ces explications n'abusaient guère les esprits clairvoyants; ceux-ci pensaient qu'après l'avortement de ces pourparlers, l'action définitive aurait lieu, si toutefois on y était résolu. Le maréchal Bazaine et les commandants de corps entretenaient ces idées. C'était un moyen de calmer les émotions du moment. La garde nationale de Metz en était venue à se méfier des chefs militaires; il fallut, pour la rassurer, lui permettre de garder les portes de la ville. Dans la troupe, la démoralisation et l'indiscipline faisaient leur chemin. Les soldats inondaient la ville, écoutaient les plaintes des habitants, assiégeaient les boutiques de boulangers. Là aussi, pourtant, il n'y avait plus que du pain de boulange et des rations limitées. Il eût été facile de consigner chacun à son bivouac; on l'essaya, mais on ne sut pas y réussir. Pour diminuer cette effervescence, le maréchal fit prendre quelques dispositions pour une sortie, et communiqua aux troupes un ordre général dans lequel il recommandait l'union de l'ar-

mée avec ses chefs; cet ordre finissait par ces mots : « De son côté, que l'armée reste persuadée que ses » chefs n'ont qu'une seule pensée : c'est de lui montrer » le chemin *de l'honneur et du devoir en marchant à* » *sa tête*. »

Ces insinuations apaisèrent quelques inquiétudes, mais ne purent arrêter la démoralisation qu'engendraient la tristesse, l'anxiété générale, l'immobilité sous un temps affreux, dans des bivouacs humides, boueux, et, par dessus tout, la faim qui commençait à se faire sentir. Le soldat était encore nourri et ses rations étaient même abondantes, mais de mauvaise qualité. Il avait l'habitude d'améliorer son ordinaire par quelques achats ; ceux-ci étaient devenus impossibles. Les denrées avaient, en effet, atteint des prix exorbitants. Alors eurent lieu les invasions des avant-postes, où se trouvaient encore quelques champs de pommes de terre. Des bandes de soldats s'y portèrent pour fouiller le sol et en retirer des provisions. Peu à peu les vedettes prussiennes laissèrent se développer ces recherches, genre de maraude que la faiblesse des autorités françaises ne savait pas empêcher. Quelquefois, amis et ennemis se rapprochaient, échangeaient quelques mots, et ces conversations finissaient toujours par des désertions. Ces abus ne tardèrent pas à se généraliser, surtout devant le front du 6ᵉ corps, où l'évacuation de Ladonchamps et le retrait de nos avant-postes sur Woippy rendaient les perquisitions plus faciles. Il fallut y mettre un terme ; la maraude diminua, mais ne put cesser entièrement. Pendant ce

temps, les Allemands, qui nous savaient aux abois, pensèrent hâter la fin de nos misères, en canonnant chaque jour les parties de nos lignes à portée de leur artillerie, et de préférence les hameaux et villages situés dans l'enceinte du camp retranché. Ils réussirent ainsi à tuer quelques paysans inoffensifs et à incendier quelques maisons. Barbarie sans profit, qui donnait la mesure de leur civilisation.

Cinq jours s'étaient écoulés depuis le départ du général Boyer et son retour était impatiemment attendu. « Les heures se comptent maintenant une par une ; » elles passent rapides et mornes, car chacune nous » rapproche du terme fatal, vers lequel nous tendons » depuis un mois, sans rien faire pour le conjurer. » C'est bien, comme je l'ai déjà exprimé, le supplice » du condamné à mort !.... » « Malgré un calme appa- » rent, les esprits se montent chaque jour davantage » contre l'inaction de l'armée, contre son chef que l'on » ne craint pas d'accuser tout haut de trahison. Les » résolutions que devra prendre aujourd'hui le conseil » de guerre, et qui seront décisives, ce semble, met- » tront-elles le feu à cette traînée de poudre que l'on » aperçoit depuis quelques jours dans Metz et dans » l'armée (1) ? »

Le général Boyer revint le 17, et un nouveau conseil fut convoqué, pour connaître le résultat de ses négociations et arrêter, s'il le fallait, une mesure définitive.

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*, lieutenant-colonel Fay, Bruxelles, 1871.

Le général Changarnier y fut appelé. Il était bien tard pour prendre l'avis de cet honorable vétéran de l'armée, qui n'avait au moins cessé, à un âge où les forces morales et physiques ont souvent disparu, de donner à tous l'exemple du dévouement.

L'aide de camp du commandant en chef transmit aux chefs de corps, sur l'état de la France, des nouvelles accablantes. Il avait été reçu par le roi en présence de MM. de Moltke et Bismarck. D'après son récit et le rapport sommaire publié plus tard, le roi de Prusse avait déclaré qu'il ne reconnaissait pas le gouvernement de la défense nationale et qu'il subordonnait à une *question politique* les avantages à accorder à l'armée du Rhin. Ces avantages consistaient, paraît-il, dans la faculté de sortir de ses lignes avec tout son matériel, de se transporter, comme on l'avait dit, dans une ville du Midi, d'y être neutralisée et d'y concourir au rétablissement de la régence impériale.

Il est difficile de savoir l'exacte vérité sur les négociations du général Boyer, par cette raison que ceux qui la connaissent sont intéressés à la présenter sous un jour qui leur est favorable, et que le public a accepté de préférence les récits où la passion domine. L'aide de camp du maréchal Bazaine apprit aux chefs de corps que l'anarchie la plus complète régnait en France et que le pays était désorganisé. On savait pourtant qu'il avait pu rapporter des journaux, et on a vu depuis que les feuilles de la fin d'octobre étaient pleines d'ardeur et d'espoir. Elles contenaient même, sur le rôle de l'armée de Metz, des narrations mensongères,

mais encourageantes, produit de quelque imagination exaltée ou d'une manœuvre prussienne destinée à surexciter l'enthousiasme pour l'abattre plus sûrement à l'annonce du prochain désastre.

Ce qu'il y a de plus probable dans cette triste histoire, c'est que le général, après avoir informé l'autorité allemande de la position de l'armée, demanda les conditions qu'on serait disposé à lui accorder. M. de Moltke, avec son inflexibilité habituelle, sa haine pour la France, son indifférence pour la bravoure de ses ennemis, son absence d'égards pour le courage malheureux, répondit qu'il n'en avait qu'une, la reddition sans conditions ; il proposait une convention semblable à celle de Sedan. Le général français fit observer que cette offre était inacceptable. La discussion des deux personnages ne s'écarta sans doute pas de ces bases. M. de Bismarck, d'accord probablement avec le chef de l'état-major prussien et pour mieux assurer les résultats attendus, laissa entrevoir la possibilité de s'entendre sur la question politique, dans les limites d'une restauration impériale, « le seul gouvernement avec lequel l'Allemagne pût traiter ». Ce fut sans doute tout ce qu'obtinrent les démarches du général. Tel dut être aussi le sens de ses communications verbales au conseil de guerre du 18 octobre.

Il n'y avait plus d'illusions à garder sur l'honneur de l'armée. L'ennemi voulait le flétrir, et non content d'une victoire qu'il devait à la famine, inaccessible à la générosité, incapable des magnanimités qui relèvent les triomphes, il tenait à notre abaissement ; il préfé-

rait s'exposer à un acte de désespoir, que de consentir à un arrangement qui eût diminué les jouissances de son orgueil. L'événement devait, hélas ! justifier ses calculs.

Les membres du conseil entrevirent le sort qui leur était réservé ; le doute n'était plus permis. Les trois premières questions posées dans la séance du 10 étaient écartées ; la quatrième restait seule et restait résolue. Il n'y avait plus qu'à se souvenir des intentions viriles manifestées huit jours avant, et à se frayer un passage les armes à la main. Mais dans l'intervalle, les courages s'étaient définitivement abattus. Des officiers de divers grades, des généraux, disaient tout haut que, dans une sortie, les soldats ne les suivraient plus ; qu'en présence de difficultés à peu près insurmontables, une fois engagés hors du camp retranché, ils se débanderaient, rétrograderaient en désordre sur la place ; que la défaite et la catastrophe qu'elle entraînerait étaient certaines ; qu'il fallait se résigner à une capitulation inévitable. Quant à tirer fièrement leur épée pour crier à leurs hommes : En avant ! quant à les entraîner par cet élan sublime et cette puissance irrésistible qu'un chef résolu exerce sur ses compagnons d'armes, nul n'y songeait. L'heure des actions viriles était passée. Aussi le conseil, sous l'inspiration probable de son président, s'arrêta-t-il à une combinaison nouvelle, aussi étrange qu'illogique. *A la majorité de sept voix contre deux*, il décida que le général Boyer retournerait à Versailles pour tâcher d'obtenir de meilleures conditions et, de là, se rendrait en Angleterre pour intéresser

» fut résolu, dit-il, *à l'unanim*...
» commandant en chef *ne*...
» *délégation* pour signer les...
» quant *des questions étran*...
» *devant rester en dehors*...
» *tique.* »

Ainsi, on déclarait que l'...
gère à toute négociation p...
on chargeait le général B...
Boyer, d'en entamer...
volonté des troupes. Il...
d'hui, que le quartier...
qu'au dernier moment...
impériale, et qu'il d...
Bazaine, soit pour...
sortie de l'armée, la...
garantie. Y eût-il là...
faite ou un refus form...
peut-être un jour. Ap...
général Boyer quitta de...
avec l'autorisation d...
s'éloignait, cette fois, ...

V. — Capitulation de Metz.

Dans l'armée, il ne transpira rien de cette séance, comme de celle du 10. Les états-majors eux-mêmes, y compris celui du grand quartier général qui était condamné depuis quelque temps à une inaction absolue, furent tenus dans l'ignorance. Cependant on avait connu la réunion du conseil, les voyages du général Boyer, les échanges de parlementaires; des bruits fâcheux circulaient dans la ville et dans les camps; une inquiétude générale, de sombres appréhensions agitaient les esprits; il importait de les calmer. Le commandant en chef se décida à faire à ses troupes, par l'intermédiaire des chefs de corps d'armée, une communication qui, par sa forme et son contenu, restera un document historique. Elle contenait à peu près ce qui suit: « L'intérieur de la France est en proie à l'anarchie ; le gouvernement de la défense nationale, isolé à Paris, bloqué par les Prussiens, est sans cesse menacé par les émeutes socialistes; son pouvoir n'est pas reconnu dans les provinces. Un mouvement clérical s'est produit dans l'Ouest; le Midi est agité; Lyon a proclamé la Commune, arboré le drapeau rouge et est livré aux passions populaires; plusieurs grandes villes, entre autres Rouen et le Havre, pour éviter le pillage, ont demandé des garnisons allemandes. Le roi de Prusse désire la paix, mais il ne veut et ne peut traiter qu'avec le gouvernement impérial. Le général Boyer, qui avait été envoyé à Versailles pour obtenir que

l'armée puisse s'éloigner et concourir au rétablissement d'un gouvernement régulier accepté par le pays, en a rapporté ces tristes nouvelles. Il repart avec l'autorisation du roi de Prusse, pour se rendre à Londres et en ramener l'Impératrice avec le prince Impérial. *Le maréchal Bazaine serait nommé régent* (1). Dans trois ou quatre jours, le général Boyer sera de retour muni des pouvoirs nécessaires ; l'armée retrouvera, avec sa liberté d'action, une solution honorable, le droit de sortir de Metz, de se rendre dans le Midi, la fin de ses misères et l'abondance qui lui manque. Il faut donc encore aux troupes quelques jours de patience et d'abnégation, après quoi elles verront le terme de leurs maux. Leurs chefs continuent à compter sur elles, comme elles peuvent compter sur eux. »

Cette communication fut faite sous la forme d'une note lue aux troupes, sans en-tête ni signature. Elle était évidemment destinée à prolonger leur résignation, mais elle achevait de les démoraliser, et les leurrait d'un espoir que les chefs ne partageaient pas. Du reste, quand on se reporte aux résolutions précédentes du 10 octobre, il est difficile de ne pas être douloureusement surpris du parti auquel on venait de s'arrêter et du départ du général Boyer pour Londres.

(1) Nous avons lu cette note, avec la phrase ci-dessus soulignée, dans la salle des officiers du génie attachés au général Coffinières. L'officier de service, indigné, nous en donna connaissance ; il était chargé de la communiquer, à l'heure du rapport, aux officiers de semaine de la garnison de Metz. Elle nous plongea dans la stupéfaction ; nous ne pouvons en donner que le sens, mais nous le certifions.

Était-ce là, en face de l'ennemi, le devoir d'une armée française de 140 000 hommes et des chefs qui la commandaient ?

Cette question s'imposait d'elle-même, et, dans certains milieux, l'idée de la révolte parut se faire jour. C'était l'indice d'une décomposition qui arrivait à son terme. Un petit nombre d'officiers d'un grade élevé se réunirent pour chercher le moyen d'éviter le sort fatal qui les menaçait. Parmi eux se trouvaient des esprits généreux et ardents ; quelques-uns avaient contribué plus ou moins à l'infortune présente, soit comme soutiens avérés du régime impérial, soit comme partisans d'une restauration de la régence. Mais aujourd'hui l'horreur de la situation frappait tous les yeux, et, dans leur indignation, ils cherchaient, sinon à y remédier, du moins à sauver l'honneur. En pareil cas, un subalterne ne peut s'arrêter qu'à une pensée, attendre la capitulation, entraîner alors un groupe d'officiers, de soldats, et se soustraire, par un acte d'héroïsme, à une captivité humiliante. Chose singulière, et qui donne la mesure de l'aberration dans laquelle le malheur plonge les hommes, ce ne fut pas la pensée qui prévalut dans ces conciliabules. C'est un pénible aveu pour un soldat, mais il faut le faire ; on songea sérieusement à une sorte de coup d'État militaire qui aurait eu pour but l'arrestation du commandant en chef, son emprisonnement dans les casemates de la place, et la proclamation d'un nouveau général.. C'était vouloir ajouter à nos calamités une nouvelle douleur ; à notre

histoire nationale, une honte de plus. Ceux qui avaient conçu cette idée, avaient pourtant l'esprit assez éclairé et le cœur assez droit, pour comprendre la folie de leur projet. Avant même de l'avoir mûri, ils cherchèrent des conseils, et s'adressèrent à un général aussi distingué par ses capacités que par son énergie et sa bravoure; ils en reçurent les avis les plus sages (1). On leur représenta qu'une révolution militaire est la plus triste des révolutions. Il ne restait à l'armée qu'un bien, son honneur; il ne fallait pas le ternir; le principe d'autorité, le lien de la discipline, devaient survivre à toutes les épreuves; un acte quelconque contre le commandement devait détruire ce lien, et porter le désordre dans l'esprit de la troupe; les compétitions personnelles, les ambitions déréglées n'auraient pas tardé à surgir; l'armée serait divisée peut-être en deux camps, donnant ainsi aux Prussiens le triste spectacle d'une lutte intestine. Du reste, l'heure de relever le moral des troupes et de tenter avec elles une entreprise décisive était passée. Jusqu'au 15, une bataille avec l'ennemi eût été possible; depuis ce temps, le manque de chevaux et partant de canons, l'épuisement des vivres surtout, avaient anéanti l'ardeur du soldat, et il n'y avait plus à faire de fond sur lui. Il

(1) Le général qui fit ces observations était un des hommes les plus énergiques, les plus droits et les plus capables de l'armée. Fort de sa conscience, et plaçant très-haut dans son esprit la dignité personnelle, il devait plus tard écrire, sur le siége de Metz, une brochure estimée, et rester ensuite dans une retraite modeste et honorée.

fallait donc abandonner ce projet, et se préparer à subir la dernière humiliation.

Ces avis firent impression ; les combinaisons nouvelles furent abandonnées, et l'on se dispersa sans étudier le seul parti admissible, l'évasion, après la capitulation, des gens de tête et de cœur susceptibles de fournir au pays les cadres qui allaient lui manquer.

Le maréchal Bazaine eut vent de ces menées ; mais soit apathie, soit crainte de complications dans un moment si grave, il se contenta de laisser faire et de surveiller. En ville, des manifestations du même genre avaient eu lieu, surtout dans le parti avancé. Des officiers s'y mêlèrent ; deux d'entre eux appartenant à l'arme du génie, parmi lesquels le capitaine Rossel, furent signalés au commandant en chef, qui les fit arrêter et conduire dans un fort.

L'armée était donc loin d'accepter l'idée d'une capitulation, et si l'effervescence, restreinte encore à quelques officiers, n'avait pas gagné les masses, c'est qu'elles fondaient encore un reste d'espoir dans la communication récente qui leur avait été faite.

Cependant les journées s'écoulaient sombres et pluvieuses; à chaque instant le mal empirait.

« Pendant que l'envoyé du maréchal Bazaine se » rend à Londres pour traiter cette question singulière, » écrit le lieutenant-colonel Fay, nous mangeons notre » dernier pain, et nous voyons tomber par jour un » millier de chevaux. La ville de Metz présente de plus » en plus l'aspect d'une ville assiégée; les magasins

» s'épuisent ; les enfants et les grandes personnes tendent la main dans la rue ; les portes ne s'ouvrent plus qu'à sept heures du matin et ferment à quatre heures du soir, pour restreindre autant que possible le séjour des militaires qui, malgré toutes les défenses, viennent y consommer. On se demande partout ce que l'on va devenir ; les bruits d'arrivée de l'Impératrice, de capitulation de l'armée, de reddition de la place, se répandent partout et causent aujourd'hui plutôt de l'abattement que de l'agitation. Les journaux contiennent encore quelques articles d'abonnés, qui parlent de la lutte jusqu'à ce que le dernier homme soit tué, enseveli sous la dernière maison de la ville, mise en cendres ; mais tout cela, ce sont des articles ; nulle part, dans les conversations, je ne vois cette résolution énergique qui aurait pu (car elle serait impuissante aujourd'hui) sauver la situation, il y a encore un mois ; je n'ose même dans ces pages dire toute ma pensée : mais il semblerait *qu'après avoir accablé le gouvernement impérial au moment de sa chute, un certain nombre d'hommes soient pris de remords en voyant la possibilité d'une restauration, et qu'ils se préparent par le silence à une évolution nouvelle.* Vraiment l'homme est un bien plat...., mais je ne veux pas le dire (1) ».

Sur ces entrefaites, eut lieu à Metz une réunion du Conseil municipal, où le commandant de la place, général Coffinières, se vit à peu près forcé d'avouer l'état des approvisionnements de l'armée, et, afin de

(1) *Journal d'un officier de l'armée du Rhin.*

dissiper certains bruits sans fondement, crut devoir ôter tout espoir de secours extérieur. Le conseil, de son côté, reconnut que les provisions des habitants étaient fort restreintes. Le compte rendu de cette séance fut publié dans les journaux de la localité, comme s'il importait que le découragement fût complet partout, et pour tous. Était-ce un moyen de préparer les esprits à la catastrophe prochaine? Était-ce une manière de renseigner, sur l'étendue de nos misères, l'ennemi qui recevait chaque jour, par ses espions, les feuilles publiques? La raison se perd à apprécier de pareilles mesures, quand on songe à l'effet qu'elles produisent. Toujours est-il que deux jours après, le 25 octobre, le maréchal Bazaine reçut du quartier général prussien une dépêche qui détruisait les espérances un instant données au sieur Régnier, aux généraux Bourbaki et Boyer. « La mission de ce dernier avait échoué; l'Impératrice voulait rester étrangère à toute combinaison, et la Prusse venait enfin de reconnaître qu'une restauration impériale aurait trop peu de racines dans le pays, pour offrir la moindre garantie au gouvernement allemand. Il ne pouvait donc plus être question de ce projet; d'ailleurs, le maréchal Bazaine n'avait pas tenu les promesses qu'il avait faites pour la livraison d'un fort ou de la place elle-même (1). » En résumé,

(1) Sans pouvoir garantir le contenu de cette dépêche, nous en certifions l'existence, et quant au sens, nous en donnons ce que nos renseignements et notre conviction personnelle nous permettent d'affirmer. Elle détermina la capitulation, et restera sans doute comme un curieux exemple de la duplicité allemande.

les Allemands, après avoir fait traîner notre agonie en longueur pour éviter une lutte désespérée qui aurait pu leur ravir leur proie ; après avoir encouragé des combinaisons qu'ils étaient d'avance résolus à rejeter, avaient soin de les anéantir maintenant que l'armée était arrivée à la limite de ses ressources. Ils s'empressaient même d'exprimer leur refus, sans attendre la réponse du général Boyer à son commandant en chef.

Il fallut rendre compte de la dépêche prussienne aux membres du Conseil de guerre. Ils se montrèrent résignés et décidés à négocier avec le prince Frédéric-Charles ; puis, par un sentiment difficile à expliquer, ils prièrent le général Changarnier de vouloir bien se charger de cette triste mission. Il devait s'efforcer d'obtenir un armistice avec ravitaillement, ou la faculté pour l'armée de se retirer en Algérie.

Pourquoi donc redouter à l'heure suprême le poids d'une situation dont on était plus ou moins responsable, et pourquoi s'adresser à un général, simple volontaire dont on avait négligé jusque-là d'invoquer les conseils ? Le vieux soldat qui avait refusé jadis d'abdiquer sa foi politique, qui n'avait pas hésité, à soixante-dix-huit ans, à offrir ses services au régime qui l'avait banni, accepta la pénible mission qui lui était confiée, espérant peut-être rendre à sa patrie et à ses compagnons d'armes un dernier service. Il se dirigea vers le quartier général du prince Frédéric-Charles, fut reçu avec beaucoup d'égards, mais ne put rien obtenir. Il revint, persuadé qu'il n'y avait plus qu'à régler dans

une convention militaire les conditions imposées par un inflexible ennemi.

Le lendemain 26, le conseil se rassembla de nouveau, et le résultat de la démarche du général Changarnier lui fut communiqué. Non-seulement le prince Frédéric-Charles refusait la proposition d'armistice ou de translation en Algérie, mais encore ne voulait pas séparer le sort de l'armée de celui de la place. Certes, l'alternative était douloureuse; mais s'il restait une lueur d'énergie, ne pouvait-on empêcher l'ennemi de dicter absolument des lois? Rien, absolument rien, surtout les menaces de cruauté que les Prussiens pouvaient faire valoir, rien n'obligeait les chefs de l'armée à accepter, pour les troupes et pour la forteresse, une solidarité commune. La ville était à la France, et le commandant en chef ne disposait que de son armée. On a dit qu'à la menace de la laisser se débander, et se rendre sans armes aux avant-postes, les Allemands avaient répondu qu'ils tireraient sur les fuyards. Ils en étaient capables, soit; mais ils ne l'auraient jamais fait. Du reste, c'était le devoir du chef de maintenir le principe de la séparation. Il fallait donc insister. Mais, hélas! la question ne résidait plus dans cette clause; la virilité avait disparu. Les résolutions antérieures étaient oubliées; les chefs, qui avaient dit tout haut, huit jours avant, qu'ils ne capituleraient jamais, avaient perdu le souvenir de leurs promesses; et le conseil résolut *à l'unanimité*, dans un abattement difficile à décrire, d'envoyer au prince

Frédéric-Charles un délégué muni de pleins pouvoirs pour traiter de la capitulation. Le général Jarras, chef d'état-major général, qui avait eu dès le début de la campagne un rôle si effacé, fut désigné pour cette mission, et se rendit dans les lignes ennemies sans avoir encore de délégation écrite.

Le 26, à l'entrée de la nuit, il eut avec le général de Stiehle, chef d'état-major du prince Frédéric-Charles, une première entrevue, au château de Frescaty, avant-poste du 7ᵉ corps prussien sur la route de Metz à Ars-sur-Moselle. Depuis le 7 octobre, les Allemands, immobiles dans leurs lignes, sans la moindre alerte, continuaient leur service journalier, attendant patiemment la fin du drame qu'ils savaient proche. Les tentatives de négociations du maréchal les avaient remplis de joie. Pour eux, c'était le commencement de la fin, l'aveu de l'impuissance, l'indice du découragement, la certitude d'un immense triomphe. Mais ce n'était pas tout pour ces cruels ennemis. Ce qu'ils préféraient au succès, c'était l'humiliation. La haine chez eux avait ses raffinements, et autant ils savent dissimuler quand la force n'est pas de leur côté, autant ils devaient jeter tout masque et se montrer implacables pour leur adversaire abattu. L'audace de ce peuple ne se montre à découvert qu'au moment où il est sûr de la victoire. La séance de Frescaty allait en fournir une nouvelle preuve, et dévoiler ce caractère odieux où la ténacité se mélange à l'abus de la force, la bonhomie à la duplicité, la bravoure à la cruauté.

L'armée française prisonnière de guerre avec ses drapeaux, ses armes et ses bagages, la place de Metz avec ses forts et son matériel, telle était la seule capitulation qu'admettaient le roi de Prusse et son neveu. Quant aux ménagements qu'on accorde à ceux dont on estime la valeur, les honneurs de la guerre et le port des armes pour les officiers, il ne pouvait en être question; cette demande n'obtint d'abord qu'un refus froid et formel. Il fallut de longues et douloureuses discussions pour obtenir les honneurs de la guerre. Quelle grâce pour une armée qui avait eu 42 000 hommes hors de combat, que de sortir de ses lignes, étendards au vent et fusil sur l'épaule, pour aller, à 2 kilomètres de là, déposer ces trophées aux pieds d'un ennemi, qui, malgré ses forces écrasantes, avait eu besoin, pour vaincre, d'appeler à son aide l'intrigue et la faim! Ce fut pourtant tout ce qu'on put arracher au général de Stiehle, après plusieurs heures de pourparlers, et sur l'initiative des officiers qui accompagnaient le général Jarras; car ce dernier, l'air accablé, parfois disposé à tout subir comme pour hâter la fin du supplice, ne songeait pas à disputer pied à pied, homme par homme, cette armée qu'on allait livrer. Quant à ce corps d'officiers qui avait laissé sur les champs de bataille 24 généraux et plus de 2000 camarades de divers grades, le chef d'état-major prussien fit savoir qu'on ne pouvait lui laisser ses armes. Le roi Guillaume l'avait défendu; Sa Majesté, qui a ses rancunes, la France le sait, et une justice à sa façon,

voulait se venger de l'évasion reprochée à tort au général Ducrot, en supprimant le port du sabre aux officiers de l'armée de Metz. Ingénieuse manière d'entendre la responsabilité, et touchante sollicitude d'un vainqueur sans merci ! on avait, disait-on, à se plaindre d'un officier français, on ne pouvait l'atteindre, assouvir une colère injuste, on s'en prenait à tous les autres et on leur déniait ce simple hommage, qu'un vainqueur n'a jamais refusé à l'ennemi qu'il honore. A lui seul, ce refus était une injure. Puisse la France s'en souvenir avec toutes les autres! Du reste, le général Jarras n'avait pas, comme négociateur, ses pouvoirs officiels; aucune convention ne put être arrêtée dans cette séance ; on s'en tint aux données générales, à des rédactions d'articles, et l'envoyé du maréchal Bazaine regagna son bivouac.

Dans le camp prussien régnait l'allégresse, et l'impatience de tenir cette armée de Metz était si grande que le 27, au matin, sans attendre la capitulation, le roi Guillaume la télégraphia à la reine. Aussi dans la journée se montra-t-on plus coulant sur les questions restées indécises, et l'épée ou le sabre fut laissé à tous les officiers. Il ne fallait pas que le bulletin royal pût être démenti, et c'est à cette raison seule et non à la bravoure de l'armée qu'on dut cette concession. Que serait-il advenu, en effet, si le vaincu, irrité de tant d'orgueil, se fût jeté tête baissée dans une lutte acharnée ? Qui sait même ce qu'un négociateur habile eût

pu obtenir le 27 s'il avait connu le télégramme trop empressé du roi de Prusse ?

L'entretien des deux chefs d'état-major fut donc repris le 27 au soir. Les difficultés de la veille étaient aplanies, la convention fut conclue, ainsi que l'appendice explicatif qui devait la suivre. Ces documents allaient être signés, quand le général Jarras fit observer que le maréchal Bazaine ne tenait aux honneurs de la guerre que pour la forme et sur le papier. Il croyait inutile de faire sortir ses soldats le fusil sur l'épaule jusqu'à 2 ou 3 kilomètres de la ville. Il préférait déposer les armes dans les forts et les magasins, où elles seraient régulièrement remises à l'ennemi, et livrer sa troupe désarmée. Le général prussien, avec cette hauteur qui ressemble si fort à l'insolence, et avec un calme étudié, fit observer que les Allemands avaient l'habitude de remplir les engagements écrits et de ne jamais écrire ceux qu'on ne remplissait pas ; que les motifs du maréchal Bazaine sur les honneurs de la guerre lui échappaient, que les armes et munitions seraient livrées où il le désirait, mais que par suite, les honneurs de la guerre ne seraient pas accordés. Ce fut ainsi que l'armée fut privée de ce dernier hommage. Son chef lui-même, craignant sans doute la colère qui pouvait s'emparer de 140 000 soldats au moment où ils seraient forcés de déposer leurs armes aux pieds des Prussiens, redoutant la lutte qui en résulterait, pour d'autres raisons peut-être, lui ôtait cette consolation.

L'humiliante capitulation fut ensuite signée par les

parties contractantes, le 27 au soir, au même château de Frescaty. Cet acte, que les contemporains ont encore de la peine à comprendre, portait :

« Art. 1er. L'armée française, placée sous les ordres » du maréchal Bazaine, est prisonnière de guerre.

» Art. 2. La forteresse et la ville de Metz, avec tous » ses forts, le matériel de guerre, les approvisionne- » ments de toute espèce, et tout ce qui est propriété de » l'État, seront rendus à l'armée prussienne *dans l'état* » *où tout cela se trouve au moment de la signature de* » *cette convention.*

» Samedi, 29 octobre, à midi, les forts de Saint- » Quentin, Plappeville, Saint-Julien, Queuleu et Saint- » Privat, ainsi que la porte Mazel (route de Stras- » bourg) seront remis aux troupes prussiennes.

» A dix heures du matin, de ce même jour, des offi- » ciers d'artillerie et du génie, avec quelques sous- » officiers, seront admis dans lesdits forts, pour occu- » per les magasins à poudre et pour éventer les mines.

» Art. 3. Les armes, ainsi que tout le matériel de » l'armée, consistant en drapeaux, aigles, canons, mi- » trailleuses, chevaux, caisses de guerre, équipages de » l'armée, munitions, etc., seront laissés à Metz et » dans les forts à des commissions militaires instituées » par M. le maréchal Bazaine, pour être remis immé- » diatement à des commissaires prussiens. Les troupes, » *sans armes*, seront conduites, rangées d'après leurs » régiments ou corps, et en ordre militaire, aux lieux » qui sont indiqués pour chaque corps. Les officiers

» rentreront alors librement dans l'intérieur du camp
» retranché ou à Metz, sous la condition de s'engager,
» sur l'honneur, à ne pas quitter la place sans l'ordre
» du commandant prussien.

» Les troupes seront alors conduites par leurs sous-
» officiers aux emplacements de bivouacs. Les soldats
» conserveront leurs sacs, leurs effets et les objets de
» campement (tentes, couvertures, marmites, etc.).

» Art. 4. Tous les généraux et officiers, ainsi que les
» employés militaires ayant rang d'officiers, qui enga-
» geront leur parole d'honneur, par écrit, de ne pas
» porter les armes contre l'Allemagne, et de n'agir
» d'aucune autre manière contre ses intérêts jusqu'à
» la fin de la guerre actuelle, ne seront pas faits pri-
» sonniers de guerre; les officiers et employés qui
» accepteront cette condition, conserveront leurs armes
» et les objets qui leur appartiennent personnellement.

» Pour reconnaître le courage dont ont fait preuve
» pendant la durée de la campagne les troupes de l'ar-
» mée et de la garnison, il est en outre permis aux
» officiers qui opteront pour la captivité, d'emporter
» avec eux leurs épées ou sabres, ainsi que tout ce
» qui leur appartient personnellement.

» Art. 5. Les médecins militaires, sans exception,
» resteront en arrière pour prendre soin des blessés; ils
» seront traités d'après la convention de Genève; il en
» sera de même du personnel des hôpitaux.

» Art. 6. Des questions de détail, concernant prin-
» cipalement les intérêts de la ville, sont traitées dans

» un appendice ci-annexé, qui aura la même valeur
» que le présent protocole.

» Art. 7. Tout article qui pourra présenter des
» doutes sera toujours interprété en faveur de l'armée
» française.

Fait au château de Frescaty, le 27 octobre 1870.

» Signé : JARRAS ; — DE STIEHLE. »

L'appendice réglait la position des habitants de la ville, le sort des personnes et des propriétés, et enfin l'ordre de sortie pour les troupes françaises.

« Le 6ᵉ corps et la division de cavalerie de réserve
» Forton sortiront par la route de Thionville jusqu'à
» Ladonchamps.

» Le 4ᵉ corps, sortant entre les forts Saint-Quentin
» et Plappeville, par la route d'Amanvillers, sera
» conduit jusqu'aux lignes prussiennes.

» La garde, la réserve générale d'artillerie, la com-
» pagnie du génie et le train des équipages du grand
» quartier général, passant par le chemin de fer, pren-
» dront la route de Nancy jusqu'à Tournebride.

» Le 2ᵉ corps, avec la division Laveaucoupet et la
» brigade Lapasset, qui en font partie, sortira par la
» route qui conduit à Magny-sur-Seille, et s'arrêtera
» à la ferme de Saint-Thiébault.

» La garde nationale mobile de Metz et toutes les
» autres troupes de la garnison, autres que la division
» Laveaucoupet, sortiront par la route de Strasbourg
» jusqu'à Grigy.

» Enfin, le 3[e] corps sortira par la route de Sarre-
» brück jusqu'à la ferme de Bellecroix. »

La capitulation et l'appendice devaient être mis à exécution le 29, à midi.

» La capitulation, dit le *Rapport sommaire* du ma-
» réchal Bazaine, fut acceptée par le Conseil dans sa
» séance du 28, à huit heures et demie du matin.

» Voici le procès-verbal de cette dernière confé-
» rence :

» Le 28 octobre 1870, à huit heures et demie du
» matin, étaient réunis en Conseil, sous la présidence
» du maréchal Bazaine, à son quartier général, MM. les
» commandants des corps d'armée et les commandants
» d'armes spéciales, à l'effet d'entendre la lecture de
» la convention signée le 27 octobre 1870, au château
» de Frescaty, près Metz, par M. le général chef d'état-
» major de l'armée, muni à cet effet des pleins pouvoirs
» de M. le maréchal Bazaine et de tous les membres du
» Conseil, lesquels lui ont été conférés dans la séance
» du 26 octobre, au matin.

» Le général Jarras a fait la lecture dudit document
» ainsi que de l'appendice qui y est joint, et après des
» explications qui ont été demandées et données sur la
» portée et l'interprétation de quelques articles, le Con-
» seil a reconnu que son mandataire avait usé des
» larges instructions qu'il avait reçues, d'une manière
» aussi *satisfaisante* que le comportait la situation de

» l'armée, et il a donné son approbation au protocole
» et à son annexe.

» Ont signé :

MM. le maréchal *Canrobert*, commandant le 6e corps ;
le maréchal *Lebœuf*, commandant le 3e corps ;
le général *Ladmirault*, commandant le 4e corps ;
le général *Frossard*, commandant le 2e corps ;
le général *Desvaux*, commandant provisoirement la Garde impériale ;
le général *Soleille*, commandant en chef de l'artillerie ;
le général *Coffinières de Nordeck*, commandant supérieur de Metz, et commandant en chef le génie de l'armée ;
l'intendant *Lebrun*, intendant général de l'armée ;
le général *Jarras*, chef d'état-major général de l'armée ;
le général *Changarnier* ;
le maréchal *Bazaine*, commandant en chef de l'armée du Rhin.

La honte était consommée ; le même jour l'armée apprit qu'elle était prisonnière de guerre, et Metz, qu'elle était livrée !

Il semble que devant cette douleur suprême, toute souffrance doive disparaître. Pourtant il en est d'autres qui furent réservées aux hommes de cœur dans ces sombres heures de la fin, et qui, loin de s'effacer, ne firent qu'aggraver l'affliction générale. Après l'affaissement devaient venir les faiblesses, les décompositions morales, tout le triste cortége qui accompagne trop souvent, hélas ! les grandes catastrophes.

Depuis quelque temps, le commandement en chef s'était modifié. Le maréchal Bazaine était resté, jus-

qu'au 10 octobre, très-parcimonieux dans ses distributions de récompenses, et les plus favorisés avaient encore été ses anciens compagnons d'armes du Mexique, ainsi que l'état-major du grand quartier général, composé d'ailleurs d'officiers de choix, anciens et méritants. Ses droits de général en chef n'allaient pas au-delà des promotions au grade de commandant, et il n'avait osé que fort rarement les dépasser. A partir du départ du général Boyer et de la note communiquée aux troupes, il en fut tout autrement; les nominations s'étendirent jusqu'aux grades les plus élevés ; des promotions au grade de général de division, droit réservé aux pouvoirs exécutifs et souverains, furent faites. On ne put s'empêcher de se demander si le maréchal se croyait assuré d'une position qui légitimerait plus tard ces avancements, ou s'il cherchait par avance à étouffer les plaintes amères que ne manquerait pas de soulever un désastre imminent. Cette soif d'épaulettes et de rubans, que l'Empire avait tant développée, ne fit que s'accroître, et ceux-là même qui sentaient la fin proche profitèrent des circonstances dans l'intérêt de leur carrière. Le triste spectacle des ambitions sans vergogne, des sollicitations sans dignité, ne devait pas plus manquer à l'armée de Metz qu'à celle de Sedan. Triste caractère que celui de ces hommes qu'on voit, à l'heure des grandes calamités publiques, oublier le deuil de la patrie pour ne songer qu'à eux-mêmes, et exploiter l'affaissement des consciences pour mendier, en suppliant, un grade ou un honneur ! A Metz, le jour où il y eut le plus de solliciteurs chez le maréchal Ba-

zaine fut le 28 octobre, le lendemain de la capitulation, et comme la roideur n'était plus de mise, les largesses furent abondantes. Des brevets furent signés en blanc, et soigneusement emportés par leurs tristes possesseurs. On fit ainsi des chevaliers d'honneur, des colonels et même des généraux. Et plus tard, notre infortunée patrie, dans l'affolement de ses douleurs, devait non-seulement légitimer ces grades, mais demander encore à leurs titulaires son salut et sa force. On vit des chefs militaires faire médailler leurs cuisiniers, des beaux-pères octroyer une épaulette à leurs gendres, et le maréchal lui-même distribuer des croix et des médailles à ses soldats de garde. Pauvre France! qu'étaient donc devenues tes nobles traditions et tes fiertés d'autrefois? Ce fut alors qu'on entendit un des jeunes généraux de l'armée s'écrier, en apprenant qu'on lui laissait ses bagages et ses gens : « C'est magnifique ; on nous fait des conditions superbes: je pourrai donc emmener Catherine, ma cuisinière ! » O honte, puisses-tu au moins rougir le front de ces hommes, avant qu'ils ne rentrent dans l'obscurité qu'ils méritent!

Dans l'armée, à Metz surtout, les colères faisaient explosion ; des gardes nationaux refusaient de livrer leurs armes, des groupes irrités se formaient dans les rues ; des officiers s'y mêlaient et les encourageaient ; un homme monta à la cathédrale et se mit à sonner le gros bourdon d'alarme. Le maréchal Bazaine, redoutant de voir rompre sa capitulation, fit diriger sur la ville deux bataillons de l'infanterie de la garde, et s'em-

pressa de *rendre compte* au prince Frédéric-Charles des agitations de la cité et des mesures qu'il avait prises. C'était sans doute une manière de dégager sa responsabilité en cas d'accident. Un général français *rendre compte* de ses actes à un général prussien, qu'il est chargé de combattre! La réponse fut digne de la dépêche. Il avait été convenu que le maréchal Bazaine et son chef d'état-major pourraient quitter le camp le 28 au soir, avant leurs troupes. Étrange pensée! Un chef d'armée, au milieu du naufrage, songeant à quitter le premier son poste! Le prince Frédéric-Charles répondit qu'en présence des circonstances, il lui était impossible de permettre au maréchal de s'éloigner le 28, comme on l'avait dit d'abord. Le général en chef y comptait cependant, car, à l'entrée de la nuit, il fit demander le mot d'ordre, afin de franchir sans difficulté ses postes avancés. La liste des mots d'ordre établie le premier de chaque mois pour les trente jours suivants fut consultée; on transmit au maréchal les deux mots dont elle se composait, et, comme par un ricanement du sort, le nom propre était celui de *Dumouriez*, un traître! Tel était le nom qu'il lui fallait invoquer pour passer de ses troupes aux mains de l'ennemi!

Pourtant l'émotion de Metz fut sans conséquence, elle se bornait à des éclats de colère et d'indignation. Le soir, un conciliabule d'officiers fut tenu dans une salle de café, on voulait se soustraire à la captivité, se réunir et tenter une sortie. Mais l'incohérence des avis empêcha de s'entendre et de trouver un chef. Ces

efforts n'aboutirent qu'à des évasions individuelles, d'ailleurs peu nombreuses, car les courages étaient abattus, le sens droit des choses altéré par les nouvelles fausses, et les convictions faites sur la force des troupes et des retranchements qui enceignaient l'armée.

Dans les camps, le soldat resta soumis aux ordres définitifs qu'il avait reçus; les armes furent régulièrement versées et leurs malheureux possesseurs regagnèrent les bivouacs, le front courbé et la douleur sur le visage. Il y avait pourtant une formalité qui faisait craindre des résistances. C'était la livraison des drapeaux. Déjà, dans quelques régiments, ces nobles insignes avaient été coupés sous les yeux du colonel, et les morceaux partagés entre les officiers. Le commandant en chef, redoutant des difficultés, prescrivit de rassembler les drapeaux et de les envoyer à l'arsenal de Metz, « *où ils seraient brûlés pour éviter de les laisser à l'ennemi.* » Grâce à cette explication, la grande majorité de ces emblèmes fut recueillie et versée sans encombre. D'un autre côté, le directeur de l'arsenal avait été invité à les classer avec soin pour les remettre aux Prussiens. Cette seconde dépêche contredisait la première; on en fit l'observation au maréchal qui passa outre. On assurait ainsi à l'ennemi la possession de nos aigles. Le chef de l'armée française trompait lui-même ses soldats au profit des Prussiens! Du reste, la confusion des idées, l'aberration des esprits, atteignaient à ce moment les dernières limites, et, contrairement aux faits ordinaires de la vie, où l'imagination empiète sur la réalité, ici

la réalité dépassait tout ce qu'on pouvait supposer. Aux avant-postes, il y eut quelques officiers qui allèrent voir, questionner, chercher les moyens de se dérober à un sort cruel. Un des généraux de division les plus capables et les plus estimés de l'armée s'offusqua de ces démarches. Se soustraire à la capitulation, c'était pour lui violer la discipline, et, poussant ce raisonnement à l'extrême, il crut devoir signaler par écrit au maréchal Bazaine certaines catégories d'officiers qui songeaient à s'évader, afin qu'on prît des mesures pour les en empêcher. Il le prévenait que, personnellement, il faisait doubler ses avant-postes. Ainsi on en était venu à estimer que le devoir consistait à accepter la capitulation, alors même qu'aucun serment individuel n'était prononcé, plutôt que de voler à la défense de sa patrie !

Telle fut la journée du 28; le lendemain, la capitulation s'exécutait. Jamais temps plus sombre ne s'était levé sur le Ban Saint-Martin et sur les coteaux dénudés, ravagés, qui entourent Metz. La pluie tombait à torrents, et on aurait dit que le ciel, s'associant aux douleurs de la France, voulait encadrer cet affreux tableau de couleurs funèbres. A dix heures, l'étendard prussien flottait sur les forts, et sa vue abhorrée comprimait le cœur du soldat sous une douloureuse étreinte. A midi, de longues files d'hommes couverts de boue, sans armes, silencieux, s'éloignèrent du camp, pour aller se perdre aux avant-postes. C'étaient nos malheureux soldats qui s'acheminaient lentement vers les positions ennemies. La plupart des officiers, fidèles à

écoulés. Avant de s'éloigner, il avait eu soin, depuis quelque temps déjà, de se faire solder par le payeur général son trimestre de sénateur, tandis qu'on ne payait aux officiers que la solde de novembre sans indemnités. Il eut également soin de se faire restituer par les fonds secrets une somme assez ronde qu'il avait octroyée aux pauvres de Metz, et le lendemain se fit remettre tout ce qui restait de ces mêmes fonds. Enfin il partait, chargé d'une lourde responsabilité, des malédictions de l'armée. La veille, il avait adressé à ses troupes l'ordre du jour suivant :

« A l'armée du Rhin,

« Vaincus par la famine, nous sommes contraints
» de subir les lois de la guerre en nous constituant
» prisonniers. A diverses époques de notre histoire
» militaire, de braves troupes, commandées par Mas-
» séna, Kléber, Gouvion Saint-Cyr, ont éprouvé le
» même sort, qui n'entache en rien l'honneur mili-
» taire, quand, comme vous, on a aussi glorieuse-
» ment accompli son devoir, jusqu'à l'extrême limite
» humaine.

» Tout ce qu'il était *loyalement* possible de faire
» pour éviter cette fin a été tenté, et n'a pu aboutir.
» Quant à renouveler un suprême effort pour briser
» les lignes fortifiées de l'ennemi, malgré votre vail-
» lance et le sacrifice de milliers d'existences qui
» peuvent encore être utiles à la patrie, il eût été infruc-
» tueux, par suite de l'armement et des forces écra-

pagne, 137 750 hommes, représentant un chiffre de 120 577 combattants (1).

En ajoutant à ces................................	137 750 h.
La division Laveaucoupet........................	8488
Les petits dépôts et les troupes diverses de la place.	11 600
Les blessés et malades..........................	15162
On arrivait à un total de.............	173 000 h.

Ainsi, 173 000 hommes, dont 15 000 blessés, 3 maréchaux, 50 généraux, 6 000 officiers, 53 drapeaux, 66 mitrailleuses, 541 pièces de campagne, 800 pièces de position, près de 200000 fusils, un matériel considérable, tels furent pour les Allemands les résultats de la capitulation de Metz !

Malgré les engagements pris par les Prussiens, nos malheureux soldats ne devaient trouver aux avant-postes ennemis que la misère, des privations plus cruelles que par le passé, et un grand nombre, la mort, la mort dans la boue, sans abri contre le froid, la mort par la misère et la faim. Ceux qui ont vu cet horrible spectacle auraient voulu le montrer aux chefs de l'armée, pour leur faire comprendre que, trépas pour trépas, mieux valait encore celui du champ de bataille. L'ennemi y trouva une nouvelle occasion de renouveler les preuves d'inhumanité déjà données à Sedan. Mais, au bout de quelques jours, les distributions,

(1) Trois jours avant la reddition, le commandant en chef avait plusieurs fois demandé le chiffre exact des combattants, et comme il atteignait toujours 115 à 120 000 hommes, il n'avait pu s'empêcher d'exprimer son étonnement, d'affirmer qu'on se trompait et qu'il ne devait pas y avoir plus de 75 000 soldats en état de se battre.

» santes qui gardent et appuient ces lignes ; un désastre
» en eût été la conséquence.

» Soyons dignes dans l'adversité ; respectons les conventions honorables qui ont été stipulées, si nous voulons être respectés comme nous le méritons ; évitons surtout, pour la réputation de cette armée, les actes d'indiscipline, comme la destruction d'armes et de matériel, puisque d'après *les usages militaires, places et armements devront faire retour à la France lorsque la paix sera signée.*

» En quittant le commandement, je tiens à exprimer aux généraux, officiers et soldats, toute ma reconnaissance pour leur loyal concours, leur brillante valeur dans les combats, leur résignation dans les privations, et c'est le cœur brisé que je me sépare de vous. »

Tel était l'adieu du maréchal. Il n'hésitait pas à se comparer aux héros du premier empire, et à chercher dans les luttes du passé, comme dans les espérances trompeuses de l'avenir, une justification du présent !

Le général Coffinières avait également adressé, le 27, aux habitants de Metz, une proclamation destinée à leur annoncer le sort fatal auquel ils étaient condamnés.

Cette capitulation, la plus inouïe qui fût jamais, livrait aux Allemands l'armée française, qui comptait encore comme troupes susceptibles de tenir la cam-

quoique fort réduites, se régularisèrent, et les départs pour l'Allemagne s'effectuèrent sans trop de retard. Dès le 30, on avait commencé l'embarquement des officiers, et pour tous ces malheureux, un supplice d'un nouveau genre, la captivité, allait commencer. Le contact d'un peuple sans pitié, d'ennemis cruels, sous un climat rigoureux, au milieu de privations de toute espèce, des surveillances de police, des dénonciations, des éclats délirants d'une ivresse guerrière qui célébrait, avec ses triomphes, la mort et les défaites de nos frères d'armes, telle était la douloureuse existence imposée, après tant d'épreuves, aux officiers et soldats de l'armée de Metz! Et quelle consolation encore si, le malheur épurant les âmes, tous ces hommes eussent retrempé leurs forces dans l'infortune, leur virilité dans la patience, pour se retrouver un jour plus dignes d'eux-mêmes et de leur infortunée patrie! Mais parmi eux, il y avait aussi de tristes caractères; il y en eut qui n'eurent plus qu'un souci dans les villes où on les internait : l'amusement et le plaisir; d'autres, besoigneux sans doute et sans conscience de leur abaissement, devaient écouter les insinuations du souverain qui nous avait perdus, recevoir ses subsides, avouer tout haut leurs sympathies pour un régime de honte, et souhaiter presque la fin de la lutte, pour retrouver, avec la légèreté passée, les douceurs et l'insouciance de leurs anciennes garnisons. La majorité, pourtant, devait rester digne, pure, offensée, et, tout en aimant son pays, tout en restant attachée à une carrière désormais avilie, y puiser la ferme résolution de venger

sa patrie, l'espoir de sa régénération et d'une réorganisation militaire qui, sachant effacer les responsabilités insuffisantes du passé, ne permît l'accès du commandement qu'au mérite dûment justifié.

CHAPITRE IX.

CONSIDÉRATIONS SUR LE SIÉGE DE METZ.

Après la chute de Metz et de son armée, un immense cri de douleur retentit dans tous les coins de la France, et, pour le traduire, il n'y eut qu'un mot, celui de trahison.

Il a été bien souvent prononcé depuis, et pourtant il est si grave, si chargé d'infamie, qu'avant d'en flétrir un homme, quelque infime qu'il soit, il faut y réfléchir profondément. La trahison est un crime, et l'appréciation des crimes, comme leur châtiment, comme la souillure qu'ils impriment, n'appartient qu'aux tribunaux compétents. Dans notre malheureux pays, en temps de révolution, de république surtout, il n'existe que deux sortes de militaires : les héros ou les traîtres. On est un demi-dieu jusqu'au jour où l'on succombe, et alors, au lieu de retomber dans l'oubli, au lieu de recueillir la gratitude à laquelle parfois on a droit, on ne récolte que l'injure et une épithète infamante. Nous ne savons pas encore qu'en jetant aux gémonies les hommes que nous élevions naguère sur le pavois, nous nous flétrissions nous-mêmes ! Que penser, en effet, d'un

peuple qui, loin de mûrir ses décisions et de peser ses choix, passe sa vie à brûler le lendemain les idoles qu'il adorait la veille, se déjugeant ainsi lui-même et donnant aux nations le spectacle d'une inconstance qui diminue le respect et l'estime? Que dire d'un peuple où il y aurait tant de traîtres? En France, on ne veut pas être battu, on veut être trahi; et l'on agit ainsi, sans songer que ces explosions subites de regrets ou de colères retombent sur ceux qui s'y livrent. La France, pourtant, a été bien battue dans cette funeste guerre; elle a été battue, humiliée et presque anéantie. A défaut des trophées que l'ennemi a conquis, à défaut des succès prodigieux qu'il a obtenus, il n'en faudrait pour preuve que les insultes dont il accable son impuissance. Ses journaux, ses orateurs, ses diplomates déversent sur elle le sarcasme et l'injure. Et, pour qui connaît le peuple allemand, c'est le plus sûr indice qu'il la tient sous ses pieds. S'il la craignait encore, il la ménagerait; mais il la sait faible, et il l'insulte. C'est sa manière à lui de chanter ses victoires et d'honorer ses triomphes. Il faut donc rester calme, redevenir un peuple sérieux et digne, recevoir sans se plaindre les nouvelles blessures qu'un impitoyable ennemi fait à une nation sans défense, et, si l'on veut un jour avoir droit à la vengeance, avouer courageusement la défaite et entendre la vérité.

Avant de crier à la trahison, il est nécessaire d'examiner les faits. Ici l'examen est à peu près terminé; il reste à définir le mot de trahison. Si l'on appelle traître celui qui viole ses serments, qui est infidèle à la foi

jurée, le maréchal Bazaine est innocent, car il n'est resté que trop fidèle au souverain qui l'avait nommé. Et, parmi ceux qui l'accusent, combien mériteraient le nom de traîtres, qui, après avoir été les partisans hautement déclarés de l'Empire, se sont empressés de renier plus hautement encore leur foi et leurs amitiés, au lieu de rester dans l'ombre qui convenait à leurs remords ! Combien mériteraient le nom de traîtres, qui, après avoir déversé l'injure sur les ennemis du régime déchu, alors qu'ils n'étaient rien, se sont précipités pour leur offrir leur dévouement, quand ils furent au pouvoir ! Oui, c'est là une trahison, et la pire des trahisons, car elle viole la foi, la dignité, la conscience, et, de plus, elle est toujours prête à se renouveler !

Pour un général en chef, l'histoire dit qu'il y a trahison, quand il négocie avec l'ennemi au lieu de combattre ; le crime est plus odieux encore, lorsque des calculs personnels viennent compliquer la négociation. A Metz, une réprobation publique indignée, et la voix tristement émue d'une province entière arrachée à sa patrie par la conquête, ont accusé le maréchal Bazaine d'avoir agi ainsi. Mais il n'y a encore ni instruction, ni jugement, ni sentence ; il ne reste donc que des faits et des opinions individuelles ; et il ne restera rien de plus tant que la société, à qui seule ce droit appartient, à qui ce devoir incombe pour son honneur et celui de l'armée, n'aura pas, dans une enquête solennelle, prononcé le mot de *trahison*.

Comme fait de guerre, le siége de Metz est un évé-

nement considérable, qui prête par lui-même matière à bien des réflexions. Une armée allemande de 230 000 à 250 000 hommes, investit une armée française de 150 000 hommes, rejetée, après plusieurs batailles, dans le camp retranché d'une place forte de premier ordre, et, au bout de soixante-neuf jours, *obtient* sa capitulation sans conditions. Telle est, dans son ensemble, l'histoire de ce blocus. Le résultat a paru incompréhensible ; il le sera moins sans doute après les détails qu'on vient de lire, et, malheureusement pour la France, il est sans précédent dans les annales des nations. Indépendamment des causes déjà mises en lumière et de celles que la discussion peut produire, il faut reconnaître que la masse énorme de troupes mises en mouvement par l'adversaire a exercé sur ce fait une grande influence. Il est même possible que plus les nations de l'Europe augmenteront leurs effectifs, plus les chances de capitulations extraordinaires s'accroîtront. Autrefois, quand on voyait en campagne des divisions ou des corps d'armée isolés, les troupes réduites à mettre bas les armes ne pouvaient être très-nombreuses. Dans l'avenir, si l'on n'agit qu'avec des armées de plus de 100 000 hommes et qu'il y ait contre elles des masses de 200 000 et 300 000 soldats, la reddition de plusieurs corps d'armée pourra encore se présenter. Si l'on veut y réfléchir, on s'apercevra du reste que le service obligatoire, ou l'armement d'un peuple entier entraîne dans son existence de véritables révolutions, dont les plus saillantes seront la transportation en bloc de la population mâle et la suppression

des relations internationales. Un vainqueur pénétrant sur le territoire ennemi a, en effet, le droit de faire prisonniers tous les hommes soumis à la loi militaire.

Or, en Allemagne, cette catégorie s'étend de 17 à 42 et même à 60 ans ; il faudra donc enlever de ses foyers et transporter captive dans des régions éloignées une foule innombrable, composée de tous les producteurs d'une contrée. La France a déjà eu la douleur de subir cette triste loi, car, au moment de la chute de Paris, elle avait une masse de plus de 400,000 hommes jeunes et valides, transplantée subitement dans les régions du nord et du centre de l'Europe. Un fait qui ne sera pas moins curieux plus tard, quand tous les peuples auront adopté le service obligatoire, sera l'impossibilité d'accueillir, dans un pays, un étranger entre vingt et quarante-cinq ans, par la raison qu'il peut être appelé, du jour au lendemain, à guerroyer contre la nation qui le reçoit. Les conséquences des levées en masse érigées en système, car l'armée allemande n'est pas autre chose, sont donc désastreuses ; et encore celles qui viennent d'être énumérées ne sont pas les seules ; en y réfléchissant, elles rendent plus compréhensibles des capitulations comme celles de Sedan et de Metz. Pourtant il ne faut pas s'y tromper ; l'influence des grandes invasions et des gros effectifs, sur le fait même des capitulations, est plus morale que matérielle. Une troupe de 10 000 hommes, cernée par des masses formidables, et à plus forte raison une armée de 80 000 ou de 100 000 hommes, peut

toujours éviter de se rendre, si elle sait se résoudre énergiquement au sacrifice suprême. Il y a, dans la vie des peuples et des armées, des heures solennelles, où il n'existe plus d'autre alternative que la mort ou la honte. La France avait su jadis établir en principe, qu'en pareil cas l'hésitation n'était pas permise, que la mort seule était acceptable et qu'il fallait se jeter au-devant d'elle tête baissée. Sacrifice inutile, disent les partisans des capitulations! Sacrifice glorieux, devoir indiscutable, diront les soutiens de l'honneur. Mieux vaut périr en soldat que vivre sans honneur! Le jour où la nation française saura rétablir ce principe, elle aura retrouvé sa force et fixera peut-être encore la victoire à ses drapeaux. A Metz, comme à Sedan, on n'a pas su s'élever à la hauteur de cet effort sublime, parce que l'affaissement des caractères faisait regarder l'investissement d'une armée supérieure et victorieuse, comme une force invincible.

La ruine de l'armée de Metz est due encore à d'autres influences. La plus importante, sans doute, aux yeux de la postérité, sera cette pensée qui a porté le commandement à négocier avec l'ennemi une restauration politique, pendant qu'il plongeait dans l'inaction 140 000 soldats aguerris. Les souffrances de la faim sont venues s'ajouter à cette raison déterminante; et la pénurie de vivres reste imputable dans une large mesure à l'autorité militaire elle-même, qui n'a pas eu la prévoyance de concentrer à temps, dans la capitale de la Lorraine, les riches provisions de la contrée. Qu'on y ajoute les fautes de tactique, et l'impuissance

finale sera tout expliquée. En un mot, on n'a pas dégagé Metz et son armée, parce qu'on n'a pas su vouloir. Cette assertion, quelque étrange qu'elle soit, restera, dans l'esprit d'un grand nombre d'acteurs de ce drame, à l'état de conviction inébranlable. On peut objecter à cela la tentative de sortie du 31 août et les expéditions autour de la place. Mais les faits démontrent suffisamment que, dans l'effort du 31 août, il est douteux que la volonté de percer les forces ennemies ait réellement existé. Dans la journée du 1er septembre, l'ordre expédié au point du jour parlait plus d'une retraite que d'une attaque. Enfin, quant aux fourrages exécutés aux abords de la place, leur rareté ainsi que les dispositions prises permettent d'apprécier l'importance qu'ils pouvaient avoir sur le sort de l'armée. Le maréchal Bazaine a-t-il songé à se débarrasser de l'Empereur pour être plus libre dans ses actes ? a-t-il ramené son armée sous Metz le 17 août, parce qu'il lui convenait d'y attendre les événements, certain, si la paix était faite, qu'il resterait le seul général dont l'armée n'était pas entamée, comptant, si l'Empereur et Mac-Mahon étaient détruits, qu'il deviendrait l'homme de la situation; ou bien parce que le commandement d'une grande armée dépassait ses capacités et qu'il n'osait plus agir ? A-t-il indiqué au maréchal Mac-Mahon les villes fortes du Nord, comme sa direction de marche probable, sachant le danger qu'il lui faisait courir et celui auquel il s'exposait lui-même ? La tentative du 31 août n'était-elle qu'une fausse sortie pour avoir l'air de tenir sa parole et se donner le temps de

voir venir les circonstances? Enfin, les expéditions autour de Metz ont-elles eu pour but de déguiser l'inaction générale sous un semblant d'activité, destiné plus tard à couvrir le commandement, si la négociation politique, commencée le 16 septembre par l'envoi du colonel Boyer au prince Frédéric-Charles, et le 24 par le départ du général Bourbaki, venait à échouer? Telles sont les questions que l'enquête éclaircira? Quant à expliquer comment sept commandants en chef se sont laissé abuser au point de se prêter à ces combinaisons, si elles ont existé, cela tient à ce qu'ils ne les ont pas pénétrées, qu'ils n'en avaient pas la responsabilité, qu'après avoir refusé d'ajouter foi à la puissance militaire de nos ennemis, ils ont été terrifiés par ses effets, et qu'enfin les négociations politiques, quand ils les ont connues, ravivaient leurs secrètes espérances.

Mais au-dessus de ces explications, en dehors des mobiles divers qui ont dirigé ces conduites, il reste un fait indiscutable : l'immobilité d'une armée et sa capitulation, sujet d'études purement militaires et qu'il importe, autant que le précédent, de traiter en détail.

Comme on l'a vu plus haut, du jour où l'armée française avait été ramenée sous les murs de Metz, le 19 août, il n'y avait plus pour elle que deux partis à prendre : percer les lignes ennemies ou combattre sur place. Il était reconnu par nos pères et il le sera encore, nous l'espérons, qu'une armée de 150000 soldats exercés est toujours libre de choisir son mode d'action, et ne peut jamais être considérée comme une machine impuissante. 150000 hommes

avec de bons cadres, un matériel complet et 540 pièces de canon représenteront toujours une force énorme, quel que soit le nombre de l'ennemi qu'on lui oppose. Ainsi, à partir du 19 août, ou, au plus tard, à partir du 22, jour où elle est refaite et où le commandant de l'artillerie *est heureux* de l'annoncer au commandant en chef, l'armée de Metz était libre de choisir entre ces deux projets. Le premier a déjà été examiné. On a vu que la direction stratégique la plus rationnelle pour se dégager était celle du Midi. On a vu que le moment le plus propice était du 25 au 30, époque où l'on savait toutes les préoccupations de l'ennemi tournées vers le Nord, et où l'armée d'investissement s'était affaiblie de deux corps d'armée. Cette période écoulée, il en restait une seconde, du 30 août au 10 septembre, pendant laquelle les Prussiens ne devaient pas avoir reçu les renforts destinés à combler les pertes des premiers combats. Passé cette date, une sortie devenait plus difficile, mais elle restait praticable en raison des moyens dont disposait l'armée; elle devenait impérieuse par suite de la diminution des vivres, et il restera hors de doute que, eût-elle amené de nouvelles défaites et une dispersion des troupes, ce sort était encore préférable à l'anéantissement sur place et à la capitulation.

Mais, en principe, fuir son ennemi n'emmène pas sa destruction ; et le devoir d'une grande armée n'est pas de l'entraîner à sa suite, mais de le combattre. Si la concentration de grandes masses autour d'une forteresse sans camp retranché est un danger, une faute

stratégique presque irréparable, en revanche, l'établissement, sous la protection de forts détachés, d'une armée de 150 000 hommes, refaite et bien commandée, constitue une position inattaquable, un gage de succès au point de vue de la défensive, une chance favorable pour l'offensive. On peut ajouter qu'une pareille force peut annuler, quand elle le voudra, l'efficacité d'un investissement.

Si ce parti eût été sérieusement arrêté par le commandement dès le 17 août, date de la retraite de l'armée sur Metz, la première mesure à prendre était de rassembler les approvisionnements de la contrée. Au dire des gens du pays et des témoins compétents, il était encore aisé de fournir ainsi à la place des provisions pour six ou huit mois. L'armée avait les siennes; mais elles ne pouvaient guère aller au delà du 15 septembre. Il fallait donc, avant cette époque, avoir mis l'armée ennemie dans l'impossibilité de continuer la lutte sans renforts, et, dans le cas de l'insuccès, se disposer, dès ce moment, à partager les vivres de la place, en imposant le rationnement. Après ces dispositions, il était urgent de faire choix des points stratégiques à occuper autour du camp : 1° pour favoriser à tout instant une offensive générale; 2° pour menacer les positions ennemies et faciliter les sorties, si, par suite d'échecs multipliés, on en était réduit aux petites opérations des villes assiégées. La base des opérations à exécuter autour du camp retranché devait toujours être la Moselle, sur laquelle la place et les forts faisaient l'office d'une double tête de pont. Quant aux directions

générales à prendre pour les lignes d'opérations, il n'y en avait guère que deux, le nord ou le sud, l'est menant à la frontière, et l'ouest se trouvant déjà au pouvoir de l'invasion. Vers le nord, il fallait un débouché permanent sur la rive gauche. Celle-ci, en effet, commandait la vallée et les coteaux de la rive droite qui, par la direction du cours d'eau, forme une ligne intérieure par rapport à la France, et dont les plateaux offrent un champ de bataille avantageux. Il fallait, en outre, conserver une action sur la plaine, interdire, par prudence, à l'ennemi, les nombreuses fermes qui la couvrent, et en vue de l'intérêt général, reculer son investissement aussi loin que possible. Vers le sud, il était nécessaire de commander les principaux débouchés sur Pouilly, Mécleuves et le chemin de fer, en menaçant les communications des Prussiens sur la ligne Pont-à-Mousson, Courcelles, Sarrebrück. Enfin, il importait aussi d'avoir des positions susceptibles d'éloigner des abords de la place les points de passage de l'ennemi sur la Moselle, afin de rendre ses concentrations plus lentes et de se ménager une action sur ses ponts. Ces considérations devaient amener l'occupation, par de solides ouvrages de campagne et de forts rassemblements de troupes, des points suivants :

1° *Sur la rive gauche.* — La colline située au nord-ouest du fort de Plappeville et au nord du chemin qui, partant de Saulny, rejoint près du plateau la route de Plappeville à Amanvillers. Cette position, protégée à 2,500 mètres en arrière par le canon du fort Plappeville, commandait le ravin de Châtel, les abords du

plateau d'Amanvillers, les contreforts du Chesnois, du Plesnois, du Vémont, et assurait à son possesseur l'accès de la route d'Amanvillers.

Dans la plaine, pour compléter l'action de l'armée, il fallait, dès le début, élever des travaux importants à Ladonchamps et sur le petit mamelon de Bellevue. On obligeait ainsi l'investissement à ne pas dépasser la ligne Marange–Maizières-lez-Metz, et on limitait ses avant-postes aux points de Semécourt et d'Amelange, en leur interdisant les Tapes, les Maxes, Norroy, Plesnois et les hameaux intermédiaires, ainsi que le passage de la rivière à Argancy. Quant aux débouchés de Rozérieulles et d'Ars, le fort Saint-Quentin les défendait suffisamment, et de forts détachements à Moulins et à Sainte-Ruffine auraient assuré leur sécurité comme cela a eu lieu pendant le siége.

Ces occupations déterminaient en même temps l'emplacement des troupes, et n'auraient pas modifié sensiblement celui qui fut adopté pendant les mois de septembre et d'octobre 1870.

2° *Sur la rive droite.* — Au nord-est de Metz, la position la plus importante entre la route de Sarrebrück et la Moselle est celle de Sainte-Barbe, à plus de 6000 mètres du fort Saint-Julien. Il était difficile de l'occuper sans établir entre les troupes des intervalles dangereux. Il fallait donc y renoncer, et la laisser aux mains des Allemands, comme cela a eu lieu. Du reste, cette partie des environs de Metz restait sans intérêt pour une sortie; le seul côté utile était le voisinage de la Moselle, où il était indispensable de menacer le point

de communication de l'ennemi. On aurait atteint ce but par l'occupation de la ligne Nouilly, Vany, Chieulles, appuyée de fortes redoutes à Chieulles et sur la route de Sainte-Barbe.

Vers le sud et le sud-est, les routes de Courcelles, de Strasbourg et de Noméņy, sont commandées par une hauteur à l'ouest de Colombey, par le château de Mercy-le-Haut et par une colline qui domine au sud le village de Magny-sur-Seille. Une redoute aurait assuré la possession de la première. Quant aux deux autres, dont on a déjà démontré l'utilité, elles se trouvaient appuyées en arrière par le fort de Queuleu, et donnaient à l'assiégé des débouchés au sud de Metz. Enfin il eût été indispensable d'interdire à l'ennemi le passage d'Ars, en organisant défensivement la ferme de Tournebride et le château de Frescaty, tandis que, de ce côté, les avant-postes français ne dépassèrent jamais le fort Saint-Privat.

Le choix de ces diverses positions eût sans nul doute reculé l'investissement, rendu plus difficiles la surveillance et la concentration des troupes allemandes, et conservé à la place les ressources de nombreux hameaux et villages. Mais pour faire ce choix, il eût fallu que les chefs d'état-major généraux eussent inspecté eux-mêmes les environs et arrêté sur place les dispositions nécessaires. Il eût fallu que le général en chef leur eût communiqué ses intentions et expliqué le but à atteindre ; il fallait que lui-même eût eu sérieusement la volonté d'agir et un projet nettement arrêté. Aucune de ces conditions ne fut remplie. A défaut des chefs,

il eût fallu faire étudier ces terrains par des officiers d'état-major. Mais ceux-ci, en général, n'avaient pas été exercés à ce genre de travaux, et lors même qu'ils s'en fussent acquittés, on n'aurait peut-être pas écouté leurs avis. Le commandement, centralisé dans les mains des chefs, avait l'habitude de centraliser aussi toutes les aptitudes et le don d'infaillibilité ; et il était rare qu'une observation émanée d'un subalterne eût quelque valeur. Lorsque l'armée rétrograda sur Metz après le 6 août, l'importance des hauteurs de Colombey, Mercy et Magny, fut signalée à l'autorité par des officiers d'état-major chargés d'installer les troupes au bivouac. Il ne fut tenu aucun compte de leurs avis, et plus tard, quand l'armée revint dans le camp retranché, ils furent oubliés.

En admettant que ces positions eussent été prises dès le 19 août, il était urgent d'en compléter la possession en créant sur la Moselle un passage pour chaque corps d'armée, de façon qu'il pût se porter à volonté, et le plus rapidement possible, d'une rive sur l'autre. Il est probable que la rive droite, ayant le plus grand développement, aurait nécessité le maintien de trois corps de ce côté, tandis qu'on adopta la combinaison contraire.

Une fois ces dispositions prises, la première opération à entreprendre était la destruction du 1er corps d'armee (Manteuffel) et de la division de réserve (von Kummer) laissés sur la rive droite, du 18 août au 3 septembre, dans une position assez isolée. On a vu que cette lutte, bien combinée, offrait des chances de suc-

cès. Ses conséquences sautent aux yeux. Le moral de l'armée raffermi ; la confiance de l'ennemi diminuée ; ses effectifs abaissés d'une façon sensible ; les communications allemandes sur la ligne Courcelles-Sarrebrück compromises; l'investissement annulé sur la rive droite ; et enfin la faculté d'accumuler de nouvelles provisions dans Metz : tels étaient les résultats de cette entreprise vigoureusement menée. Le soir même du jour où elle était obtenue, et ce jour aurait dû être le 25 août au plus tard, l'armée aurait peut-être pu repasser la Moselle à la faveur de la nuit, se déployer le matin sur la ligne Saulny-Amanvillers, Sainte-Marie-aux-Chênes, et offrir la bataille aux 2e, 3e, 9e et 10e corps prussiens, dont trois seulement étaient rassemblés sur le plateau, isolant ainsi les 7e et 8e corps. Cette combinaison, qui a souvent été discutée depuis, n'offrait, à notre sens, que des chances défavorables : car si l'armée avait réussi à couper un instant les forces ennemies, elle aurait été prise à revers dans la direction Verneville, Habonville, par les 7e et 8e corps, échelonnés alors de Gravelotte à Ars. Le parti le plus sage, après un premier échec infligé aux Prussiens, eût été de regagner ses positions, de donner du repos aux troupes, d'attendre et de surveiller avec soin les dispositions de l'ennemi. Il n'eût pas manqué de reprendre l'investissement sur la rive droite ; mais comme les événements de Sedan le préoccupaient, il est probable qu'il n'aurait dirigé sur ce côté qu'un ou deux corps au plus, conservant aux abords de Roncourt assez de forces pour parer aux éventualités de la lutte

engagée sur la Meuse. Dans ce cas, l'armée française aurait renouvelé, par des moyens analogues, l'attaque des jours précédents.

Enfin, en admettant que l'investissement ennemi ait été complet, comme il le fut à partir du 3 septembre, des actions de ce genre étaient encore praticables, mais avec des dispositions différentes. A cette époque, on a vu que l'armée prussienne avait quatre corps sur la rive gauche et trois sur la rive droite, plus la division von Kummer. Pour les combattre, il fallait d'abord isoler ces deux groupes en détruisant les ponts allemands jetés sur la rivière. Il était ensuite possible, au moyen de manifestations offensives sur une partie de l'investissement, de masquer pendant la nuit une concentration rapide sur un terrain favorable destiné le lendemain à une action principale. Dans cette hypothèse, les théâtres d'opérations devaient se modifier. Sur la rive gauche, il n'y en avait qu'un avantageux; c'était le plateau d'Amanvillers, sur lequel une redoute placée dans le bois de Saulny eût toujours favorisé un déploiement de forces. Il devenait alors nécessaire de se couvrir avec un corps d'armée au moins, vers Montigny-la-Grange, contre une entreprise partie de Gravelotte, puis de se placer avec une masse imposante, face à Saint-Privat, et d'engager une action générale contre les 9e et 10e corps prussiens, en débordant leur gauche, et exécutant ensuite un changement de front en avant sur l'aile droite, pour se rabattre face à droite sur la Moselle. En cas de réussite, il aurait fallu, le lendemain, accomplir un mouvement semblable

contre les corps ennemis placés entre Gravelotte et Ars. Dans les deux cas, on conservait un flanc appuyé sur les fortifications du camp retranché, et par suite inattaquable.

Enfin, sur la rive droite, il eût été facile, surtout avec les points de Colombey, Mercy et Magny, de prendre un jour position sur les collines qui forment la ligne de partage entre la Nied et la Seille, la droite appuyée au camp retranché, et la gauche à Courcelles-sur-Nied, menaçant l'investissement et les communications de l'ennemi. Cette affirmation est d'autant plus plausible que le 27 septembre, alors que Crépy, Peltre, Mercy, Laquenexy étaient aux mains des Allemands depuis plus d'un mois, il fut possible à une brigade française de s'installer sur cette ligne sans effort; à plus forte raison, si l'armée entière s'était développée. Une fois cette position occupée entre la Nied et la Seille, il était indiqué d'engager une action vigoureuse, face à la Moselle, et d'essayer de repousser l'ennemi d'abord sur la Seille, ensuite sur la Moselle.

Il est certain que ces différentes opérations n'auraient pu être entreprises qu'en masquant leur préparation, et pour cela il était indispensable de faire des manifestations, la veille ou le jour même, sur un côté opposé à celui de l'attaque. En résumé, la position stratégique qu'occupaient les troupes françaises devait être le théâtre de deux actions générales, peut-être de quatre, appuyées par des offensives sur les ponts de l'ennemi, et des manifestations sérieuses sur des points opposés. Il serait prétentieux d'affirmer qu'elles auraient

amené des succès ; mais quel est celui des témoins oculaires qui douterait de leur efficacité possible dans la période du 25 août au 10 septembre ? Certes, on aurait eu des morts et des blessés; mais l'ennemi en aurait eu aussi et peut-être en plus grand nombre, car il n'avait pas à cette époque l'avantage des positions et des retranchements élevés plus tard. D'ailleurs, si les questions d'humanité doivent prévaloir avant la guerre, elles s'effacent dans la lutte. La guerre est une horreur qui a pour but de tuer et de détruire; une fois engagée, on ne peut plus compter avec la vie des soldats; s'il faut la ménager comme un bien précieux en dehors du combat, il faut aussi la sacrifier avec habileté, mais sans réserve, quand le feu est ouvert.

Il reste à prévoir le cas où, battue autour du camp retranché dans deux ou trois grandes actions, ayant peut-être doublé ses pertes, et porté de la sorte le nombre de ses tués et blessés au chiffre effrayant de 84 000 hommes, l'armée, réduite à 70 ou 80 000 valides au plus, se fût vue repoussée dans ses lignes. Alors, le seul parti à prendre, étant donné la force de la place, était d'abord de refaire les troupes, de les remonter, puis de laisser à Metz 20 000 hommes de garnison, d'y abandonner les bagages, les provisions inutiles, de prendre une proportion d'artillerie de 4 pièces par 1000 hommes, quatre jours de vivres, des chevaux haut le pied, d'exalter tous les courages, de pousser tous les cœurs à une énergie suprême, et avec les 50 ou 60 000 hommes restants, de se lancer par une nuit sombre dans la direction des Vosges, pour

gagner ensuite le Midi, et conduire à la France un noyau de braves et des cadres.

Quant au parti de rester sous Metz et de harceler l'ennemi par de petites expéditions fréquemment renouvelées, il ne pouvait que hâter la chute de la forteresse en précipitant la consommation de ses ressources. Malgré l'imprévoyance qui a précédé la guerre, la concentration dans la ville des provisions des villages lorrains eût assuré la défense de Metz pendant toute la durée de la campagne de 1870. Même après le départ de l'armée, les Prussiens auraient été forcés de laisser devant elle une force de 80 à 100 000 hommes, et avec la faiblesse de moyens qu'ils ont montrée, malgré leurs assertions, toutes les fois qu'il s'est agi d'un assaut, il est permis de croire que cette conquête leur eût échappé.

Enfin on se trouve en présence d'une dernière situation : on peut examiner la position critique de l'armée française après le 20 octobre. A bout de vivres, réduite par la faim, et trop démoralisée pour livrer un grand combat, devait-elle capituler? Une armée doit-elle même capituler? Au terme des règlements adoptés par tous les peuples, la capitulation est permise. On a voulu prévoir les cas fort rares, où la mort est certaine, la destruction assurée et le sacrifice complétement inutile. Mais l'inutilité absolue n'existe jamais, puisque le sacrifice de la vie, même dans un effort sans espoir, profite au moins à l'honneur. La capitulation, admise par la loi, est flétrie par l'opinion. Si la loi la reconnaît, c'est afin de prévenir le désordre honteux qui se

produirait, quand une troupe arrivée au dernier degré de la démoralisation, commandée par un chef qui refuserait de traiter, jetterait ses armes et se débanderait sous les yeux de l'ennemi, pour se rendre à sa merci ou être lâchement mitraillée par lui, comme les Prussiens et le noble prince Frédéric-Charles en ont menacé, dit-on, l'armée de Metz.

Ces cas sont rares, heureusement, si toutefois ils se sont jamais présentés. Mais, pour la reddition d'une place comme pour celle d'une troupe en rase campagne, la loi a établi la nécessité de circonstances désespérées, et pour les villes, par exemple, le principe d'avoir supporté au moins un assaut au corps de place. Avec les armes modernes cette clause est devenue discutable. Une place, en effet, peut être détruite de fond en comble avant que l'assiégeant lui donne l'assaut, et avec la puissance des nouveaux engins il en sera probablement toujours ainsi. Il n'en est pas moins avéré la loi imprime à la capitulation le caractère d'une faute, puisqu'elle condamne ses signataires à un jugement, et ne leur rend l'honneur qu'après acquittement. Son application, tombée malheureusement en désuétude, sera sans doute remise en vigueur quand la nation aura repris sa virilité. Pour le moment, dès l'instant où les traditions, les lois du pays, les principes du devoir se sont amoindris dans une série de catastrophes qui ont troublé les consciences, terni les illustrations du passé, détruit le sens de la vérité et du droit, produit une confusion morale sans exemple, il ne peut surnager dans ce vaste naufrage que des convictions

personnelles. Napoléon Ier soutenait qu'une armée de 100 000 hommes peut passer partout. Ainsi l'armée de Metz, forte de 137 000 soldats, accrue au besoin d'une division de 8 000 hommes laissée dans la ville, pouvait franchir l'investissement ennemi. Nous croyons que, même sans canons, profitant de la nuit, se lançant en trois ou quatre colonnes sur des points différents, elle pouvait, à la dernière heure encore, sortir des mains prussiennes. En admettant l'insuccès de cet acte de désespoir, il n'est pas douteux, comme l'a écrit un général prussien très-favorable au maréchal Bazaine, qu'une colonne de 10 000 officiers, sous-officiers et soldats de choix, se lançant résolument dans une direction, pendant que le reste de l'armée faisait une démonstration d'un autre côté, eût réussi à franchir les lignes allemandes. Elle aurait ainsi apporté à la France les cadres qui lui ont fait tant défaut pendant le reste de la campagne. Une fois ce projet mis à exécution, comme la ville et l'armée allaient bientôt manquer des dernières ressources, rien n'empêchait de faire sauter les forts, de raser les fortifications, de détruire les fusils, les sabres, les canons, de brûler ou de distribuer les drapeaux, de noyer poudres et munitions, et d'envoyer ensuite au général prussien un parlementaire pour le prévenir qu'il pouvait emmener ses captifs et occuper sa conquête. Résolution folle et barbare, dira-t-on ! Qu'on mette donc un instant en parallèle ce qu'a coûté à la France la capitulation de Metz et la perte qui serait résultée de cet anéantissement, et l'on verra que la balance penche

encore du côté de l'acte qui a livré à l'ennemi la capitale de la Lorraine et son armée. Ainsi, à tous les points de vue, mieux valait encore, mieux vaudra toujours la destruction ou la mort plutôt que la honte d'une capitulation. Alors même que ce raisonnement serait erroné, alors même qu'il n'aurait d'autre résultat que de relever les caractères et de leur faire considérer une reddition comme le dernier des actes d'un soldat, ce serait encore, après la malheureuse campagne de 1870, un immense progrès.

Du reste, tant que les capitulations ne sont pas jugées solennellement, l'opinion reste indécise, portant atteinte tantôt au chef, tantôt à la troupe. Le véritable progrès serait donc le retour à la loi, à cette puissance suprême, qu'on relègue depuis quelque temps dans une sorte d'oubli. Les décrets du 24 décembre 1811, du 1er mai 1812, et enfin l'ordonnance du 3 mai 1832 sont explicites et ne laissent aucun doute à cet égard. « *Tout commandant qui a perdu sa place ou son armée est tenu de justifier sa conduite devant un conseil d'enquête.* » Tant que la loi ne sera pas appliquée, le jugement public s'égarera, ne sera guidé que par des convictions et des récits, et cette situation ne fera qu'augmenter la confusion.

La question des capitulations en a soulevé une autre, celle du droit d'évasion. Quoique bien secondaire, elle a son importance, car elle aussi atteint la conscience et l'honneur. On a vu récemment des militaires soutenir que l'évasion des mains de l'ennemi ou des rangs

d'une armée qui a capitulé, est une faute. On a même vu un général de division des plus habiles et des plus capables, considérer comme un devoir de signaler au commandant en chef, par dépêche officielle, ceux qui songeaient à s'échapper de Metz pour voler de nouveau à la défense de leur patrie. Napoléon Ier s'est exprimé ainsi sur cette question :

« Un général au pouvoir de l'ennemi n'a plus d'ordres » à donner ; celui qui lui obéit est *criminel.* »

Et plus loin :

« Les Romains désavouèrent la capitulation faite » par les Samnites; ils refusèrent d'échanger les pri- » sonniers, de les racheter. Ce peuple avait l'instinct » de tout ce qui est grand ; ce n'est pas sans raison » qu'il a conquis le monde (1). »

Il ne faut pas oublier, en effet, que du moment où un général a livré son armée par capitulation, du moment où l'acte est signé, chaque soldat, chaque officier, tous les vaincus, sans exception, sont sous les ordres de l'ennemi, et ne sont plus pour lui que des captifs. Par conséquent, à dater de cette heure, tant qu'un prisonnier n'a pas engagé sa parole, il recouvre son initiative propre et la faculté de se soustraire à son sort à ses risques et périls. Son évasion, si elle réussit, n'est plus qu'une affaire entre l'ennemi et sa patrie. Elle porte préjudice à l'un et avantage à l'autre, ce qui est un devoir en temps de guerre. Mais elle ne peut, en aucune

(1) Napoléon Ier, *Mémoires écrits sous sa dictée à Sainte-Hélène*, vol. III.

ont ressenties sauront leur pardonner. Mais, en résumé, en agissant ainsi, ils oubliaient que l'honneur est une chose absolue, comme la vérité. Un engagement sur parole, écrit ou verbal, n'est pas un traité arraché de force et conclu avec un ennemi détesté, c'est un pacte libre que l'homme fait avec sa propre conscience, et sa violation est un parjure, non vis-à-vis de l'ennemi, mais vis-à-vis de soi-même. La qualité de l'adversaire, et l'estime ou la haine qu'on lui porte, ne doivent pas plus entrer en ligne de compte que les souffrances de la patrie, ou l'avancement promis par l'évasion. Nos pères étaient inflexibles sur un pareil sujet. Sous Louis XIV, un Français prisonnier des pirates d'Alger s'engagea sur l'honneur à se rendre en France pour chercher sa rançon et à venir reprendre, non sa captivité, mais son esclavage, s'il ne la trouvait pas. Il pouvait aussi dire que ses ennemis ne méritaient aucune estime et qu'il n'y avait pas d'inconvénient à trahir son serment vis-à-vis de gens qui violaient le leur. Il n'eut pas cette idée, et n'ayant pu rassembler la somme exigée, il retourna à ses fers, donnant ainsi un noble exemple de respect pour son honneur, exemple que l'opinion publique et la postérité ont conservé comme une belle et noble action. La France actuelle a malheureusement besoin de revenir à ces traditions; elle restera faible et avilie, tant qu'elles seront méconnues.

Parmi nous il en est donc qui ont commis bien des fautes devant Metz, avant et après sa chute : fautes de stratégie, fautes de tactique, fautes d'énergie, d'hon-

neur et de conscience. Quant aux Allemands, sans compter les cruautés dont ils se sont rendus coupables autour de la ville, les pillages des demeures et des hameaux environnants, les intrigues mises en œuvre pour réduire l'armée en lui ôtant sa force, les humiliations blessantes de la fin, ils sont tombés aussi dans des erreurs militaires qu'on ne saurait passer sous silence. Ils firent une première faute en n'opérant pas l'investissement dès le 19 ou le 20 août, puisque la 1re et la 2e armée n'avaient été laissées à Metz que dans ce but. Or, à la guerre, le but indiqué doit toujours être atteint dans le plus bref délai, et tout retard peut conduire à des revers.

Ils firent une faute, en n'établissant sur la rive droite, du 21 au 31 août, qu'un corps d'armée, une division de réserve, une brigade d'infanterie (la 28e) et une division de cavalerie. C'était isoler un groupe de 60 000 hommes en présence d'une armée ennemie de 140 000 hommes, et l'exposer par conséquent à une destruction à peu près complète.

Ils firent une faute, en laissant, pendant le même temps, le gros de leurs troupes massé sur la rive gauche de la Moselle, dans la direction de l'ouest et du nord, et en se guidant, pour agir ainsi, sur les billets échangés entre Bazaine et Mac-Mahon : car le contenu de ces billets aurait pu être une ruse de guerre, tant la direction et les projets qu'ils indiquaient étaient contraires aux lois de la stratégie.

Ils firent une faute, en dirigeant deux corps d'armée du 28 au 31 août, vers Dun et Stenay, afin de renfor-

cer la 4e armée allemande. C'était s'affaiblir de 60 à 65 000 hommes, quand ils en avaient déjà près de 300 000 à opposer aux 135 000 de Mac-Mahon ; c'était aussi diminuer les chances de succès contre une sortie énergique de l'armée assiégée.

Ils firent une faute, quand leur investissement fut complet, de laisser leurs plus grandes masses à l'ouest et au nord, affaiblissant ainsi sur la rive droite la direction du sud qui était indiquée par les événements et par l'art militaire comme les plus favorables à une action décisive.

Enfin, il resterait à décider si une armée de 240 000 hommes, chargée d'en bloquer une de 150 000 dans un camp retranché, doit tendre à un disséminement sur un cercle étendu, ou bien à un groupement de ses forces par gros rassemblements sur les directions que l'ennemi menace. Les dispositions prises par les 1re et 2e armées semblent avoir voulu remplir à la fois ces deux conditions. A Metz, les Prussiens n'avaient à craindre qu'une chose, la concentration rapide des Français, soit sur le plateau à l'ouest de Saulny, soit sur les directions du sud. Ils avaient bien sur ces points des troupes suffisantes pour résister pendant deux ou trois heures à une attaque imposante ; mais il fallait une demi-journée au moins à un de leurs corps pour se porter d'une rive sur l'autre, témoin la division hessoise du 9e corps dans la journée du 31 août, qui ne put entrer en ligne qu'à deux heures de l'après-midi. Par conséquent, malgré l'habileté de leur investissement, malgré la vigilance de leur service d'avant-

postes, on est en droit de se demander s'ils ont eu constamment sur les deux directions indiquées les forces que nécessitait la circonstance.

Malgré tout, les événements leur ont donné raison, et il paraîtra peut-être étrange de discuter des dispositions que les résultats ont consacrées. C'est qu'en aucun cas, pour agir sagement, il ne faut admettre que le succès justifie les moyens. A ces observations, nos orgueilleux ennemis pourront répondre : nous avons triomphé, donc nous avions raison. Il serait heureux qu'il en fût ainsi; car cette confiance en eux-mêmes serait pour nous une chance de plus dans l'avenir.

Voilà donc le désastre de Metz envisagé sous toutes ses faces; et après ce douloureux examen, il ne reste sous le regard de l'historien qu'une humiliation sans exemple et une ruine. Au revoir donc, chère et infortunée Lorraine, dont nos fautes ont fait une esclave! au revoir, fière et noble cité, que nous n'avons pas su préserver de la souillure étrangère; concitoyens généreux qui nous avez prodigué sans mesure vos soins, vos secours et vos ressources, vaillants Messins qui avez combattu à nos côtés un ennemi abhorré; femmes au cœur charitable, qui avez veillé au chevet de nos compagnons d'armes, et adouci leurs derniers moments d'un sourire ou d'une larme; vous tous enfin qui fûtes et qui restez nos frères, malgré la conquête brutale d'un peuple qui ne reconnaît plus qu'un droit, celui de la force! La France a payé votre dévouement par une *capitulation!* Mais la colère et la vengeance couvent dans nos cœurs ulcérés, et si la destinée nous punissait

du passé en nous interdisant la revanche à venir, tous nos fils, tous jusqu'au dernier, vivront pour vous reprendre !

La conquête de la Lorraine n'a pas été pour l'Allemand un acte de prudence, comme ses chefs l'ont dit aux populations, mais un acte d'orgueil et une cause de guerres nouvelles. Au double point de vue militaire et politique, elle restera une immense faute. Le parti militaire prussien, qui est arrivé à faire de la nation allemande un peuple en armes et en état de menace constante pour ses voisins, a voulu posséder les champs de bataille où son canon a retenti. C'est la trace de sang qu'ont laissée sur le sol ses mourants et les nôtres qu'il a voulu pour nouvelle frontière. Triste stratégie que celle-là, et puisse-t-elle aveugler toujours nos cruels triomphateurs! Examinée de sang-froid, la limite arbitraire choisie par les Prussiens ne vaudra jamais comme défense naturelle la ligne des Vosges, qui elle-même ne vaut pas celle du Rhin. Ce sol qui fut si noblement Français n'est plus à nous, mais nous y conservons un ami, un allié fidèle, inébranlable, que chaque jour fortifiera, la haine! la haine du vaincu contre son oppresseur, du conquis contre le conquérant, de l'esclave contre son maître, de l'homme libre contre le despote ! On l'a dit et on le dira encore, la Lorraine et l'Alsace resteront pour l'Allemagne une Vénétie, rien de plus. Et sous prétexte de se préserver des luttes à venir, nos vainqueurs savent bien qu'ils en ont semé le germe indestructible. Mais pour reprendre un jour cet héritage de ses pères, le Français ne doit pas

se le dissimuler, il faut qu'il s'en rende digne. Jusqu'à ce jour, ses prétentions sont sans limites, et son affaissement sans égal. Il veut la liberté, il n'en connaît que l'abus; il veut des succès militaires, il ne connaît que des pompes guerrières; il veut venger sa patrie, il ne sait que déchirer ses entrailles saignantes. Pour effacer Sedan et Metz, si cela est possible, il lui faut devenir un homme fait, sérieux et pratique. S'il veut l'être aujourd'hui, il n'a plus qu'à se taire, à souffrir sans se plaindre, à obéir à la loi, et surtout à travailler.

CHAPITRE X.

SIÉGES EFFECTUÉS DU DÉBUT DES HOSTILITÉS A LA FIN D'OCTOBRE.

En dehors des campagnes de Metz et de Sedan, il est une série d'opérations militaires qui appartiennent comme elles à la première période des hostilités, à la guerre de l'Allemagne contre l'Empire. Ce sont les siéges de Toul et de Strasbourg, et l'expédition de la flotte française dans la mer du Nord et la Baltique.

Après la défaite de Reichshofen, Haguenau, la Petite-Pierre et Marsal furent rapidement occupés par l'ennemi, et cela sans coup férir. L'autorité avait *oublié* de mettre ces petites places en état de défense, et d'y laisser des garnisons. Leur résistance eût été sans grande efficacité et n'aurait pas duré long-

temps; mais elle aurait toujours eu l'avantage de retenir en arrière quelques détachements allemands, de diviser, et par suite d'affaiblir les forces de l'ennemi. Le 2e corps bavarois se présenta, dès le 8 août, devant Bitche et l'investit; le 10, il occupe la Petite-Pierre, qui est sans défenseurs; le 12, ce fut le tour de Lichtemberg; Phalsbourg fut cerné à la même date (1). Le 4e corps (von Alvensleben I), qui semble former à ce moment l'extrême gauche de la 2e armée, arriva le 13 août à Marsal, qui était aussi abandonné. Après avoir envoyé sur la ville quelques obus, qui n'eurent d'autres résultats que d'allumer des incendies, les Prussiens, voyant que la place ne répondait pas, y entrèrent, surpris eux-mêmes de leur facile succès.

Le surlendemain, 15, Nancy tombait au pouvoir des mêmes troupes. Cette ville était commandée par un général et habitée par une population belliqueuse qui ne demandait pourtant qu'à se défendre. Le chef militaire auquel incombait cette tâche et qui aurait facilement obtenu des habitants un effort vigoureux, leur donna au contraire l'exemple de la fuite. Après avoir reçu, le 10 août, l'ordre du maréchal Mac-Mahon de faire sauter les ponts, il fit noyer les poudres, détruire les munitions, et, rassemblant ses archives, quitta la ville avec son aide-de-camp. Quatre jours après, le 4e corps y entrait sans coup férir, prenait possession de cette antique et belle cité lorraine et poussait son avant-garde jusqu'à Toul.

(1) Les siéges de Bitche et de Phalsbourg, dont la résistance dépasse la période qui nous occupe, seront décrits plus tard.

I. — Siége de Toul.

La petite ville de Toul, peuplée d'environ 8000 habitants, est située sur la rive gauche de la Moselle, à 20 kilomètres à l'ouest de Nancy. Elle est entourée d'une petite plaine fertile et entièrement dominée par les collines élevées de Saint-Michel et de Barine, au pied desquelles se dressent ses premières maisons. La Moselle y forme vers l'ouest un coude saillant et une île assez étendue; on la franchit sur un beau pont de pierre de sept arches, que l'on fit sauter à l'approche de l'ennemi. La ville est traversée par un ruisseau insignifiant, l'Ingressin, et n'a que deux portes, celles des faubourgs Saint-Èvre et Saint-Mansuy. Ses défenses consistent dans une enceinte bastionnée avec fossé, qui date de Vauban. Elle n'était donc guère en état de résister aux effets de l'artillerie moderne, et se trouvait dans des conditions défavorables pour subir un siége, en raison surtout du commandement des hauteurs voisines, qu'on avait négligé de fortifier. La position de cette place était importante. Elle formait l'une des extrémités de la ligne de défense de la Moselle, dont Metz et Thionville étaient les autres points d'appui. Elle interceptait les communications des voies ferrées de Sarrebrück et de Strasbourg, qui, après s'être réunies à Frouard, se dirigent sur Paris. Aussi sa possession était indispensable aux Allemands. Elle devait donc s'attendre à un siége obstiné et à une occupation, surtout quand le gros des armées prussiennes se serait porté vers l'intérieur. Cette éventualité n'avait pas été

prévue par la France, et ses généraux, comptant sur la victoire, n'avaient pris nulle part des dispositions défensives. Même après les malheureux combats du 6 août, dans cette courte période où de nombreuses dépêches s'échangèrent entre le quartier général de l'armée du Rhin et les commandants des 1er et 5e corps, où les hostilités de la fin du mois, notamment l'occupation des points de passage de la Moselle, étaient indiquées, les mesures de défense relatives à la petite place de Toul furent à peu près négligées. Au moment où l'avant-garde du 4e corps (von Alvensleben I) parut devant ses murs, elle n'avait pour garnison que 6 à 700 hommes d'infanterie, mal exercés et récemment tirés de leurs foyers pour former le 4e bataillon d'un des régiments actifs. En y joignant quelques artilleurs et des isolés provenant des troupes qui avaient passé récemment, on avait une force d'un millier d'hommes appartenant à l'armée régulière. Le commandant de la place, le chef d'escadron d'artillerie Huck, homme énergique et résolu, se voyant seul, sans direction, sans ordre, prit sur lui d'organiser la défense. En utilisant les hommes de bonne volonté de la garde nationale et de la garde mobile, et les ressources des magasins, il parvint à former une garnison de 2 à 3000 hommes. C'était une troupe peu aguerrie, encore sans cohésion, mais prête à obéir à la voix de l'honneur, animée d'un patriotisme que son chef entretenait par son exemple, et enfin, déterminée à faire son devoir. Les vivres ne manquaient pas; on voulait résister; on attendit l'ennemi de pied ferme.

Le 16 août apparurent les colonnes prussiennes. La veille, le 4e corps avait atteint Nancy et poussé son avant-garde jusqu'à Toul pour tenter une surprise. La facilité avec laquelle l'ennemi avait pénétré sur notre territoire redoublait son audace. La 14e brigade de la 7e division, qui composait cette avant-garde, était forte de 2 régiments d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs à pied, 2 batteries d'artillerie et 1 régiment de cavalerie, environ 8000 hommes. Dès qu'elle fut signalée, le commandant de la place déploya en avant des glacis une partie de sa troupe. L'ennemi ouvrit sur elle un feu d'artillerie, auquel la place répondit aussitôt. Le combat s'engagea; mais l'infanterie française, placée à découvert sous un tir d'une grande justesse, ne put continuer à occuper le terrain aux abords des glacis, et rétrograda vers les faubourgs, où l'infanterie ennemie essaya de la suivre. Mais, une fois abrités, nos jeunes soldats tinrent résolûment, leur fusillade redoubla d'intensité, fit éprouver à l'assaillant des pertes sensibles et arrêta court leur élan. Après un combat de trois heures, les Prussiens, voyant l'inutilité de leurs efforts, furent contraints d'y renoncer, de se mettre en retraite et d'aller regagner leur bivouac, hors d'atteinte des coups de la place. Celle-ci continua son feu jusqu'à ce que l'ennemi fût hors de portée (1).

(1) Les Allemands ont accusé les Français, dans cette affaire, d'avoir dirigé leur tir contre des voitures d'ambulances et des brancardiers. Cette allégation est une calomnie. Il se peut que des projectiles aient atteint des hommes ou des voitures marqués du signe de neutralité; mais il est impossible qu'il en soit autrement, quand cette bannière

Ce succès encouragea les défenseurs de Toul, et, comme on s'attendait à des entreprises plus sérieuses, ils s'y préparèrent avec une nouvelle ardeur. La ville eut alors un répit d'une quinzaine de jours, dont le commandant profita pour s'approvisionner et exercer ses soldats.

Dès les premiers jours de septembre, les renforts demandés par l'armée prussienne arrivèrent en France. Le 4, le 13e corps d'armée, sous le commandement du grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, rejoignit à Metz les 1re et 2e armées. Il était destiné, comme on l'a vu plus haut, à assurer les communications des troupes allemandes en marche sur Paris. Toul, Châlons et Reims étaient ses objectifs naturels. L'ordre de les occuper lui fut donné dès qu'il fut en route. En conséquence, les premiers bataillons de landwehr qui passèrent la frontière et qu'on a vus figurer à Metz dans la journée du 1er septembre, où ils remplacèrent en ligne la 28e brigade du 7e corps, furent dirigés sur Toul. Vers le 4, la place vit s'installer définitivement

n'est pas placée en dehors du champ de tir. Nos ambulances, nos médecins et nos hôpitaux en ont été souvent victimes. Du reste, les Allemands oublient que la convention de Genève interdit le port des armes à tous les employés militaires porteurs du brassard à croix rouge, et comme parmi leurs soldats d'ambulances et d'administration, on n'a tenu aucun compte de cette défense, il en résulte que c'est par eux que la convention a été violée. Serait-il bien étonnant, dans ce cas, qu'un fantassin ou un artilleur français, apercevant des Prussiens les armes à la main et le brassard au bras, les aient pris pour des combattants, et aient tiré sur eux! La fausse bonhomie allemande doit savoir qu'elle ne fera plus de dupes, et qu'on ne se fiera pas plus à ses assertions mensongères qu'à ses perfides subtilités.

autour d'elle l'ennemi, qui n'avait fait jusque-là que des apparitions. En même temps arrivaient quelques grosses pièces que les Prussiens avaient tirées de Marsal.

Le 13e corps, composé de la 17e division (von Schimmelmann), de la 2e division de landwehr (von Selchow) formée de régiments combinés (1) et d'une brigade de cavalerie de 3 régiments, la 17e, était complet de toutes armes et comptait environ 30 000 hommes. Il se concentra d'abord devant Metz, où il resta du 4 au 10 septembre. Là il se divisa. La 2e division de landwehr, avec 2 batteries légères de réserve et le 17e dragons, près de 15 000 hommes, se dirigèrent vers l'ouest pour gagner Reims.

Le reste, formant un corps de 15 000 hommes, se rendit à Toul et y arriva le 12. A partir de ce moment, la ville dut cesser ses communications avec l'intérieur, et s'apprêter à une résistance opiniâtre. Le grand-duc n'eut que le temps de faire exécuter quelques reconnaissances et fut bientôt appelé au quartier général du roi. Le général von Schimmelmann, commandant la 17e division, le remplaça. La garnison

(1) Les Prussiens, en 1870, formèrent des régiments avec les bataillons de landwehr des régiments de l'armée active, et des brigades nouvelles avec des régiments tirés de divers corps. Ils eurent ainsi des groupes dits *combinés*. Ainsi la 2e division de landwehr se composait de 4 régiments *combinés ;* l'un d'eux était formé de landwehriens des 8e et 48e régiments. La 3e division de landwehr avait ses deux brigades, chacune à 2 régiments, *combinés* avec les bataillons de landwehr de 3 régiments actifs. La 2e division de réserve von Kummer, avait une brigade d'infanterie *combinée* avec deux régiments tirés de la garnison de Mayence.

s'attendait peut-être à un siége régulier, comme il s'en pratiquait autrefois. Mais le temps de ces patients et pénibles travaux, où le pionnier militaire déployait son courage et son sang-froid, était passé. Les Allemands avaient perfectionné l'art des siéges et inventé, pour réduire les places fortes, une nouvelle méthode qu'ils devaient inaugurer à Toul et pratiquer ensuite sur une vaste échelle. Ce procédé, fort logique d'ailleurs, mais qui n'en est pas moins une barbarie sauvage, consistait à négliger le système des tranchées, des brèches et de l'assaut, à bombarder les édifices religieux ou autres, ensuite les maisons, et à mitrailler à tort ou à travers les populations inoffensives des villes, pour amener la garnison à subir leur pression et à se rendre: cruauté sans égale, qui satisfaisait l'esprit de vengeance de nos ennemis, et leur permettait d'accumuler nos ruines en diminuant leurs propres dangers.

Dès leur arrivée, l'investissement fut complété et l'artillerie du 13e corps, tout entière à Toul à l'exception de 12 pièces légères de campagne, commença le bombardement (1). Trois batteries lourdes s'établirent sur le mont Saint-Michel et procédèrent à leur œuvre de destruction, que les canons de la place s'efforcèrent d'empêcher de leur mieux, mais sans y réussir. L'exi-

(1) Le grand-duc de Mecklembourg-Schwerin, avec cette naïveté allemande qui sert à déguiser la cruauté la plus froide, n'hésite pas à avouer, dans son rapport, le but du bombardement. « On manquait de pièces de siége pour ouvrir la brèche; mais, en attendant leur arrivée de Cologne et de Magdebourg, on bombarda la ville pour en rendre le séjour aussi *désagréable* (*unangenehm*) que possible. » Les Allemands appellent la destruction des églises, le massacre d'êtres sans

guïté de la garnison ne permit pas d'occuper les faubourgs Saint-Èvre et Saint-Mansuy; l'ennemi s'en empara, resserrant ainsi le cercle de fer qui enceignait la ville. Dans l'après-midi du 18, les Prussiens avaient mis en batterie 42 pièces qui tirèrent sans discontinuer pendant deux heures. Le lendemain, sur un ordre du quartier général, une partie du corps de siége s'éloigna, donnant ainsi à la garnison un faible espoir qui fut d'ailleurs de courte durée. La 33ᵉ brigade d'infanterie, renforcée du 11ᵉ uhlans et de trois batteries légères, se mit en route pour Châlons. Les troupes d'investissement étaient réduites à 8000 hommes environ, formant la 34ᵉ brigade, le 14ᵉ chasseurs à pied, le 18ᵉ dragons, quatre batteries d'artillerie, deux compagnies de pionniers, train, etc. C'était plus qu'il n'en fallait pour réduire une garnison de 3000 hommes, dont un millier à peine d'exercés. Mais les Allemands comptaient encore plus sur leurs canons que sur leur nombre. Le 20, l'artillerie prussienne fut renforcée d'un parc de siége, de 10 pièces rayées de 24 et de 16 pièces rayées de 12. Le 21 et le 22 furent employés par l'ennemi à construire ses dépôts de batterie à l'abri des coups de la place, et à compléter les ou-

défense, femmes, enfants ou vieillards, une chose *désagréable*. Autrefois, on invitait les personnes non militaires à sortir d'une ville assiégée et on leur donnait pour cela toute facilité, en avisant le commandant de place du bombardement prochain. Les Allemands sont tellement avancés en civilisation, qu'ils considèrent ces procédés comme tout à fait vieillis, et qu'une ville bombardée n'est autre chose à leurs yeux qu'un séjour *désagréable*.

bombardement de Toul

vrages destinés aux nouveaux canons. Déjà Toul avait beaucoup souffert, mais le courage des habitants ne se démentait pas, malgré les ruines que les projectiles semaient dans leur cité. Leur belle cathédrale était, selon l'usage des Allemands, le point de mire assidu de leurs pointeurs, et avait déjà reçu quantité d'obus. Quant à la garnison, elle se contentait de riposter, sans exécuter des sorties que sa faiblesse rendait difficiles.

Le 23, au point du jour, toutes les batteries étaient terminées, et l'épreuve décisive allait commencer pour la malheureuse ville. Le grand-duc de Mecklembourg eut soin de revenir pour jouir de ce cruel spectacle. Il eut même la délicatesse de partager ce plaisir avec un des hauts représentants de la noblesse allemande, le duc de Saxe-Altenbourg (1). Tous deux se rendirent sur les pentes méridionales du mont Barine, d'où ils n'allaient perdre ni un coup de canon, ni un incendie. A leur arrivée, toutes les pièces en batterie ouvrirent leur feu. La place riposta avec énergie, et ne pouvant atteindre efficacement la plupart des épaule-

(1) Le grand-duc de Mecklembourg croit devoir faire remarquer, dans son rapport, l'attention qu'il eut pour le duc de Saxe-Altenbourg. Seulement, au lieu d'appeler ce bombardement définitif du nom qu'il mérite, il le déguise sous l'expression d'attaque décisive. Ainsi, ces deux héros ne sont pas venus assister à la destruction d'une ville et de ses monuments, mais à une attaque générale de la place de Toul. Il ne faudrait pas y voir un remords pour une cruauté peu avouable, mais simplement une de ces subtilités germaniques, inhérentes au caractère même du peuple allemand, et si ingénieusement pratiquées par sa glorieuse aristocratie.

ments ennemis, elle tira avec acharnement sur un ouvrage élevé sur la route d'Écrouves, où elle réussit à causer quelques dégâts, puis sur les faubourgs qu'occupait l'infanterie allemande. Les Prussiens ne visaient que les monuments, et de préférence la cathédrale. A neuf heures du matin, les casernes de la ville furent en flammes; deux autres incendies s'allumèrent presque aussitôt. La canonnade continua. Vers quatre heures de l'après-midi, l'une des tours de la cathédrale s'enflamma à son tour. Ce malheur devait être le dernier. La place était au bout de ses efforts et de ses ruines. Les remparts cessèrent de tirer; les batteries ennemies les imitèrent. Deux parlementaires dépassèrent les lignes peu de temps après, et les négociations commencèrent. Le commandant Huck ne croyait pas pouvoir prolonger la résistance et était disposé à se rendre. La défense de Toul était assez honorable pour mériter les égards du vainqueur, mais celui-ci ignorait les ménagements et n'offrit d'autres conditions que celles de la capitulation de Sedan. Il fallut se résoudre à les accepter, et le 23 septembre, à sept heures du soir, on signa la convention suivante qui mérite d'être citée pour quelques-uns de ses articles :

« Entre les soussignés : le colonel, chef d'état-major » von Krenski, plénipotentiaire de S. A. R. le grand-» duc de Mecklembourg-Schwerin, commandant du » 13ᵉ corps d'armée prussien, et le gouverneur de la » forteresse de Toul, chef d'escadron Huck, la conven-» tion suivante a été conclue :

» Art. 1ᵉʳ. La forteresse de Toul, avec tout le ma-

» tériel de guerre qui s'y trouve actuellement, sera
» livrée immédiatement à S. A. R. le grand-duc de
» Mecklembourg-Schwerin.

» ART. 2. La garnison de Toul est prisonnière de
» guerre avec tous les hommes qui — peu importe
» qu'ils aient eu l'uniforme ou non — ont porté les
» armes pendant la défense, à l'exception des gardes
» nationaux ou mobiles qui habitaient la ville avant le
» commencement de la guerre.

» ART. 3. Considérant la courageuse défense faite
» pendant six semaines par cette forteresse contre des
» forces supérieures, seront dispensés de se rendre pri-
» sonniers de guerre tous les officiers et fonctionnaires
» ayant rang d'officiers, qui s'engageront par écrit et
» sur leur parole d'honneur à ne pas porter les armes
» contre l'Allemagne jusqu'à la fin la guerre actuelle,
» et à ne pas agir contre ses intérêts d'une façon quel-
» conque. Les officiers et fonctionnaires qui accep-
» teront ces conditions conserveront leurs armes, leurs
» chevaux et tous les autres objets leur appartenant.

» ART. 4. Immédiatement après la conclusion de la
» présente capitulation, la garnison sera conduite sans
» armes sur le glacis devant la porte de France; les
» officiers se porteront sur la route conduisant à la
» gare.

» ART. 5. L'inventaire du matériel de guerre, se
» composant de drapeaux (aigles), pièces d'artillerie,
» armes, chevaux, caisses militaires, objets d'équipe-
» ments militaires, sera remis ce soir au major prus-
» sien Schumann.

» ART. 6. En considération de l'accident fâcheux qui

» s'est produit à l'occasion de la capitulation de » Laon (1), il est stipulé que si pareille chose se pro- » duisait à l'entrée des troupes allemandes dans la » forteresse de Toul, toute la garnison *serait livrée à la* » *merci* de S. A. R. le grand-duc de Mecklembourg- » Schwerin.

» ART. 7. Tous les médecins militaires sans excep- » tion resteront pour soigner les blessés.

» Négocié à Toul, sur le glacis devant la porte de » France, le 23 septembre, à sept heures du soir ».

Signé : von Krenski, L. Huck.

Le lendemain 24, à onze heures du matin, le grand-duc de Mecklembourg fit son entrée au milieu des ruines causées par son bombardement, et prit possession de la ville.

Il avait glorieusement évité l'ouverture des tranchées, d'une brèche praticable, le passage de fossé et

(1) Quelques jours avant, la citadelle de Laon avait sauté au moment où les troupes allemandes en marche sur Paris, le duc de Mecklembourg commandant la 6e division de cavalerie en tête, prenaient possession de la ville qui venait de se rendre. Cet acte de vengeance, accompli par un Français justement irrité des malheurs de sa patrie, est de ceux qui se produisent quand on fait à son ennemi non une guerre ordinaire, mais une guerre d'extermination. Ce qui est sans exemple, c'est de vouloir en faire peser la responsabilité sur la ville de Toul, et d'exiger qu'une garnison qui a vaillamment combattu se livre *sans merci* à son vainqueur. Cette expression laisse supposer qu'elle eût été passée au fil de l'épée, si un inconnu, un enfant peut-être, avait mis le feu à une poudrière. C'est ainsi que le bon peuple allemand entend la guerre au XIXe siècle. Touchante preuve de son humanité ! Ceux qui agissent ainsi n'ont rien à dire quand le vaincu les traite de barbares.

enfin l'assaut périlleux, qui constituaient jusqu'à ce jour le seul moyen honorable de s'emparer d'une place, en respectant les propriétés privées et les habitants inoffensifs. Désormais le libre passage des transports de l'armée d'invasion était assuré. 2300 prisonniers, 197 canons, des armes, des vivres et des munitions tombèrent entre les mains du vainqueur.

Toul avait résisté pendant six semaines dans des conditions d'infériorité qui honorent l'énergie de ses défenseurs. Le vaillant exemple qu'elle avait donné eut en France un grand retentissement. Il devait pourtant être rarement suivi. Il se peut que les éloges donnés à la défense aient été exagérés, comme on l'a dit depuis. Les éléments nous manquent pour élucider cette question. Il se peut que la garnison n'ait pas exécuté assez de sorties, ni utilisé assez efficacement les abords de la place. Mais elle était faible et composée de soldats sans expérience. On n'a pas attendu, pour se rendre, la brèche et l'assaut, comme le règlement le prescrit. Mais avec les nouveaux et cruels procédés de bombardement mis en usage pour réduire les places fortes, on est en droit de se demander quelle est la limite fixée à la destruction d'une ville, pour autoriser sa capitulation. Il est probable que certains hommes d'une trempe peu commune eussent poussé la défense encore plus loin. Toutefois, on ne peut nier que la résistance de Toul et la conduite du commandant Huck ne soient des plus honorables. S'il y a des avis divisés sur cette question, cela tient précisément à l'absence d'enquête officielle et publique, conformément à la loi et aux traditions.

Mais ce qui ressort clairement, c'est que les termes de la convention arrêtée par les Allemands rendent hommage à la ville de Toul et à ses défenseurs. Il est encore surprenant qu'on ait ici, comme ailleurs, oublié les prescriptions réglementaires en ce qui touche à la faculté de ne plus porter les armes contre l'ennemi, et d'éviter ainsi la captivité. Il n'est pas étonnant que les Allemands, pour nous humilier, considèrent cette clause comme une faveur ; mais il est pénible que des Français l'aient acceptée. Quant à l'article 6, relatif à la livraison des troupes à la merci du vainqueur, il ne peut être considéré que comme une odieuse injustice.

Ainsi se termina le siége de cette petite ville, dont la résistance restera un des épisodes les plus intéressants et les plus honorables de cette campagne.

II. — Siége de Strasbourg.

La ville de Strasbourg, peuplée de 82 000 habitants, s'élève sur les deux rives de l'Ill, dans la vaste et riche plaine formée par la rive gauche du Rhin, dont elle est séparée par une distance de 3 kilomètres. D'une forme irrégulière, étendue de l'ouest à l'est, elle mesure près de 4 kilomètres de long sur 2 de large ; sa circonférence a environ 2 lieues. Ses fortifications consistent en une enceinte bastionnée, garnie de fossés et précédée en quelques endroits de lunettes et de tenailles, dont la valeur défensive, réelle autrefois, était bien diminuée depuis que la force de pénétration des armes avait facilité l'ouverture des brèches, et que l'augmentation de leur portée permettait les bombar-

dements à grande distance. Malgré les progrès de l'art militaire, l'importance de la possession de Strasbourg, et les ardentes convoitises que les Allemands ne dissimulaient plus depuis l'extension de leur puissance militaire, la France avait négligé de construire autour de cette place des forts détachés. A l'extrémité Est de la ville s'élève la citadelle, pentagone bastionné construit par Vauban et dont les ouvrages s'étendent jusqu'au Rhin, tout près du pont de Kehl. L'enceinte est percée de sept portes, parmi lesquelles celle de Saverne à l'ouest, des Pécheurs au nord, de Pierre ou de Haguenau au nord-ouest ont joué un rôle pendant le siége. Les autres sont : la porte Nationale, celle de l'Hôpital, celle d'Austerlitz, de l'Écluse et des Juifs. La porte de Pierre est plus spécialement couverte par les lunettes 52 et 53. Celle de Saverne avoisine la gare centrale, point de réunion des voies ferrées de Paris, de Kehl, de Mulhouse et de Wissembourg. Placée vers le front nord-ouest, la gare est défendue par des ouvrages à corne casematés. L'Ill pénètre dans la ville par le sud-ouest, en traversant une écluse fortifiée qui permet d'inonder les fossés et les fronts du sud et de l'est; il se divise ensuite en plusieurs bras, et sort de Strasbourg au nord-est après les avoir réunis. Le plus large, la Bruche, est navigable, et reçoit le canal du Rhin. Cette ville, dominée par sa haute et majestueuse cathédrale, ornée de plusieurs édifices, possédant une fonderie de canons, un arsenal de construction, des magasins du génie, la manufacture d'armes de Mutzig dans son voisinage, avait pour la France une importance de premier ordre. Au point de vue militaire, elle

était la gardienne de notre frontière du Rhin et le boulevard de l'Alsace ; elle commandait les communications de la France avec le centre et le midi de l'Allemagne, et celles de la rive gauche du Rhin. C'était un des bastions de notre frontière de l'est. Au point de vue commercial elle formait un entrepôt naturel entre la France, la Suisse et l'Allemagne. A tous ces points de vue, depuis 1864 et surtout 1866, l'Empire, avec un peu de perspicacité, aurait dû comprendre la nécessité de donner à Strasbourg une ceinture de forts détachés, une garnison permanente de 10 à 15 000 hommes susceptible d'être portée à 20 000 en temps de guerre, et de vastes approvisionnements dans ses magasins.

Au début de la guerre, et même à la date du 6 août, la capitale de l'Alsace n'avait pas encore été mise en état de défense, et l'on commençait à ouvrir l'inondation des fossés quand arrivèrent les premiers fuyards de la bataille de Wœrth. Le nouveau commandant de la place, général Uhrich, avait dépassé l'âge de l'activité, et venait d'être tiré du cadre de réserve pour être chargé, dans la lutte qui s'entamait, d'un rôle des plus difficiles. Car, en cas de succès, Strasbourg était appelé à devenir une des bases principales de nos opérations, un point où l'organisation des convois, des réserves, des corps, allait exiger une activité surhumaine. En cas de revers, il fallait s'attendre de la part de l'ennemi à des efforts acharnés, et s'apprêter par tous les moyens possibles à les faire échouer. Les ressources disponibles étaient très-faibles ; la garnison comptait 6000 soldats d'infanterie, 600 artilleurs, pas

un homme du génie, et quelques bataillons de garde mobile à peine équipés et non exercés. Parmi ces 6000 hommes d'infanterie, il n'y avait que le 87e de la division Lartigue du 1er corps qui eut une homogénéité réelle. Le reste, composé de fuyards de Reichshofen, manquait de solidité et de moral; il fallait leur rendre l'une et l'autre. Tous les hommes susceptibles de porter les armes, en y comprenant la garde nationale, ne formaient pas un corps de plus de 17 000 hommes, dont 12 000 étaient plus ou moins en état de concourir à la lutte, et 3000 au plus pouvaient être employés à des sorties. L'approvisionnement en projectiles était insuffisant; la poudre, les cartouches et les vivres ne manquaient pas. L'armement des remparts venait d'être à peu près terminé quand la malheureuse bataille de Wœrth amena l'évacuation de l'Alsace et l'abandon de la ligne des Vosges. Strasbourg allait être livré à ses modestes ressources, isolée du reste de la France, et obligée, avec une organisation défensive incomplète, de résister à un ennemi victorieux, disposant de forces supérieures, de moyens perfectionnés, et acharné après une proie que son ambition, déguisée alors sous le voile d'une nationalité que les Alsaciens reniaient, plus tard sous celui de la sécurité de ses frontières, convoitait depuis longtemps.

Le 14e corps allemand, commandé par le général prussien von Werder, se divisa après la bataille de Wœrth, à laquelle la division wurtembergeoise avait pris part, tandis que la division badoise formait réserve en arrière du Gunstett. Les Wurtembergeois durent

suivre la fortune de la 3e armée ; les Badois avec leur brigade de cavalerie, qui était restée à Soultz, furent dirigés immédiatement sur Strasbourg. Le général prussien von Beyer, depuis près de trois ans ministre de la guerre du grand-duché de Bade, la commandait. Un raffinement de conquérant réservait aux habitants de la rive droite du Rhin le plaisir de massacrer leurs voisins de la rive gauche. Les Badois arrivèrent devant Strasbourg le 9 août, firent une sommation qui fut rejetée, et l'investissement commença aussitôt. Le 17, il était terminé. Le 14, le général von Werder vint prendre le commandement en chef du corps de siége, qui devait se composer de :

1° La *division badoise* (général von Beyer, plus tard von Laroche de Jarrys) forte de 18 bataillons d'infanterie, 12 escadrons, 1 division de pionniers, 1 division du train et 9 batteries. Total..............................	22300 h.
2° La 1re *division mobile de landwehr* prussienne (Poméranie), général-major von Treskow, forte de 12 bataillons d'infanterie, 8 escadrons tirés de la réserve et 3 batteries. Total..............................	14000 h.
3° La *division mobile de landwehr* de la garde (général von Loën), 12 bataillons, 8 escadrons, 3 batteries. Total..............................	14000 h.
4° 29 compagnies d'artillerie de place et de pionniers, renforcées plus tard de 4 compagnies nouvelles, soit 33 compagnies (1)..............................	6800 h.
C'était un ensemble de 42 bataillons, 28 escadrons, 15 batteries de campagne, auxquelles devaient s'ajouter 110 pièces de siége de divers calibres, soit en tout....	57100 h.

(1) La compagnie d'artillerie de place allemande, sur le pied de guerre, a un effectif de : 4 officiers, 203 hommes, 2 non-combattants (1 médecin et 1 infirmier). Total : 209 hommes.

Telle était l'armée à laquelle le général Uhrich allait avoir à opposer 6600 hommes de troupes organisées. Le général d'artillerie de Barral commandait l'artillerie de la place, et le général von Decker celle de l'assiégeant. La direction du génie prussien était confiée au général major de Mertens, très-apprécié en Allemagne par les travaux exécutés devant Duppel en 1864, les fortifications de Dresde et celles de Kiel. Le choix que les Allemands avaient fait de leurs moyens d'action montrait suffisamment leur résolution bien arrêtée de s'emparer de la place à tout prix, le plus promptement possible, et d'exercer le droit de conquête dans toute sa plénitude, au besoin même par les procédés les plus violents, au mépris des aspirations ou des intérêts des peuples.

Le 13 août quelques engagements eurent lieu en avant des glacis. La garnison voulut tenter d'arrêter l'investissement ; mais sa faiblesse ne lui permit qu'un combat insignifiant, et dès ce moment son action extérieure fut à peu près annulée. Quatre jours après, l'investissement était terminé, et le soir du 16, avant même de pouvoir entreprendre un siége régulier, et sans se soucier des difficultés futures que leur créerait leur inhumanité, les Allemands jetèrent dans la ville des bombes et des obus (1). Le 17, eut lieu une sortie qui n'amena aucun résultat, et dans la nuit

(1) De la part des Allemands, ce fut au moins une maladresse de bombarder Strasbourg. Quand on veut conquérir un pays et surtout une ville, la sagesse prescrit d'éviter les moyens qui doivent semer la haine dans le cœur du vaincu. Et quoique nos ennemis aient longtemps

du 18 au 19, l'assiégeant exécuta un bombardement général. Le lendemain, le général Uhrich fit à son tour bombarder Kehl (1). Malgré la canonnade soutenue de la ville, les Prussiens, dans la nuit du 23 au 24, s'emparèrent de la gare du chemin de fer; leur artillerie se rapprocha alors de la place et ne cessa plus de tirer sur les constructions militaires, le corps de place et les monuments. Dans la nuit du 29, et sans que les assiégés aient paru s'en douter, puisqu'ils n'ont pas tenté de l'empêcher, la première parallèle fut ouverte sur une longueur de 3 kilomètres. Les attaques de l'assiégeant avaient décidément pour objectif le front ouest, comme il était facile de le prévoir, et semblaient menacer plus directement les bastions 11 et 12, la porte de Pierre qui s'ouvre dans leur courtine et les lunettes 52 et 53 qui la couvrent en avant (2). Les jours, ou plutôt les nuits suivantes furent consacrées à l'élargissement de la première parallèle, au tracé de la

soutenu que les Strasbourgeois étaient pour eux des frères allemands, il faut bien reconnaître qu'ils les ont traités aussi mal que les Français les plus détestés. Ces souvenirs ne s'effacent jamais, quand les hommes ont du cœur.

(1) Un fait qui donne la mesure de la logique et de la loyauté allemande, c'est que les Prussiens, après avoir bombardé Strasbourg, firent un crime au général Uhrich d'avoir bombardé Kehl. Cet acte cruel était sans motifs, ont-ils écrit. Tel est leur propre jugement sur les bombardements en temps de guerre. Ce qui est utile pour eux ne peut l'être pour d'autres. Théorie remarquable, bien digne des admirateurs de ce roi qui posait en principe, que des actions qualifiées crimes pour des particuliers peuvent être très-méritoires chez un souverain. (Frédéric II, *Mémoires.*)

(2) Voy. planche XII.

seconde et à l'ouverture des cheminements. Pendant ce temps, la canonnade ne cessait pas : celle des Prussiens avait allumé dans la ville de nombreux incendies, dont les lueurs éclairaient leurs travaux ; et celle de l'assiégé, dirigée sur le centre des ouvrages et de l'activité allemande, c'est-à-dire vers Schiltigheim, détruisit presque entièrement ce village. Dans la nuit du 1er septembre, une partie de la garnison exécuta une sortie et parvint à chasser les pionniers allemands qui travaillaient à la droite de la première parallèle ; mais elle se retira bientôt et l'ennemi reprit ses travaux (1). Vers la gauche, le cheminement mal dirigé vint aboutir à un espace non défilé ; les Strasbourgeois s'en aperçurent au point du jour, et criblant ce débouché de leurs projectiles, réussirent à faire éprouver quelques pertes à l'assaillant. Mais à partir de ce moment, peut-être parce que le commandement les jugeait inutiles ou plutôt à cause de la faiblesse de la garnison, les sorties cessèrent, et la défense, menée avec vigueur au point de vue de la canonnade, ne déploya pas cette initiative qui déroute l'assiégeant et

(1) Il est à noter qu'en général, les assiégés ne font de sorties que pour inquiéter les travaux des assiégeants. Dès qu'ils les ont atteints et bouleversés, ils rentrent dans la place. La sortie n'est repoussée que lorsqu'on l'empêche d'arriver jusqu'aux travaux, et non parce qu'elle se retire. Or, dans toute cette guerre, les Allemands n'ont jamais manqué de s'attribuer l'honneur d'avoir repoussé les sorties, par le seul fait qu'elles rentraient dans leurs lignes. C'est un des mensonges les plus habituels des bulletins allemands. Le fait n'a été exact, le plus souvent, que pour les sorties en masse où une troupe nombreuse essayait de franchir des lignes d'investissement. Quand il se présentera dans le cours de nos récits, nous l'avouerons avec sincérité.

cause parfois à ses efforts de grands ralentissements. La première parallèle avait été ouverte à 800 pas des ouvrages de la place, et pendant ce temps dix batteries d'attaque s'étaient élevées à 100 pas en arrière. Le lendemain elles furent armées de 44 pièces qui couvrirent de feux tout le front d'attaque et les ouvrages collatéraux. Sous cette pluie de fer, la défense eut souvent ses pièces démontées; il fallut en amener d'autres sur les remparts, manœuvre qui ne put jamais s'effectuer sans pertes. A la fin d'août et au commencement de septembre, l'ennemi avait reçu ses derniers renforts en hommes et en matériel. Devinant l'impuissance des assiégés, il allait pousser son attaque avec une nouvelle énergie. Déjà des pièces de siége installées à Kehl contrebattaient avec acharnement le front Est de la citadelle et donnaient à l'assiégeant un appui efficace, tandis que le front du sud était plus spécialement bombardé par l'artillerie badoise. La ferme de Grimmlings Brunn fut bientôt fortifiée, et dans la nuit du 5 au 6 septembre, la seconde parallèle fut terminée avec ses approches. Elle mesura 2500 pas de long, 12 pieds de large et 4 à 5 de profondeur; les cheminements qui la reliaient à la première avaient un développement de 3000 pas. Le 9, l'ennemi déboucha en avant de la seconde parallèle et commença à travailler à la sape volante quand il ne fut plus qu'à 300 pas des ouvrages de la place. Il ouvrit sa troisième parallèle dans la nuit du 11 au 12, et dans celle du 13 au 14 une demi-parallèle, dont la droite n'était plus qu'à 40 pas de la crête du glacis extérieur. A ce mo-

ment, ses travaux ayant rencontré sur la gauche une inondation, il se vit obligé de les activer sur la droite. A la date du 12, une députation de la Société internationale de Genève, sachant que les Allemands allaient entrer dans la période la plus active du siége, et voyant leur acharnement destructeur, était venue trouver le général de Werder pour faire appel à ses sentiments d'humanité. Elle lui demanda de laisser sortir de la place les femmes, les enfants, les vieillards et les malades pour les recueillir en Suisse. Mais la pitié n'est guère dans les traditions allemandes, surtout envers les faibles, et le général de Werder, après de nombreux pourparlers, ne consentit à laisser partir que *huit cents* personnes sur 82 000 !

La position de Strasbourg commençait à devenir critique. Les valeureux efforts de la garnison ne pouvaient empêcher les terribles effets du bombardement qui continuait sans interruption, incendiant les maisons, détruisant les édifices, brisant les parapets et semant le deuil et la mort parmi les infortunés habitants. Ceux-ci en étaient réduits à vivre dans leurs caves, perdant chaque jour quelqu'un des leurs, tantôt une femme, parfois des enfants, le plus souvent des gardes nationaux. Leur courage pourtant ne se démentait pas. Leur cœur, si français, comprenait que l'œuvre de destruction des Allemands ne pouvait être un travail d'assimilation, mais une brutale conquête; il s'agissait d'être arrachés de force à leur patrie, à cette France qu'ils aimaient au point que M. de Bismarck devait plus tard en exprimer publiquement sa surprise. C'était pour eux une ques-

tion de vie ou de mort, et tant que la lutte durait, malgré sa sauvage et destructive énergie, c'était encore pour eux l'espoir, le droit de se dire Français. Aussi, malgré leurs souffrances, étaient-ils résolus aux derniers sacrifices, et le général Uhrich trouvait en eux des auxiliaires dévoués. Les sorties avaient d'autant mieux cessé que la porte de Pierre, une des plus utiles à la garnison, n'était plus qu'un monceau de ruines. Mais le feu des remparts ne se relâchait pas, et si les défenseurs étaient cruellement éprouvés, ils infligeaient à leur tour à l'attaque des pertes sensibles. Pendant la première période du siége ils surent mettre à profit quelques îlots boisés placés sur la gauche des travaux allemands, et inquiéter sérieusement les lignes prussiennes. Néanmoins l'assiégeant avançait : arrêté sur sa gauche, il se reporta vers les lunettes 53 et 52. Par suite des reconnaissances que les officiers allemands avaient exécutées avant la guerre, ils savaient qu'il existait des galeries de mines en avant de la lunette 53 ; on les rechercha, elles furent bientôt découvertes, et, fait qui a lieu de surprendre, on les trouva abandonnées par l'assiégé. Trois galeries pénétrant dans la contrescarpe, au-dessus du niveau des eaux du fossé, l'une sur la capitale de la lunette, les deux autres sur chaque flanc, réunies par une galerie transversale, formaient des passages spacieux, que la garnison avait à peine tenté de détruire quelque temps auparavant (1). En con-

(1) *La guerre de* 1870, *notes au jour le jour*, par un neutre Genève, 1871.

séquence, le glacis put être couronné à la sape volante, dans la nuit du 17 au 18, sans le moindre danger d'explosion. La batterie allemande, destinée à battre en brèche le flanc droit de la lunette 53, quoique établie à une distance de 1000 pas, avait déjà fort avancé son œuvre, grâce à ses canons rayés de 15 centimètres. La garnison, qui sentait que le point le plus vulnérable était de ce côté, y avait depuis quelque temps concentré ses feux. Elle réussit à renverser les traverses et à rendre la tranchée impraticable. Mais pour l'ennemi, qui avait déjà, avec ses engins perfectionnés, ouvert la brèche à distance, cet incident était sans gravité ; le 18 elle était achevée, le 20 la contrescarpe était renversée dans le fossé sur une largeur de 12 pieds, et le passage du fossé pratiqué aussitôt, sans que l'assiégé songeât à l'inquiéter par des feux de flanc partis de la lunette 52. Immédiatement la lunette 53, ayant été trouvée abandonnée, fut occupée par les pionniers allemands qui s'y établirent. Le passage du fossé et la prise de l'ouvrage s'étaient effectués dans la matinée, et ce fut seulement dans l'après-midi que la garnison envoya de l'infanterie dans la lunette 52, pour inquiéter les travaux des assiégeants (1). Il était trop tard, son feu causa quelques pertes à l'assaillant, mais la partie importante de son entreprise avait réussi.

(1) Ce fait est d'autant plus regrettable que la proximité des deux ouvrages 52 et 53 permettait à une infanterie résolue, appuyée seulement par deux pièces d'artillerie, de rendre le passage du fossé devant le flanc droit de la lunette 53, sinon impraticable, au moins très-lent et très-dangereux.

Dans la nuit du 21, la lunette 52, qui avait été évacuée à la suite de la prise de sa voisine, fut occupée à son tour; mais cette fois, la garnison mise en éveil cribla de ses projectiles le point qu'elle supposait choisi pour la descente du fossé. Les Prussiens attendirent le ralentissement du tir, et opérèrent ensuite leur passage; une fois arrivés à l'escarpe qu'ils voulaient atteindre, un feu meurtrier arrêta un instant leur travail. Il ne fut pourtant que ralenti, et l'occupation de la lunette se termina avant le jour.

Dès ce moment, la place était à peu près perdue. Couverte de ruines par un bombardement incessant de l'ennemi à quelques pas de son enceinte, celle-ci très-gravement endommagée, elle n'avait plus qu'à attendre la brècheet l'assaut final. Le 24 septembre, les deux lunettes étaient armées de 3 batteries allemandes qui battaient le corps de place à courte portée; celui-ci ripostait avec énergie; ce combat d'artillerie, dont l'intensité augmentait à mesure que la fin s'approchait, ne put empêcher le couronnement du glacis intérieur qui fut commencé dans la nuit du 24, et complétement terminé le 27, grâce à la protection que les lunettes situées en arrière avaient exercée. Pendant ce temps, les batteries de brèche, installées à 600 pas environ des flancs des ouvrages conquis, avaient, par leur tir soutenu, ouvert des brèches dans les bastions 11 et 12.

A cette époque, tous les édifices du front ouest de Strasbourg étaient détruits, la malheureuse cité était abîmée, sa cathédrale sérieusement atteinte, sa magni-

fique bibliothèque, devenue la proie des flammes; un grand nombre d'habitants restaient sans abri, 200 environ avaient été tués; les blessés s'élevaient à près de 2000, la garnison avait été décimée; la citadelle, criblée par les obus des batteries de Kehl, n'était plus tenable; l'artillerie des remparts comptait bon nombre de pièces hors de service; enfin deux brèches, dont une praticable, existaient dans le corps de place.

Les Prussiens, maîtres de deux ouvrages avancés, avaient couronné le fossé de l'enceinte et achevé leurs brèches. Il leur restait encore les trois opérations les plus difficiles du siége : la descente du fossé, son passage et enfin l'assaut, cette épreuve suprême de l'attaque des places, que le perfectionnement des armes a rendue si meurtrière et si redoutable. Elle devait être évitée aux Prussiens. Leurs progrès, l'aspect navrant que présentait la ville, les ressources de plus en plus limitées de la défense, avaient convaincu le conseil municipal et le conseil de guerre de l'inutilité d'une plus longue résistance. Celui-ci, dans une réunion qui eut lieu le 27 dans la matinée, décida que l'honneur militaire était sauf et qu'il y avait lieu de rendre la place. En conséquence, les négociations furent entamées le même jour, vers cinq heures de l'après-midi, au milieu d'une consternation générale. Le soir, elles étaient assez avancées pour que le général Werder pût télégraphier sa conquête, et le 28, à huit heures du matin, le vainqueur prenait possession des portes et de la citadelle.

La capitulation, analogue à celles qui ont déjà été

transcrites, exigeait la livraison des troupes de ligne et de la garde mobile comme prisonnières de guerre. La faculté de ne plus servir contre les Prussiens pendant la durée de la guerre fut également consentie, et les généraux Uhrich et de Barral en usèrent pour rentrer en France, ainsi que près de 500 officiers. 75 environ préférèrent suivre le sort de leurs soldats. 8 à 10 000 prisonniers, 1070 canons, un matériel important en munitions et effets d'habillement, enfin 10 millions de francs laissés à la banque, tels furent les trophées des Allemands.

Au milieu des malheurs et des hontes qui venaient d'accabler la France, la résistance de Strasbourg fut considérée comme un acte des plus glorieux ; de tous côtés des sympathies se manifestèrent en faveur de la noble et vaillante cité, ses défenseurs devinrent des héros, et le nom du général Uhrich fut dans toutes les bouches. Peu de temps après cet enthousiasme se calma ; des récits circulaient, diminuant le mérite du commandant de place et l'énergie de la défense Dans leur douleur, quelques habitants de la ville, des officiers pénétrés de la grandeur des devoirs qui incombent au défenseur d'une place assiégée, en vinrent, selon la déplorable habitude prise en France, à prononcer le mot terrible de trahison. Le général Uhrich fut forcé de se défendre ; il appuya sa réfutation sur la faiblesse de ses moyens et sur les ruines semées autour de lui. De leur côté, les Allemands rendirent hommage à la valeur de leurs ennemis. Jusqu'ici les différentes publications parues depuis la fin de sep-

tembre n'ont pas élucidé la question. Il est donc difficile de former son jugement.

L'histoire du siége offre, en effet, de singuliers épisodes. Le plus frappant, c'est que l'assiégeant a pu s'emparer de deux ouvrages avancés et contraindre la ville à capituler, sans livrer un seul assaut; sa première parallèle a été ouverte pour ainsi dire à l'insu de l'assiégé; le reste de ses tranchées, de ses cheminements, de ses batteries, a été construit sans être inquiété autrement que par le feu de la place. Les sorties se comptent par 4 ou 5, seulement au début, et sous la forme d'engagements peu aventurés sur les glacis de la place. L'occupation de la lunette 53 s'effectua sans un coup de fusil; l'arsenal de la citadelle ne fut pas mis à l'abri des flammes, et un beau jour un incendie allumé par les obus ennemis le détruisit avec tout ce qu'il contenait; il en fut de même d'un magasin d'armes et d'un magasin de bois; dans la reddition elle-même, on est surpris de voir livrer à l'ennemi un matériel de grande valeur et 10 millions de francs. Tous ces faits ne permettent pas d'attribuer à la défense l'initiative, l'activité, l'énergie virile que l'esprit public, très-excité en France, pouvait souhaiter. Enfin on ne peut comparer cette résistance aux défenses héroïques de nos pères à Mayence et à Gênes. Mais il faut se souvenir que le gouvernement impérial avait laissé la clef de l'Alsace dans une incurie complète, sans garnison, sans troupes d'artillerie suffisantes, sans un détachement du génie, sans rien de ce qu'il fallait pour soutenir un siége dans des circonstances ordinaires, à plus forte rai-

son avec un ennemi qui inaugurait une artillerie d'une puissance encore inconnue. Il ne faut pas oublier que la garnison comptait au plus 2000 hommes de troupes solides : le 87e, qui avait été tiré de la division Lartigue, du corps Mac-Mahon ; que le reste se composait de débris de Reichshoffen, difficiles à reformer, et sans homogénéité ; enfin, de 6000 mobiles qui n'avaient jamais tenu un fusil ; que tout cela ne dépassait pas 12000 hommes ; que cette faible troupe ne pouvait exécuter des sorties dont les avantages compenseraient les pertes ; que dans les engagements qu'elle a eus en avant du corps de place, elle a chaque fois constaté son impuissance. Il faut savoir que, par suite de l'incendie de l'arsenal, les projectiles étaient tellement rares que les artilleurs ne purent répondre qu'un coup sur quatre ; que le conseil de défense et le général Uhrich résistèrent aux premières demandes de reddition faites par le conseil municipal ; qu'enfin, le 27 septembre, l'artillerie était hors de lutte, les remparts intenables, comme la citadelle, et que les avenues des brèches, canonnées par le feu convergent de 240 pièces d'une grande puissance, n'auraient pas permis de soutenir l'assaut un instant. Il est probable que la pénible surprise des échecs de Wissembourg et de Wœrth, le désarroi occasionné par une préparation de la guerre imprévoyante et incapable, la ruine de l'Empire, le désastre de Sedan que les Prussiens ne manquèrent pas de faire connaître, enfin la douleur de se sentir isolé, sans appui, sans espoir de secours, alors qu'un impitoyable ennemi vomissait la mort nuit et jour sur les malheureux assiégés, furent autant de

causes qui s'ajoutèrent aux précédentes, pour laisser peu de place à l'espérance. Dans ces conditions, il n'est pas donné à beaucoup d'hommes de conserver dans leur plénitude des qualités qui, dans des jours plus prospères, prendraient tout leur essor ; et l'on est heureux d'en trouver qui, par leur patriotisme et leur énergie, à défaut de succès, sauvegardent encore l'honneur national.

Si des fautes furent commises, il n'en est pas moins vrai que la défense, comme la conduite du général Uhrich, comme le courage et l'énergie des habitants, furent des plus honorables. Pendant trente et un jours et trente et une nuits d'une attaque continue, 241 pièces n'ont cessé de faire tomber sur Strasbourg une pluie de fer et de feu. 193 722 projectiles ont accablé ses édifices et ses défenseurs, à raison de 6249 par jour, et 4 à 5 par minute. Ces projectiles et les pièces qui les ont lancés se décomposent ainsi :

Pièces prussiennes.

30	pièces rayées longues, de...	24	livres.
12	pièces rayées courtes......	24	—
64	id....................	12	—
20	id....................	6	—
2	pièces rayées, de.........	21	centimètres.
19	pièces lisses, de...........	50	livres.
20	id....................	25	—
30	id....................	7	—

Pièces badoises.

4	pièces lisses, de...........	25	livres.
8	id....................	60	—
16	pièces rayées, de..........	12	—
16	id....................	24	—

Enfin, sur les 193 722 coups lancés sur la malheureuse cité, 12000 seulement furent du calibre de 6. Jadis, les efforts de l'assiégeant étaient plus périlleux et plus durs; les résistances plus opiniâtres, les travaux de siége plus longs, et les assauts inévitables. Mais jamais on ne vit une place bombardée avec un acharnement aussi soutenu. De la part des Allemands, c'était peut-être un moyen de faire mieux apprécier plus tard la mansuétude du conquérant. On ne peut donc nier qu'il n'y ait eu honneur, pour le commandement, surtout avec un armement et des préparatifs incomplets, à tenir pendant plus d'un mois et demi et à riposter vigoureusement. En tout cas, il est regrettable que l'opinion publique n'ait pas été éclairée par l'enquête légale que prescrit le règlement. C'est d'autant plus fâcheux, que l'engagement de ne plus servir pendant la durée de la guerre a été pris à Strasbourg par une grande majorité d'officiers, contrairement au devoir tracé par l'article 4 du décret du 1er mai 1812, et par l'article 218 de l'ordonnance sur le service en campagne. Tant que l'enquête n'aura pas eu lieu, la confusion règnera dans les esprits, portant atteinte, selon les uns, à l'honorabilité des troupes, selon d'autres, à la réputation de leur chef. Les accusations sont nombreuses, mais elles ne peuvent trouver ici leur place, tant que la vérité restera obscurcie.

Un fait qui frappe en les lisant, c'est que l'opinion générale s'accorde à relever la valeur d'un homme placé en seconde ligne, l'amiral Exelmans, qui joua dans le siége un rôle des plus actifs. D'autre part,

une voix qui ne peut être partiale, celle de la victime elle-même, de Strasbourg, s'est élevée pour offrir à son défenseur un témoignage éclatant de gratitude. La cité conquise décerna au général Uhrich le titre de citoyen de Strasbourg. Le jour où l'enquête réglementaire viendrait jeter sur ce siége des lumières nouvelles, il est probable que le général Uhrich en sortirait avec une justification de ses actes, une sanction pour son honneur, et peut-être avec cette gloire des héros que la France lui a un moment octroyée.

La conquête de Strasbourg devait amener celle de l'Alsace, et réaliser pour les Allemands leurs vœux les plus chers. Mais de la conquête à l'assimilation, il y a loin. L'Alsace sait qu'elle doit son malheur à l'Empire et non à la France, qui est tout aussi abattue qu'elle. Et quant à l'amitié fraternelle de ses vainqueurs, elle n'oubliera pas, en contemplant ses ruines, que les premiers témoignages de cette amitié ont été des bombes, des obus, des incendies, des morts. En la conquérant par la force, malgré ses supplications, ses cris de douleur, ses protestations fermes et dignes, en tuant ses enfants pour posséder son sol, la Prusse n'a pas rallié une nationalité, elle n'a pas non plus assuré la sécurité de sa frontière. Le sang versé ne fait germer ni les sympathies, ni les dévouements. La Prusse n'a obtenu qu'un résultat : elle a centuplé les haines, et attaché à ses flancs un ennemi qui ne peut pardonner. L'avenir dira un jour si l'Allemagne doit bénir la politique de ses chefs, et l'Alsace ses oppresseurs. Quant à notre patrie, son rôle est tracé ; l'Alsace con-

naît ses regrets, ses souffrances, son espoir; mais le mieux qu'elle ait à faire, c'est de les déguiser, afin de ne plus laisser de prise à un ennemi dont la fourberie dépasse encore la cruauté.

CHAPITRE XI.

CAMPAGNE DANS LA MER DU NORD ET DANS LA BALTIQUE.

Les terribles événements qui se succédèrent en France, du 4 août à la fin d'octobre, détournèrent l'attention de la campagne navale entreprise par notre flotte dans les parages de la mer du Nord et de la Baltique. Pendant longtemps l'opinion publique s'était attendue à un débarquement sur les côtes du Hanovre, et à la puissante diversion qui en résulterait. Les Prussiens eux-mêmes s'en inquiétaient; ils avaient mis en état de défense les passes de l'Elbe et l'entrée de leurs ports, cantonné dans le nord un corps de troupes assez fort pour repousser une agression, et créé un commandement spécial qu'ils avaient confié à un homme dont les rigueurs et l'énergie les assuraient contre toute surprise, le général Vogel von Falkenstein. Ces inquiétudes, comme on l'a déjà vu, ne devaient pas être de longue durée, et dès la fin d'août les troupes d'observation étaient dirigées sur notre territoire. En France, quand on s'aperçut que la diversion espérée n'avait pas lieu, les récriminations s'élevèrent et on lança sur la marine des accusations qui ne devaient

pas tarder à s'effacer devant la bravoure déployée par ses troupes et ses officiers, dans la défense du sol national et de Paris. Mais si les accusations disparurent, l'impression première resta; aucun fait de guerre n'avait signalé nos croisières, et tandis que les Allemands bombardaient les villes ouvertes, détruisaient nos campagnes, foulaient aux pieds tous les principes d'humanité, nos vaisseaux n'avaient ruiné aucun établissement, canonné aucune ville, combattu aucun navire de guerre. Le rôle de notre flotte se bornait à l'inaction, et aujourd'hui encore, bien des gens ne peuvent comprendre qu'une marine imposante, créée à tant de frais, soit rentrée dans ses ports d'attache après deux ou trois mois de courses, sans avoir obtenu de résultats militaires.

Cette campagne se rattache aux premiers événements de la guerre, et, quoique peu importante, elle a besoin d'être connue, d'abord pour relever une incurie et des fautes d'un nouveau genre, ensuite pour apprécier à sa juste valeur le rôle de nos escadres.

Dès les derniers jours de juin, l'Empire, qui voyait surgir l'incident Hohenzollern, s'était préoccupé de la situation de ses flottes, et avait adressé, de différents côtés, des demandes sur l'état des magasins. Les réponses constatèrent qu'ils étaient à peu près vides. Quelques jours après, la guerre ayant éclaté, il fallut passer outre, et on parla ouvertement, dans les sphères militaires, d'une prochaine expédition sur les côtes allemandes destinée à concourir à l'action générale, à jeter en Hanovre ou dans le Holstein un corps de

troupes, à entraîner le Danemark et à retenir dans ces régions une armée prussienne de 100000 à 200 000 hommes. Le ministre de la marine, l'amiral Rigault de Genouilly, avait bien déclaré qu'il n'était pas prêt ; mais le gouvernement impérial se reportait aux assurances qu'on lui donnait naguère sur la puissance de sa marine, et il résolut d'agir avec cette légèreté qui signala toutes ses opérations. Quant à l'alliance du Danemark, on ne l'avait pas préparée, comme il convient de le faire avant de s'engager dans des hostilités redoutables; mais on s'en inquiéta peu ; on y comptait, c'était suffisant. Bientôt on s'occupa de nommer un commandant du corps de débarquement et de la flotte : ni l'un ni l'autre n'étaient formés ; qu'importe ! les honneurs et les commandements avant tout. Il fut d'abord question du général Bourbaki, puis du général Trochu, puis aussi du prince Napoléon, pour les troupes de terre. Quant à la flotte, malgré sa déclaration récente, le ministre briguait l'honneur de la commander. Enfin, le 22 juillet, le vice-amiral Bouët-Willaumez en fut nommé commandant en chef Le lendemain, il se rendait à Cherbourg, et le gouvernement lui apprenait qu'il aurait à sa disposition 14 frégates cuirassées et un nombre assez considérable d'avisos et de bâtiments de diverses grandeurs. Une seconde flotte, commandée par le vice-amiral de La Roncière Le Noury, formée de transports, de canonnières et de batteries flottantes, devait suivre dans un bref délai, avec un corps de 30 000 hommes, sous les ordres du général Bourbaki.

A l'arrivée de l'amiral Bouët à Cherbourg, tout manquait. La *Surveillante*, frégate amirale, n'avait pas son installation faite; l'arsenal était vide, les objets d'armement et d'équipement étaient insuffisants, et les cadres incomplets, parce que la plupart des matelots avaient pris la mer pour aller faire la pêche sur les côtes d'Écosse et le banc de Terre-Neuve. L'escadre d'opérations se trouva réduite à sept frégates cuirassées et un aviso; et quant au corps de débarquement, il n'existait que sur le papier. L'Impératrice se rendit à Cherbourg pour activer et encourager les apprêts. Elle trouva tout splendide. L'Empire avait tellement pris l'habitude des flatteries, qu'il s'en décernait lui-même, alors que le mal frappait tous les yeux.

Quant aux instructions envoyées au commandant en chef, elles prescrivaient l'envoi d'un navire à Copenhague, le blocus de l'escadre prussienne dans le port de la Jahde (Willheimshafen), puis l'expédition dans la Baltique quand les navires de renfort seraient arrivés. Elles défendaient *d'attaquer aucune ville ouverte* (1); elles annonçaient qu'un officier de marine envoyé en Danemark procurerait à la flotte les pilotes

(1) Cette prescription, faite à la date du 23 juillet, suffirait à montrer aux Allemands que les Français n'ont jamais eu des projets d'inhumanité et de destruction, comme M. de Bismarck et le roi Guillaume le leur ont fait croire, afin de surexciter leurs passions. L'armée de terre avait les mêmes principes que la flotte, et il a toujours été de tradition en France d'épargner les propriétés, les êtres sans défense et les vaincus. Les vols, les incendies, les cruautés commises par leurs soldats n'auraient pas été justifiés, d'ailleurs, par les intentions que leurs chefs nous prêtaient. Nous resterons fiers, nous vaincus, d'avoir

nécessaires, et engageaient enfin l'amiral à *surveiller la Russie par Cronstadt* (1).

Le commandant en chef, pressé d'agir, avait l'illusion de croire l'escadre prussienne du prince Adalbert assez audacieuse pour tenir la mer, et assez brave pour aller au-devant d'un combat. Il ignorait que l'Allemand se garde bien d'accepter la lutte quand il n'est pas le plus fort : façon d'agir très-pratique du reste, mais peu profitable à l'honneur. Sous l'impulsion de cette louable impatience, l'escadre quitta Cherbourg le 24 juillet. Elle se composait de la *Surveillante*, frégate amirale, la *Gauloise*, deuxième frégate amirale, montée par le contre-amiral Dieudonné, la *Guyenne*, la *Flandre*, l'*Océan*, la *Thétis*, la *Jeanne-d'Arc*, et l'aviso le *Cassard*. Six autres frégates cuirassées, cinq avisos, le monitor *Rochambeau*, le bélier le *Taureau*, devaient prochainement la renforcer. Cette armée navale, d'une grande puissance s'il avait fallu combattre en pleine mer, ne pouvait être plus mal composée, en vue du rôle qu'elle allait avoir à jouer. Les côtes du Nord et de la Baltique, futur théâtre de ses opérations, sont basses, inabordables aux vaisseaux de haut bord, et praticables seulement dans d'étroits chenals où la navigation ne peut avoir lieu qu'au moyen de balises, éclairées pendant la nuit, et que les Allemands s'étaient empressés d'enlever. La

prescrit l'humanité comme une loi, et de voir les barbaries allemandes inscrites dans l'histoire, comme une flétrissure sur le triomphe.

(1) La France avait déjà, sans doute, des motifs pour se méfier de l'attitude de la Russie.

marine française ne l'ignorait pas, mais elle rêvait luttes glorieuses et batailles navales, sans se douter d'un fait aisé à prévoir : qu'elle n'aurait d'autre mission que de détruire les établissements allemands sur les côtes et de capturer les navires de commerce. Il lui fallait alors des frégates cuirassées pour tenir la mer, des bâtiments rapides pour les prises, des navires blindés d'un faible tirant d'eau pour aborder les passes, et enfin des troupes de débarquement. L'amiral Bouët, comme le maréchal Mac-Mahon dans sa campagne de Sedan, devait-il se contenter d'observations adressées au ministre, ou bien établir son plan de campagne en vue des éventualités probables, et refuser son commandement plutôt que d'accepter des moyens d'action inutiles? La responsabilité d'un commandant en chef et l'intérêt du pays ne laissent guère de doute à cet égard. Or, la flotte qu'il emmenait ne pouvait lui servir qu'à faire acte de présence dans les parages allemands et à capturer quelques bâtiments de commerce. Ses frégates avaient toutes un trop grand tirant d'eau pour les mers où elles devaient naviguer, et son unique aviso, le *Cassard*, le seul de ses navires en état d'approcher des côtes, armé de 4 pièces de 12 et d'un canon à pivot, devait être impuissant contre la première canonnière blindée qu'il rencontrerait. Les troupes de débarquement n'existaient qu'à l'état de promesse; le *Rochambeau*, l'ancien *Dunderberg* américain, que la France avait enlevé à la Prusse à coups de millions, était le seul navire qui pût lui être sérieusement utile. C'était un monitor, moins profond que les

frégates, d'une vitesse de 13 à 14 nœuds, et puissamment armé de pièces de 24 et de 27 centimètres, qui lançaient à cinq milles de distance des projectiles de 200 kilogrammes. La guerre de la sécession avait démontré que, dans les croisières le long des côtes, ce genre de navires, d'une force offensive redoutable, était le véritable engin en état de produire de grands effets. L'escadre de l'amiral Bouët aurait dû le compter dans son effectif, et y ajouter une flottille de canonnières. Mais au mois de juillet il n'était pas prêt, et l'escadre prit la mer sans ces auxiliaires indispensables, avec des équipages complétés à la hâte, mal outillés, et des approvisionnements de charbon insuffisants.

Le prince Adalbert, qui ne devait pas oser se montrer une seule fois pendant cette expédition, avait sous ses ordres trois frégates cuirassées, un monitor, et le *Roi-Guillaume*, vaisseau amiral, construit en Angleterre, supérieur en vitesse et en artillerie à tous nos bâtiments, et couvert d'un blindage cuirassé qui bravait la puissance de pénétration de nos boulets. Son artillerie, uniquement composée de pièces de 24, n'avait de rivale en France que celle du *Rochambeau*. Cette escadre était donc en mesure de se présenter devant l'amiral Bouët, dans des conditions moins désavantageuses qu'on ne pourrait le croire. Les Français allaient, du reste, montrer sur le continent qu'on pouvait encore accepter la lutte contre un ennemi très-supérieur en nombre et en artillerie. Ils savaient que l'honneur ne permet plus de compter les forces de l'adversaire quand la guerre est engagée, et à plus forte raison de se

cacher au lieu de combattre. La marine allemande ne connaissait pas ces principes, et elle devait rester honteusement à l'abri dans les bassins inaccessibles de Wilhemshafen.

En quittant Cherbourg, l'amiral Bouët fit disposer ses navires en ordre de bataille, préparer le branle-bas de combat et mettre le cap au nord-est, pour sortir du détroit. Le lendemain 25, l'escadre était signalée par un feu flottant de la côte anglaise : son départ avait été annoncé d'ailleurs avec un empressement indiscret par la presse nationale. Après avoir reconnu la rade de la Jahde, l'escadre remonta vers le nord et atteignit la pointe de Skagen, le 28 juillet. Les nouvelles que le représentant de la France envoyait de Copenhague dépeignaient le Danemark comme prêt à prendre les armes, et invitaient la flotte à entrer dans la Baltique. Pour soulever les Danois, il fallait des troupes de débarquement, qui manquaient, et une violation de leur territoire, qui était une atteinte au droit des peuples. Du reste, les illusions de la France à l'égard de ce royaume étaient grandes. L'opinion publique et les sympathies danoises étaient pour nous; elles se sont manifestées dans nos désastres d'une manière touchante. Mais le gouvernement, qui avait autre chose à faire que d'écouter les entraînements populaires, savait que, sans l'amitié de la Russie, la politique hésitante et malhabile du régime impérial l'aurait laissé anéantir en 1864. Il devait rester fidèle aux conseils de son puissant allié et attendre au moins que le sort des armes se fût décidé, pour se déclarer dans un sens

ou dans l'autre. L'amiral Bouët, avant de pénétrer dans la Baltique, demanda des instructions à Paris. Au même moment il recevait du ministre de la marine l'ordre de *choisir un poste d'observation qui lui permît de respecter la neutralité danoise, de surveiller les côtes ennemies et de se ravitailler*. Cette dépêche semblait contredire les prescriptions du 23 juillet. C'était un premier indice de l'incohérence qui troublait à la même époque les mouvements des armées et compromettait leur sécurité. Le 1er août, un diplomate de l'Empire, M. de Cadore, dont les négociations devaient échouer à Copenhague, comme celles de ses collègues à Vienne et à Florence, parce qu'elles étaient inopportunes et tardives, rallia l'escadre sur le *Coligny*, et renouvela ses instances pour la faire entrer dans la Baltique. L'amiral Bouët résista. Néanmoins ces tiraillements, témoignage certain des hésitations qui existaient entre Paris et notre représentation en Danemark, ne pouvaient avoir d'autre effet que d'affaiblir l'unité d'action et de commandement.

Sur ces entrefaites, un monitor prussien, l'*Arminius*, escorté du vaisseau l'*Elisabeth*, voyant la Baltique libre, sortit de Kiel et remonta le Grand-Belt. Le commandant en chef de l'escadre envoya à leur rencontre la *Thétis*, la *Guyenne*, la *Jeanne d'Arc* et le *Cassard*. Les navires ennemis se séparèrent aussitôt. L'*Élisabeth* rentra à Kiel, d'où il ne sortit plus, et l'*Arminius* gagna un port neutre du Jutland; puis le lendemain, reconnaissant au tirant d'eau des navires français qu'il ne pourrait être poursuivi que par le *Cassard*, aviso im-

puissant contre lui, il continua son voyage le long de la côte, gagna la mer du Nord et la Jahde, sans que l'escadre française réussît à le retrouver. Sept frégates cuirassées et un aviso n'avaient pu empêcher un navire prussien de naviguer dans leurs eaux, de franchir des passes difficiles, d'atteindre son port de ralliement et d'y trouver un abri sans recevoir un coup de canon. C'était un insuccès; il eut du retentissement, et quoique l'amiral Bouët ait cherché plus tard à se disculper, il n'en reste pas moins avéré que le fait portait atteinte au prestige de la marine.

Peu de temps après, le 2 août, l'amiral reçut l'ordre d'entrer dans la Baltique. C'était sans doute aux représentations de la diplomatie que la flotte devait cette prescription. La seconde phase de la croisière allait commencer.

Les parages dans lesquels l'escadre allait s'engager, quoique parfaitement connus, n'étaient pas sans difficultés. Au delà de la pointe de Skagen et du Cattégat qui sépare le Danemark de la Suède, s'ouvrent les trois passages du Grand, du Petit-Belt et du Sund, dans une direction générale nord-sud et donnant accès directement sur le littoral prussien. Le Grand-Belt, passage du centre, entre les îles de Seeland et de Fionie, est le plus praticable pour les navires de haut bord; mais il est parsemé de roches dangereuses qui forment des passes étroites où un pilote expérimenté peut seul s'engager; il est en outre bordé de côtes sans abris. A l'ouest, entre le Jutland et l'île de Fionie, s'ouvre le Petit-Belt, qui n'est praticable que pour les navires d'un

faible tirant d'eau. Ses hauts-fonds l'interdisaient aux bâtiments de la flotte. Enfin le Sund, passage de l'est, entre l'île de Seeland et la Suède, restait comme le Grand-Belt navigable pour les vaisseaux ; il avait même l'avantage de contenir moins de récifs et de longer des côtes dans lesquelles la nature a creusé de nombreux abris. Mais son fonds ne dépasse pas 9 à 10 mètres, et l'*Océan* seul en calait plus de 9. La première difficulté de cette navigation venait donc du tirant d'eau de nos bâtiments.

Quant aux établissements du littoral allemand sur la Baltique, ils n'étaient pas tous accessibles à l'escadre telle qu'on l'avait composée ; mais quelques-uns, du moins, pouvaient être exposés à une attaque sérieuse. Alsen, dans l'île du même nom, arrachée depuis 1864 à l'archipel danois par la violence prussienne, séparée du Schleswig par l'Alsensund, canal assez étroit, ne permettait pas à nos vaisseaux de s'approcher à plus de 3 kilomètres. Sans canonnières ni troupes de débarquement, la flotte ne pouvait que canonner à grande distance ce port, que l'Allemagne a solidement fortifié depuis son odieuse conquête.

Düppel était inaccessible à l'escadre. A Eckernford, les frégates cuirassées pouvaient arriver assez près pour détruire les batteries de côte. A Kiel, malgré l'élévation des forts de Fredericksort, et les moyens de défense accumulés par l'ennemi dans le port, tous les établissements allemands couraient de grands dangers en présence d'un adversaire audacieux et décidé aux mesures de vigueur. La côte de Neustadt, depuis cette

ville jusqu'à Colberg, était trop basse pour l'escadre. Colberg était attaquable à 2 milles de distance, et les forts de Dantzick à 4 milles (1).

La Baltique offrait donc aux efforts de l'escadre un but difficile à atteindre, et à tous égards moins glorieux qu'elle ne l'avait rêvé.

Elle s'engagea dès les premiers jours d'août dans le Grand-Belt, guidée par des pilotes danois qui lui firent franchir ce passage sans encombre (2). Voulant sans doute reconnaître les côtes sur lesquelles il devait opérer avant de tenter une action militaire, l'amiral passa devant Kiel et Fehmern, et voulut ensuite s'enquérir d'un point de débarquement en vue d'utiliser les troupes qu'on lui avait promises. Ce projet se combinait toujours dans son esprit avec celui d'une action sur le Danemark. Désireux de voir par ses propres yeux le terrain sur lequel il comptait opérer, il visita la baie de Marstral, Neustadt, Wismar, Rostock, se ravitailla à Kiojè-Bay dans le Sund, et parut devant Swinemunde et Colberg. Il reconnut ensuite, sur la côte du

(1) Renseignements tirés du procès-verbal du conseil tenu le 12 août 1870, à bord de *la Surveillante*. Les considérants contenus dans cette pièce ajoutaient que, vu la distance, une canonnade contre Alsen, Eckernford, Kiel et Neustadt, aurait été sans efficacité, et que le matériel pour détruire les défenses sous-marines faisait défaut.

(2) Voyez le récit de M. de Pont-Jest, écrivain, attaché pendant l'expédition à l'état-major de l'amiral Bouët. Cette narration a pour but de présenter la défense de l'amiral. Elle ne laisse malheureusement pas dans l'esprit la conviction que cette croisière ait été menée avec toute la vigueur qu'attendait le pays.

Schleswig, la position d'Also qui lui parut la plus propre à un débarquement.

A ce moment, il reçut du ministre de la marine, datée du 7 août, une communication qui lui annonçait les premiers revers de l'armée, le départ de l'amiral Fourichon avec une escadre pour la Jahde, et prescrivait le respect le plus absolu pour les villes ouvertes. « A moins d'opérations non prévues, disait le minis» tre, c'est dans un blocus strict des ports de com» merce allemands que résident surtout les moyens » d'action de l'escadre. »

Cette dépêche devait produire une impression pénible. Indépendamment des mauvaises nouvelles qu'elle apportait, elle était de nature à détruire toutes les espérances que nos marins avaient fondées sur un débarquement, à défaut d'un combat naval qui déjà leur avait échappé. Le blocus de la Jahde par une nouvelle escadre semblait diminuer leur rôle et l'importance du commandement. De tout cela devaient naître des hésitations fâcheuses sur le but des opérations et sur la netteté de leur direction. Néanmoins l'escadre était impatiente d'agir, elle commençait à se lasser d'allées et de venues sans résultat militaire. L'amiral la conduisit devant Kiel ; mais après une reconnaissance minutieuse, il resta persuadé que, sans canonnières, sans batteries flottantes et sans troupes de débarquement, les efforts resteraient nuls. Il revint alors vers la baie de Neustadt que l'on savait très-favorable à une descente, et allait se diriger vers l'île de Rugen, quand il reçut deux dépêches de Paris, l'une

prescrivant le retour en France, l'autre, postérieure d'un jour, le maintien de l'escadre dans la Baltique. Les ordres de la marine trahissaient, comme ceux du ministère de la guerre, le désarroi qui régnait en haut lieu.

Le commandant en chef, fatigué, revint à Kiojè-Bay et convoqua un conseil composé du contre-amiral Dieudonné, du chef d'état-major, d'un colonel d'artillerie de marine, et des commandants de la *Guyenne* et de la *Thétis*. Ce conseil, réuni le 12 août, avait pour mission un examen qui aurait dû être fait, ce semble, avant l'entrée en campagne. Il devait étudier quels étaient *les points attaquables de la côte*. Cet examen, tracé trois semaines après le départ de Cherbourg, était fait pour provoquer la surprise, et donne une pénible idée des incertitudes qui avaient dû agiter le commandement. Qu'il faille en attribuer la pensée à des espérances déçues, à des moyens d'action imparfaits, à toute autre cause enfin, il ne pouvait qu'inspirer le découragement et diminuer la confiance des officiers et des équipages. Les conclusions de la commission furent que, sur toutes les côtes de la Baltique, « Colberg et Dantzick étaient les seules positions attaquables ; mais le peu d'effet qui résulterait de ces tentatives était de nature à faire perdre à l'escadre française *le prestige de sa force*. Il faudrait, pour y opérer utilement, des bâtiments spéciaux et l'espoir de forcer l'ennemi à immobiliser des troupes sur cette partie du littoral. Or, ce but ne pouvait être atteint qu'avec un corps de débarquement. »

Le procès-verbal de la séance fut lu le 13 août à tous les commandants de l'escadre et ne donna lieu à aucune observation. Il n'avait été question, dans la séance, ni de Hambourg, ni de Brême, ni de Stettin, parce que ces ports situés dans l'intérieur, sur des rivières peu profondes, n'étaient, en effet, accessibles à aucun des navires français.

Les conclusions de la commission étaient aussi pénibles que les hésitations qui l'avaient provoquée. Elles exprimaient le découragement, le regret des ressources vainement promises, l'impuissance à peu près absolue, et pour ainsi dire l'abandon de toute opération active. Il est difficile de se faire à distance une opinion exacte des hommes et des choses; celle-ci peut à coup sûr être erronée; cependant on retrouve dans cette campagne navale, dans la légèreté avec laquelle elle fut conçue, dans l'incohérence des ordres, dans l'insuffisance des moyens, dans les hésitations de l'autorité supérieure, de si grandes analogies avec les imperfections qui signalèrent les mouvements des armées, qu'on est conduit malgré soi aux mêmes impressions et à des appréciations du même ordre.

Le même jour, l'escadre de l'amiral Fourichon arrivait devant la Jahde, et l'amiral Bouët recevait l'avis erroné que le prince Adalbert en était sorti pour longer la côte du Jutland et rentrer dans la Baltique. C'était bien mal juger les Prussiens que de les croire capables d'une manœuvre qui aurait eu pour résultat de les placer entre deux flottes, toutes deux supérieures comme vaisseaux et comme artillerie. Il semble que dans

tale de l'île Hiddensée et opéra sa retraite, protégé par deux canonnières prussiennes. C'était encore un insuccès, sans grande importance, il est vrai, mais qui devait être sensible aux marins de l'escadre. Il fallût en prendre son parti et revenir au blocus. Le peu de résultats obtenus par notre marine avait enhardi les Prussiens. Après avoir, pendant le premier mois des hostilités, éprouvé des craintes sérieuses pour leurs établissements, ils se sentaient maintenant à l'abri, et avaient compris ce qui manquait à notre flotte. Ils commencèrent à armer des avisos rapides qui vinrent plus d'une fois inquiéter ses ravitaillements. Cependant il fallait agir; la *Surveillante* et deux autres frégates se portèrent sur Colberg, un des points dont le conseil du 12 août avait jugé l'attaque possible. C'était une station de bains de mer. La vue d'une population inoffensive et du pavillon de la Société de Genève, que les Allemands avaient placé sur des édifices *en avant* des forts, modifia les projets de l'amiral. Peu soucieux de massacrer sans danger des êtres sans défense, genre de gloire que les Allemands ont si souvent recherché, le commandant en chef fit virer de bord, sans donner suite à ses intentions. C'était un procédé d'humanité qu'on ne saurait trop louer, s'il s'adressait à une autre race que la race allemande. Mais on ignorait alors, à bord de l'escadre, ce dont elle était capable, et on la traitait avec les égards dus à un ennemi qui sait mériter l'estime de son adversaire. Sûr cette question soldats et marins devaient être bientôt fixés.

Cette longue inaction, l'absence de prises, com-

mençaient à surexciter en France l'opinion publique. Dans la mer du Nord, l'escadre de l'amiral Fourichon jouait un rôle aussi ingrat. On s'attendait à tout autre chose de la part d'une marine qui avait tant coûté, et sur laquelle s'étaient reportées bien des espérances depuis les échecs subis sur terre. Le ministre lui-même, sans se rendre compte de la part qui lui incombait dans ces résultats, finit par se plaindre qu'on n'exécutait pas ses ordres. Le commandant de l'escadre de la Baltique lui adressa une réponse mesurée, dans laquelle il renouvelait les observations déjà faites sur le manque des véritables moyens d'action.

La fin d'août était arrivée; les mauvais temps se faisaient sentir, et les impressions sur tous les vaisseaux commençaient à s'assombrir. On fit pourtant encore une reconnaissance sur la rade de Dantzick; elle n'eut d'autre conséquence que de faire recevoir, la nuit, à la chaloupe de ronde de la *Surveillante,* une bordée de mitraille que lui envoya une canonnière prussienne, sortie du port pour observer l'escadre, et qui se hâta d'y rentrer avant qu'on ait pu l'atteindre. Cet incident augmenta le découragement des états-majors et des équipages. Cette campagne ne leur rapportait que l'humiliation, des fatigues sans but, des nouvelles désastreuses, et la conviction de leur inutilité. Ils n'allaient plus avoir, du reste, dans la Baltique comme dans la mer du Nord, qu'à lutter contre des coups de vent, qui commencèrent à assaillir l'escadre dans les premiers jours de septembre. L'amiral Fourichon subissait les mêmes ouragans, qui l'obligeaient à prendre

le large et à cesser momentanément son blocus. C'est vers cette époque que la frégate cuirassée l'*Armide* et le *Rochambeau* vinrent remplacer l'*Océan* et la *Flandre*. Quant à l'escadre de la Baltique, elle retourna, le 5, à son mouillage de Langeland, dans le Grand-Belt, où elle apprit le désastre de Sedan et les événements dont Paris était le théâtre. Ces nouvelles n'étaient pas faites pour relever les esprits abattus. L'amiral rallia ses frégates pour se tenir prêt à agir selon les nouvelles instructions qu'il attendait de Paris. Elles lui parvinrent le 9, et lui prescrivaient de continuer le blocus. L'idée de bombarder Colberg lui revint à l'esprit; mais cette fois le temps s'y opposa, et une tempête retint l'escadre au mouillage pendant cinq jours. On atteignit ainsi le 15 septembre. A ce moment, soit pour refaire ses équipages et se ravitailler, soit pour exécuter une feinte qui inspirât à la marine prussienne un peu de hardiesse et la pensée de reparaître en pleine mer, le commandant en chef de l'escadre de la Baltique retourna à Cherbourg, où il rentra le 19 septembre. Les navires de guerre allemands avaient montré jusqu'alors trop de prudence pour aventurer ainsi leur pavillon, sans attendre des nouvelles précises sur la destination de nos frégates. Ils restèrent à l'abri dans leurs ports. Les navires de commerce, au contraire, se hâtèrent de sortir. L'escadre de la Baltique, qui avait promptement repris le large, put alors opérer des prises importantes, mais sans cette gloire qu'entraînent les combats.

Dans la première quinzaine du même mois, le vice-

amiral Fourichon fut rappelé pour prendre part aux travaux difficiles du gouvernement de la défense nationale, et le vice-amiral de Gueydon fut désigné pour le remplacer. Son rôle, comme celui de son prédécesseur, devait être limité à une croisière pénible, ingrate, à des luttes contre les mauvais temps qui avaient envahi ces parages. L'escadre de la Baltique était dans le même cas. Son commandant en chef considérait son initiative comme bien diminuée depuis les événements de Sedan et la révolution du 4 septembre; la composition des flottes n'avait pas varié. La fin de cette entreprise fut donc semblable au début. Le mois d'octobre ne fut signalé que par des captures de navires marchands, des manœuvres en pleine mer, des retours au mouillage pour se préserver des bourrasques, et des voyages à Dunkerque ou à Cherbourg pour se ravitailler. Quant à l'amiral Bouët, dégoûté, accablé sous le poids d'accusations dont nos défaites augmentaient la violence, il n'avait pas tardé à débarquer après son second départ de Cherbourg et à donner sa démission. Le vice-amiral de Gueydon, qui restait seul avec le contre-amiral Penhoët, pour accomplir la même mission, dut se contenter d'une croisière analogue. La campagne entière devait être terminée le 2 décembre, jour où nos bâtiments, obligés par les glaces d'abandonner ces côtes inhospitalières, rentraient définitivement à Cherbourg.

Telle fut cette campagne navale qui fut tant décriée en France, dans la première période de cette malheureuse guerre. Maintenant que les esprits sont plus

calmes, que faut-il penser de cette expédition organisée si légèrement, de ce départ à toute vapeur, de cette ardeur guerrière au début, de cette impuissance dans l'action, de ces allées et venues dont le but se modifiait aussitôt qu'il était conçu, des vastes projets de la première heure, transformés plus tard en une simple croisière, de l'inaction militaire de nos escadres, de leur tranquille rentrée dans les ports à l'approche de la mauvaise saison, des accusations malveillantes de l'opinion publique, et enfin des résultats obtenus? Ici, comme sur le continent, avant de condamner les hommes, il faudrait les entendre. Mais nulle part leur conduite n'a donné lieu à ces enquêtes que bien des chefs militaires ont encourues aux armées. On ne peut donc se guider que sur les faits et sur les écrits.

Deux causes générales ont eu, selon nous, une action prépondérante sur les résultats de ces expéditions: le manque de préparation au début, la chute de l'Empire dans le courant des opérations. Ce sont, on le voit, les mêmes influences qui agissent sur terre et sur mer. Pour la première, il faut s'en prendre au régime gouvernemental, au système plus encore qu'aux individus. Un ministre qui déclare qu'il n'est pas prêt, et qui accepte pourtant la responsabilité des éventualités prochaines, plutôt que de donner sa démission; un commandant d'escadre qui agit de même et se lance à la mer sans être parfaitement renseigné, avant son départ, sur la position de l'ennemi, sur l'état de ses ports et de ses côtes, sur les facilités que ses établissements présentent pour une attaque; telles sont les

fautes des hommes : fautes graves quand elles portent sur les intérêts d'un pays. Après s'être embarqué sans moyens d'action suffisants, et en rêvant des combats dont l'étude et le bon sens eussent dissipé les chances; après avoir compté, sans motifs solides, sur une coopération du Danemark, la réalité devait faire succéder aux espérances peu raisonnées des premiers jours, une déception cruelle. Le découragement devait naître aussitôt. Pourtant, si l'on voyait disparaître les occasions de lutte en pleine mer, il restait les établissements à ruiner.

Nos escadres n'ont peut-être pas fait ici tout ce qu'elles pouvaient; elles n'ont pas montré cette vigueur qui anime le marin comme le soldat, quand il entrevoit le succès au bout de ses efforts. Elles étaient mal composées, c'est certain; et leurs navires, d'un tirant d'eau de 8 à 10 mètres, ne pouvaient approcher des côtes. Comment a-t-il été impossible au département de la marine, du 24 juillet au 2 décembre, d'envoyer sur les rivages allemands le nombre de canonnières ou de batteries flottantes nécessaires? Tout cela se rattache sans doute à une même cause: au ministère comme sur la flotte, aussitôt après nos premiers échecs, on a eu peur des représailles qu'entraîneraient des bombardements. Il n'y a guère d'autre explication plausible; car, dépourvues même de navires d'un faible tirant d'eau, nos escadres pouvaient agir dans le mois d'août, contre la plupart des fortifications de côtes prussiennes, le plus souvent à une distance regrettable, mais suffisante. La crainte des repré-

sailles est, à la guerre, un faux sentiment. La guerre, ce fléau monstrueux que les passions humaines entretiendront toujours, est une œuvre de destruction. Il serait absurde de se faire des illusions à ce sujet, surtout en France. Et dès l'instant qu'on redoute de détruire, on s'expose à être détruit soi-même. A la guerre, la théorie des ménagements, particulièrement à une époque où les engins perfectionnés peuvent, en quelques heures, entasser ruine sur ruine, est toujours une mauvaise conseillère. Bien savoir ce qu'on veut, et agir ensuite avec vigueur et promptitude, vaudra toujours mieux que l'imprévoyance unie à l'hésitation. Il ne faut pas être stratégiste pour s'en convaincre. Mais pour raisonner ainsi, il ne faudrait ni bavardages, ni vanteries ; il faut des esprits positifs, sérieux et pratiques. L'expérience l'a suffisamment prouvé. Il fallait, du reste, ne pas connaître les Allemands pour supposer que des leçons d'humanité leur profiteraient. Pour tous les peuples en général, mais pour eux en particulier, les ménagements sont un indice de faiblesse ; et plus on est faible, plus ils sont sans pitié. On le sait aujourd'hui, mais malheureusement un peu tard.

Après ces atermoiements, après ces hésitations causées par nos premiers revers, et par l'absence de moyens suffisants, la nouvelle de la chute de l'Empire a dû influer d'une façon désastreuse sur les opérations navales. Là, comme à terre, la plupart des chefs devaient leur position aux faveurs du régime impérial. Son écroulement emportait leurs espérances ; son successeur n'avait pas su demander cette

sanction nationale, qui lui aurait rallié tant de cœurs hésitants. Cette situation, jointe aux nouvelles prescriptions ministérielles, limitant la mission des escadres à un simple blocus, ne devait pas amener de nouveaux faits de guerre. Le temps s'écoula ainsi, compliquant l'inaction par le découragement. Bientôt les mers allemandes furent fermées par la saison, et l'action de la marine fut supprimée, après avoir été longtemps annulée.

Tout cela est triste assurément. Ceux qui connaissent l'Allemagne et sa population, celle des côtes surtout, savent dans quelles transes elle a vécu jusqu'au jour de la rentrée de nos frégates. Hambourg, Brême, Stettin, Lubeck n'avaient pas besoin d'être ruinées; mais elles étaient en état de payer des indemnités considérables, et la valeur des prises qu'on y eût faites eût été importante. Ce résultat valait la peine d'être entrepris, même quand on aurait dû plus tard opérer des restitutions. Le pays qui subit ces épreuves, lors même que le succès final les répare, est toujours réduit à de grandes souffrances. La belle cité de Hambourg, cette ville soi-disant libre, qui, pour complaire aux Prussiens, ses nouveaux maîtres, avait voté spontanément 10 millions pour la guerre au mois de juillet 1870, méritait bien une leçon. Et ces ambitieux Brêmois, qui n'aspirèrent plus tard à rien moins qu'à nous prendre la Cochinchine, auraient été moins prétentieux, si nos escadres les avaient ruinés. Pendant toute la durée du mois d'août, les défenses de l'Elbe, du Weser et des côtes en général restèrent incomplètes.

Plus tard, pour atteindre ces riches centres commerciaux, il eût fallu risquer une ou deux canonnières; mais une troisième aurait atteint son but. Il fallait, en outre, des batteries flottantes, des avisos de guerre rapides et bien armés. Pourquoi la Défense nationale, comme l'Empire, n'en a-t-elle pas envoyé? La réponse à cette question a déjà été faite : la crainte des représailles.

Pourtant la marine était vaillante et le concours qu'elle devait donner à terre, à Paris, sur la Loire, dans le Nord, aux efforts de l'armée, lui a acquis des droits à la reconnaissance du pays. Sur mer, il faudrait se garder de croire que ses croisières furent inutiles. On a vu les motifs qui ont limité son action; mais ses prises furent assez nombreuses pour causer au commerce allemand des pertes sensibles. Il y avait là de quoi irriter la Prusse, d'abord parce qu'on pouvait reprocher à sa marine de guerre de s'être piteusement cachée au lieu d'accorder au commerce allemand la protection à laquelle il avait droit. Les bons négociants hanséatiques ou hanovriens qui ont gémi sur la guerre et poussé de hauts cris à l'annonce de nos captures, n'ont pas encore songé à s'en prendre à l'escadre du prince Adalbert, ni aux canonnières de la baie de Wite, des pertes qu'ils éprouvaient. Il est vrai que, dans ce pays fortuné qui s'enorgueillit aujourd'hui des vols et des pillages de ses fils sur la terre de France, le faible a l'habitude d'avoir peur du puissant; et ce n'est certes pas sous le régime du sabre despotique et souillé des Hohenzollern, que la bourgeoisie commer-

çante osera exprimer toute sa pensée. D'un autre côté, la Prusse a intérêt à ménager sa population maritime, qui est pour son ambition un élément de prospérité à venir. Elle l'a suffisamment montré quand l'heure est venue de nous imposer ses volontés, dans ces entretiens douloureux qu'elle a cyniquement appelés des négociations, quand ils n'étaient qu'un dernier égorgement du vaincu par un vainqueur rapace et sanguinaire. Ainsi, de toute façon, si notre marine n'a pas causé à nos ennemis tout le mal désirable, elle leur a pourtant occasionné de sérieux dommages. A cette question s'en rattache une autre, qui a vivement irrité l'Allemagne : la capture des capitaines de navire du commerce. La Défense nationale, ou plutôt la délégation de Bordeaux n'a peut-être pas su opposer aux plaintes allemandes la raison véritable qui devait légitimer ces procédés. Les prisonniers n'étaient pas des commerçants, mais bien des soldats. Inscrits sur les contrôles de la marine active ou de la *Seewehr*, ils pouvaient, à un moment donné, être appelés à nous faire la guerre, et à ce titre ils étaient de bonne prise, tout autant du moins que nos gardes mobiles. Dans un pays où tous les hommes de dix-sept à soixante ans sont soumis à la loi militaire, on s'expose, si l'on est vaincu, on l'a dit plus haut, à les voir déporter en masse, comme prisonniers de guerre. Les Allemands ne sont jamais logiques qu'à leur profit ; mais il s'agit ici d'être pratiques, et il faut espérer que les peuples de l'Europe, mis en danger par leur duplicité, leur ambition sans égale, et leur machine de guerre

toujours prête et menaçante, sauront un jour leur apprendre qu'ils ont profité de leurs exemples.

Ici se termine la première période de la guerre franco-allemande de 1870. Sedan, Metz, Strasbourg, trois désastres, trois ruines sanglantes, en marquent les étapes. On a été tenté d'y voir la fin de la guerre de l'Empire français contre l'Allemagne, et de considérer le reste des événements comme la guerre de l'empire allemand contre la France. Cette distinction a été nettement posée au sein du Reichsrath allemand par l'opposition libérale. Elle n'existe pourtant qu'en apparence. En fait, toute cette campagne n'a été qu'une guerre acharnée, sauvage, haineuse, faite à la France par l'Allemagne, et si elle se partage en deux périodes, cela tient aux circonstances. Celle que nous venons de parcourir marque dans notre pays la chute de l'Empire et la ruine des moyens imparfaits que son imprévoyance avait rassemblés contre un formidable ennemi. Elle forme ainsi une époque séparée que les défaillances et l'incapacité caractérisent autant que la grandeur des défaites. La seconde appartient à la période républicaine; elle nous réserve autant d'illusions, des ruines plus grandes encore, des folies sans exemple, des crimes sans nom, mais au moins plus de patriotisme, et au delà de la chute finale, malgré un accablement sans égal, cette ressource des cœurs vaillants : l'espérance et le travail.

COMPOSITION DES ARMÉES.

I. — ARMÉE DU RHIN.

Commandant en chef : NAPOLÉON III.
Major général : Maréchal Lebœuf.
Premier aide-major général : Général Lebrun.
Deuxième aide-major général : Général Jarras.

A partir du 13 août 1870 :

Commandant en chef : Maréchal BAZAINE.
Chef d'état major général : Général Jarras.
Commandant l'artillerie de l'armée : Général Soleille.
Commandant le génie de l'armée : Général Coffinières.
Intendant général : Intendant général Wolf.
Médecin en chef : Larrey.
Pharmacien en chef : Poggiale.
Commandant du grand quartier général : Général de brigade Letellier-Blanchard.
Grand-prévôt : Général de brigade de Saint-Sauveur.
Payeur en chef : M. Fourtier.

1er corps. Maréchal de Mac-Mahon. — Chef d'état-major, général Colson.

1re division. Général Ducrot. — 1re brigade : 18e, 96e de ligne, 13e bataillon de chasseurs à pied. — 2e brigade : 45e, 1er zouaves.

2e division. Général Douay, plus tard Pellé. — 1re brigade

50e, 74e, 16e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 78e, 1er tirailleurs algériens.

3e division. Général Raoul. — 1re brigade : 36e, 2e zouaves, 8e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 48e, 2e tirailleurs algériens.

4e division. Général de Lartigue. — 1re brigade : 56e, 3e zouaves, 1er bat. de chasseurs. — 2e brigade, 87e, 3e tirailleurs algériens.

Division de cavalerie. Général Duhesme. — 1re brigade : 3e hussards, 11e chasseurs à cheval. — 2e brigade : 2e et 6e lanciers, 10e dragons. — 3e brigade : 8e et 9e cuirassiers.

Obs. — Le 87e de ligne fut laissé, après Wœrth, en garnison à Strasbourg. Le 1er corps comptait : 48 bataillons, 4 bataillons de chasseurs à pied, 28 escadrons, 96 canons à boulets, 24 mitrailleuses, 5 compagnies et demie du génie. Le 2 août, déduction faite du régiment laissé à Strasbourg, son effectif s'élevait à 38 000 hommes. Troupes d'Afrique et de l'Est.

2e corps. Général Frossard. — Chef d'état-major, général Saget.

1re division. Général Vergé. — 1re brigade : 32e, 55e, 3e bat. de chasseurs à pied. — 2e brigade : 76e, 77e.

2e division. Général Bataille. — 1re brigade : 8e, 23e, 12e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 66e, 67.

3e division. Général de Laveaucoupet. — 1re brigade : 2e, 63e, 10e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 24e, 40e.

Division de cavalerie. Général Marmier. — 1re brigade : 4e et 5e chasseurs à cheval. — 2e brigade : 7e et 12e dragons.

Obs. — Ce corps fut transporté, tout formé, du camp de Châlons, où il était, à la frontière. Il comptait 36 bataillons, 3 bataillons de chasseurs à pied, 16 escadrons, 72 canons, 18 mitrailleuses, 4 compagnies du génie, 1 détachement de sapeurs-conducteurs. Le 6 août, son effectif était de 28 000 hommes (1).

(1) L'effectif des corps de l'armée du Rhin n'a jamais été ni fixe ni uniforme. Cela tient aux défauts que présentait la composition de l'armée,

3e corps. Général Decaen; à sa mort, maréchal Lebœuf. — Chef d'état-major-général, général Manèque.

1re division. Général Montaudon. — 1re brigade : 51e, 62e, 18e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 81e, 95e.

2e division. Général de Castagny. — 1re brigade : 19e, 41e, 15e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 69e, 90e.

3e division. Général Metman. — 1re brigade : 7e, 29e, 7e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 59e, 71e.

4e division. Général Aymard. — 1re brigade : 44e, 60e, 11e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 80e, 85e.

Division de cavalerie. Général de Clérembault. — 1re brigade : 2e, 3e et 10e chasseurs. — 2e brigade : 2e, 4e dragons. — 3e brigade : 5e, 8e dragons.

Obs. — Ce corps fut formé avec les troupes des divisions actives de l'armée de Paris et de Metz. Il comptait 48 bataillons d'infanterie, 4 bataillons de chasseurs à pied, 28 escadrons, 96 canons, 24 mitrailleuses, 5 compagnies et demie du génie, 1 détachement de sapeurs-conducteurs. Le 6 août, son effectif était de 42000 hommes.

4e corps. Général de Ladmirault. — Chef d'état-major général : général Osmont.

1re division. Général de Cissey. — 1re brigade : 1er et 6e, 20e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 57e, 73e.

2e division. Général Grenier. — 1re brigade : 13e, 14e, 5e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 64e, 98e.

3e division. Général de Lorencez. — 1re brigade : 15e, 33e, 2e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 54e, 65e.

Division de cavalerie. Général Legrand. — 1re brigade : 2e et 7e hussards. — 2e brigade : 3e et 11e dragons.

Obs. — Ce corps comptait 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de

et à la mobilisation, que la marche des armées prussiennes a arrêtée, sans permettre de la compléter.

chasseurs à pied, 16 escadrons, 72 canons, 18 mitrailleuses, 4 compagnies du génie, 1 détachement de sapeurs-conducteurs. Le 6 août, son effectif était de 33 500 hommes. Troupes des garnisons du Nord.

5e corps. Général de Failly. — Chef d'état-major général, général Besson.

1re division. Général Goze. — 1re brigade : 11e, 46e, 4e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 61e, 86e.

2e division. Général de l'Abadie d'Aydren. — 1re brigade : 84e, 97e, 14e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 49e, 88e.

3e division. Général Guyot de Lespart. — 1re brigade : 17e, 27e, 19e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 30e, 68e.

Division de cavalerie. Général Brahaut. — 1re brigade : 5e hussards, 12e chasseurs. — 2e brigade : 3e et 5e lanciers.

Obs. — Le 5e corps comptait 36 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs à pied, 16 escadrons, 72 canons, 18 mitrailleuses, 4 compagnies du génie, 1 détachement d'ouvriers de parc. Effectif total au 6 août, 29 000 hommes. Troupes de l'armée de Lyon. Il perdit, après le 6 août, divers détachements et la 1re brigade de la 2e division (général Lapasset), environ 4000 hommes qui restèrent à Metz avec le 2e corps.

6e corps. Maréchal Canrobert. — Chef d'état-major général, général Henri.

1re division. Général Tixier. — 1re brigade : 4e, 10e, 9e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 12e, 100e.

2e division. Général Bisson. — 1re brigade : 9e, 14e. — 2e brigade : 20e, 31e.

3e division. Général Lafont de Villiers. — 1re brigade : 75e, 91e. — 2e brigade : 93e, 94e.

4e division. Général Levassor-Sorval. — 1re brigade : 25e, 26e. — 2e brigade : 28e, 70e.

Division de cavalerie. Général de Salignac-Fénelon. — 1re

brigade : 1er hussards, 6e chasseurs. — 2e brigade : 1er et 7e lanciers. — 3e brigade : 5e et 6e cuirassiers.

Obs. — Ce corps laissa en arrière au camp de Châlons, où il était en formation, les 14e, 20e et 31e de ligne, sa division de cavalerie, son personnel du génie et sa réserve d'artillerie. Il devait compter 48 bataillons, 1 bataillon de chasseurs à pied, 24 escadrons, 96 canons, 24 mitrailleuses, 5 compagnies du génie, 1 détachement de sapeurs. Il ne figura à Metz qu'avec 39 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs à pied, 48 canons et 24 mitrailleuses. Effectif au 13 août (Metz et Châlons) : 41 000 hommes. Troupes de l'Ouest et du Centre.

7e corps. Général Douay. — Chef d'état-major général, général Renson.

1re division. Général Conseil-Dumesnil. — 1re brigade : 3e, 21e, 17e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 47e, 99e.

2e division. Général Liébert. — 1re brigade : 5e, 37e, 6e bat. de chasseurs. — 2e brigade : 53e, 89e.

3e division. Général Dumont. — 1re brigade : 52e, 79e. — 2e brigade : 82e, 83e.

Division de cavalerie. Général Ameil. — 1re brigade : 4e hussards, 4e et 8e lanciers. — 2e brigade : 6e hussards, 6e dragons.

Obs. — Ce corps, dont l'organisation fut retardée, n'était pas entièrement mobilisé à la date du 6 août. Il comptait : 36 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs à pied, 20 escadrons, 72 canons, 18 mitrailleuses, 4 compagnies du génie, 1 détachement. Effectif le 6 août : 27 000 hommes. Troupes du Sud-Est.

Corps de la Garde impériale. Général Bourbaki ; plus tard, général Desvaux. — Chef d'état-major général, général d'Auvergne.

1re division (voltigeurs). Général Deligny. — 1re brigade : 1er et 2e voltigeurs, bataillon des chasseurs à pied. — 2e brigade : 3e et 4e voltigeurs.

2e division (grenadiers). Général Picard. — 1re brigade : ré-

giment de zouaves, 1er grenadiers. — 2e brigade : 2e et 3e grenadiers.

Division de cavalerie. Général Desvaux. — 1re brigade : guides et chasseurs. — 2e brigade : lanciers et dragons. — 3e brigade : cuirassiers et carabiniers.

Obs. — Ce corps comptait 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs à pied, 24 escadrons, 60 canons, 12 mitrailleuses, 2 compagnies du génie, 1 escadron du train. Effectif au 6 août : 23 000 hommes.

Réserve de cavalerie.

1re division. Général Du Barail. — 1re brigade : 1er et 3e chasseurs d'Afrique. — 2e brigade : 2e et 4e chasseurs d'Afrique.

2e division. Général Bonnemains. — 1re brigade : 1er et 4e cuirassiers. — 2e brigade : 2e et 3e cuirassiers.

3e division. Général de Forton. — 1re brigade : 1er et 9e dragons. — 2e brigade : 7e et 10e cuirassiers.

Obs. — Chaque division comptait 16 escadrons et 12 canons. Leur mobilisation fut arrêtée par l'invasion, de sorte que le 4e chasseurs d'Afrique n'arriva point à Metz ; les 1er et 3e en partirent le 16, accompagnant l'Empereur, et figurèrent à Sedan avec le 4e. Il y eut donc à Metz l'état-major et le 2e régiment de chasseurs d'Afrique de la 1re division et la 3e division ; à Sedan, tout le reste. Effectif des trois divisions : 7200 hommes.

Réserve générale d'artillerie. Commandant, général Canu.

16 batteries, soit 96 canons sans mitrailleuses. Effectif : 3500 hommes.

Réserve générale du génie.

3 compagnies, dont une pour les télégraphes et une pour les chemins de fer.

1 détachement de sapeurs conducteurs. Effectif : 500 hommes.

Forces de l'armée du Rhin.

	Bataillons d'infanterie.	Bataillons de chasseurs à pied.	Escadrons.	Canons.	Mitrailleuses.	Compagnies du génie.	Effectifs.
1er corps	48	4	28	96	24	5 1/2	38000
2e corps	36	3	16	72	18	4	28000
3e corps	48	4	28	96	24	5 1/2	42000
4e corps	36	3	16	72	18	4	33000
5e corps	36	3	16	72	18	4	29000
6e corps	48	1	24	96	24	5	41000
7e corps	36	2	20	72	18	4	27000
Garde impériale	24	1	24	60	12	2	23000
Divisions de cavalerie de réserve	..	.	48	36	..	.	7200
Réserve générale d'artillerie	..	.	..	96	..	.	3500
Réserve générale du génie	..	.	..	..	..	3	500
Total général	312	21	220	768	156	37	272200

II. — ARMÉES ALLEMANDES.

ORDRE DE BATAILLE A LA DATE DU 13 AOUT 1870.

Commandant en chef : le ROI DE PRUSSE.

Chef de l'état-major général : Général d'infanterie von Moltke.

Quartier-maître général : Lieutenant-général von Podbielski.

Inspecteur général de l'artillerie : Général d'infanterie von Hindersin.

Inspecteur général du corps des ingénieurs : Lieutenant général von Kleist.

PREMIÈRE ARMÉE.

Commandant en chef : Général von STEINMETZ.

Chef de l'état-major : Général von Sperling.

Quartier-maître supérieur : Colonel von Wartensleben.

Commandant de l'artillerie : Lieutenant-général Schwartz.

Commandant des ingénieurs : Colonel Biehler.

1er corps. Général de cavalerie von Manteuffel. — Chef de l'état-major, lieutenant-colonel von Burg.

1re division (infanterie). Lieutenant-général von Bentheim. — 1re brigade : 1er grenadiers, 41e d'infanterie. —2e brigade : 3e grenadiers, 43e d'infanterie. —1er bataillon de chasseurs, 1er dragons.

2e division (infanterie). Général-major von Pritzelwitz. — 3e brigade : 4e grenadiers, 44e. — 4e brigade : 5e grenadiers, 45e. — 10e dragons.

OBS. — Troupes de la Prusse orientale et occidentale. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes. Ne rejoignit la 1re armée que le 13 août.

7e corps. Général d'infanterie von Zastrow. — Chef de l'état-major, lieutenant-colonel von Uger.

13e division (infanterie). Général-major von Glümer. — 25e brigade : 13e, 73e de fusiliers. — 26e brigade : 15e, 55e. — 7e bataillon de chasseurs. — 3e hussards.

14e division (infanterie). Lieutenant général von Kameke. — 27e brigade : 39e de fusiliers, 74e. — 28e brigade : 53e, 77e. — 15e hussards.

OBS. — Troupes de Westphalie. 24 bataillons, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes.

8e corps. Lieutenant général von Gœben. — Chef de l'état-major, colonel von Witzendorff.

15e division (infanterie). Lieutenant général von Weltzien. — 29e brigade : 33e de fusiliers, 60e. — 30e brigade : 28e, 67e. — 8e bataillon de chasseurs. — 7e hussards.

16e division (infanterie). Lieutenant général von Barnekow. — 31e brigade : 29e, 69e. — 32e brigade : 40e de fusiliers, 72e. — 9e hussards.

Obs. — Troupes des provinces rhénanes. Les 65e (29e brigade), 68e (30e brigade) et 70e (32e brigade) furent laissés en garnison à Cologne, Coblentz et Sarrelouis, et remplacés par le 60e du 3e corps, les 67e et 72e du 4e. 24 bataillons, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32000 hommes (1).

1re division (cavalerie). Lieutenant général von Hartmann. — 1re brigade : 2e cuirassiers, 4e et 9e uhlans. — 2e brigade : 3e cuirassiers, 8e et 12e uhlans.

2e division (cavalerie). Général-major von Grœben. 6e brigade : 8e cuirassiers, 7e uhlans. — 7e brigade : 5e et 14e uhlans.

Obs. — 1re division : 24 escadrons. Effectif, 3600 hommes. — 2e division : 16 escadrons. Effectif : 2400 hommes. Quand la division de cavalerie avait besoin d'artillerie, on la tirait d'un des corps d'armée (2).

(1) Les 3 corps de la 1re armée comptaient, au début de la campagne, l'effectif normal réglementaire. Il s'apprécie sur les bases suivantes : 1 bataillon d'infanterie ou de chasseurs = 1000 hommes ; 1 escadron =150 hommes, 1 bataillon de pionniers = 1000 hommes, nous l'avons compté à 800 hommes, chiffre plus probable ; 1 bataillon du train = 1450 hommes. Le corps d'armée comprend 1 régiment d'artillerie, soit 90 pièces, plus la batterie de dépôt laissée en Prusse, ce qui porte l'effectif de l'artillerie du corps à 3000 hommes. L'état-major=560 hommes ; 1 batterie d'artillerie = 150 hommes.

(2) Les divisions de cavalerie ne forment jamais corps et ne relèvent que du commandant de l'armée. En 1866, il avait été formé, au contraire, des corps d'armée de cavalerie.

Forces de la première armée allemande.

	Bataillons d'infanterie.	Bataillons de chasseurs.	Escadrons.	Bataillons de pionniers.	Bataillons du train.	Canons.	Effectifs.
1er corps	24	1	8	1	1	90	32000
7e corps	24	1	8	1	1	90	32000
8e corps	24	1	8	1	1	90	32000
1re division de cavalerie	..	.	24	.	.	..	3600
2e division de cavalerie	..	.	16	.	.	..	2400
Total général	72	3	64	3	3	270	102000

DEUXIÈME ARMÉE.

Commandant en chef : Général de cavalerie prince FRÉDÉRIC-CHARLES.
Chef de l'état-major : Général-major von Stiehle.
Quartier-maître supérieur : Colonel von Hertzberg.
Commandant de l'artillerie : Lieutenant général von Colomier.
Commandant des ingénieurs : colonel Leuthaus.

2e corps. Lieutenant général von Fransecky.—Chef de l'état-major, colonel von Wichmann.

3e division (infanterie). Général-major : von Hartmann. — 5e brigade : 2e grenadiers, 42e.— 6e brigade : 14e, 54e. — 2e bataillon de chasseurs. — 3e dragons.

4e division (infanterie). Lieutenant général von Weyhern. — 7e brigade : 9e grenadiers, 49e. — 8e brigade : 21e, 61e. — 11e dragons.

OBS. — Troupes de Poméranie. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train,

90 canons. Effectif : 32 000 hommes. Ne rejoignit la 2ᵉ armée que le 18 août, à la bataille de Gravelotte-Amanvillers.

3ᵉ corps. Lieutenant général von Alvensleben II. — Chef de l'état-major, colonel von Voigts-Rhetz.

5ᵉ division (infanterie). Lieutenant général von Stulpnagel. — 9ᵉ brigade : 8ᵉ grenadiers, 48ᵉ. — 10ᵉ brigade : 12ᵉ grenadiers, 52ᵉ. — 3ᵉ bataillon de chasseurs. — 12ᵉ dragons.

6ᵉ division (infanterie). Lieutenant général : von Buddenbrok. — 11ᵉ brigade : 20ᵉ, 64ᵉ. — 12ᵉ brigade : 24ᵉ, 35ᵉ de fusiliers. — 2ᵉ dragons.

Obs. — Troupes du Brandebourg. 24 bataillons, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes.

4ᵉ corps. Général d'infanterie von Alvensleben I. — Chef de l'état-major : lieutenant-colonel von Thile.

7ᵉ division (infanterie). Lieutenant général von Schwarzhoff. — 13ᵉ brigade : 26ᵉ, 66ᵉ. — 14ᵉ brigade : 27ᵉ, 93ᵉ. — 4ᵉ bataillon de chasseurs, 7ᵉ dragons.

8ᵉ division (infanterie). Lieutenant général v. Schœler. — 15ᵉ brigade : 31ᵉ, 71ᵉ. — 16ᵉ brigade : 86ᵉ, 96ᵉ. — 12ᵉ hussards.

Obs. — Troupes des provinces de Saxe et d'Anhalt. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes (1).

9ᵉ corps. Général d'infanterie von Manstein. — Chef de l'état-major, major Bronsart von Schellendorf.

18ᵉ division (infanterie). Lieutenant général von Wrangel. —

(1) Le 4ᵉ corps, laissé en observation sur la Haute-Moselle du 15 au 18 août, fut affecté le 19 à la composition de la 4ᵉ armée (armée de la Meuse).

35e brigade : 84e, 36e de fusiliers. — 36e brigade : 11e grenadiers, 85e. — 9e bataillon de chasseurs, 6e dragons.

25e division (infanterie). Lieutenant général prince Louis de Hesse. — 49e brigade : 1er et 2e infanterie, 1er bataillon de chasseurs. — 50e brigade : 3e et 4e infanterie, 2e bataillon de chasseurs. — 1er et 2e régiments de reiter (25e brigade de cavalerie).

Obs. — Corps combiné avec des troupes du Schleswig-Holstein (18e division) et la division hessoise. 20 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 12 escadrons, 1 bataillon un quart de pionniers, 1 bataillon un quart du train, 78 canons. Effectif : 30 000 hommes. Corps plus faible que les autres parce que les régiments hessois n'ont que 2 bataillons. Le 25e régiment (35e brigade) fut laissé en garnison à Flensbourg et Sonderbourg, et remplacé par le 36e (fusiliers) de la 33e brigade (17e division).

10e corps. Général d'infanterie von Voigts-Rhetz. — Chef de l'état-major major von Capriri.

19e division (infanterie). Lieutenant général von Schwarzkoppen. — 37e brigade : 78e, 91e. — 38e brigade : 16e, 57e. — 9e dragons.

20e division (infanterie). Général-major von Kraatz-Koschlau. — 39e brigade : 56e, 79e. — 40e brigade : 17e, 92e. — 10e bataillon de chasseurs, 16e dragons.

Obs. — Troupes du Hanovre, d'Oldenbourg et du Brunswick. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes.

12e corps (saxon). Général prince royal Albert de Saxe. — Chef de l'état-major, lieutenant-colonel von Zezschwitz.

23e division (infanterie). Lieutenant général prince Georges de Saxe. — 45e brigade : 100e, 101e. — 46e brigade : 102e, 103e, 108e (fusiliers).

24e division (infanterie). Général-major Nehrof von Holderberg.

— 47e brigade : 104e, 105e. — 48e brigade : 106e, 107e. — 12e et 13e bataillons de chasseurs.

Division de cavalerie saxonne. Général-major Zur-Lippe. — 23e brigade : reiter de la garde, 1er reiter, 17e uhlans. — 24e brigade : 2e et 3e reiter, 18e uhlans.

Obs. — Troupes du royaume de Saxe. 27 bataillons d'infanterie, 2 bataillons de chasseurs, 24 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 96 canons. Effectif : 39 000 hommes. Contribua, après le 18 août, à former la 4e armée (armée de la Meuse).

Corps de la garde prussienne. Général de cavalerie prince de Wurtemberg. — Chef de l'état-major, colonel von Dannenberg.

1re division d'infanterie de la garde. — Général-major von Pape. — 1re brigade : 1er et 3e régiments à pied. — 2e brigade : 2e et 4e régiments à pied. — Bataillon chasseurs.

2e division d'infanterie de la garde. Lieutenant général von Budritzki. — 3e brigade : 1er et 2e grenadiers, garde. — 4e brigade : 3e et 4e grenadiers, garde. — Bataillon de tirailleurs.

Division de cavalerie de la garde. Lieutenant général von der Goltz. — 1re brigade : gardes du corps, régiment de cuirassiers. — 2e brigade : 1er et 3e uhlans, régiment de hussards. — 3e brigade : 1er et 2e dragons, 2e uhlans.

Obs. — Troupes de toutes les provinces. Garnisons habituelles : Berlin, Potsdam, Spandau, Hanovre, Breslau, Coblentz. 27 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 1 bataillon de tirailleurs, 32 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 39 000 hommes. Contribua, après le 18 août, à former la 4e armée (armée de la Meuse).

5e division (cavalerie). Lieutenant général von Rheinbaben. — 11e brigade : 4e cuirassiers, 13e uhlans, 19e dragons. — 12e brigade : 7e cuirassiers, 16e uhlans, 13e dragons. — 13e brigade : 10e, 11e et 17e hussards.

Obs. — 36 escadrons. Effectif : 4800 hommes.

6e division (cavalerie). Général-major duc de Mecklembourg-Schwerin. — 14e brigade : 6e cuirassiers, 3e et 15e uhlans. — 15e brigade : 3e et 16e hussards.

Obs. — 24 escadrons. Effectif : 3600 hommes (1).

Forces de la deuxième armée allemande.

	Bataillons d'infanterie.	Bataillons de chasseurs	Escadrons.	Bataillons de pionniers.	Bataillons du train.	Canons.	Effectifs.
2e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
3e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
4e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
9e corps	20	3	12	$1^1/_4$	$1^1/_4$	78	30 000
10e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
12e corps	27	2	24	1	1	96	39 000
Garde prussienne	27	2 (1 tir.)	32	1	1	90	39 000
5e division de cavalerie.	..	.....	36	....	....	..	4 800
6e division de cavalerie.	..	.....	24	....	....	..	3 600
Total général	170	11	160	$7^1/_4$	$7^1/_4$	624	244 400

TROISIÈME ARMÉE.

Commandant en chef : Général d'infanterie PRINCE ROYAL DE PRUSSE.

Chef de l'état-major : Lieutenant général von Blumenthal.

Quartier-maître supérieur : Colonel von Gottberg.

Commandant de l'artillerie : Lieutenant général Herkt.

Commandant des ingénieurs : Général-major Schulz.

(1) Après le 18 août, ces deux divisions de cavalerie furent affectées à la 4e armée (armée de la Meuse).

5ᵉ corps. Lieutenant général von Kirchbach. — Chef d'état-major, lieutenant-colonel von der Esch.

9ᵉ division (infanterie). Général-major von Sandrart. — 17ᵉ brigade : 58ᵉ, 59ᵉ. — 18ᵉ brigade : 7ᵉ grenadiers, 47ᵉ. — 5ᵉ bataillon de chasseurs. — 4ᵉ dragons.

10ᵉ division (infanterie). Général-major von Schmidt. — 19ᵉ brigade : 6ᵉ grenadiers, 46ᵉ. — 20ᵉ brigade : 37ᵉ de fusiliers, 50ᵉ. — 14ᵉ dragons.

Obs. — Troupes du grand-duché de Posen et de la Basse-Silésie. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes.

6ᵉ corps. Général de cavalerie von Tümpling. — Chef de l'état-major, colonel von Salviati.

11ᵉ division (infanterie). Lieutenant général von Gordon. — 21ᵉ brigade : 10ᵉ grenadiers, 18ᵉ. — 22ᵉ brigade : 38ᵉ de fusiliers, 51ᵉ — 6ᵉ bataillon de chasseurs, 8ᵉ dragons.

12ᵉ division (infanterie). Général-major von Hoffmann. — 23ᵉ brigade : 22ᵉ, 62ᵉ. — 24ᵉ brigade : 23ᵉ, 63ᵉ. — 15ᵉ dragons.

Obs. — Troupes de Silésie. Ce corps, laissé d'abord en arrière pour observer les frontières d'Autriche, rejoignit la 3ᵉ armée le 10 août. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32 000 hommes.

11ᵉ corps. Lieutenant général von Bose. — Chef de l'état-major, colonel Stein von Kaminski.

21ᵉ division (infanterie). Général-major von Schachtmeyer. — 41ᵉ brigade : 80ᵉ et 34ᵉ de fusiliers. — 42ᵉ brigade : 82ᵉ, 88ᵉ. — 11ᵉ bataillon de chasseurs, 5ᵉ dragons.

22ᵉ division (infanterie). Lieutenant général von Gersdorff. —

43e brigade : 32e, 95e. — 44e brigade : 83e, 94e. — 13e hussards.

Obs. — Troupes des provinces de Hesse et de Nassau. 24 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 8 escadrons, 1 bataillon de pionniers, 1 bataillon du train, 90 canons. Effectif : 32000 hommes. Le 87e fut laissé à Rastatt et remplacé par le 34e (fusiliers).

1er corps Bavarois. Général d'infanterie von der Tann. — Chef de l'état-major, colonel Diehl.

1re division (infanterie). Lieutenant général Stephan. — 1re brigade : régiment des gardes, 1er d'infanterie, 2e et 9e bataillons de chasseurs. — 2e brigade : 2e et 11e d'infanterie, 4e bataillon de chasseurs. — 1er brigade de cavalerie, 1er et 2e cuirassiers, 3e chevau-légers.

2e division (infanterie). Général-major Schumacher. — 3e brigade : 3e et 12e d'infanterie, 1er bataillon de chasseurs. — 4e brigade : 10e et 13e d'infanterie, 7e bataillon de chasseurs. — 2e brigade de cavalerie, 4e chevau-légers, 1er uhlans.

Obs. — 24 bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 1 détachement du génie, 1 détachement du train, 96 canons. Effectif : 38000 hommes.

2e corps bavarois. Général d'infanterie von Hartmann. — Chef de l'état-major, colonel von Horn.

3e division (infanterie). Lieutenant général von Walther. — 5e brigade : 6e et 7e d'infanterie, 8e bataillon de chasseurs. — 6e brigade : 14e et 15e d'infanterie, 3e bataillon de chasseurs. — 3e brigade de cavalerie, 1er et 6e chevau-légers, 2e uhlans.

4e division (infanterie). Lieutenant général von Bothmer. — 7e brigade : 5e et 9e d'infanterie, 10e bataillon de chasseurs. — 8e brigade : 5e bataillon d'infanterie, 5e et 6e bataillons de chasseurs. — 4e brigade de cavalerie : 2e et 5e chevau-légers.

Obs. — Les 4e et 8e d'infanterie de la 8e brigade furent laissés en garnison à Landau et Germersheim, et remplacés par 5 bataillons d'infante-

rie et 1 bataillon de chasseurs tirés des autres brigades. Aussi, le 2e corps bavarois ne compte que 18 bataillons d'infanterie, 5 bataillons de chasseurs, 20 escadrons, 1 détachement du génie, 1 détachement du train, 96 canons. Effectif : 32 000 hommes.

Division Wurtembergeoise. Lieutenant général von Obernitz. — Chef de l'état-major, colonel von Suckow.

Division d'infanterie. Lieutenant général von Obernitz. — 1re brigade : 1er et 7e d'infanterie, 2e bataillon de chasseurs. — 2e brigade : 2e et 8e d'infanterie, 3e bataillon de chasseurs. — 3e brigade : 3e et 5e d'infanterie, 1er bataillon de chasseurs.

Division de cavalerie. Général-major, von Scheler. — 1re brigade : 1re et 2e reiter. — 2e brigade : 3e et 4e reiter.

Obs. — Cette division forma, jusqu'au 6 août, un corps avec la division badoise, sous les ordres du général de Werder. Elle suivit ensuite la 3e armée. 12 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de chasseurs, 16 escadrons, 2 compagnies de pionniers, 1 détachement du train, 54 canons. Effectif : 20 000 hommes. Les 4e et 6e régiments d'infanterie furent laissés à l'intérieur.

2e division de cavalerie : lieutenant général Zu Stolberg-Wernigerode. — 3e brigade : 1er cuirassiers, 2e uhlans. — 4e brigade : 1er et 5e hussards. — 5e brigade : 4e et 6e hussards.

Obs. — 24 escadrons. Effectif : 3600 hommes.

4e division de cavalerie : général de cavalerie prince Albert de Prusse (père). — 8e brigade : 5e cuirassiers, 10e uhlans. — 9e brigade : 1er et 6e uhlans. — 10e brigade : 2e et 14e hussards.

Obs. — 24 escadrons. Effectif : 3600 hommes.

Forces de la troisième armée allemande.

	Bataillons d'infanterie.	Bataillons de chasseurs.	Escadrons.	Bataillons de pionniers.	Bataillons du train.	Canons.	Effectifs.
5e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
6e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
11e corps	24	1	8	1	1	90	32 000
1er bavarois	24	5	20	1	1	96	38 000
2e bavarois	18	5	20	1	1	96	32 000
Division wurtembergeoise	12	3	16	$^1/_2$	$^1/_2$	54	20 000
Cavalerie (2 divisions)	..	.	48	....	....	..	7 200
Total général	126	16	128	$5^1/_2$	$5^1/_2$	516	193 200

Force des trois armées d'invasion.

ARMÉES.	Bataillons d'infanterie.	Bataillons de chasseurs.	Escadrons.	Bataillons de pionniers.	Bataillons du train.	Canons.	Effectifs.
1re armée	72	3	64	3	3	270	102 000
2e armée	170	11	160	$7^1/_4$	$7^1/_4$	624	244 400
3e armée	126	16	128	$5^1/_2$	$5^1/_2$	516	193 200
Total général	368	30	352	$15^3/_4$	$15^3/_4$	1410	539 600*

* Il faudrait y ajouter les 13e et 14e corps qui furent constitués et en action en France dès la fin d'août et le commencement de septembre, ce qui porte à 600 000 le chiffre de l'invasion.

CORPS DÉTACHÉS.

13e corps. Grand-duc de Mecklembourg-Schwerin. — Chef de l'état-major, colonel von Krenski.

17e division (infanterie prussienne). Lieutenant général von Schimmelman, plus tard lieutenant général von Treskow. — 33e brigade : 75e, 76e. — 34e brigade : 89e grenadiers, 90e de fusiliers. — 14e bataillon de chasseurs.

17e brigade (cavalerie) : colonel von Rauch.— 17e et 18e dragons, 11e uhlans.

Obs. — 17e division. Troupes du Schleswig-Holstein et du Mecklembourg. 12 bataillons d'infanterie, 1 bataillon de chasseurs, 12 escadrons, 42 canons. Effectif : 16000 hommes

2e division (landwehr). Général-major von Selchow. — 3e brigade : 1 régiment (8e et 48e). — 1 régiment (12e et 52e). — 4e brigade : 1 régiment (20e et 60e). — 1 régiment (24e et 64e). — 2 régiments de la cavalerie de réserve.

Obs — 2e division de landwehr. Troupes du Brandebourg. 12 bataillons d'infanterie, 8 escadrons, 18 canons., Effectif : 14000 hommes. Le 13e corps fut chargé, après le 1er septembre, d'assurer les communications entre les armées allemandes. La 17e division fit le siége de Toul, puis celui de Paris. La 2e division de landwehr prit Soissons et occupa Reims et Châlons.

14e corps. Lieutenant général von Werder — Chef de l'état-major : lieutenant-colonel von Leczynski.

Division (infanterie badoise). — Lieutenant-général von Beyer, puis lieutenant général von Laroche de Jarrys. — 1re brigade : 1er et 2e d'infanterie badoise. — 2e brigade : 3e et 4e. — 3e brigade : 5e et 6e. — Brigade de cavalerie : 1er, 2e et 3e dragons.

Obs. — 18 bataillons d'infanterie, 12 escadrons, 1 division de pionniers, 1 division du train, 54 canons. Effectif: 22000 hommes.

Division de la landwehr de la garde : lieutenant général von Loën. — 1re brigade : 1er et 2e régiments de landwehr de la garde. — 2e brigade : 1er et 2e grenadiers. — Huit escadrons tirés de la cavalerie de réserve.

Obs. — 12 bataillons, 8 escadrons, 18 canons. Effectif : 14 000 hommes.

1re division de landwehr. Général-major von Treskow. — 1re brigade : 2 régiments (14e, 21e, 54e). — 2e brigade : 2 régiments (26e, 61e, 66e). — 8 escadrons de la cavalerie de réserve.

Obs. — 12 bataillons, 8 escadrons, 18 canons. Effectif : 14 000 hommes (1). Troupes de Poméranie.

Division mixte. Lieutenant général von Kummer.

3e division de landwehr. Général-major von Senden. — 5e brigade : 2 régiments (6e, 18e, 46e). — 6e brigade : 2 régiments (19e, 58e, 59e). — 8 escadrons de la cavalerie de réserve.

Obs. — 12 bataillons, 8 escadrons, 18 canons. Troupes de Posen et de Westphalie. Effectif : 14 000 hommes.

Brigade d'infanterie combinée. — 19e et 81e d'infanterie prussienne. — 2 régiments de la cavalerie de réserve.

Obs. — 6 bataillons, 8 escadrons, 18 canons. Troupes de la garnison de Mayence. Effectif : 7200 hommes.

L'Allemagne mobilisa d'autres corps qui doivent être cités au fur et à mesure de leur apparition sur le théâtre de la guerre.

En résumé : en dehors des 530 000 hommes mobilisés au début des hostilités, nos ennemis purent mettre sur pied, habillés, équipés et armés :

Première réserve.....................	180 000	hommes.
Landwehr et deuxième réserve......	160 000	—
Troupes de remplacement...........	225 000	—
Total........	565 000	hommes.

(1) Le 14e corps fit le siége de Strasbourg, et se divisa ensuite. La division de landwehr de la garde fut envoyée devant Paris. Le reste du orps concourut aux opérations autour de Belfort et de Dijon.

Il ne restait à la France, après avoir mobilisé son armée du Rhin, que :

3 bataillons d'infanterie légère d'Afrique.

Le régiment étranger.

4 régiments d'infanterie à Toulouse (corps d'observation des Pyrénées).

2 régiments à Civita-Vecchia.

2 régiments en Algérie.

115 quatrièmes bataillons non formés.

5 régiments de cavalerie, dont 3 de spahis, en Algérie.

10 batteries, dont 8 en Algérie.

III. — ARMÉE DE CHALONS.

Commandant en chef : Maréchal de MAC-MAHON.

Chef d'état-major général : Général Faure.

1er corps. Général Ducrot. — Chef d'état-major général, colonel Robert.

1re division. Général Wolff. — 1re brigade : 18e, 96e, 13e bataillon de chasseurs. — 2e brigade : 45e, 1er zouaves.

2e division. Général Pellé. — 1re brigade : 50e, 74e, 16e bataillon de chasseurs. — 2e brigade : 78e, 1er tirailleurs algériens, 1er régiment de marche.

3e division. Général Lhérillier.—1re brigade : 36e, 2e zouaves, 8e bataillon de chasseurs. — 2e brigade : 48e, 2e tirailleurs, 1er bataillon de francs-tireurs de Paris.

4e division. Général de Lartigue. — 1re brigade : 56e, 2e de marche, 1er bataillon de chasseurs. — 2e brigade : 3e zouaves, 3e tirailleurs.

Division de cavalerie. Général Duhesme. — 1re brigade : 3e hussards, 11e chasseurs. — 2e brigade : 2e et 6e lanciers, 10e dragons. — 3e brigade : 8e et 9e cuirassiers.

OBS. — Le 1er corps, après les pertes de Reichshofen, a reçu à Châ-

lons des renforts et notamment les 1er et 2e de marche et le 1er bataillon de francs-tireurs de Paris. Son effectif est reporté à 40 000 hommes.

5e corps. — Reste constitué selon l'indication portée au tableau I, sauf la brigade Lapasset qui a rejoint l'armée de Metz. — Effectif : 25 000 hommes.

7e corps. — Comme au tableau I, sauf la brigade de cavalerie : Jolif du Coulombier, restée à Lyon. — Effectif : 30 000 hommes.

12e corps. Général Lebrun. — Chef d'état-major-général : général Grelet.

1re division. Général Grandchamp. — 1re brigade : 22e, 34e bataillon de chasseurs de marche. — 2e brigade : 58e, 79e.

2e division. Général Lacretelle. — 1re brigade : 20e, 30e, 14e. — 2e brigade : 3e et 4e de marche.

3e division. Général de Vassoigne. — 1re brigade : 1er et 2e d'infanterie de marine. — 2e brigade : 3e et 4e d'infanterie de marine.

Division de cavalerie. — Général Salignac-Fénelon. — 1re brigade : 1er et 7e lanciers. — 2e brigade : 5e et 6e cuirassiers.

Obs. — Composé avec des troupes de Toulouse (1re division), 3 régiments du 6e corps et 2 de marche (2e division) et les 4 régiments d'infanterie de marine, ce corps comptait 40 000 hommes.

1re division de cavalerie de réserve : général Margueritte. — 1re brigade : 1er hussards, 6e chasseurs. — 2e brigade : 1er, 3 et 4e chasseurs d'Afrique.

2e division de cavalerie de réserve, comme au tableau I.

Obs. — La 1re brigade venait de la cavalerie du 6e corps.

Effectif total : 135 000 hommes.

FIN.

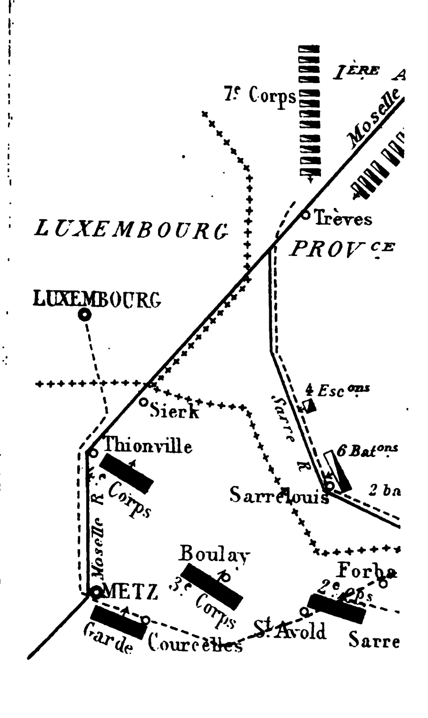
TABLE DES MATIÈRES.

PLANCHES.

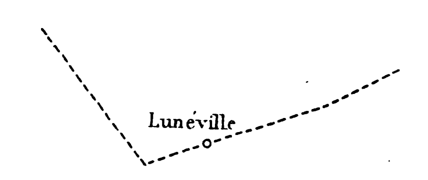
FIN DE LA TABLE.

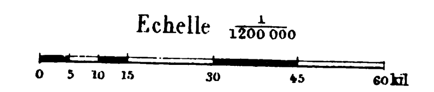
PARIS. — IMPRIMERIE DE E. MARTINET, RUE MIGNON, 2.

POSITIONS DES ARMÉ





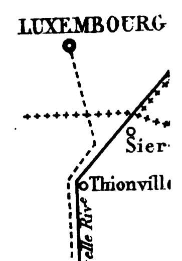




Gravé chez Erhard, 12, r. Duguay-Trouin

POS

LUXEMBO



F R

Lu

Ech

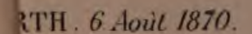


de
Weiler

Bois

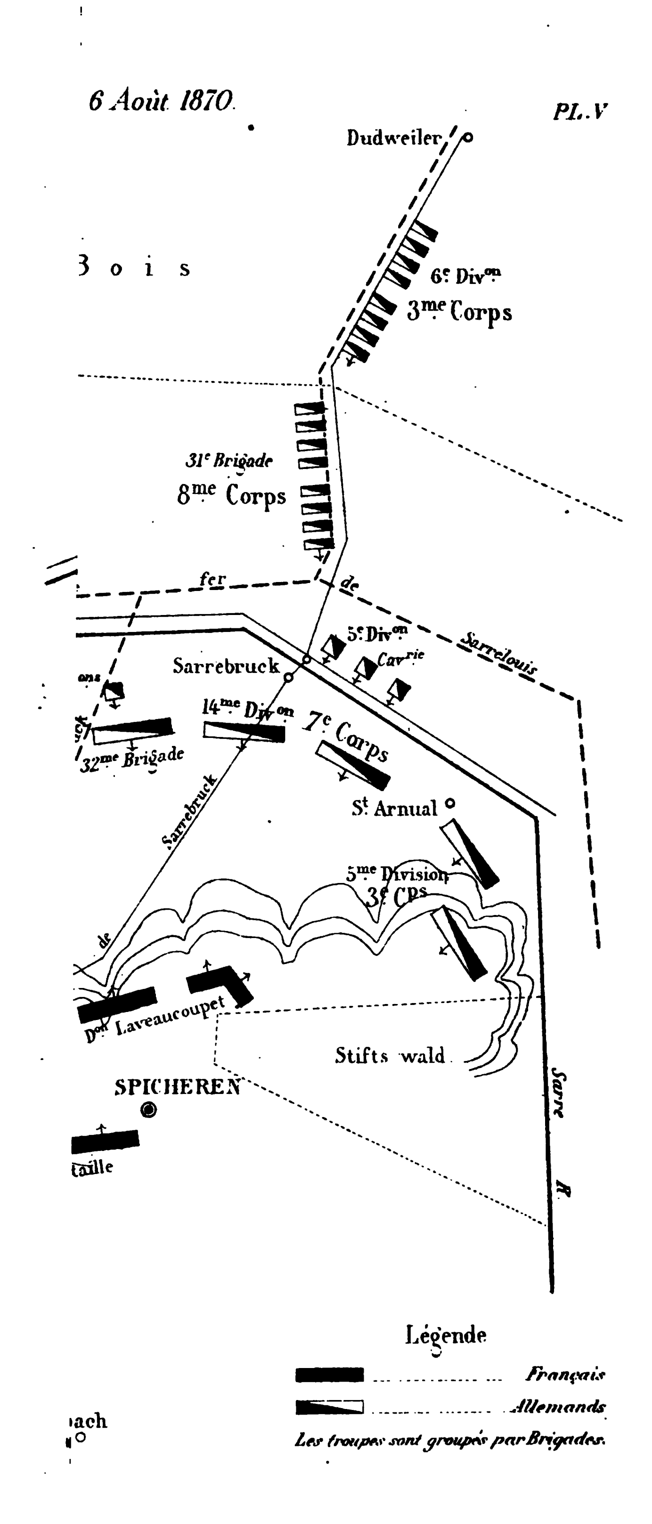
Route de B

0

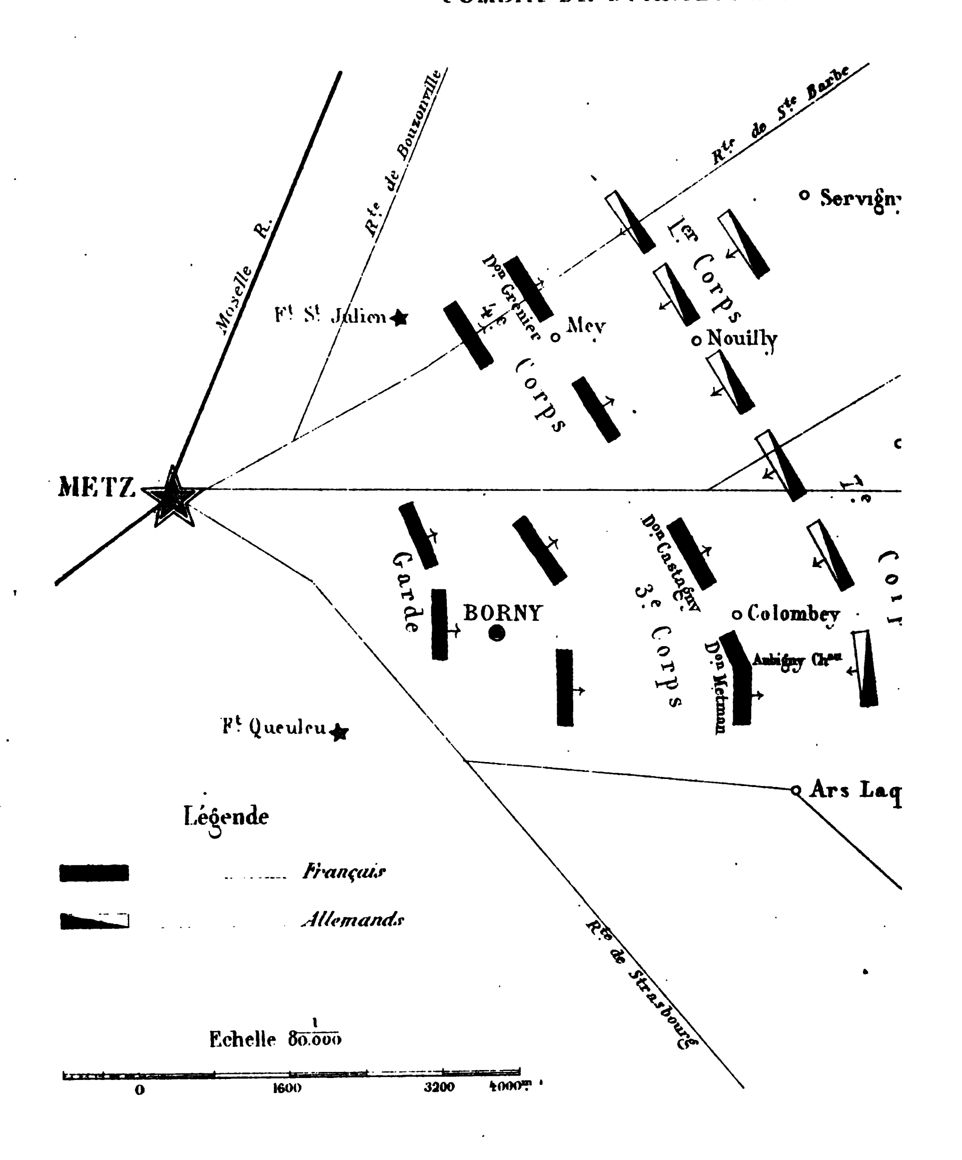

RTH . 6 Août 1870.

PL. IV

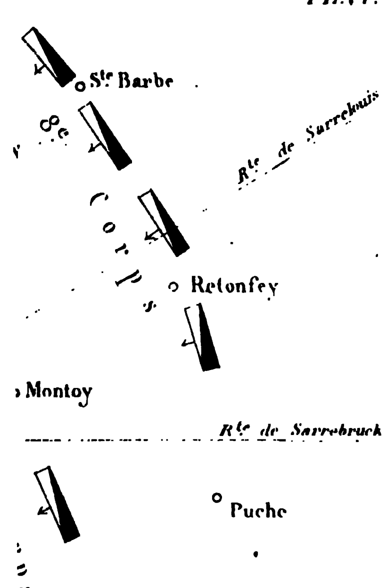

Cavie Barse
2e Corps Bavs
Sultz R
Gœrsdorf
1er Corps Bavs
5e Corps
Preuschdorf
Cavie Barse
Rte de Sultz
WŒRTH
4e Don Cavie
Elsashausen
IIe Corps
Wurtembergeoise
Niederwald
vald
Don Badoise
Gunstett
Don
Cavie Wurtse
Morsbronn
Sauer R
Légende
Français
Allemands
Les corps sont groupés par Brigades.



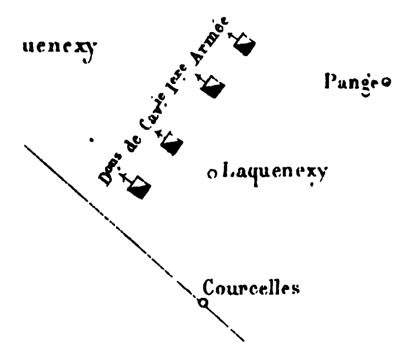
6 Août 1870.
PL. V
Dudweiler
Bois
6e Divon
3me Corps
31e Brigade
8me Corps
fer
de
Sarrelouis
5e Divon
Cavrie
Sarrebruck
14me Divon
7e Corps
32me Brigade
St Arnual
Sarrebruck
de
5me Division
3e Cps
Don Laveaucoupet
Stifts wald
SPICHEREN
Sarre R.
Légende
Français
Allemands
Les troupes sont groupées par Brigades.


COMBAT DE BORNY _ 14 Août 1870
METZ
Moselle R.
Rte de Bouzonville
Rte de Ste Barbe
Ft St Julien
Mey
Servigny
1er Corps
Nouilly
Don Grenier
4e Corps
Garde
BORNY
Don Castagny
3e Corps
Colombey
Don Metman
Aubigny Chau
Ft Queuleu
Ars Laq
Rte de Strasbourg
Légende
Français
Allemands
Echelle 1/80.000
0
1600
3200
4000m

Pl. VI.



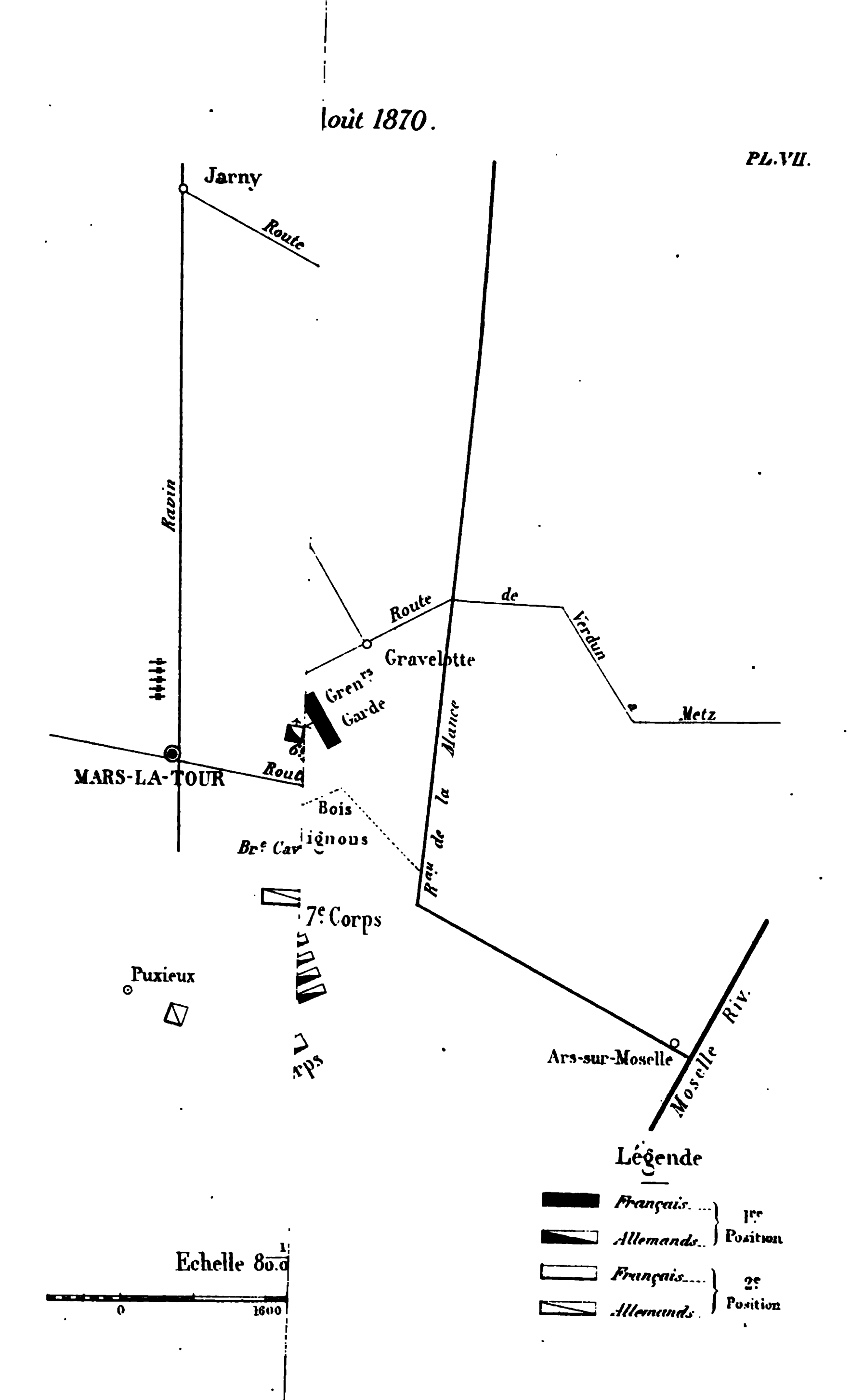
Ste Barbe
8e
Corps
Rte de Sarrelouis
Retonfey
Montoy
Rte de Sarrebruck
Puche

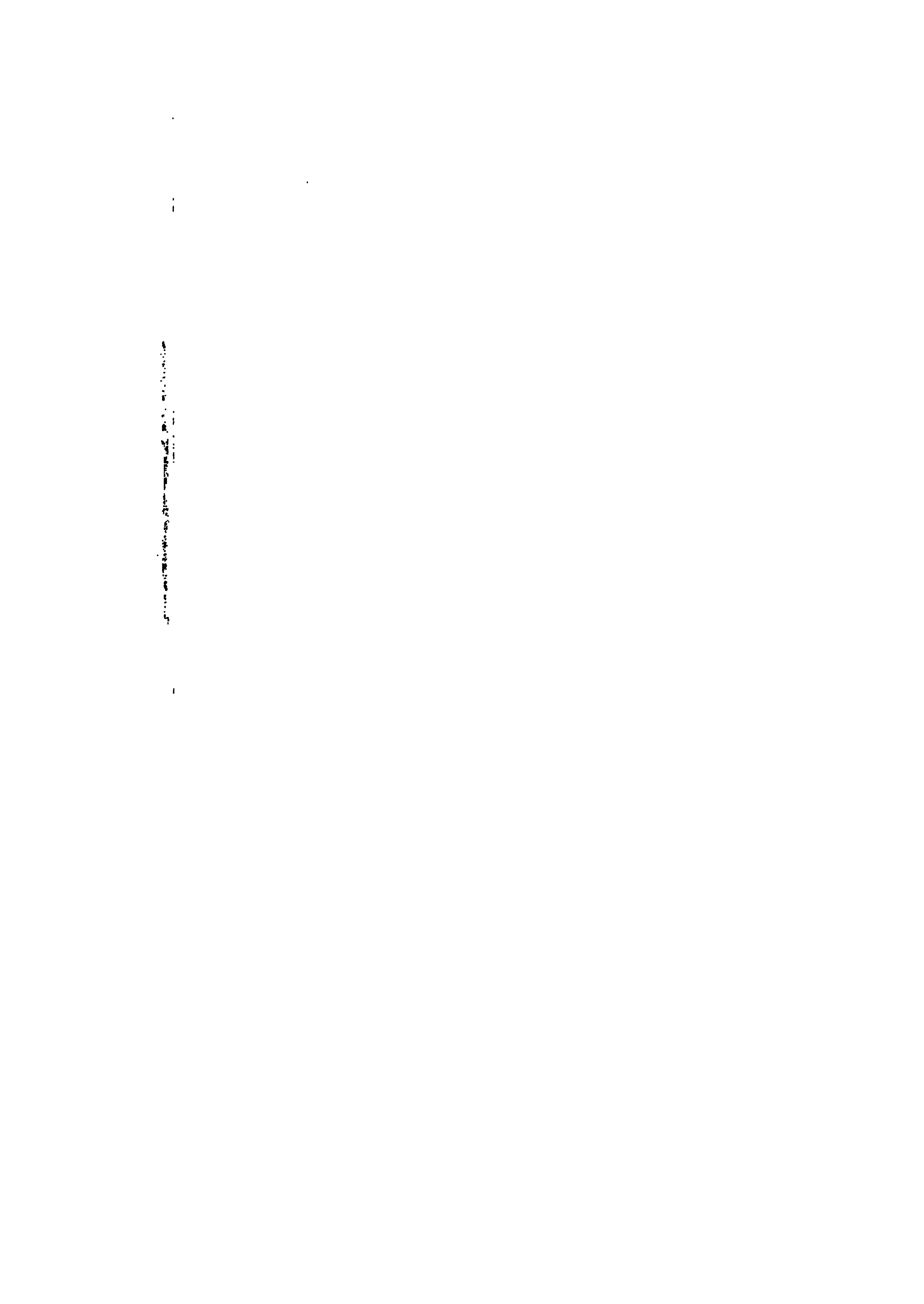


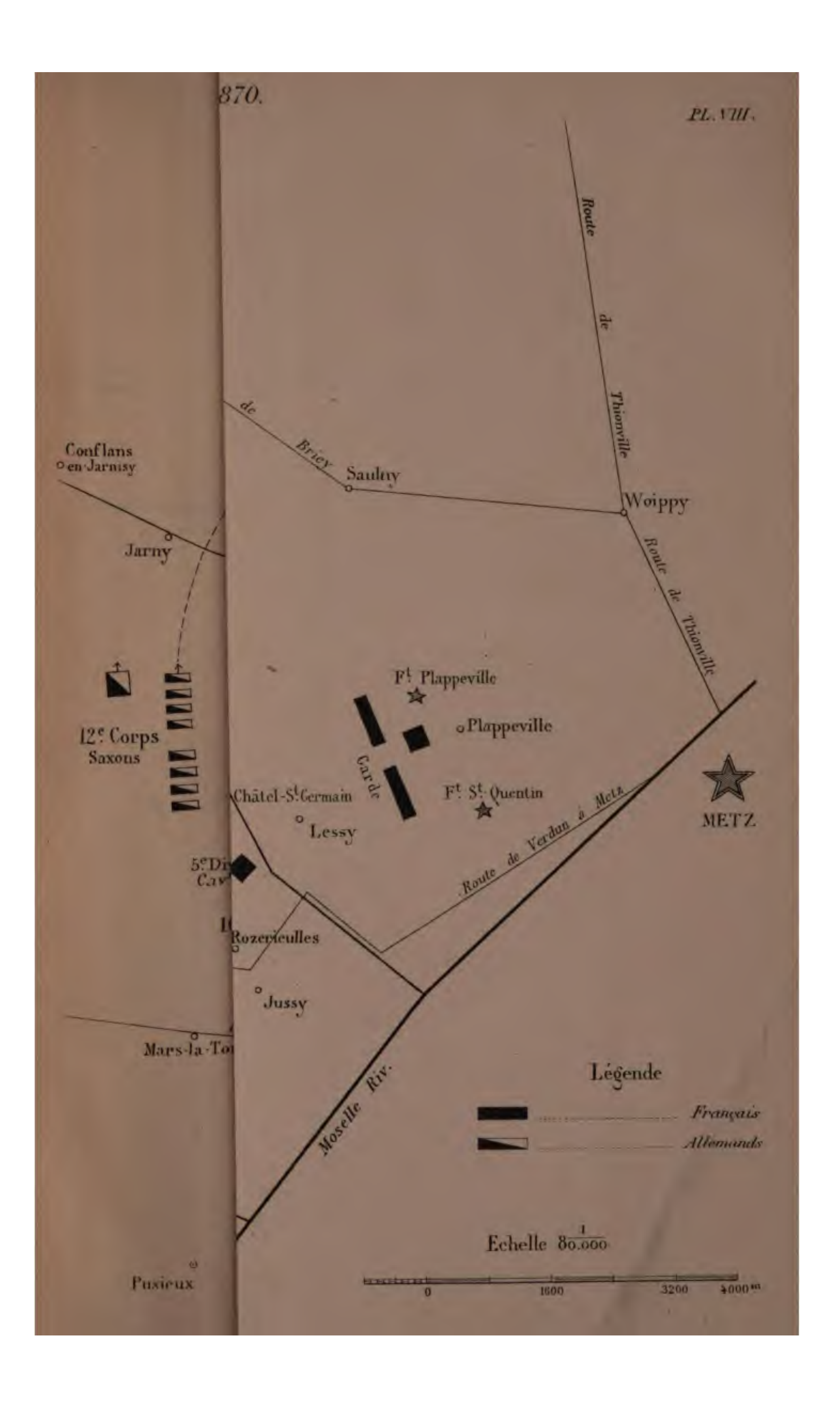
uenexy
Pange
Dons de Cavie 1ere Armée
Laquenexy
Courcelles

ꞁoût 1870.

PL.VII.

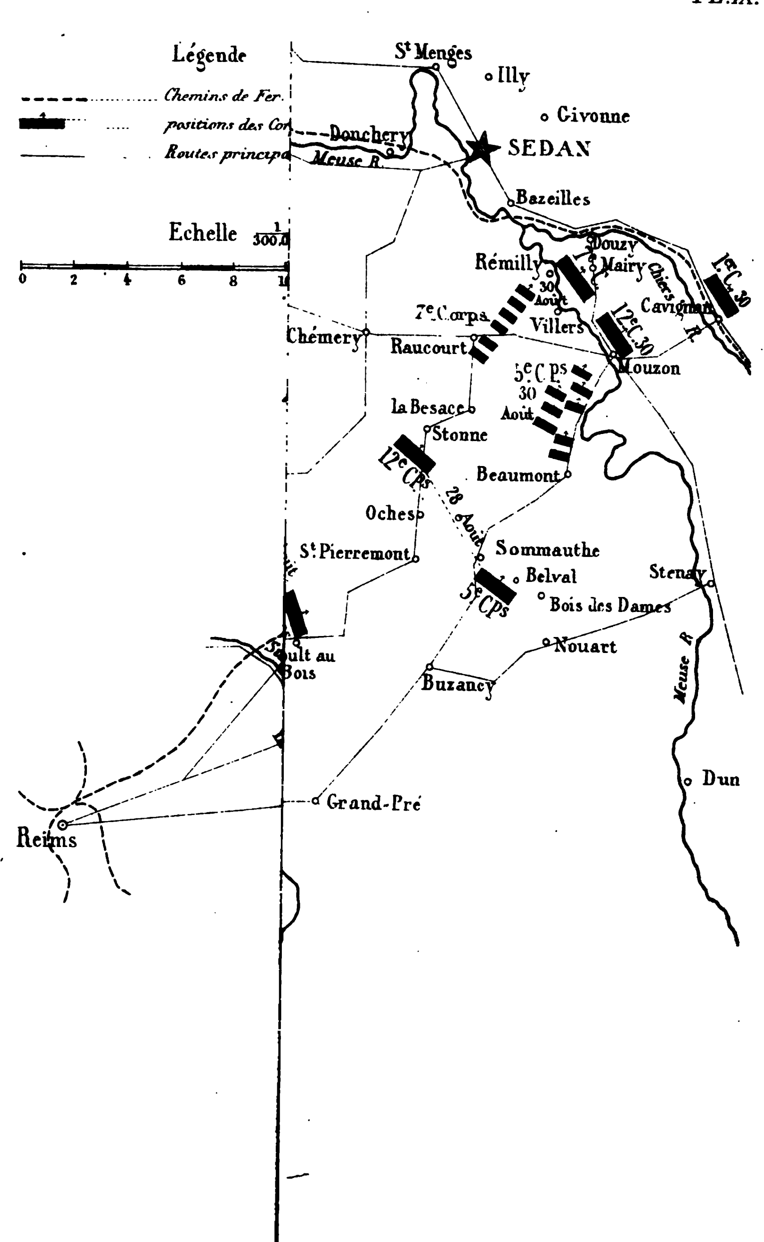





Route de Thionville
de Briey
Conflans en Jarnisy
Saulny
Woippy
Jarny
Route de Thionville
Fᵗ Plappeville
Plappeville
12ᵉ Corps Saxons
Garde
Châtel-Sᵗ Germain
Fᵗ Sᵗ Quentin
METZ
Lessy
Route de Verdun à Metz
5ᵉ Di
Cav
Rozerieulles
Jussy
Mars-la-To
Moselle Riv.
Légende
Français
Allemands
Echelle 1/80.000
0
1600
3200
4000ᵐ
Pusieux



PL. IX.

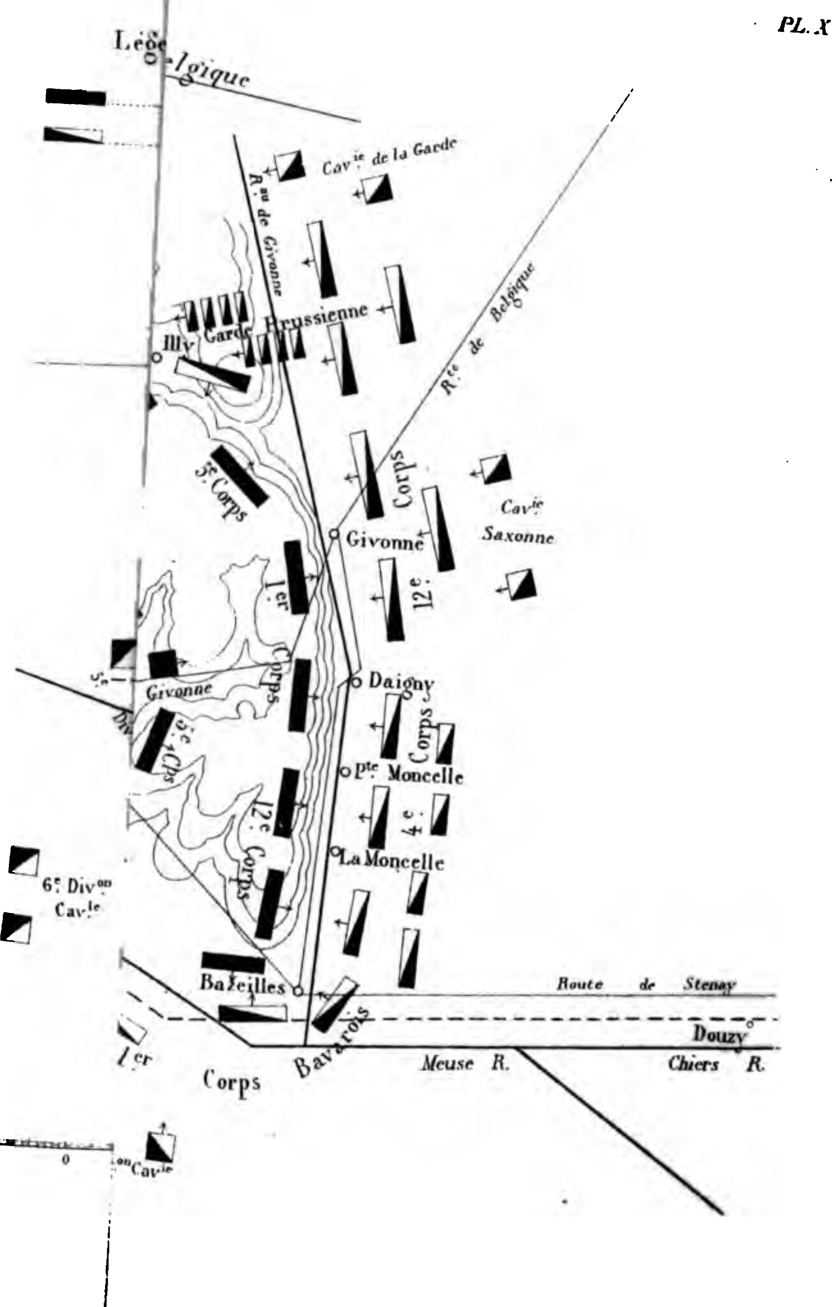


Légende
Chemins de Fer.
positions des Co
Routes principa
Echelle
0 2 4 6 8 10
St Menges
Illy
Givonne
Donchery
SEDAN
Meuse R.
Bazeilles
Douzy
Rémilly
Mairy
Chiers
1er C. 30
7e Corps
30 Août
Villers
Carignan
Chémery
Raucourt
12e C. 30
Mouzon
5e C. ps
30 Août
La Besace
Stonne
12e Cps
Beaumont
28 Août
Oches
St Pierremont
Sommauthe
Belval
5e Cps
Stenay
Bois des Dames
Nouart
Buzancy
Meuse R.
Dun
Grand-Pré
Reims

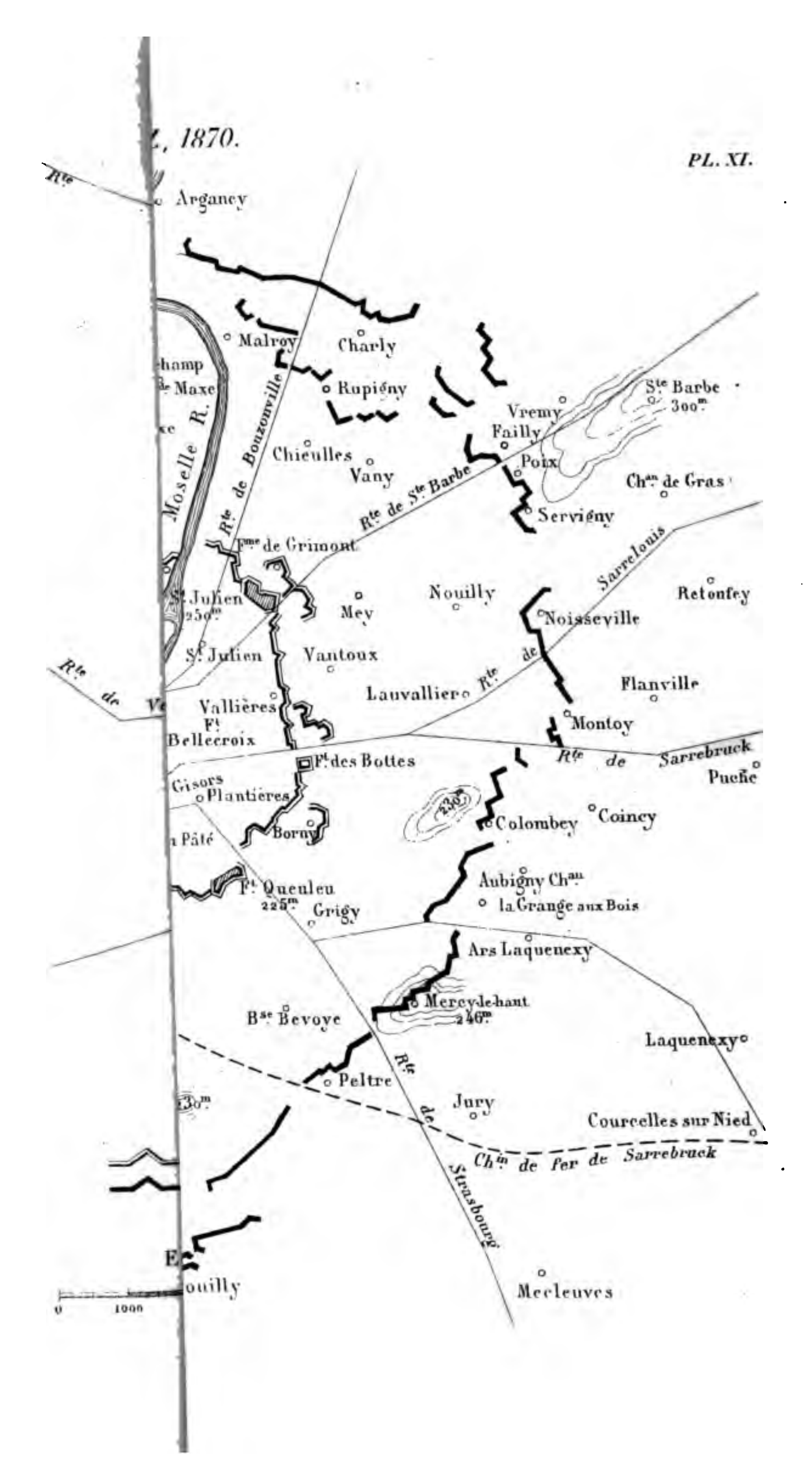


ubre 1870.

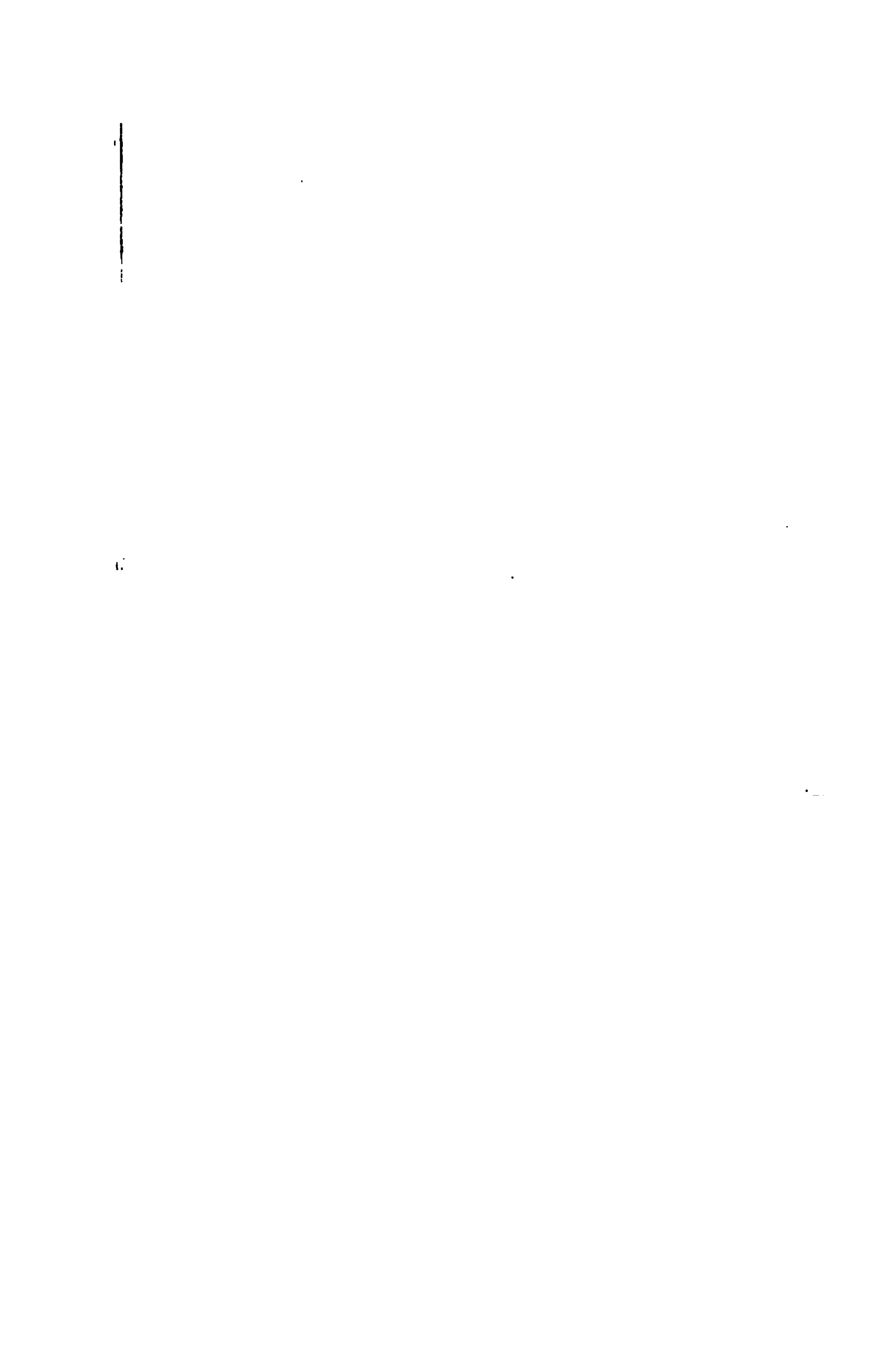
PL. X

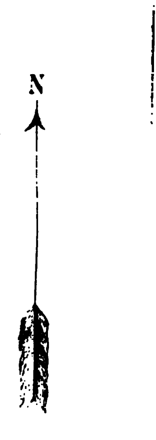






, 1870.
PL. XI.
Arganey
Malroy
Charly
Rupigny
Chieulles
Vany
Vremy
Failly
Poix
Servigny
Ste Barbe 300m
Chan de Gras
Moselle R.
Rte de Bouzonville
Rte de Ste Barbe
Fme de Grimont
St Julien 250m
St Julien
Mey
Nouilly
Noisseville
Retonfey
Sarrelouis
Vantoux
Lauvallier
Rte de
Flanville
Montoy
Vallières
Ft Bellecroix
Ft des Bottes
Rte de Sarrebruck
Puche
Gisors
Plantières
Borny
Colombey
Coincy
Aubigny Chau
la Grange aux Bois
Ft Queuleu 225m
Grigy
Ars Laquenexy
Mercy le haut 246m
Bse Bevoye
Laquenexy
Peltre
Rte de Strasbourg
Jury
Courcelles sur Nied
Chin de fer de Sarrebruck
ouilly
Mecleuves
0
1000





0 100

